



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



all ~~out~~
to out.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

NEVERS,

G. VALLIÈRE, IMPRIMEUR

PLACE DE LA HALLE ET RUE DU REMPART, 30.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

TROISIÈME SÉRIE. — TOME V^e. — XV^e VOLUME DE LA COLLECTION.



A NEVERS
CHEZ M. MAZERON, LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ, RUE DU COMMERCE

1893

24

Duminy
Nijhoff
13603
5-4-27

SOCIÉTÉ NIVERNAISE

DES LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

COMPOSITION DU BUREAU.

MM. René DE LESPINASSE, *président*.
l'abbé BOUTILLIER, *vice-président*.
Henri DE FLAMARE, *secrétaire*.
Gaston GAUTHIER, *pro-secrétaire*.
BRICHETEAU, *trésorier*.
DUMINY, *bibliothécaire-archiviste, conservateur du musée de la Porte du Croux*.

MEMBRES D'HONNEUR.

M^{gr} l'ÉVÊQUE DE NEVERS.
MM. le PRÉFET DE LA NIÈVRE.
le PRÉSIDENT DU TRIBUNAL CIVIL.
DE TOYTOT ✱, *président honoraire du tribunal civil*.

LISTE DES MEMBRES TITULAIRES.

MM.
ALLARD (l'abbé), *vice-chancelier de l'évêché, à Nevers*. — 29 mai 1890.
ANCHALD (comte d'), *château de Sauvages, par Beaumont-la-Ferrière*.
— 31 juillet 1890.
ARNAUD (l'abbé), *curé de Garchy, par Pouilly-sur-Loire*.
ASSIGNY (Henry d') ✱, *à Nevers*. — 7 juillet 1868.
BARRAU (Léon d'Abbadie de), *château du Chazeau, par Imphy*. —
24 juin 1886.
BAUDOT, *à Lanty, par Rémyilly*. — 29 novembre 1888.
BEAUCHÈNE (Paul de), 23, *rue du Cirque, à Paris*. — 27 mars 1890.
BERTAUX (Prosper), *directeur d'assurances, à Nevers*. — 9 juillet 1874.

MM.

BERTHIER-BIZY (baron Charles de), à Nevers. — 5 mars 1874.

BERTHIER-BIZY (comte Gaspard de), château de Bizy, par Guérigny.

— 31 octobre 1889.

BIDE (docteur), médecin en chef des chemins de fer de l'Espagne, à Lormes. — 30 octobre 1890.

BLANC (Hippolyte) ✱, ancien chef de division au ministère des cultes, à Chamenay, par Fourchambault. — 30 mars 1882.

BLANDIN (Frédéric), ingénieur civil (E. C.), à Nevers. — 4 février 1869.

BLAUDIN-VALIÈRE (Albert), à Nevers. — 7 mars 1872.

BOGROS (l'abbé), curé de Marzy. — 9 mai 1872.

BOITIAT, archiprêtre de la cathédrale, à Nevers. — 27 avril 1882.

BONNEAU DU MARTRAY ✱, ingénieur en chef, à Dijon. — 7 octobre 1875.

BONNEAU (Paul), conseiller général, à Clamecy. — 27 novembre 1890.

BORNIOL (Henri de), 70, rue des Saints-Pères, à Paris. — 30 avril 1885.

BOURGOING (baron Pierre de), au château de Mouron. — 27 juin 1889.

BOUTILLIER (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Coulanges-les-Nevers.
— 6 décembre 1861.

BOUTROUX (Paul), propriétaire à Nevers. — 31 juillet 1884.

BRICHETEAU, banquier à Nevers. — 4 novembre 1880.

BRUNEAU (l'abbé), curé de Maux, par Moulins-Engilbert. — 26 juin 1884.

BUSQUET, directeur des mines, à La Machine. — 6 novembre 1873.

CADEAU (l'abbé), curé de Livry. — 27 octobre 1881.

CHABANNES (comte Henri de), conseiller d'arrondissement, au château d'Argoulais, par Château-Chinon. — 26 janvier 1888.

CHAMBURE (Henri de), château de la Chaux, par Saulieu (Côte-d'Or).
— 6 novembre 1873.

CHAPOY (l'abbé), curé d'Aunay. — 30 août 1872.

CHARANT (colonel de), O. ✱, à Montargis (Loiret). — 27 juillet 1882.

CHARPENTIER (docteur), à Prémery. — 20 avril 1871.

CHARRIER (l'abbé Jules), curé d'Alluy, par Châtillon.

CHASTELLUX (comte de), château de Chastellux-sur-Cure (Yonne). —
Février 1885.

CHATELAIN (l'abbé), licencié ès-lettres, professeur à Pignclin. —
Décembre 1891.

CHEMINADE (Emmanuel), à Nevers. — 26 novembre 1885.

COL (Charles), rue de la Banque, à Nevers. — 25 janvier 1883.

DAMAS D'ANLEZY (comte Pierre de), conseiller d'arrondissement, château d'Anlezy. — 31 octobre 1889.

MM.

- DARNAY (baron), château de Montas, par Saint-Saulge. — 31 juillet 1890.
- DAUPHIN, notaire à Nevers — 25 juillet 1889.
- DEBOURGES (G.), avocat, 5, rue de Rémigny, à Nevers. — 22 février 1883.
- DEBY (l'abbé), curé de Limon. — 28 février 1889.
- DELAMALLE (Jacques), 104, boulevard Haussmann, Paris. — 28 novembre 1889.
- DELOST (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Château-Chinon. — 4 mars 1869.
- DERVAULT, à la Chaise, par Corbigny. — 26 février 1891.
- DESMOULINS, avoué à Nevers. — 27 juin 1889.
- DÉSVEAUX, colonel d'artillerie, à Autun (Saône-et-Loire).
- DETON (Charles), rédacteur en chef du *Journal de Saône-et-Loire*, à Mâcon. — 30 octobre 1884.
- DOMGERMAIN (comte René de), à Nevers, et à Phlin, par Nomény (Meurthe-et-Moselle). — 25 avril 1889.
- DUBARBIER (l'abbé), chanoine honoraire, vicaire général, à Nevers. — 4 décembre 1873.
- DUCOURTHIAL, agent d'assurances, à Nevers. — Janvier 1885.
- DUGUÉ ¶ I., professeur honoraire, à Saint-Saulge. — 29 novembre 1888.
- DUMINY (Edmond), ancien juge de paix, à Nevers. — 2 juin 1881.
- ESPEUILLES (comte Albéric d') ✱ , député, au château d'Espeuilles. — 27 juin 1889.
- ESTAMPES (comte Jean d'), château de Mouchy, par La Charité. — 31 octobre 1889.
- FAULQUIER (Adrien), à Clamecy. — 13 mai 1875.
- FERRIER (Henri), peintre, à Prémery. — 20 avril 1871.
- FICHOT (docteur) ¶ A., médecin en chef de l'hospice, à Nevers. — 7 octobre 1880.
- FIOT, bijoutier à Nevers — 23 février 1893.
- FLAMARE (Henri de) ¶ A., archiviste de la Nièvre. — 23 février 1882.
- FOUCHÉ (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier du lycée, à Nevers. — 2 décembre 1863.
- GADOIN ✱ , président honoraire du tribunal, à Cosne. — 14 janvier 1875.
- GARILLAND, juge de paix à Saint-Pierre-le-Moutier. — 24 octobre 1892.
- GAULMYN (vicomte Joseph de), château de Rimazoir, par Souvigny (Allier). — 29 novembre 1888.
- GAUTHEREAU, avocat à Paris, 5, place Saint-Michel. — 28 février 1889.

MM.

GAUTHIER (Gaston), instituteur à Saint-Martin-d'Heuille, par Guérigny.
— 26 juin 1890.

GAUTRON DU COUDRAY (Florimond), à Nevers. — 23 février 1888.

GILLOTIN (Théophile), négociant à Nevers. — 28 février 1884.

GIRERD (Frédéric), avocat, rue du Clotire-Saint-Cyr, à Nevers. —
19 mars 1891.

GONAT (Albéric), à Saint-Pierre-le-Moûtier. — 17 août 1874.

GRINCOUR (André), château de Fontallier, par Saint-Pierre-le-Moûtier.
— 27 juin 1889.

GRIVEAU (Algar), juge honoraire, à Nevers. — 22 février 1883.

GRIVEAU (l'abbé), curé de Sauvigny-les-Bois. — 19 mars 1891.

GUENEAU (Cyprien), notaire à Brinon.

M^{me} GUENY, château de Dumphlun, par Saint-Benin-d'Azy. —
31 octobre 1889.

GUILLEMETOT (l'abbé), curé-doyen de Brinon. — 30 octobre 1884.

GUILLERAND, à Roussy, commune de Saint-Parize-le-Châtel. —
24 février 1887.

HAMEL DE BREUIL (comte du), au Reconfort, par Monceaux-le-
Comte. — 30 juillet 1885.

HUGON (Edmond), ancien juge, à Nevers. — 3 juillet 1873.

IMBART LATOUR (Joseph), à Chevret, par Imphy. — 31 juillet 1890.

JAVILLIER A., pharmacien à Nevers. — 9 décembre 1875.

JOLLY (A.), directeur de la Banque de France, à Nevers. — Février 1885.

JOURDAN (docteur), rue Mirangron, à Nevers. — 27 juillet 1882.

JULLIEN (l'abbé), curé de Poiseux, par Guérigny.

JULLIEN, employé des ponts et chaussées, à Nevers. — 26 janvier 1882.

LA CHESNAYE (comte de), à Pouilly-sur-Loire. — 24 février 1887.

LAMBEL (la vicomtesse de), château de Mouchy, par La Charité. —
26 juin 1890.

LANGLE DE CARY (Charles de), ancien juge, à Corvol-d'Embernard. —
13 mai 1875.

LANGUINIER (Edmond), château de Machigny, par Saint-Benin-d'Azy.
— 23 février 1893.

LAPLANCHE (Maurice de), château de la Planche, par Luzy. —
10 janvier 1878.

LAROCHE-AYMON (comte de), château de Menou, par Varzy. —
24 octobre 1891.

LAUBESPIN (comte de) *, sénateur, conseiller général, château de
Tracy, par Pouilly. — 9 décembre 1875.

MM.

LAUGARDIÈRE (vicomte de), ancien conseiller à la cour d'appel, rue Hôtel-Lalemant, Bourges. — 23 avril 1857.

LAUVERNAY, agent-voyer d'arrondissement en retraite, à Nevers. — 14 juin 1860.

LAVESVRE (Henri de), à Nevers. — 22 avril 1893.

LE BLANC-BELLEVAUX, châ de Charry, par Saint-Saulge. — 1^{er} février 1872.

LE BLANC-BELLEVAUX (Charles), à la Coquillerie, par Guérigny.

LEGRAND, ingénieur-agent-voyer d'arrondissement, à Nevers. — 3 août 1876.

LE RASLE, notaire à Nevers. — 23 février 1893.

LESPINASSE (René de) ✱, ✱ A., conseiller général, à Luanges, par Guérigny. — 8 juin 1867.

M^{me} DE LESPINASSE, à Luanges, par Guérigny. — 31 octobre 1889.

LUTZ (Charles), architecte à Nevers. — Mars 1881.

MAGNARD, ingénieur à Fourchambault. — 31 juillet 1890.

MARANDAT (Edouard), 2, rue de la Basilique, à Nevers. — 24 novembre 1881.

MARANDAT, Henri, à Oliveau, commune de Mars. — 23 mars 1893.

MARCY (Raoul), ingénieur civil à Nevers, conseiller d'arrondissement du Cher. — 27 mai 1886.

MARCY (M^{sr} Jean de), chanoine de Lorette, à Lorette (Italie). — 1891.

MARILLIER (l'abbé), chanoine honoraire, vicaire général, à Nevers. — 4 octobre 1877

MARON (Albert), 116, rue du Coq-Français, à Roubaix (Nord). — 2 juin 1881.

MAUDUIT (comte Robert de), château des Coques, par Chaulgnes. — 30 octobre 1884.

MAUMIGNY (comte de), à Nevers, membre fondateur. — 5 juin 1851.

MAUMIGNY (vicomte Paul de) ✱, rue Creuse, à Nevers. — 28 juin 1883.

MAZERON (Achille), libraire à Nevers. — 25 juin 1885.

MÉTAIRIE (Abel), conseiller d'arrondissement, à Fonfaye, par Château-neuf-val-de-Bargis. — 9 juillet 1874.

MEUNIER (Paul), ancien avoué, 23, rue du Rempart, Nevers. — 28 novembre 1889.

MILLIEN (Achille) ✱, à Beaumont-la-Ferrière. — 14 juin 1860.

MIRAULT, régisseur à Cours-les-Barres (Cher). — 10 janvier 1866.

MIROT-CAGNAT (Léon), élève à l'Ecole des chartes, Paris, 34, rue du Cardinal-Lemoine, et à Clamecy. — 22 avril 1893.

MM

- MONOT (docteur) ✱, à Montsauche. — 6 mars 1873.
MONTAGNON ✱, à Nevers. — 13 février 1879.
MONTEIGNIER, à Dompierre-sur-Nièvre. — 29 août 1872.
MONTRICHARD (comte de) ✱, château de la Chasseigne, par Magny. —
27 octobre 1881.
MORIN-BOUTILLIER, libraire à Nevers. — 27 octobre 1881.
MORLON, conseiller à la cour d'appel, à Bourges. — 5 décembre 1867.
MOSSOT, à Menou, par Varzy.
OUAGNE (Paul), à Bornet, par Beaumont-la-Ferrière.
PANNETIER (l'abbé), curé d'Arleuf. — 29 août 1872.
M^{me} PÉRIGOT, rue du Charnier, Nevers. — 27 janvier 1890.
PERREAU (Paul), notaire à Saint-Benin-d'Azy. — 4 mars 1880.
PERRIER (docteur), à La Charité. — 13 novembre 1879.
POMEREU (vicomte de), conseiller général, au château de Fours. —
27 juin 1889.
POUSSEREAU (Louis), à La Machine.
PRACOMTAL (marquis de) ✱, conseiller général, au château de Châtillon.
— 27 juin 1889.
PRÉGERMAIN aîné, château de Gron, par Châtillon. — 4 octobre 1877.
RAMBOURG (Louis) ✱, château de la Ferté, par Chantenay. —
26 décembre 1889.
M^{me} RAMBOURG (Charles), château de Châteauvert, par Clamecy. —
26 décembre 1889.
RAMEAU (l'abbé J.-B.), professeur à Saint-Cyr, Nevers. — 29 mars
1890.
RASILLY (marquis de), château de Beaumont, par Saint-Pierre-le-
Moutier. — 25 juillet 1889.
RÉGNIER (Jacques), négociant à Coulanges-les-Nevers. — 28 février
1884.
M^{me} DE RÉMUZAT (Hélène), 66, rue Grignan, Marseille. — 31 octobre
1889.
ROBELIN (Albert), contrôleur des contributions directes, à Nevers. —
24 novembre 1881.
ROBERT (Paul), au château de Sully, par Nevers. — 26 avril 1888.
ROBERT, ancien juge, à Cosne.
ROGER (Octave) ✱, ancien magistrat, à Bourges. — 26 juin 1884.
ROLLAND (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier des Ursulines, Nevers.
— 14 juin 1860.
ROSEMONT (Adolphe de), membre fondateur, à Nevers. — 5 juin 1851.

MM.

ROSEMONT (Pierre de), château de Vernol (Loire) et à Nevers. —
Février 1892.

ROUX (le R. P.), supérieur du petit séminaire de Pignelin. — Décembre
1891.

SAGLIO (Alfred) ✱, à Fourchambault. — 27 juin 1889.

SAINT-CYR (docteur Victor), à Nevers. — 30 novembre 1882.

SARRIAU, rue de Bellechasse, 14, Paris. — 7 octobre 1880.

SAVELON (le R. P.), professeur à Pignelin. — Décembre 1891.

SAVIGNY DE MONCORPS (comte Charles de) ✱, sénateur, conseiller
général de la Nièvre, château de Savigny, par Saint-Saulge. —
3 août 1854.

SAVIGNY DE MONCORPS (vicomte René de) ✱, château de Fertot, par
Nevers. — 3 août 1854.

SAVIGNY DE MONCORPS (la vicomtesse Henri de), château de Poiseux,
par Guérigny. — 26 juin 1890.

SAULIEU (comte Charles de), à Lurcy-le-Bourg, par Prémery. —
24 février 1887.

SERY (l'abbé), curé de Grenois. — 27 octobre 1881.

SOLIER (l'abbé), professeur au grand séminaire de Nevers. — Décembre
1891.

SOULTRAIT (vicomte Roger de), conseiller général de la Nièvre, château
de Dornes. — 23 février 1888.

SOYER (l'abbé), à Nevers. — 9 janvier 1873.

SUBERT (docteur) ✱ A., médecin en chef de l'hospice, à Nevers. —
12 janvier 1865.

TESTE, château de Vésigneux, par Saint-Martin-du-Puy. — Février 1885.

TESTE (Alexandre), à Lormes. — 27 octobre 1887.

THÉPÉNIER (l'abbé), curé de Saint-Parize-le-Châtel. — 7 octobre 1880.

THONIER, Roger, à Saint-Léger, commune de Mars. — 23 mars 1893.

TIERSONNIER (Paul) ✱, au château de Trémigny, par Magny. —
27 juin 1889.

TIERSONNIER (Gabriel), au château du Colombier, par Nevers. —
27 juin 1889.

TIERSONNIER (Ludovic), château de la Grâce, commune de Gimouille.

TOYTOT (Ernest de), à Nevers. — 6 février 1862.

USQUIN (Paul), juge de paix à Donzy. — 6 avril 1876.

VALLIÈRE (Gilbert), imprimeur-administrateur du *Journal de la Nièvre*.
— 23 mai 1889.

MM.

VERNE (Charles du), château du Veullin, par le Guétin (Cher). — 3 mars 1870.

VERNE (Victor du), à Nevers. — 9 janvier 1873.

VERNE (Auguste du), à Nevers. — 4 novembre 1880.

VERNE (Charles du), château de Poiseux, par Guérigny. — 25 avril 1889.

VEYNY (le marquis de) ✱, rue des Moulins, à Nevers. — 31 mai 1883.

VILLENAUT (Adolphe de), ingénieur civil, château de Vauzelles, par Nevers. — 13 mai 1869.

VILLENAUT (Octave de), à Nevers. — 27 janvier 1887

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

- 1 Comité des travaux historiques et des sociétés savantes.
- 2 Société française d'archéologie.
- 3 Société philotechnique, à Paris.
- 4 Société éduenne, à Autun.
- 5 Société d'agriculture, de commerce, etc., du département de la Marne, à Châlons.
- 6 Société archéologique de Sens.
- 7 Société archéologique et historique, à Orléans.
- 8 Académie de Reims.
- 9 Société d'émulation de l'Allier, à Moulins.
- 10 Société des sciences naturelles et historiques de l'Yonne, à Auxerre.
- 11 Société historique du Cher, à Bourges.
- 12 Société d'émulation de Montbéliard.
- 13 Société des lettres, à Varzy (Nièvre).
- 14 Société académique du Var, à Toulon.
- 15 Académie de Mâcon.
- 16 Académie des sciences et belles-lettres d'Angers.
- 17 Société de l'histoire naturelle, à Colmar.
- 18 Société d'études, à Avallon (Yonne).
- 19 Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.
- 20 Société littéraire de Lyon.
- 21 Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, à Strasbourg.
- 22 Académie des sciences de Clermont-Ferrand.
- 23 Société académique de Boulogne-sur-Mer.

- 24 Société des antiquaires du Centre, à Bourges.
- 25 Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille.
- 26 Société des sciences, lettres et arts des Alpes-Maritimes.
- 27 Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers.
- 28 Commission historique du département du Nord.
- 29 Société des sciences naturelles et médicales de Seine-et-Oise.
- 30 Société des sciences et arts de Vitry-le-Français.
- 31 Société des travaux de statistique de Marseille.
- 32 Académie du Gard.
- 33 Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts d'Orléans.
- 34 Société archéologique de Rambouillet.
- 35 Société d'histoire naturelle de Toulouse.
- 36 Société d'agriculture, de commerce et d'industrie du département du Var, à Draguignan.
- 37 Société académique de Cherbourg.
- 38 Société historique et archéologique de Soissons (Aisne).
- 39 Société d'études des sciences naturelles de Béziers.
- 40 Société des sciences et arts du Havre.
- 41 Académie des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne.
- 42 Académie de la Val-d'Isère, à Moutiers (Savoie).
- 43 Société historique et archéologique du Périgord.
- 44 Société niçoise des sciences naturelles et historiques, à Nice.
- 45 Société littéraire de Clamecy (Nièvre).
- 46 Archives générales de la Côte-d'Or, à Dijon.
- 47 Société havraise d'études diverses, au Havre.
- 48 Comité archéologique de Senlis, à Senlis.
- 49 Société historique et archéologique de Langres.
- 50 Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.
- 51 Directeur du musée Guimet, à Lyon.
- 52 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
- 53 Société d'études des Hautes-Alpes, à Gap.
- 54 Société archéologique de Tarn-et-Garonne.
- 55 Société historique du Gâtinais.
- 56 Documents sur la province du Perche. — Directeur, vicomte de Romanet, château des Guillets, par Mortagne (Orne).
- 57 Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse — 19 mars 1891.

RÉGLEMENT

DU

PRÊT DES LIVRES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.

1° Tous les livres appartenant à la Société pourront être prêtés aux membres titulaires et plus spécialement ceux qui forment le fonds de Soultrait.

2° Un registre sera créé à cet effet et divisé en plusieurs colonnes, contenant le titre et le format de l'ouvrage, la date du prêt, le nom de l'emprunteur ainsi que sa signature et l'évaluation du volume.

3° Les livres ne seront prêtés que pour un délai maximum d'un mois, et devront être remis à la porte du Croux.

4° Le bibliothécaire aura seul qualité pour donner et recevoir les volumes.

5° Au cas où la lettre de rappel du bibliothécaire serait restée sans réponse, tout nouveau prêt serait refusé au retardataire.

6° Le plus grand soin est recommandé pour les livres. Il y aurait lieu à indemnité dans le cas où un livre serait détérioré.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES
LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

LA PETITE VENDÉE DU SANCERROIS

ET L'AGITATION ROYALISTE DANS LA NIÈVRE EN 1796,

PAR P. MEUNIER.

Edgard Quinet, dans son livre *la Révolution*, a défini aussi bien que possible les guerres de Vendée :

« Rien ne fut capable d'arrêter le premier élan de cette armée de paysans commandée par un paysan, dit-il en parlant de l'armée de Cathelineau. Les campagnes leur appartenaient; ils s'emparèrent des villes. Quoique gagnées à la Révolution, elles n'allèrent pas jusqu'à résister à outrance à l'armée catholique... mais, dans leur propre pays, ils n'enlevaient que les villes qui ne faisaient point de défense; encore, dans chacune d'elles, étaient-ils abandonnés par une partie des leurs, impatientes de retourner au village... La contrée entière combattait avec eux; naturellement retranchés derrière de larges fossés, d'épaisses haies, d'où ils font un feu plongeant et sûr, ils précèdent chaque coup de fusil d'un signe de croix... »

Plusieurs faits caractéristiques des guerres de la grande Vendée se rencontrent dans la petite Vendée du Sancerrois.

C'est la prise d'une ville par une armée de paysans, c'est le même élan religieux; mais les circonstances n'ont pas

permis que ce soulèvement restreint se perpétuât comme les grands soulèvements de l'Ouest. Quand un arbre est coupé ou meurt, on voit souvent de jeunes pousses s'élever du pied de cet arbre ; ces pousses semblent d'abord vigoureuses, mais au bout de quelques mois elles dépérissent et ne survivent point au vieux tronc.

L'action héroïque du royalisme finissait. Le soulèvement tardif du Sancerrois en présenta l'image en petit. Son organisation, la manière de combattre des chefs et des soldats, son issue et sa répression, qui fut l'affaire de quelques jours, en font réellement *la petite Vendée du Sancerrois*.

Au moment où Charette tenait encore tête à Hoche, le prince de Condé, dans le but, a-t-on dit, d'opérer une diversion, eut la pensée de profiter des sentiments religieux et royalistes qu'il savait animer les gens du centre de la France pour qu'au moyen d'un soulèvement aide fût apportée aux Vendéens vaincus.

Les mouvements combinés du royalisme dans le centre de la France aboutirent, dans l'Indre, à l'affaire de Palluau, qui, commencée dans les premiers jours de nivôse an IV, eut son dénouement près de Buzançais le 25 ventôse suivant, et dans le Cher au soulèvement dont nous allons essayer de faire l'histoire, et qui, commencé le 13 germinal an IV, se termina à Sens-Beaujeu le 21 du même mois.

Cette dernière affaire eut un bien mince retentissement, puisque le *Moniteur* n'en parle pas ; mais elle a son intérêt, parce que si elle se présente d'abord comme une aventure tentée par un partisan hardi ou comme une simple échauffourée, dès l'instant qu'on envisage les circonstances qui se groupent autour de l'événement on y trouve les traits justes de cette heure de notre histoire :

D'une part, les esprits passés généralement aux idées de conservation religieuse et monarchique au moment précis où la défaite des Vendéens était devenue définitive ;

D'autre part, une seule force subsistante, l'armée régu-

lière, prête à réprimer toute insurrection, alors que le zèle de patriotes clairsemés était aussi impuissant que l'ardeur des royalistes était platonique.

C'est un épisode de l'histoire révolutionnaire de la Nièvre et du Cher auquel la publication des mémoires d'Hyde de Neuville a donné de l'attrait. Considérée jusqu'ici comme une entreprise folle, menée par des hobereaux, sans empreinte sérieuse dans les souvenirs des habitants actuels du Sancerrois, elle nous apparaît aujourd'hui avec le personnage original d'Hyde de Neuville, et son côté chevaleresque contraste singulièrement avec la prudence du gros des royalistes du Centre, qui se bornaient à favoriser l'*anarchie* pour hâter le retour du roi.

Un mouvement royaliste réel s'était produit au printemps de l'an IV dans le Sancerrois et dans la Nièvre ; il était né des causes générales que tout le monde connaît et de causes particulières au Sancerrois. D'une part, en effet, la partie rurale du Sancerrois était aux mains de propriétaires attachés par-dessus tout à la religion catholique. Le contact avec les protestants, très-zélés républicains, semble y avoir animé les catholiques de sentiments religieux d'une vivacité telle qu'on n'en rencontre pas de semblable chez les gens habitant les pays où le culte catholique était seul pratiqué.

D'autre part, les gros propriétaires y avaient conservé sur les paysans de leurs paroisses, qu'ils n'avaient jamais quittées, une influence prépondérante. Très-ardents catholiques, on les verra marcher à la tête de leurs valets de ferme et de leurs vigneron. Si aux noms roturiers de ces chefs du pays sont joints parfois des noms de lieux, ce n'est pas que ces gens ont des prétentions à la noblesse, mais parce que les noms de lieux consacrent ici l'origine ancienne et la puissance de vieilles familles attachées au terroir. On voit, d'ailleurs, les entretenant dans la foi catholique et les secon-

dant dans leur ardeur royaliste, de nombreux prêtres, nés dans le Sancerrois, et alliés aux meilleures familles.

L'état d'esprit des Sancerrois, parfaitement connu au quartier général du roi, était entretenu par un mouvement royaliste alors général dans le centre de la France. Au milieu des manifestations non équivoques de partisans épars dans les départements voisins, le Sancerrois apparut donc comme un centre d'action tout indiqué, d'autant mieux que pour des raisons stratégiques qui séduisirent bien vite les généraux royalistes, le pays leur sembla un terrain bien propre à ce qu'on y tentât une diversion.

Dans la Nièvre, l'agitation royaliste ne se concentra nulle part. Elle se manifesta partout, mais sans qu'on puisse prétendre qu'elle s'y serait traduite par des faits d'armes si l'affaire de Sancerre n'eût été aussitôt étouffée, tant le revirement des esprits, quelque général qu'il fût, manquait de force pour précipiter la culbute du régime.

Pour se faire une idée de la série des causes de cette agitation royaliste et des faits qui la précédèrent, il faut remonter à l'an II. Consultez le procès-verbal de *la séance secrète extraordinaire du 26 frimaire an II, tenue par le conseil du département du Cher en surveillance permanente*, réuni à la réquisition de Noël Pointe :

« Grangier, administrateur du département de la Nièvre, au nom de ce dernier, entretient le conseil des rassemblements qui ont eu lieu sur les confins des deux départements ;

» Ces rassemblements, dit-il, ont pris leur source dans le fanatisme. Les personnes qui les composaient n'ont cessé de manifester leur respect pour la Convention nationale et leur attachement à la République ; mais l'on y répète que l'on veut avoir la messe et conserver les églises.

» Le grand mouvement imprimé dans la République, par les progrès rapides de la raison, avait d'abord entraîné beaucoup de communes du département ; des prêtres avaient donné leur démission, des communes avaient d'elles-mêmes

fermé leurs églises et fait leurs offrandes des vases de leur culte. Elles ont fait depuis un pas rétrograde; mais l'on ignore les raisons particulières qui les y ont déterminées.

» Il est résulté de ces mouvements des menaces et même des voies de fait contre certains particuliers que des malveillants avaient désignés comme les auteurs des atteintes dont on croyait avoir à se plaindre; le même motif les a dirigés dans la commune de Villequiers, où ils ont commis le plus grave des délits, en brisant les effets de la Société populaire de cette commune; ils ont cependant respecté l'oriflamme tricolore de cette société et l'ont attaché au haut de l'arbre de la liberté.

» En général, il paraît que les volontaires de la première réquisition prennent part à ces mouvements, pressés par leurs parents, qui demandent qu'avant leur départ on leur assure l'exercice de leur culte.

» L'on va, de commune en commune, forcer les officiers municipaux à sonner les cloches, ceux qui avaient détruit les signes extérieurs du culte à les rétablir et les curés démissionnaires à dire la messe... »

Qu'on se reporte au rapport fait par Jean-Alban Lefiot, député du département de la Nièvre, en mission dans le Cher, la Nièvre et le Loiret, on verra qu'il parle déjà d'un attroupement dans la commune de Belleville, district de Sancerre, et à Léré. « Quelques troupes, employées comme mesure de précaution par le général Santerre, afin de protéger la délivrance d'une réquisition en grains, ont été saisies la nuit pendant leur repos et n'ont obtenu leur liberté qu'après que les officiers se sont livrés en otages. » (Lettre au Comité de salut public, Orléans, 3 pluviôse.)

Les troubles de Belleville s'étaient produits, en effet, à cause de l'approvisionnement des grains à Léré, à Belleville, à Santrange, à Châtillon-sur-Loire.

Le 11 pluviôse an II, Lefiot prenait un arrêté contre (de) Bonnetat, ci-devant seigneur de Pierrefitte-ès-Bois, pour

qu'il fût mis en état d'arrestation dans la maison d'arrêt de Gien, à cause de son incivisme et de son ardeur contre-révolutionnaire.

Toute une agitation s'était produite (lettre de Lefiot, datée de Gien, 6 pluviôse, au Comité de salut public) vers cette ligne qui sépare les départements du Loiret et du Cher, à Belleville, à Léré, à Boulleraï, à Assigny, à Savigny, etc. — On y traitait déjà les attroupés de *brigands de la Vendée*. « Il s'en faut de beaucoup que le fanatisme soit atterré dans le pays où je suis, » dit Lefiot. Dameron et Legendre, députés de la Nièvre, s'étaient aussi préoccupés de cet état des esprits.

L'assemblée élective du département de la Nièvre, le 29 vendémiaire an IV, avait nommé comme administrateurs du département Joseph-Philippe Lavenne, Bouard, Gourjon, Languinier et Decolons l'aîné ; Colas était secrétaire général ; Decolons, ayant donné sa démission, avait été remplacé par Leblanc-Bellevaux.

Ces hommes politiques étaient du nombre de ceux qu'on avait désignés jadis comme *des fédéralistes* et qui conservaient encore quelque attachement à la forme républicaine.

Par arrêté du Directoire exécutif du 19 frimaire, ils furent remplacés, sur le rapport du représentant du peuple Bezout, venu dans la Nièvre pour réagir contre l'action des représentants Guillemardet et Laurenceot, par Passot, Gallois, Parent l'aîné, de Clamecy ; Bernard Tenaille, fabricant à Clamecy, et Jouselin, de La Charité ; Joly fut nommé procureur général-syndic et Edme Trottier-Champmartin, marchand, secrétaire général.

Quelques jours après, les administrateurs municipaux de Clamecy et de Cosne avaient été également destitués.

A Clamecy, les anciens fédéralistes Maraucourt, Héreau l'aîné, Tenaille-Saligny, Masson et Thomas, avaient été remplacés, sur l'ordre du Directoire exécutif, par André

Gallois, Jobert père, Edme Pillavoine le flotteur, Binet et Etienne-Laurent Parent-Charlet, homme de loi.

A Cosne, les nouveaux administrateurs municipaux, dans lesquels le Directoire exécutif avait placé sa confiance, furent Grangier La Marinière, Buché, Roux, Lahaussais et Clermonté fils l'aîné.

A Nevers, l'administration municipale était composée d'anciens jacobins, amis de Fouché ; les Chaix, les Bompois, les Callot, les Seigneur, les Prohaska, détenus comme terroristes et mis en liberté par Bezout, ainsi que les deux Parent que la population à Clamecy avait chassés, gouvernaient la ville de par le despotisme parlementaire, mais sans appui sur la foule.

Les commissaires du gouvernement étaient Denis Bon-guelet, Claude Cartelier, Brutus Gobet et Mucius-Scævola Frottier, qui représentaient le jacobinisme.

Leur impuissance haineuse et inquiète résulte des arrêtés et des proclamations qui se précipitent sur le papier, mais auxquels on n'obéit pas : mesures de sûreté générale, arrêtés contre les prêtres rebelles aux lois dont il faut purger le vol de la République, arrêtés pour rassembler les réquisitionnaires grâce aux efforts de Desclayes, de Guillier, ex-agent militaire à Clamecy, de Chevalier le jeune, de Brutus-le-Magnanime ; proclamations contre les chouans ; « un chouan est celui qui, ami du brigandage et de l'anarchie, ne connaît plus le frein des lois, la voix du magistrat, et trouve son avantage dans un bouleversement général, et qui veut que tous les citoyens se massacrent dans leurs réunions comme dans ce champ où *s'entretuèrent les soldats de Cadmus*. »

Les « respectables habitants des campagnes » auxquels les administrateurs faisaient appel, n'en replantaient pas avec plus d'empressement les arbres de la liberté, qu'on avait détruits un peu partout « sous l'infâme réaction thermidorienne ».

L'administration était sans force contre l'esprit du pays :
lisez le rapport sur la situation de l'esprit public dans le

département de la Nièvre pendant le cours de pluviôse an IV. »

Dans les cantons de Brutus-le-Magnanime, de Cosne, de Pouilly, les agents s'abstiennent de travailler pour la République. A Luzy, les fonctionnaires osent « s'asseoir à la table d'un nommé Marion, prêtre réfractaire ». Dans maints endroits, « les fonctions populaires sont tombées au pouvoir de quelques prêtres fanatiques et fripons », qui ont pour protecteur « un personnage fameux, investi d'un grand pouvoir, Guillerault », etc.

En effet, une campagne acharnée contre les administrateurs du département nommés par le Directoire, en remplacement des anciens administrateurs élus qui avaient été destitués comme royalistes, était menée par le représentant Guillerault en faveur des libéraux fidèles à la liberté, mais hommes d'ordre prévoyants. Ce conventionnel, qui cependant avait voté la mort du roi, mais qui subissait l'influence modératrice de l'actrice qui était alors sa maîtresse, avait, dans des brochures nombreuses et dans un journal, *le Batave*, attaqué la probité et les talents administratifs des jacobins investis de la confiance du Directoire. Ces derniers, « vieux amis de la liberté », n'osaient imposer leurs volontés au pays qu'en prétendant hypocritement « que le vœu de la dernière assemblée de la Nièvre, où la voix des patriotes était comprimée, n'était que le vœu des ennemis de la République et non pas celui du peuple ». (Réponse des administrateurs du département de la Nièvre à la lettre adressée au Directoire exécutif le 26 nivôse dernier par Guillerault, député au Corps législatif. Séance publique de l'administration centrale du 8 pluviôse an IV.)

Ils ne disaient pas vrai quand ils se vantaient d'avoir anéanti le fanatisme, obtenu que l'emprunt forcé se payât avec empressement et fait aimer la Constitution de l'an III.

On a dit que, de même qu'elle le fut en Vendée, la réquisition avait été le motif de l'insurrection sancerroise. Elle n'en fut pas même l'occasion. Il est exact que les chefs du

mouvement ont compté sur les réquisitionnaires comme auxiliaires. Mais la vérité est que la réquisition y fit plus de bandits et de vagabonds que de partisans royalistes.

On doit borner toute réflexion, de ce côté, à faire envisager le manque absolu d'empressement patriotique des conscrits comme une preuve du peu d'attachement des jeunes gens au régime nouveau.

Pour indiquer quelle fut l'intensité de l'agitation royaliste dans la Nièvre, rappelons un ensemble de faits qui ont coïncidé avec la révolte sancerroise.

Un matin on constatait que les arbres de la liberté avaient été abattus à Mesves, à Saint-Sulpice, à Asnan.

A Brinon, les femmes menaçaient l'agent national de le couper en morceaux s'il ne laissait sonner les cloches et ouvrir l'église.

Les réquisitionnaires peuplaient les bois et servaient d'émissaires pour colporter les nouvelles et agiter les hameaux les plus éloignés des villes ; sans qu'il fût besoin d'entente préalable, ils se trouvaient, pour le moment, *royalistes*.

Dans toutes les communes, les agents du gouvernement signalaient des malveillants qui mettaient le nez au vent.

Voici ce que l'un des plus instruits et des plus intelligents agents de la République, Piron, ancien curé de Fours, ancien administrateur du département, qui devait être fonctionnaire de l'Empire et le poète ordinaire de Napoléon I^{er} dans le département, écrira de La Nocle à l'administration centrale (23 germinal an IV) :

« Il est de notre devoir de vous faire part de l'esprit public qui nous environne depuis que la révolte de Sancerre est connue dans le pays. Le peuple est inquiet, on le travaille ; il se refuse à l'exécution des lois et des arrêtés de ses magistrats...

» Le 21, on a sonné les cloches dans les huit communes du

canton pour l'organisation de la garde nationale. Dans plus de la moitié, personne ne s'est présenté.

» On tient des propos contre-révolutionnaires, et si les brigands faisaient un mouvement dans les cantons de Luzy et de La Nocle, le peuple, qui paraît oublier les grands bienfaits de la Révolution, se rangerait parmi les royalistes... »

» Il y a ici très-peu de propriétaires.

» La majeure partie des grands biens nationaux qui couvrent le canton ne sont pas encore vendus et la plupart de ceux qui en ont acheté n'y demeurent pas.

» La masse du peuple paraît regretter le règne de ses anciens préjugés...

» Ce n'est que depuis dix-huit mois que l'opinion a été ainsi corrompue. Les années précédentes, nul canton n'avait été plus ardent pour la Révolution. Le prêtre Lambert y a fait le plus grand mal... »

On remarquera, en passant, que la famille de Vogué était propriétaire aussi bien à La Nocle et à Fours que dans le Sancerrois, et que des familles entières d'ouvriers verriers avaient été transportées à Ivoy-le-Pré et à Bourcard, centre du mouvement sancerrois, où nous les retrouverons.

En pleine insurrection sancerroise, le commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale du canton de Cosne allait écrire à l'administration centrale du département (13 germinal) :

« Qu'inutilement il a essayé de faire rassembler au chef-lieu de canton les soldats de la première réquisition et les militaires revenus des armées ; que les efforts de son collègue près la municipalité de Donzy ont été également infructueux ; que les fuyards, excités par des conseils perfides et par l'espoir de l'impunité, se sont retirés dans les bois, la plupart armés de fusils ; que la gendarmerie n'est pas suffisante pour les réduire, et que, d'ailleurs, on pourrait craindre

que ces fuyards ne vinssent à former un attroupement à l'imitation de ceux du Cher qui, déjà, ont établi une espèce de Vendée et menacent le canton de Sancerre ; qu'il serait à désirer que le département pût obtenir du gouvernement une police armée qui serait stationnée à Cosne ; qu'avec vingt-cinq dragons ou un plus grand nombre, qui seraient tirés de la commune d'Orléans, réunis à un détachement d'infanterie de ligne, la loi serait respectée...

» Que la proximité des points du département du Cher où les manœuvres séditieuses se sont manifestées avec plusieurs cantons du département de la Nièvre, la désobéissance des réquisitionnaires aux lois et arrêtés du gouvernement qui les rappellent à leurs drapeaux, les manœuvres que les royalistes ligués avec les prêtres réfractaires et leurs partisans ne cessent d'employer pour allumer la guerre civile, sont de nature à faire craindre que la tranquillité publique ne soit profondément troublée...

» Que la malveillance et le royalisme s'agitent en tous sens et qu'il y a danger imminent pour les cantons de Cosne, Neuvy, Pouilly et La Charité... »

Voici ce qu'écrivait à l'administration centrale du département le commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de police correctionnelle de Clamecy le 22 germinal :

« Le commandant de la garde nationale a rassemblé le bataillon, à l'effet de faire sortir des rangs les jeunes gens de bonne volonté. Eh bien ! l'assemblée battue et le rappel à l'heure indiquée n'ont produit aucun effet. On a délibéré et arrêté qu'on battrait la générale ; ce qui a été exécuté et n'a produit qu'un rassemblement de quarante à cinquante hommes à barbe grise. Personne ne s'est offert de bonne volonté...

» L'insubordination, l'agiotage, l'égoïsme et le fanatisme sont les principes de tous ceux qui ne sont pas allés à Cosne... »

Le brochurier nivernais qui rédigea, en style pompeux et officiel, l'histoire des *Troubles de Sancerre*, quelques jours après l'événement, gémit sur les difficultés qu'avait à vaincre l'administration, dont le seul appui contre la malveillance des modérés et les menées des royalistes était le Directoire exécutif. En effet, c'était en vain que le ministre de la police générale écrivait, le 17 germinal, à Bonguelet, ancien moine, commissaire du pouvoir exécutif à Nevers : « qu'il jouissait, ainsi que les administrateurs, de l'estime et de la confiance du Directoire, auprès duquel la calomnie chercherait en vain à leur porter des coups. » Etaient insuffisamment respectés les ordres donnés pour mettre strictement à exécution la loi du 10 vendémiaire sur les passeports et celle du 7 sur la police des cultes ; l'arrêté du 4 ventôse, pour appeler « tous les bons citoyens à la surveillance la plus scrupuleuse ». Toutes les mesures ainsi prises étaient des sources inépuisables de mécomptes et de déceptions.

Les « dénonciations civiques » que Guillerault et ses collègues avaient portées contre elle en ventôse et en germinal ébranlaient singulièrement l'autorité d'une administration imposée au pays contre le vœu éclatant des électeurs qui, le 20 vendémiaire, avaient voté pour Guillerault, Jourdan, Henri La Rivière, Laurenceot, Ballard, Delarue, Boissy d'Anglas, Lanjuinais, Durand, Maillaume, Pellet de La Lozère, etc.

« Les papiers vendus » accusaient l'administration de mesures arbitraires et dictatoriales, et proclamaient qu'il y aurait bientôt une revanche de la journée du 13 vendémiaire.

A Corbigny, Lavenne, ancien aide-de-camp de La Fayette, ancien administrateur du parti des modérés, dans une réunion de citoyens, deux jours avant l'explosion de Sancerre, avait manifesté les sentiments les plus hostiles au gouvernement.

On apprenait qu'à Entrains, au Plessis, près de Clamecy,

à Chinon-la-Montagne, les réquisitionnaires résistaient à la troupe, les armes à la main.

« Guillerault, lit-on dans les *Troubles de Sancerre*, connu pour son tendre penchant pour les femmes des royalistes et autres parents d'émigrés qu'il a manifesté lors de sa mission dans l'Allier, tonne en style des halles, dans la presse royaliste, *contre les hommes de sang*, et, d'accord avec Js..., il a choisi le saint temps de Pâques pour redoubler d'ardeur contre le gouvernement. »

D'un autre côté, les anarchistes, dont les appétits avaient été singulièrement excités par Fouché et Chaumette, agitaient Nevers. « Tous les complices de Babœuf, s'écrie Guillerault dans une lettre au Directoire, ne sont pas à Paris ; il en est partout et notamment à Nevers. » Dans leurs réunions retentissaient les cris de : « Vive la Montagne ! Vive la Constitution populaire de 1793 ! Au f... celle de 1795. »

L'administration municipale de Nevers avait jugé la situation si grave qu'elle avait établi la permanence depuis le 4 ventôse et prenait des mesures contre les émissaires royalistes venant de Paris.

Le pouvoir exécutif avait eu la main heureuse dans le choix des administrateurs imposés au pays, dans ce sens que l'unité d'action la plus complète avait été obtenue d'eux : les administrations centrales obéissaient aux ministres, les administrations municipales des chefs-lieux obéissaient aux réquisitions des commissaires du gouvernement, mais dans les petites communes personne n'écoutait plus les agents du pouvoir. C'est par là, et il en était ainsi dans toutes les campagnes, que l'*anarchie organisée* tenait la France. Dans les villes, les petits terroristes, alors au pouvoir, unanimement comprirent de la même façon la force de la collaboration et la puissance d'un commun effort contre l'ennemi ; mais la médiocrité de ces hommes est manifeste. Ces gens-là ne gardent pas la proportion juste entre les causes, les mesures, les résultats et leurs prétentions. On les dirait, d'ailleurs, tous

choisis d'un même tempérament : leur langage est uniformément d'une pure beauté prud'hommesque. L'administration municipale de Nevers a les mêmes naïvetés que l'administration centrale. En présence des royalistes *qui s'agitent en tous sens*, expressions qui reviennent à satiété dans tous les procès-verbaux, et qui, du reste, caractérisent bien le mouvement général, mais sans effet du royalisme, l'administration municipale de Nevers fait cette découverte, à savoir « que de tous les moyens que la loi met en ses mains pour repousser l'ennemi commun, celui de la force armée est le plus efficace comme le plus imposant ». Elle compte beaucoup sur l'effet patriotique que produira le drapeau national qu'on va hisser sur le sommet de la tour de Saint-Cyr « pour faire diversion avec celui des ennemis de la République et rappeler aux Français la nécessité de servir plus que jamais pour la défense commune ».

En définitive, quand l'insurrection sancerroise éclata, la Nièvre était dans un état voisin de l'anarchie. La lassitude et le dégoût *des honnêtes gens* étaient complets. La police n'existait pas. Dans certaines communes, les bandits étaient maîtres.

Le parti royaliste, de son côté, manquait aussi bien de direction que le gouvernement manquait de puissance et de prestige. Le temps est passé des résolutions énergiques. Les enthousiasmes ne se manifestent plus que par des paroles vaines ou des conspirations ridicules. Dans les deux camps tout est à l'unisson : on y est encore fort monté de ton, mais sans force quand il faut agir.

Aussi, nous verrons que la faiblesse de la répression égalera la stérilité de l'insurrection royaliste, et la petitesse de cette répétition naïve d'une grande guerre civile sera rendue plus frappante encore par la pompe exagérée avec laquelle a été célébrée la victoire, sans péril, des gardes nationaux de Nevers.

Il est facile de reconnaître le théâtre de la petite Vendée du Sancerrois quand aujourd'hui, de la montagne où est assise la ville de Sancerre, on embrasse l'étendue entière de la vallée de la Loire, entre les collines du Berry et les hauteurs du Nivernais, puis quand, laissant de côté cette vallée silencieuse et reposée et se tournant vers le Berry, on jette les yeux sur l'ensemble de vergers ombreux et de collines couvertes de vignobles qu'entourent des bois interminables sillonnés de routes blanches.

La montagne de Sancerre fait partie d'une chaîne qui parcourt le pays du sud au nord. Elle est en ligne avec les hauteurs voisines, mais, à l'est, séparée par deux gorges étroites. Elle est attachée au groupe de ces hauteurs vers le sud-ouest. Saint-Satur, qui est au pied de Sancerre, est placé dans un bassin formé par la Loire à l'est, par des hauteurs à l'ouest, au nord par une montagne aussi élevée que celle de Sancerre. Le port sur la Loire s'appelle Saint-Thibault.

On connaît le passé huguenot de Sancerre, le siège mémorable que cette ville soutint en 1573 contre La Châtre, alors que Jouanneau et Jean de Léry étaient parvenus à en faire un nid de sectaires et de ses habitants vifs et gais de véritables héros. Aujourd'hui cette ville n'a rien qui la singularise. C'est un chef-lieu d'arrondissement semblable à tous les autres au point de vue des opinions et des mœurs, et qui ne s'en distingue que par sa position charmante et forte.

Mais nous sommes en l'an IV. Par la Loire, des gens à l'esprit frappé ont vu déjà, remontant de Nantes, quinze cents chouans armés jusqu'aux dents. Au-delà, c'est le Nivernais, couvert de vieilles forêts qui offrent aux réfractaires des retraites commodes. Du côté du Berry, ce sont des surfaces boisées s'étendant jusqu'à Sancoins, au milieu desquelles se trouvent les approvisionnements de blé de Sancergues et la fabrique de canons de Jouet-la-Canonnière. Les communications avec Orléans sont faciles par les chemins

couverts et détournés d'Henrichemont, La Chapelle, Aubigny, La Ferté-Fumeterre.

C'est là que Le Picart de Phélippeaux tenta d'organiser une insurrection en même temps que du Prat organisait celle de l'Indre. Phélippeaux était, comme du Prat, un élève des écoles militaires. Il était lieutenant-général dans l'armée de Condé avant l'insurrection sancerroise.

C'est à Orléans d'abord qu'il alla. Il trouva des partisans dans cette ville. Puis, il s'installa dans un petit bourg du Sancerrois, appelé Santranges, d'où il se mit, durant trois mois, à parcourir les communes. Il avait choisi pour lieutenants des gens du pays ou des environs: de Bonnétat, de Boislinard, Buchet-Marigny, de Rigault, Ducorps, Bezard des Séguins, Neveu dit Camisole, de Verdigny. Les familles Grangier, Gressin-Boisgirard, Decencièrre recevaient les organisateurs du mouvement, les cachaient et leur fournissaient des vivres.

Rien n'égalait, semble-t-il, le zèle du commencement. Les communes de Jars, du Noyer, de Sury-en-Vaux, de Verdigny étaient des centres où la population avait été *unanimentement royalisée*, suivant l'expression d'Hyde de Neuville.

Les chefs passaient souvent la Loire pour se concerter avec les royalistes de la Nièvre, grâce au bateau appartenant au jeune royaliste Hyde, qui fut plus tard le baron Hyde de Neuville et dont les parents habitaient La Charité.

On fabriquait des balles à Jars; deux voitures pleines d'armes et deux pièces de quatre avaient pu être amenées d'Orléans par des chemins détournés. Un charron du pays fabriquait les affûts. On avait fait tout un approvisionnement d'uniformes blancs à parements rouges.

Les conciliabules des chefs avaient lieu chez une ardente royaliste, M^{lle} Ribert, qui, comme M^{me} Achet, de Léré, favorisa puissamment l'action des royalistes. On promit 25 louis d'engagement et 15 à 20 sous pour dépenses journalières aux engagés.

Mais le bruit de ces préparatifs de guerre était parvenu

aux oreilles des administrateurs des deux départements limitrophes.

Dès le 6 germinal, l'administration municipale du canton de Sancerre savait qu'il se formait à Jars un rassemblement qu'on y représentait comme un corps de déserteurs de la première réquisition prêts à marcher sur Sancerre.

Il s'agissait, en effet, de quatre cents soldats réfractaires qui, depuis longtemps, attendaient, cachés dans les bois, une occasion dont ils pussent tirer profit. Ces soldats avaient pour commandant un nommé Bataille, dont le concours pour n'importe quel coup de main fut vite acquis à Phélippeaux.

Le 10 germinal, des détails plus précis parvenaient à Sancerre. La municipalité avait fait monter la garde aux portes de la ville pendant la nuit du 9 au 10, et le commissaire du pouvoir exécutif avait écrit à ses collègues de Sens-Beaujeu et de Sury-en-Vaux pour avoir des renseignements certains. Quatre heures après, un gendarme apportait la nouvelle qu'en effet une armée de royalistes se formait à Jars. On avait vu des *gars* venant de Souenes, canton de Salbris, et des environs d'Orléans, par pelotons de dix, vingt et trente, qui demandaient le chemin de Jars. On savait que des émissaires royalistes avaient parcouru tout le canton de Sens-Beaujeu pour réunir en un même endroit tous les chevaux de la réquisition décrétée le 15 pluviôse. Un patriote de Jars avait dénoncé les réunions qu'on tenait chez M^{lle} Ribert. D'autre part, on apprit que Tournier, directeur de la manufacture de Bourcart, et plusieurs de ses ouvriers, originaires de La Nocle, avaient pris le soin d'envoyer leurs femmes et leurs enfants dans leur pays en prévision d'une guerre dont des tentatives d'embauchage leur avaient révélé l'imminence.

Dans Sancerre même, il y avait de nombreux citoyens au courant de ce qui se tramait. Or, il était arrivé que des papiers indicatifs du mouvement qu'on préparait étaient tombés aux mains de l'administration : un jour de marché,

l'un des émissaires de Phélippeaux, nommé Bonnin, pour mettre à l'abri les papiers dont il était porteur, ne crut pas mieux faire que de les confier à la femme d'un de ses amis qui, sans se douter qu'elle dénonçait ainsi du même coup son mari, les remit bêtement à l'administration.

C'est pourquoi le 10 germinal, à onze heures du soir, la municipalité de Sancerre transmettait à Heurtault (de) Lamerville, commissaire du Directoire près le département du Cher, qui déjà avait eu à faire dissiper certains attroupe-ments et à sévir à l'occasion de bris d'arbres de la liberté, les divers renseignements qu'elle possédait. Elle invitait l'ad-ministration départementale à envoyer sur-le-champ à Sancerre un corps de troupes avec mission de barrer le chemin à l'armée des royalistes.

Le 12, une véritable panique s'empara des habitants de Sancerre. On vit les plus affolés qui démenageaient leurs effets pour les transporter à la campagne. A six heures du soir, un nouveau courrier partait pour Bourges afin d'y hâter le départ d'une colonne de secours. L'administration siégea en permanence. La garde nationale, sous le comman-dement de Gravot, c'est-à-dire cent à cent cinquante hommes, dont quarante armés de piques et le surplus de fusils de calibre et de chasse, gardait les portes de la ville. On lui avait distribué sept à huit livres de poudre avec soixante à quatre-vingts cartouches.

Sur les dix heures du soir, trois habitants de Sancerre fuyaient de la ville en criant : « On égorge ! On assassine ! Vive le roi ! Au diable la République ! » On crut que l'ennemi approchait ; mais le lieutenant de gendarmerie, avec six cavaliers, soutenus par des bourgeois à cheval, étant allé à la découverte de l'ennemi, n'avait rien vu venir.

Cependant, les secours qu'on attendait ne venaient pas plus vite que l'ennemi. Le 13 au matin un courrier partait pour Feux, Pouilly, La Charité, afin de faire un dernier appel aux municipalités voisines, vainement averties déjà.

Cette fois l'urgence était évidente, car le tocsin sonnait à Menetou-Ratel et dans les communes environnantes.

Voici ce qui s'était passé du côté des royalistes : Phélippeaux avait appris la mésaventure arrivée à Bonnin. Il savait que des appels désespérés étaient adressés de Sancerre à Bourges et à Nevers. Il fallait donc qu'il se hâtât s'il voulait arriver à Sancerre en devançant les troupes républicaines.

Mais il n'estimait pas que son armée fût assez solide pour opérer utilement : il comptait bien sur 4 à 5,000 hommes, mais il eût voulu renforcer ses recrues au moyen des secours sérieux qu'il attendait des Orléanais.

Cependant, comme il avait annoncé qu'il serait prêt le 13 germinal, qui était le samedi, veille du dimanche de Quasimodo (Pâques tombait le 27 mars 1796), à entrer en campagne, il rassembla ses lieutenants auprès de Jars pour leur faire part de ses hésitations et de son embarras. On convint alors dans ce conseil de guerre que l'expédition serait retardée de quinze jours. Mais Phélippeaux avait négligé de prévenir Bataille. Celui-ci se présenta quelques instants après la tenue du conseil, et quand le général annonça qu'il fallait attendre quinze jours, ce fut un concert de récriminations dans les rangs des réquisitionnaires, qui accusèrent Phélippeaux de lâcheté et de trahison.

Craignant sans doute de voir son expédition compromise ainsi, dès le début, par la défection ou la révolte des hommes de Bataille, Phélippeaux s'écria : « Vous le voulez, votre entreprise n'est qu'une folie ; marchons cependant. »

C'était sur les trois heures du matin que cela se passait. Phélippeaux fit prévenir aussitôt ses lieutenants, qui n'avaient pas encore quitté Jars, et il fut résolu que la petite armée se mettrait immédiatement en marche. Il y avait lieu d'espérer qu'elle se renforcerait en route. On devait passer, d'ailleurs, par Sury-en-Vaux, pour y rejoindre Buchet-Marigny, qui s'y trouvait à la tête de son contingent.

L'auteur des *Troubles de Sancerre* fait un récit dramatique de l'ébranlement de l'armée des royalistes : le prêtre

qui dit la messe du Saint-Esprit, à laquelle assista la petite armée, aurait exhorté les troupes une hostie d'une main et un poignard de l'autre. Les armes et les drapeaux furent solennellement bénis et serment de fidélité fut prêté avec enthousiasme *à la religion et au roi*. Des forcenés se seraient dirigés sur Nancroy, des torches à la main, pour massacrer le neveu de la protectrice des chouans, le patriote Ribert, qui les avait dénoncés. Dans toutes les communes que les royalistes traversèrent ils abattaient les arbres de la liberté et brûlaient les registres des municipalités ainsi que les écharpes tricolores.

On sonna à la fois le tocsin dans toutes les paroisses : au bout de deux heures, l'armée fut en vue de Sancerre qu'elle salua du cri de : Vive le roi !

L'ennemi avait donc devancé l'armée républicaine. Grande fut l'épouvante des autorités de la ville : les feux nombreux qu'on avait remarqués sur toutes les hauteurs, le tocsin qui sonnait dans vingt paroisses pouvaient faire croire à un soulèvement considérable. Puis, Phélippeaux avait habilement distribué ses troupes par détachements qui étaient apparus, au même moment, sur les hauteurs dont Sancerre est entouré.

Sur les onze heures, le commandant de la garde nationale avait fait battre la générale ; car les gendarmes, de retour d'une reconnaissance, annonçaient que les royalistes avaient résolu d'entrer dans la ville. Un parlementaire allait même se présenter de la part de Phélippeaux pour sommer les autorités d'avoir à se rendre. Les administrateurs de Sancerre ne remarquèrent pas que Phélippeaux n'avait peut-être pas en ce moment plus de six cents soldats véritables avec lui et que la foule qui l'accompagnait était composée de femmes et d'enfants ; des hommes étaient armés de simples échalas.

D'autre part, leur appel aux communes des environs n'avait eu, dit l'auteur des *Troubles de Sancerre*, « pas plus de succès que s'il avait été fait dans les cantonnements de Charette ou de Cobourg. » Puis, Phélippeaux ne faisait

pas peur depuis qu'on avait appris qu'à un des chefs de la garde nationale qui lui demandait : « Que voulez-vous ? » il avait répondu : « Un roi, la religion et point de pillage. »

Faut-il donc voir des traîtres dans Sarton et autres citoyens de Sancerre, et dans leurs quelques préparatifs de défense, aussitôt abandonnés, « un moyen de mettre la perfidie à couvert en cas d'insuccès des blancs ? »

Un fait certain, c'est que le désarroi fut complet et que les Sancerrois ne songèrent pas à s'inspirer de l'héroïsme de leurs ancêtres.

Une colonne de cent gardes nationaux abandonna Sancerre. Elle avait à sa tête une grande partie des autorités de la ville, au milieu desquelles marchait le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale de Sens-Beaujeu ; ces gardes nationaux étaient accompagnés de femmes et protégés par des gendarmes qui fermaient la marche. Ils avaient laissé à Sancerre le drapeau et négligé d'enclouer leurs deux canons. Ils devaient arriver à Bourges le 14. Pendant que s'opérait cet exode, Gravoit, commandant de la garde nationale, et Bedane, agent municipal de la commune, délibéraient sur le parti à prendre dans l'état d'abandon où la ville était laissée. Ils exprimaient au parlementaire de Phélippeaux le vœu d'obtenir trois heures pour sortir de la ville avec les honneurs de la guerre, après avoir encloué leurs deux canons, quand Phélippeaux, fatigué d'attendre, prit le parti d'entrer dans la ville ; ce qui eut lieu sans coup férir.

Il y fut bien reçu par les vigneronns qui, hostiles à l'administration municipale, négligeaient depuis quelque temps le service de la garde nationale. Leurs femmes avaient même pris l'habitude de porter des rubans blancs au côté. Représailles habituelles, traits de confiance effrénée dans le succès, provocations enfantines, rien ne manqua à l'échauffourée. Les blancs brûlèrent les registres de la municipalité, les rôles de l'emprunt forcé et élevèrent sur les cendres un poteau surmonté d'un drapeau blanc. Ils abattirent l'arbre de la liberté et placèrent bien en vue, du côté de la Nièvre,

des drapeaux blancs, criant le plus fort possible : « Vive le roi ! Vive la religion ! » Ils obligèrent les habitants qui craignaient de se compromettre à arborer la cocarde blanche. Quant à Phélippeaux, sans illusion dans la réussite de son coup de main éclatant, il se préoccupait d'organiser son armée trop hâtivement formée.

Il envoyait des détachements dans les communes environnantes pour lui amener des recrues.

Il faisait appel dans ces termes aux habitants de Sainte-Gemme : « Les braves habitants de Sainte-Gemme sont priés de se joindre à l'armée *catholique et royale*, qui est venue dans le pays pour le soutenir contre les tyrans qui l'oppriment. Toutes les paroisses sonnent le tocsin pour se joindre à elle. »

Déjà près de trente communes avaient arboré le drapeau blanc. Les partisans nouveaux qu'on avait amenés à Phélippeaux élevaient le nombre de ses hommes à 5,000, d'après certains documents.

Une batterie avait été installée au carrefour et des chemins furent créés près de la porte de César. L'embargo avait été mis sur les bateaux en station au pont de Saint-Thibault.

Mais les partisans qu'on attendait comme devant venir d'Orléans n'étaient pas encore signalés : on annonçait, au contraire, l'arrivée des soldats républicains de Bourges et la marche sur Cosne des gardes nationaux de Nevers.

L'enthousiasme religieux des blancs n'avait pas diminué, paraît-il, et pour entretenir chez les républicains un enthousiasme contraire, les agents du gouvernement propageaient des bruits étranges et propres à exciter le fanatisme révolutionnaire. « Un prêtre se faisant nommer Puységur, ancien archevêque de Bourges, marchait, suivant eux, en tête des troupes royalistes couvert d'un sarrau de toile, portant une étole croisée sur sa poitrine et des croix figurées avec des fleurs de lys sur ses vêtements. Il tenait, dans sa main gauche, un crucifix et, de l'autre, un long poignard. Ses yeux hagards et enflammés ajoutaient encore à l'horreur

qu'inspirait ce druide forcené. Deux émigrés, ex-nobles, étaient à ses côtés. On voyait aussi « un homme à figure basanée, de taille gigantesque, qui ne parlait que difficilement le français et qui était tout couvert d'*agnus* et de chapelets et grandement prodigue de bénédictions. »

Phélippeaux jugea cependant cet enthousiasme de ses troupes insuffisant pour lui permettre de conserver plus longtemps la position de Sancerre, en présence des troupes républicaines qui se montraient de toutes parts.

Dès le 14, un détachement de cavalerie venu d'Orléans, sous les ordres de Michel, fils et aide-de-camp du général Michel, s'était présenté au bas de la montagne de Sancerre. Un des cavaliers avait arraché un drapeau blanc planté sur les remparts de la ville. Michel, qui avait ordre de rejoindre le général Désenfans, qui partait de Bourges, avait même pu se mettre en communication avec Gravot, qu'il chargea d'aller à Cosne pour y réclamer des secours.

Craignant d'être cerné, Phélippeaux prit donc la résolution d'évacuer Sancerre et, dans la nuit du 19 au 20, il dirigeait sa troupe sur Sens-Beaujeu, afin de gagner de là les bois de Vailly, organiser son petit corps d'armée sans être inquiété, compléter ses effectifs, puis marcher sur Bourges, dégarni des troupes envoyées à sa rencontre sur le chemin de Sancerre.

Avant de quitter Sancerre, Phélippeaux avait pu donner à Gravot, qui était de retour de Cosne après une série de mésaventures expliquées assez mal plus tard devant le tribunal criminel, l'ordre de reprendre le commandement de la place. Cet ordre avait été aussitôt confirmé par les citoyens Desmarquais, Triboudet et Jarry, qui occupaient alors la municipalité sans autre but que de veiller à la sécurité des gens et d'assurer la conservation des propriétés.

Si Phélippeaux fût resté quelques heures de plus à Sancerre, il y eût reçu un paquet de lettres envoyées de la Vendée. Il eût reconnu, dès-lors, l'inutilité de ses efforts, puisque Charette avait été fusillé à Nantes, le 9 germinal,

et que Hoche pouvait désormais disposer de ses 80,000 hommes.

Il paraîtrait que ce paquet de lettres fut remis à Bataille, qui se garda bien de les transmettre de suite au général. Bataille, comme ses réfractaires, n'avait rien à gagner à l'abandon de l'entreprise.

Cependant, la résistance avait été organisée dans le Cher et dans la Nièvre.

Si, dans la Nièvre, l'appel fait aux citoyens que les autorités adjuraient de s'opposer au mouvement royaliste fut d'abord reçu avec indifférence; si, d'après l'auteur des *Troubles de Sancerre*, « de lâches réquisitionnaires de Clamecy dirent que cet appel ne les regardait point, mais seulement les patriotes de 1789 et les amis de la Constitution de 1795; » si, à La Nocle et à Lucenay-les-Aix, les administrateurs municipaux furent obligés de s'offrir eux-mêmes comme volontaires; si, à Monceaux-sur-Yonne, les officiers municipaux furent menacés, frappés et entraînés par les cheveux; si, dans le canton d'Anlezy, un agent municipal fut tué par un nommé Lagoutte, qui s'était cru désigné pour partir, — la proclamation qu'avait lancée, dès le 14 germinal, l'administration centrale du département avait été entendue par les gardes municipaux de Nevers.

Cette proclamation commençait par l'appel : « Aux armes, républicains. » Elle représentait tous les périls que la prise de Sancerre faisait courir au département de la Nièvre.

« Les brigands du Sancerrois, y lit-on, tendent les bras aux royalistes et aux chouans de la Nièvre pour porter partout le pillage, la dévastation et la mort. »

L'administration centrale déploya une grande activité et un certain nombre de républicains la secondèrent avec entrain.

Le 13 germinal, elle avait prévenu le ministre de la police

générale des mouvements du royalisme qui se produisaient dans les cantons de Cosne, de Donzy, de Pouilly et de La Charité ; elle envoyait, en même temps, des courriers ayant mission de prévenir les autorités locales afin que la résistance fût immédiatement organisée partout.

L'administration municipale de Nevers était autorisée à faire mettre sur-le-champ en état de réparation des selles, 200 paires de souliers, 30 paires de pistolets, tous les fusils de calibre disponibles, tous les effets d'habillement et de campement qu'il était possible de réunir.

On en passait par les exigences des cordonniers, qui réclamaient 1,800 livres pour les souliers unis et 2,000 livres pour les souliers piqués.

Le commandant de la garde nationale de Nevers était requis de faire choix dans la garde sédentaire de cent hommes d'un patriotisme éprouvé.

Nevers possédait, en fait de force armée, la garde nationale en état permanent de réorganisation et ses vétérans. Tout le département ne comptait que dix-huit brigades de gendarmerie aux cadres presque toujours incomplets. Quant aux cavaliers révolutionnaires de Fouché, ils avaient été licenciés. D'ailleurs, ces guerriers s'étaient toujours réservés pour d'autres besognes que les vraies batailles.

On parvint ainsi à rassembler un certain nombre de combattants qu'on équipa. Des citoyens, s'emparant de tous les chevaux qui étaient disponibles, formèrent un corps de cavalerie.

De sorte qu'une colonne respectable se dirigea sur Cosne : une partie de la gendarmerie et cinquante vétérans, montés sur des pataches, renforçaient cette colonne.

On montrait le citoyen Goeuri, père de huit enfants, âgé de cinquante-deux ans, qui n'avait pas hésité à partir.

Le quartier général était à Cosne. Dès l'arrivée des gardes nationaux de Nevers cette ville, « quoique souillée par les royalistes, dit l'auteur des *Troubles de Sancerre*, ne forma plus qu'une famille de frères. »

Outre la formation d'un corps de troupes, l'administration de la Nièvre avait pris de sages mesures : Gautheron, capitaine de gendarmerie, était envoyé dans le Morvand pour y dissiper les attroupements ; on veillait à ce qu'aucune diversion ne se produisît de ce côté.

Des républicains de La Charité, sous les ordres de Paichereau, de Champrenier et de Regibier, anciens capitaines du troisième bataillon de la Nièvre, avaient reçu la mission de sauvegarder les approvisionnements de grains de Sancergues.

L'administration du Cher, de son côté, avait pris le soin de faire transporter à Bourges les canons de Jouet.

Puis, comme il y avait à se préoccuper des difficultés que la Loire présentait pour le passage des troupes et des moyens que pouvaient avoir les royalistes d'utiliser ce fleuve, Lebrun, ingénieur du département, qui avait rendu de grands services lors de la destruction du pont de Nevers et lors de la pénurie des subsistances, avait été envoyé pour étudier le terrain sur le théâtre de la guerre.

L'auteur des *Troubles de Sancerre* dépeint l'entrain des troupes nivernaises avec un lyrisme tel qu'il aurait vu « Dormet, maître de poste, emporter les munitions sur les ailes des vents ».

Il s'attendrit en racontant que des républicains de Saint-Pierre et de Clamecy vinrent rejoindre l'armée et durent se dérober la nuit aux larmes de leurs épouses qui s'opposaient à leur départ.

Bonguelet, commissaire du pouvoir exécutif, et Frottier, secrétaire de l'administration centrale, qui prenaient volontiers les allures des commissaires de la Convention aux armées, s'étaient rendus au milieu des troupes.

Si les administrateurs de l'Allier s'étaient bornés à répondre à l'appel parti de Nevers par des paroles fraternelles, déclarant avoir besoin de toutes leurs ressources pour faire face aux révoltes qu'on fomentait autour d'eux, Heurtaut-Lamerville annonçait, du côté du Berry, qu'une force

de « dix mille hommes allait fondre sur la nouvelle Vendée ».

En effet, le général Désenfans, qui venait de disperser les chouans de Palluau, avait rassemblé au quartier général de Bourges trois compagnies de grenadiers de ligne, deux cents hommes d'infanterie et cent cavaliers. Il avait organisé et exercé aux évolutions militaires des gardes nationaux. Le général Simon Canuel était arrivé pour le seconder et apportait de la part de Hoche l'assurance que de nouveaux secours allaient être envoyés. Antoine Pilles, général de division, commandant la 18^e division militaire, sous les ordres duquel était placée la Nièvre, se préparait aussi à partir.

Le général Canuel avait fait part de son plan d'attaque à l'administration de la Nièvre, pour que les mesures prises de part et d'autre fussent sagement combinées : une colonne de trois cents hommes de la Nièvre devait passer la Loire le 20 et prendre position le jour même. La nuit suivante, elle devait partir de Bannay et arriver avant le jour à Saint-Satur, d'où elle couvrirait les bois au Charne et les autres issues qui pouvaient s'offrir aux fugitifs.

L'ordonnance du général Canuel n'était arrivée que le 19 germinal au soir ; le déploiement d'une grande activité avait donc été nécessaire pour qu'avant trente heures la colonne nivernaise fût en mesure de combiner son mouvement avec les mouvements de l'armée de Bourges.

Cependant, les troupes qui avaient été réunies à Cosne et au poste de la Roche brûlaient d'impatience. Le commandant Pauper et Bonguelet durent, paraît-il, modérer leur ardeur en face des drapeaux blancs que les chouans avaient placés sur toutes les hauteurs du Sancerrois.

Galopin, chapelier à Nevers, s'était écrié : « Voyez-vous cet infâme drapeau blanc qui flotte sur le clocher de la commune voisine ; si vous m'en croyez, nous irons l'enlever sous les yeux des brigands. Quand je serais seul j'irais encore, car je ne puis manger tant que ce maudit drapeau s'offrira à mes yeux. » Cette proposition fut accueillie par

cinq hommes qui, s'étant armés jusqu'aux dents, traversèrent la Loire et arrivèrent jusqu'au drapeau. Mais des paysans, leur ayant fait remarquer qu'il était plus prudent de ne point l'enlever, ils rapportèrent simplement des écharpes tricolores que ces paysans avaient cachées.

Dalmès, lieutenant de gendarmerie à Cosne, avec l'aide de quelques patriotes, avait aussi traversé la Loire. Il avait pu braver les blancs de Saint-Thibault et de Saint-Satur et enlever sous leurs yeux le drapeau blanc placé sur le clocher de Ménétréol. Il s'était fait applaudir à son retour, traînant dans Cosne ce drapeau attaché à la queue de son cheval.

Ces bravades heureuses, les discours violents prononcés par les délégués de l'administration centrale avaient grisé la population républicaine. Les femmes, répandues sur la rive nivernaise, poussaient les hommes au combat, ardentes et furieuses, prêtes au massacre, si un royaliste blessé tombait entre leurs mains ; ménades et vraies mégères suivant les royalistes, sublimes patriotes suivant les républicains. Leurs glapissements étaient entendus, sur la rive opposée, par les bourgeoises aux cocardes blanches. Tous les citoyens valides d'un quartier patriote de Cosne, à l'exception d'un, venaient de se joindre aux combattants.

Grâce aux dispositions prises par l'ingénieur du département Lebrun, le cours de la Loire était libre. Lebrun avait établi un poste à Laroche et une batterie sur la plate-forme du village : batterie formée de deux pièces de huit et de deux pièces de quatre ; ces deux pièces de quatre destinées à être transportées sur les points du rivage que les royalistes menaçaient.

Afin d'empêcher ces derniers de s'emparer des bateaux qui descendaient la Loire et que le courant amenait à Saint-Thibault, Lebrun avait interdit l'écoulement de tous les bateaux se dirigeant sur Orléans, sans tenir compte des réclamations de Moreau, de Saint-Gratien, qui conduisait du poisson pour l'approvisionnement de Paris.

Si le port de La Celle fut, grâce à ces mesures énergiques,

mis à l'abri de toute attaque, il n'en fut pas de même du port de Léré, dont les blancs, aidés par la royaliste M^{me} Achet, purent s'emparer.

Cependant, une tentative des blancs sur Cosne avait échoué.

Toutes les dispositions possibles étaient donc prises pour l'attaque, quand le 20 germinal, à quatre heures du matin, l'ordre parvint à Cosne d'avoir à embarquer la colonne de la Nièvre.

Les républicains ne regardèrent pas comme un petit honneur d'avoir pu composer cette colonne de douze cents fantassins, alors que le général Canuel se contentait de trois cents. Aux fantassins s'était joint un petit corps de cavalerie comptant quatre-vingts hommes.

La colonne de la Nièvre passa la Loire de grand matin, et aussitôt, ayant à sa tête Lebrun qui la guidait, « s'étendit en face de Bannay avec un majestueux silence », dit l'auteur des *Troubles de Sancerre*.

Elle côtoya la nuit suivante la rive gauche de la Loire et gagna ainsi Saint-Satur, où elle campa avant le jour.

Tandis que les Nivernais exécutaient cette marche, le général Désenfans, qui était à la tête d'une colonne de quatre cents hommes, composée de chasseurs à cheval et de la « célèbre compagnie des canonniers de Bourges », approchait dans la direction d'Aubigny à Sancerre, côtoyant la Nère et fouillant les bois qui s'étendent depuis Vailly jusqu'à une lieue de Sancerre.

Quant aux généraux Canuel et Devaux, ils avaient suivi la route de Bourges à Sancerre par Saint-Martin-d'Auxigny et Menetou, laissant Henrichemont à leur gauche. Cette colonne comptait huit cents hommes environ.

L'arrivée des colonnes que devaient envoyer de Dijon le général Pilles et d'Angers le général Hoche n'était pas signalée.

Sancerre fut occupé, dès le 20, par le général Devaux.

Phélippeaux s'était dirigé sur Sens-Beaujeu. Il était sorti

de Sancerre à la tête de treize cents hommes environ, d'après certains documents, de quatre mille hommes, suivant d'autres documents. On comprend facilement des écarts de chiffres quand on sait de quelle façon l'armée catholique et royale avait été rassemblée. Ses étranges effectifs se groupaient et se dispersaient en effet, sans cesse, et le corps de troupes principal pouvait être aujourd'hui de quatre mille hommes, pour être réduit demain à treize cents. Les royalistes avaient par orgueil de parti, et pour augmenter l'épouvante, exagéré leur nombre; les républicains, fiers de leur succès, eurent intérêt à enfler leur gloire par le grand nombre de leurs adversaires. Ce sur quoi tout le monde est d'accord, c'est que Phélippeaux avait quatre pièces d'artillerie de quatre et une trentaine de voitures charroyant les bagages.

Une colonne de cette petite armée, deux cent cinquante hommes environ, s'était arrêtée pour passer la nuit du 20 au 21 à Sens-Beaujeu.

C'est là que Désenfans, prévenu de leur présence par des patriotes, surprit les blancs, et que se livra le combat que les républicains appelèrent la victoire de Sens-Beaujeu. Ce fut une surprise suivie d'une mêlée sans gloire.

Désenfans entra dans le village à quatre heures du matin, alors que les blancs étaient dispersés ou reposaient encore. Interpellés par les sentinelles, les bleus répondirent au Qui vive? Royalistes. Grâce à cette ruse de guerre, Désenfans pénétra sans difficulté au cœur du bourg, et, à mesure que les blancs sortaient des maisons, les soldats républicains purent les fusiller à bout portant au milieu d'une confusion complète.

Les blancs eurent ainsi vingt-huit hommes tués, parmi lesquels deux fils Rosticelly, de Sury-en-Vaux, et une cinquantaine de blessés. On retrouve sur les registres de l'état civil de Sens-Beaujeu les actes de décès de neuf royalistes, tous originaires de Sens-Beaujeu, Crézancy, Sury-en-Vaux, Menetou-Ratel, Verdigny; le plus âgé avait vingt-cinq ans.

Il faut rappeler la mort de l'abbé Buchet, prieur de Jallognes, aumônier de la petite armée des royalistes, qui fut tué au moment où il portait les secours de la religion aux mourants, par un grenadier de la 96^e.

On eut aussi à déplorer la mort de M^{me} Gressin-Boisgirard, qui s'était réfugiée dans sa cave avec ses sept enfants qu'elle avait cachés dans un cuvier.

Comme elle avait conservé de la lumière, on pouvait la voir par un soupirail. Elle fut atteinte d'un coup de feu en pleine poitrine tiré soit par un soldat royaliste exaspéré de ne pouvoir entrer dans la maison qu'on avait barricadée, soit par un soldat républicain au moment où elle introduisait dans son refuge des femmes du voisinage.

Du côté des républicains, on compta deux morts : le receveur Bardoulat qui, blessé à Sens-Beaujeu, avait pu être ramené à Sancerre, où il mourut, et Jean-Baptiste Gressin, préposé à la recette de l'arrondissement de Sancerre.

La Révolution fut l'âge des tambours héroïques :

« Deux jeunes tambours, dit M. Hyde de Neuville dans ses *Mémoires et Souvenirs*, montrèrent une énergie héroïque : Brion et Cerceau, saisis au moment où ils cherchaient à fuir. On leur ordonne, sous peine de mort, de battre le rappel pour attirer tous les royalistes qui avaient été se loger dans les villages voisins ; tous deux refusent sans balancer et tombent percés de coups. »

Ce fait d'armes de Sens-Beaujeu suffit pour entraîner la dispersion des royalistes.

Le 21 germinal, Frotier pouvait écrire aux administrateurs du département de la Nièvre la lettre suivante :

« Je me hâte, mes chers amis, de vous barbouiller quelques mots au milieu du tumulte. Victoire ! encore victoire ! La chouannerie vient d'être chassée de Sancerre.

» L'armée était divisée en trois colonnes. La Nièvre occupait la droite, le général Désenfans le centre et le général

Canuel la gauche. Eh bien ! oh douleur ! Le centre seul a eu le bonheur de rencontrer les brigands qui avaient évacué Sancerre dès hier, et le général Désenfans leur a tué quarante-deux hommes, dont trois prêtres et quatre chefs, un prêtre fait prisonnier ; toutes leurs armes, leurs chevaux pris, leur correspondance entre les mains du général, le fameux drapeau blanc, les cocardes blanches en ruban où étaient écrits : Vive le roi ! Vive Jésus ! La colonne droite et la gauche ne se sont pas même aperçues de cette affaire qui a eu lieu à Sens. Comme vous voyez, si nos mesures ont été actives, elles n'ont pas eu le bonheur de trouver les coquins ; mais si, au lieu de prendre le chemin de Sens, ils eussent pris celui des bords de la Loire, grand Dieu quelle capitade !

» Nous sommes pressés ; nous vous écrirons demain, et peut-être nous rendrons-nous à notre poste. Vous pouvez maintenant faire lever toutes les réquisitions, excepté en viande, car s'il nous arrive de la troupe nous en aurons besoin.

» Il faut aussi donner l'ordre de laisser couler les bateaux. Le pont de Saint-Thibault est parfaitement libre. Nos soldats occupent, en ce moment, Saint-Satur et Saint-Thibault. Tous ces foutus coquins-là crient : Vive la République ! comme des enragés.

» Nous sommes harassés de fatigue ; depuis hier, six heures du matin, nous sommes sur pied, et vous doutez que nous n'avons pas perdu notre temps, car notre colonne était en bataille à quatre heures du matin, au poste indiqué.

» Vous allez sûrement faire de grandes réjouissances. Cela anéantira les chouans. Salut et fraternité. »

C'est ainsi qu'au point de vue des opérations militaires l'insurrection sancerroise se termina.

La guerre de la Vendée avait été une suite de mêlées effroyables qui dura des années ; la toute petite guerre du

Sancerrois finit au bout de quelques jours par une mêlée obscure qui dura une heure; elle fut suivie d'une sorte de battue qui paraît n'avoir entraîné la mort de personne, presque tous les combattants étant rentrés aussitôt dans leurs foyers. Quelques chefs seuls furent arrêtés, et nous verrons la suite de leur prise d'armes se dérouler comme un roman d'aventures.

Quant aux réfractaires, nous dirons à la fin de cette étude quels ennuis ils suscitèrent au gouvernement et de quel danger ils furent pour la tranquillité publique.

Les auteurs de la petite Vendée avaient-ils rêvé de trouver dans le Sancerrois un terrain neuf encore pour la guerre civile, un chemin vers Paris, comme Bonaparte, s'il eût été Vendéen, eût conseillé, a-t-il dit, de s'en frayer un, ou bien simplement avaient-ils tenté de faire une simple diversion, se condamnant par là, dans ce cercle restreint compris entre Bourges, Nevers, Dijon et Orléans, à tourner sur eux-mêmes sans direction précise, pour reprendre sans cesse la route qu'on venait de suivre, et définitivement après épuisement ne savoir où se retirer.

Rien de clair ne se dégage des documents de l'affaire. Tout ce qu'on sait, c'est qu'en usant des procédés employés par les chefs vendéens, Phélippeaux a tenté d'organiser une guerre de surprises, d'être maître d'une partie de la Loire qu'on a appelée « le fleuve sauveur des Vendéens », de frapper les imaginations par la prise de Sancerre, puis a rêvé de surprendre Bourges, dégarni de troupes, avec cette témérité dont la guerre de la grande Vendée offre tant d'exemples.

Enfin, on peut résumer de la façon suivante le caractère de cette insurrection : Le mouvement royaliste de Sancerre ne fut pas spontané, mais l'œuvre de Phélippeaux et de quelques jeunes gens hardis. Ce ne fut que grâce à la faiblesse des autorités que ce mouvement a pu se produire, et l'on peut affirmer que personne dans le Sancerrois n'eût accepté de suivre aussi facilement les chefs royalistes si

ceux-ci n'eussent mis en avant l'intérêt de la religion catholique comme dominant toute autre considération. Quant aux royalistes de la Nièvre, ils ne voulaient pas courir d'aventures, ils ne comptaient plus que sur l'anarchie, nous dirions aujourd'hui le gâchis, pour arriver au renversement de la République. Ainsi pensaient propriétaires, usiniers, toute l'aristocratie des marchands de bois, ramenés au royalisme par la Terreur.

Les administrateurs de la Nièvre, dans une délibération du 24 floréal an IV, traduisent notre pensée à leur façon :

« Si le royalisme n'a pu, *au nom de la religion*, établir une nouvelle Vendée dans le département, l'administration doit également prévenir et arrêter les efforts de ceux qui, au nom de la liberté, voudraient introduire la licence et l'indépendance de toutes les passions et nous plonger dans le désordre, l'anarchie et la guerre civile. »

Les administrateurs de la Nièvre déployèrent, pour en finir avec le mouvement royaliste, une activité d'autant plus vive qu'ils étaient vite revenus de leur peur ; mais leurs efforts furent plus grands que leur tâche. Dans la respectueuse façon dont on parle de l'armée, et la confiance définitive qu'on a de ne pas rentrer violemment dans le passé, dans la lassitude manifeste que les citoyens ont de se gouverner eux-mêmes, et le sentiment général d'impuissance, on voit déjà en germe la solution : le maintien de l'ordre matériel par une force quelconque et un mode désormais invariable de protection pour les personnes et les propriétés.

Pour attendre, l'administration employa ses armes ordinaires : un grand appareil de mesquines mesures et la pompe des discours « analogues aux circonstances ».

On exagéra, pour hausser le mérite de la victoire, les dangers courus et ceux à craindre encore : voyez les termes

de l'arrêté de l'administration centrale du 23 germinal décrétant les mesures à prendre pour empêcher les restes de l'armée royale de se reformer et de tenter une invasion dans le département.

Il s'agissait d'établir un poste de quinze hommes commune de Gimouille, au confluent de l'Allier, en face du Bec-d'Allier, un autre poste de quinze hommes proche du premier, dans les maisons des héritiers Goussot, enfin un poste de vingt hommes chez Merle, en face du port de Givry; tous ces postes étaient placés sous la surveillance du commandant de la garde nationale de Nevers.

D'autre part, le lendemain, dans le but de constituer à Cosne une force armée qui pût être désormais prête à faire face aux éventualités, on décidait que Basile Guiller, ex-agent militaire du district de Clamecy, se rendrait sur-le-champ à Cosne, où le chef provisoire de la garde nationale ne pouvait seul faire face aux circonstances. Guiller, dans lequel les administrateurs plaçaient toute leur confiance, devait prendre le commandement en chef des troupes stationnant à Cosne et aux ports de Pouilly et de Laroche. Petit, commandant provisoire, demeurerait chargé du commandement en second.

Tout le côté nivernais du cours de la Loire fut ainsi gardé avec un soin désormais superflu.

L'administration avait une réserve inépuisable d'homages à rendre au zèle des patriotes.

Pour donner un témoignage de satisfaction à la garde nationale de Cosne, on arrêta que Guiller « serait porteur d'un drapeau tricolore sur lequel seraient inscrits ces mots : Canton de Cosne ; qu'il serait reçu par la garde nationale assemblée et que tous les citoyens, confondant leurs sentiments dans l'amour de la République, lui jureraient *fidélité inviolable et haine éternelle à la royauté.* »

Le retour des gardes nationaux de Nevers fut l'occasion de réjouissances patriotiques. La population de la ville alla au-devant d'eux sur la route de Paris : on fit halte à

Vernuche, et là la citoyenne Guinot et le citoyen Chabanne se disputèrent le plaisir d'offrir aux vainqueurs un tonneau de vin qui fut bu aux cris de : *Vive la République !*

Des compliments en termes dont l'éclat contrastait avec leur mince cause furent débités, puis on chanta.

Enfin, dans une séance du 9 floréal, l'administration centrale entendit la lecture de l'écrit intitulé *Histoire des troubles de Sancerre*, et, pour consacrer l'authenticité des événements que nous venons de raconter, ordonna que le récit de ces faits serait imprimé au nombre de quatre cents exemplaires ; voulant ainsi, au surplus, perpétuer le souvenir du zèle républicain et des patriotiques efforts de la population de Nevers.

Ce chef-lieu du département de la Nièvre avait été calme pendant les événements de Sancerre ; notons cependant deux faits : Dans la nuit du 26 au 27 germinal, le général Desclayes, faisant une ronde accompagné du citoyen Pauper, commandant, et de Sabatier, capitaine de grenadiers (qui, d'abord gardien des prisons de Nevers, avait été quelques mois général en Vendée, où il avait commis des actes de férocité), aperçut, à la lueur de la lune, un drapeau blanc avec des signes et des inscriptions royalistes attaché à un arbre de la liberté ; les maisons des républicains de marque avaient été désignées par des croix rouges, *couleur de sang*.

Le 4 prairial, l'arbre de la liberté planté devant l'Oratoire avait été écorcé.

Il nous reste à dire maintenant quelques mots du sort qui fut réservé aux acteurs royalistes de cette insurrection du Sancerrois.

Le général Phélippeaux ne fut arrêté que le 12 juin 1796, au moment où il tentait de passer dans la Nièvre pour gagner Orléans. Il fut aussitôt conduit à Bourges, où l'instruction criminelle dressée contre les chefs du mouvement se poursuivait.

Ducorps avait été pris par deux gendarmes, contre lesquels il résista longtemps les armes à la main. Buchet-Perrière, Bezard des Séguins, de Rigault, Boislinard, Decencièrre et autres avaient été arrêtés les premiers.

Hyde de Neuville, au moyen de son bateau, avait pu mettre à l'abri de la battue qu'organisèrent les autorités du Cher, un certain nombre de partisans auxquels il avait fait traverser la Loire au milieu d'incessantes péripéties.

Quant à Gravot, il avait été dénoncé par un nommé Chérubin et, en exécution de mandats d'arrêt décernés contre lui les 24 et 28 du même mois, il avait été enfermé dans la maison d'arrêt de Bourges, accusé, comme le fut aussi Bedane, d'avoir eu des intelligences avec l'ennemi et d'avoir favorisé l'entrée des blancs dans la ville de Sancerre.

Les mémoires d'Hyde de Neuville nous ont révélé les côtés dramatiques que présente le procès des accusés : la procédure n'est qu'ennuyeuse.

Dans l'instruction qui fut faite devant le tribunal criminel, on voit d'abord que Phélippeaux nia sa personnalité avec une telle habileté qu'il était parvenu à jeter le doute dans l'esprit de ses juges.

La procédure durait depuis plusieurs mois : l'écheveau de toute cette conspiration sancerroise paraissait sans doute bien difficile à dévider. Notez que tous les accusés, à l'exception de Phélippeaux, étaient du pays. Leurs amis, nombreux dans la ville de Bourges, étaient en communication constante avec les prisonniers et avec les juges.

Cependant, les accusés n'espéraient pas encore échapper à une condamnation. Phélippeaux, moins que les autres, pouvait nourrir un semblable espoir.

Il prit donc le parti de fuir avec ses lieutenants les plus compromis. Leurs amis leur procurèrent une lime. A l'aide de draps noués, on pouvait tenter une évasion ; mais il fallait un point d'appui solide pour y fixer l'extrémité de cette échelle des traditionnelles évasions, car, une fois

descendus dans la cour de la prison, les fugitifs avaient encore à franchir un mur extérieur.

Hyde de Neuville nous apprend comment les amis des prisonniers obtinrent, au moyen d'un pari engagé avec le fils de Michaud, le geôlier, que celui-ci, doué d'une force peu commune, roulât une pierre énorme qui servit d'appui solide à l'échelle; comment la chandelle du geôlier, grisé par les amis des prisonniers, servit à éclairer les préparatifs de l'évasion; comment, par la menace d'un coup de pistolet, on obtint qu'une sentinelle restât indifférente à ce qui se passait sous ses yeux; comment Desjardins, Rosticelly, Phélippeaux, Decencièrre et le gros Bezard franchirent, non sans peine, tous les obstacles, grâce à l'agilité et à la force de Bezard; comment des dames de la ville tenaient prêts des vivres, du vin, des liqueurs pour réconforter les évadés; comment Desjardins, harassé de fatigue, avala une demi-bouteille d'eau-de-vie, croyant boire du vin, et tomba ivre-mort; comment enfin Phélippeaux, trop faible pour fuir de Bourges, dut y rester caché chez le fidèle royaliste Boisgirard.

Les autres fugitifs avaient gagné Saint-Céols, où ils s'étaient réconfortés copieusement chez le curé. Une brigade de gendarmerie les suivait de près; ils échappèrent, grâce à cette circonstance que, s'étant reposés dans un bois, ils furent dépassés par les gendarmes qui les poursuivaient. Une fois dans leurs familles, ils furent à l'abri des recherches.

Sachant que des perquisitions devaient être faites à Bourges, Boisgirard trouva un moyen original de sauver Phélippeaux. Il invita à dîner pour le jour des perquisitions tous les membres du comité chez lui. Or, pendant le repas, Phélippeaux se tint caché dans un placard de la salle à manger, où les agents n'osèrent fouiller.

Quelques jours après Phélippeaux, sous un déguisement et se faisant passer pour un étranger, était à Paris et y retrouvait Hyde de Neuville qu'on n'avait pas inquiété.

Quant à l'instruction du procès, elle suivait son cours;

les accusés qui étaient demeurés dans la prison allaient passer en jugement. On était déjà en avril 1797.

Las de se cacher, plusieurs des évadés prirent alors le parti de se constituer prisonniers. Les voyant une seconde fois sous sa surveillance, le geôlier Michaud avait bien juré que, cette fois, personne ne se sauverait plus. Mais Bezard tint à lui démontrer que c'était de plein gré qu'il demeurerait en prison, car, le soir même du jour où il avait réintégré son cachot, il se présentait au geôlier stupéfait après avoir brisé portes et serrures.

De Bonnetat, Buchet-Marigny et Buchet-Perrière eurent l'idée originale de se faire défendre par Hyde de Neuville, alors âgé de vingt-un ans seulement.

Il plaida que ses clients, comme chefs du mouvement royaliste, avaient dû obéir aux insurgés et qu'ils avaient été ainsi victimes d'une véritable contrainte. La chose la plus étonnante, c'est qu'une telle argumentation fut goûtée. Seul, Charles-Louis Ducorps, ancien officier vendéen, qui avait été pris les armes à la main, ne fut pas acquitté. On le condamna à dix ans de fers.

Antoine-Jacques Gravot, ce tonnelier de Sancerre commandant de la garde nationale, et Philippe-François Bedane, officier de santé, agent municipal de la commune de Sancerre, qui avaient été poursuivis pour avoir pactisé avec les rebelles, avaient été acquittés aussi par le jury.

Mais il fallait délivrer Ducorps. L'avocat Hyde, Bonnetat, Boisgirard, Bezard et d'Oisan formèrent dans ce but une petite troupe de cavaliers et rencontrèrent le prisonnier qu'ils savaient en ce moment devoir être transféré de la prison de Bourges dans une autre prison. C'était sur le chemin de Bourges à Villequiers. Ducorps marchait, lié au bras d'un voleur. Les cavaliers attendirent que Ducorps fût enfermé dans la prison du bourg de Villequiers, où il devait passer la nuit; puis, au milieu de la nuit, ils firent un tel bruit que ni les gardiens du prisonnier ni aucun des habitants de Villequiers n'osèrent s'opposer à leur entreprise. Ducorps

et son compagnon, le voleur, recouvrèrent du même coup la liberté. Hyde de Neuville prit Ducorps en croupe, gagna Herry, puis La Charité, où il cacha son ami chez M^{me} Hyde mère. On raconta à Villequiers qu'un corps de royalistes nombreux avait envahi le village dans la nuit et que, devant des forces supérieures, toute résistance avait été impossible à tenter.

J'ai cru qu'il était inutile de rechercher ce que devinrent dans la suite les lieutenants de Phélippeaux, tous, d'ailleurs, étrangers à la Nièvre. Ils menèrent pour la plupart la vie paisible des propriétaires campagnards.

Quelques-uns, ruinés par la Révolution, furent heureux de trouver dans Hyde de Neuville, devenu un personnage puissant sous la Restauration, un ami qui voulût bien se souvenir de l'aventure de Villequiers.

Nous nous bornerons à dire quelques mots de trois hommes dont les originales figures donnent un singulier relief à cette petite histoire de la révolte sancerroise.

C'est d'abord Hyde de Neuville, son historien, dont nous parlerons. Lamartine, dans son *Histoire de la Restauration*, a dit de lui : « Né de sang anglais, il avait apporté en France ce fanatisme obstiné du Parlement des Stuarts, qui personnifie dans une race royale l'honneur, la religion, la patrie, et à qui l'expatriation et l'échafaud ne paraissent que des devoirs de leur culte. Conspirateur infatigable sous la République et sous l'Empire, émissaire courageux du roi et des princes à Paris, vivant la moitié de sa vie sous des faux noms, se jouant de la police du Directoire et de Bonaparte par une police plus occulte dont il avait ourdi les fils jusque dans la capitale au profit des Bourbons ; lié avec les Polignac, les Bourmont, les Rivière, les Moreau, les Pichegru, les Georges, les Clichyens, les Vendéens..... Sa noble figure, sa tête élevée, son geste martial, ses dangers courus pour la monarchie, ses aventures, ses cachots, ses persécutions, ses

exils lui donnaient une grande autorité sur les royalistes et faisaient de M. Hyde de Neuville une sorte de tribun de la royauté. »

On connaît son rôle dans le Nivernais sous la Révolution par ses Mémoires et par la *Notice importante sur Hyde de Neuville*, de M. de La Versane, publiée en même temps que la *Réponse de J.-Guillaume Hyde de Neuville, habitant de Paris, à toutes les calomnies dirigées contre lui, à l'atroce et absurde accusation d'avoir pris part à l'attentat du 3 nivôse, avec l'exposé de sa conduite politique*.

Tout jeune, il sauvait la vie en plaidant pour le malheureux notaire Pierre Mauge, traduit devant les jurés de Nevers, dont plusieurs firent partie de la commission temporaire de Lyon ; il sauvait quelque temps après de la prison Duverne-Dubroc, puis quatre prêtres : Godin, Brotteau, le prieur de Vandenesse et Agathange, supérieur des Récollets, qui n'avait échappé à la mort qu'en restant caché six mois dans un égout plein de reptiles. Hyde, emprisonné à Cosne comme fédéraliste, n'avait dû son salut qu'à l'intervention de l'ancien administrateur du département, Léger-Nicolas-Jacques Faulquier, de Clamecy, qui fut guillotiné le 25 ventôse an II pour avoir, entre autres faits à lui reprochés, « protégé et sauvé Hyde de Neuville et d'autres ». Au 4 prairial, Hyde de Neuville apparaît comme un ennemi acharné des *anarchistes*, tant ceux de Paris que ceux de son département. Il offre même à ce sujet ses services au gouvernement. Il fut après le 3 nivôse inquiété par Fouché, qui ne pouvait, sans doute, lui pardonner de lui avoir échappé lors de sa mission dans la Nièvre.

Les plaidoyers d'Hyde pour les habitants du Sancerrois ont été imprimés à Bourges quelque temps après le jugement.

On connaît trop le rôle d'Hyde de Neuville sous la Restauration comme homme d'État et comme député nivernais pour que nous ayons à en parler ici. Il est mort le 28 mai 1857. Il s'était retiré dans sa propriété de l'Étang, près de Sancerre.

En ce qui concerne Phélippeaux, voici ce que, le 11 vendémiaire an VIII, les abonnés nivernais du *Messenger des relations extérieures* ont pu lire : « *Notice sur l'ingénieur Phélippeaux, émigré français.* — Phélippeaux, après avoir fait longtemps la guerre de la Vendée, se réfugia en Angleterre, d'où il est revenu pour l'expédition de Quiberon. Fait prisonnier avec Sombreuil et condamné, comme lui, à être fusillé, il fut des onze émigrés qui parvinrent à tromper la vigilance des soldats et à échapper au supplice. Il erra sans asile pendant plusieurs jours et réussit enfin à se jeter dans le comté de Sancerre, alors en insurrection. Le corps qu'il commandait fut battu et il fut obligé de se jeter dans une ferme qui, bientôt après, fut investie par les républicains. Il voulut sauter par-dessus les murs ; mais il fit une chute très-grave qui lui ôta tout espoir d'évasion. Privé de toute autre ressource, il se cache sous un énorme cuvier : il entend bientôt les volontaires arriver dans la ferme, massacrer tout ce qu'ils rencontrent, et pas un ne s'avise de lever le cuvier... »

Il n'est pas besoin, je pense, de faire remarquer quel mélémélo d'erreurs et de vérités contient cet article, en ce qui touche la participation de Phélippeaux à l'insurrection sancerroise.

Chose exacte dans l'article, qui s'étend avec complaisance sur les rapports prétendus de Phélippeaux avec Babeuf, c'est qu'après avoir défendu fort habilement Saint-Jean-d'Acre contre son camarade d'école militaire Bonaparte, il venait de mourir avant la levée du siège.

Le général Simon Canuel, ancien aide-de-camp de Rossignol, professa des opinions démocratiques telles qu'il dut se tenir à l'écart après thermidor. Il ne reprit de l'activité qu'au moment où nous l'avons vu commander à Sancerre. Il devint en 1815 chaud royaliste et servit en Vendée sous La Rochejacquelein. Il fut créé baron par Louis XVIII. Il s'était « mis dans le sang jusqu'à la cheville pour la République, il s'y mit jusqu'aux genoux pour le roi ». Il prit part à l'expédition

d'Espagne et termina sa carrière à la tête de la 21^e division militaire, à Bourges. Il dut à M. Mater, qui fut président de la cour de Bourges, de ne pas être inquiété en 1830. Il mourut à Loudun le 11 mai 1840.

Une circonstance étonne dans cette affaire du Sancerrois : la facilité avec laquelle a pu s'organiser le mouvement insurrectionnel ; on se demande aussi ce que sont devenus les hommes qui y prirent part autres que les paysans, rentrés aussitôt dans leurs foyers ; je veux parler des réfractaires, des vagabonds qui purent, en grand nombre, échapper aux battues qui furent faites.

Pour répondre sur ces deux points, il nous suffira d'indiquer quel était, en 1796, l'état de la police et de la sécurité dans le pays plein de toute l'écume de la désertion et de la guerre civile.

A cette époque, partout dans les campagnes les réfractaires étaient encouragés par la complicité des administrations locales. Dans maintes délibérations des administrations centrales on lit que les déserteurs *abondent*, par suite de la négligence des autorités. Le comité de Salut public n'avait-il pas constaté que la désertion était devenue « une espèce d'épidémie » ? Quand le comité disparut, ce fut bien pis.

La menace que, par un arrêté du 7 ventôse an IV, les administrateurs du Cher avaient faite « de traiter en rebelles les réfractaires » et de rendre leurs parents responsables, avait eu pour résultat de ranger parmi les royalistes tous les réfractaires. On le vit bien par l'événement du Sancerrois.

La recherche des déserteurs n'était pas facile ; dans le Cher, dans l'Allier, dans la Nièvre, les voies de communication n'étaient que fondrières, bourbiers et précipices. *Les ateliers ambulants*, chargés de réparer les routes, n'avaient fait que de la mauvaise besogne.

Puis, la gendarmerie était insuffisante. La Nièvre faisait

partie, avec le Cher et l'Allier, de la 27^e division de gendarmerie; or, à peine le corps de la gendarmerie avait-il été organisé dans ces départements que la guerre rendait nécessaire le départ de la plupart des gendarmes et des officiers pour les frontières ou pour la Vendée. Le nombre des gendarmes était ridiculement restreint, et on avait été amené à faire les choix les plus bizarres d'officiers imposés par la faveur politique. Quant aux colonnes mobiles, formées de gardes nationaux inexpérimentés, on ne pouvait réellement faire fonds sur elles, leur service n'étant pas permanent.

Les pillages, les égorgements, les incendies furent si nombreux que ces événements étaient l'objet de la constante préoccupation des administrations centrales, impuissantes à les réprimer.

Le 29 brumaire an V, l'administration centrale de la Nièvre constatait « que ces faits prenaient leur source dans la cessation du service de la garde nationale, dans le défaut d'organisation des colonnes mobiles, dans l'inexécution des lois rendues sur la police intérieure des communes, sur le vagabondage et la désertion et contre tous les ennemis de l'ordre et de la tranquillité publics;... dans l'insuffisance de la gendarmerie pour arrêter les progrès des désordres »...

Pensant qu'à coups d'arrêtés et de proclamations elle pouvait faire aller la machine gouvernementale, elle conjurait les citoyens de sortir de l'insouciance qu'ils montraient pour les amener à garder eux-mêmes leurs propriétés et défendre leurs personnes contre les *rassemblements d'assassins et de voleurs*, les chouans, les réfractaires, les anarchistes, les usurpateurs de terrains communaux qu'on englobait sous la dénomination générale de *brigands*.

Mais ce ne fut qu'au moyen du temps et de la constitution de pouvoirs plus forts que s'émietta l'armée des brigands. Tout le Centre frémissait d'effroi et de la colère de l'impuissance.

Dans le Sancerrois, le général Louis-Nicolas-Hyacinthe

Chérin , ancien chef de l'état-major en Vendée , et qui devait mourir héroïquement en 1799 devant le camp retranché de Zurich , paraît , ainsi que l'explique M. Dumonteil dans ses *Recherches sur le crime de Jarrioles* , avoir rempli le rôle de son ami Hoche en Vendée.

Il n'avait pas songé à agir de rigueur contre les réfractaires et s'était adressé à eux en ces termes qui , sans doute , eurent un meilleur résultat que la contrainte : « Que les réfractaires se rendent sans inquiétude au chef-lieu du département ; qu'ils rentrent sous les drapeaux. Les rangs de leurs frères , honorés dans les combats par les lauriers de la victoire , s'ouvrent pour les recevoir. Ils marcheront librement aux frontières. Ils y répareront la faute qu'ils ont commise et concourront , par leur courage , à la conclusion d'une paix prochaine et glorieuse qui assurera la prospérité publique au dedans et la considération nationale au dehors. »

Ainsi , jusqu'au bout , l'insurrection sancerroise eut la fin la moins tragique et n'eut pas de représailles sérieuses.

Mais de longues années s'écouleront encore après 1796 avant que , dirigées par un pouvoir central plus fort , l'armée et la police puissent débarrasser le pays des ennemis de l'ordre , de toute origine qui , sans lien dès-lors avec le parti royaliste , ne trouvèrent plus d'emploi dans des mouvements politiques dont le pays était las désormais.

On n'aura pas été sans remarquer que les anarchistes ont été sans cesse englobés par les administrateurs de la Nièvre dans la même réprobation que les royalistes. Qu'était-ce donc que cette faction anarchiste de la Nièvre ?

Jusqu'à l'apparition du récit de la conspiration de Babeuf par Buonarotti , on a cru que la conjuration de Babeuf n'était qu'une mystification politique , œuvre du Directoire. En parcourant les documents que fournissent les archives , on serait tenté de penser que les complices de Babeuf , dont le

représentant Guillerault signale la présence dans la Nièvre, n'ont existé que dans l'imagination des administrateurs du département. En effet, le nom d'aucun de ces anarchistes ne nous est parvenu et nous ne savons rien des plans ni des doctrines de ces anonymes tant redoutés.

Pourtant, s'il n'y eut pas dans la Nièvre, en 1796, de parti anarchiste homogène, ayant un plan d'ensemble, décrétant, comme nos nihilistes modernes, que l'individu possédant un tempérament qui lui est propre ne peut être soumis à des lois générales et doit obéissance à lui-même seulement, il exista un groupe de déclassés, de malheureux et de farceurs pour répéter ces paroles du *Tribun du Peuple* : « Tous les maux sont à leur comble. Que tout se confonde ! que tout rentre dans le chaos ! et que de ce chaos sorte un monde nouveau et régénéré ! » Il leur fallait « un bouleversement général dans l'ordre de la propriété » et « la révolte des pauvres contre les riches ».

Il n'était pas, d'ailleurs, de bagarre anarchique sans qu'on y remarquât quelque jacobin tombé du pouvoir et content de mener une campagne de destruction pour arriver à « l'absence de tout gouvernement ».

Comme, en raison d'un programme, dans tous les procès-verbaux des corps administratifs l'on classe sur un plan égal anarchistes et royalistes. Mais il est clair que si le renversement du régime est le but immédiat des uns et des autres, le lendemain, ces prétendus alliés ne seront plus d'accord.

Enfin, une chose frappante, c'est que dans aucun document on ne nomme un de ces révoltés. Pour parler comme aujourd'hui, on voyait sans doute, derrière chaque émeute, un syndicat anonyme de mécontents.

Et tous ces mécontents, si l'on adopte les qualifications fournies par les documents du temps à propos d'émeutes comme celles qui se produisirent en germinal an V à Nevers, à Châtillon, à Lucenay, où l'on écorça l'arbre de la liberté sur lequel on plaça un écriteau portant : « Vive le

roi et la religion ! Point de République ! Une potence pour les dénommés ci-après... » à Château-Chinon, etc., ce sont les *modérés*, que les électeurs choisissent imperturbablement pour mandataires du département. (Le général Bonaparte obtient toujours quelques voix dans les scrutins.) Ils sont tellement ennemis de l'agitation qu'ils n'ont même plus de goût pour les fêtes républicaines à l'occasion desquelles ils faisaient jadis de si beaux discours.

Quand on célèbre une de ces fêtes démodées et discréditées : *la replantation des arbres de la liberté, la fête de la jeunesse*, puis, le 10 floréal an V, *la fête des époux*, la garde nationale, à l'exception des tambours, de la musique et de quelques officiers, est absente. Ni l'administration centrale modérée, qui a remplacé l'administration jacobine au pouvoir lors de l'affaire de Sancerre, ni les tribunaux n'assistent à la cérémonie, au grand scandale des jacobins et « pour la satisfaction et le triomphe des royalistes ».

Puis, ce sont les jacobins, maîtres de l'administration municipale à Nevers, qui prennent « des mesures inconsidérées », sources de désordres ; qui délibèrent sur des mesquineries et des mesures seulement malfaisantes, derrière des canons chargés à mitraille braqués à l'entrée de la cour de la maison commune : Ils interdisent « l'air homicide du réveil du peuple », la pièce des suspects et celle intitulée « *l'Intérieur des comités révolutionnaires* ».

Enfin, ce sont les anarchistes que chaque faction accuse l'autre de soutenir. Les modérés prétendent qu'« aux forcenés jacobins de Nevers se joignent plusieurs anarchistes venus de différents points du département ». Des mandats d'amener et d'arrêt sont lancés contre plus de cent individus que les jacobins représentent comme « des pères de famille indigents, obligés de fuir la ville » devant les persécutions.

Ces jacobins, de leur côté, crient que « des spadassins et des anarchistes », venus de tous les cantons, se groupent autour de l'administration centrale, et que la plupart sont

des réquisitionnaires fugitifs ou des déserteurs, ramas d'anarchistes dont l'administration centrale s'est fait *une garde*.

Quant aux royalistes, nous ne connaissons aucun d'eux étant de marque qui ait osé se mettre à la tête d'une nouvelle prise d'armes, et par sa présence rehausser le prestige de l'idée monarchique, menant le mouvement qui entraînait la France déçue et énervée vers un pouvoir personnel et d'une apparence forte.

SOURCES.

Registres des délibérations de l'administration centrale du département de la Nièvre. (Archives départementales.)

Troubles de Sancerre. (Se trouve à la bibliothèque de Nevers.)

Mémoires et Souvenirs du baron Hyde de Neuville.

La petite Vendée du Sancerrois, par M. Alphonse Boulé. (Mémoires de la Société historique du Cher, 1874.)

Détails sur l'insurrection qui a éclaté dans le canton de Sancerre, avec quelques idées générales sur l'état actuel de la France, par un habitant du département du Cher. (Frimaire an V.)

Plaidoyers prononcés devant le tribunal criminel du département du Cher les 29 brumaire et 22 germinal an V, par S.-G. Hyde aîné. (Baron Hyde de Neuville.)

BRINON-LES-ALLEMANDS.

CHAUMES ET BOIS USAGERS.

HISTORIQUE ET ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ.

Avant 1512, la commune de Brinon ne possédait pas de bois-usages.

Le droit à l'usage a été créé le 14 mars 1512, par acte reçu, à cette date, par Vincent, notaire à Asnan, aux termes duquel noble seigneur Blaise de Rabutin, écuyer, seigneur d'Hubans, *Brinon-les-Allemands (sic)*, a cédé à Guillaume Lebergier, propriétaire, demeurant audit Brinon, droit d'usage dans les bois de la Faye et Crot-d'Ambray, moyennant une redevance de huit deniers tournois par an, payable à Hubans, le lendemain de Noël.

Cette concession d'usage a été faite audit Guillaume Lebergier, pour lui, les siens et ceux qui, par la suite, de lui auraient cause aux temps à venir, et consistait en : le droit de prendre bois mort pour maisons chauffer, et autrement, pour toutes ses nécessités, dans lesdits bois, tant en long que large desdits bois, à la coutume des autres usagers.

Nous devons faire ici deux remarques :

La première est que la concession du droit d'usage avait été faite à un seul particulier, pour lui, les siens et ayant cause aux temps à venir.

La seconde que cette concession avait été faite à charge de redevance, pour en user suivant la coutume des autres usagers.

1° Guillaume Lebergier, seul concessionnaire de ce droit

T. V, 3^e série.

d'usage, à titre onéreux, devait en profiter seul, à l'exclusion de tous autres; ce droit devait se perpétuer sous les mêmes charges au profit des siens ou ayants-cause, c'est-à-dire au profit de ses descendants ou héritiers.

Nous nous demandons comment il peut se faire que les habitants actuels de Brinon, qui ne descendent pas dudit Lebergier, dont la famille est éteinte et dont le nom patronymique a disparu de la commune, ont pu devenir propriétaires de ce droit concédé à un seul habitant qu'ils ne représentent à aucun titre; nous l'ignorons complètement.

Ce ne peut être que l'effet d'empiétements successifs opérés par eux, lesquels sont devenus une habitude, tolérée par les agents du seigneur soit volontairement, soit par suite de négligence.

Les habitants de Brinon ont commencé par user, sans titre, d'un droit concédé à l'un d'eux; la tolérance ou la négligence des agents du seigneur ont laissé pendant longtemps sans répression cet usage, qui a fini par s'établir, et nous verrons plus loin que les prétendus droits des habitants ont été reconnus par suite des procès et transactions qui sont ensuite survenus.

Nous avons dit plus haut qu'outre la redevance de huit deniers qui avait été stipulée, Lebergier devait jouir du droit d'usage à lui concédé en bon père de famille, suivant l'usage des autres usagers; mais que l'acte constitutif de ce droit n'énumérait pas en quoi consistaient ces droits coutumiers, non plus ce qu'il entendait déterminer par ces expressions : *et pour ses autres nécessités*.

Pour les connaître et savoir en quoi ils consistaient alors, nous devrions nous reporter aux coutumes du Nivernais qui ont été mises en écrit à peu près à cette époque (1534). Nous avons consulté à ce sujet une édition des coutumes du Nivernais, annotées par Guy-Coquille, imprimée en 1610 chez Abel Lancelier, et qui est entre nos mains.

Nous pourrions rapporter les explications que donne Guy-Coquille sur ces différentes coutumes relatives à l'exercice

du droit d'usage, mais cela nous entraînerait trop loin et sortirait du cadre que nous nous sommes tracé; il nous suffira d'indiquer les numéros des articles applicables à la matière (articles 10, 11, 12, 13, 14, 15) qui limitaient formellement les droits du seigneur et ceux des usagers.

Lebergier, institué usagier, ne pouvait pas prendre bêtes d'autrui et les joindre aux siennes pour le pacage, n'avait pas le droit de vendre du bois, des herbes ou autre chose quelconque; il s'en tint à son droit strict et paya sa redevance; mais les habitants de Brinon, jaloux de ce privilège, commencèrent par envoyer quelques bestiaux pâturer dans les broussailles, ils ramassèrent du bois mort, puis coupèrent du mort-bois; le seigneur ou ses préposés laissaient faire les habitants de Brinon, qui, ayant mis un pied chez le seigneur, en eurent bientôt mis quatre, se prétendirent propriétaires du droit qu'ils avaient usurpé.

Ils s'étaient, petit à petit, substitués à Guillaume Lebergier; peut-être avaient-ils, collectivement, acquitté la redevance stipulée dans l'acte de 1512, peut-être même n'avaient-ils rien payé du tout, et c'est probable; toujours est-il qu'en 1638 le seigneur de Brinon reconnut qu'il n'avait plus à faire à la famille Lebergier, qui avait disparu, mais bien à tous les habitants de Brinon qui s'étaient substitués à elle; que le droit d'usage qui avait été concédé à la famille Lebergier seule se trouvait exercé par une cinquantaine d'autres familles qui n'y avaient aucun droit, mais qui, dans une certaine mesure, pouvaient invoquer, à leur profit, la prescription du temps immémorial résultant de l'article 10 des coutumes.

Il s'était, en effet, écoulé cent vingt-six ans depuis la création du droit d'usage au profit de Lebergier (1512 à 1638).

Le seigneur pensa donc qu'il avait le droit, non pas de brusquement supprimer le prétendu droit des habitants de Brinon, mais d'exiger de chacun des chefs de ménage ayant feu et lieu une redevance égale à celle moyennant laquelle le

droit d'usage avait été concédé à la famille Lebergier; cela paraissait juste et équitable; les charges résultant de cette augmentation du nombre des usagers complètement étrangers à la famille concessionnaire avaient singulièrement augmenté d'importance, et il paraissait tout naturel que la redevance qui représentait ce droit d'usage ait augmenté dans la même proportion.

Les habitants de Brinon ne l'entendirent pas ainsi et prétendirent qu'ils ne devaient acquitter en collectivité que la somme de huit deniers, au lieu d'acquitter privativement et par chaque chef de ménage ladite somme de huit deniers.

De là procès qui avait une grande importance pour les habitants de Brinon, en ce sens qu'au lieu de huit deniers à payer entre cinquante chefs de ménage, ladite redevance devait monter à quatre cents deniers, si chaque chef de ménage devait en payer huit.

Intervint alors, après une procédure assez longue, une sentence en date du 7 juin 1638, qui ne faisait que viser les pièces fournies par chacune des parties et posait la question sans la résoudre, à savoir « si la redevance de huit deniers indubitablement due comme ayant été stipulée par l'acte de 1512 devait être acquittée par tous les habitants ou par chacun d'eux, tenant feu et lieu, et si c'est à cause de l'usage desdits bois ou pour directes censives ou bordelières, en vertu du droit de propriété qu'ils prétendent avoir en iceux; pour ce fait, ledit procureur sur tout oui, être par nous fait droit aux parties définitivement, ou les régler ainsi qu'il appartiendra, tous dépens à ce réservés par notre sentence et à droit. ». (Signé Mazillier).

L'affaire resta en état de procès jusqu'au 29 novembre 1639, époque à laquelle intervint une transaction entre le seigneur de Brinon et les usagers de Brinon (leur droit d'usagers n'était pas contesté), de laquelle il résulte qu'il fut établi entre les intéressés un cantonnement désignant les immeubles sur lesquels s'exercerait exclusivement le droit d'usage, auquel fut joint le droit de pacage qui

n'existait pas primitivement, et ce conformément aux anciens baux, et à la charge d'une redevance de huit deniers par an, *à payer par chacun des habitants.*

Remise des arrérages en retard et des frais du procès a été faite par le seigneur aux habitants qui, en acceptant cette remise d'arrérages, reconnaissaient naturellement qu'ils auraient dû l'acquitter.

Un certain nombre des habitants de Brinon avaient concouru à cet acte transactionnel, qui fut ratifié par les autres habitants suivant acte reçu Bonnemain, notaire, le 19 décembre 1639.

Le procès était, par suite, éteint, le droit d'usage des habitants reconnu par le seigneur ; on y avait ajouté celui de pacage ; mais le tout se trouvait, quant à l'exercice, limité à des immeubles déterminés ; la question relative aux huit deniers de redevance se trouvait définitivement tranchée par la reconnaissance, inscrite en cette transaction, que ces huit deniers devaient être acquittés par chacun des habitants ayant feu et lieu au lieu de l'être par la collectivité des habitants.

Cette transaction, qui fixait les droits du seigneur et ceux des habitants usagers et limitait ceux de ces derniers à des immeubles spécialement indiqués, limités et tenancés audit acte, reçut son exécution jusqu'en 1777, époque à laquelle surgirent de nouvelles difficultés.

Dans l'intervalle de temps qui s'est écoulé de 1639 à 1777, le terrier de la seigneurie de Brinon fut établi par Mathieu, notaire, à la date du 8 décembre 1748.

A cet acte de constitution de terrier intervint la majorité des habitants usagers de Brinon, qui reconnut le droit de propriété du seigneur sur les immeubles soumis à l'usage, moyennant une redevance de huit deniers par habitant ayant feu et lieu, chef de ménage.

A cette époque (1748) les choses se passaient normalement ; les habitants jouissaient sans conteste de leur droit d'usage et acquittaient leur droit d'usage au taux convenu ; mais

quelques années après cette époque les usagers, loin d'exercer leurs droits en bon père de famille, comme le prescrivait la coutume, commencèrent à en abuser; ils coupèrent le bois à tort et à travers, sans se préoccuper de sa nature de bois mort et mort-bois et même de bois vif, conduisirent leurs bestiaux au pacage dans les bois non défensables, c'est-à-dire âgés de moins de quatre ans, et ces bois, qui étaient de bonne nature, de bons bois, ainsi qu'il appert de ce qui en reste (bois Rond, Rapis et bois de Neuville), ont été saccagés, abroutés et en partie détruits, si bien qu'en 1778 il n'existait plus, sur la plus grande partie, que des broussailles. Trente hectares environ ont été mis en pâture comme complètement dénudés, et une autre partie n'a pas encore pu être reboisée, malgré tous les soins que l'administration forestière a pu y apporter.

Nous devons reconnaître, comme nous l'avons déjà dit plus haut, que l'exercice de ces abus de jouissance était singulièrement favorisé par la négligence des agents du seigneur, qui ne s'opposaient pas aux empiétements successifs des usagers.

Mais aussi nous devons avouer que cette négligence s'explique jusqu'à un certain point, et nous ne serions pas éloignés de croire que déjà, à cette époque, le peuple commençait à s'émanciper, émancipation dont les premiers souffles se faisaient sentir et auxquels le seigneur et ses gens ne savaient comment résister; 1778, en effet, n'était pas loin de 1789.

Toujours est-il qu'en 1777 le seigneur ayant eu connaissance des abus de jouissance qui étaient journellement commis par les usagers, prit la résolution de s'y opposer et d'y porter remède. Il fit, à ce sujet, des remontrances aux habitants de Brinon et les menaça même de leur retirer leurs droits d'usage, pour abus, et en vertu de l'article 13 de la coutume.

Cette menace eut un effet diamétralement opposé à celui que le seigneur espérait en retirer.

En effet, les habitants se transportèrent dans une partie du bois dont l'usage leur était concédé, et se prétendant propriétaires du fonds, commencèrent la coupe de tout le bois qui se trouvait dans le petit carré de nos usages situé au nord des chaumes, le long du bois de Neuville. Cette coupe, opérée à blanc, était anticipée; le bois n'était alors âgé que de douze ans, et le seigneur ne l'exploitait habituellement que quand il avait atteint sa vingtième année.

C'était donc un empiètement formel et voulu sur la propriété du seigneur, une main-mise sur le fonds lui-même, une confiscation de la propriété.

Et dire que nous avons, à Brinon, la réputation d'être des réactionnaires !

Cela mit le feu aux étoupes.

Le seigneur, qui était alors le comte de Jaucourt, pour se défendre, présenta le 22 novembre 1778, à M. le Maître particulier de la maîtrise royale des eaux et forêts du Nivernais, une requête, tendant à être autorisé, après exposé des faits, « à s'opposer à la coupe que les habitants étaient en voie d'opérer, à faire visiter les lieux par des experts, à saisir les bois déjà façonnés et transformés en bûchers de lances, moule et autres marchandises. »

Ledit maître particulier, à la date du même jour (22 novembre 1778) rendit une ordonnance adjugeant ses conclusions audit seigneur.

Lesdites requête et ordonnance furent signifiées aux manants et habitants de Brinon, en la personne de Poulain, leur syndic, par Oudot, huissier à Clamecy, le 26 novembre 1778, et le même jour ledit huissier procéda à la saisie des marchandises sur feuille, mais pour une partie seulement, la nuit étant venue, la continuation de la saisie avait été renvoyée au « lendemain 27 novembre, à neuf heures du matin ».

L'huissier Oudot se rendit en effet, le lendemain, 27 novembre, à neuf heures du matin, « sur et au-dedans de ladite pièce de bois, dont la coupe était commencée, pour

procéder à la saisie du reste des bois coupés et mis en tas », et constata en son procès-verbal qu'en arrivant dans ledit bois, il y trouva Pierre Poulain, syndic des habitants de Brinon, qui était en train de charger une voiture attelée de huit bœufs.

Le bon huissier fit alors à Poulain lecture, à haute et intelligible voix, des requête et ordonnance ci-dessus rappelées et le somma d'avoir à cesser de charger sa voiture, et même de décharger ce qui était alors chargé ; Poulain lui répondit carrément « qu'il ne pouvait faire ni l'un ni l'autre, qu'il agissait pour le compte de M. Cassard et qu'il ne pouvait qu'obéir aux ordres qu'il avait reçus » ; l'huissier se le tint pour dit, tout en protestant, et alla plus loin, où il rencontra Philibert Lapertot, manoeuvre, demeurant à Brinon, et Jean Thibault, laboureur, demeurant à Michaugues, qui chargeaient également du bois sur une voiture attelée de six bœufs et deux vaches.

L'huissier exhibe à nouveau ses requête et ordonnance, en donne lecture à voix non moins haute auxdits Lapertot et Thibault, et les somme d'avoir à discontinuer le chargement, et même de décharger la voiture, à quoi les sommés ont répondu « qu'ils ne voulaient ni entendaient discontinuer le chargement, et que quand la voiture serait chargée, ils la conduiraient chez Lapertot » ; ce dernier a même ajouté que, « quoique les choses soient ainsi, il s'en moquait ».

Il faut avouer que pour des gens qui étaient sous la puissance féodale, c'était assez osé.

Après ces constatations, l'huissier procéda, sans incident, à la saisie du bois restant sur feuille et mit sur chacun des tas saisis brandons évidents, pour que personne n'en ignore.

Jean Deguergue, meunier et marchand, demeurant à Neuville, fut institué gardien de cette saisie, mission qu'il refusa, mais qui lui fut imposée d'office.

Signification de cette saisie fut faite, par le même huissier, aux habitants de Brinon, en la personne de leur syndic, le

28 novembre 1777; l'exploit contenait, en outre, assignation à comparoir le 4 décembre suivant à l'audience de MM. les Officiers de la maîtrise royale des eaux et forêts du Nivernais, à Nevers, heure de cour, pour faire valoir leurs moyens de défense, et également assignation à Jean Deguergue, institué gardien de la saisie, pour ouïr dire qu'il sera confirmé dans cette fonction.

Les habitants firent défaut.

Intervint alors, le 8 janvier 1778, une ordonnance du maître particulier de la maîtrise des eaux et forêts, accordant aux habitants de Brinon un délai de quinze jours pour fournir leurs moyens de défense.

Les habitants ne fournirent aucune pièce dans le délai qui venait de leur être imparti, et, le 12 mars 1778, une nouvelle ordonnance fut rendue par ledit maître particulier des eaux et forêts, enjoignant aux habitants de Brinon de venir plaider à son audience d'huy en trois semaines, *à peine de défaut*.

Il faut avouer que ledit maître particulier, en face du mauvais vouloir évident des habitants de Brinon, avait usé, à leur égard, d'une rare bienveillance.

Cependant, en face de cette dernière mise en demeure qui devenait catégorique, les habitants de Brinon s'émurent; mais, voulant gagner du temps, firent opposition à cette dernière ordonnance, qui leur avait été signifiée par Paupert, le 14 mars 1778.

En effet, par exploit dudit Paupert, en date du 9 avril 1778, lesdits habitants de Brinon firent opposition aux ordonnances ci-dessus rappelées et, excipant d'un vice de procédure, prétendirent que les bois en question leur appartenaient en toute propriété, qu'ils en avaient joui de tout temps et que le comte de Jaucourt n'aurait pas dû se contenter de leur faire signifier et donner copie de la reconnaissance au terrier du 8 décembre 1748, laquelle n'est qu'un titre reconnaissant pour avoir été mal rapporté et avoir mal expliqué les conventions contenues dans les actes de 1512 et 1639, mais aurait dû signifier copie de ces derniers.

Sur cette opposition intervint, le 14 mai 1778, une nouvelle ordonnance émanant du même maître particulier des eaux et forêts, prescrivant la signification auxdits habitants des copies desdits titres de 1512 et 1639.

Cette signification fut faite par Paupert le 20 mai 1778.

Le procès suivait donc son cours, mais avec des lenteurs calculées; néanmoins, il fallait en finir.

C'est alors qu'intervint une nouvelle ordonnance du même maître particulier, en date du 2 juillet 1778, prescrivant que, par experts dont les parties conviendraient dans les trois jours, à son greffe, sinon par ceux qui seraient pris et reconnus d'office, il serait fait visite des lieux dont s'agit, lesquels experts devaient constater dans leur rapport la quantité de bois qui avait été coupée par bois vif ou mort et mort-bois, autant qu'il serait possible de le faire, ensemble la nature des marchandises en provenant et existant sur place, comme aussi estimeraient les dommages et intérêts qui pourraient résulter au profit dudit seigneur de Jaucourt de la coupe de tous bois autres que bois mort et mort-bois.

Lesdits experts, à raison de l'éloignement, étaient autorisés à prêter serment devant le juge de Tannay, commis à cet effet; leur rapport déposé et affirmé devant lui, pour ensuite les procès-verbaux de prestation de serment, dépôt de rapport et affirmation être renvoyés, en minute, au greffe de la maîtrise; ladite ordonnance devait recevoir exécution nonobstant opposition ou appel, frais et dépens réservés.

Cette ordonnance fut signifiée à Gounot, procureur des habitants, qui, à l'audience où elle fut rendue, avait refusé de plaider sur la saisie, par exploit de Paupert du 11 juillet 1778.

Le 18 juillet 1778, Gounot, procureur des habitants de Brinon, fit, par le même huissier, signifier à Morin, procureur de M. le comte de Jaucourt, opposition à la sentence du 2 juillet précédent, de laquelle opposition lesdits habitants devaient déduire en temps et lieu.

Nous avons dit plus haut que les habitants de Brinon n'avaient, jusqu'alors, que cherché à gagner du temps ; mais, reconnaissant qu'ils se trouvaient au pied du mur, ils se rapprochèrent de M. le comte de Jaucourt, et avant que le jugement sur opposition fût rendu, transigèrent suivant acte reçu par M^{re} Bouquerot et Naudot, notaires à Asnan, en date du 25 octobre 1778.

La transaction fut passée entre M. le comte de Jaucourt et trente-deux des habitants de Brinon.

Ces derniers avaient été autorisés à transiger, par l'intendant de la généralité d'Orléans, le 9 octobre 1778, autorisation qui réclamait préalablement une délibération du conseil de la commune à ce sujet et une note consultative d'avocats.

Cette autorisation fut transmise au syndic des habitants de Brinon par Delaveau, subdélégué à Clamecy de l'intendant de la généralité d'Orléans, lequel envoya en même temps le modèle de la délibération à prendre.

De la transaction du 25 octobre 1778 il résulte :

Que ledit seigneur comte de Jaucourt, voulant bien acquiescer, par pure bonté pour les habitants de Brinon, il a d'abord été observé et reconnu que lesdits habitants ne sont que simples usagers, à charge de redevance de huit deniers tournois, ainsi qu'il résulte de l'acte reçu Vincent, le 14 mars 1512.

Puis : que ledit seigneur comte de Jaucourt, désirant donner auxdits habitants des marques de bonté, a bien voulu, en se relâchant de ses droits, prendre des arrangements qui puissent être avantageux aux habitants, soit en leur laissant la majeure partie de leurs usages, soit en leur laissant le choix des parcelles qu'ils entendent se réserver et de celles dont ils consentent la distraction à son profit.

Les parties s'étant mises d'accord, elles ont transigé de la manière suivante :

Premièrement : Il a été abandonné à M. le comte de

Jaucourt, en toute propriété, affranchis de tous droits d'usage :

- 1° Le bois d'Ambray, ou Crot-d'Ambray ;
- 2° La portion de bois qui a été défrichée par le meunier de Troies-le-Bourg (appartenant aujourd'hui à Melleron) ;
- 3° Le terrain, complètement abrouté (dessertis appartenant aujourd'hui à M. Crest) ;
- 4° Le Rapis du bois Rond,

Sauf, toutefois, réserve au profit des habitants du droit de vaine pâture sur les terres quand elles seraient dépouillées de leurs récoltes, et le droit de pacage dans les parties boisées, lorsque ces bois seraient défensables.

Des bornes devaient être plantées par Malteste, géomètre, et deux fossés établis sur les limites ; ces bornes et fossés existent encore.

Deuxièmement : Il fut fait abandon en toute propriété aux habitants de Brinon, de tout le surplus dudit bois de la Faye, limité comme il est dit audit acte, en pleine et franche propriété, déchargé de tous usages et servitudes, « mais à la charge néanmoins, par eux, de continuer à payer audit seigneur la redevance de huit deniers tournois stipulée dans l'acte de 1512 ».

Différentes conditions accessoires et de peu d'importance furent stipulées audit acte, relatives à l'accès de la rivière pour l'abreuvement des bestiaux et à la création ou l'élargissement de chemins de service ; il est inutile de les rappeler ici.

L'acte de transaction est terminé par ces mots : « Au moyen de tout ce que dessus, l'instance mue entre les parties demeure assoupie et éteinte, dépens entre elles compensés. »

Le seigneur comte de Jaucourt, antérieurement à la transaction, était bien et réellement propriétaire du fonds soumis

à l'usage des habitants de Brinon, qui ne possédaient que le droit d'usage à charge de redevance.

La transaction établit un cantonnement, mais d'une nature particulière, en ce sens que, tout en devenant propriétaire du fonds, les habitants doivent continuer à acquitter la redevance de huit deniers.

Nous devons faire remarquer que la rédaction ambiguë employée dans l'acte de 1512, en ce qui concerne la question de savoir si la redevance de huit deniers devait être acquittée par chacun des chefs de ménage ou seulement par la collectivité des habitants, a été stipulée dans les mêmes termes dans la transaction de 1778 ; ce cas aurait dû être prévu par les notaires rédacteurs. C'était une porte ouverte pour accéder à un nouveau procès, malgré la phrase (*in fine*), de la transaction et ci-dessus rapportée.

Nous ignorons si la redevance fut payée à partir de cette transaction, nous ne trouvons au dossier aucune quittance de cette redevance ; mais il faut dire aussi que de 1778 à 1789, nous ne voyons aucune pièce qui puisse faire supposer que des poursuites aient été dirigées par le seigneur contre les habitants pour avoir paiement de cette redevance qui, par suite, doit avoir été régulièrement payée.

Mais les habitants de Brinon n'attendaient qu'une occasion pour s'en affranchir ; 1789 arriva. Les habitants de Brinon commencèrent par débaptiser Brinon, qu'ils appelèrent *Brinon-le-Franc*, et comme conséquence revendiquèrent la propriété *franche de toute redevance* des immeubles qui leur avaient été attribués par la transaction de 1778.

Le moment était admirablement choisi ; le comte de Jaucourt, qui était devenu le citoyen Jaucourt, venait d'être incarcéré, ses biens meubles et immeubles mis sous séquestre ; il ne pouvait pas se défendre.

Le conseil général de la commune de Brinon-le-Franc, profitant de ces circonstances favorables, le 17 pluviôse an II de la République française une et indivisible, adressa aux

citoyens administrateurs du district de Clamecy une pétition par laquelle les habitants de Brinon, « félicitant les administrateurs du district de leur sagesse, pour avoir mis sous séquestre les biens meubles et immeubles du citoyen Jaucourt » (il y avait bien lieu à ces félicitations), requéraient de l'administration la nomination de deux arbitres pour représenter ledit Jaucourt, lesquels arbitres ainsi nommés seraient chargés de vider, contradictoirement avec les arbitres nommés par la commune, qui étaient les nommés Liboret et Millelot, le différend qui existait entre ledit Jaucourt et les habitants.

Ce différend, il est vrai, n'est pas indiqué d'une manière formelle dans la pétition, on pourrait même dire qu'il ne l'est pas du tout, et nous ne voyons pas bien clairement en quoi il pouvait consister, puisqu'il existait un acte transactionnel qui terminait définitivement les difficultés antérieures et fixait les droits et obligations de chacun des intéressés.

La pétition et les pièces à l'appui, qui consistaient seulement en copie des deux transactions de 1639 et 1778 (sans être accompagnées de l'acte constitutif de 1512), furent adressées aux administrateurs du district de Clamecy, avec lettre d'envoi en date du 20 pluviôse an II, et le 21 pluviôse même mois, lesdits administrateurs, faisant droit, nommèrent pour arbitres devant représenter le citoyen Jaucourt les citoyens Barbier-Grandpré et Perrot, membres du comité de surveillance.

Puis le 25 frimaire an II fut rendu un arrêt du conseil d'administration du district de Clamecy qui, après avoir visé la pétition dont s'agit et les pièces à l'appui, ouï l'agent national, autorise les habitants de Brinon-les-Allemands (et non pas Brinon-le-Franc) à avoir recours à la voie de l'arbitrage pour régler la difficulté, et décide qu'un membre de la société philanthropique (non indiqué) les aidera de ses conseils en leur revendication.

Il se produisit alors un incident qui suspendit la procédure pour peu de temps, il est vrai, car il fallait marcher vite et

arriver à une solution avant que le citoyen Jaucourt ne fût relaxé, s'il devait l'être; Liboret, arbitre choisi par les habitants de Brinon, avait été, comme un simple seigneur, mis en prison, et Millelot, l'autre expert, n'étant pas pourvu d'un certificat de civisme, ne pouvait pas remplir les fonctions pour lesquelles il avait été désigné.

A cet effet, le 6 nivôse an II de la République, le juge de paix de Chevannes-sous-Montenoison, un sieur Malaisé, rendit, sur requête, une ordonnance par laquelle il fut enjoint au citoyen Jaucourt, en la personne du citoyen Martin (1), son agent, d'avoir à nommer les arbitres dont s'agit, au vœu de l'ordonnance rendue, sinon qu'il y serait procédé d'office.

Le citoyen Martin fit défaut.

La notification fut faite le 7 nivôse ; mais très-probablement il y avait un vice de procédure, puisque le même juge de paix rendit, à la date du 15 nivôse même mois, une autre ordonnance prescrivant que celle du 6 nivôse, par lui rendue, serait renotifiée.

Le citoyen Martin fit encore défaut, et le 27 nivôse les membres administrateurs du district de Clamecy autorisèrent les habitants de Brinon à nommer d'autres arbitres, puisque de ceux qui avaient été précédemment institués, Liboret était en prison et Millelot ne pouvait opérer à défaut de certificat de civisme, et nommèrent pour représenter le citoyen Jaucourt les citoyens Gravier, de Clamecy, et Save, de la Montagne.

Les arbitres nouvellement nommés par la commune étaient le juge de paix de Tannay, le citoyen Ponge, et un propriétaire de Michaugues, le citoyen Gobet. (Délibération du 1^{er} messidor an III.)

Lesdits arbitres procédèrent à la mission qui leur était confiée et rendirent, le 25 vendémiaire an III, une sentence

(1) M. Martin duquel il est question était l'aïeul de M. Charles Martin, aujourd'hui président du conseil général.

aux termes de laquelle les habitants de Brinon furent envoyés en possession et jouissance des cinquante-un arpents mentionnés, détaillés et circonscrits dans la transaction de 1778, sous toutes réserves de plus grandes prétentions de la part desdits habitants.

Le procès était encore une fois terminé, et les habitants de Brinon avaient gain de cause ; mais nous devons reconnaître que le seul gain qu'ils ont retiré de ce dernier procès n'a été que dans la suppression du paiement des huit deniers de redevance, puisque les autres droits auxquels ils pouvaient prétendre avaient été reconnus formellement par la transaction de 1778.

Nous devons dire ici que les chaumes et usages dont il s'agit n'appartiennent pas à la commune de Brinon, mais bien à la section de Brinon.

L'autre section de la commune de Brinon, Courcelles, n'a aucun droit sur ces immeubles ; elle provient du démembrement de la commune d'Hubans et n'a été réunie à Brinon qu'en 1839.

D'autres procès ont eu lieu depuis cette époque entre Courcelles et Brinon, ou plutôt d'autres difficultés relatives à la jouissance de ces immeubles ; mais ces difficultés sont modernes et ne rentrent pas dans notre cadre.

Au résumé, les droits des habitants de Brinon sur lesdites chaumes et bois d'usage résultent des titres suivants qui ne font qu'en légitimer l'usurpation :

1° 14 mars 1512. Institution du droit d'usage au profit d'un seul particulier.

2° 26 novembre 1638. Transaction.

3° 8 décembre 1748. Reconnaissance au terrier.

4° 25 octobre 1778. Transaction.

5° 25 vendémiaire an III. Sentence arbitrale.

CYPRIEN GUÉNEAU.

ORIGINE DES USAGES DE BOIS.

Notre collègue, M. Cyprien Gueneau, nous donne un remarquable travail sur les bois-usages de Brinon. Il voudra bien me permettre quelques observations complémentaires.

Il nous dit qu'« avant 1512 la commune de Brinon ne possédait pas de bois d'usage », et que les habitants semblent avoir usurpé, depuis lors, ce droit concédé originellement à un seul d'entre eux. Je regrette qu'il ne nous ait pas donné le texte même de l'acte du 14 mars 1512 ; quelques expressions, qui sont des anachronismes, en font suspecter l'analyse tout en laissant intacte la bonne foi de l'écrivain qui a pu être surpris dans la lecture de ces affreux grimoires du seizième siècle.

Le droit d'usage est aussi vieux que l'établissement des seigneuries ; il est de l'essence même des constitutions féodales primitives. L'intérêt primordial d'un seigneur qui s'était taillé, ou recevait, un fief était de mettre celui-ci en valeur, et pour cela d'y attirer des habitants. Il ne pouvait y parvenir qu'en offrant à ceux qui arrivaient sur ses terres encore très-peu peuplées des garanties de possibilité d'existence : jouissance de portions de terres sous la condition d'un cens très-minime, droit de faire paître les animaux sur les espaces non cultivés (blairie), de prendre dans les bois de la seigneurie les bois nécessaires aux constructions, réparations et chauffage, droits de paisson, de glandée, etc.

Cette préoccupation d'avoir des habitants sur le fief perce dans tous les actes du moyen-âge : de là, en partie, des droits seigneuriaux, qui nous semblent si rigoureux : de *suite*, pour empêcher l'émigration des hommes attachés à la glèbe ; de *main-morte*, si l'homme n'avait pas d'enfants ; et la règle-

mentation des mariages hors de la seigneurie. L'intérêt matériel des seigneurs produisit d'autre part une sorte de rivalité entre eux dans l'octroi des avantages faits à leurs tenanciers, et vint apporter quelque soulagement à la condition misérable de ces derniers ; les chartes de *commune* en sont encore un des effets.

Comment donc concilier le désir, le besoin, d'avoir le plus possible d'habitants sur son fief, et l'insouciance de leur assurer la vie matérielle ? L'usage du bois était aussi indispensable que l'usage de l'eau du ruisseau ou du chemin sur les terres du seigneur. « D'ancienneté, dit Guy-Coquille, les bois n'étoient en aucun compte, à cause de la rareté du peuple. »

D'ailleurs, à l'époque de l'établissement des fiefs, nul moyen pour le serf d'acquérir du bois pour la cuisson de ses aliments, son chauffage et ses constructions ; il ne recueillait sur son meix que les objets indispensables à son existence, ne vendait rien, ne travaillait pas pour des voisins ses égaux, et le fruit de son travail chez le seigneur ne pouvait lui procurer que quelques deniers trop vite absorbés par le vêtement, quelques ustensiles, le sel, etc.

Les chartes et les actes anciens parvenus jusqu'à nous viennent corroborer ces considérations générales, en ce qu'ils indiquent une série de réglemmentations et de transactions sur les usages de bois qui supposent des droits préexistants. L'acte même de 1512, cité par M. Gueneau, en fournit la preuve pour Brinon, puisque G. Lebergier y est dit devoir prendre du bois pour son usage « à la coutume des *autres usagers* ». Il y avait donc des usagers à Brinon avant 1512, date à laquelle ce Lebergier reçoit une concession individuelle, qui le met sur le même pied que les autres habitants. Ce pouvait être un nouvel arrivé (1), et un accord précédant

(1) « Le seigneur peut ajouter nouveaux usagers, si le bois avec raison et bon ménage peut suffire aux uns et aux autres. » (Arrêt de 1515.)

avait pu déterminer nominativement les ayants-droit, comme cela arriva souvent au quinzième siècle. De nos jours même, il subsiste dans les bois communaux des droits personnels appartenant à des maisons déterminées, sans que les autres habitations soient privées des droits généraux.

A la même époque, le même cas se produisit pour Saint-Benin-d'Azy : Le 30 mars 1518, François Girard, chevalier, seigneur de Passy, de Cherault, etc., concéda à Denis Tricot, à ses commungs parsonniers et à leurs hoirs le droit d'usage dans les bois de sa justice de Cherault, comportant faculté de prendre tous bois tant vif que mort, à chauffer, bâtir, boucher et pour toutes leurs nécessités, et d'y mettre et nourrir jusqu'à trente-cinq pourceaux de leur toit ; le tout pour leurs besoins *personnels* et non autres, moyennant le cens annuel de sept sols six deniers. Mais les habitants d'Azy avaient déjà droit d'usage dans ces bois, ce qui est prouvé par le procès qu'ils soutinrent de suite au bailliage de Nivernois, puis au Parlement. Ils prétendaient avoir la jouissance exclusive de ce droit et déniaient au seigneur celui de leur adjoindre d'autres usagers.

Ils ne purent trouver d'acte établissant ce droit exclusif (ce que j'ai dit ci-dessus indique qu'il n'y avait qu'une coutume nécessaire et originairement pour tous les habitants) et, sur l'avis de leur procureur au Parlement, ils transigèrent en 1528, en reconnaissant aux Tricot leur droit simultané. En 1584, la dame de Cherault, Gilberte de La Perrière, fit avec les habitants un accord spécifiant et restreignant l'étendue des bois à usages, sous la condition que ladite dame et ses hoirs ne pourront plus concéder de droits à d'autres qu'à ceux qui y sont désignés.

Si l'on s'en tenait à la lecture isolée d'une pièce de cette époque, on courrait risque de se faire une idée fautive de l'état de choses antérieur qu'on n'y relate pas. Ainsi, pour Champlemy encore, un acte de 1487 stipule que les manants du lieu auront droit d'usage dans des bois à limites fixées, à la charge, par chacun, de payer par an six deniers tournois.

Cette pièce pourrait, à première vue, faire supposer, comme pour celle de Brinon de 1512, que c'est là une *création* du droit d'usage. Mais il se trouve précisément qu'un autre acte de 1442 énonce l'usage des habitants de Champlemy sur tous les bois de la seigneurie, « desquelz droictz et possession d'iceluy les habitants ont jouy et usé si longtems qu'il n'est mémoire contraire. » On pourrait citer encore, pour la même époque, un contrat de 1509 entre les habitants de Châteauneuf-val-de-Bargis et la comtesse de Nevers, qui les déclare usagers pour prendre bois à chauffer, à bâtir, à boucher, et faire pacager, en payant à l'avenir quatre boisseaux d'avoine; et on s'aperçoit vite que ce n'est là encore qu'une transaction sur un droit préexistant, car on lit plus loin : « plus 200 livres tournois une fois payées, pour *arrérages dus*. » Enfin, en 1513, les habitants de Tannay font avec Jean de Damas-Brèves, leur seigneur, un accord analogue pour bois d'usage, en s'engageant à lui payer 900 livres t., plus des robes pour sa femme et sa fille.

Tous les actes de ce temps ne sont que des transactions pour l'établissement d'une réglementation de l'ancien état de choses. La population ayant augmenté, ainsi que les besoins individuels, les bois de la seigneurie entière étaient parcourus, gaspillés, saccagés; d'autre part, le luxe et la dépense s'étant accrues pour les seigneurs, ils cherchèrent à tirer profit du produit de leurs bois, et préférèrent donner aux populations la jouissance complète de quartiers ou *cantons* de bois spécifiés et délimités, et préserver à ce prix le reste de leurs forêts de ces déprédations (1). Incidemment, ils saisirent cette occasion de se faire donner une somme d'argent en retour d'une transaction présentée comme avantageuse, et ils eurent soin, d'ordinaire, de mentionner la réserve de

(1) Guy-Coquille dit que de son temps « tels réglemens sont souvent pratiquez quand le bois (de la seigneurie) est ample, et selon le nombre des usagers on le réduict à la moitié, au tiers ou au quart pour les usagers en usaige; et le reste demeure au seigneur, libre en toute propriété exempt de tout usaige et servitude ».

leurs justice et directe sur les cantons de bois livrés aux habitants. Quant aux cens relatés à nouveau aux actes, ils pouvaient bien avoir été parfois augmentés, mais le principe même de paiement du cens était antérieur et inhérent à toutes les jouissances tenues d'un seigneur.

A partir du seizième siècle, les transactions et accords pour bois-usages abondent dans notre pays. Ce sont toujours des spécifications de limites, d'étendue de droits et de paiement de redevances ; mais le fait du droit d'usage sur une seigneurie n'est pas contesté. L'acte de 1638, cité par M. Gueneau, rentre encore dans cet ordre d'idées ; c'est une « transaction-reconnaissance ». Du reste, la coutume de Nivernois, au chapitre XVII, articles 10 à 15, réglait ces devoirs très-à-plain, et répondait à la question que se pose M. Gueneau quant à l'étendue des droits de G. Lebergier (1). Déjà définis dans l'acte de 1509 cité plus haut, puis précisés par la coutume écrite, ils demeurent stables jusqu'à la Révolution, qui, avec la directe et la justice, supprima les redevances, devenues d'ailleurs insignifiantes par la marche rapidement décroissante de la valeur du numéraire (les habitants de Brinon ne devaient toujours que huit deniers

(1) L'usager pouvait prendre bois mort et mort bois pour se chauffer et pour ses autres nécessités. L'article 12 de la Coutume énonce que le bois mort est celui qui est tombé, ou sec debout, et que le mort bois est « bois non portant fruit ». Ici le mot *fruit* est pris dans le sens de profit, bon pour vendre. L'ordonnance de 1533 définit que le mort bois est l'essence de saule, marsaule, épine, puyne, sureau, aulne et genièvre ; mais celle de 1518 avait aussi rangé dans la catégorie des essences ne donnant pas de produit en bois-d'œuvre : le charme, le bouleau et le tremble ; d'où de nombreuses contestations. Les usagers qui avaient à prendre du bois pour bâtir ou réparer devaient en demander la marque aux gardes du seigneur ; ils pouvaient aussi prendre du bois pour harnais « et leurs autres nécessités », ce qui s'entend de tous leurs besoins personnels ; mais l'article 15 prohibe expressément la vente de quoi que ce soit provenant des bois-usages, de même que la cession à autrui du droit d'y mener les pourceaux en pacage.

en 1789), mais qui changea peu de chose à l'étendue des bois communaux.

Après avoir cherché à démontrer qu'avant 1512 Brinon avait des bois d'usage, je remercie M. Gueneau de l'occasion qu'il m'offre de compléter son consciencieux mémoire par un rapide historique de la seigneurie de Brinon.

AD. DE VILLENAUT.

LA SEIGNEURIE DE BRINON-LES-ALLEMANDS.

Lorsqu'une localité telle que Brinon n'a jamais été en possession du titre de ville ni de châtelainie, qu'elle n'a eu ni commune, ni échevins, ni corps constitués, qu'elle n'a été le théâtre d'aucun événement militaire important, son histoire se résume à peu près en celle de ses seigneurs. Maîtres de l'action publique, faisant rendre la justice en leur nom, ils détiennent tous les pouvoirs et, malgré une hiérarchie féodale compliquée en apparence, ils sont, en fait, de minuscules souverains.

La succession chronologique de tels personnages, même pour une simple bourgade, peut donc présenter quelque intérêt ; celle que je vous présente est restée inconnue jusqu'ici.

Sous la féodalité, Brinon est sans importance ; le fief dominant est Huban, dont la grosse tour commande l'entrée du Bazois au nord-ouest. En 935, Brinon n'est qu'une villa (hameau ouvert) « *villa Briennonis in pago Nivernensi (Gallia Christiana)* » ; en 1277, il est qualifié « *grangia* » (domaine) ; le seigneur du lieu est alors Hugues Bezors, gendre d'Agnès de Challement, qui, en 1288, quitte le fief de Brinon à Guillaume Pioche, d'une famille de chevaliers puissants du centre du Nivernais.

Ce Guillaume, mari d'Aremburge, veuve de Bureau de La Rivière, y bâtit une maison-fort avant 1291 et la donna, avec deux cents livres tournois de terres, à sa fille Marguerite en la mariant avec Jean de La Rivière, damoiseau, qui, en 1302, possède toute justice à Flay (Fly, près Varzy) ; en 1308, il est qualifié seigneur de Brinon dans une sentence arbitrale qu'il rend avec Erard de Thianges. Il mourut en 1327 et fut inhumé à l'abbaye de Lépeau.

Sa petite-fille, Isabeau de Champlemy, fit passer Brinon à son mari, Guillaume de Montaigu-le-Blin, qui en fit hommage au comte de Nevers en 1346; et la même année elle donna Brinon à Guichard Dauphin, son filleul et aussi son allié, car en 1297 Alix de Bourbon, veuve de monseigneur Guillaume de Champlemy, était inhumée à Bouras.

Notons que le texte porte « *de campo milio* »; l'étymologie « *campus dimissus* » et « *campus lemetii* » pour le nom de Champlemy ne paraît pas exacte et dut être imaginée plus récemment.

Cette Isabeau de Champlemy étant morte sans hoirs, sa succession se partagea en 1347, et Jean de Dornecy eut une portion de Brinon; mais la plus grande partie demeure à Guichard Dauphin, et dès-lors Brinon suit le sort de la baronnie de la Ferté-Chaudron. Il passe aux Châtel-Perron, dont une fille, Isabeau, en fait hommage en 1351 et le porte à Guy de Bourbon, seigneur de Clacy, puis baron de la Ferté.

Ce fait explique comment Brinon se trouve dans le dénombrement de la Ferté à cette époque, ce qui a induit en erreur M. de Soultrait dans son très-remarquable et consciencieux *Dictionnaire de la Nièvre* : il suppose l'existence d'un « Brinon-les-Nevers » que nous ne trouvons nulle part; et ce qui prouve que c'est bien de notre Brinon, loin de Nevers, qu'il s'agit, c'est qu'en 1384 Guillaume de Mello, seigneur d'Espoisses, fait hommage pour « *Brinon-les-Alemans* » à cause de sa femme Isabeau de Bourbon, fille du Guy, qui précède.

Il peut sembler étrange que Guillaume de Mello, qui était seigneur d'Huban avant son mariage, n'ait pas été aussi, de son chef, seigneur de Brinon, fief immédiatement voisin et mouvant : c'est que Jeanne de Mello, sa cousine, dame de Château-Chinon et d'Huban, après la fin tragique et sans postérité de son fils unique Raoul de Brienne, connétable de France, décapité en 1350, avait donné à la branche d'Espoisses Huban, sauvé du désastre de la confiscation, et

que les comtes de Château-Chinon tenaient de l'héritage d'Elvis de Lormes ; et c'est seulement en épousant Isabeau de Bourbon, dame de Brinon, qu'il réunit pour toujours les deux seigneuries dans une même main, avant 1384.

Il serait superflu de rappeler quels puissants seigneurs étaient les Mello, comtes de Château-Chinon, qui levaient bannière et avaient figuré aux croisades comme la plupart des précédents seigneurs de Brinon, les La Rivière, les Champlemy, les Dauphin, les Bourbon, etc. Du reste, l'histoire de cette petite seigneurie, jusqu'à la Révolution, n'évoque que de grands noms de notre histoire locale.

Guillaume de Mello eut une fille unique, Jeanne, qui épousa, avant 1405, Jean II de Montaigu, seigneur de Couches, auquel elle porta Brinon. Les Montaigu étaient une branche cadette des ducs de Bourgogne de la première race, ainsi qu'il est prouvé par le testament du duc Robert II; ils donnèrent un gouverneur de Nivernois et Donzinois en 1409 en la personne de Louis de Montaigu, seigneur de la Roche-Milay. Leurs armes, qui manquent dans l'*Armorial du Nivernais*, sont : *De Bourgogne ancien, brisé d'un canton d'argent chargé de cinq hermines en sautoir*.

Leur fils Claude de Montaigu, seigneur d'Huban, Brinon et la Ferté-Chauderon en partie, tué à Beauvais en 1472, épousa en 1432 Louise de La Tour-d'Auvergne, dont il n'eut pas d'enfants ; mais il avait eu une fille naturelle, légitimée de Montaigu par lettres du duc Philippe-le-Bon de 1460, au moment de son mariage avec Hugues de Rabutin, seigneur d'Epiry et Balorre, qui fut lieutenant-général au gouvernement de Bourgogne. Jeanne, quoique bâtarde, eut une partie des biens paternels : Brinon, Huban, Forléans, mais non pas Espoisses, ni la Ferté. Il est certain qu'Hugues de Rabutin fut seigneur de Brinon, car en 1463 il reprit un procès pendant entre son beau-père Claude de Montaigu et des habitants de cette seigneurie, qu'il prétendait ses hommes de corps. Son fils, Blaise de Rabutin, est le seigneur de Brinon qui fit, en 1512, le traité pour droits

d'usages relaté par M. Gueneau ; il reçut en 1526, comme « seigneur d'Huban et de Brinon-les-Allemands, » un dénombrement de terres dans la mouvance de cette baronnie ; on le retrouve encore en 1532 et 1538.

Blaise II, seigneur de Brinon, paraît en 1556 dans un intitulé de son garde du scel de la châtellenie d'Huban. Sa sœur, Gilberte de Rabutin, connue à la cour des Vaïois sous le nom de « la belle Huban », épousa Philibert d'Anlezy, qui tua à la chasse, en 1600, son parent Christophe de Rabutin, baron de Chantal, mari de la fondatrice de la Visitation. Blaise II avait épousé la fille du baron de Châtillon-en-Bazois, Madeleine de Pontaillier, qui, devenue veuve, est dite dame de Brinon, en 1572, et en reste usufruitière pendant vingt ans.

Leur fille unique, Bénigne de Rabutin, porta cette seigneurie à François d'Anlezy, seigneur d'Espeuilles.

Le château-fort d'Huban ayant été ruiné, probablement pendant la guerre de Cent-Ans, les seigneurs en firent construire, à Brinon même, un autre, dont les restes actuels dénotent les quinzième et seizième siècles. Il aurait donc été édifié par les Rabutin, qui durent peu l'habiter, vu la médiocrité de ses dimensions. Cette opulente famille, d'ancienne chevalerie, était originaire du Charolais ; la branche de Bussy, la plus célèbre, s'allia en Nivernais aux Damas, La Rivière et La Ferté-Meung, et fournit un lieutenant de roi au gouvernement de Nivernais en la personne de Léonor, père du fameux Roger de Bussy-Rabutin, commandant pour le roi en cette province pendant la Fronde (1).

(1) Ce général-académicien fit montre, en Nivernais, de plus d'activité que de perspicacité ; pendant qu'il remuait fébrilement les troupes, plaçait inutilement des garnisons dans les châteaux de la Ferté, Rosemont et la Motte-Josserand, fouillait — avec un déploiement de forces qui rappelle le siège récent du couvent de Frigolet — l'abbaye de femmes de Notre-Dame de Nevers, où il faisait main basse sur trois cents mousquets ; il laissait passer inaperçu, au Bec-d'Allier, Condé, qui, suivi de Comminges-Guitaut et d'un seul valet,

Par son mariage avec Bénigne de Rabutin, François d'Anlezy réunit dans une même main les nombreuses seigneuries d'Huban, Brinon, Courcelles, Espeuilles, Montapas, la Loge, Saint-Benin-des-Champs, Neuville, les deux Neuzilly et Prémoison. La maison d'Anlezy, qu'on trouve dans chaque page de nos annales depuis le treizième siècle, était alors près de s'éteindre en Nivernais, en ajoutant à l'éclat de ses services militaires et de sa puissance celui que donne la culture des lettres. François avait pour oncle cet Imbert d'Anlezy, seigneur de Dumphlun, auteur du *Livre de la Fortune*, avec dessins Renaissance, dont notre Société a eu naguère un compte-rendu.

L'étude de l'antiquité avait développé l'esprit d'examen qui enfanta la Réforme. Beaucoup de gentilshommes nivernais, surtout dans le nord-ouest, avaient embrassé les idées nouvelles. Les d'Anlezy étaient alliés aux Jaucourt, ardents religionnaires (1); Bénigne de Rabutin, dame de Brinon,

arrivait de Guyenne, et put traverser tranquillement le pays, passant un jour entier à Cosne, sous un déguisement, au milieu des troupes royales. Bussy apprit trop tard sa présence et dépêcha, de Nevers, des ordres pour l'arrêter. Une escouade le rencontra près de Neuvy; il s'en tira en donnant une fausse piste, piqua des deux, et put arriver à temps prendre, à Bléneau, le commandement de ses troupes et y battre l'armée royale, juste au moment où Turenne allait faire sa jonction. Ce fut, chez « les Mazarins », un tolle général contre Bussy, qui faillit tomber en disgrâce.

Ce pauvre Roger, qui, entre temps, avait fait connaissance avec la Bastille pour ses couplets : « Que Deodatus est heureux... », eut, dans notre pays, une autre mésaventure plus désagréable encore : sa fille, jeune veuve, qui habitait à Lanty, près de Luzy, se fit enlever par Henri de La Rivière. Bussy, furieux, fit arrêter les fugitifs, mais arriva trop tard — comme pour Condé — et n'eut d'autre ressource que de leur faire un procès sans fin. Louis XIV se vengea quelque peu des couplets d'autrefois en disant malicieusement au ravisseur : « Votre femme a plus d'esprit que son père. »

(1) François de Jaucourt, tué dans l'armée de Condé à la bataille de Saint-Denis en 1567, était mari de Louise d'Anlezy; un autre avait été tué à Dreux, dans la même armée, en 1562. Ils restèrent protestants jusqu'en 1848.

se fit calviniste et maria, en 1601, sa fille unique, Françoise d'Anlezy, à Pierre de Jaucourt, qui établit un temple à Espeuilles. Ce Pierre de Jaucourt, baron d'Huban, seigneur de Brinon, etc., capitaine d'une compagnie d'ordonnance, est l'auteur de la deuxième transaction de 1638, pour bois d'usage, citée par M. Gueneau.

En 1644, le château de Brinon était encore habité; le contrat de mariage de Charles de Cossay, chevalier, seigneur de Beauvoir et Saint-Germain-en-Viry, avec Anne-Louise de Jaucourt, y fut passé en présence d'une nombreuse assemblée. Elye Semelé, « pasteur de l'église desdits futurs », signa aussi à ce contrat.

Les seigneurs de Brinon furent ensuite, de père en fils :

Pierre II de Jaucourt, marié en 1646 à Madeleine du Four;

Pierre-Antoine, qui énumère toutes ses possessions : marquis d'Espeuilles, baron d'Huban, seigneur de Brinon, Courcelles, Michaugues, Asnan, Neuville, Frémouset et autres, épousa, en 1684, Marie de Monginot, et eut pour troisième fils : Louis, dit le chevalier de Jaucourt, le fameux collaborateur de d'Alembert et Diderot à l'*Encyclopédie*, mort en 1779; et pour fils aîné :

Pierre-Antoine II, capitaine de cavalerie, époux de Suzanne de Vivans, dont : Louis-Pierre, comte de Jaucourt, seigneur d'Huban, Brinon, Asnan, mestre de camp de cavalerie, qui comparut par procureur à l'assemblée des trois ordres à Nevers, en 1789, et laissa de son mariage, en 1752, avec Elisabeth Gilly, un fils unique : François-Arnail, marquis de Jaucourt, auquel la Révolution enleva Brinon (1).

AD. DE VILLENAUT.

(1) Ce François-Arnail, né en 1757, fut le type accompli des hommes à « opinions successives », avec l'indépendance de cœur que put lui enseigner la philosophie de son grand-oncle : mestre de camp

REGISTRES-TERRIERS

DES SEIZIÈME ET DIX-SEPTIÈME SIÈCLES.

Un des caractères des actes de l'ancien temps est leur uniformité de rédaction. L'esprit de fixité dans les moindres traditions s'y révèle en des formules consacrées par l'usage et dont aucun notaire ou tabellion, juge ou greffier, n'oserait se départir. Analyser un de ces actes c'est faire connaître d'un seul coup tous ceux qui ont trait au même objet, si l'on a soin de prendre, sur une série de pièces analogues, des moyennes de chiffres et de faits.

J'examinerai aujourd'hui le *terrier* nivernais, un des actes les plus importants du système féodal, et dont le nom revient sans cesse dans les énonciations de faits ayant trait aux siècles passés.

C'était, pour chaque seigneur, le recueil contenant le dénombrement des vassaux qui relevaient de sa seigneurie, avec leurs redevances et obligations. Les droits du fief dominant y étaient minutieusement relatés, avec les fois et hommages, aveux et dénombremens antérieurs, ainsi que la

à trente ans (1787) par la grâce de sa naissance, il est, en 1790, du club des Feuillants, qui fulmine contre les abus de l'ancien régime ; élu député en 1791, son ancien titre le fait jeter à l'Abbaye, d'où son argent le fait sortir. Il émigre, rentre après brumaire, se fait nommer du Tribunat, 1799 ; sénateur en 1803, chambellan en 1804, il vote la déchéance en 1814 et s'empresse à la descente des fameux « fourgons de l'étranger » ; il escalade la pairie et est nommé ministre de la marine en 1815. En 1830, il acclame le nouveau gouvernement et en est encore récompensé par la pairie. La vieillesse survint, et la mort le surprit en 1848, avant qu'il eût eu le temps de tousser une nouvelle adhésion à la République. Il fut le dernier de sa race — au physique et non au figuré.

situation des censitaires, emphytéotes et justiciables. Ces actes étaient bilatéraux ; les inférieurs et le supérieur y reconnaissaient mutuellement leurs droits et leurs devoirs, la nature, l'étendue et la consistance de leurs possessions.

De tels actes ont donc une importance capitale pour la connaissance rigoureuse et complète de ce que l'on appelle les droits féodaux, car toute omission au terrier équivalait à l'abandon d'un droit.

Cette fixation authentique et réciproque de possessions terriennes et de droits était une sage mesure qui fermait la porte aux abus nouveaux, voire même aux procès.

De même que pour notre cadastre actuel, la possession des biens variait avec le temps, et l'état des personnes se modifiait lui-même par des affranchissements ou des concessions ; il fallait donc procéder à des renouvellements périodiques de constatation qui sont en moyenne, pour chaque seigneurie, de trois durant les deux siècles qui nous occupent.

Le seigneur qui désirait faire refaire son terrier s'adressait en chancellerie et en obtenait des lettres royaux du petit sceau adressantes au bailli royal, c'est-à-dire de Saint-Pierre-le-Moustier, et celui-ci donnait mandement à un ou deux commissaires, ordinairement notaires de la localité, dont la mission est nettement définie au préambule du terrier de Frasnay-le-Ravier, que je prends pour exemple, comme le plus complet de ceux qui me sont passés sous les yeux, en même temps que c'est un fief de moyenne importance : « Pour vaquer au papier terrier et nouvelles recognoissances des fiefs, arrière-fiefs, cens, rentes, bourdelages et devoirs seigneuriaux deus audit seigneur à cause de sa seigneurie... ; dresser procès-verbal des bornes qui seroient plantées.. ; recevoir le requérant à bailler par déclaration les terres, prés, bois, estangs et moulins qu'il tient en domaine... ; et à ceste fin, ferez sçavoir à tous les vassaux dudit seigneur l'ouverture desdits fiefs, ensemble toutes les personnes subjectes desdites justices et seigneuries, soit nobles, gens d'église que autres. Mandons à l'huissier du bailliage et siège

présidial de Saint-Pierre-le-Moustier ou autre, premier sergent royal, d'assigner par-devant vous, à jour certain et compétant, afin d'exhiber les contracts en vertu desquels ils possèdent lesdits devoirs, bailler par escrit et au vray, les tenans et aboutissans nouveaux, et contenances des héritages sujets auxdites redevances, les charges sur lesdits héritages... Et, faute de ce, mettre sous la main du roi ce qui ne seroit pas déclaré. »

Le seigneur se présentait d'abord devant le commis à faire terrier et déclarait qu'à cause de sa justice haute, moyenne et basse, il a droit de créer juge, procureur d'office, greffier, sergent et prévôt; parfois d'instituer notaire ou procureur; presque toujours d'établir un ou plusieurs gruiers pour la garde de ses bois; que ses officiers ont droit de connaître de toutes matières tant civiles que criminelles (en première instance) sur les sujets de sa justice et sur ceux qui auraient commis un délit dans son enclave; qu'il a droit de faire dresser, pour les condamnations à des peines corporelles, un pilori ou des signes patibulaires dont le nombre de piliers varie avec l'importance du fief et est toujours spécifié; que les amendes lui appartiennent, ainsi que les confiscations, aubaines et épaves. On énumère ensuite les droits honorifiques, d'églises et autres; puis viennent ceux de blairie pour pacage des animaux dans les terrains vagues, à tant par tête (le plus ordinairement en objets: un boisseau d'avoine ou de seigle, une douzaine d'œufs ou une geline); droit de champart comportant le prélèvement d'un certain nombre de gerbes (une sur quinze en moyenne) sur les terres qui y sont sujettes; de lods et ventes sur les biens vendus dans la censive; de ban-vin, interdisant à tout autre qu'au seigneur de vendre du vin durant un mois déterminé (ordinairement celui d'août), et le droit de pinte pour la vente du vin au détail; de recevoir de tous bouchers la langue des animaux qu'ils tuent, droit constant des hauts-justiciers dans tout ce pays; droit de place, de huit deniers en moyenne, sur chaque boulanger, mercier ou autre

marchand venant vendre accidentellement dans la seigneurie ; que tous les sujets de la justice doivent, chaque fois que le cas le requiert, venir faire au château guet et garde, à peine d'une amende toujours assez forte : huit sols par jour en moyenne (1) ; que tous sont tenus de faire moudre les grains pour leur nourriture à tel moulin bannal, sous peine de confiscation de la farine, et parfois de faire cuire à tel four bannal.

On arrive ensuite au droit de corvée, important et toujours réglé avec précision dès le seizième siècle ; il consiste le plus souvent, pour tous les tenanciers, en une corvée à bras vers l'époque de la Toussaint et quelquefois une autre vers Noël, pour faire le bois de chauffage ; une corvée à faucher le foin, une à fener, une à moissonner, une à vendanger, et parfois à sarmenter ; plus, pour tous ceux qui ont des bœufs, une corvée à charroyer le bois de chauffage, le foin, le blé et la vendange. Le tout pour ce dont le seigneur jouit directement et que nous appellerions « sa réserve ». On trouve très-rarement, vers ces temps, des corvées non plus que des tailles à *merci* ; la réglementation a prévalu et a été sanctionnée par la rédaction de la coutume en 1490 et 1534 ; les mots « taillables et corvéables à mercy, et de haut en bas », ne sont plus qu'une expression vague et dépourvue de sanction, conservée par la manie des scribes de maintenir des formules surannées. Les droits d'usage dans les bois de la seigneurie donnent lieu à des redevances très-variables suivant les localités, mais dont le montant est peu élevé, en moyenne deux sols par feu et par an.

Ensuite le seigneur fait sa déclaration de ce qu'il tient en domaine : sa demeure avec motte et fossés, corps de logis, tours, murs, etc., en en décrivant l'état ; les bâtiments de

(1) Je n'ai jamais trouvé trace de la prétendue obligation de battre l'eau des fossés du château pour empêcher le coassement des grenouilles, que M. l'abbé Millet, dans sa notice sur la seigneurie de Champlemy, énumère un peu légèrement, et en tout cas sans indication de sources.

service, étables, cours, jardins, vergers, vignes, prés, champs, étangs et bois ; puis la ou les métairies , avec la désignation et contenance de chaque pièce , ainsi que les droits d'usage qu'il peut avoir dans les bois de seigneurs voisins, sous des redevances déterminées.

Le notaire consigne toujours que les droits et possessions déclarés sont relevés du terrier précédent, ou bien que le seigneur a exhibé tels et tels titres, « et encore a fait assigner et sont présents N..., témoins du pays (qu'on peut évaluer au quart de la population) dont il a reçu le serment de ung chacun et leur déclaration, l'un après l'autre, qu'ils ont toujours *vu de leur mémoire* ledit seigneur jouir, ainsi que ses prédécesseurs, des droits et biens déclarés, et n'avoir jamais vu personne s'y opposer. » Ce dont le notaire donne acte en présence du curé et de quelque praticien ou petit employé du voisinage. On voit, par le nombre très-restreint des personnes qui peuvent signer, qu'à l'apogée du siècle de Louis-le-Grand l'instruction dans nos campagnes n'avait fait presque aucun progrès depuis le début de la Renaissance. J'ai même trouvé un praticien déclarant ne savoir signer ; ce ne pouvait être qu'un *avocat-consultant* ?

Puis viennent les possesseurs de fiefs mouvants de la seigneurie, qui déclarent leurs foi et hommage, avec promesse de donner aveu et dénombrement. J'ai parlé plus haut de formules surannées pour choses tombées en désuétude : A la fin de la période qui nous occupe, l'hommage se rendait habituellement par procuration ; et dans tous les cas, ceux qui voulaient éviter les frais d'un procureur et le rendre eux-mêmes, se bornaient à prononcer une déclaration avec serment de fidélité. Or, à une époque toute récente, en 1774, je trouve encore au terrier de Dornes la vieille formule : « Après s'être mis en devoir de vassal et observé les formalités requises en tel cas... » On sait que cette posture de « mise en devoir » consistait, au moyen-âge, à baiser d'abord la porte du château et, une fois entré, à se dévêtir de son casque, de sa ceinture et de ses éperons, à s'agenouiller aux pieds de son seigneur, une main dans ses mains, à débiter

l'hommage et à recevoir le baiser de paix ; mais en 1774, le commis à terrier de Dornes veut nous en imposer en donnant à entendre, dans son grimoire, qu'il a été l'objet de ces prévenances matérielles. Je note en passant qu'à ce terrier figurait Quesnay, pour Beaurepaire.

Ensuite commence le défilé des tenanciers qui déclarent tenir — presque toujours en bordelage, suivant la coutume de Nivernois, — des maisons, terres, prés, etc, dont ils donnent la désignation par lieux-dits, tenants et contenances, avec les charges annuelles et les dates de payement des redevances, qui se composent toujours de trois éléments : argent, grains et volailles.

Le bordelage était une sorte de bail emphytéotique à peu près spécial au Nivernais ; l'étude de cette institution est fort curieuse, mais ne peut trouver place ici. En voici seulement les grandes lignes : on donnait un immeuble à bail perpétuel moyennant une somme une fois payée, et une redevance annuelle fixe à toujours, et sans que le bailleur pût jamais rentrer en possession, hors le cas où le tenancier venait à décéder sans hoirs « habiles à lui succéder ». Or, les seuls héritiers en bordelage étaient ceux qui vivaient en commun avec le décédé et dans le bien ; c'est ce qui explique la formation des communautés rurales qui couvraient notre pays. Le tenancier, pour éviter les effets de la mainmorte, s'adjoignait ses enfants, gendres et petits-enfants ; il gérait avec « ses communs parsonniers », dont il n'était que « le chef de communauté » ; en sorte qu'à son décès il y avait presque toujours quelqu'un pour le remplacer légalement. La famille venait-elle à s'éteindre — dans la maison du moins ; — le bail se trouvait résolu et le bien retournait au seigneur bordelier « par la puissance de sa directe ». Ce retour lui valait, pour une nouvelle concession à un preneur, une somme d'argent une fois payée, plus la continuation des arrérages.

Le bordelage était également usité dans les villes et pouvait être concédé sur des biens roturiers et par toutes sortes de personnes, nobles, non nobles et gens d'église ; c'était un

système pernicieux au point de vue des améliorations et entretien, le possesseur à ce titre hésitant naturellement en face de l'aléa d'un retour au bailleur ; aussi fut-il, jusqu'à la Révolution, l'objet d'incessantes réclamations.

Dans les campagnes, il s'appliquait exclusivement aux petites exploitations et ne donnait lieu qu'à des redevances fort modiques, à cause de l'aléa de réversion. Ainsi, en prenant comme exemple : une maison et dépendances, avec trente boisselées de terre et quatre charretées de foin, la comparaison de nombreux terriers donnerait, comme moyenne, une redevance de dix-huit sols, trois boisseaux de grains et deux gélines, avec la charge d'entretenir, qui s'observait le moins possible.

A côté de ses inconvénients, le bordelage eut pour avantage de hâter en Nivernais la disparition du servage. Après la guerre de Cent-Ans, lorsque le paysan put enfin cultiver et récolter avec quelque assurance, qu'il fut parvenu à amasser un petit pécule, son seigneur saisit avidement l'occasion de lui troquer sa mainmorte et sa taille servile contre une dation à bordelage, qui lui procurait quelques beaux deniers comptants comme condition initiale du bail emphytéotique — et de la liberté.

Cependant, si la fin du quinzième siècle fut, en Nivernais, la période la plus active de l'émancipation des serfs, on retrouve ceux-ci assez fréquemment dans les terriers du seizième siècle et même du dix-septième. Parfois, les deux états sont confondus dans la même personne ; ainsi, dans un terrier de 1627, un des reconnaissants en bordelage ajoute qu'« en outre recognoit devoir chacun an audit seigneur cinq solz de taille servile sur sa personne et les bastiments lui appartenant qui sont situés et assis au dedans des pièces de terre cy dessus déclarées ; de plus, a recogneu qu'à cause de ladite taille, il est homme de servile condition dudit seigneur, de poursuite et mainmorte, suyvnt la coutume ». D'autres fois, ainsi qu'on le voit aux terriers de Coddès de 1537 et 1610, la même tenure passe de la condition servile et taillable à l'état de bordelage moyennant soixante livres

une fois payées. Nous retrouvons encore reproduite ici une vieille formule d'affranchissement stéréotypée depuis deux siècles : « et ledit seigneur le décharge, lui et sa postérité née et à naître, de tous les liens, jougs et conditions de servitude, et entend qu'il jouisse de la liberté comme gens francs et francs-bourgeois des villes et cités de Rome, Paris, Lyon, Nevers et autres, moyennant les redevances bordelières portées au terrier : »

Les domaines déclarés étaient sous le régime du métayage ; le fermage n'était alors usité que pour quelques grandes terres sous forme de ferme d'une seigneurie ainsi que les droits inhérents.

Les reconnaissances et déclarations se succèdent dans les terriers pour chaque individu déclarant, en son article à part, formant comme un acte séparé dressé par le notaire et signé chaque fois par lui, le seigneur, le déclarant et deux témoins, lorsqu'ils le savent.

Telle est la contexture du terrier ; on voit quel soin minutieux de détails on y apportait et de quelles garanties on l'entourait, vu son importance, puisqu'il était la constitution civile des habitants d'un fief. C'est déjà quelque chose qu'au milieu du chaos féodal la réglementation ait prévalu, sanctionnée par la rédaction de la coutume de 1490 et 1534, qui pose cette restriction au servage : « Tous héritages sont censés francs et allodiaux, qui ne montre le contraire. »

L'arbitraire dans les exigences fait place au titre précis, et rien ne peut être invoqué en dehors de la série de droits et de devoirs portés et reconnus dans les terriers. La nomenclature en est déjà trop longue pour qu'il soit besoin d'assombrir encore le tableau de ces misères par la supposition d'autres droits imaginaires qui ne pouvaient exister alors qu'ils n'étaient pas consignés dans ces sortes de chartes ; on peut être certain, d'ailleurs, que la bourgeoisie des bailliages, adversaire jaloux et implacable des seigneurs, eût fait promptement justice de toute entreprise excédant des droits si nettement spécifiés.

AD. DE VILLENAUT.

DE LA COLLATION
DES
BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES
EN FRANCE
JUSQU'EN 1789.

Par ce temps de retours au passé, il nous a semblé qu'un coup d'œil jeté sur les revenus dont l'Eglise jouissait dans notre pays, sous le nom de bénéfices, et la façon dont ils se distribuaient, ne serait pas sans intérêt.

Le mot *bénéfice* vient du latin *beneficium* et emporte avec lui l'idée de service ou de bienfait. On appelait *terres bénéficiaires*, aux premiers temps de la monarchie, celles que le roi ou tout autre chef distribuait à ses fidèles à titre de présents. On les distinguait de l'*alleu*, prix de la conquête, et de la *terre tributaire* laissée à l'ancien possesseur, à la condition de payer une redevance au guerrier auquel elle était échue. Ces bénéfices furent d'abord révocables, puis donnés pour un temps déterminé, ensuite concédés à vie et enfin héréditaires à partir de l'époque où la propriété commença à se fixer, à se régler, c'est-à-dire vers la fin du sixième siècle.

Bien différent du bénéfice civil ou politique, le bénéfice ecclésiastique n'est pas « une franche aumône », mais un salaire; non une subsistance gratuite, mais une solde, un honoraire payé à titre de justice. Il a été établi et il demeure attaché à un office, à un service quelconque de prière ou d'évangélisation, à une fonction d'ordre ou de juridiction. De là l'adage bien connu : *Beneficium propter officium* : « Le bénéfice pour l'office. » Il obligeait le titulaire à s'ac-

quitter personnellement de son service et partant à résider ; à distribuer aux pauvres ce qui excédait le nécessaire convenable, l'intention de l'Eglise étant d'entretenir ses ministres et non de les enrichir ; à se contenter d'un seul bénéfice lorsqu'il suffisait aux besoins de son possesseur.

De prime abord, il n'y eut que des offices ; la piété des fidèles s'empressa bientôt de les pourvoir d'avantages : telle fut l'origine des bénéfices. Peu à peu l'ambition des séculiers, la vanité du droit de patronage, l'orgueil de ceux-ci, désireux d'avoir des ecclésiastiques dans leur dépendance ; la mollesse de ceux-là, toujours disposés à trouver le culte public trop gênant et à préférer leurs aises à la communion des saints, les multiplièrent au détriment de la discipline ecclésiastique et du service paroissial. Des dotations furent successivement attachées aux paroisses, aux églises ou chapelles de chaque paroisse, aux divers autels de chaque église, aux hospices, maisons-Dieu, aux maladreries, etc.

On a demandé s'il séait à la religion de posséder des bénéfices et si des hommes préposés au culte divin étaient aptes à posséder des biens. Autant vaudrait poser la question de savoir si un homme, voué à un service public : soin des pauvres, éducation des enfants, enseignement de la morale, célébration du culte, doit recevoir sa subsistance ? Tous les peuples, d'accord avec l'Evangile et la raison, ont répondu, quelle que fût d'ailleurs leur croyance : « L'ouvrier est digne de sa nourriture. » (Math., x, 8.) Complétant la pensée du Maître, saint Paul écrivait aux Corinthiens : « Comment n'aurions-nous pas droit à notre nourriture?... Qui porta jamais les armes à ses dépens?... Celui qui cultive la terre et celui qui foule le grain le font dans l'espérance d'en recueillir les fruits. Si nous avons semé parmi vous les dons spirituels, est-ce donc si grande récompense que de recevoir de vous les-dons temporels ? Ceux qui sont occupés dans le lieu saint vivent de ce qui y est offert et ceux qui servent à l'autel participent au sacrifice ; ainsi le Seigneur a disposé que ceux qui annoncent l'Evangile vivraient de l'Evangile. » (I Co-

rinth., ix, 4.) Bien avant la conversion de Constantin, l'Eglise possédait des immeubles, qui furent confisqués par Dioclétien et par Maximien en 302. Restitués en vertu des édits de Constantin et de Licinius en 313, ils furent confisqués de nouveau par Julien l'Apostat et rendus après sa mort.

On distinguait les bénéfices séculiers et les bénéfices réguliers, qui ne pouvaient être possédés que par des religieux. Les bénéfices séculiers se divisaient en bénéfices à charge d'âmes et en bénéfices simples, comme les chapelles, les obits, les prébendes.

Le bénéfice reposait, comme nous l'avons observé, sur l'office; d'où deux choses absolument distinctes à signaler dans sa collation : la mission spirituelle et l'avantage matériel; en d'autres termes, l'institution *collative* et l'institution *réalisable*. Tous les articles du Symbole chrétien ont eu leurs martyrs. Aucun n'a occasionné à l'Eglise, sauf peut-être l'indissolubilité du mariage, autant de luttes et de persécutions que cette distinction du spirituel et du temporel. Pour la maintenir, elle a dû se heurter tour à tour aux prétentions de tous les princes d'Europe. Qu'y avait-il au fond de cette longue querelle des investitures qui apportait tant de troubles à l'Allemagne? Il s'agissait de savoir si l'empereur réunirait les deux pouvoirs et si, en donnant la crosse et l'anneau, il conférerait avec la jouissance du bénéfice, l'office et la mission spirituelle.

Jadis à Rome, le souverain et le pontife ne faisaient qu'un, et de cette fusion à l'apothéose le pas était trop facile à franchir pour qu'il ne le fût pas promptement. Le Sénat avait décrété « que César était un dieu et l'égal des plus grands dieux, qu'on lui bâtirait un temple et qu'on l'adorerait sous le nom de *Jupiter Julius* ». Sextus et Pompée s'étaient faits dieux à leurs jours, dès que la fortune avait paru leur accorder définitivement ses faveurs. Octave avait joué, lui-même, au dieu. Ce culte idolâtrique, importé d'Orient, avait été facilement accepté dans les provinces

soumises. Tarragone, ville espagnole, fut la première à élever un autel à l'empereur. Les députés des cités soumises réunis à Lugdunum, sous la présidence de Drusus, fils adoptif d'Auguste, pour conférer au sujet des impôts, consentirent à dédier un temple à Rome et à Auguste. Il fut construit au confluent de la Saône et du Rhône, point central, pour les trois grandes provinces de la Gaule chevelue.

C'est pour protester contre cette superstition monstrueuse, en empêcher le retour, que l'Eglise s'est appliquée constamment à maintenir la séparation des deux domaines civil et religieux, et de là, sans doute, cette puissance exercée dès l'origine au sein de notre nation par l'idée de justice et d'égalité, phénomène vraiment digne d'admiration chez une race qui, la veille encore, ne connaissait d'autre argument que la violence. De là, le développement à un degré inconnu partout ailleurs de cette force intérieure qui s'appelle le sens moral.

La distinction du spirituel et du temporel repose sur la distinction de l'âme et du corps. Elle a enfanté ce respect des humbles, cette pitié pour la souffrance, cette expansion de générosité qui font la gloire des sociétés chrétiennes, et, quoi qu'on en ait dit, le triomphe de Canossa a été moins la victoire de la faiblesse sur la force que celle de la liberté dans le monde.

Pour se faire une idée de l'extension qu'avaient prise les bénéfices sur le sol français, il suffit de rappeler qu'à la veille de la Révolution le clergé possédait le tiers du sol, la moitié des revenus et les deux tiers du capital.

C'est par les mains de distributeurs divers, appelés *collateurs*, que ces richesses arrivaient aux particuliers.

En fait, le premier et le plus immédiat, c'est l'évêque. Le pouvoir de collation a subi chez l'évêque, en France, trois phases diverses qui s'étendent : la première, de la conversion des Gaules à la fin du septième siècle; la seconde, du hui-

tième siècle à la Révolution française; la troisième, du Concordat à nos jours.

* * *

Tout d'abord, l'évêque jouit du pouvoir le plus absolu. Maître des ordinations, il dispose de toutes les charges, administre tous les biens d'église, dont il fait trois parts : l'une destinée à l'entretien des prêtres, ses collaborateurs, l'autre aux pauvres, la troisième à ses propres besoins.

Quelques-uns ont affirmé, grâce à des faits confus, mal expliqués, l'existence du presbytérisme au sein de l'Église gallo-romaine. On ne peut nier que prêtres et fidèles aient alors fréquemment pris part à l'administration épiscopale ; c'est ce qu'attestent ces mots « *cum consensu clericorum* », qui reviennent si souvent dans les monuments de l'époque ; aussi bien, quelle association a jamais commencé par l'inertie des membres associés ? Toutefois, à travers ce concours prêté par les clercs et les laïques au gouvernement des affaires communes, un fait se dégage constant, universel : le *fait de l'ordination*. Les premiers fondateurs du christianisme, ou mieux les premiers instruments de sa fondation, les apôtres, se considèrent comme investis d'un caractère et d'une mission spécialement reçus d'En-Haut et qu'ils transmettent à leurs disciples par l'imposition des mains. Les évêques, successeurs des apôtres, se présentent à leur tour comme chargés de régir, d'administrer l'Eglise de Dieu, et si les faits attestent partout l'existence d'un ordre de prêtres, d'un clergé permanent, distinct des simples fidèles ; ils ne démontrent pas moins une inégalité certaine entre les prêtres eux-mêmes et l'établissement du règne épiscopal.

L'évêque seul assiste aux conciles nationaux qui se tiennent si fréquemment à cette époque, qu'on en compte cinquante-quatre au sixième siècle ; les simples prêtres n'y apparaissent que lorsqu'ils y sont appelés ou envoyés par un prélat empêché. Il conserve, même éloigné, sur les congréga-

tions qu'il fonde une autorité, une surveillance efficace. Défense aux clercs de recevoir l'imposition de mains autres que celles de son ordinaire, de quitter son diocèse et même de voyager sans son autorisation. Il disposait des personnes et des choses au point d'en abuser parfois de la façon la plus étrange, et les actes des conciles, composés d'évêques seuls, offrent à cet égard le témoignage le plus irrécusable.

« Nous avons appris, dit le concile de Tolède, tenu en 589, que les évêques traitent leurs paroisses non épiscopalement, mais cruellement ; et tandis qu'il a été écrit : Ne dominez pas sur l'héritage du Seigneur, mais rendez-vous les modèles du troupeau, ils accablent leurs diocèses de pertes et d'exactions. C'est pourquoi nous statuons que toutes les choses que s'approprient les évêques leur seront refusées, à l'exception de ce que leur accordent les anciennes constitutions ; que les clercs, soit paroissiaux, soit diocésains, qui seront tourmentés par l'évêque, porteront leurs plaintes au métropolitain, et que le métropolitain ne tardera pas à réprimer de pareils excès. »

« Ceux qui ont déjà obtenu les degrés ecclésiastiques, c'est-à-dire les prêtres, » stipule le concile de Braga, tenu en 675, « ne doivent point être sujets à recevoir des coups, si ce n'est pour fautes graves et mortelles. Il ne convient pas que chaque évêque, à son gré et selon qu'il lui plaît, frappe de coups et fasse souffrir ses honorables membres, de peur qu'il ne perde ainsi le respect que lui doivent ceux qui lui sont soumis. »

L'expansion du christianisme dans les campagnes amena l'institution des chorévêques, « *episcopi vagi* », évêques ambulants, considérés tantôt comme les délégués, tantôt comme les égaux, les rivaux redoutés des évêques des villes, et que ceux-ci s'efforcèrent d'abord de soumettre à leur juridiction, puis de faire disparaître.

La conversion des campagnes achevée, les chorévêques ne suffirent plus, et on comprit la nécessité d'une institution

fixe, régulière, moins contestée, et c'est alors que se formèrent les paroisses. Chaque agglomération chrétienne eut pour chef religieux un prêtre, subordonné naturel de l'évêque de la cité voisine, de qui il recevait tous ses pouvoirs et ce qui était nécessaire tant à sa subsistance qu'à l'entretien du culte.

Peu à peu la réunion des paroisses agglomérées autour d'une ville, dans une circonscription longtemps vague et variable, constitua le diocèse. Afin d'apporter dans les relations du clergé diocésain plus de régularité et d'ensemble, on forma de plusieurs paroisses une association connue sous le nom de *chapitre rural*, ayant à sa tête un archiprêtre. Plus tard, on réunit plusieurs chapitres ruraux dans une nouvelle circonscription appelée *district*, et qui fut dirigée par un archidiaque. Gilles de Château-Renaud divisa, en 1279, son diocèse en deux archidiaconés, renfermant chacun quatre archiprêtres, l'archidiaconé de Nevers et celui de Decize. Tous ces changements s'opéraient néanmoins autour de l'évêque, sous son influence; il demeurait le centre de cette organisation complète, comme il en était la source. Il instituait les abbés que se choisissaient les religieux. Avec l'exercice d'un pouvoir sans contrôle, les abus subsistent et les actes des conciles en disent plus que ne pourraient faire tous les commentaires.

« Il nous est parvenu des plaintes, » dit un concile tenu à Carpentras en 527, « sur ce que certains évêques s'emparent des choses données par les fidèles aux paroisses, de telle sorte qu'ils n'en laissent que bien peu ou presque rien. » Le concile décide que si l'église de la cité où réside l'évêque ne manque de rien, ce qui est donné aux paroisses sera distribué aux clercs qui la desservent ou employé à la réparation de leurs églises. Si l'évêque, au contraire, a beaucoup de dépenses et pas assez de revenus, la paroisse gardera ce qui convient et le surplus ira à l'évêque. — « Quant aux biens des paroisses ou des basiliques établies dans les bourgs dépendant des cités, qu'on observe la coutume de chaque lieu. » (Conc. d'Orléans, en 538.)

« L'avarice est la racine de tous les maux, et cette soif coupable s'empare même du cœur des évêques. Beaucoup de fidèles, par amour pour le Christ et les martyrs, élèvent des basiliques dans les paroisses des évêques et y déposent des offrandes, mais les évêques s'en emparent... Le présent concile ordonne que les évêques gouvernent leurs diocèses sans rien recevoir de plus que ce qui leur est dû d'après les anciens décrets, c'est-à-dire le tiers des offrandes et des revenus des paroisses ; que s'ils prennent quelque chose de plus, le concile le fera rendre à la demande soit des fondateurs des églises, soit de leurs parents. Que les fondateurs des basiliques sachent cependant qu'ils ne conservent aucun pouvoir sur les biens qu'ils confèrent auxdites églises et que, selon les canons, la dotation de l'église, ainsi que l'église elle-même, est sous la juridiction de l'évêque. » (Concile de Tolède, en 633.)

« Entre les choses qu'il nous convient de régler d'un commun accord il importe surtout de satisfaire sagement aux plaintes des prêtres paroissiaux de la province de Galice, plaintes qui ont pour objet la rapacité de leurs évêques et que la nécessité les a poussés enfin à soumettre à un examen public. Ces évêques, en effet, comme l'a évidemment manifesté une enquête, accablent d'exactions leurs églises paroissiales ; et pendant qu'ils vivent eux-mêmes avec un riche superflu, il est prouvé qu'ils ont réduit presque à la ruine certaines basiliques. Afin donc que de tels abus ne se renouvellent point, nous ordonnons que, selon le synode de Braga, chacun des évêques de ladite province ne reçoive annuellement de chacune des basiliques de son diocèse pas plus de deux solidi. Et lorsque l'évêque visite son diocèse, qu'il ne soit à charge à personne par la multitude de ses serviteurs, et que le nombre de ses voitures ne soit pas de plus de cinq, et qu'il ne demeure pas plus d'un jour dans chaque basilique. » (Concile de Tolède, en 646.)

Voyant ces prescriptions inutiles, les prêtres essayèrent de résister. On les vit se réunir et former des *conjurations*

semblables à celles que tramèrent plus tard les bourgeois des villes contre leurs seigneurs, recourir sans cesse contre leur évêque, à l'appui des patrons de la paroisse ou des hommes dont la puissance leur faisait espérer un secours efficace. C'est encore ce qu'attestent les conciles.

« Si des clercs, afin de se révolter, se lient en *conjuración* soit par des serments, soit par des écrits, et tendent artificieusement des pièges à leur évêque, et si, avertis de renoncer à ces pratiques, ils dédaignent d'obéir, qu'ils soient dépouillés tout à fait de leur rang. » (Conciles de Reims, en 625 ; de Narbonne, en 589.)

« Que les clercs ne s'élèvent point contre leur évêque au moyen des puissances du siècle. » (*Ibidem.*)

Au reste, que pouvaient ces efforts d'un clergé trop souvent recruté parmi les esclaves et les serfs, grâce à la défense faite aux hommes libres d'entrer dans le sanctuaire sans l'autorisation royale, partant sans racines et sans force ? Trop éloignés de Rome pour en subir le frein, mis en possession de leur siège par l'intrigue ou à prix d'argent, dégagés de la surveillance des métropolitains, dont l'autorité tombait en désuétude, conseillers des princes, maîtres des richesses toujours croissantes de l'Eglise, grands propriétaires, nombre d'évêques en prenaient les intérêts et les mœurs, continuaient leurs excès et finalement s'en allaient à la dissolution, à l'anarchie. Pour remédier au désordre, prévenir une crise aussi douloureuse qu'inévitable, il fallait, avec l'influence de l'ordre monastique, la coopération du pouvoir civil, l'intervention toute-puissante du pontife romain.

*
* *

Aujourd'hui en France et depuis le Concordat de 1801, l'évêque dispose souverainement des charges et dignités de son diocèse, élève et abaisse selon qu'il le croit convenable. Les règles modératrices de son pouvoir, formulées par les conciles et les Souverains Pontifes, ne font pas défaut, il

est vrai ; mais le droit canonique est ignoré parmi nous , et pour des motifs que personnellement nous n'avons jamais pu comprendre , on estime sa pratique impossible. La réaction cependant commence à se faire sentir. Des sociétés se sont formées pour propager l'étude des lois ecclésiastiques ; des recours contre diverses mesures prises par des Ordinaires ont été portés à Rome , et non-seulement Rome a accueilli ces recours , mais les mesures ont été annulées le plus souvent pour vices de forme , quelquefois pour abus de pouvoir.

Deux restrictions ont été imposées au pouvoir souverain de l'évêque : 1° ses choix doivent être agréés par le pouvoir exécutif lorsqu'il s'agit de nommer aux cures inamovibles et aux canonicats titulaires ; 2° il n'est plus l'administrateur des biens ecclésiastiques de son diocèse , mais seulement de sa mense , et n'exerce qu'un droit d'inspection , d'approbation sur la gérance des conseils de fabrique.

Ces quelques mots consacrés à la troisième phase subie par le pouvoir épiscopal , revenons à la seconde période , celle qui fait spécialement l'objet de cette étude , et qui s'étend du huitième siècle à la Révolution française.

*
* *

Les richesses de l'Eglise s'étaient accrues surtout depuis l'organisation du clergé des églises épiscopales en chapitres. Chrodegand , évêque de Metz , avait pris , vers 760 , l'initiative de cette réforme , qui privait le clergé séculier de la liberté désordonnée dont il jouissait , le constituait en une association analogue à celle des monastères. En voyant ses prêtres ainsi disciplinés , mener une vie aussi régulière , aussi sévère que celle des moines , le peuple se prit d'un redoublement de respect , de ferveur et de générosité. Les dons affluèrent aux chapitres comme aux monastères , et jamais tant d'églises ne furent fondées et si richement dotées. Le partage de ces biens s'étant opéré entre l'évêque

et les chapitres, ceux-ci élevèrent la prétention de nommer aux bénéfices qui se trouvaient sur leurs propriétés, et le pouvoir collatif de l'évêque se trouva diminué d'autant.

C'est ainsi que le chapitre de Nevers nommait à cinquante cures, à dix-huit vicairies ou portions de vicairies, à vingt-cinq autels; le chapitre de Prémercy avait la collation des cures de Rigny et de Saint-Bonnot; le chapitre de Frasnay, celle des cures de Beaumont-la-Ferrière, de Poiseux, de Nolay et de Prunevaux; le chapitre d'Autun disposait de la cure de Marigny-sur-Yonne.

D'autres revendications émanées du roi, du Saint-Siège, des fondateurs ou patrons, des gradués, des indultaires, des parlements, des titulaires eux-mêmes, sous le nom de permutation, de résignation, de regrès, se multiplièrent bientôt au point que le chef du diocèse préposé par Dieu à la garde du troupeau, l'évêque, ne disposait plus que de la moindre partie des bénéfices à charge d'âmes, ne nommait qu'une partie des pasteurs.

Au diocèse de Nevers, l'archiprêtré de Vaux comprenait 30 cures, 4 prieurés ou doyennés, 12 prébendes, 2 vicairies et 2 chapelles. L'évêque ne nommait qu'aux deux vicairies de Parzy et du Pont-Saint-Ours, puis aux maisons-Dieu et maladreries de La Marche et de Tronsanges. L'archiprêtré de Saint-Pierre-le-Moûtier comprenait 30 cures, 12 prébendes, 10 vicairies, 8 maisons-Dieu, maladreries, 4 chapelles, un prieuré. L'évêque n'avait droit de collation que sur l'hôpital de Saint-Georges-de-Gain, les maisons-Dieu du Veurdre, de Saint-Blaise, de Mars, de Sermille, de Saint-Pantaléon, de Saint-Pierre-le-Moûtier et la chapelle de Saint-Martin. — Des 30 cures contenues dans l'archiprêtré de Lurcy-le-Bourg, il ne disposait que de celles de Saint-Martin, de la Bretonnière et de Lurcy-le-Châtel, de la chapelle de Saint-Thomas de Crux et de trois maisons-Dieu ou maladreries.

A Boulogne, sur 280 cures, l'évêque ne disposait que de 80, et encore avait-il fallu que le chapitre lui en abandonnât 16. Au diocèse d'Arras, son droit de collation ne s'étendait qu'à

47 cures, sur 180 que comptait le diocèse. A Saint-Omer, l'évêque n'arrivait qu'au troisième rang parmi les collateurs.

Au nombre des concurrents de l'évêque dans la distribution des bénéfices figurait, avons-nous dit, le roi de France.

*
* *

On peut imaginer, dans les rapports de l'Église et de l'État, quatre situations différentes :

1° L'État est subordonné à l'Église, qui détient la souveraineté et se sert de la puissance temporelle comme d'un instrument.

2° L'Église est soumise à l'État. Chargé de régler le territoire, de percevoir les impôts, de pourvoir au bien-être des citoyens, il donne également sa faveur à la société religieuse et exerce son action sur les croyances dès qu'elles cessent d'être individuelles et se manifestent au dehors ;

3° Les deux sociétés s'ignorent et vivent dans une indépendance absolue.

4° Tout en demeurant distinctes, en subsistant chacune pour son compte, elles se connaissent et vivent en union. Le but qu'elles poursuivent est différent, divers sont les moyens ; mais elles s'allient, moyennant des sacrifices réciproques, certaines conditions et se prêtent un mutuel appui.

Dans l'étude de nos origines, comme chez toute société naissante, livrée aux troubles et aux confusions du début, il serait aisé de trouver des faits qui semblent indiquer d'autres situations, justifier certaines prétentions modernes ; mais en réalité c'est le système des concordats qui domine dans l'Église gallo-franque, soit pendant la domination romaine, soit après l'invasion des barbares. Sans doute, le mot n'est ni connu ni prononcé ; rien n'est fixé dans les conditions de l'accord ; mais tout en subsistant chacun dans sa sphère, les deux pouvoirs traitent ensemble et se font de mutuelles concessions. Cette situation s'accroît au sixième siècle. Plus

que jamais les deux sociétés se rapprochent, se pénètrent, et de là une action, des privilèges, des droits de contrôle, d'inspection, de coercition, des attributions aux clercs qui laissent penser que l'État relève de l'Église. De là aussi ce langage, cette intervention dans les choses religieuses, à l'exception toutefois des matières de dogme et de discipline propre, ces prohibitions qui font supposer une Église dépendante de l'État.

. . .

Les évêques jouaient un trop grand rôle dans l'ordre civil et politique pour que leur recrutement n'attirât pas l'attention du pouvoir temporel. Le Christ avait institué les apôtres, ceux-ci avaient institué les premiers évêques. Tout évêque devait recevoir d'un autre évêque le caractère sacré, l'ordre, la consécration. Ces principes n'étaient pas en discussion ; mais à qui appartenait le choix, l'élection du candidat ?

Il était naturel que la communauté chrétienne ne se vît pas imposer un chef sans son intervention ; aussi cette intervention apparaît-elle dès le premier siècle de l'ère chrétienne. Saint Clément en fait mention dans son épître aux Corinthiens. Au troisième siècle, saint Cyprien déclare que la communauté a le pouvoir de choisir son évêque et de rejeter celui qui lui est imposé ; il parle du suffrage du peuple, du consentement des évêques ; ailleurs, il ajoute que l'épiscopat est conféré par le jugement des évêques. Divers textes canoniques du cinquième siècle peuvent se résumer en disant que l'évêque est nommé par les évêques de la province, avec le consentement du peuple ; mais un concile tenu à Arles en 443 ou 452 n'accorde aux évêques provinciaux que le droit de désigner trois candidats entre lesquels le clergé et les diocésains choisiront. C'était remettre à la communauté la décision définitive.

Les faits viennent se joindre aux textes pour attester que ces élections n'avaient lieu ni selon des règles générales, ni dans des formes permanentes. Elles étaient sujettes à des

incidents ou à des accidents de toutes sortes. L'évêque arien Auxence, de Milan, meurt en 374 ; évêques, clercs, peuple se réunissent à la cathédrale pour lui donner un successeur. Une lutte ardente s'ouvre entre Ariens et orthodoxes, et déjà on peut prévoir de violents désordres. Un homme jeune encore, préposé par l'empereur au gouvernement de la cité, se présente pour rappeler les esprits au calme. « Ambroise évêque, » s'écrie un enfant à sa vue ; et d'un consentement unanime, quoique simple laïque, nonobstant sa jeunesse, le magistrat impérial est élu.

Dans une lettre à son cher Domnulus, Sidoine Apollinaire, évêque de Clermont à la fin du cinquième siècle, raconte en ces termes l'élection d'un évêque au siège de Châlons :

« Puisque tu désires savoir ce qu'a fait à Châlons, avec sa religion et sa fermeté accoutumées, notre père en Christ, le pontife Patient (évêque de Lyon), je ne puis tarder plus longtemps à te faire partager ma joie. Il arriva en cette ville en partie précédé, en partie suivi des évêques de la province, réunis pour donner un chef à l'église de ce municipe, troublée et chancelante dans sa discipline, depuis la retraite et la mort de l'évêque Paul. L'assemblée des clercs trouva dans la ville des factions diverses, toutes ces intrigues privées qui ne se forment jamais qu'au détriment du bien public et qu'avait excitées un triumvirat de compétiteurs. L'un d'eux, privé d'ailleurs de toute vertu, étalait l'illustration d'une race antique ; un autre, nouvel Apicius, se faisait appuyer par les applaudissements et les clameurs de bruyants parasites gagnés à l'aide de sa cuisine ; un troisième s'était engagé par un marché secret, s'il parvenait au but de son ambition, à livrer les domaines de l'Eglise au pillage de ses partisans. Le saint Patient et le saint Euphronius qui, dédaignant toute haine et toute faveur, étaient les premiers à soutenir fermement et rigidement le plus sage avis, ne tardèrent pas à reconnaître l'état des choses. Avant de rien manifester en public, ils tinrent d'abord conseil, en secret, avec les évêques

leurs collègues ; puis, bravant les cris d'une tourbe de furieux, ils imposèrent tout-à-coup les mains, sans qu'il se doutât de rien et formât aucun vœu pour être élu, à un saint homme nommé Jean, recommandable par son honnêteté, sa charité et sa douceur. Jean a été d'abord lecteur et a servi à l'autel dès son enfance ; puis, à la suite de beaucoup de temps et de travail, il est devenu archidiaacre... Il n'était donc que prêtre du second ordre, et, au milieu de ces factions si acharnées, personne n'exaltait par ses louanges un homme qui ne demandait rien ; mais personne aussi n'osait accuser un homme qui ne méritait que des éloges. Nos évêques l'ont proclamé leur collègue, au grand étonnement des intrigants, à l'extrême confusion des méchants, aux acclamations des gens de bien, et sans que personne osât ou voulût réclamer... »

Le même Sidoine Apollinaire, dans une lettre au seigneur Perpetuus, raconte une troisième élection, où il joue le rôle principal. L'évêque de Bourges était mort. « Il y avait une telle foule de compétiteurs que deux bancs ne suffisaient pas pour contenir les candidats d'un seul siège. Tous se plaignaient à eux-mêmes, et tous déplaisaient également à tous. » Les habitants de Bourges s'adressent à Sidoine, célèbre dans toute la Gaule par sa naissance, sa richesse, son éloquence, son savoir, et l'habileté avec laquelle il avait géré des charges civiles de la plus haute importance. Il arrive et prononce un discours, mélange de rhétorique et de religion, de puérilités littéraires et de scènes animées, où le bel esprit et l'évêque parlent tour à tour. On nous permettra d'en citer quelques extraits propres à faire connaître cette société, à la fois jeune et vieille, en décadence et en progrès.

Sidoine rappelle l'obligation qu'un philosophe imposait à ses disciples de se taire cinq ans, avant de parler et s'excuse d'être appelé à la tâche de docteur avant d'avoir été disciple, puis il ajoute : « Puisqu'il vous a plu, mes très-chers, dans votre erreur de vouloir que moi, dénué de sagesse, je

cherche pour vous, avec l'aide du Christ, un évêque rempli de sagesse, sachez que votre accord en cette volonté, en me faisant grand honneur, m'impose aussi un plus grand fardeau.

» Et d'abord, il faut que vous sachiez quels torrents d'injures m'attendent et à quels aboiements de voix humaines se livrera aussi contre vous la foule des prétendants... Si je viens à nommer quelqu'un parmi les moines, pût-il même être comparé aux Paul, aux Antoine, aux Macaire, tout aussitôt je sens résonner autour de mes oreilles les murmures bruyants d'une foule de pygmées ignobles qui se plaindront, disant : Celui qu'on nomme là remplit les fonctions non d'un évêque, mais d'un abbé ; il est bien plus propre à intercéder pour les âmes auprès du Juge céleste que pour les corps auprès des juges de la terre.

» Si nous choisissons un homme humble, on l'appellera abject ; si nous en proposons un d'un caractère fier, on le traitera d'orgueilleux ; si nous prenons un homme peu éclairé, son ignorance le fera passer pour ridicule ; si, au contraire, c'est un savant, sa science le fera dire bouffi d'orgueil. S'il est austère, on le haïra comme cruel ; s'il est indulgent, on l'accusera de trop de facilité, etc. » L'orateur passe en revue toutes les vertus auxquelles il oppose les vices opposés et conclut : « Aussi, de quelque manière que l'on vive, toujours la bonne conduite et les bonnes qualités seront livrées aux langues acérées des médisants, semblables à des hameçons à deux crochets. »

Après l'exposé des vertus, voici celui des états : « Si je désigne un clerc, ceux qui n'ont été promus qu'après lui le jalouseront, ceux qui l'ont été avant le dénigreront ; car il y en a quelques-uns qui s'imaginent que la durée du temps de la cléricature est la seule mesure du mérite. »

« Si, par hasard, je vous indique un homme qui ait exercé des charges militaires, aussitôt j'entends s'élever ces paroles : « Sidoine, parce qu'il a passé des fonctions du siècle à la

cléricature ne veut pas prendre pour métropolitain un homme de la congrégation religieuse. »

De telles dispositions rendaient le choix difficile ; aussi, sur le point de se prononcer, Sidoine s'élève au ton le plus solennel : « Au nom de l'Esprit-Saint, notre Dieu tout-puissant, qui, par la voix de Pierre, condamna Simon le Magicien, je déclare que dans le choix de l'homme que j'ai cru le plus digne je n'ai été influencé ni par l'argent, ni par la faveur, et qu'après avoir examiné, autant et plus même qu'il ne fallait ce qu'étaient la personne, le temps, la province et cette ville, j'ai jugé que celui qu'il convient le mieux de vous donner est l'homme dont je vais rappeler la vie en peu de mots. »

Suit un éloge ampoulé de Simplicius, « en qui la République trouvera de quoi admirer, l'Eglise de quoi chérir. Ses ancêtres ont toujours été en possession de dicter des lois soit divines, soit humaines. Son pain a été souvent goûté par celui qui ne devait pas le rendre. Comme Salomon, Simplicius, jeune soldat, encore fils de famille et déjà père, a fait construire une église... Il doit surtout être désiré pour évêque, parce qu'il ne le désire nullement et ne travaille pas à obtenir le sacerdoce, mais seulement à le mériter. »

» La femme de Simplicius descend de la famille de Palladius, et elle répond dignement aux honneurs et aux mérites des deux familles. Tous les deux élèvent leurs fils en toute sagesse, et le père, en les comparant à lui, trouve un nouveau sujet de bonheur en ce que déjà ses enfants le surpassent. »

Ce grand électeur craint cependant qu'on ne lui dise : « Mais comment en si peu de temps en avez-vous tant appris sur cet homme ? » Il répond avec beaucoup d'à-propos : « Je connaissais les habitants de Bourges avant de connaître la ville. J'en ai connu beaucoup en route, dans le service militaire, dans des rapports d'argent et d'affaires, dans leurs voyages, dans les miens. On apprend aussi

beaucoup de choses par l'opinion publique... » Il termine en disant : « Et puisque vous avez juré de reconnaître et d'accepter la déclaration de mon infirmité au sujet de cette élection, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, Simplicius est celui que je déclare devoir être fait métropolitain de notre province et Souverain Pontife de votre ville. »

Ces trois exemples disent suffisamment ce qu'était une élection d'évêques au cinquième siècle.

L'empereur avait souvent essayé d'intervenir dans l'élection des évêques, surtout lorsqu'il s'agissait de siège de grandes cités, ainsi que l'attestent les prohibitions du concile d'Antioche (341). Ça et là des conciles avaient pris l'initiative de recourir au pouvoir impérial pour la nomination de tel ou tel évêque.

Les riches bénéfices possédés par le clergé offraient de trop faciles moyens de s'enrichir et de récompenser les services rendus pour que la royauté chevelue ne renouvelât point ces tentatives ; elles soulevèrent des protestations parfois entendues, souvent écartées.

Pour mieux sauvegarder le droit d'élection, l'Eglise des Gaules cède le droit de confirmation. « Qu'il ne soit permis à personne, » ordonne le concile d'Orléans, tenu en 549, « d'acquérir l'épiscopat à prix d'argent ; mais, *qu'avec le consentement du roi*, celui qui aura été élu par le clergé et le peuple soit sacré par le métropolitain et ses suffragants. » Sept ans après, le concile de Paris essayait déjà de réagir. « *Nullus civibus invitis ordinetur episcopus, nisi quem populi et clericorum electio plenissima quæsierit voluntate, non principis imperio.* » (Concile de Paris, 557, can. 8.) En 614, un autre concile détermine le mode de nomination des évêques sans faire mention du roi ; mais la même année une ordonnance de Clotaire II, reproduisant textuellement le décret du concile, y ajoute : « Et si l'élu nous semble digne, il sera consacré en vertu d'un ordre royal. »

La lutte continue ; mais, en fait, le roi exerce à partir du

sixième siècle une influence considérable sur la nomination de l'évêque et le nomme quelquefois lui-même. Les maires du palais en usent de la même façon et laissent de côté les électeurs. Les capitulaires de Carloman (742) et de Pépin (744) intronisent des évêques, sans parler de l'élection.

L'Eglise comprend la gravité du danger et s'efforce de maintenir le principe. En 787, le concile de Nicée déclare « nulle toute élection d'un évêque, d'un prêtre, d'un diacre faite par un prince temporel », et les Papes élèvent de temps à autre la voix pour protester contre certaines nominations scandaleuses.

Sous Charlemagne, les nominations royales se multiplièrent. « Je vous donnerai des évêchés, » avait dit le prince aux jeunes gens qui se distinguaient le plus par leur travail, et il tint fréquemment parole. Est-ce à dire que l'élection fût tombée en désuétude? Non. Les chroniques en font encore mention. Charlemagne, Louis le Débonnaire et leurs successeurs reconnaissent et confirment à certaines églises ce droit. Un capitulaire de Louis le Débonnaire rétablit même en 818 les élections canoniques, sans aucune réserve des droits du roi; mais cette mesure demeura sans efficacité et les rois s'accoutumèrent de plus en plus à considérer les évêchés comme de véritables *honores* dont ils gratifiaient leurs fidèles, ou ceux dont ils craignaient la défection. Lorsqu'en 837 Louis constitua un royaume à son fils Charles, il lui donna en même temps les évêchés, les abbayes, les comtés et les domaines du fisc compris dans toute l'étendue du nouveau royaume.

Pour légitimer la prépondérance des Carlovingiens dans le choix des évêques, on a imaginé une concession du pape Zacharie à Pépin et une seconde d'Adrien à Charlemagne. La concession vraiment authentique fut accordée par Adrien II à l'empereur Louis II en dépit des protestations des évêques. Dans une lettre à Heriman, archevêque de Cologne, le pape Jean X déclare qu'aucun évêque ne peut

être ordonné en France sans l'ordre du roi. Il le confirme dans une seconde lettre à Charles le Simple.

Ce que nous disons des évêchés s'applique à partir du huitième siècle aux abbayes. Les moines composaient le corps électoral.

On sait quelles furent les conséquences immédiates de la nouvelle discipline : les évêchés entrèrent dans le commerce ; ils furent légués et vendus ; les monastères tombèrent aux mains des séculiers ; on vit un enfant de cinq ans nommé à l'archevêché de Reims.

Le concordat conclu entre Léon X et François I^{er} attribuait au roi de France la collation des évêchés et des abbayes appelés bénéfices consistoriaux, parce que les provisions s'en donnaient en consistoire, sans parler d'une multitude de prieurés, de canonicats de cathédrale et de collégiale.

A ce droit concordataire venaient se joindre divers autres droits, tels que : 1^o Le droit de régale, en vertu duquel le roi percevait les revenus des évêchés vacants et en conférait tous les bénéfices, non à charge d'âmes, jusqu'à ce que le nouvel évêque eût prêté serment de fidélité. Le serment prêté, le nouveau titulaire devait disposer de la première prébende libre dans son église cathédrale en faveur d'un sujet recommandé par le souverain et appelé de ce chef : « *Brevetiaire du serment de fidélité.* » 2^o *Le droit de joyeux avènement.* Au nom de ce privilège, le roi de France, à son avènement, désignait aux évêques, aux chapitres un candidat pour le premier canonicat vacant dans toutes les cathédrales et collégiales du royaume. 3^o *Le droit de joyeuse entrée.* On sait le goût des princes et des grands pour les dignités ecclésiastiques. Nos souverains ne dédaignaient pas le canonicat. Louis XI avait obtenu de Sixte IV le titre de premier chanoine de Notre-Dame de Cléry, avec droit d'assister à l'office en surplis et avec aumusse. Le roi d'Espagne était chanoine de Tolède, Charles-Quint le fut de Saint-Jean de Latran, ainsi que Napoléon III. En tant que successeur des ducs et comtes de Bourgogne, d'Anjou, de Provence, de

Poitou , etc.; le roi de France fut , jusqu'à la Révolution , chanoine-né d'Anjou , d'Auxerre , de Tours , d'Aix , de Lyon , du Mans. Visitait-il pour la première fois une de ces villes , on l'installait avec solennité , ainsi que cela eut lieu lors de l'entrée de Charles VIII à Chalon-sur-Saône. En recevant l'aumusse , le monarque la transmettait à un ecclésiastique de sa suite qui se trouvait désigné , par là même , pour le premier canonicat.

Les libéralités du Saint-Siège élargirent encore le pouvoir des princes. En 1389 , Clément VII accordait au roi de France la collation de sept cent cinquante bénéfices. Le monarque avait pour l'éclairer , l'aider dans une répartition que les influences , les sollicitations , plus encore que les services rendus , faisaient difficile une commission ou un ministre dit *de la feuille*. Saint Vincent de Paul fut pendant plusieurs années l'inspirateur toujours respecté , le plus souvent obéi , de la commission , grâce au concours que lui prêtait Anne d'Autriche. Les Jésuites confesseurs du roi disposèrent de la feuille des bénéfices pendant cinquante-cinq ans. Parmi les prélats héritiers de leur délicate mission , on peut citer le cardinal Fleury , Boyer , évêque de Mirepoix , le cardinal-archevêque de Bourges , Jarente , l'indigne évêque d'Orléans , qui mérita d'être chassé de la cour par Louis XV lui-même , à cause de ses scandales. En 1789 , la feuille était aux mains de Marbeuf , évêque d'Autun. Il fut en butte à de nombreux pamphlets et donna prise aux accusations en nommant M. de Talleyrand à l'évêché d'Autun et en s'adjugeant à lui-même l'abbaye du Bec , qui constituait à elle seule une réelle fortune.

On a voulu voir un prédécesseur du ministre de la feuille dans le clerc chargé de la chapelle du roi et appelé *archipellanus* , *abbas regii oratorii* , *apocrisarius*. L'importance de ces fonctions se développa rapidement sous les princes francs ; elle était à son apogée au temps de Charlemagne. Que le titulaire intervint fréquemment dans le choix des bénéficiaires , on le suppose aisément ; mais c'était avant tout

une sorte de ministre des affaires ecclésiastiques, servant tour à tour le pouvoir de l'Eglise auprès du roi et celui du roi dans l'Eglise.

*
*
*

LE PAPE.

L'intervention du Souverain Pontife s'adjoint à celle du roi pour porter de fréquentes atteintes au pouvoir collateur de l'évêque. L'école protestante et l'école parlementaire ont affecté de ne voir, historiquement parlant, dans le Pape qu'un simple évêque siégeant à Rome, comme d'autres siégeaient ailleurs. C'est grâce aux empiètements d'une ambition persévérante, heureusement servie par les circonstances, qu'il serait arrivé à étendre son pouvoir et à le rendre universel. Le moyen-âge a été l'heure du succès.

Nous savons, et les décisions du dernier concile œcuménique tenu au Vatican ne permettent pas à une âme catholique d'en douter, que, successeur de saint Pierre, le Pontife romain a non-seulement à Rome, mais dans tous les diocèses de la chrétienté, une juridiction *ordinaire et immédiate* ; est-il vrai cependant que ce pouvoir suprême ait été ignoré, méconnu dans les Eglises gallo-romaine et gallo-franque, ou qu'on s'en soit tenu à reconnaître tout au plus au successeur de Pierre une sorte de prééminence ?

« Il est impossible, » observe le protestant Guizot (1), « de consulter les monuments du temps sans reconnaître que de toutes les parties de l'Europe on s'adressait à l'évêque de Rome pour avoir son opinion, sa décision en matière de foi, de discipline, dans les procès des évêques ; en un mot, dans toutes les causes qui sont graves par les parties intéressées et que plus tard on appellera majeures. »

(1) *Histoire de la civilisation en France.* — En dépit de quelques assertions erronées, nous voudrions voir cet ouvrage, devenu classique, aux mains de la jeunesse.

Avant l'arrivée de Clovis au trône, le pouvoir de pré-séance et de juridiction de l'évêque de Rome est en plein exercice, à ce point qu'une loi de Valentinien III ordonne aux évêques gallo-francs de porter leurs débats devant le siège romain. Au lendemain de la chute des Mérovingiens, ce double pouvoir brille du plus grand éclat. Les légats pontificaux président les conciles ; Pépin, Charlemagne demandent aux Papes les moyens et les règles à suivre pour réformer l'épiscopat et retirer les diocèses de l'anarchie où ils se trouvent. Expression des idées régnantes, le langage du clergé, des écrivains, des princes nous montre dans l'évêque de Rome « le pontife de Dieu, l'héritier, le vicaire du bienheureux Pierre et de sa miraculeuse puissance, le prince de l'Eglise, le gardien de la seule colombe sans tache. » (Alcuin.)

Comment supposer que la seule arrivée des princes *fourrure* ait pu suffire à annihiler dans les esprits ce pouvoir, ou à en paralyser les effets, à faire en un mot ce que les potentats à *pourpre* n'auraient pas osé tenter ?

Les faits, au contraire, nous montrent le pontife romain en fréquents rapports avec les princes francs.

Les papes Symmaque (513) et saint Félix (528) leur adressent ainsi qu'aux évêques des Gaules leurs décrets sur les ordinations et l'inaliénation des biens ecclésiastiques. Le premier signifie, en outre, l'excommunication encourue par les ravisseurs de femmes. Les papes Jean II (534) et Agapet (535) évoquent à leur tribunal l'affaire de l'évêque Contumiliosus, envoient des visiteurs et nomment des juges.

En 538, les évêques des Gaules, réunis à Orléans, déclarent vouloir s'en tenir « aux décrets du Siège apostolique... » Cette même année, le pape Vigile écrivant à Profuturus, évêque de Braga, lui rappelle la suprématie de l'évêque de Rome et lui observe qu'il appelle les autres évêques à partager ses travaux, mais non son pouvoir suprême.

En 602, le pape saint Grégoire le Grand rétablit sur leurs

sièges des évêques dépossédés, sollicite des rois francs la réunion des conciles. Brunehaut et son petit-fils Théodoric, roi de Bourgogne, lui envoient une ambassade solennelle avec prière de confirmer et de rendre inviolables *par son autorité apostolique* un hôpital et deux monastères qu'ils venaient de fonder à Autun.

Le Pape loue Brunehaut et stipule: 1° qu'aucun roi ou évêque ne pourra s'approprier, sous quelque prétexte que ce soit, les biens desdites fondations; 2° qu'à la mort de l'abbé, le roi nommera son successeur avec le consentement des moines; 3° qu'il ne recevra aucun présent de ce chef; 4° que l'abbé ne pourra être déposé, sinon pour crime, auquel cas il devra être jugé par l'évêque d'Autun et six évêques, etc., etc.

« Tout contrevenant, roi, évêque, juge ou autre personne séculière sera privé de sa dignité, de sa puissance, et s'il ne revient à résipiscence, privé des sacrements et voué à la vengeance divine (1). »

Le dernier des Mérovingiens n'avait pas encore franchi le seuil du cloître que son successeur, désireux de substituer la force du droit au droit de la force, s'adressait au pape Zacharie pour lui demander, avec l'expression de sa pensée, son couronnement au pied des autels. Nous avons vu ce trait se renouveler en ce siècle, et je ne sais pas si jamais hommage plus complet a pu se rendre à la double prééminence du successeur de Pierre. Le fait se serait-il produit en 751 si ce double pouvoir eût été ignoré ou méconnu pendant l'ère mérovingienne?

Si, à de certains moments, les relations semblent se ralentir entre Rome et les églises des Gaules, il faut l'attribuer: 1° à l'institution du vicariat d'Arles, chargé de représenter le Saint-Siège; 2° aux troubles politiques,

(1) D'après des manuscrits des neuvième et dixième siècles, bulle mentionnée par Hincmar, de Reims.

sociaux de l'époque; 3° aux abus qui livraient les évéchés à de simples laïques, à des barbares étrangers à toute tradition et qui passaient du jour au lendemain de la levée en masse sur un siège épiscopal. Une éclipse ne fait pas la disparition de l'astre et un fait net et précis a une force que ne sauraient avoir six omissions.

Tout d'abord les Souverains Pontifes interviennent dans la collation des bénéfices des églises de Gaule avec ces formules de douceur, d'urbanité, qui sont de tradition à Rome et quelquefois sur l'initiative du roi lui-même ou des grands. Soit qu'il y ait eu résistance ou mauvais vouloir, les prières font place à des formes impératives. De là les noms de *mandats*, d'*expectatives*, de *réserves* donnés aux revendications pontificales, selon qu'elles concernent un bénéfice vacant ou encore occupé. Elles s'appuyaient sur ce fait que l'Eglise romaine, ayant fondé toutes les églises patriarcales ou cathédrales, avait le droit de disposer de tous les bénéfices.

Ces revendications allèrent toujours en se multipliant, les solliciteurs ne faisant pas défaut d'ailleurs. C'était à qui tendrait les bras vers Rome, et le pape Clément VI reçut, à lui seul, plus de cent mille demandes. Privés de leurs revenus pendant leur séjour à Avignon, obligés, au cours du schisme d'Occident, de se faire des partisans; les Papes recoururent de plus en plus aux bénéfices des diverses églises, et les expectatives, réserves, devinrent générales sous les pontificats de Clément V, de Jean XXII et de Benoît XII, au grand mécontentement des collateurs ordinaires. Clément VII accorda en une seule fois au roi de France la collation de sept cents bénéfices. Une bulle du pape Jean XXIII attribue cinq cents nominations aux officiers du roi, de la reine et du dauphin. En 1240, Grégoire IX mande à trois évêques d'Angleterre de donner à trois cents Romains les premiers bénéfices vacants. Boniface VIII avait nommé deux Italiens aux évéchés de Bourges et d'Arras. Clément V s'était réservé la collation de l'archevêché de

Cantorbéry, Jean XXII de celui de Winchester, Benoît XII de celui d'Arles.

Les réclamations furent vives et presque universelles. Dans une lettre à un de ses cardinaux, en 1265, Clément IV peint en ces termes la situation des esprits : « *Anglia adversatur, Alumnia vix obedit, Francia gemit et quæritur, Hispania non sibi sufficit, Italia non subvenit, sed emungit.* »

Ces réclamations se produisirent avec éclat surtout au concile de Lyon en 1245, par la voix des prélats anglais, au concile de Vienne par la bouche de Durand de Mende, en 1311. La tribune du Parlement anglais en retentit en 1246. La lutte contre les mandats et réserves du Saint-Siège s'accroît au quinzième siècle. Se faisant l'écho du concile de Bâle et de l'assemblée du clergé de France à Bourges, Charles VII mit presque à néant les *mandats et réserves*. « *Jura coronæ nostræ depereunt damnose,* » disait le roi de France, « *et ipsorum nostrorum regni et Delphinatus thesauri in extraneas regiones asportantur, sub tali forsan conjectura, ut eorumdem regni et Delphinatus depressio sacerdotio, exhaustoque thesauro regnum ipsum cum Delphinatu reddatur debilius in adversum.* » La Papauté, on le sait, ne cessa de protester contre cette pragmatique sanction que les rois de France abandonnèrent et reprirent successivement. Enfin la paix se rétablit avec le Concordat passé en 1515 entre Léon X et François I^{er}. Le Souverain Pontife conservait la faculté d'un mandat sur tout collateur disposant de dix bénéfices, de deux mandats sur quiconque en avait cinquante à sa disposition. L'abolition complète en fut prononcée par le concile de Trente. On comprend cependant que, chef de l'Eglise universelle, le Pape puisse avoir à sa disposition les moyens de récompenser en tous pays les services rendus à l'Eglise universelle ou au Siège apostolique, et Urbain VIII était autorisé à écrire à son nonce Mazarin : « Il ne nous vient plus rien de France, ici, dont nous puissions gratifier les personnes de mérite. »

Il restait cependant à Rome le droit de *prévention*, qui assurait la légitime possession d'un bénéfice vacant à quiconque pouvait être promu par le Pape avant que le collateur ordinaire n'ait exercé son droit de nomination. Il subsista jusqu'à la Révolution. Les rois de France, les patrons laïques étaient exempts du droit de *prévention*; les cardinaux avaient un indult d'exemption.

Les abus surgirent promptement et en grand nombre. De part et d'autre, à Rome comme en France, on se hâtait pour arriver premier et on ne prenait pas le temps d'examiner les droits des candidats. Tantôt on cachait la mort du bénéficiaire, tantôt on portait comme décédé celui qui était encore loin de l'agonie. Les demandes parvenues à Rome le même jour s'annulant, des candidats avisés s'inscrivaient pour une période de jours suivants et annonçaient l'intention d'en agir ainsi jusqu'à l'heure où ils n'auraient plus de concurrents, afin de mieux décourager ceux qui ne pouvaient pourvoir aux frais nécessités par les inscriptions. Vainement multipliait-on les prescriptions pour parer à ces désordres, l'intérêt personnel trouvait toujours moyen de les éluder.

On se plaint aujourd'hui du nombre toujours croissant des fonctionnaires. Ils étaient nombreux ceux qui vivaient à cette époque de l'exercice du droit de *prévention*, sous le nom de banquiers expéditionnaires, correspondants de banquiers, officiers de petites dates et substituts, préfets des dates et de la signature, réviseurs, notaires de la Chambre et de la chancellerie, référendaires, etc., etc. Et l'exportation du numéraire de France n'était pas un des moindres inconvénients signalés.

Aussi la *prévention* offrait-elle une matière continue de plaintes aux diverses assemblées du clergé de France. « D'audacieux impétrants, qui n'ont d'autres titres que des dates retenues par eux en cour de Rome, » s'écriait en 1785 Dulau, archevêque d'Arles, « forcent aujourd'hui les barrières du sanctuaire. L'administration des biens d'églises, la conduite même des âmes deviennent dans les tribunaux

le prix et l'encouragement de l'ecclésiastique qui fait le plus de diligence. Quelque relâché que soit le monde sur les principes de la vocation au saint ministère, il voue hautement au mépris public cette espèce d'hommes dont la profession est de fondre sur les dépouilles des bénéficiers, avec une coupable rapacité. Que de mystères d'iniquité paraîtraient au grand jour s'il était permis de fouiller dans les registres des banquiers expéditionnaires! »

Le vice-légat d'Avignon, représentant du Saint-Siège, jouissait du droit de *prévention* dans le Comtat-Venaissin et dans les provinces ecclésiastiques de Vienne, d'Arles, d'Embrun et d'Aix.

C'était là qu'apparaissaient davantage les atteintes à la discipline et aux droits des collateurs.

Dans certaines provinces dites *pays d'obédience*, la *prévention* était remplacée par l'*alternative*, c'est-à-dire que la collation appartenait à l'évêque pendant les mois de février, avril, juin, août, octobre, décembre; au Pape, pendant les six autres mois de l'année.

A la *prévention* il est bon d'ajouter le droit de *vacance in curia*, qui permettait au Pape de nommer à tout bénéfice dont le titulaire mourait à Rome, ou seulement à deux jours de la Ville-Eternelle. Dans la pratique, ce droit était le plus souvent éludé. Les petits bénéficiaires mouraient chez eux; quant aux évêques et aux riches abbés, ils n'obtenaient une permission d'absence qu'après un engagement du Souverain Pontife de laisser, en cas de mort, au roi, la nomination de leurs successeurs.

Parmi les concurrents de l'évêque dans la distribution des bénéfices, on peut encore citer les religieux, les patrons, les gradués.

* * *

LES RELIGIEUX.

Ce serait une histoire curieuse à étudier que celle des associations monastiques dans leurs rapports avec le clergé

séculier. Tout d'abord, elles se fondent comme elles l'entendent et vivent, pour tout ce qui tient aux mœurs, aux croyances, aux pratiques religieuses, comme les simples fidèles, sous la surveillance des évêques.

L'institution monastique prenant chaque jour plus d'influence, ceux-ci comprennent qu'ils peuvent trouver là des rivaux redoutables ou d'utiles instruments ; et dès le cinquième siècle, ils s'efforcent d'asseoir nettement sur elle leur juridiction. Le concile oecuménique de Chalcédoine (451), les conciles d'Agde (506), d'Orléans (511) affirment hautement le droit qu'a l'évêque d'intervenir dans les points principaux de l'existence des moines : fondation de monastères, observation de la discipline, devoirs des abbés, éloignement des affaires ecclésiastiques ou civiles.

A mesure que les moines aspirent à une vie plus séparée, ils sollicitent du clergé séculier, qui seul pouvait les leur donner, des privilèges et les obtiennent, mais avec compensation. Ils veulent des prêtres dans l'intérieur de leurs maisons, ils les auront ; mais ces prêtres seront les délégués et les surveillants de l'évêque. Désireux d'échapper à cet inconvénient, ils demandent que ces prêtres soient choisis parmi eux. On les appela *hiero monachi*.

L'innovation ne répondit pas partout à ce qu'on en attendait ; car plusieurs règles monastiques témoignent de défiances et d'efforts tentés pour restreindre le nombre et l'influence des nouveaux ordonnés. Saint Benoît leur consacre deux chapitres dans sa règle.

Le mouvement était donné. Ils deviennent de plus en plus rares ceux auxquels, comme à ce moine Paulinien dont parle saint Epiphane, évêque de Chypre, on doit tenir la bouche pendant l'ordination, de peur qu'il n'adjure par le nom du Christ l'évêque consécrateur ; la plupart veulent, au contraire, entrer dans les ordres, pensant s'élever davantage. « Si le désir de devenir clerc te pique, » disait saint Jérôme à un moine, « apprends afin de pouvoir enseigner ; ne prétends pas être soldat sans être milicien et maître sans

avoir été disciple. » Ce désir piquait si vivement les moines de son temps que Cassien n'hésite pas à le ranger parmi les tentations dont le démon, et surtout le démon de la vaine gloire, les poursuit.

Au sixième siècle, les moines font décidément partie du clergé dans toute l'étendue de la Gaule; mais le pouvoir de l'évêque s'appesantit en même temps, et les protestations des conciles attestent qu'il se change parfois en vraie tyrannie. « Ils assujettissent les moines à des travaux serviles, usurpent témérairement les droits des monastères et les présents qu'on leur fait, établissent leurs parents ou leurs amis à la tête du monastère et leur procurent des avantages iniques pour mieux partager. » — Conciles de Tolède (633), de Lérida (524), concile de Tolède (655).

Les moines tentent, pour s'affranchir, des efforts qui rappellent ceux des villes et des communes pour se dégager du joug féodal. Ils usent de plaintes, de recours aux conciles, puis de la résistance ouverte. L'évêque excommunie, prononce l'interdit, et on transige. Le monastère cède une portion de bien et l'évêque donne une charte d'immunité et de privilège, par laquelle il s'engage lui, et ses successeurs, à ne rien prétendre ni extorquer des biens du monastère, à n'en franchir l'enceinte que lorsqu'il en sera prié par la congrégation ou l'abbé et pour y faire la prière, etc., etc...

L'usage de ces chartes devint si fréquent qu'on en trouve la rédaction officielle dans Marculfe (livr. I^{er}, for. n° 1) et qu'elles semblent avoir servi de modèles à celles que les communes devaient plus tard arracher à leurs seigneurs.

Voyant leurs chartes violées, les moines recourent sans grand succès au roi et enfin aux Papes. La papauté intervint efficacement, mais sans porter d'abord atteinte à la juridiction spirituelle des évêques, dans l'unique but de protéger les biens, les personnes et la discipline des monastères. Le célèbre monastère de Fulda fut le premier qui, du consentement au reste de saint Boniface, son évêque, fut dégagé de

la juridiction épiscopale pour passer sous le pouvoir immédiat du Saint-Siège.

Les monastères se multiplient. Des prêtres et des évêques en sollicitent l'entrée par désir d'une vie plus parfaite, et l'ordre monastique prend dans les Gaules un extrême développement. Les dons affluent de la part des populations, émues par la singularité de la vie qu'on y mène, et de leur côté les moines défrichent, cultivent, fondent des villages, des paroisses qu'ils administrent. Obligés par les conciles de rentrer dans leurs monastères, ils gardent le pouvoir collateur et le revenu de ces paroisses en se substituant pour les desservir des prêtres qui furent appelés curés à *portion congrue*.

C'est ainsi que dans le seul diocèse de Nevers, tel qu'il était constitué avant la Révolution, les abbés de Cluny, de Vézelay, de Saint-Léonard, de Saint-Martin d'Autun, du Saint-Sépulcre, de Saint-Pierre-le-Moûtier; les prieurs de Nevers, de Saint-Etienne, de La Charité, de Saint-Saulge, de Lurcy-le-Bourg, de Saint-Révérien, de Jailly, disposaient de cent soixante-deux cures, de quatorze vicairies, sans parler des prieurés, des chapelles et autels. L'abbesse de Nevers nommait à dix-sept cures, quatre vicairies et à diverses prébendes ou chapelles. L'abbesse de Saint-Andoche, au diocèse d'Autun, nommait à cinq cures: Saint-Parize-en-Viry, Dornes, La Celle, Plaimbois, Sardolles; la prieure de La Fermeté à la cure de Limon et à deux chapelles dites des Morts et de Saint-Pierre-de-Roi.

Le 25 septembre 1787, Abel de Lespinasse, prieur du couvent de Saint-Pierre-le-Moûtier, de l'ordre de Cluny, écrit à illustrissime et révérendissime père en Dieu l'évêque de Nevers pour le saluer, avec le respect et la soumission qui lui sont dus et lui exprimer que la nomination à la cure de Saint-Rémy de Trinay appartient *ab antiquo* au prieur, que la cure est vacante par décès. En conséquence, il présente son ami René La Villatte, prêtre du diocèse de Bourges,

avec demande qu'il lui soit concédé lettre d'institution en la solennité accoutumée.

*
*
*

LES PATRONS.

L'usage s'était promptement répandu de fonder et de doter des églises. Il y avait là un mérite qui appelait une récompense ; aussi accorda-t-on aux fondateurs des privilèges d'abord purement honorifiques. On inscrivait leurs noms à l'intérieur de l'église, on priait pour eux, on leur accordait même une certaine influence sur le choix des prêtres chargés de l'office divin.

Certains évêques entreprirent de fonder des églises en dehors de leurs diocèses, soit dans leur pays natal, soit ailleurs et pour des motifs personnels. Le droit de choisir les prêtres appelés à les desservir leur fut aussitôt reconnu, et les conciles se préoccupèrent de régler les rapports du prélat fondateur avec l'ordinaire du lieu. « Si un évêque, » dit le concile d'Orange (441), « veut bâtir une église dans le territoire d'une cité, soit pour l'intérêt de ses domaines, soit pour l'utilité de l'Eglise, soit pour quelque autre convenance, qu'après en avoir obtenu la permission, qu'on ne saurait lui refuser sans crime, il ne s'ingère pas à en faire la dédicace. Mais cette grâce sera accordée à l'évêque fondateur, que l'évêque du lieu ordonnera les clercs qu'il désirera voir dans sa fondation, ou s'ils sont déjà ordonnés, ledit évêque du lieu les acceptera. »

Le patronage ecclésiastique amena vite un patronage laïque de même nature. Les fondations par des laïques s'accrurent promptement et dans les formes les plus variées. Souvent le fondateur se réservait une part des revenus dont il dotait l'église ; d'autres fois, il stipulait le partage en sa faveur de tout ce qu'elle pourrait acquérir, comme s'il se fût

agi d'une entreprise, d'une spéculation. Tout en combattant des pareilles prétentions, les conciles reconnurent le droit des fondateurs laïques et ecclésiastiques à la collation. « Mus par une pieuse compassion, » disent les évêques d'Espagne réunis à Tolède en 655, « nous avons décidé que tant que vivront les fondateurs d'églises, il leur sera permis d'en avoir soin, et que surtout ils devront faire attention à présenter à l'ordination des évêques de dignes recteurs pour ces églises. Que s'ils n'en donnent pas de tels, alors ceux que l'évêque du lieu aura jugés agréables à Dieu seront consacrés à son culte et avec le consentement des fondateurs desserviront leur église. Que si, au mépris des fondateurs, l'évêque fait une ordination, elle sera nulle, et il sera contraint, à sa honte, d'ordonner pour le même lieu les sujets convenables choisis parmi les fondateurs. »

Ce droit de nomination était tantôt personnel et se transmettait avec le sang et tantôt réel. Attaché à une terre, à un fief, il s'acquerrait comme eux. Il était accompagné de privilèges honorifiques, tels que : porter le titre de patron, être le premier dans l'église, à l'encens, à l'eau bénite, au pain bénit, au baiser de paix, à l'offrande, aux recommandations des prières, avoir banc au chœur, y jouir du droit de sépulture, précéder le seigneur haut-justicier dans les processions, etc., etc. Enfin, ce qui paraîtra aujourd'hui surtout plus pratique, l'église lui venait en aide en cas d'indigence.

Le droit moderne accorde la possession d'une chapelle à celui qui bâtit une église ou une partie notable de cette église.

Le patronage donna lieu à des tiraillements sans nombre dans l'église et au sein des familles. Trop souvent les collateurs écoutaient plus la voix du sang, de l'amitié, de l'intérêt personnel que le mérite des candidats ou l'utilité de la religion dans leurs choix.

Parmi les patrons connus au diocèse de Nevers, nous citerons : le duc de Bourbon, qui nommait aux deux vicairies de Villeneuve; les échevins de Nevers, qui nommaient à la

cure de Saint-Didier; les héritiers de Volcia, qui nommaient à la vicairie de Saint-Jean; la famille des Oliviers, qui nommait à deux vicairies; les seigneurs de Villellume, de Baudreuil, de La Motte, qui présentaient alternativement à l'évêque des candidats pour les douze prébendes de Saint-Pierre-le-Mouëtier; enfin, les héritiers d'un évêque de Noyon, qui présentaient à l'évêque des candidats pour les prébendes ou vicairies fondées par ledit seigneur évêque dans l'église de Moulins-Engilbert.

Le 9 juin 1787, François Léger, curé de Saint-Honoré, est installé chanoine de l'église de Moulins-Engilbert, en vertu de provisions de haute et puissante dame Claude-Gabrielle de Pertuis, au nom et comme tutrice honoraire de très-haut, très-puissant seigneur Léonard-Gabriel de Pracomtal, chevalier et marquis de Pracomtal.

Aux patrons se rattachaient les *indultaires*, c'est-à-dire ceux qui pouvaient disposer de bénéfices par indult ou grâce, concession du Saint-Siège.

En voyant le profit que le roi savait tirer des biens d'église, les gens du roi, membres et officiers du Parlement aspirèrent, eux aussi, à la possession et à la collation des grasses prébendes. Les circonstances ne pouvaient être plus favorables. Le séjour à Avignon, le schisme d'Occident n'étaient pas sans difficultés pour les successeurs de saint Pierre, et l'appui du Parlement, déjà fort puissant, pouvait devenir utile, nécessaire. Pour mieux l'assurer, un indult accorda à chacun de ses membres droit à un bénéfice. En 1414, le cardinal de Pise, légat de Jean XXIII, vint en personne offrir à la grave assemblée quatre-vingt-dix nominations, qui furent acceptées avec empressement. Eugène IV (1431), Paul III (1538), Clément IX (1667), publièrent de nouvelles bulles connues sous le nom d'Eugénienne, de Pauline, de Clémentine, qui multipliaient les concessions.

Ces actes pontificaux furent reçus par le Parlement avec une bienveillance dont on ne l'aurait pas cru jusque-là capable, surtout après avoir tenu si fort rigueur aux réserves

et expectatives. Ce fut à qui, dans le noble corps, commenterait les bulles, en montrerait le bien fondé, en déduirait surtout les conséquences.

L'indultaire avait la préférence *sur les gradués* et tous les autres *expectants* ou *mandataires*. Il pouvait requérir pour lui-même ou tel candidat de son choix, le premier bénéfice vacant. Pour être mis en possession il s'adressait au chancelier. Le roi donnait alors des lettres-patentes enjoignant à un collateur ou patron ecclésiastique de s'exécuter. Le revenu du bénéfice ne pouvait pas être inférieur à 600 livres, et les intéressés prenaient grand soin qu'il fût plus élevé. Le collateur ou patron opposait-il quelque fin de non-recevoir, on s'adressait aux exécuteurs des mandats apostoliques, qui étaient, pour *la Pauline*, les abbés de Saint-Magloire, de Saint-Victor, le chancelier de Notre-Dame, et pour *la Clémentine*, les abbés de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Denis et le grand-archidiacre de Paris. Le diocèse de Nevers comptait ses indultaires; c'est ainsi que le 1^{er} octobre 1787, heure de dix de la matinée, Louis-Joseph Sallard, notaire royal à la résidence de Dornes, met J.-B. Paradis, curé de la paroisse Saint-Jullien de Dornes, en possession réelle, corporelle et actuelle du doyenné du chapitre dudit Dornes, et de ses fruits et de ses revenus, sur les provisions que lui a accordées messire Eusèbe-Félix Chaspoux, marquis de Verneuil..., collateur et nominateur du chapitre collégial de Saint-Jullien, par son brevet donné à Paris le 5 mai 1787.

Le clergé de France protesta fréquemment contre les abus qui naissaient du *droit d'indult* et surtout contre le nombre toujours croissant des indultaires qui, de vingt-quatre, s'était élevé à la veille de la Révolution à trois cent cinquante-deux. « Qu'il plaise à Sa Majesté, » disait l'assemblée de 1700, « ordonner que les doyennés électifs, les théologiques et les pénitenceries ne seront pas sujets *aux indults*. »

* * *

LES GRADUÉS.

Un privilège mieux justifié était celui des gradués. On appelait *gradué*, du latin *gradus*, *degré*, quiconque ayant étudié dans une université en obtenait un brevet de capacité. Il faut le constater, à l'honneur de l'Eglise, elle a toujours encouragé l'étude parmi les clercs, considéré comme particulièrement malheureuses les époques d'ignorance et réservé les situations les plus importantes à ceux qui étaient pourvus de leurs grades.

Le concordat passé entre Léon X et François I^{er} réservait aux gradués : 1^o tous les bénéfices des collateurs ou patrons ecclésiastiques venant à vaquer dans les mois de janvier, avril, juillet et octobre ; 2^o tous les bénéfices les plus importants, tels que : évéchés, dignités de cathédrale ou de collégiale, prébendes théologiques, pénitenceries, écolâtreries, cures de villes ou de gros bourgs, quelle que fût d'ailleurs l'époque de la vacance.

Sans être gradué, quiconque avait étudié cinq ans dans une université connue, (*a logicalibus*), obtenait du recteur un témoignage de *quinquennium* et des lettres de *nomination*. Il faisait signifier ces pièces, par notaire et devant témoins, aux collateurs ecclésiastiques disposant de plusieurs bénéfices, avec injonction d'avoir à lui réserver le premier bénéfice qui viendrait à vaquer dans les mois de janvier, avril, juillet, octobre. Cette notification devait se renouveler tous les ans au Carême jusqu'à ce que le requérant fût *rempli*. C'est ce qu'on appelait *l'expectative* des gradués.

Le 27 février 1788, deux significations de ce genre se faisaient à l'évêché de Nevers, comme l'attestent les actes suivants :

« Cejourd'hui 27 février 1788, à la réquisition d'Etienne-Jean Goussot, prêtre, chanoine de l'église cathédrale de

Nevers, demeurant audit Nevers, paroisse Saint-Jean, au nom et comme fondé de la procuration de maître J.-B. Robert de Gesnais, sous-diacre du diocèse de Nevers, maître ès-arts et bachelier en théologie de la faculté de Paris, chapelain de la chapelle d'Epiau, desservie en la paroisse Saint-Michel-du-Tertre d'Angers, demeurant à Paris, au séminaire des Trente-Trois, montagne Sainte-Genève, paroisse de Saint-Etienne-du-Mont, gradué, nommé par l'Université de Paris sur l'évêché et le chapitre de Nevers, tant conjointement que divisément, par actes passés devant maître Dornes et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le 20 février, représentés et annexés à la minute des présentes pour y avoir recours. »

« Et nous, conseiller, garde-scel, notaire du roi et apostolique du diocèse de Nevers, accompagné de maître Antoine-Marin Gourjon, aussi notaire du roi et apostolique, notre confrère, nous nous sommes transportés au palais épiscopal d'illustrissime et révérendissime seigneur Mgr Pierre de Séguiran, où étant et parlant au suisse du palais épiscopal, lequel nous a dit que monseigneur était absent.

» Et du palais épiscopal, également transportés par-devant les doyen, chanoine et chapitre de l'église cathédrale de Nevers, en la maison canoniale de messire J.-B. Rousseau, prêtre, chanoine de l'église et syndic de ces messieurs, où étant et parlant à sa domestique, laquelle nous a dit que ledit sieur abbé était sorti et absent.

» Nous avons, à mondit seigneur évêque et audit M. Rousseau, syndic, en parlant comme dessus, à chacun d'eux séparément montré et exhibé les originaux des lettres de tonsure, de maître ès-arts, d'attestations de temps d'étude et de nomination dudit sieur Jean Robert de Gesnais, le tout de ladite Université de Paris, le tout dûment scellé, signé, contrôlé, insinué et en forme à ce que mondit seigneur évêque et ledit sieur abbé n'en ignorent.

» Et afin que conformément et suivant au concordat fait entre nos Saints-Pères les Papes et les rois de France, les

bénéfices, dignités, personnats et autres dépendant de la provision, nomination et disposition de mondit seigneur et de mesdits sieurs du chapitre, qui viendront à vaquer dans les mois affectés aux gradués, soient confiés à mondit sieur Robert de Gesnais, comme étant de la qualité requise et aux cas requis et accoutumés, dont ledit maître Goussot a requis acte que nous lui avons octroyé.

» Fait au palais épiscopal... »

L'autre signification se fait le même jour et par les mêmes personnages, au nom d'Augustin Nespelle, prêtre du diocèse d'Arras, docteur en théologie de la faculté de Paris, vicaire des Quinze-Vingts. Elle avait été portée pour la première fois en 1784 par les notaires royaux apostoliques Gourjon et Moreau de Montalin et se renouvelait chaque année en Carême. Cette fois encore, délégué et notaires trouvent portes closes, soit à l'évêché, soit à la maison du syndic, et les domestiques, non contents d'affirmer l'absence de leurs maîtres, refusent de dire leur nom.

Le concours. — Certaines provinces n'admettaient pas l'expectative des gradués; on y pratiquait le concours, comme en Bretagne, en Franche-Comté, en Lorraine, dans le Roussillon, dans les Trois-Evêchés, dans l'Artois, la Flandre, le Hainaut, la Bresse. A mesure que la Révolution approche, le concours reprend faveur. En 1775, l'assemblée du clergé exprime par la voix de l'évêque de Rennes, Mgr de Girac, le désir de le voir se généraliser. En 1784, Mgr de Goussans, évêque du Mans, convoque les prétendants; trente-trois se présentent et douze emportent la promesse d'être nommés aux premières cures vacantes. Mgr Dulau, archevêque d'Arles, se prononce énergiquement en faveur du concours à l'assemblée de 1785 et trace en plusieurs articles la procédure à suivre. En 1789, les cahiers du clergé se font l'écho de l'opinion. Le clergé d'Artois veut « toutes les cures du royaume au concours ». Celui de Chaumont demande

« que les cures soient accordées au concours et que les curés déjà pourvus puissent encore concourir ».

Ce langage était conforme au droit canonique, à la pratique de l'Eglise. C'est, en effet, le concile de Trente lui-même qui impose à l'évêque de ne nommer à une cure vacante qu'après un concours subi devant au moins trois examinateurs nommés, à cette fin, par le synode. Interprètes de la pensée des conciles, les Souverains Pontifes l'expliquent et la confirment.

Saint Pie V déclare nulle toute collation, provision, institution d'église paroissiale faite ou à faire en dehors des formes prescrites par le concile de Trente, notamment en ce qui concerne l'examen et le concours : *præsertim in examine per concursum faciendo*. Innocent XI a condamné comme erronée l'opinion de ceux qui prétendaient qu'après le concours l'évêque s'acquittait de son devoir en nommant un candidat digne, il est vrai, mais qui n'était pas le plus digne. Clément XI renouvelle la prescription du concours et en fixe les règles. Benoît XIV complète ces règles en stipulant que : *Die præstituta ab episcopo habeatur concursus, servata accurate in omnibus forma tradita in litteris anno 1721 editis*.

En voyant avec quelle rigoureuse exactitude on a relevé en France, en ces derniers temps, les moindres prescriptions de discipline ou de liturgie, on peut s'étonner de la mise en oubli d'une pratique si fortement recommandée, toujours en usage dans l'Eglise et exactement observée à Rome, même pendant la vacance du Siège apostolique. Le concordat de 1801 n'a point aboli la loi portée par le concile de Trente et par les Souverains Pontifes, les coutumes contraires n'ont pu la périmer. Que parle-t-on d'inconvénients ? Ceux qu'on signale sont inhérents à l'institution elle-même, et s'en autoriser c'est accuser ceux que le Saint-Esprit inspire et qui parlent, commandent en son nom. N'est-ce pas un inconvénient que de contraindre un prélat nouvellement arrivé dans son diocèse, étranger à son personnel et aux

besoins des paroisses, à pourvoir aux vacances qui se présentent aussitôt? Un autre inconvénient, non moins grave, est de laisser croire que la faveur, l'effacement du caractère, les recommandations auront toujours plus de poids dans les nominations ecclésiastiques que le travail, l'étude, l'initiative; or, que telle soit en France l'opinion du clergé et des fidèles, il est difficile de le méconnaître.

* *

Chose singulière, le pouvoir si réduit des évêques dans la collation des bénéfices était encore restreint par les titulaires eux-mêmes au moyen de la *résignation* et de la *permutation*.

La résignation consistait à déposer sa démission entre les mains du Souverain Pontife, à condition qu'il nommerait celui qu'on lui désignerait comme successeur. Dès les premiers siècles de l'Eglise on avait vu Valère, évêque d'Hippone, choisir saint Augustin pour lui succéder; saint Augustin faire choix d'Héraclius; saint Fortunat, évêque d'Arles, désigner saint Hilaire. Ce privilège ne s'était pas étendu aux titulaires des bénéfices inférieurs.

Ils ne commencent à en jouir qu'au quinzième siècle, encore est-ce à titre de dispense et avec réserve au Pape. Bientôt l'usage s'en répandit de tous côtés, malgré les efforts du Saint-Siège, et un siècle ne s'était pas écoulé qu'il s'appliquait au tiers des bénéfices. Les Parlements avaient encouragé l'abus et on en était arrivé à admettre *le regrès*, c'est-à-dire le retour personnel du démissionnaire. « L'usage de la résignation, au dix-septième siècle, est devenu si fréquent que le peuple regarde les bénéfices comme un patrimoine que l'on donne à qui l'on veut et où les parents ont plus de droit que les autres. » (Fleury, *Institution du droit ecclésiastique*.)

Voici un exemple de la façon dont se passaient les choses :

« Par-devant les notaires du roi à Nevers et les notaires apostoliques du diocèse de Nevers, fut présent M. Hugues Cottard, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Pierre et lieu vulgairement appelé Châtin, diocèse de Nevers,

» Lequel, étant en bonne santé, sain d'esprit, mémoire et jugement, ainsi qu'il nous est apparu par ses discours, de son plein gré et libre volonté, a fait et institué pour ses procureurs généraux et spéciaux MM..., auxquels et à chacun d'eux il donne présentement et spécialement pouvoir de pour lui et en son nom résigner et remettre entre les mains de notre Saint-Père le Pape sadite cure de Châtin, diocèse de Nevers, dont il est titulaire pourvu et paisible possesseur, avec tous ses droits, appartenances et dépendances, pour et en faveur toutefois de messire J.-B. Renard, prêtre du diocèse d'Autun, actuellement vicaire de la paroisse d'Arleuf, qui n'est pourvu d'aucun bénéfice et n'a même droit sur aucun, et non *en faveur d'autre personne, ni autrement, ni d'aucune autre manière*, pour qu'il soit expédié, scellé, délivré sur icelle audit sieur Renard et non à d'autres toutes lettres de provision et autres sur ce nécessaires; jurer et affirmer ainsi que ledit sieur Cottard a présentement fait, qu'en ce il n'est intervenu, ni n'interviendra aucune simonie ou fraude, ou autres pactions et conventions illicites et contraires aux dispositions canoniques, et généralement faire au sujet de ce dernier tout ce qui sera nécessaire, promettant et obligeant.

» Ce fut ainsi fait et dicté par ledit sieur Cottard à nous, notaires soussignés, qui avons entendu et écrit à mesure des volontés telles qu'elles sont au présent acte, dont lui avons fait lecture, qu'il a déclaré avoir bien entendue et y persévérer.

» Fait et passé à Nevers, en l'étude, l'an mil sept cent quatre-vingt-sept, le trois octobre, après midi, et a signé la minute des présentes... GOURJON... Contrôlé à Nevers, le six octobre... TARPIN. — Reçu 7 livres 10 sols. »

C'est par la résignation du titulaire, appelé Cherrier, que le trop célèbre Grégoire devint curé d'Embermenil en 1780.

La *permutation* permettait également aux titulaires de disposer de leurs bénéfices. Elle consistait à déposer sa démission entre les mains des collateurs en stipulant l'échange. Si le collateur était laïc, son consentement était requis ; on s'en passait s'il était ecclésiastique. Outre l'inconvénient de mettre en possession de bénéfices à charge d'âmes des sujets indignes, la *permutation* donnait lieu à des échanges frauduleux, à des prétentions absolument ridicules. Les co-permutants étaient parfois au nombre de trois ou quatre et leur contrat se nommait en termes de droit : concordats *triangulaires*, *quatriangulaires*. Un oncle richement pourvu permutait avec un neveu destiné, et pour les plus légitimes motifs, à végéter dans une situation inférieure. Un des contractants venant à mourir au cours de l'échange, le survivant élevait, au titre de *bonne fortune*, la prétention de posséder les deux bénéfices.

La facilité de se réserver une pension sur les bénéfices abandonnés n'encourageait pas peu les *résignations* et les *permutations*. En principe, il était juste d'autoriser une réserve de pension en faveur d'un prêtre âgé et infirme ; mais bientôt surgirent les abus. Pendant leur séjour à Avignon, les Papes grevèrent les bénéfices d'une multitude de réserves ou de pensions en faveurs d'étrangers, laïcs et ecclésiastiques. Les rois de France recouraient, lorsque le trésor royal était épuisé, aux pensions prélevées sur les bénéfices pour récompenser des services de toutes sortes. Les papiers du comité ecclésiastique de la Constituante attestent combien étaient lourdes les charges imposées de ce chef, avant la Révolution, aux évêchés, abbayes et à de simples cures.

On conçoit les protestations qu'un pareil état de choses souleva à la Constituante. « Il y avait des sièges pontificaux à remplir, » s'écriait le 14 janvier 1791 Mirabeau, « et le roi les donnait ; il y avait des titres de riches abbayes à conférer, et la cour les conférait. Une très-grande partie des

bénéfices, cures, étaient à la disposition des patrons et des collateurs laïcs, et ces laïcs en disposaient. Un non-catholique, un juif, par la simple acquisition de certaines seigneuries, devenaient les arbitres de la destinée de la religion et de l'état moral d'un grand nombre de paroisses. »

« Des établissements sans objet, » reprenait de son côté Treilhard, « des hommes inutiles largement salariés, des hommes utiles sans récompense..., tels sont les maux que présente l'organisation du clergé. »

L'Eglise n'avait pas attendu pour signaler le mal et en réclamer le remède. Chaque année le clergé, dans des assemblées dont on ne saurait trop souhaiter le retour, faisait entendre des plaintes de plus en plus énergiques et amères. « Quel malheur, » s'écrie l'assemblée de 1660, « les officiers laïcs ont érigé leurs tribunaux jusque dans le sanctuaire, pris en main l'encensoir et renversé le ciel et la terre, mêlant l'un avec l'autre et réduisant, pour ainsi dire, l'Evangile aux formalités du palais. » Celle de 1665 s'attache à montrer « que l'insatiable cupidité des juges a arraché toutes les bornes que les canons avaient plantées... et par une intrusion sacrilège fait entrer dans l'Eglise des prêtres qui prêchent sans mission, qui administrent les sacrements sans pouvoir, et qui font autant de sacrilèges que de fonctions hiérarchiques ». De son côté, l'assemblée de 1780 déclare « qu'on n'extirpera totalement la racine des abus qu'en rendant aux premiers pasteurs cette branche précieuse de la collation ». Sans doute, mais à la condition qu'ils n'en useront que conformément à la loi. *Sub lege libertas*. La liberté et la sécurité n'existeront pour tous que dans une adoption franche et loyale du droit, tel que l'a formulé la sagesse inspirée des conciles et des pontifes de l'Eglise de Dieu.

L'abbé PIERRE GUILLEMENOT,

Chanoine honoraire de Nevers, curé-doyen de Brinon-les-Allemands.

TRANSLATION

DES RESTES DE MARGUERITE DE BOURBON (1)

ET DE LUDOVIC DE GONZAGUE,

ET LEUR INHUMATION DANS LES CAVEAUX DE LA CATHÉDRALE DE NEVERS
LE 7 DÉCEMBRE 1595.

Le document manuscrit dont nous donnons ici la copie est tiré du fonds Gaignères, à la bibliothèque nationale (2) ; il se compose de deux parties, se complétant l'une par l'autre, et paraît être la reproduction minutieuse d'un procès-verbal de la cérémonie, envoyée par un sieur des Bruyères à une personne demeurée inconnue.

Ludovic de Gonzague, après la prise de Cambrai par les Espagnols, s'était retiré dans son château de Nesle, en Picardie, où il était mort quinze jours après, le 23 octobre 1595. C'est de là qu'on ramena son corps pour le placer à Saint-Cyr dans « la grande cave traversant le cœur, qu'ils [le duc et la duchesse] avoient fait faire en 1590 (3) ». Dans ce caveau étaient déjà deux de leurs enfants morts en bas âge, et les restes de Jean de Bourgogne y avaient été également transportés.

D'autre part, le 27 septembre 1591, l'évêque de Nevers, Arnaud Sorbin, d'accord avec le doyen et le chapitre de la

(1) Dans une des séances de la Société, M. A. de Villenaut a démontré clairement que la duchesse dont il est question ne pouvait être que Marguerite de Bourbon.

(2) Mss. fr. 20349, fol. 103 et 108.

(3) Bibl. nat. Mss. fr. 8226.

cathédrale, avait donné au duc l'autorisation d'ériger dans le chœur, du côté de la sacristie, les tombeaux et statues de Jean de Bourgogne, François I^{er} de Clèves, et Marguerite de Bourbon. Tous ces monuments devaient être terminés en décembre 1595, et peut-être, à cause des grands frais qu'eût entraînés la répétition d'une semblable cérémonie, on fit coïncider avec l'inhumation de Ludovic de Gonzague le retour du corps de Marguerite de Bourbon.

Celle-ci, veuve depuis le 13 février 1562 de François I^{er} de Clèves, était morte le 20 octobre 1589 au château de La Chapelle-d'Angillon ; ses restes furent placés dans « la petite cave du côté gauche du cœur (1) », occupée déjà par son mari.

Ensu'y l'ordre du convoy des corps de feu madame la duchesse de Nevers et de feu Loys monsieur de Nevers, pourtéz de l'esglise Saint-Silvain (2), près ledict Nevers, en l'esglise cathédralle monsieur Saint-Cire dudict Nevers.

Premièrement sont partiz dudict Saint-Silvain les enfans du collège de la ville de Nevers, en nombre de trois cens, ayans chacun ung cierge ardent.

Puis après six crieux de ladicte ville habilléz en deul avec armoisyé aux armes de ladicte dame, chacun une campeine sonnante.

Après marchioient les curéz et vicaires de parroisses de Marzy et Garchisy, près ledict Nevers, avec les habitans desdictes parroisses en grand nombre, chascuns ung cierge de quatre à cinq livres ardante.

Après marchioient les cordelliers de ladicte ville avec la croix et des torches armoyriés aux armes de ladicte dame.

(1) Bibl. nat. Mss. fr. 8226.

(2) L'église Saint-Silvain était située aux portes de la ville et servait de point de départ au cortège dans ces sortes de cérémonies.

T. V, 3^e série.

Et après les Carmes de la ville Saint-Aman (1) avec la croix et torches armoyées de ladicte ville Saint-Aman et de ladicte dame.

Après les Jacopins dudict Nevers avec la croix et deux torches armoyées comme dessus.

Après marchoient les croix des parroisses dudict Nevers, en nombre de unze ou douze, et les suyvoient les prebstres séculliers de ladicte ville, en nombre de troys cens, chacuns ung surpellys.

Après marchoient les relligieux de l'abbaye Saint-Martin dudict Nevers à la main dextre et les religieux du prieuré Saint-Estienne et Saint-Saulveur à main senestre ayans leurs croix et armoisyés.

Après marchoient six petitiz enffans habilléz en dueil, portant chascung une torche armoyées aux armes de monsieur l'évesque de Nevers.

Après marchoient les vénérables chanoines et chappitre de l'esglise monsieur Saint-Cire dudict Nevers avec douze torches armoyées des armes de ladicte esglise.

Plus, marchoient selon leur ordre, tant à dextre que à senestre, les habitans des villes de Danem (2), Saint-Aman, Arcy-le-Chastel (3), Saint-Florentin, Villemort, Chaosse,

(1) Saint-Amand-Montrond. Voici à quel titre cette localité et les suivantes, étrangères au Nivernais, se firent représenter dans cette circonstance : Les seigneuries de Saint-Amand, de La Chapelle-d'Angillon (arrondissement de Sancerre) et des Aix (arrondissement de Bourges) provenaient de Jean d'Albret-Orval et par succession étaient venues entre les mains d'Henriette de Clèves et de son mari, auxquels elles appartenaient en 1595, sauf la dernière qu'ils avaient vendue le 17 novembre 1594 à François de La Grange de Montigny. En ce qui concerne particulièrement Saint-Amand, Ludovic de Gonzague y avait même entretenu une garnison de gens de pied et d'arquebusiers à cheval, après l'avoir repris sur les ligueurs.

(2) Peut-être Asnan. Ce mot, qui se trouve à la fin d'une ligne dans le manuscrit, peut être incomplet d'une ou deux lettres.

(3) Marie d'Albret hérita à la mort de Claudine de Foix, en 1549, des seigneuries d'Arcy-le-Châtel (Arcis-sur-Aube), de Villemort (Vil-

Les Aix-d'Angeion, La Chapelle-d'Angeion, en grand nombre, ayans chacun une torche ardant avec armoises de ladicté dame et dicté ville.

Marchoient aussy après les habitans des villes de Rethel, Mézières à dextre et ceulx de la ville de Dreux (1) à senestre.

Les habitans de Donzy et ceulx de Saint-Verin-des-Boys et d'Antrin à senestre.

Les habitans des villes de Luzy, Molins-les-Engilbert et Clamecy à main dextre, et nombre de cinquante, ayans chacun une torche ardant.

Les habitans des villes de Saint-Léonard, Sainct-Saulge et Desise à main senestre, en nombre de cinquante pour le moins, ayans chacun une torche ardant.

Après marchoient les eschevains, bourgeois et habitans de ladicté ville de Nevers, en nombre de quarante, ayans chacun une torche ardante et habillez en dueil, comme aussy estoient tous les habitans des aultres villes cy-dessus.

Après marchoient cent pauvres habillez en dueil, ayans chacun une torche aux armes de ladicté dame.

Après marchoient les officiers de ladicté dame, en grand

lemaur, près de Troyes) et de Chaosse (Chaource, environs de Bar-sur-Seine, Aube), qui arrivèrent ainsi à Henriette de Clèves. Primitivement, elles provenaient de Marie d'Albret, épouse de Charles de Bourgogne, comte de Nevers.

La vicomté de Saint-Florentin (arrondissement d'Issoudun?), après avoir été attribuée comme les précédentes à Charlotte d'Albret, femme d'Odet de Foix, comte de Lautrec, passa dans les mêmes circonstances aux mains de sa sœur Marie d'Albret, en 1549. A la suite du partage du 1^{er} mars 1566 entre les trois sœurs, Henriette, Catherine et Marie de Clèves, elle appartint d'abord à cette dernière; mais à sa mort, en 1574, elle revint à Henriette de Clèves.

(1) Marie d'Albret portait le titre de comtesse de Dreux par héritage de son père Jean d'Albret, et malgré l'arrêt de 1556 rendu contre François de Clèves et déclarant que le comté appartenait au roi, tout en accordant une rente de 3,000 l. au duc de Nevers, celui-ci et ses successeurs y conservèrent probablement des intérêts.

nombre, comme trésoriers, secrétaires, contrôleurs et aultres habillez en deul, et ayans tous les chapperons en la teste.

Après marchoient aultres officiers des villes de ladicte dame, comme baillys, advocatz, procureurs, aussy en grand nombre habilléz comme dessus.

Après aussy marchoient les lieutenantz, advocatz, procureurs généraulx du pays et duché de Nivernoys, les maistres et clerks des comptes de ladicte ville aussy habilléz comme dessus.

Après marchoit ung gentilhomme habillé en deul, le chapperon en teste, pourtant... (1) de la compagnie des cens gentilzhommes dudict feu Loys monsieur.

Marchoit après ung aultre gentilhomme habillé comme dessus, portant le guydon dudict feu Loys monsieur.

Après marchoit ung aultre gentilhomme habillé comme dessus, lequel portoit les esperons doréz dudict feu Loys monsieur.

Après marchoit ung aultre gentilhomme habillé comme dessus, lequel aussy portoit les gantelletz dudict feu Loys monsieur.

Après marchoit ung aultre gentilhomme habillé comme dessus, lequel portoit le... (2) dudict deffunct.

Après marchoit un aultre gentilhomme, qui pourtoit l'espée dudict deffunct, qui estoit habillé comme dessus.

Après marchoit ung aultre gentilhomme, portant le thimbre et escusson dudict sieur, habillé comme dessus.

Marchoit après ung aultre gentilhomme, portant la cothe d'armes dudict sieur, habillé comme dessus.

Aussy après marchoit ung aultre gentilhomme habillé comme dessus, portant un cuissin en drap d'or, et dessus l'ordre du Roy.

Après, le corps dudict feu Loys monsieur couvert par-dessus d'ung drap d'or, porté par quatre gentilzhommes, et

(1) Lacune du manuscrit. Peut-être faut-il lire la cornette.

(2) Lacune du manuscrit.

aussy les quatre quarréz dudict drap d'or portéz par quatre aultres gentilshommes, la coronne d'or dessus.

Après lequel marchoient six petits paiges habilléz en dueil qu'il faisoit bon veoir.

Suyvoient aussy après huict gentilzhommes, lesquelz semble il faisoit bon veoir.

Après marchoient troys héreaux d'armes portans chacun une cothe d'armes aux armes dudict sieur.

Puis après marchoit le cheriot sur lequel estoict le corps de ladicte dame couvert d'ung grand drap de veloux croisé de satin blanc, les chevaux dudict cheriot couvers de veloux noir croiséz de satin blanc traynant jusques à terre. Le charretier dessus le lymonnier, habillé de veloux, et ledict drap de veloux pourté par les quatre quars par les valletz de chambre de ladicte dame et aultres officiers d'icelle.

Après marchoit ung cheval couvert de veloux noyr jusques aux piedz, une croix blanche, ayant ung cuissins houssé avec la planchette, ung paige monté dessus ledict cheval, habillé de velloux noyr.

Après marchoit la hacquenée de ladicte dame couverte de veloux croyséz de satin blanc, menée par deux laequectz aussy vestiz de velloux comme dessus.

Après marchoient les doyen, grand-archidiacre et trésorier en l'esglise monsieur Saint-Cire en leur ordre.

Puis après marchoient les abbéz de Saint-Léonard, de Bellevaulx, de Fault-Morigny et Saint-Martin de Nevers, et de curéz, avec leurs crosses qu'on portoict, et chacun selon son ordre.

Après estoient porté le lict d'honneur de ladicte dame couvert d'ung drap d'or frisé, que tenoient quatre gentilzhommes, et les quatre quarrés, sur lequel estoient l'effigie de ladicte dame ayant la coronne d'or de duchesse, couverte d'une robbe de veloux violet, et sur les lict d'honneur et effigie y avoict ung pesle de veloux noyr, armorié aux armes de ladicte dame, pourté par les quatre eschevains de la ville de Nevers.

Après marchoient les seigneurs d'Aulbigny, de Jars et Deynay pourtant le grand deul, conduict chacun par ung gentilhomme.

Marchoient aussy toutes les dames des Bordes, d'Anlezy et Chastillon pourtant grand deul et conduite chacune par ung gentilhomme.

Puis après marchoit la dame de Prie, dame d'honneur de ladicté dame, habilléz en dueil.

Après marchoient les damoiselles de ladicté dame, en grand nombre, habilléz toutes en dueil et conduictes par gentilhombres.

Et après suyvoient les habitans et dames de ladicté ville en grand nombre, etc., collation faite (*sic*).

[Au dos:] Convoy de feu madame de Nevers la mère.

Convoy de la noble (*sic*) qui estoient à l'enterremant de feu Ludovico Gonzague, prince de Nevers, qui fut enterré en l'esglise Saint-Sire, à Nevers, le septiesme jour du mois de décembre l'an mil cinq cens quatre-vingtz et quinze, jour de jeudy, à heure de midy.

Ceulx qui pourtoient les armes à la sérémonnye estoient premièrement :

Monsieur de Chevenon pourtoit les esperons.

Monsieur de Guerigny pourtoit la sinture.

Monsieur de Busseaul pourtoit les gantelletz.

Monsieur de Fonteny pourtoit l'espée.

Monsieur de Rivière Maulmigny pourtoit le heaulme.

Monsieur de Reugny la cotte d'arme.

Monsieur le baron de Champlemys pourtoit la cornette.

Monsieur de Champlevrier pourtoit l'enseigne.

Monsieur de Chevigny pourtoit l'escusson.

Messieurs de Billy et Bomesson pourtoient le mantheaul de Saint-Esprit.

Monsieur d'Anizy pourtoit l'ordre.

Le sire de Chastillon pourtoit la coronne.

Les quatre carrés du drap estoient portéz, sçavoir : les deux devant, messieurs de Giry et Vesigneulx, et par derrière à la teste, messieurs le conte de Chasaigne et de La Rivière (1).

Monsieur, je vous envoie les convoy de feu monsieur et de madame pour les veoir, et après les avoir veu, me les renvoyerez s'il vous plaît, je suys

Vostre serviteur,

DES BRUYÈRES.

[Au dos:] Ordre du convoy et obsèque de desfunct monseigneur Ludovico de Gonzague, duc de Nevers, ce VII décembre V^e IIII^{xx} XV.

(1) D'après M. de Villenaut, les noms de ces personnages, qui ne sont désignés ci-dessus que par le nom de leur seigneurie, seraient respectivement :

Paul de Girard, sgr de Chevenon ;
Charles de Lange, sgr de Guérigny ;
Gilbert d'Armes, sgr de Busseaux ;
Jacques du Ruel, sgr de Fonteny ;
François de Maumigny, sgr de Rivière ;
Charles de Reugny, sgr du Tremblay (et non de Reugny) ;
François Le Bourgoing, sgr de Champlevrier ;
Jean de Chevigny, sgr de Chevigny ;
Léonard de La Perrière, sgr de Billy ;
Paul de La Perrière, sgr de Bonnesson ;
Edme de Frasnay, sgr d'Anisy ;
Anatoire-Louis de Pontallier, sire de Châtillon-en-Bazois ;
Adrien de Veilhan, sgr de Giry ;
Saladin de Montmorillon, sgr de Vésigneux ;
Christophe de La Chasseigne, baron de Cours-les-Barres ;
Hubert de La Rivière, sgr de la Rivière.

Dans un inventaire des titres de la maison de La Rivière se trouve un extrait du « procès-verbal des obsèques et convoi de Ludovico de Gonzague, duc de Nevers, etc., » relatant que « le seigneur de Champfémy (François de La Rivière), grand-bailli de Nivernois, portoit une baguette noire en la main et l'habit en deuil ».

Dans l'organisation de ce long cortège, le maître des cérémonies, M. de Langeron, rencontra probablement bien des petites rivalités entre les différentes villes ou communautés qui s'y firent représenter. Nous en retrouvons des traces dans une pièce tirée des archives de la Nièvre et publiée dans l'*Annuaire* de 1839.

Il s'agissait d'une question de préséance entre les religieux de l'abbaye de Saint-Martin et ceux du prieuré de Saint-Etienne; Arnaud Sorbin, appelé par M. de Langeron à trancher la difficulté, décida que « pour obvier au scandale qui s'en pourroit ensuivre, et que la dévotion en tel cas requise feust interrompue. — Après avoir eu communication de l'ordre observé aux obsèques de très-excellente et vertueuse princesse feu madame Marie d'Albret, duchesse dudit Nevers... pour le regard de ladicte séance, le même ordre seroit gardé entre toutes personnes ecclésiastiques ».

Comme on l'a vu plus haut, les religieux de Saint-Martin figurèrent à droite et ceux de Saint-Etienne à gauche, mais vis-à-vis les uns des autres.

SARRIAU.

TRAITÉ PASSÉ EN 1561

PAR MARIE DE BOURBON, DUCHESSE DE NIVERNAIS (1),

AVEC LES FOURNISSEURS DE SA MAISON.

Par-devant Robert Achuy et Guillaume Payen, notaires du roy nostre sire en son Chastellet de Paris, furent présens en leurs personnes, madame Marie, duchesse de Nivernois et d'Estouteville, contesse de Saint-Pol, d'une part, et honorables personnes Jacques de Gennes et Jehan Sergent, marchans, demourans à Laverdun (2), d'autre part, lesquelz de leurs bons gréz, bonnes, pures, franchises, libéralles voluntéz, sans contraincte aucune, recongnurent et confessèrent, et par ces présentes confessent avoir faict, et par ces présentes feisrent et font entre eulx les marchéz, obligations, promesses, gaigeryes et choses qui en suivent. C'est assavoir lesdicts de Gennes et Sergent avoir promis et promectent par ces dictes présentes, l'un pour l'autre, et chacun pour le

(1) Marie de Bourbon, duchesse d'Estouteville, épouse de François II de Clèves, qui devint duc de Nevers à la mort de son père, le 13 février 1562.

Il semble étonnant qu'elle ait porté en 1561 le titre de duchesse de Nivernais; mais on peut l'expliquer, comme l'a fait M. de Soultrait (*Numism. nivern.*, page 133), à propos d'un jeton de François II, daté également de 1561. On faisait alors commencer l'année indifféremment à Noël, au 1^{er} janvier ou à Pâques, qui était en 1562 le 29 mars. Pour les partisans de l'ancien style qui avaient conservé ce dernier système, il en résultait que François 1^{er} de Clèves était mort le 13 février 1561 et non 1562; son fils et sa belle-fille se trouvaient ainsi duc et duchesse de Nevers du 14 février au 28 mars 1561. C'est entre ces deux dates qu'il faut donc placer le traité en question.

(2) Loir-et-Cher.

tout, sans division ne discussion. Renonçons au bénéfice de division, ordre de droict et de discussion, à ladicte dame à ce présente, ce acceptant, de fournir la maison et cuisine de ladicte dame de toutes et chacunes les viandes et choses cy-après spécifiées et déclarées, et pour les pris aussi cy-après déclaréz en chascun article, assavoir :

Livre de bœuf	VI d[eniers] tz [tournois].
Livre de mouton	XVII d. tz.
Livre de beurre, gresse, lard et chandelle	II s[ols] IX tz.
Chair de veau	LII s. VI d.
Cent d'œufz.	XII s. VI d. tz.
Boullon de bœuf	III. s. I d. tz.
Tétine de vache.	XV d. tz.
Libvre de moelle de bœuf	VI s. III d. tz.
Langue de bœuf fraische et sallée.	XIX d. tz.
Teste de veau.	XXII d. tz.
Faye (1) de veau	XV d. tz.
Gigot de veau	II s. VI d. tz.
Piedz de veau	VIII d. tz.
Harnois de veau, comprins les piedz et la teste.	VI s. VI d.
Taye de mouton	XII d.
Taye de chevreau avec l'issue.	XV d. tz.
Douzaine de piedz de mouton et chevreau.	II s. VI d. tz.
Douzaine de caillettes et langues de mouton	III s. I d. tz.
Cochon de laict.	VII s. VI d. tz.
Alloiau de bœuf de deux costes.	V s. tz.
Chevreau de laict.	VII s. VI d. tz.
Oye et oyson pièce.	V s. tz.
Chappon gras	XV s. VIII d.
Chappon de pailler (<i>sic</i>) et huttaudeau (2), pièce.	IIII s. III d.

(1) Foie.

(2) Huttaudeau, poulet assez gros pour être chaponné. — Dict. de Godefroy. Terme employé par Rabelais.

Poulletz et pigeons, pièce.	XIX d. tz.
Poules	III s. I d. tz.
Ramiers et bizets (1), pièce.	XXIII d. tz.
Bécasse.	V s. tz.
Oyseau de rivière.	III s. I d. tz.
Tiers d'oiseau de rivière.	II s. VI d. tz.
Turterelles, vaneaulx, plouviers et cercelles	II s. VI d. tz.
Bécasselles	XV d. tz.
Cailles et ralles, pièce.	XV d. tz.
Chevalliers (2).	XIX d.
Signe et grue, pièce	XXXI s. IIII d. tz.
Outarde et outardeaulx, pièce.	XVIII s. IX d. tz.
Hérons, héronneaulx, butirs, bithoreaulx .	XII s. VI d.
Berges, courlis, posches, pièce.	VI s. III d. tz.
Gelinotte de bois	VI s. IIII d. tz.
Oye saulvaige	VII s. VI d. tz.
Lièvre et levrault, pièce.	VII s. VII d. tz.
Lappins, lappereaulx, pièce.	V s. tz.
Perdrix, perdreaux, pièce	V s. tz.
Douzaine de merles	V s. tz.
Douzaine d'allouettes.	II s. VI d. tz.
Douzaine de petitz oyseaulx.	XV d. tz.
Cocq et poule dinde, pièce.	XXV s. tz.
Poullette et jeune coq dinde.	XXV s. tz.
Poulletz dinde.	XII s. VI d. tz.
Paon et panneaulx, pièce.	XXV s. tz.
Cigonne.	XII s. VI d.
Livre de porc fraiz.	XV d. tz.
Piedz de porc, oreilles et grouains.	VII d. tz.
Toutes les costelettes d'un porc.	VII s. VI d.
Eschinez de porc d'un pied de long.	III s. II d. tz.
Jambon de porc fraiz et sallé.	III s. IX d. tz.

(1) Bizet, espèce de pigeons.

(2) Chevallier, callydris, oiseau aquatique, espèce de pluvier. — Bomare de Valmont, *Diction. d'hist. nat.*

Gelinotte.	III s. VI d.
Jambon de Mayence.	L s. tz.
Douzaine de saucisses et boudins.	VI s. X d.
Douzaine d'andouilles.	IX s. III d. tz.
Ventre de porc.	XII s. VI d.
Piedz de bœuf.	X d. tz.
Plat de trippes de bœuf.	III s. IX d. tz.
Faisans, faisandeaulx, pièce.	L [s.]
Rix de veau.	XII d. tz.

Poisson d'eau douce.

Brochet de deux piedz.	LXXV s. tz.
Brochet de pied et demy quatre doigz.	L s. tz.
Brochet de pied et demy.	XXV s. tz.
Brochet de pied quatre doigs.	XII s. VI d.
Brochet de pied deux doigs.	VII s. VI d.
Lanserons (1) et poignastres (2).	III s. I d. tz.
Carpes de deux piedz.	LII s. VI d. tz.
Carpes de piedz et demy quatre doigs.	XXXVII s. VI d.
Carpe de pied et demy.	XVIII s. VI d.
Carpe de pied quatre doigs.	X s. tz.
Carpe de pied deux doigs.	VII s. VI d.
Carpe de pied.	III s. IX d. tz.
Carpe de Sône pour le moins de pied quatre doigs de long.	XXVIII s. I d. tz.
Barbeau de deux piedz.	LXII s. VI d. tz.
Barbeau de pied et demy quatre doigs.	XXXI s. III d. tz.
Barbeau de pied et demy.	XVIII s. IX d. tz.
Barbeau de pied quatre doigs.	IX s. VI. d. tz.

(1) Lanceron, nom donné au brochet par les pourvoyeurs et cuisiniers de la cour. — Pierre Belon, *De la nature et diversité des poissons* (1555).

(2) Poignastre, nom donné à la vive, le draco des anciens. — Du même auteur, ainsi que les explications qui vont suivre.

Barbeau de pied deux doigts.	V s. II d. tz.
Plat de losches d'un cent au plat. . . .	VIII s. II d. tz.
Cent de gougons	V s. tz.
Garosseau.	III s. I d. tz.
Grande perche.	III s. I d. tz.
Moienne perche.	XIX d. tz.
Petite perche.	XV d. tz.
Grand saulmond fraiz de deux piedz. . .	CXII s. VI d. tz.
Moyen saulmond de pied et demy et quatre doigts.	LXXV s. tz.
Petit saulmond de pied et demy	XXXVII s. VI d. tz.
Darne (1) de saulmond fraiz	IX s. III d. tz.
Lamproye.	XVII s. II d. tz.
Alloze fresche.	X s. VI d. tz.
Cent de dars et gardons.	XXXI s. III d. tz.
Truite de deux piedz.	LXXV s. tz.
Truite de pied et demy quatre doibz. . .	L s. tz.
Truite de pied et demy	XXXVII s. VI d. tz.
Truite de pied quatre doigts.	XXVIII s. IX d. tz.
Truite de pied deux doigts	XVIII s. IX d. tz.
Truite de pied	XV s. VII d. tz.
Truitaz	VI s. III d. tz.
Villain (2)	III s. I d. tz.
Tranche de pied (3)	III s. I d. tz.
Bramme de pied	III s. I d. tz.
Anguille de rost.	VIII s. III d. tz.
Anguille de pasté.	III s. II d. tz.
Anguille de potaige	III s. I d. tz.
Plye de Loyre	III s. I d. tz.
Cent de pimperneaulx (4)	XXXI s. III d. tz.
Cent de barbillons de compte	XXV s. tz.

(1) Darne, tranche.

(2) Vilain, nom donné au chevesne par les pourvoyeurs de la cour.

(3) Tranche, tanche.

(4) Pimperneaulx, nom vulgaire d'une espèce d'anguille. — Larousse,

Cent de barbillons baniz (<i>sic</i>).	XII s. VI d. tz.
Cent d'escrevisses.	III s. VI d. tz.
Plat d'ables.	II s. tz.
Cent de lampreons.	XXV s. tz.
Livre de sturgeon.	IX s. III d. tz.
Livre de marsoing.	VI s. III d. tz.
Livre de ballaine	III s. I d. tz.
Tortue, pièce.	VI s. III d. tz.
Mulletz, surmulletz (1) et gourneaulx (2).	III s. I d. tz.
Livre de thon, thonnine (3) et enthois (4).	VI s. III d. tz.

Poisson de mer.

Solle raisonnable.	VI s. III d. tz.
Plye raisonnable.	III s. IX d. tz.
Rougetz, vifves et merlantz.	XXIII s. tz.
Barbue.	VI s. III d. tz.
Macquereau fraiz.	II s. I d. tz.
Macquereau sallé.	XV s. tz.
Tumbes (5).	III s. I d. tz.
Grand turbot.	XXX s. tz.
Moyen turbot.	XVIII s. I d. tz.
Petit turbot.	IX s. III d. tz.
Grand barc.	XVIII s. IX d. tz.
Moien barc.	XV s. VII d. tz.
Petit barc.	IX s. III d.
Crappes [crabes] et homars, pièce.	XII s. VI d. tz.
Panier de mouilles.	XXXVII s. VI d. tz.
Pucelle (6).	III s. I d. tz.

(1) Surmulet, rouget barbé, la trigla des anciens.

(2) Gournault, espèce de rouget.

(3) Thonnine, partie du dos du thon.

(4) Enthois, anchois.

(5) Tumbes, nom donné au rouget par les Rouennais.

(6) Pucelle, petite alose.

Aigreffin (1).	VI s. III d. tz.
Mollue fraisehe et sallée.	XII s. VI d. tz.
Merluz fraiz.	XII s. VI d. tz.
Merluz salléz.	VI s. III d. tz.
Alloze sallée.	VI s. III d. tz.
Cent de harens fraiz.	XXXVII s. VI d. tz.
Cent de harenc blanc et sort.	XXXI s. III d. tz.
Cent de grosses huistres en escailles ou deux centz de petites.	LXVII s. VI d. tz.
Cent d'huistres escaillées.	III s. I d. tz.
Grand saulmon sallé.	XXXVII s. VI d. tz.
Moyen saulmon sallé.	XVIII s. IX d. tz.
Petit saulmond sallé.	IX s. III d. tz.
Limandes et flaiz (2), pièce.	II s. VI d. tz.
Cent d'esperlend.	XV s. VII d. tz.
Saiches et hadotz, pièce.	XII s. tz.
Grande lubine (3).	XII s. VI d. tz.
Moienne lubine.	IX s. III d. tz.
Petite lubine.	VI s. III d. tz.
Plat de cocques de vercly (<i>sic</i>).	III s. I d. tz.
Cent de grenouilles.	VI s. III d. tz.
Cent de sardines.	XV s. III d. tz.
Papillon.	III s. I d. tz.
Cent de trippes de mollue.	LXII s. VI d. tz.
Dorade.	V s. tz.
Roussette (4).	II s. tz.

Le tout à tournoys.

Sur ce fragment de registre que je possède figure à la suite un acte signé des deux notaires fixant la durée du contrat à trois années et réglant le traitement des fournisseurs et de leurs serviteurs.

(1) Aigreffin ou aiglefin, poisson de mer semblable à la morue.

(2) Flez, espèce de plie.

(3) Lubine, nom donné au bar par les habitants de Bordeaux.

(4) Roussette, espèce de chien de mer.

« Les serviteurs desdicts de Gennes et Sergent par chacun jour de chair, auront douze pains, deux bouteilles de vin, ung quartier de mouton et une livre de lart, et par chacun jour de poisson, auront une carpe de pied deux doigtz, une livre de beurre, une douzaine de pains et deux bouteilles de vin, et cinquante livres de gaiges par chacun an, et quatre couvertures pour leurs chevaulx, ou au lieu desdictes couvertures LX livres tournois que lesdictz de Gennes et Sergent seront néantmoins tenus employer en couvertures. »

Les deux marchands faisaient partie de la suite de la duchesse et l'accompagnaient partout; aussi le cas d'un voyage dans le Midi, où les conditions de l'existence n'étaient plus les mêmes, est-il soigneusement prévu.

« Si madicte dame passe les rivières de Rosne pour aller plus avant que lesdictes rivières, sera compté le parisien comme le tournois (1) pour le temps qu'ils y seront et séjourneront, et pareillement toutes fois que la despence que madicte dame fera de ce que fourniront lesdicts de Gennes et Sergent excédera cent livres tournois au pris que dessus pour un jour. »

La dépense sera payée de trois mois en trois mois « avec la somme de 1,500 l. tz. que madicte dame leur a mandé et accordé par ces présentes, et qu'elle leur promet paier ou faire paier de trois mois en trois mois, par chacune desdictes années, oultre et par-dessus les pris du présent marché pour récompense de tous fraiz ».

SARRIAU.

(1) Les monnaies parisiennes étaient supérieures d'un quart environ aux monnaies dites tournois.

LE SIÈGE DE LORMES

PAR LES PROTESTANTS

1570.

La plaquette que nous allons réimprimer n'est connue que par un exemplaire unique conservé depuis quelques années à la Bibliothèque nationale (1), réserve, L. b. 33-500. Elle se compose de onze feuillets non numérotés, de dix-neuf lignes à la première page, vingt lignes à chacune des neuf pages suivantes. Le titre remplit toute la première page, dont le bas est occupé par la marque du libraire : une croix dans un encadrement ovale entouré d'un collier terminé par une croix acostée de deux épées la pointe en haut.

Notre regretté et excellent confrère, M. le baron Henri d'Espiard, en avait une copie qu'il se proposait de faire imprimer ; nous croyons donc remplir un pieux devoir d'amitié en mettant à exécution le projet qu'une mort aussi prompte qu'inattendue ne lui a pas permis de mener à bonne fin.

Le fait mémorable dont le récit nous a été conservé par cet opuscule n'avait trouvé place dans aucune histoire des guerres religieuses du seizième siècle ; la seule mention que l'on en peut citer se trouve dans une lettre de Claude de Saulx, seigneur de Ventoux au Roi, du 16 mai de cette année, où il disait que « les habitans de Vézelay, sous la conduite de Briquemaut, Bury (Bourri), La Boule (du

(1) Acheté par la Bibliothèque nationale pour le prix de 101 fr. à la vente Chéreau, en 1886.

Boulay), ravageaient tout le pays; qu'ils avaient attaqué, mais sans succès Lormes (1), Joux (2), etc., et que le sieur de Briquemaut avait reçu un coup d'arquebuse devant Lormes (3) ».

L'abbé Baudiau, au chapitre de Lormes, ne mentionne pas le siège de 1570.

Cet intéressant épisode fait le plus grand honneur aux habitants de cette petite ville du Morvand qui, sans l'appui d'aucune troupe régulière et sans artillerie, ont pu défendre leur ville et leur foi contre les attaques d'ennemis nombreux et bien armés.

H. F.

(1) Lormes (Nièvre), arrondissement de Clamecy, chef-lieu de canton.

(2) Joux-la-Ville (Yonne), arrondissement d'Avallon, canton de l'Isle-sur-Serein.

(3) Bibl. nat. Mss. Béthune 9454, folio 79, cité par M. A. Challe. — *Le calvinisme et la ligue dans le département de l'Yonne*. — *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, t. XVII, page 249.

NARRATION DU BON RECVEIL

Fait à ceux de la Religion prétendue réformée deuant la petite ville de Lorme, en Niuernoys, le unziesme iour d'auril mil cinq cens LXX. Recueilly par M. Léonard Cottin, prestre et recteur des escolles à Saulieu.

Le Roy, après auoir faict tout debuoir de battre et assaillir sa ville de Vezelay occupée par les prétendans, sans aulcung effect, mais auec grande jacture de temps et de biens, pour empescher l'eslargissement desdits prétendans et pour yceux reserrer, mist bonnes garnisons ès Chasteaulx et Villes circonuoysines, atendant meilleure occasion se présenter pour paruenir à ces justes fins. Lesquelles places sont estées tellement défendues que les assaillans n'ont eu que perte et honte. Du nombre desquelles places est la petite Ville de Lorme distante de Vezelay de cinq lieues du costé d'Ostun, sur les limites de Niuernais et Bourgogne, en laquelle fust monsieur de Listenois auec sa compagnie par quelque temps en garnison. Durant lequel sont estés faicts mains escarmouches sur les ennemis, lesquels je prétermectz ligièrement mestudiant à briefueté. Or, aduint-il que ledit sieur de Listenois pour obéir au commandement du Roy fust contraint de partir de Lorme auec sa gendarmerie pour l'expédition de certaines aultres affaires ausquelles il fust commis, et fust sa départie le seziesme de Mars, jour d'un jeudy audit an, lequel départ fust l'occasion pour quoy les ennemis prindrent délibération de venir deuant ledit Lorme. Laquelle comme desprouueue de ses défenseurs pançoient incontinant submettre sans difficulté à leur jurisdiction. Par quoy en peu de temps et sans bruict se mirent en campagne les régimens de monsieur de Bricquemault auec ceux de Pilles et de Bourry, cappitaines desdits prétendans, ensemble les garnisons de Sanserre, La Charité; les cappitaines Blosset, com-

mandeur audit Vezelay ; Quittris, Milleron , avec leurs gens et aultres amassés deçà et delà , qui montoient en nombre de quatre mille personnes ou enuiron. Le unzième jour d'auril suyuant en l'an dessudit, furent enuoyées deux trompettes de la part desdits prétendans deuant laditte Ville de Lorme, pour la sommer de se rendre sans contradiction à l'obéissance des Princes. A quoi s'ils veullent satisfaire seront mis en la sauuegarde desdits princes, maintenus en leurs biens et deffendus contre tous, ou sinon seroient mis à sac et traictés à toute rigueur de guerre. Pour former responce auxdittes sommations , les citoyens de la ville firent une assemblée, assés trouble du subit inconuénient; non-obstant, perséuérans en bonne espérance, tombèrent en ceste délibération que meilleur et plus honneste leur seroit de soubstenir l'assault et combatre de leur pouuoir pour la fidélité deue à Dieu et au Roy et mourir unanimement si tel est le bon plaisir de Dieu , que d'obéir à telles conditions répugnantes à toute justice et équité; joinct qu'ils n'estoient ignorans de la coutume et manière de faire d'aucuns guerriers, lesquels (comme scorpions) monstrent beau semblant jusqu'à ce qu'ils ont l'aduantaige, mais iceulx paruenus au poinct prétendu oublient toute figure d'honnesteté. Les habitants susdits furent aussi consolés et encouragés par l'exhortation à eux faite d'un bon gentilhomme natif dudit lieu ayant par long temps fréquenté les armes au seruice du Roy, dict le Pont, auquel fust donnée la charge de porter telles responces : sçauoir est que la Ville n'estoit à eux mais au Roy, et pour le regard de la volonté des habitans qu'ils estoient délibérés de mourir pour le service de Dieu et du Roy, premier que rendre la Ville à Princes quels qu'ils soient, s'ils ne sont pour ce fait adoués et recogneus dudit sieur Roy et non autrement. Iceluy donc après auoir exécuté la charge de sa légatcion fust choisy et député desdits habitans pour satisfaire à la charge et faire estat de Cappitaine, ce qu'il fist volontiers, promettant qu'il yroit le premier où besoing seroit, priant ung chascun de faire, non selon que bon sem-

bleroit, mais selon qu'il sera déterminé et qu'il semblera estre expédient audit Cappitaine : donc après ces parolles voulant recongnoistre et séquestrer ses gens, et trouua seulement soixante-sept hommes propres aulx armes, ensemble compris quatre souldars qu'il entretenoit à ses despens et qui l'accompagnoient quant il alloit aux champs ; partie diceux ordonna il aulx gardes des tours et partie l'accompagnoient à guetter et descourir ; et quant au vulgaire, comme femmes, enfans, seruantes, les employa à serrer bois et pierres es lieux qu'auoient mestier de munition. Or pour avoir parfaite intelligence du faict des assaults et diligences faittes tant d'une part comme d'autre il est besoin d'entendre l'assiette de la Ville avec les subiections d'icelle. Car à vray dire tellement est elle fondée, que les assaillans auoient tous les aduantages qu'ils pouuoient désirer, et estoit chose presque impossible de deffendre le lieu, sinon qu'il fust procédé par une admirable discretion et ruse bellicque comme sera congneu par le discours de ceste narration. Premièrement laditte ville est posée entre les montaignes qui luy sont fort prochaines mesmement du costé de Niuernois. Duquel costé deux montaignes commandent, l'une fort haulte, sur laquelle est l'église, lieu plaisant et délectable, car d'ilec on voit la plus grande partie de Niuernois, lequel lieu est dict Saint Albain. A ce lieu toute la ville est descouuerte sans rien excepter et de si près avec tel aduantage qu'un traict d'arbaleste porteroit d'une muraille à l'autre par dessus les maisons, l'autre montaigne est moindre, mais plus dangereuse à raison d'un Chasteau ruyneux illec autrefois assis, auquel sont encore vieilles murailles qui seruoient de rampars à l'ennemy et d'ou on descouuroit grande partie du dedans des murailles du costé de Bourgogne, tellement qu'il n'estoit loysible de monter celle part sur les murailles à cause des mousquets qu'estoient tirés dudit chasteau pardessus les maisons en grande quantité, comme ainsy soit que d'iceluy costé les murailles sont plus haultes six fois que ne sont les maisons de freste : brief laditte ville est de toutes pars tant

ocultée entre les montaignes qu'elle ne peut être veue que l'on ne soit bien près ou dedans. Or la volonté et délibération des habitans ainsi congneue , ont commencé les prétendants d'assaillir la ville le mercredy douziesme d'Auril oudit an , en ceste façon : Pour aysément ruer les murailles par terre et faire bresche sans grands despens , s'aduisèrent d'ouurir tout à un coup les trois estangs qui sont audessus à queue l'un de l'autre, et découlent en la ville et fut veue une horrible inondation assés pour abismer, je ne dis pas une ville, mais un pais. Car les trois estangs peuvent avoir de longueur enuiron une lieue et demie du pais et larges à l'équipolent. Auec ce gettèrent plusieurs pièces de gros bois escarré , lesquelles suiuant le fil de l'eaue hurtoient impétueusement contre le rempart du fossé. Mais long temps au parauant les citoiens préuoyans l'aduenir auoient fortifié la chaussée dudit fossé, qui deuoit recueillir l'eaue, d'un rempart qui portoit en largeur huict toises ou plus; pour garantir la muraille mise au derrier, et pour descharger ledit fossé auoient préparé un conduit en dehors la ville passant par le Chasteau selon les murailles et sortissant aux folons par un décliue inaccessible, qu'est entre les deux montaignes : Pour parfaire lequel conduit, faillut rompre et percer un roc avec labeur incroyable. Ainsi fut garantie la ville des eaues et les ennemis frustrés de leur expectation.

Or, durand que lesdittes eaues decouloient, quatre tranchées furent faites du costé de Vezelay et ainsi peurent approcher les murailles sans empeschement et firent quelques sapes; mais s'estans aperceus que le faubourg du costé d'Ostun estoit vuyde et guaranty des eaues, pendant que les aucuns dissimuloient la poursuite desdittes sapes et tranchées, les autres commencèrent à la dernière maison du faubourg dessus dit, sans estre aucunement aperceus et rompirent tous les pignons des autres maisons, alans de maison en autre jusques à la première qui est si près des meurs qu'il n'y a que le sentier entre deux, et ainsi pensoient surprendre et empescher les canonnières de deux

tours que leurs estoient fort molestes , et se fortifier ès dittes maisons , mais en l'instant qu'ils furent aperceus de ceux qui estoient commis aux gardes desdittes tours, il ne leur fut loisir de poursuiure leur entreprise mais se retiter ès dittes maisons , sur lesquelles ceux de la ville en grande diligence, de leurs murailles (qui estoient fort prochaines) jecttèrent tant de feu , souffre , huyle et gresse meslées tous ensamble que le feu s'y mist qui en peu de temps embraza non-seulement les maisons , mais aussi tous les apareils de fortification comme chafaux , tonneaux , planches et autre semblable chose. Et il est à noter que durand telles menées les défendans ne tiroient en vain , mais eussies jugé qu'il n'y auoit dix personnes en la ville. Ainsi s'emploient à dresser un fort ou bastillon sur chafaux contre une ancienne muraille, qu'estoit autrefois un portail du chasteau, sur lequel, quand il fut parfait, se pouuoit ranger vingt-cinq ou trente hommes , et défendre contre ledit chasteau ; et sur icelluy portèrent et assirent une quantité de bonnes et fortes harquebuzes à croc , avec quelques mousquets qu'ils pouvoient avoir : de quoy ne se doubans les assaillans firent une reveue en un champ près ledit chasteau, espérans que quand ceux de la ville auroient veu leur nombre se rendroient à composition sans plus diférer. Car ils estoient bien informés du peu de gens qui estoient en laditte ville. Mais les défendans, qui ne demandoient autre chose qu'une bonne oportunité de faire quelque bon coup, laissèrent aler au trauers tant de harquebuzes grosses et petites comme ils en pouuoient avoir, sans rien espargner, et en abatirent un grand nombre tant d'hommes que de cheuaux , lesquels congnoissans ledit fort estre si bien exposé qu'il batoit par les portes et fenestres en toutes les maisons dudit bourg par-dessus le fossé, desplacèrent dudit lieu, sans autre éfet ; et le vendredy enuiron les huict heures du matin campèrent au bourg du costé de Vezelay pensans faire comme auparauant , scauoir est de percer les maisons et venir d'une en autre jusques près la grande porte. Mais le Pont voiant qu'il

failloit remédier promptement à telle nécessité accompagné de six soldats seulement sortit par le guichet et gaigna les premières et plus prochaines maisons premièrement qu'ils y fussent paruenuz et mist le feu dedans. Et ainsi que l'ennemy les pençoit enclorre léans dedans, fut froté de bonne sorte par ceux qui estoient sur le portail, qu'est beau et bien fort, et firent telle diligence que le Pont avec les siens, rentra sain en la ville. Et fit le feu tel déluge ès dites maisons que les assaillans perdirent toute espérance de se asseurer. Le sammedy matin fut déterminé des assaillans qu'il failloit entrer par l'escalle par quoy déz le plus matin aprochèrent les murs du costé de Bourgongne par les tranchées qu'ils auoient faittes et commencèrent de livrer l'assault en quatre lieux et dressèrent en chacun lieu cinq eschelles et auoient si bien considéré leur auantage que à l'endroit desdittes escalles, les défendans ne pouuoient s'arrêter sur les murailles à raison du chasteau auquel s'estoient fortifiés comme dit est, et de l'autre grande montaigne de Saint-Albain. Desquels lieux l'ennemy batoit le dedans des murailles, par-dessus les maisons avec un horrible tonnemen de mousquets. Ce que le Pont aiant bien au parauant considéré auoit fait amasser grande quantité de perches qu'il fit planter près le pied des murailles et par-dessus en trauers fit mettre austres perches, sur lesquelles furent estandues toiles, linceux, et couvertes tellement que l'assaillant ne pouuoit viser desdittes montaignes ny tirer sinon à l'aduenture. Par ces quatre endroits, tout à un coup firent les assaillans grand éfort mais ils furent seruiz en flanc par ceux qui estoient aux tours, qui n'estoient pas endormys et par le dessus aussi de telle diligence qu'il en mourut un grand nombre. Et si aucun pouuoit paruenir jusques au-dessus des murailles ceux qui estoient tapissés derrier les toilles avec' halebardes et forchons leurs faisoient faire tels saults à la recule que puis ne se sont redressés. Ainsi pour ceste heure n'obtindrent autre chose que dommage. Quoy voiant ont cheminé du costé des montaignes et

en une place dressèrent sept eschelles et deux en une autre et pour se garantir de ceux qui batoient en flanc assemblèrent les portes de quelques granges qui sont autour de la ville les dressant devant les cannonières desdits flancs en plusieurs doubles par quoy se rendirent moult forts, car aussi toutes les guettes de bois qui estoient sur les murs tousjours entre deux tours une furent rompues à coups de mousquets et du tout abatues. Mais non pourtant les défenseurs n'ont perdu courage, combien que l'assault fut horrible durant sept heures entièrement sans discontinuer, auquel assault se montrèrent vertueuses les dames, filles, seruantes, ensemble tout le menu populaire qui tant jettèrent d'huile chaude, de gresse et eaue bouillante que les pauvres assaillans en sont encores de présent fort endommagés. La fut tué l'un des vaillant capitaine des ennemys nommé La Fleur lequel mort commencèrent les ennemis de perdre courage voians le bon deuoir des defendans, lesquels au dernier assault en tresbuchèrent cinquante de compte fait à la vallée. Et furent les defendans quatre nuictz et quatre jours entiers sans bouger de leurs places auxquelles chacun estoit député pour le petit nombre de gens qui estoit à la ville. Le dimanche sixiesme d'auril commencèrent à lever le camp et siège pour eux départir. Lesquels à ce qu'on dit auoient amenés force chariots pour emporter leur butin, mais ils ne seruirent sinon à emmener leurs blessés. Et moururent en nombre deuant laditte ville des assaillans trois cent soixante-huict comme a esté confirmé par aucuns d'iceux du depuis.

Et de ceux de la ville furent six de tués et douze de blessés sans comprendre deux jeunes enfans qui furent surpris près les estangs chargés de quelques lettres.

Léonard COTTIN.

AU LECTEUR.

Amy lecteur j'ay réduit ceste histoire par escrit à la requeste de plusieurs mes bons amys , laquelle combien qu'elle soit petite en texte est grande en vertu et conséquence, rendant certain témoignage comment nostre Dieu déliure les siens au tems de nécessité, quand de bon cœur il est invoqué, selon la vérité de l'escriture disans en leur tribulation , ils ont crié au Seigneur, et il les a déliuré de la mort prochaine.

Le peuple d'enuiron quelques jours après fit procession générale et vindrent audit lieu de Lorme toutes les paroisses circonadiacentes, en grande déuotion et charité des Citoyens, pour remercier la Souueraine Bonté. Et furent six mil personnes ou plus réfectionnées de pain et vin. Et le Clergé receu et bien traité. Le tout aux despens des Bourgeois de laditte ville de Lorme. Louange à Dieu et bonne paix aux hommes.

FIN.

NOTES

SUR LES PERSONNES NOMMÉES DANS LA NARRATION.

Nous n'avons jusqu'ici pu trouver quel était le vaillant officier, nommé Le Pont, qui dirigea si vaillamment et si habilement la défense des habitants de Lormes. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que ce devait être un membre de la famille des du Pont, qui posséda la seigneurie d'Epiry pendant tout le seizième siècle.

Nous ne connaissons pas davantage les capitaines protestants appelés Milleron et La Fleur : ce dernier nom étant un nom de guerre, l'identité du personnage sera bien difficile à établir.

M. de Listenois, qui occupa Lormes pendant quelque temps, avant le siège, avec ses troupes catholiques, était Antoine de Bauffremont, seigneur de Listenois, marquis d'Arc-en-Barrois, conseiller d'Etat, capitaine de cinquante hommes d'armes, gentilhomme de la chambre d'Henri III en 1585, chevalier d'honneur au Parlement de Bourgogne, charge où il avait été reçu le 11 février 1561. Il était fils de Claude de Bauffremont, seigneur de Scey, gouverneur de Franche-Comté, et d'Antoinette de Vienne, dame de Listenois.

M. de Bricquemaut était un capitaine protestant qui, en 1562, était sous les ordres du maréchal de Bourdillon. En avril 1563, il fut chargé par Charles IX d'une mission en Angleterre ; il était alors gentilhomme de la chambre du roi ; en octobre de la même année, il fut envoyé, par l'amiral de Coligny et son frère d'Andelot, porter un mémoire, de leur part, à Catherine de Médicis. En décembre 1569, il contribua à faire lever le siège mis par l'armée catholique devant Vézelay, et c'est à la suite du siège de Vézelay qu'il vint devant Lormes, où il fut blessé. Il échappa à la Saint-Barthélemy ; mais, arrêté quelque temps après, il fut condamné à mort par le Parlement de Paris et pendu en place de Grève le 27 octobre 1572. (Voir, sur les ravages faits par Bricquemaut et sa troupe à Larochemillay, Saint-Gengoux, Villapourçon, Chiddes, Semelay, à une date incertaine, mais entre 1570 et 1572, *Bulletin de la Société nivernaise*, tome VII, page 299.)

Armand de Pilles, capitaine huguenot, commandait un corps de Gascons, et, à la suite de la bataille de Saint-Denis, novembre 1567, prit part

à la prise de Pont-sur-Yonne par les protestants. Les 6 et 7 février 1568 il prenait d'assaut le petit village d'Irancy, près Auxerre. Il fut tué à la Saint-Barthélemy.

Le capitaine de Boury fut du nombre de ceux qui prirent Pont-sur-Yonne en 1567. En 1570, il fit plusieurs expéditions avec Bricquemaut.

Louis de Blosset, seigneur de Fleury (Yonne), Villiers, près Donzy, gentilhomme ordinaire de Monsieur, frère du roi, prit une part active à toutes les guerres de religion. C'est lui qui prit Corbigny, défendit Vézelay, etc.

NOTICE

SUR LES SOCIÉTAIRES DÉCÉDÉS

DEPUIS 1890.

MESSIEURS,

Notre compagnie a été très-éprouvée, surtout dans le courant de cette année, et en rendant compte dans le *Bulletin* des pertes que nous avons faites, je ressens un chagrin que vous partagez certainement, car nous avons entre nous une communauté de goûts et d'études qui donne à notre confraternité un charme tout particulier.

En 1890, M. l'abbé Girard, curé de Gimouille, est mort à la fleur de l'âge. Je l'avais rencontré chez des habitants de sa paroisse. Admis depuis peu de temps dans notre Société il m'avait promis d'assister aux séances et de collaborer à nos travaux. Nous avons perdu en lui un travailleur plein de jeunesse et de talent.

M. l'abbé Pot, curé de Magny-Cours, faisait partie de la Société depuis 1862. Il assistait très-assidûment à nos séances et prenait souvent part à nos discussions. D'un caractère doux et bienveillant, il était aimé de tous ceux qui l'approchaient; ses connaissances en archéologie l'avaient fait apprécier de Mgr Crosnier, notre vénéré fondateur, et c'est un véritable regret pour nous de ne plus le retrouver dans nos petites réunions.

M. le vicomte de Saint-Vallier habitait le château de la Cave, près Saint-Benin-d'Azy. Après avoir quitté la carrière

militaire, il se retira en Nivernais et obtint de nombreux succès dans les concours agricoles avec ses bestiaux de notre belle race blanche nivernaise-charolaise. Il était de ceux qui croient qu'une haute situation oblige à encourager toutes les associations d'une province et à ce titre nous le comptons parmi nous.

M. le baron Henri d'Espiard est décédé, l'année dernière, dans son château de Mazille, près Vandenesse, ancien prieuré où il avait réuni une foule de livres rares et précieux. Il était un des fondateurs de la Société éduenne, à laquelle il laisse sa belle bibliothèque et ses collections de monnaies. M. d'Espiard était un travailleur, mais il n'a rien fait imprimer. En ce qui concerne le Nivernais, il a inventorié les archives particulières du Tremblay, de Vandenesse, Limanton et la Chaise, près Corbigny; les archives des notaires de Moulins-Engilbert, Cercy-la-Tour, Lormes et Bourbon-Lancy. Espérons que ces notes restées malheureusement manuscrites ne seront pas perdues. M. d'Espiard avait été admis dans la Société nivernaise le 7 mai 1874.

M. Bouveault, architecte départemental, était sociétaire depuis 1862. Il a contribué pour une bonne part à l'installation et à l'aménagement de notre musée lapidaire et a été architecte de la Société pendant longtemps. A ce titre, nous lui devons un souvenir qui restera inséré dans nos annales. M. Bouveault a collaboré à un livre artistique sur les faïences patriotiques; il possédait une fort jolie collection de livres locaux et de gravures qui a été acquise par la ville de Nevers.

Tout récemment, nous avons encore perdu le capitaine Henri Marandat, reçu sociétaire depuis une dizaine d'années, qui se montrait très-attaché et très-dévoué à l'essor de notre humble compagnie. Il recrutait des adhésions parmi ses nombreux amis et ne craignait jamais de se mettre en avant pour nos intérêts. La mort cruelle qui l'a frappé

encore jeune a été un chagrin pour tous ceux qui l'ont connu.

Je dois encore un dernier tribut d'hommages douloureux à M^{me} la marquise de Saint-Phalle, qu'une mort foudroyante vient d'enlever à son pays et à son honorable famille.

Cette femme de bien tenait à prouver son zèle et son dévouement à toutes les œuvres et institutions dignes d'estime. Si elle préférait par-dessus tout faire la charité, elle voulait aussi encourager les travailleurs; elle aimait les lettres, les arts, la philosophie; elle écrivait délicieusement les billets qui gardaient toujours un cachet d'amabilité et de charme naturels qu'elle possédait plus que tout autre, mais elle traitait aussi avec une véritable supériorité les questions hautes et sérieuses.

Les membres de la Société nivernaise qu'elle honorait de son adhésion lui conserveront un inaltérable souvenir.

Etienne Héron de Villefosse était membre fondateur. Archiviste-paléographe de la brillante promotion de 1847, il a été archiviste du département de la Nièvre et a fini ses jours dans notre ville. Je prends dans la *Revue de Champagne et de Brie* l'extrait d'une notice qu'une main amie a consacrée à celui que nous considérons comme notre compatriote :

« C'était un érudit charmant, un causeur aimable et de bonne compagnie, qui avait conservé les allures et la grâce des hommes d'autrefois. Il avait toujours une anecdote intéressante à conter, un souvenir historique à rappeler, et, s'il n'a pas laissé de travaux imprimés, on peut dire qu'il a beaucoup appris à ceux qui l'entouraient et à ceux qui le fréquentaient. Sa mémoire était aussi prodigieuse que son érudition. Ecrivain élégant, préparé par une forte éducation classique, il aimait la littérature autant que l'archéologie et l'histoire. Sa correspondance est un modèle du genre; ses lettres étaient toujours impatiemment attendues par ses

amis ; elles sont comme un reflet de son âme droite et de son esprit cultivé. Poète à ses heures, il a composé une certaine quantité de pièces de vers en français et en latin et surtout des fables françaises délicatement écrites. »

M. L'ABBÉ HURAUT.

M. l'abbé Hurault était un de nos membres fondateurs. Nous l'avons tous connu et apprécié pendant les longues années qu'il a été placé à la tête de la paroisse de Saint-Pierre de Nevers. C'était un homme d'esprit, aimant et recherchant les occasions de bien dire et de causer agréablement sur des sujets littéraires et artistiques. Il possédait un reste de l'élégance du dix-huitième siècle, mais aussi nul mieux que lui ne comprenait la bienveillance et la conciliation qu'il faut apporter aujourd'hui dans ses idées et dans son jugement sur les opinions des autres. Il aimait la discussion courtoise et se plaisait dans ses conversations à faire oublier le caractère sacré de ses fonctions pour ne laisser paraître que l'intelligence supérieure dont il était doué.

Il a fait imprimer divers ouvrages qui ont eu plusieurs éditions. Le premier est intitulé :

Abrégé de toutes les vérités et de tous les devoirs de la religion, mis en vers, à l'usage des écoles des sœurs de la Charité et Instruction chrétienne. — Nevers, Fay (1849), in-18 de 103 pages.

Ce sont des préceptes de morale et de bonne conduite, plus susceptibles d'être gravés dans la mémoire des enfants par leur forme poétique ; ils traitent des devoirs envers Dieu, envers le prochain, la patrie, les maîtres, les parents ; ils flétrissent les défauts de l'orgueil, l'avarice, l'envie, la colère, le mensonge, la gourmandise et la paresse.

Voici une strophe que je prends au hasard :

Pleurez donc, mes enfants, avec celui qui pleure;
Plaiguez ceux que le sort a frappés de ses coups :
Rien n'est stable ici-bas : peut-être viendra l'heure
Où vous aurez besoin que l'on pleure avec vous.

A la suite se trouvent une vingtaine de petites fables destinées aux enfants.

Les mêmes poésies ont paru sous le titre de : *Quatrains de l'enfance*, suivis de fables, en 1862. — Nevers, Fay, en double édition pour les filles et pour les garçons. Une cinquième édition, contenant beaucoup de fables nouvelles, 102 en tout, a paru en 1878 à Paris chez Edouard Baltenweck, in-18 de 176 pages. Il y a eu, je crois, d'autres éditions en plus grand format, mais cette dernière doit contenir la plupart des fables de notre regretté confrère.

Il ne faut pas exagérer le mérite de ces œuvres si difficile à soutenir après nos grands fabulistes français, mais elles font preuve d'un réel talent de versification. La rime vient d'elle-même sans effort et sans recherche. Le style est facile, simple et naïf, comme il convient à ce genre délicat. Les allégories, fines et naturelles, sont empruntées de préférence aux animaux et abondent en réflexions morales, en critiques de mœurs, en railleries plaisantes, qui dénotent de grandes qualités d'observation. Ces charmantes poésies sont trop oubliées aujourd'hui ; je vous en citerai seulement quelques extraits. Voici par exemple le papillon qui

Méprisait fort sa tante la chenille.
Holà, dit celle-ci, monsieur le joli cœur,
N'en déplaie à votre splendeur,
Hier encor vous traîniez la guenille.
C'est ainsi que les parvenus
Font la grimace aux gens qui vont pieds nus ;
Ils sont pourtant de la même famille.

La fable : *le Singe et le Miroir* est une critique bien fine de l'amour-propre humain. Le singe regarde le portrait d'un bel homme et s'imagine que c'est lui-même. Son maître

glisse un miroir devant lui et l'animal, trouvant cette silhouette affreuse, s'écrie :

C'est un homme sans doute échappé d'un tripot
A qui, pour payer son écot,
L'on aura retenu ses habits et son linge.
Que je suis heureux d'être singe !

Plusieurs fables ne figurent pas dans l'édition de 1878 et ont dû paraître isolément dans des journaux ou recueils périodiques. Il en a été imprimé quelques-unes dans notre *Bulletin* (t. I^{er} et II), parmi lesquelles j'en remarque trois : *le Coursier du dix-neuvième siècle*, *le Double compte* et *les Lunettes*, qui sont à mon avis les meilleures.

Un coursier noble et fier rencontre un cheval de bourgeois qui lui vante les délices du repos et de la bonne nourriture. Le clairon sonne, le coursier part d'un trait, mais s'arrête, et comme moralité l'auteur ajoute :

Notre époque fourmille en chevaux de bourgeois.
Tous les nobles élans tendent à disparaître.
Honneur, vertu, devoir, on déserte vos lois.
Partout je n'entends qu'une voix
Du bien-être ! encor du bien-être.

Le Double compte est de genre plus badin.

Un brave paysan achète à la foire trois ânon, puis, avec l'excuse du soleil de juillet, il fait des libations un peu trop fortes. Cependant il réussit à monter sur un âne et à pousser devant lui les deux autres ; mais tout le long de la route il cherche le troisième.

L'un de mes trois ânon a pris la clé des champs, crie-t-il à sa femme en s'accusant de sa négligence.

Tu n'as perdu que ton bon sens,
Dit la femme en riant ; cesse de te débattre ;
Tu n'entrevois que deux baudets céans ;
Moi, j'ai de meilleurs yeux, car j'en aperçois quatre.

Les Lunettes nous représentent un brave paysan de Saint-Saulge, tout enfatué de son bien et dévoré de l'ambition

d'être maire de sa commune, s'imaginant qu'avec des écus on arrive à tout, même à l'instruction. En homme rusé, il s'en va chez Polti, l'opticien, et après avoir vainement cherché des lunettes qui aillent à sa vue, il lui dit :

« Ça, voyons mon compère,
Vous avez bien encor quelqu'autre petit verre
Comme vous en vendez à ces gens de bureau.
De ces verres... suffit! Vous comprenez, j'espère,
Qui font lire tout seuls; c'est le bon numéro. »

Alors Polti pouffant de rire :

« Par hasard, mon ami, dit-il, savez-vous lire? »
— « Parbleu, fit le rustique, en voilà du nouveau;
Mais, si je savais lire, innocent que vous êtes,
Aurais-je besoin de lunettes? »

En prose, nous connaissons un petit volume intitulé : *le Livre des sacrements ou Petit Rituel à l'usage des gens du monde*; Paris, Vivès (1878), in-18 de 368 pages, et un petit opuscule : *Eclaircissements sur le Denier de saint Pierre*; Nevers, Fay (1867), in-18 de 35 pages.

Ce sont des ouvrages de piété qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici.

Je n'ai pris dans la personnalité de M. Hurault que le côté littéraire, le seul d'ailleurs qui concerne notre compagnie. Depuis bien des années son grand âge le tenait éloigné de nos séances, mais bien qu'absent nous étions heureux de pouvoir compter sur son expérience et sur son appui. Le souvenir qu'il laisse parmi nous durera longtemps encore, parce qu'un homme tel que M. Hurault se remplace difficilement.

ARTHUR DE ROSEMONT.

Après l'hommage que j'ai déjà rendu en février dernier à notre cher confrère et ami Arthur de Rosemont, je reprends aujourd'hui; sur la demande que vous m'en avez faite, l'examen des ouvrages importants dont il est l'auteur,

Vous vous rappelez sa première étude parue dans notre *Bulletin* (t. VIII, p. 5 à 62) : *Voyage de Montaigne en Suisse, en Allemagne et en Italie*. Voyage intime, fait à quarante-huit ans, en dix-sept mois, de 1580 à 1581, avec sa femme et sa fille, où le grand philosophe prodigue les récits et impressions, les remarques fines et instructives sur les villes et les personnages qu'il visite : Augsbourg et sa réception officielle, Trente, Ferrare et Le Tasse ; Rome, alors le plus grand rendez-vous de l'élégance, de l'art et de la politique ; Lorette et les splendides résidences d'Italie ; la Toscane, célèbre par les arts et l'industrie de ses habitants.

Arthur de Rosemont a fort spirituellement interprété notre vieil auteur français. Plus tard, absorbé par ses grands ouvrages, il revenait avec plaisir à ce premier bagagé littéraire qui convenait si bien à son esprit.

Il était déjà lancé dans la science géologique. Ces questions, selon son expression favorite, étaient à l'ordre du jour ; il les avait suivies dans les congrès de France et de l'étranger ; il les étudiait avec passion. C'était un peu tard pour acquérir des connaissances aussi ardues qui exigent l'instruction et la méthode des cours classiques. Cependant, à force de travail, il réussit à exposer les remarques intéressantes de la géologie des bassins du Var et du Rhône dans une série d'études.

Le premier de ces articles parut en 1873 sous ce titre : *Etudes géologiques sur le Var et le Rhône, leurs deltas, la période pluviale et le déluge*. Paris, Baillière, grand in-8° de 130 p. avec dessins.

Il étudie la formation du bassin du Var, le soulèvement des montagnes par pression latérale, la dispersion des roches donnant lieu par le roulement des eaux à la production des galets ; l'établissement successif, après cette dislocation de la contrée, de trois plateaux : la chaîne des Alpes-Maritimes à 3,000 mètres d'altitude, la chaîne du Cheiron à 1,600 mètres et le golfe de Nice jusqu'à la mer.

Le Var a réellement formé de ses débris le plateau qu'on

appelle delta du Var ; les galets et alluvions qui le constituent sont tous arrachés aux montagnes élevées qu'il traverse, tandis que le Paillon qui coule dans des montagnes basses n'a presque rien donné.

Des couches d'argiles bleues et jaunes contiennent des fossiles semblables à la faune de la vallée du Pô ; elles ont dû se former pendant l'affaissement de la contrée.

La première époque se caractérise par une immersion à 500 mètres d'altitude ; la deuxième, par un affaissement de 250 mètres, qui a formé les dépôts supérieurs ; la troisième, par un relèvement de la contrée, où se placent les périodes glaciaire et pluviale et le déluge ; la quatrième, qui forme les dépôts actuels à l'embouchure du Var.

Après cet exposé, l'auteur revient sur chaque circonstance qui constitue des preuves, le cours des eaux, les érosions, les eaux pluviales et diluviennes, le lehm ou diluvium rouge formant des dépôts d'alluvion.

Le delta du Var, grâce à ses pentes très-rapides, est plus facile à étudier que celui du Rhône, où la vallée et les espaces sont immenses.

L'époque glaciaire, la chute et le flottage des glaces, l'état dans lequel elles ont laissé les lieux, le mélange des eaux douces et salées, les diverses érosions produites par le Rhône, la Saône, l'Ain et autres affluents, forment autant de chapitres séparés ; puis l'examen des lehms ou terrains d'alluvion, des galets, des lignites.

Partout les effets sont les mêmes : gros galets, blocs énormes, grandes sections diluviennes dans les lits des rivières, traces de l'immersion de la contrée à 500 mètres ; enfin, régularité parfaite dans les couches alluviales indiquant que ni pendant ni depuis leur dépôt, nulle dislocation ne les a dérangées.

Ces divers accidents ont été produits par l'époque des grandes pluies dite période pluviale, qui s'est terminée par un cataclysme très-court et le plus violent de tous, le déluge, dont les hommes ont été témoins. Tous les os et silex taillés

qui sont recouverts par les alluvions diluviennes lui sont antérieurs, et les données précises de la science géologique confirment en tout point le récit de Moïse.

Je me suis étendu sur ce travail, parce qu'il est la base de ceux qu'Arthur de Rosemont a faits dans la suite; divers autres opuscules en sont le complément direct pour arriver à cette grosse question du commentaire de la Genèse; ils ont paru en partie dans le *Bulletin de la Société niçoise* sous divers titres :

Etude géologique sur la plage de Nice, son état ancien et son état présent ;

Tombeaux anté-historiques du mont Agel ;

Le Préhistorique rajeuni par l'histoire et la géologie ;

Le Déluge et le Delta du Var ;

Considérations sur le delta du Var, suites des Etudes géologiques sur le Var et le Rhône, mémoire lu à la Sorbonne le 8 avril 1874 ;

Notice sur les silex nectiques des environs de Lyon.

En 1881, Arthur de Rosemont fit imprimer, en format album, avec pages blanches intercalées, un premier travail d'ensemble destiné à recevoir les observations. L'ouvrage définitif parut deux ans après, en 1883, chez l'éditeur Lévy, en un beau volume in-8° de 526 pages, avec ce titre :

Essai d'un commentaire scientifique de la Genèse.

L'auteur annonce que ses études géologiques lui en ont donné la première idée, qu'il se trouve scientifiquement en parfait accord avec les livres saints. « J'ai seulement devant moi, dit-il, un point noir. Je suis arrivé à croire que l'humanité n'est pas tout entière sortie du seul couple édénique, mais de plusieurs couples que la main du Créateur a répartis en divers lieux de la terre; en un mot, que Dieu a créé l'espèce humaine en plusieurs races; qu'il y a eu pour les hommes plusieurs centres de création. »

Il reviendra fréquemment sur cette donnée qu'il expose au chapitre LV, p. 309.

Des considérations préliminaires traitent des diverses philosophies, les Grecs et les Romains ignorant la révélation et ne voyant que le côté matériel de l'homme ; les scholastiques du moyen-âge dépourvus de science, puis le protestantisme et la Révolution française. Enfin notre époque confirmant par les preuves scientifiques les récits de la création.

Puis nous entrons dans le cœur du sujet dont je ne trace que les grandes lignes : premier acte, création de la matière, *creavit* ; le second, transformation de cette même matière par l'effet de la lumière, de la force et du mouvement, *dixit*.

A l'occasion de la séparation de la lumière et des ténèbres qui forment le firmament, l'auteur s'étend sur les *devenirs* dans la matière, dans l'animal, dans l'homme, et combat les opinions matérialistes.

Pour les végétaux, c'est la matière organisée, le transformisme indiqué par le verbe *fecit*.

Puis vient la création de la vie, qui a suivi la même gradation que la matière, les nombreuses espèces animales, le transformisme appliqué aux divers genres de vie, ses concordances avec la paléontologie, la géologie, les universaux.

Nous passons à la création de l'homme, œuvre du sixième jour ; les diverses formations ont été appliquées, selon le texte de la Genèse, à des jours ou plutôt à des époques d'une durée indéfinie et successives entre elles. Or, le sixième jour est la création du genre humain, d'un être doué des facultés morales et physiques de l'homme et s'appliquant aux différentes races noire, jaune et rouge qui répondent aux *creavit* du verset 27. Quant à la race blanche, supérieure aux autres, elle a été formée plus tard et doit être essentiellement distincte. Il y a lieu de ne pas confondre le genre et la personne.

Le septième jour Dieu se reposa, l'œuvre de création était terminée.

Alors commence la période de vie réelle pour l'humanité,

le paradis terrestre, Adam et la race blanche, sa dispersion sur la terre, le déluge et les faits de notre monde; ce serait le huitième jour, en empruntant le langage de Moïse, jour non compté dans la Genèse, parce qu'on y marque les périodes seulement par leur fin et que la nôtre n'est pas encore achevée.

Remarquez bien, Messieurs, que je n'ai l'intention ni d'analyser l'ouvrage, ce qui est impossible, ni de le critiquer, ni de le comparer aux autres traités du même genre; mon seul but est de vous en donner un rapide exposé et d'en dégager les idées saillantes.

La partie qui suit la création de l'homme est appelée sanctification et chute de l'humanité; on y examine le temps, la durée, l'éternité, la stabilité ou le progrès des races, la fin du monde; les prérogatives spirituelles accordées à Adam, la science, la liberté, la grâce, l'immortalité; son rôle dans le monde, son péché originel, sa ressemblance avec Jésus-Christ, questions relevant de la théologie et qui sont simplement effleurées.

La dernière partie, intitulée *Considérations scientifiques sur l'origine de l'humanité*, contient des appréciations sur le peuplement de la terre par la race adamique, sur la diversité des races humaines, géants ou nains, différentes de celle d'Adam, sur la religion, la civilisation, le vêtement qui caractérisent la supériorité des blancs en face des peuplades sauvages, les premiers se développant toujours, tandis que les autres s'éteignent peu à peu, sur le contact entre les races, les variations d'intelligence, principalement les Chinois, les rapports entre elles avant le déluge; preuves géologiques par les terrains et archéologiques par la différence des traditions écrites dans les régions où le déluge s'est produit. Il n'aurait pas eu lieu en Chine ni dans l'Afrique centrale. La non-universalité du déluge, dit l'auteur, cadre avec la donnée d'une humanité à origine multiple; n'ayant pas toute prévarié, elle n'avait pas à être détruite tout entière, sauf une famille. »

Enfin, comme résumé de la conclusion : L'Eglise n'a pas défini dogmatiquement l'origine de l'humanité. L'archéologie et l'histoire naturelle indiquent que les jours de la création sont des périodes indéfinies et qu'il n'y a pas de monogénie adamique.

Son grand ouvrage imprimé et lancé dans le public, Arthur de Rosemont ne considéra pas l'œuvre comme achevée. Il se remit au travail avec encore plus d'ardeur, cette grosse question de l'origine de l'humanité étant la préoccupation constante de sa pensée. Le congrès catholique de 1888 inscrivit dans son programme cet article :

Anthropologie ; origine de l'homme.

Arthur de Rosemont reprit à cette occasion tous les points qu'il avait déjà exposés, ajoutant des idées, des rapprochements, des textes, des preuves, principalement sur l'homme, les races diverses, leurs aptitudes et leurs destinées ; mais revenant aussi sur les phénomènes de la création, du déluge, du paradis terrestre, parce que toutes ces questions se tiennent. L'auteur nous semble moins affirmatif au sujet de la pluralité des races créées ; cependant en divers endroits il cite les fossiles humains trouvés dans le sud de l'Afrique et les Amériques, la race de Canstadt, les Akkas, des nains sauvages et les géants qu'il est impossible de rattacher à la race d'Adam.

Ces études parurent en 1891 en un volume in-8° de 317 pages, sous le titre : *Origine de l'homme*, et forment le tome second ou la suite du commentaire de la Genèse.

Un sujet aussi vaste et aussi abstrait devait forcément être vague et confus, de quelque façon qu'il fût présenté ; mais il demande une somme de travail considérable, une patience et un courage à toute épreuve, une solidité de principes religieux et scientifiques qui font le mérite et l'honneur de celui qui l'a entrepris.

RENÉ DE LESPINASSE.

CHANTENAY

CONSIDÉRÉ COMME EMPLACEMENT PROBABLE DE LA
GORGOBINA BOIORUM.

§ 1^{er}.

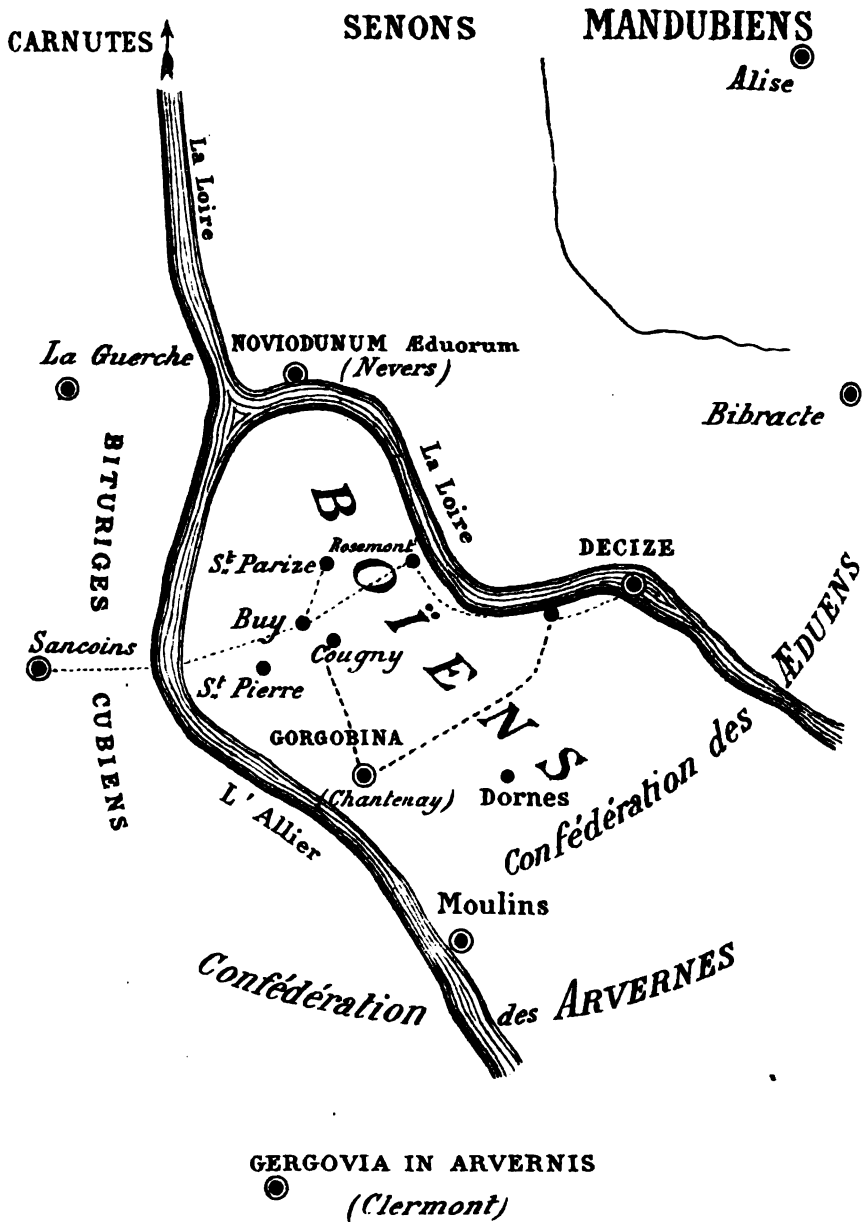
DIVERSES LOCALITÉS PROPOSÉES COMME SIÈGE DE CET OPPIDE.

L'emplacement de l'oppide gaulois dont César fait mention dans ses *Commentaires* sous le nom de : *Gorgobina in Boiis* (1), n'a pu jusqu'à ce jour être déterminé d'une manière certaine et sera peut-être longtemps encore un des points les plus obscurs et le plus sujets à discussion de la géographie de la Gaule au temps de la conquête romaine.

Les historiens et les commentateurs du journal militaire de César ont tous une Gorgobina à proposer; aucun ne veut abandonner la sienne; aussi est-il arrivé ceci de singulier: pour trois traducteurs de César: Ortelius (1527-1598), Scaliger (1540-1609) et Perrot d'Ablancourt (1658), qui ont nié, malgré le texte précis du général romain, l'existence de la Gorgobine des Boiens, il s'est trouvé près de vingt autres traducteurs ou érudits qui, passionnés pour leur pays natal ou d'adoption, ont proposé, avec preuves à l'appui, vingt endroits différents pour l'emplacement de cet oppide.

(1) On a longtemps admis que l'oppide boten s'appelait « Gergovia ». D'après l'étude des plus anciens textes, il est reconnu aujourd'hui que cette ville s'appelait « Gorgobina ». En 1569, Etienne de Laigue, dit Beauvais, un des premiers traducteurs des *Commentaires*, l'appelait « Gorbobine ».





Voici à notre connaissance les divers emplacements proposés jusqu'à ce jour :

Saint-Pierre-le-Moûtier vient en première ligne et figure à ce titre sur les plus anciennes cartes des Gaules (1).

Saint-Parize-le-Châtel, proposé par Mgr Crosnier qui, en 1851, avait penché pour Chantenay. Ce bourg avait été adopté par M. Duruy, qui primitivement avait indiqué Moulins sur sa carte des Gaules, et par l'empereur Napoléon III dans sa *Vie de César*.

Depuis, la commission de la carte des Gaules a adopté Sancerre.

La Guerche, proposée par les généraux allemands Heller et de Goeler, MM. Francis Monnier, Moreau et Boyer, et pour laquelle M. Roubet ne cachait pas ses sympathies ;

Saint-Révérien et Arzembouy, proposés par MM. Bonniard et Charleuf, soutenus par M. Vincent ;

Entrains, adopté par M. Valknaer ;

Montluçon, proposé primitivement par Blaise de Vigenère, puis par M. Brugière de La Motte ;

Moulins, proposé par M. Duruy, qui a ensuite préféré Saint-Parize-le-Châtel ; Mgr de La Tour-d'Auvergne, MM. Lamartinière, Vailly, Turpin de Cossé et Clairefond ; cette ville avait été déjà indiquée au seizième siècle par Etienne de Laigue dit Beauvais ;

Souvigny, proposé par MM. Marcaille et Clairefond ;

Thiel, mis en avant par M. Clairefond ;

Bourbon-l'Archambault, indiqué par Pierre de Frasnay et Emile Allier ;

Bourbon-Lancy, choisi par le docteur Robert ;

Sancerre, proposé par le général Creuly et adopté par la commission de topographie des Gaules ;

(1) Saint-Pierre-le-Moûtier, fondé seulement à la fin du septième siècle par des moines d'Autun, protégés de Brunehaut, ne contient aucun vestige de constructions gallo-romaines. Depuis trente ans je n'ai pas encore trouvé dans le sol de monnaies gauloises ou romaines.

Saint-Satur, proposé par M. Chazaud ;

Vertaud et Boen, proposés, le premier par MM. Mignard et Coutant, et le second par MM. Mendejors et Baraillon ;

Enfin Chantenay (1) que nous proposons et qui, autrefois, avait été mis en avant par Mgr Crosnier et M. Clairefond (2).

Peut-être y a-t-il encore d'autres emplacements. Dans tous les cas, en arrêtant ici la liste, nous allons essayer de démontrer que parmi les villes ou bourgs proposés, Chantenay paraît seul réunir les conditions exigées par les termes des *Commentaires* de César et la marche de ce général et celle de Vercingétorix dans la campagne de l'an 702 de Rome.

Il doit être admis aujourd'hui, croyons-nous, que la *Boïa*, c'est-à-dire le siège de la principale agglomération du peuple annexé aux Eduens (3), était placée entre la Loire et l'Allier, et s'étendait, à partir du confluent de ces deux rivières, jusqu'à Moulins, la ville éduenne la plus rapprochée de la frontière arverne.

Cette opinion, qui semble confirmée par des passages de Tacite (4) et de Pline l'Ancien (5), a été adoptée.

Samson d'Abbeville, géographe du roi, dans sa remarque sur la carte des Gaules, jointe à la traduction des *Commentaires* de Perrot d'Ablancourt, pense que : « les Boïens

(1) Nièvre, commune du canton de Saint-Pierre-le-Moûtier.

(2) M. Clairefond, dans sa *Carte pour servir à la recherche de Gergovia*, trace un cercle dans lequel se trouvent compris Thiel, Souvigny et Chantenay.

(3) L'auteur de cet article a supprimé les études et recherches auxquelles il s'est livré sur les diverses migrations des Boïens, leur défaite par César dans le pays des Eduens et le territoire à eux concédé entre Loire et Allier, précédemment exposés dans la notice publiée par Mgr Crosnier (*Bulletin*, t. X, p. 94). Son opinion, déjà fixée en 1876, a été encore confirmée par les fouilles opérées à Chantenay depuis cette époque.

(4) *Histoires*, II, 61.

(5) *Hist. nat.*, IV, 18.

occupaient le Bourbonnais et peut-être quelque chose aux environs. »

Scaliger, dans ses notes, s'exprime ainsi, d'après Ortelius : « *Boii, transrhenani populi ; eorum pars quæ cum helvetiis Galliam invaserat, in finibus æduorum, ipsis œduis deprecantibus collocata, eos fines incoluisse creduntur qui hodie Bourbonnais. Boia oppidum etiam habet Cæsar.* »

Guy-Coquille place également les Boïens entre la Loire et l'Allier.

Jocodus Severus, à la fin du seizième siècle, dit que les Boïens habitaient autrefois le Bourbonnais.

Vers la même époque, Blaen, disciple de Tycho-Brahé, écrivait : « On tient que jadis le Bourbonnais était tenu par les Boïens, auxquels est dit appartenir la ville de Gergovie. »

Sur les plus anciennes cartes des Gaules, sur celles de Zannoni, de M. Duruy et de l'auteur de la *Vie de César*, la Boia est figurée entre la Loire et l'Allier.

Enfin, sauf quelques divergences d'opinion sur la délimitation, NN. SS. de La Tour-d'Auvergne et Crosnier, MM. Lamartinière, Turpin de Cossé, Vailly, Marius, Clairfond et Duruy, ont tous adopté cet emplacement « *inter amnes* » pour celui de la Boia.

§ 2.

EMPLACEMENT PROBABLE DE LA GORGOBINA BOIORUM A CHANTENAY.

Si l'on admet la Boia dans l'espace de terrain compris entre la Loire et l'Allier, et s'étendant depuis Nevers jusqu'à Moulins, il est logique de chercher l'emplacement de l'oppide principal du peuple boïen dans le même espace de terrain.

Nous allons suivre sur la carte des Gaules la marche de César venant faire lever à Vercingétorix le siège de Gorgobine, et la marche de son adversaire accourant défendre Noviodunum-Biturigum, la dernière ville des Bituriges servant de rempart à Avaricum (Bourges) et nous allons essayer d'in-

diquer quelle était la position en quelque sorte imposée à l'oppide boïen, d'après le texte de César et la marche des deux généraux ennemis.

Nous déclarons d'abord, pour ne pas embrouiller davantage la question déjà bien obscure, adopter les attributions de villes fortes, après le grand travail de la topographie des Gaules entrepris sous les auspices de M. Duruy, sauf toutefois l'attribution de Gorgobina à Saint-Parize-le-Châtel.

Ainsi nous acceptons :

Agedincum pour Sens, Vellaudunum pour Triguères, Genabum pour Gien (1), et Noviodunum-Biturigum pour Sancerre (2).

Le lecteur trouvera dans la *Vie de Jules César* par Napoléon III les raisons qui ont déterminé l'auteur de l'ouvrage à accepter ces villes pour l'emplacement des oppides gaulois cités par César.

César part de Sens (Agedincum), prend d'assaut Triguères (Vellaudunum), ville ennemie qu'il ne veut pas laisser derrière lui, en cas de retraite, brûle et livre au pillage Gien (Genabum), et passant la Loire, entre dans le pays des Bituriges et va assiéger Sancerre (Noviodunum-Biturigum).

Si César, au lieu de pénétrer dans le pays des Bituriges, fût venu directement, en suivant la Loire, par le pays éduen au secours de Gorgobine, il est probable que cet oppide eût été obligé de se rendre à Vercingétorix qui l'assiégeait depuis quelque temps, ou eût été pris d'assaut avant l'arrivée des légions romaines. César, par sa marche menaçante sur Bourges, capitale des Bituriges et centre d'action de

(1) M. Léon Renier prétend, d'après une inscription trouvée à Orléans, que Genabum était Orléans, et non Gien. (*Revue archéologique*, t. XI, 1865.)

(2) Les Allemands, MM. de Gœler et Heller, et M. Léon Fallue, prétendent que Noviodunum-Biturigum est Nouan-le-Fuselier, et non Sancerre (Voir *Conquête des Gaules*, analyse raisonnée des *Commentaires* de César, par Fallue.)

Vercingétorix, était certain que ce dernier abandonnerait bien vite le siège de Gorgobine pour arriver au secours d'Avaricum.

D'un autre côté, César, en faisant passer son armée sur un territoire ennemi, ménageait les ressources de ses alliés, les Eduens, et il dut se louer de cette tactique, lorsque plus tard, manquant de vivres devant Bourges, il demanda aux Boïens et aux Eduens de lui en envoyer (1).

Enfin et toujours au point de vue stratégique, César, en traversant le territoire ennemi, intimidait les Bituriges et restait maître du cours de la Loire sur les deux rives.

Les signaux des Gaulois apprennent promptement à Vercingétorix la prise de Genabum et le passage de la Loire par l'armée romaine; il partit aussitôt de la Boïa, abandonnant le siège de Gorgobine, et arriva aux pieds des remparts de Noviodunum-Biturigum, au moment où cet oppide allait capituler; après un combat acharné, les Gaulois furent mis en déroute et la ville tomba au pouvoir des Romains.

Si Vercingétorix, averti le soir même de la prise de Genabum, arriva à Noviodunum-Biturigum presque en même temps que César, il serait à supposer que les deux armées partant, l'une de Genabum et l'autre de Gorgobina, et marchant l'une contre l'autre, durent parcourir une distance presque égale. Pourtant, la distance qui sépare Gorgobine, que nous plaçons à Chantenay, à l'extrémité du département de la Nièvre, de Noviodunum-Biturigum, est un peu plus grande que celle qui sépare cette dernière ville de Genabum (2), mais il est raisonnable d'admettre que le pillage de Genabum, le passage de la Loire, la traversée pendant l'hiver d'un territoire ennemi et le temps nécessaire pour investir Noviodunum, permirent à Vercingétorix, qui arrivait à marches forcées dans un pays allié, avec une armée composée surtout de cavalerie, de parcourir une

(1) De re frumentaria Boios atque Æduos, adhortari non destitit. (*De Bello Gallico*, livre VII.)

(2) La différence est de dix kilomètres environ.

distance un peu plus grande que celle parcourue par César dans le même espace de temps.

L'oppide des Boïens établi, suivant nous, dans le but de permettre à ses défenseurs d'observer les mouvements des Arvernes et des Bituriges, devait être placé sur un plateau élevé, à l'abri d'un coup de main, et à une distance rapprochée des deux frontières ennemies, sans toutefois que la position fût trop proche de la frontière arverne, car dans ce cas il eût été difficile aux Boïens de surveiller les bords de l'Allier, sur un parcours de plus de quinze lieues, et de servir de rempart à Noviodunum-Æduorum (Nevers).

D'un autre côté, placé à une grande distance de Nevers, l'oppide boïen pouvait être pris à l'improviste par les Arvernes avant d'être secouru par les Eduens.

Une autre raison nous porte à croire que Gorgobine ne pouvait être, le long de l'Allier, plus bas que Chantenay, sur la rive gauche de la rivière. Si cela eût été, Vercingétorix, malgré la rapidité de sa course, n'aurait pu arriver, au milieu de l'hiver, sous les murs de Noviodunum-Biturigum à peu près en même temps que César.

L'oppide boïen ne pouvait pas non plus être très-rapproché de Nevers, car alors on ne comprendrait guère qu'une partie seulement du territoire éduen fût protégée par deux oppides voisins, tandis que le reste du territoire, le long de l'Allier, au-dessous de ces deux villes, n'eût été défendu que par Moulins, la dernière ville éduenne située à deux pas de la frontière arverne.

Si Gorgobine eût été située près de Nevers, il ne serait pas admissible que les Eduens, qui défendaient cette dernière ville, voyant leurs alliés assiégés par l'armée de Vercingétorix, n'aient pas tenté de les secourir en attendant l'arrivée de César.

Il faut chercher le point de la Boïa réunissant toutes les conditions géographiques et stratégiques, et nous croyons sincèrement que Chantenay doit être préféré aux diverses villes proposées et nous allons présenter les raisons qui doivent justifier cette préférence.

§ 3.

POSITION STRATÉGIQUE DE CHANTENAY.

Ce bourg est situé sur un plateau élevé, qui occupe une grande partie de la commune de Chantenay (Nièvre), domine le cours de l'Allier, et par conséquent commande cette rivière sur une très-longue étendue.

La pente qui descend du bourg à la rivière d'Allier devait être autrefois assez escarpée, car le lit de la rivière était alors plus rapproché de Chantenay ; mais le recul de l'Allier et les mouvements de terrains occasionnés par la confection des routes et du chemin de fer ont adouci cette pente, qui est encore assez forte.

De nombreuses forêts entouraient jadis le plateau de Chantenay ; les générations qui se sont succédé depuis l'époque gauloise les ont successivement défrichées, et il ne reste plus debout aujourd'hui que les deux imposantes forêts de Chabet et du Perray.

Au pied du bourg passe la route nationale de Paris à Antibes, route qui a remplacé l'ancienne voie gauloise, qui devait exister sur la hauteur ; on verra, sous le paragraphe 4 ci-après, qu'en 1875 des ouvriers, en faisant des fouilles dans la partie la plus élevée du bourg, ont trouvé les traces d'une voie pavée se dirigeant du sud au nord, dans la direction de Saint-Pierre-le-Moûtier. Quelques vieillards du pays nous ont affirmé, en 1876, qu'il existait jadis depuis l'Hativreau, domaine situé près du bourg et également dans la direction de Saint-Pierre-le-Moûtier, jusqu'au château de Beaumont, près de cette ville, un chemin pavé traversant les bois-taillis qui existaient alors.

Ce chemin, qui formait peut-être le prolongement de la voie pavée découverte en haut du bourg, rejoignait probablement, au-dessus de Saint-Pierre-le-Moûtier, la voie romaine qui va à Sancoins (*Tinconium*), et dont un embran-

chement, longeant Rosemont et les bois de Bord, se relie à la voie romaine qui part de Decize.

Dans sa *Statistique monumentale du département de la Nièvre*, M. le comte de Soultrait rapporte qu'une vieille tradition fait stationner les troupes de César sur les hauteurs de Chantenay, et M. Francis Monnier, dans sa *Vie de Vercingétorix*, dit que César, partant de Decize pour aller mettre le siège devant la Gergovie des Arvernes, rejoignit son armée stationnée aux environs de Saint-Pierre-le-Moûtier.

Il est probable, en effet, que le campement des troupes romaines se fit à Chantenay, situé à huit kilomètres de Saint-Pierre-le-Moûtier, le seul point culminant des environs de Saint-Pierre et l'un des plus rapprochés de Decize, où se trouvait César.

Du bourg de Chantenay, les Boïens pouvaient surveiller à la fois les Arvernes et les Bituriges.

Cette position de Gorgobine, peu éloignée de Moulins, dernier oppide éduen vers la frontière arverne, de Nevers, ville éduenne, à laquelle la reliaient des postes boïens ou éduens cantonnés à Saint-Parize-le-Châtel, à Mars et à Saincaize, et de Decize, avec laquelle elle communiquait par la voie pavée dont nous avons parlé plus haut, pouvait permettre à ses défenseurs, en cas de défaite, de se replier sur l'une ou l'autre de ces villes éduennes et d'avertir la garnison de l'arrivée des ennemis.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, la distance de Chantenay à Sancerre, quoique légèrement plus grande que celle qui sépare cette dernière ville de Gien, peut aider à comprendre pourquoi Vercingétorix, laissant le siège de Gorgobine, arriva à Sancerre presque en même temps que César.

Nous avons lu, dans un rapport de M. Charleuf à la Société éduenne sur l'attribution faite par M. Bonniard de la Gorgobina au village d'Arzembouy, que les Helvètes et les Boïens avaient, lors de leur invasion en Gaule, l'intention d'aller rejoindre sur les bords de la Charente les Santons, avec lesquels ils étaient en rapport d'amitié, et que, généra-

lement, là où se rencontrait la trace d'un établissement boïen, on trouvait dans les environs des villages dont le nom avait quelque analogie avec celui des Santons.

Dans son travail, M. Charleuf rappelle que près des villages de Bouy, Bouhy, Boui, Bouille, etc, on trouve d'autres villages portant les noms de Santenay, Satnay, Sancenay, etc.

Nous ne regardons pas ces rapprochements de noms comme une preuve bien concluante, mais nous devons faire remarquer que le nom de Chantenay n'est qu'une corruption du nom de Santenay, qu'il rappelle également le nom des Santons, et que dans l'espace de terrain compris entre Chantenay, Saint-Pierre-le-Moûtier, Saint-Parize-le-Châtel et Mars-sur-Allier, se trouvent différents villages et héritages portant le nom de Bouy (*Boïacum*) (1).

La ville boïenne, fondée dans un but stratégique pour et par un peuple pasteur et guerrier, ne comptait, lors du siège tenté par Vercingétorix, que sept années d'existence. Ce court laps de temps et les mœurs encore sauvages des habitants ne nous permettent pas de supposer que l'oppide rivalisait de luxe et de constructions grandioses avec les grandes villes éduennes, en contact depuis longtemps avec les Romains; Gorgobine était une ville de soldats et de laboureurs. La ville était petite, *civitas erat exigua* (2), dit César dans ses *Commentaires*, lorsqu'il demanda des secours aux Boïens pour le siège de Bourges. A l'exception peut-être de la résidence du chef de la tribu, les maisons devaient être très-simples; aussi nous ne trouvons dans les nombreuses substructions découvertes jusqu'à ce jour que des chambres bien bâties et solidement cimentées, sans luxe ni ornements, sauf quelques peintures murales, ressemblant toutes à de

(1) M. le docteur Jacquinot avait été frappé comme nous de la persistance de la race blonde dans toute la commune de Chantenay, et il attribuait à l'atavisme cette fréquence de chevelure blonde.

(2) *Commentaires de César*, liber VII.

petites forteresses, et suivant, dans leur ensemble, une ligne courbe faisant face à l'Allier. Une seule habitation, découverte en 1876 à trois cents mètres environ du bourg, par M. Bulliet, et se trouvant en dedans de la ligne de défense dont nous venons de parler, semble faire exception ; nous y avons trouvé une immense salle de bains, dont le pavé et les murs, à partir de l'hypocauste, étaient recouverts de grandes plaques de marbre de diverses couleurs. Peut-être cette construction servait-elle de résidence au chef, Boïeu ou Romain, qui commandait l'oppide, ou bien faisait-elle partie d'une villa plus importante bâtie sous les Césars, et que de nouvelles fouilles feront découvrir un jour.

§ 4.

ORIGINE ANCIENNE DE CHANTENAY.

L'origine du bourg de Chantenay remonte certainement aux âges préhistoriques, c'est-à-dire à l'époque dite de la pierre polie.

L'homme primitif, sans armes au milieu de ses semblables, aussi féroce que les animaux qui habitaient les forêts dont la Gaule était presque entièrement couverte, reconnut les avantages de cette position élevée, qui lui permettait de prévenir toute attaque, et par le voisinage de la rivière d'Allier facilitait son alimentation quand la chasse aux fauves n'avait pas été fructueuse.

Je possède un certain nombre de haches en silex de l'époque de la pierre polie, et des haches de l'époque du bronze, qui toutes ont été trouvées dans la partie la plus élevée du bourg lors de la confection de la route de Dornes, et M. le docteur ès-sciences Germain, de Saint-Pierre, et M. Turigny, député de la Nièvre, possédaient également des haches en basalte très-belles, qui ont été recueillies dans les mêmes endroits.

Il est probable que les Celtes, en envahissant la Gaule, reconnurent aussi les avantages de ce plateau, et qu'ils s'y établirent à la place des hommes de l'époque quaternaire. Leur petite ville prit rapidement de l'accroissement, car le sol livre à chaque instant des débris de leur industrie.

A la suite de fouilles faites sur ma demande, en 1875, par un cultivateur, dans un jardin situé au sommet du bourg, j'ai trouvé, avec des monnaies gauloises anépigraphes, des fibules et agrafes de bronze, des fragments de poterie et des quantités prodigieuses d'os et de cornes d'animaux de taille gigantesque (1).

Les ouvriers employés aux fouilles ont prétendu, mais je n'ai pu vérifier le fait, car les terres remuées avaient été remises en culture, avoir trouvé une ancienne route pavée se dirigeant, en traversant le bourg, soit sur Decize, soit sur Saint-Parize-le-Châtel; il est probable que des fouilles bien dirigées feraient retrouver les tronçons de cette voie gauloise ou romaine, dont il n'est pas fait mention dans l'*Album du Nivernais*.

Le cultivateur qui faisait ces fouilles, après avoir extrait les pierres d'une construction gallo-romaine, s'arrêta à la limite de son jardin; mais le propriétaire voisin trouva presque à fleur du sol des monnaies gauloises anépigraphes, sauf une seule en bronze portant le nom de VERGA (Vergasilanus), chef arverne, cité par César (2).

Depuis près de deux siècles le soc de la charrue fait sortir de terre, des vases, des poteries, ainsi que des monnaies romaines et gauloises; et lorsque les habitants de Chantenay ont besoin de pierres pour bâtir une maison ou un mur, ils creusent le sol à un mètre environ de profondeur et mettent à découvert des chambres souterraines et des monnaies de tout module.

(1) M. Brault, propriétaire à Chantenay. — Voir le dessin des fibules et de quelques objets trouvés à cette époque.

(2) M. Fassier, propriétaire à Chantenay.

Chantenay fut évidemment le centre d'un établissement gallo-romain très-important, car les monnaies trouvées dans le sol sont toutes des monnaies gauloises, des monnaies consulaires et des impériales, depuis les premiers empereurs jusqu'au bas empire.

Née de La Rochelle le neveu (I, p. 273) rapporte qu'en 1700 on découvrit à Chantenay une quantité prodigieuse de monnaies romaines en or et en argent, dont les plus anciennes étaient à l'effigie d'Auguste et les plus récentes à l'effigie de Commode. Celles d'or furent malheureusement jetées au creuset, mais un amateur, que Née de La Rochelle ne nomme pas, parvint à sauver quatre mille pièces en argent.

M. Cimetière, ancien notaire, a fourni à M. de Soultrait, qui l'a relatée dans sa *Statistique monumentale du département de la Nièvre*, la liste des objets antiques découverts par lui, en 1837, dans une chambre souterraine qui se trouvait au milieu du bourg de Chantenay.

Parmi des monnaies gauloises trouvées dans le bourg il y a une trentaine d'années figurait une pièce d'argent au nom de LITAVICVS, chef éduen, cité par César (1).

En 1861, un maçon de Chantenay, nommé Aré Vannereux, découvrit un vase de terre renfermant huit cents monnaies d'argent parfaitement conservées; ces pièces, qui me furent alors communiquées, étaient toutes des monnaies consulaires, et furent achetées par M. Anacharsis Doumet pour le compte de M. de Saulcy, de l'Institut, sauf une seule, très-belle, de la famille Publicia, qui fut offerte à M^{lle} Girard.

Il y a quelques années, le sieur Bernier découvrit à la Croix, près de la maison des sœurs et près de la voie pavée dont nous avons parlé plus haut, quatorze urnes en terre et un cippe romain, portant autour des figures de deux personnages la légende suivante: DIIS MANIBVS MARCVS CALPVRNIVS SECVNDVS (2).

(1) *Histoire de César*, par Napoléon III, tome II, page 249.

(2) Voir le dessin de ce cippe.

OBJETS TROUVÉS A CHANTENAY.

MONNAIE CONSULAIRE



Avers : Tête casquée. ROMA

FAMILLE PUBLICIA.

500 avant J.-C.

Trouvaille Aré Vannereux (1861).



Revers , Hercule terrassant
le lion de Némée.

Légende : PUBLICIA. A. F.



MARS en bronze.
Trouvaille Libank.



CIPPE acquis par M. Bertrand
Trouvaille Bernier.



MERCURE en bronze
détérioré par le feu.
Trouvaille Terret.

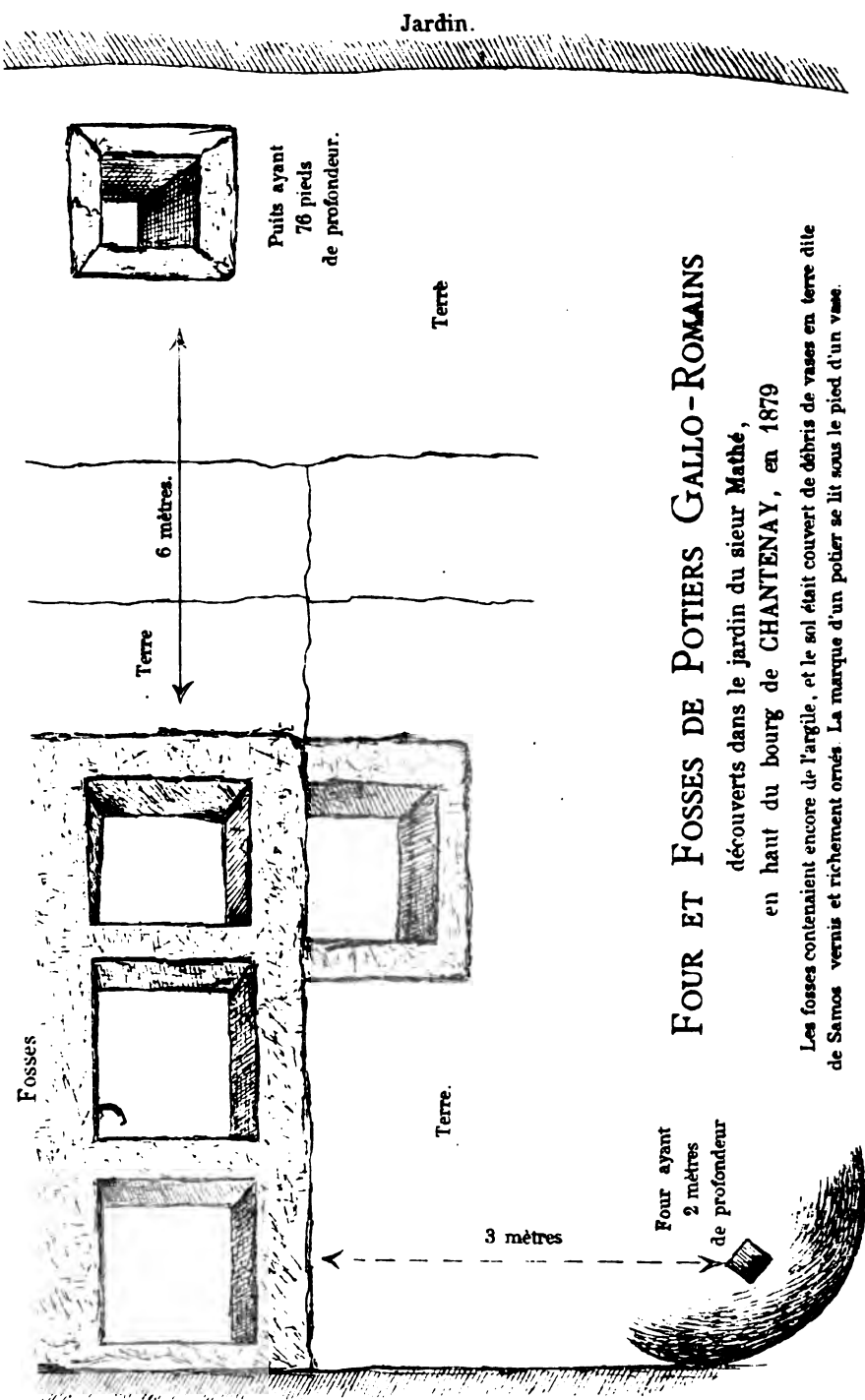


Type des
MONNAIES GAULOISES
de Chantenay.









FOUR ET FOSSES DE POTIERS GALLO-ROMAINS découverts dans le jardin du sieur Mathé, en haut du bourg de CHANTENAY, en 1879

Les fosses contenaient encore de l'argile, et le sol était couvert de débris de vases en terre dite de Samos vernis et richement ornés. La marque d'un potier se lit sous le pied d'un vase.

Les Romains ayant l'habitude d'enterrer leurs morts le long des routes, cette découverte d'urnes et de cippe donnerait raison aux ouvriers qui prétendaient avoir trouvé un chemin pavé partant de Chantenay et se dirigeant vers Saint-Pierre.

Ce cippe fut acheté par M. Bertrand, conservateur du musée de Moulins, qui, ainsi que MM. Dorothée de Froment, Auboyer, de Roanne, Anacharsis Doumet et le docteur Germain, de Saint-Pierre, fit à Chantenay de nombreuses acquisitions d'objets antiques.

En 1876, M. Bulliet met à découvert le magnifique établissement de bains dont j'ai parlé plus haut.

Deux ans après, un laboureur de M^{me} Gilberton trouve dans le sol des poteries gallo-romaines, des clochettes (*tintinnabula*) en bronze de différentes grandeurs, un poignard en fer avec poignée de bronze, et des monnaies d'Adrien et de Faustine.

M. Delaume, à la même époque, trouve dans un champ une hache de bronze.

Dans une même année (1879) le sieur Mathé découvre dans son jardin des fours de potier et des monceaux de débris de poterie dite de Samos, dont quelques-unes portaient le nom du potier, et le sieur Bienfait, cantonnier, trouve dans son jardin un canal dont le fond était en terre réfractaire et les côtés en maçonnerie. Ce canal, qui se continue dans le jardin du presbytère, devait amener les eaux du bois de la Bourgogne dans le bourg de Chantenay.

En 1882, le sieur Terret, charpentier, en creusant les fondations de sa maison, rencontre des débris de colonne, des pierres sculptées, une statuette en bronze de Mercure et un certain nombre de monnaies gauloises.

A la même époque, M. Libault me cède une statuette en bronze du dieu Mars, trouvée dans les vignes de l'ancien prieuré, près de l'église actuelle.

Enfin, MM. Soumier frères, Victor Denis, Villeneuve, Courrot, Brault, Mallet, et dernièrement Nigond, aidé de

deux ouvriers, Journet et Boucomont, ont fait sortir de la terre des meules à grains, des vases en terre et en verre, des statuettes, des bagues d'argent et des objets de bronze, et des monnaies très-bien conservées.

J'ai acquis depuis trente ans un grand nombre des objets découverts, mais je suis persuadé qu'il en reste une plus grande quantité enfouie sous les maisons de Chantenay.

Le marronnier séculaire qui ornait la place de Chantenay, en face de l'église, a été abattu au mois de février 1892, et sous ses racines les ouvriers ont découvert des tombes en pierre, sans couvercles, à moitié brisées et remplies d'ossements; les objets se trouvant dans ces tombes: bagues, monnaies, christs en cuivre, sont tous postérieurs à l'ère chrétienne; mais après avoir retourné ces tombes et enlevé les monceaux d'ossements qui les entouraient, les ouvriers ont mis à découvert deux chambres souterraines évidemment gallo-romaines, car, dans la terre remuée, on a trouvé des fragments de poterie de Samos, des vases assez élégants, une épée en fer et des monnaies de Probus. Si la municipalité se décide à faire continuer ces fouilles, il est presque certain que le sol livrera d'autres objets antiques.

Je crois que cet ossuaire renfermait les tombes et les débris de corps provenant d'un ancien cimetière entourant l'église de Chantenay, et que le marronnier avait été planté au-dessus du dépôt pour en indiquer la place et empêcher toute profanation.

Je me résume en quelques lignes :

Dès le début de cette notice j'ai circonscrit la recherche de la Gorgobina Boiorum dans l'espace de terrain entre la Loire et l'Allier, c'est-à-dire *inter amnes*.

La situation de Saint-Pierre-le-Moûtier au fond d'une vallée, au milieu de marécages, et celle de Saint-Parize-le-Châtel, bourg très-éloigné de l'Allier et de la frontière arverne, ne me semblent pas convenir pour l'emplacement de l'oppide boïen, et dans les pages qui précèdent j'ai essayé de donner les raisons qui me faisaient rejeter ces deux villes.

Chantenay, au contraire, offre toutes les conditions géographiques et stratégiques nécessaires à une place forte gauloise placée en vedette sur les frontières, et les nombreux vestiges du séjour des Gaulois et de l'occupation romaine pendant des siècles militent en sa faveur.

Je crois donc sincèrement qu'il est plus logique de placer la Gorgobine tant cherchée sur les hauteurs qu'occupe aujourd'hui le petit bourg de Chantenay, et je suis convaincu que des fouilles conduites avec méthode confirmeront un jour mon assertion.

ALBÉRIC GONAT.

NOTICE

SUR LE

CHATEAU DE DOMPIERRE-SUR-NIÈVRE.

Nos recherches sur Beaumont-la-Ferrière nous ont fait découvrir certains documents qui tendent à prouver, contrairement à l'opinion généralement admise, que le manoir de Dompierre-sur-Nièvre n'est autre que l'ancien chastel de Néant.

Nous les résumons ci-après, en les faisant suivre de quelques rapprochements :

« Le château de Dompierre, dit M. de Soultrait (1), s'élève à deux kilomètres au sud du village ; il fut bâti sur un plan carré, probablement au quatorzième siècle..... La partie ouest a été reconstruite au quinzième..... Près du village, motte, entourée de fossés, qui servait de base à un château-fort depuis longtemps détruit, où la tradition place le théâtre d'une légende fort dramatique du temps des croisades. »

« Dompierre, rapporte M. Morellet (2), appartenait au treizième siècle aux religieux de La Charité. Le château, que l'on rencontre un peu avant le village, était aussi leur propriété. Sa position au bord de l'eau en faisait un poste militaire important. »

On retrouve ces détails dans Gillet (3), Néc de La

(1) *Répertoire archéologique du département de la Nièvre*, col. 114.

(2) *Album du Nivernois*, t. 1^{er}, p. 165.

(3) *Annuaire* de l'an XII, p. 76.

Rochelle (1), Touchard-Lafosse (2) et autres écrivains sur le Nivernais. Nous les compléterons par les notes suivantes, tirées de titres des trois derniers siècles (3).

Le 24 août 1535, après assignation du seigneur de Grenant, ceux de Sauvages et de La Celle-sur-Nièvre, ainsi que « le chaspelain de Dompierre-sur-Nièvre (4), estant au *chastel de Néant*, prochain de Beaulmont....., mandés de se trouver au lieu de la Planche-Roge..... (5), ont accordé les limites de Beaulmont, Gernant et *Néant*, comancer à ladicte Planche-Roge, le long du viel et entien court deau demeuré commung entre eulx jusque au *Guet de Néant* et un peu au-dessus dung mollin, dict et appelé le mollin des Symons... (6) et en continuant lesdicts seigneurs de Gernant et Néant ont convenu lesdictes limites estre le Guet de Néant ; et, traversant le grand chemain venant de Néant audict Beaulmont, le long dung fossé faisant séparation des justices de Beaulmont, Gernant, Néant et Saulvaige, et est la fin desdites limites de Beaulmont, Gernant et Néant..... »

Un procès-verbal de 1565 se termine ainsi : « Et tournant tout court le long dudict ruisseau de Vaulvangy....., puis allant tout droict au *chasteau de Dompierre*..., jusque a une bonde plantée en ung foussé qui faict séparation des justices de Beaulmont, Dompierre et Saulvaige ; et dicelle... jusque a ung grant chemain qui va dudict Beaulmont à Dompierre..... et a la ryvière de Nyeure, a ung lieu appelé le *Gué de Néant*, lequel faict séparation des justices desdicts Beaulmont et Dompierre..... »

(1) *Mémoires sur le Nivernais*, t. I^{er}, p. 280.

(2) *La Loire historique*, t. III, p. 89.

(3) Nous les devons à l'obligeance de M. Debourges, propriétaire à Beaumont.

(4) Il représentait « frère Jehan de La Magdelaine, prieur-seigneur de La Charité-sur-Loyre et aussy temporel dudit lieu et chastel de Néant ». (Procès-verbal de délimitation.)

(5) La Planche-Rouge, ancien gué sur la Nièvre, voisin de La Celle et Beaumont.

(6) Voir plus loin la note relative à ce moulin.

Une délimitation de 1732 commence « sur le grand chemin qui tend du *Gué de Néant* et du village de Grenant à Prémery, à l'endroit où passoit autrefois l'ancien chemin tendant du lac de Brenouard au *château de Néant aujourd'hui appelé Dompierre*..... qui, en avançant du costé du château dudit Dompierre..., tomboit à une borne qui a son aspect audit ancien chemin dudit château de Dompierre... » Le procureur fiscal de Sauvages a dit ensuite « qu'il prétend que la justice dudit Sauvage commence à Grenant, au *Gué de Néant*, où autrefois il y avoit une borne qui a esté inondée par les eaux et vases..... »

En 1783, « la seigneurie de Beaumont commence au lieu de la Planche-Rouge..... ; de là, la limite se dirige au nord jusqu'au *Gué de Néant*, en laissant sur la justice de Beaumont l'étang de l'ancienne forge de Grenant, qui fut aussi moulin..... ; du *Gué de Néant* on tire en Orient à une borne plantée au pied d'une croix au bord du chemin de Dompierre à Beaumont..... »

Lors de la division du territoire communal en 1791 on vint encore « au *Gué de Néant*, à l'angle des seigneuries de La Celle, Dompierre et Beaumont..... (1) ».

Là se bornent les renseignements que nous avons recueillis. Faisons maintenant des rapprochements.

Dompierre-sur-Nièvre dépendit certainement, pendant plusieurs siècles, du prieuré de La Charité; et le prieur, seigneur justicier, y eut un château. C'était bien celui de Dompierre où, en 1420, habita Perrinet Gressart, qui s'y introduisit moitié gré et moitié force.

M. de Soultrait dit « que la partie ouest a été reconstruite au quinzième siècle », et l'*Album du Nivernois* « que la forteresse eut à souffrir des guerres du quinzième siècle, et que le prieur Jean de La Magdelaine la fit reconstruire au commencement du dix-septième..... » Il s'agit évidemment

(1) Archives communales.

des mêmes réparations, conséquences obligées des troubles de La Charité. »

En 1535, le chapelain de Dompierre, qui représentait « le prieur de La Charité, seigneur du lyeu et chastel de Néant », demeurait « *audict chastel de Néant, prochain dudict Beaulmont.....* ». Le manoir en question est bien celui de Dompierre, voisin de Grenant.

De plus, la délimitation de 1535 mentionne « le grand chemin venant de Néant audict Beaulmont », lequel chemin est cité en 1565 comme « allant dudict Beaulmont au *chasteau de Dompierre* ».

Tout doute disparaît d'ailleurs à la lecture du procès-verbal de 1732 où figure « l'ancien chemin tendant du lac de Brenouard *au chasteau de Néant, aujourd'huy appelé Dompierre.....* qui tomboit à une borne en avançant du costé du chasteau dudict Dompierre..... »

La dénomination primitive de *Néant* s'explique d'autant mieux que c'était ainsi qu'on désignait, au seizième siècle, la justice de Dompierre (1).

L'existence d'un gué qui se trouvait à Grenant, à la limite des justices de Beaumont et Dompierre, et qu'on dénomma pendant plusieurs siècles *Gué de Néant*, vient confirmer nos dires.

Celui-ci était bien à l'extrémité septentrionale de la paroisse de Beaumont, puisqu'en 1732 le procureur fiscal de Sauvages prétend que « la justice de Sauvage commence à Grenant, au Gué de Néant..... »

En 1535 « les limites de Beaulmont, Gernant et Néant, qui comencent à la Planche-Roge, remontent jusque au Guet de Néant, qui est un peu au-dessus d'ung mollin dict et appelé le mollin des Symons..... »

La délimitation de 1565 « part de la ryvière de Nyeure..... à ung lieu appelé le Gué de Néant, lequel faict séparation des justices de Beaulmont et Dompierre..... »

(1) C'est ce qui ressort du titre de 1535 cité plus haut.

Le notaire qui délimita la terre de Beaumont en 1732 « se transporta sur le grand chemin qui tend du Gué de Néant et du village de Grenant à Prémery, à l'endroit où passait autrefois l'ancien chemin tendant du lac de Brenouard au chateau de Néant..... »

En 1783 on reconnaît que « la limite de la seigneurie de Beaumont et Grenant se dirige au nord, en suivant l'ancien lit de la Nièvre jusqu'au Gué de Néant..... »

Enfin la délimitation de 1791 arriva « au Gué de Néant, à l'angle des seigneuries de La Celle, Dompierre et Beaumont ».

Il n'y a donc aucun doute. Le *Gué de Néant*, ainsi que nous l'avons dit dans notre *Monographie de Beaumont* (1), se trouvait au bas de Grenant, à la place du pont actuel, bâti sur la Nièvre lors de la confection du chemin qui relie le village à la route de Guérigny à Entrains.

Le Gué et le Château portant la même dénomination devaient être peu éloignés ; c'est pourquoi nous croyons que le *château de Dompierre*, voisin de Grenant, n'est autre que l'*ancien chastel de Néant*.

Le moulin de Grenant, déjà cité, donne encore quelques éclaircissements sur cette question.

En 1535, c'est « le mollin des Symons », parce qu'en 1467 le seigneur de Beaumont « avait baillé à Guillaume Symon plusieurs héritages et ung mollin contre le Gué de Néant..... » Pierre Symon « vend en 1553 sa portion dung molin dans ryviere avec appartenances diceluy....., le tout sis à Grenant, tenant au chemin tendant de Beaulmont au chastel de Néant, d'aulture de long en long à la ryviere de Nyevre, d'aulture au guet appellé Guet de Néant..... »

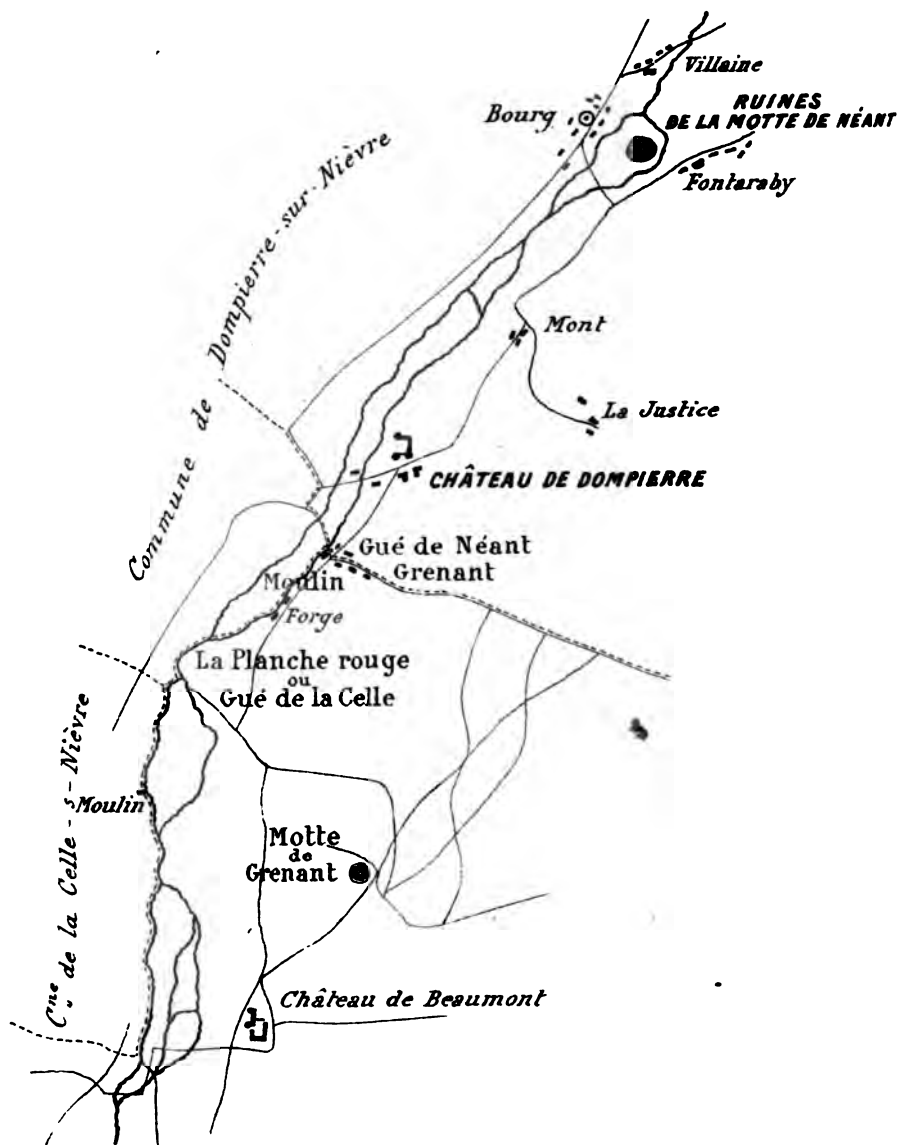
En 1562, « Charbonneau cède à Jehan des Royaux un moulin à bled sis à Grenant..... tenant au chemin tendant de Beaulmont au chastel de Néant..... » Jacques des Royaux vend en 1620 au notaire Durand « son droict sur ung moulin a bled appellé le moulin des Royaux, aultrement le

(1) *Bull. de la Soc. niv.*, vol. XIII, p. 302 (note).



LE CHATEAU DE DOMPIERRE

AUTREFOIS "NÉANT",



moulin de Grenant..... tenant d'ung long a la riviere de Niepure, daultre long au chemain de Dompierre à Beaulmont..... » Durand achète en 1641 « plusieurs pièces de terre au climat de Grenant, au-dessous du moulin dudit lieu....., tenant d'une part au chemin allant du *Guay de Néant* et du village de Grenant à Prémery..... »

Ces notes, puisées dans divers titres, sont éclairées par la carte y annexée. Celle-ci, relevée sur les cadastres de Beaulmont et de Dompierre (1) et sur un plan du siècle dernier, indique le véritable emplacement du *gué* et du *chastel de Néant*.

Que dire maintenant de la motte féodale, encore visible à Dompierre, et qui a une grande analogie avec celle de Grenant ?

Le château-fort qu'elle portait est certainement détruit depuis longtemps. Si, comme on le croit, sa ruine date de l'époque des croisades, rien ne s'oppose à ce qu'au quatorzième siècle on ait choisi l'emplacement actuel du château de Dompierre pour élever une nouvelle forteresse.

Celle-ci aura hérité d'abord du nom de l'ancien manoir — qui était d'ailleurs celui de la paroisse — avant de prendre sa dénomination actuelle.

La légende qui s'y rattache nous a été ainsi racontée ; Pendant un voyage en Palestine du seigneur de Néant, celui de Grenant séduisit sa voisine, la châtelaine de Néant. Le mari, informé au retour de cette conduite scandaleuse, résolut de se venger. Il se déguise en forgeron, arrive le soir à Grenant, se cache et, pendant la nuit, aidé de ses manants, fait l'assaut du château et y met le feu. On attribue même à cet incendie le commencement de destruction de ce manoir féodal, abandonné ensuite. Le seigneur de Grenant, pour se venger, se rua à son tour sur le château de son adversaire et le fit tomber en partie.

Disons cependant que nous avons si peu ajouté foi à cette

(1) Nous en devons le croquis à M. Senne, instituteur.

légende — racontée d'ailleurs de plusieurs façons — que dans notre *Monographie* nous n'y avons même pas fait allusion en parlant de la seigneurie de Grenant.

Néanmoins ceci nous amène à penser :

Le chastel de Néant n'a donc pas toujours appartenu aux religieux de La Charité ?

Comment est-il arrivé en leur possession ?

Quels sont les noms des seigneurs de Néant et Grenant héros de cette légende ?

Questions auxquelles nous convions à répondre de plus habiles que nous, notre seul but, en écrivant ces lignes, étant de donner quelques éclaircissements sur la résidence appelée *Château de Dompierre*.

G. GAUTHIER.

UN PROCÈS CRIMINEL

A SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER

AU DIX - HUITIÈME SIÈCLE.

Le 12 mars 1726, le substitut du procureur général au bailliage royal et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier était averti que, quelques jours auparavant, une tentative d'assassinat avait eu lieu contre le sieur de La Mazille, sur le chemin de Cercy-la-Tour à Coulonges. Le lieutenant criminel étant absent, Michel des Préfays, assesseur au bailliage, se transporta le surlendemain à Cercy, accompagné de Jacques Sallonnier de Faye, substitut du procureur général, et d'un greffier, afin d'interroger La Mazille et de procéder à une enquête.

La victime, Léonard Méchine, seigneur de la Mazille, fils de Jacques Méchine et de Marie Loreau, avait eu une vie assez accidentée. Il avait quitté le pays, étant encore fort jeune, à la suite de poursuites exercées contre lui ; il était revenu en 1715. En 1716, il était officier dans le régiment de la Sarre, et en 1719 dans celui de Villars, d'où il déserta, emportant différents effets, évalués à la somme de 250 livres ; arrêté en 1725, il avait été enfermé, pendant plusieurs mois, dans les prisons de Nevers, et, pour éviter une condamnation, il avait engagé à un sieur Moreau, agent de M. de Villars, la jouissance d'une maison qu'il possédait à Fours. Au commencement de l'année 1726, il avait contracté un nouvel engagement dans le régiment de Montravel, qui prenait ses quartiers d'hiver à Saint-Pierre-le-Moûtier (1).

(1) Mémoires des Bénédictins de l'ordre de Cluny contre les officiers de Saint-Pierre-le-Moûtier et des officiers de Saint-Pierre contre l'ordre de Cluny et le procureur général.

Le 30 septembre 1716, il avait épousé Anne de Bongard, fille de François de Bongard, écuyer, seigneur de Maumigny, et de Philiberte de Jame (1). Après que la maison de Fours eut été engagée à Moreau, la femme La Mazille était venue habiter à Coulonges une petite maison qu'elle avait louée à proximité de la terre de Maumigny, appartenant alors à son frère. Elle ne paraît pas avoir eu une conduite très-régulière et passait pour être en relations intimes avec un marchand de bois, nommé Jourdier, et le prieur de Coulonges.

Les époux vivaient séparés, mais La Mazille venait voir sa femme de temps à autre surtout, semble-t-il, pour lui arracher de l'argent. La Mazille déclara que le 2 mars, vers cinq heures du soir, il s'était rendu à Coulonges dans l'intention de faire visite à sa femme. Dès qu'elle l'avait aperçu, celle-ci avait envoyé chercher son frère; une discussion assez vive avait eu lieu entre eux, à la suite de laquelle sa femme, son beau-frère et Marie Merlin, domestique de sa femme, s'étaient renfermés un certain temps dans une écurie; puis on l'avait invité à rester souper, ce qu'il avait refusé. Vers sept heures, il avait repris le chemin de Cercy, et, arrivé au ruisseau de la Bonne-Dame, pendant que, dans l'obscurité, il cherchait un passage, il avait été assailli par quatre hommes qui l'avaient renversé dans le ruisseau, frappé « de trois coups de pieu de trace » et « de coups de bourrade de fusil ». Un de ces hommes avait même, par trois fois, essayé de décharger un fusil sur lui; heureusement le coup n'était pas parti. Puis, craignant qu'on entendît ses cris, les assaillants s'étaient enfuis, et lui s'était traîné à Cercy chez un aubergiste, qui l'avait soigné pendant dix jours. A la lueur de l'amorce du fusil, il avait reconnu deux des assassins: Châtelain, manoeuvre à Coulonges, et Beugnon, meunier au moulin Chevillon, sur le ruisseau de la Bonne-Dame. Il croyait qu'un complot avait été formé contre lui dans l'écurie et porta plainte

(1) Registres de l'état civil de la paroisse de Verneuil.

contre sa femme, son beau-frère, Jourdier, Châtelain et Beugnon (1).

L'information se poursuivit à Cercy pendant deux jours, et le 18 l'assesseur lança un décret de prise de corps contre Châtelain seul, les charges ne lui ayant pas paru suffisantes contre les autres. L'inculpé prit la fuite et on le rechercha en vain pendant plus d'une année.

Le 3 avril 1726, le substitut du procureur général (procureur du roi) demanda et obtint un jugement ordonnant que, vu la nature du crime, Châtelain serait jugé présidialement, c'est-à-dire en dernier ressort et sans appel d'aucune sorte, même devant le Parlement. Le 22 avril 1727, il fut arrêté à Coulonges, où il était revenu, et le lendemain écroué dans les prisons de Saint-Pierre.

Le jugement de compétence, rendu par contumace, fut confirmé, et Châtelain soumis à deux interrogatoires; il opposa les dénégations les plus formelles à l'accusation portée contre lui par La Mazille.

Le 6 août, le substitut du procureur général posa des conclusions tendant à ce qu'il fût accordé un délai de six mois pour être plus amplement informé, et que pendant ce temps Châtelain fût élargi. Mais les juges, rejetant ces conclusions, et après avoir entendu l'accusé derrière le bureau, décidèrent qu'il serait soumis à la question, et commirent Alasseur, l'un des conseillers, pour assister au procès-verbal de torture avec Pierre Alixand, lieutenant criminel.

Il n'y avait pas de tortionnaire au siège; on envoya chercher celui de Moulins; il était absent; il fallut faire venir celui de Bourges. Le 12 août, on procéda à l'exécution. Châtelain fut déshabillé et on lui mit les brodequins. On appelait ainsi des morceaux de bois, en forme de planches,

(1) Mémoires des Bénédictins de l'ordre de Cluny contre les officiers de Saint-Pierre et des officiers de Saint-Pierre contre l'ordre de Cluny.
— Supplique d'Alixand et de Michel des Préfays au roi.

qu'on attachait des deux côtés de chaque jambe ; on liait ensuite les jambes ensemble, puis on faisait entrer de force un certain nombre de coins entre les morceaux de bois qui séparaient les jambes. En voyant préparer les coins, le malheureux s'écria : Ne serrez pas, j'aime mieux tout dire. Il déclara alors que les quatre hommes qui avaient attaqué La Mazille étaient : lui-même, Beugnon, Bongard de Maumigny et Pierre Vincent, valet du prieur de Coulonges. D'après sa déposition, le premier coup avait été porté par Beugnon ; de Maumigny et Vincent avaient frappé ensuite ; c'était lui-même qui avait essayé de tirer un coup de fusil, l'amorce seule était partie. Il voulait effrayer La Mazille. Le complot avait été concerté dans la cour du prieuré entre la femme La Mazille, la Merlin, sa domestique ; Bongard de Maumigny, son frère ; le prieur et Vincent. On lui avait promis dix-huit mesures de blé s'il voulait prêter son aide. Beugnon passait, allant chercher des fournées ; il entra dans la cour du prieuré et prit part au complot. Après la tentative d'assassinat, ils avaient tous soupé ensemble chez le prieur, qui lui avait, en outre, procuré un asile quand il avait fui ; il était resté trois jours caché dans sa chambre. Si La Mazille avait été tué, son cadavre aurait été enterré dans le champ appelé le Buisson-des-Crots. Tel est le résumé de ses réponses qui, sous certains points, furent un peu contradictoires (1).

On lui appliqua successivement trois coins, qui n'amenèrent que des cris ; puis il fut détaché et mis devant le feu, sur la paille. Un second interrogatoire ne produisit rien de nouveau. Outre le lieutenant criminel et Alasseur, le geôlier, les archers et un certain nombre d'autres personnes, attirées par la curiosité, assistèrent à la question. La femme de Châtelain était elle-même dans la cour, attendant des nouvelles, lorsqu'on vint la prévenir que son mari l'avait accusée d'avoir pris part au complot et d'avoir essayé

(1) Interrogatoire de Châtelain.

d'entraîner La Mazille chez elle pour le faire assassiner plus facilement.

Sur le vu de sa déposition, et conformément aux conclusions déposées par de La Prée, avocat, en l'absence du substitut du procureur général, Châtelain fut condamné à mort le jour même et exécuté immédiatement, sans qu'on procédât à un nouvel interrogatoire avant sa mort. La femme La Mazille, Bongard de Maumigny, Marie Merlin, le prieur de Coulonges, Vincent, Beugnon et la femme Châtelain furent décrétés de prise de corps.

Cette dernière fut arrêtée et interrogée le lendemain. Elle nia avoir eu connaissance du complot, ne fut pas moins maintenue en prison, où elle mourut dans la nuit du 2 au 3 janvier 1729. Toussaint, leur plus jeune enfant, âgé d'un an environ, fut mis à l'hôpital de Saint-Pierre et y mourut aussi le 5 mars 1729 (1).

Beugnon, qui s'était cassé un bras à son moulin, fut arrêté le 16 août, traîné mourant aux prisons de Saint-Pierre le 18 et interrogé le même jour. Il déclara qu'il n'avait pris aucune part soit au complot, soit à l'attaque, et que le 2 mars, jour du crime, il était déjà au lit lorsque La Mazille était arrivé au moulin, poussant des cris et racontant qu'il venait d'être excédé par Châtelain et le valet du prieur. Il s'était levé et lui avait fait passer la rivière. Il nomma plusieurs personnes qui se trouvaient alors au moulin, entre autres la Cartelat, sage-femme, venue à l'occasion des couches de sa femme. Beugnon mourut de la gangrène dans la nuit qui suivit son interrogatoire (2).

Les autres inculpés prirent la fuite.

Cette condamnation de Châtelain fut cause en partie du mauvais renom de la justice de Saint-Pierre au siècle dernier. Elle nous paraît rigoureuse, en effet. Le malheu-

(1) Registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Pierre-le-Moûtier.

(2) Mémoire des Bénédictins de Cluny. — Registres de l'état civil de Saint-Pierre-le-Moûtier.

reux n'avait guère été accusé que par La Mazille, homme d'une moralité très-douteuse. Le substitut du procureur général, chargé spécialement de la poursuite des crimes, était venu déclarer qu'il ne possédait pas de preuves, puisqu'il avait demandé un plus amplement informé et la mise en liberté provisoire de l'accusé; les juges, cependant plus sévères que le ministère public, avaient fait appliquer la question, quoique les ordonnances ne permissent ce moyen d'instruction que lorsqu'il y avait une preuve considérable contre l'accusé. La condamnation n'avait été prononcée que par suite des aveux arrachés par la crainte des tourments. Mais on retrouve des faits semblables dans les annales judiciaires de cette époque. L'absence du substitut du procureur général le jour de la torture, et alors qu'il pouvait avoir à donner des conclusions dans un jugement sans appel, peut paraître singulière. On est aussi étonné de voir des conclusions, dans une affaire capitale, déposées par un simple avocat, qui n'avait aucune espèce de délégation et choisi au hasard. En réalité, Châtelain ne fut condamné que parce que le jour du crime il avait été vu armé d'un fusil à la chasse aux canards; les conseillers de Saint-Pierre répondirent, aux reproches qui leur furent adressés plus tard à l'occasion de ce procès, que dans ce pays de bois et de forges, où se commettaient beaucoup de crimes impunis, ils avaient l'habitude de se montrer extrêmement sévères pour les hommes de néant que l'on voyait circuler avec un fusil. L'exécution nous paraît expéditive; mais l'ordonnance de 1670 voulait que les jugements fussent exécutés le jour même où ils avaient été prononcés.

On doit aussi blâmer le maintien en prison de la femme Châtelain pendant dix-huit mois, alors qu'aucune charge un peu sérieuse ne pesait contre elle.

Après l'exécution de Châtelain, une lutte s'engagea entre le bailliage de Saint-Pierre et des adversaires résolus à employer tous les moyens pour combattre.

Le prieuré de Coulonges, situé à un quart de lieue de

Cercy, était un bénéfice régulier, d'un revenu de 350 livres environ, dépendant du prieuré de La Charité-sur-Loire. Il était alors possédé par Ignace-Antoine Philip, bénédictin de l'ancienne observance de Cluny, qui avait eu déjà des difficultés avec Michel, père de l'assesseur de Saint-Pierre, et même avec l'assesseur qui avait commencé l'instruction de l'affaire La Mazille.

Dom Philip, en qualité de religieux de Saint-Benoît, était au rang des privilégiés, qui ne pouvaient être jugés présidiallement; par son privilège, il entraînait tous ses coaccusés. L'affaire dut donc être continuée à l'ordinaire et à charge d'appel.

Les religieux de l'ancienne observance de Cluny, faisant leur propre cause de celle du prieur de Coulonges, agirent en son nom, tandis qu'il se tenait caché. Ils tentèrent d'abord de le soustraire à la justice de Saint-Pierre. A cet effet, ils présentèrent une requête afin d'obtenir des défenses contre le décret de prise de corps: c'était un ordre de ne pas passer outre. Mais ils échouèrent dans cette tentative. On ordonna que les pièces du procès seraient apportées au Parlement et, sur le vu de ces pièces, un arrêt du 27 janvier 1728 décida seulement que le procès serait continué, fait et parfait par l'official de Nevers et le lieutenant criminel de Saint-Pierre, jusqu'à sentence définitive inclusivement, sauf appel. Cet arrêt ne fut même pas signifié aux officiers du bailliage, qui n'en eurent connaissance que plus de deux ans plus tard (1). En même temps les religieux s'efforçaient d'obtenir la révision du procès de Châtelain. C'était la seule voie à prendre, puisqu'un appel était interdit. Comme le prieur n'avait été accusé que par la déposition de Châtelain décédé, une révision du procès devait mettre à néant l'accusation portée contre dom Philip. Ils firent donc présenter par Gabrielle Ramage, mère de Châtelain et tutrice de ses enfants mineurs, à la date du 2 octobre 1727, au conseil du

(1) Supplique d'Alixand et de Michel des Préfays au roi.

roi, une requête, dans laquelle les conseillers de Saint-Pierre étaient dénoncés comme ayant inventé eux-mêmes un prétendu assassinat sur un homme de mauvaises mœurs et en parfaite santé, pour perdre une femme, un gentilhomme et un prêtre, et comme ayant, afin de pouvoir juger présidialement, impliqué dans cette affaire son fils, qui avait été condamné, sans autre preuve qu'une confession arrachée par la force des tourments (1).

L'apport des pièces fut ordonné au conseil. La demande en révision n'arrêtait pas le procès; mais le lieutenant criminel crut devoir suspendre provisoirement l'instruction, qui resta en cet état jusqu'au 29 janvier 1729. A cette date, le chancelier de France écrivit au lieutenant criminel que « la tentative qui avait été faite au nom de la mère de Châtelain n'avait eu aucun succès, qu'il avait été mis à néant sur la requête le 28 décembre précédent et qu'ainsi rien n'empêchait de continuer la procédure contre les accusés qui n'étaient pas encore jugés (2) ».

Une seconde requête au conseil fut présentée par le prieur, tant en son nom qu'au nom de ses coaccusés, demandant qu'ils fussent tous renvoyés devant d'autres juges que ceux de Saint-Pierre. Après explications fournies par le lieutenant criminel, elle fut également rejetée le 10 mai 1729 (3).

Ces échecs successifs, tant au Parlement qu'au conseil du roi, et après inspection des pièces, devaient être considérés comme une approbation de la procédure faite par les officiers de Saint-Pierre.

Le prieur, qui s'était réfugié d'abord à Faye, chez le père du substitut du gouverneur général, puis à Paris, au couvent de Cluny, n'avait pas pu être arrêté. Le 24 janvier 1730, il fit signifier au bailliage l'arrêt ordonnant que son procès serait fait par le lieutenant criminel, conjointement

(1) Supplique d'Alixand et de Michel des Préfays.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

avec l'official de Nevers, et fit faire sommation de porter au greffe de l'officialité toutes les pièces de l'information, en déclarant qu'il était disposé à se mettre en état, c'est-à-dire à se constituer prisonnier, si le procès devait être continué, conformément à cet arrêt. En même temps le lieutenant criminel, ayant appris qu'il paraissait publiquement dans les rues de Nevers, donna l'ordre de l'arrêter. Lorsque la maréchaussée voulut se saisir de sa personne, il exhiba un sauf-conduit.

Voici ce qui s'était passé: A l'occasion de la naissance du Dauphin, fils de Louis XV, arrivée le 4 septembre 1729, un certain nombre de grâces devaient être accordées. Dom Philip voulut profiter de cette circonstance et se constitua volontairement prisonnier à Versailles, en déclarant qu'il ne se présentait que pour jouir de la clémence du roi. Malgré les démarches que les religieux durent faire en sa faveur, il ne fut pas compris sur la liste des graciés; la commission, présidée par le cardinal de Rohan, l'inscrivit au cent vingt-cinquième rang parmi les cent soixante-six détenus auxquels toute faveur était refusée. On lui avait alors ouvert les portes de la prison et délivré, comme à tous ceux qui se trouvaient dans le même cas que lui, un sauf-conduit valable pour trois mois, à condition qu'il se tiendrait éloigné au moins de dix lieues de la localité où avait été commis le crime. Il était donc venu à Nevers, à plus de dix lieues de Coulonges. Les officiers du bailliage prétendirent qu'il s'était rendu à Cercy, contrairement aux conditions de son sauf-conduit, avec le Père Champiat, sacristain de Saint-Révérien, également de l'ordre de Cluny, et s'était entretenu avec plusieurs des témoins entendus dans le procès La Mazille. C'est à la suite de ce nouvel échec qu'il avait offert de se mettre en état (1).

Le refus de grâce pouvait être considéré comme une

(1) Mémoires des Bénédictins et des officiers de Saint-Pierre. — Supplique d'Alixand et de Michel des Préfays.

nouvelle approbation de tout ce qu'avaient fait les juges de Saint-Pierre. Plus tard les religieux soutinrent que le prieur en se présentant n'avait voulu que demander la révision de son procès, et que c'était ce seul motif qui avait empêché la commission de lui accorder sa grâce, faveur qu'il aurait refusée. Cette assertion est contredite par son écrou, qui était ainsi conçu : « Aujourd'hui (29 octobre 1729) est comparu Ignace-Antoine Philip, prestre, religieux de l'ordre de Cluny, lequel s'est volontairement rendu es-prisons de la ville de Versailles, à l'effet de jouir de la grâce que Sa Majesté a l'intention d'accorder en faveur de la naissance de Mgr le Dauphin. — *Signé*: PHILIP. »

Dès que le délai de validité du sauf-conduit fut expiré, le lieutenant criminel fit sommation au prieur de Coulonges, au domicile par lui élu, de se rendre dans les prisons de Saint-Pierre, et vint le 9 février 1730 à Nevers, avec le substitut du procureur général et un greffier, pour procéder à l'instruction avec l'official, conformément à l'arrêt du 27 janvier. Grand fut leur étonnement quand le promoteur de l'officialité leur notifia une déclaration déposée par l'inculpé au greffe, par laquelle il retirait son offre de se mettre en état et refusait de se constituer prisonnier, sous prétexte qu'ayant reçu sommation de se faire écrouer dans la prison de Saint-Pierre, au lieu de celle de l'officialité, il se considérait comme dégagé de sa promesse et ne voulait se rendre ni dans l'une ni dans l'autre des prisons. Le promoteur ajouta qu'il lui était impossible, dans cette situation, de passer outre et que, selon lui, tout ce qui serait fait au préjudice de cette déclaration serait frappé de nullité. Force fut aux officiers du bailliage de se retirer et d'aviser le procureur général de ce qui se passait. Celui-ci déclara le prétexte insoutenable et ordonna de continuer l'instruction. Le prieur se décida alors à se rendre le 13 mai dans les prisons de l'officialité de Nevers. La Merlin, de son côté, avait été arrêtée au commencement du même mois.

L'information recommença, pour ainsi dire, avec auditions

de témoins, récolements, confrontation et incidents divers que le prieur sut faire surgir et qui nécessitèrent une nouvelle intervention du procureur général. Les témoignages ne concordaient plus avec les premières dépositions, soit que les témoins eussent perdu le souvenir précis d'événements passés, il y avait plus de quatre ans, soit qu'ils eussent subi l'influence des entretiens qu'ils avaient eus avec le prieur. Enfin, le 18 juillet 1730, les six juges composant l'officialité rendirent à l'unanimité une sentence déchargeant dom Philip de toutes les accusations portées contre lui (1).

Mais l'affaire n'était pas terminée. Les officiers de Saint-Pierre déclarèrent que l'official seul avait prononcé, que le juge civil n'était pas tenu par sa décision, qu'il ne pouvait rendre sa sentence en ce qui touchait le prieur qu'en même temps qu'il déciderait pour ses coaccusés. De plus, lors de l'information devant l'officialité, deux témoins, qui avaient rétracté leurs dépositions antérieures, avaient été décrétés de prise de corps, comme s'étant laissé suborner, et avaient pris la fuite. La présence du prieur était donc nécessaire pour continuer la procédure. Aussi fut-il transféré dans les prisons de Saint-Pierre le 23 juillet, pour attendre la décision du bailliage.

Là il demanda plusieurs fois à être jugé; les officiers répondirent toujours qu'ils n'étaient pas prêts. Le 3 août, il écrivait au procureur de son ordre: « Je suis transféré dans ces horribles prisons, qui ne sont composées que de huit cachots affreux; il est vrai que je couche entre deux draps, mais c'est sur une paille, reste des profits que le concierge a faits cette année de six pauvres malheureux accrochés sur le grand chemin. Je ne puis espérer aucun jugement dans la situation des affaires que par ordre supérieur. Ces messieurs ne se cachent plus, ils avouent

(1) Mémoires des Bénédictins et des officiers de Saint-Pierre. — Supplique d'Alixand et de Michel des Préfays.

publiquement qu'ils ne veulent point faire faire le procès. Ma prison est interdite à tout ecclésiastique. Il y a trois semaines que nous n'avons entendu de messes. Ces messieurs ont résolu de me faire mourir d'ennui et de tristesse, parce que je ne veux point résigner mon prieuré au frère du procureur du roi (1). »

Le 6 septembre, le substitut du procureur général demanda que le prieur et la Merlin fussent soumis à la question préalable. Mais les conseillers, rejetant encore ses conclusions, accordèrent un délai d'un an pour être plus amplement informé en ce qui concerne ces deux accusés et, conformément à la demande du ministère public, condamnèrent la femme La Mazille et Bongard de Maumigny à avoir la tête tranchée, Vincent à être pendu, les deux témoins à dix ans de galères ; le tout par contumace.

Dom Philip appela de ce jugement, et le 21 septembre au matin il monta dans le carrosse de Moulins, qui devait l'emmener à Paris, pour y soutenir son appel. Le carrosse étant plein depuis Moulins ce jour-là, il fut obligé de faire ce long voyage dans ce qu'on appelait le panier, c'est-à-dire dans l'endroit où se mettaient habituellement les bagages. Comme il arriva souffrant à Paris, le 12 octobre, la Tournelle permit qu'il fût transféré à la conciergerie du couvent de Cluny, sous la garde du prieur et du procureur général de l'ancienne observance. Il y mourut le 21 février 1731 (2).

Dans des mémoires postérieurs, les religieux accusèrent les officiers de Saint-Pierre d'être les auteurs de sa mort. Ils racontèrent que, sur la promesse qui lui avait été faite qu'il ne partirait pas encore, le matin même de son départ il avait pris de l'émétique. Par suite des fatigues du voyage dans le panier « l'émétique, dont l'effet avait été arrêté, s'était répandu dans la masse du sang et en avait corrompu

(1) Mémoires des Bénédictins.

(2) *Id.* — Supplique d'Alixand.

la substance ». D'où étaient résultés dans l'hydropisie dont il était atteint des progrès qui avaient bientôt amené la mort. Ceci aurait été fait intentionnellement, et sur une observation des médecins le lieutenant criminel se serait écrié : Tant mieux ce B... en crèvera.

De leur côté, les membres du bailliage contestèrent le décès du prieur. Ils prétendirent que les religieux n'avaient pas fait dresser procès-verbal de ce décès par le procureur général, comme c'était leur devoir, parce qu'ils avaient procédé à l'inhumation d'un faux cadavre, et que dom Philip, après avoir changé de nom, s'était retiré à Avignon, son pays natal.

Quoi qu'il en soit, il ne parut plus au procès, qui fut continué directement par les religieux, en leur nom. Ils soutinrent que le procès La Mazille n'était « qu'un monstre infâme » et un affreux complot formé par quelques membres du présidial pour perdre le prieur de Coulonges. Voilà ce qu'ils racontaient : Le 2 mars, La Mazille avait passé la journée dans les cabarets de Cercy, avec quatre ou cinq paysans, « compagnons ordinaires de ses débauches ; » lorsqu'il était venu à Coulonges dans la soirée, il avait « la raison offusquée par le vin ». Il se montra plus brutal encore qu'à l'ordinaire, saisit sa femme à la gorge et l'eût étranglée sans les cris de sa domestique. Par hasard, dom Philip visitait l'une de ses vignes, proche de la maison de la femme La Mazille ; il accourut aux cris, déclara qu'il entendait qu'il n'y eût ni bruit ni meurtre dans la seigneurie de son prieuré, et, apercevant Châtelain à l'affût aux canards, il le pria d'aller chercher Bongard de Maumigny, pour qu'il protégéât sa sœur.

A son retour La Mazille, toujours par suite de son état d'ivresse, au lieu de revenir directement à Cercy, prit un chemin huit fois plus long et impraticable, par le débordement d'une rivière. Arrivé à un endroit où se trouvait une haie vive, à une pente escarpée, il fit probablement une chute d'où résulta une hémorragie ; ce à quoi ses habitudes

de débauche l'avaient rendu sujet. Il teignit alors de son sang ses cheveux, ses mains, son visage, se mit un mouchoir autour de la figure et arriva en cet état au moulin Chevillon. Après avoir traversé le ruisseau, grâce à l'aide de Beugnon, il alla, avant de rentrer à Cercy, dans différentes maisons, où il raconta la prétendue attaque dont il avait été victime.

Toujours selon les religieux, des Préfays n'avait jamais pardonné à dom Philip le procès qu'il avait eu avec son père; de plus, son frère, Léonard-François Michel, curé de Cercy-la-Tour, convoitait le bénéfice de Coulonges, dont il désirait être nommé prier commendaire. Sallonnier, seigneur de Faye, à une lieue de Coulonges, avait aussi un frère désirant le même bénéfice et qui devait entrer dans l'ordre de Saint-Benoît. Quoique rivaux, ces deux officiers s'étaient entendus pour perdre le prier et s'en partager les dépouilles. Dès qu'ils avaient appris l'accident arrivé à La Mazille, ils avaient cru pouvoir en profiter afin d'arriver à leur but. Pour cela ils n'avaient pas hésité à sacrifier un innocent et avaient choisi Châtelain, que l'on pouvait juger présidiallement. Ils rédigèrent par avance ses réponses, certains de lui faire dire tout ce qu'ils voudraient par la force des tourments, et trouvèrent ainsi moyen d'accuser dom Philip d'un crime. Mais le substitut du procureur général, n'ayant une première fois conclu qu'à un plus amplement informé, le lieutenant criminel et des Préfays s'étaient entendus pour faire signer à de La Prée, dans un cabaret, les conclusions qui avaient conduit Châtelain à la mort, quoique Sallonnier fût à Saint-Pierre ce jour-là. Les autres membres du présidial s'étaient prêtés à tous ces actes, par complaisance pour leurs collègues.

La Merlin avait interjeté appel du jugement du 6 septembre, en même temps que le prier de Coulonges. Le 27 février 1731, la Tournelle rendit, sur cet appel, sous la présidence de Blancménil et au rapport de Louvencourt, un arrêt infirmant la sentence du bailliage de Saint-Pierre, réduisant le plus amplement informé à six mois et ordonnant

la mise en liberté provisoire de l'appelante. Cet arrêt ajoutait que les pièces du procès seraient communiquées au procureur général, et que Pierre Alixand, lieutenant criminel, et Alasseur, conseiller à Saint-Pierre, qui avaient été commis pour assister au procès-verbal de torture de Châtelain, seraient tenus de se présenter, dans la quinzaine, aux pieds de la cour, pour y rendre compte de leur conduite. La Tournelle n'outrepassait-elle pas ses pouvoirs? Le procès Châtelain avait été jugé présidiallement, elle n'avait donc pas le droit de s'en occuper; cependant ne le faisait-elle pas indirectement? Mais l'arrêt contenait une disposition plus grave pour les officiers de Saint-Pierre.

On appelait Tournelle la chambre du Parlement de Paris, chargée des affaires criminelles. Elle se composait partie de membres de la grand'chambre du même Parlement et partie de commissaires aux enquêtes et devait se renouveler deux fois par an : à Pâques et à la Saint-Martin. Cependant les membres en exercice décidèrent que les juges seuls, qui avaient rendu l'arrêt du 27 février, connaîtraient à l'avenir du procès dont s'agit, à l'exclusion de tous autres auxquels, suivant les ordonnances, la connaissance aurait dû successivement revenir.

Le 31 mars, les religieux de l'ancienne observance de Cluny présentèrent en leur nom à la Tournelle une requête demandant que le jugement du 6 septembre précédent fût infirmé par rapport à dom Philip; que sa mémoire fût déchargée de l'accusation calomnieuse portée contre lui, et qu'il leur fût permis de prendre à partie les officiers du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, pour répondre des dommages-intérêts qui pourraient être dus.

Cette sorte de commission, constituée par les membres de la Tournelle, en dehors du roulement annuel, rendit le 5 juin, par conséquent longtemps après le renouvellement partiel qui avait eu lieu à Pâques, un arrêt autorisant les religieux à prendre à partie le substitut du procureur général, le lieutenant criminel, l'assesseur, le doyen des conseillers et quatre conseillers, qui avaient assisté au

jugement ordonnant que Châtelain serait soumis à la torture. Le surplus de la requête fut joint au procès, pour y être fait droit après l'expiration du délai de plus amplement informé accordé à la Merlin.

Cette sentence peut donner lieu à quelques observations. Dom Philip était mort sans avoir été condamné; sa mémoire avait-elle besoin d'être déchargée d'une simple accusation? En tout cas, n'étaient-ce pas les membres de sa famille, plutôt que les religieux, qui auraient dû demander la réhabilitation de son nom? Quel titre les Bénédictins avaient-ils pour former cette demande? Ils prétendaient qu'en agissant comme ils le faisaient ils obéissaient à ses dernières recommandations. Ils étaient autorisés à prendre à partie des juges qui avaient opiné dans un procès où ils n'étaient pas engagés, puisque ceux-là seuls qui avaient condamné Châtelain étaient attaqués; et cependant le substitut du procureur général, dont les conclusions avaient été contraires à cette condamnation, était compris dans les poursuites.

Bongard de Maumigny, qui se tenait caché depuis quatre ans, vint se constituer prisonnier à la même époque et fut immédiatement interrogé. Un second arrêt du 5 juin ordonna qu'il serait mis en liberté, à la charge de se présenter en état d'ajournement personnel, et que tous les témoins entendus et récolés au procès seraient confrontés avec lui par le lieutenant criminel près le bailliage et siège présidial de Moulins.

Les religieux présentèrent une nouvelle requête tendant à joindre au procès diverses pièces desquelles résultait, selon eux, la preuve des faits articulés contre les membres du bailliage de Saint-Pierre et demandant que l'apport de toutes les minutes de la procédure au greffe de la cour fût ordonné, comme moyen de vérifier les vices et les nullités. Sur le rapport de Louvencourt, il fut fait droit à cette demande le 27 juin (1).

(1) Mémoires des Bénédictins. — Supplique d'Alixand.

Cependant le lieutenant criminel et Alasseur, qui s'étaient mis à la disposition de la cour, conformément à l'arrêt du 27 février, pour fournir des explications sur leur conduite, attendaient depuis longtemps que l'on voulût bien s'occuper d'eux. Le 6 juillet seulement, plus de quatre mois après la sentence qui leur avait ordonné de comparaître dans la quinzaine, ils furent interrogés, et le même jour intervint un arrêt ajournant Pierre Alixand, lieutenant criminel, et Michel des Préfays, assesseur; Galaix, Alasseur, Alixand de Cuffier, Luzy et Gudin, conseillers, à comparaître devant le rapporteur Louvencourt, afin d'être interrogés sur les faits de prévarications et de malversations par eux commis, au sujet du procès fait à l'occasion du « prétendu assassinat » du sieur La Mazille. Il devait, en outre, être fait une information, en ce qui concernait les témoins entendus, devant le rapporteur, pour ceux qui se trouvaient à Paris, et devant le lieutenant criminel à Moulins, pour ceux qui se trouvaient en province. Le substitut du procureur général, qui avait conclu contrairement à la question de Châtelain, fut mis hors de cause. Cet arrêt était extrêmement grave pour les officiers de Saint-Pierre; en se servant des mots « prétendu assassinat », la cour semblait admettre l'assertion des moines, qui niaient que La Mazille eût été attaqué et qui soutenaient que cet assassinat avait été complètement inventé, et cela avant que les témoins eussent été entendus.

Pierre Alixand et Alasseur récusèrent le lieutenant criminel de Moulins comme « leur plus cruel ennemi et le plus intéressé à la destruction totale que l'on méditait de leur siège ». Le bailliage royal de cette ville, qui avait été formé au préjudice de l'ancien bailliage de Saint-Pierre, s'efforçait, en effet, de le faire disparaître entièrement pour en joindre les débris à son ressort. Mais cette récusation ne fut pas admise.

Le procureur général déposa bientôt après des conclusions, dans lesquelles il annonçait qu'ayant eu connaissance de nouvelles prévarications commises par Michel des Préfays,

il demandait qu'une information fût ouverte à ce sujet. Deux faits surtout, disait-il, méritaient une punition exemplaire. Un nommé Save de Savigny, accusé d'un crime devant le présidial de Saint-Pierre, avait obtenu des lettres de rémission, et des Préfays, pour les entériner, avait exigé cent pistoles. Un domestique, ayant volé une tasse d'argent à son maître, fut décrété de corps et arrêté, et le même des Préfays l'avait renvoyé absous, moyennant douze cents livres qu'il avait reçues.

Sur ces conclusions, un arrêt du 6 août ordonna une information non-seulement contre des Préfays, mais encore contre tout le siège « pour tous autres faits de malversations et de prévarications qui auraient pu être commises, en toutes autres circonstances ». Ainsi, un seul membre était accusé et tous étaient atteints. De plus, les deux faits reprochés à des Préfays étaient faux, ainsi qu'il résulte des pièces de ces deux affaires déposées aux archives de la Nièvre.

Charles-François Save, seigneur de Savigny, officier de la fauconnerie du roi, avait eu, à l'occasion de l'enlèvement d'un chariot de foin, avec Philibert Millin, licencié ès-lois à Asnan, et François Niez, son fermier, une querelle à la suite de laquelle un jugement du 19 janvier 1725 l'avait condamné à cent livres de dommages-intérêts; il ne s'agissait donc pas d'un crime et il n'avait pas eu besoin de lettres de rémission (1).

Le procureur général était aussi mal renseigné sur la seconde affaire. Jean Panique, de Mauriac, domestique de M. de Corvol, avait été accusé par un nommé Vannereau, cabaretier à Saint-Pierre-le-Moûtier, de lui avoir volé, dans sa poche, une nuit qu'il couchait à Uxeloup, chez M. de Corvol, deux louis d'or et une tasse d'argent. Il fut arrêté et condamné, par jugement prévôtal du 23 novembre 1726, à être pendu à une potence, sur laquelle devait être attaché un

(1) Archives de la Nièvre, B. 119.

écriteau, portant ces mots : Voleur domestique. Son cadavre, après être resté vingt-quatre heures à la potence, devait être enlevé et porté aux fourches patibulaires. L'exécution eut lieu le même jour. Philibert Maillard, orfèvre à Nevers, qui avait acheté la tasse volée, fut décrété de corps par le jugement du 23 novembre. Mais un second jugement prévôtal du 5 décembre 1726 le renvoya absous. Le coupable avait donc été puni. Quant à Maillard, s'il avait été renvoyé, ce n'était pas par des Préfays, pendant l'instruction, c'était par un jugement régulier (1). Il est étrange de voir un procureur général accuser aussi légèrement un membre d'un présidial, alors que la vérification de ces faits était si facile.

Désormais les officiers de Saint-Pierre avaient à répondre à deux actions différentes : la prise à partie de la part des moines et la poursuite exercée par le procureur général pour faits quelconques de prévarications et de malversations qu'ils auraient pu commettre.

On se souvient que l'apport des minutes du procès avait été ordonné ; pour ne pas les confier à des mains étrangères, Huet, l'un des greffiers, fit le voyage de Paris pour les apporter lui-même.

Lorsqu'il les présenta au greffe de la Tournelle, le greffier refusa de les recevoir, disant qu'il n'acceptait de pièces, dans les procès criminels, que des mains des messagers. Huet s'adressa au procureur général, qui le renvoya à son substitut ; celui-ci répondit qu'il ne se mêlait, en aucune façon, des affaires du greffe ; il fallut s'adresser à Blancménil, président de la Tournelle, qui donna ordre de recevoir ces pièces. Toutes ces démarches avaient nécessité deux jours.

Les religieux profitèrent, avec adresse, de ce nouvel incident. Huet logeait à l'hôtel où se trouvaient déjà Alixand et des Préfays ; il avait commis la faute de ne se présenter au greffe qu'un jour après son arrivée à Paris.

(1) Archives de la Nièvre, B. 120.

Lescureau de Berchère, procureur de l'ordre de Cluny, présenta au nom des Bénédictins une requête dans laquelle il déclarait que le greffier et ces deux officiers avaient employé le temps que les minutes étaient restées entre leurs mains à introduire des falsifications et des rectifications dans les dépositions des témoins; il demandait qu'il fût dressé procès-verbal de l'état de toutes les pièces et qu'on entendit la déclaration du commis-greffier qui les avait reçues, constatant que le sac qui les contenait n'était ni clos ni scellé, et que ces vérifications eussent lieu en présence des religieux. En vertu d'un arrêt conforme La Berchère assista, en effet, au procès-verbal de description des pièces, tandis que les juges et le greffier, qui avait effectué le dépôt, n'étaient même pas avertis de cette formalité (1).

Le 1^{er} septembre 1731, le lieutenant criminel et son assesseur furent interrogés, et le 4 ils furent décrétés de prise de corps. Sallonnier de Faye, substitut du procureur général; Jaligny, greffier, et Cabaille père et fils, chirurgiens à Decize, furent assignés pour être ouïs. Cet arrêt décidait que l'on procéderait à l'information, même en temps de vacations. De sorte que la commission de la Tournelle, qui avait déjà prorogé son pouvoir, transmettait ce même pouvoir à la chambre des vacations. Alixand et des Préfays furent immédiatement arrêtés, écroués à la Conciergerie et mis au secret. Quelques jours après leur transfert fut ordonné à Moulins, sous bonne et sûre garde, pour y être confrontés; Huet fut aussi arrêté et amené dans les prisons de Moulins sans avoir été interrogé. Deux arrêts du 19 décembre 1731, rendus par Blancménil, qui, quoique devenu président de la grand'chambre, continuait à présider la commission de la Tournelle, déchargèrent de toutes les accusations portées contre eux de Maumigny, Marie Merlin et la mémoire de dom Philip, sauf à tous à se pourvoir,

(1) Supplique d'Alixand.

pour les dommages-intérêts, contre qui ils aviseraient (1). A la charge de lieutenant criminel était attaché le privilège de ne pouvoir être jugé que par la grand'chambre du Parlement et la Tournelle réunies. Alixand excipa de ce privilège et demanda à être renvoyé devant les deux chambres assemblées. Au lieu de répondre directement à cette requête, la commission de la Tournelle ordonna, le 12 janvier 1732, que tous les procès intentés contre les officiers de Saint-Pierre seraient joints en un seul et unique et que Pierre Alixand, des Préfays et Huet seraient arrêtés et recommandés. Vingt autres personnes furent décrétées, soit de prise de corps, soit d'ajournement personnel, parmi lesquelles La Mazille et Cabaille fils, décrétés de prise de corps, prirent la fuite (2).

Enfin, le 1^{er} février 1732, un arrêt ordonna le délaissement aux deux chambres réunies du procès ou plutôt des deux procès qui se poursuivaient conjointement : la prise à partie et la poursuite à la requête du procureur général. Après une longue attente, Alixand et des Préfays présentèrent à la grand'chambre, au mois de février 1733, une requête portant récusation du lieutenant criminel de Moulins et opposition à tous les arrêts rendus par la commission de la Tournelle. Le 26 cette chambre répondit que « les parties en viendraient à l'audience avec les gens du roi (3) ».

Pendant ce temps l'information se continuait contre les autres membres du bailliage. Tous avaient été interrogés à Paris, à l'exception de Luzy qui, à cause de ses infirmités, avait obtenu de l'être à Moulins. Quelle était la situation du tribunal de Saint-Pierre ? Le substitut du procureur général était en fuite, le lieutenant criminel, l'assesseur et le greffier en chef étaient en prison, tous les conseillers et un autre greffier interdits par suite du décret d'ajournement personnel qui avait été lancé contre eux. Le lieutenant

(1) Supplique d'Alixand.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

général et le lieutenant particulier seuls avaient conservé le droit d'exercer leurs fonctions. Ils avaient bien présidé, l'un le premier jugement de compétence et l'autre le second dans l'affaire Châtelain ; mais comme ils n'avaient pas opiné dans le jugement ordonnant la torture, ils n'étaient pas compris dans les poursuites, quoique l'information eût été ordonnée contre tout le siège. Luzy et Alixand de Cuffier, qui n'avaient assisté qu'au seul jugement de torture, étaient poursuivis, ainsi que Sallonnier de Faye, qui avait été cependant opposé à ce même jugement. Tout ceci était un peu contradictoire. D'ailleurs le lieutenant général et le lieutenant particulier finirent par être, eux aussi, englobés dans cette affaire.

Ce procès, fait aux membres d'un des plus anciens bailliages royaux de France, occupait alors beaucoup les esprits. Selon l'usage du temps, les parties publiaient des mémoires, qui se répandaient dans le public. Dans les « Nouvelles à la main » et les « Mercurès » il était beaucoup question des officiers du bailliage de Saint-Pierre, et ils étaient généralement très-maltraités, grâce aux relations des Bénédictins. Ils étaient représentés comme ayant organisé un complot d'iniquité pour perdre le prieur de Coulonges et s'emparer de ses biens.

Comme preuve du désir du frère de Sallonnier de Faye à posséder le prieuré de Coulonges, les religieux apportaient des lettres desquelles il résultait que des pourparlers avaient, en effet, eu lieu entre la famille Sallonnier et dom Philip, pour la cession de son bénéfice. A cela le substitut du procureur général répondait qu'en 1726 son frère, n'ayant que douze ans, était trop jeune pour être pourvu d'un bénéfice régulier et que l'initiative de ces pourparlers venait du prieur lui-même, après la tentative d'assassinat contre La Mazille et afin de le compromettre. C'est ce qui résulte clairement d'une lettre de dom Philip à Mme Sallonnier mère du 1^{er} juillet 1727. C'est cependant sur ce simple soupçon que le substitut du procureur général fut impliqué dans la poursuite.

Les mémoires des Bénédictins contenaient des erreurs manifestes.

Ainsi, ils accusaient les officiers de Saint-Pierre d'avoir, après le départ de dom Philip, saisi son bénéfice et de s'être emparés de ses revenus, tandis que le prieuré avait été administré par la chambre des dîmes et les revenus affermés par elle à un nommé Rossignol. Ils insinuaient que Beugnon, la femme Châtelain et son fils avaient été enterrés clandestinement dans les cachots qui leur avaient servi de prisons; le 24 juillet 1731, le lieutenant criminel de Moulins reçut même l'ordre d'aller dresser procès-verbal de l'état de ces cachots, pour y découvrir les cadavres; or, les registres de l'état civil de Saint-Pierre constatent qu'ils furent enterrés par les curés, les deux premiers dans le cimetière de la ville et le troisième dans celui de l'hôpital. La femme Châtelain ne vit pas non plus mourir de misère son fils, qui lui survécut deux mois.

S'il est difficile d'admettre que tout un tribunal ait trempé dans un semblable complot, il n'est pas possible d'innocenter complètement une partie des membres du bailliage de Saint-Pierre.

Toute la déposition de La Mazille avait été acceptée avec une excessive facilité. S'il eût été blessé aussi gravement qu'il le disait, comment aurait-il pu, au lieu de revenir directement à Cercy, aller le soir même se montrer jusqu'au domaine de Lille et faire ainsi trois fois plus de chemin qu'il était nécessaire. Quelques jours après il pouvait être considéré comme tout à fait guéri.

Jacques Cabaille père exerçait la chirurgie à Decize et avait avec lui son fils, qui n'était que frater. Ce fut cependant ce dernier qui fut chargé de visiter le blessé et non le père. Plus tard on prétendit qu'il y avait eu erreur et que la signification, destinée au père, avait été remise par inadvertance au fils. Comment alors l'assesseur ne s'était-il pas aperçu de cette erreur? Cabaille fils était encore mineur, il ne pouvait pas être confondu avec un vieux chirurgien.

Les dépositions de La Sonde, chirurgien à Cercy, et de Bouquain, boucher au même lieu, « qui se mêlait de chirurgie, » qui avaient soigné La Mazille, ne concordaient pas avec le rapport de Cabaille. La Sonde parlait « d'une côte cassée au fil des reins », Cabaille « d'une côte luxée à la partie hypogastrique ». La Sonde avait vu les blessures du côté gauche, Cabaille les plaçait à droite. L'assesseur n'avait aucunement cherché à éclaircir ces contradictions.

Pourquoi le monitoire avait-il été publié à Cercy et non à Coulonges, lieu du crime, alors qu'à l'époque de sa publication il n'avait pas encore été question du prieur ?

Le décret de prise de corps contre Châtelain était daté de Saint-Pierre, le 18 mars 1726, et le procès-verbal de transport des officiers constatait qu'ils avaient passé la journée du 18 mars à Decize et n'étaient rentrés à Saint-Pierre que le 19. Une fois rentré dans cette ville, l'assesseur n'avait plus le droit de signer ce décret, qui aurait dû l'être par le lieutenant criminel lui-même.

Châtelain n'avait pas été interrogé sur la sellette avant son exécution. Les conseillers répondaient que ce n'était pas l'usage à Saint-Pierre; cependant les ordonnances exigeaient cette formalité. Alasseur, dans un mémoire, déclare que l'usage de ne pas procéder à un nouvel interrogatoire, dans la chambre du conseil, vint, sans doute, de ce qu'on ne pouvait monter à cette chambre que par une espèce d'échelle de bois et qu'on craignait qu'en montant un accusé tombât et se tuât.

Dès que Châtelain accusait des complices, il fallait surseoir à son exécution, afin qu'une confrontation pût avoir lieu, surtout puisque, parmi les accusés, se trouvait un privilégié, qui ne pouvait être jugé présidialement.

Quand les pièces du procès furent apportées à l'officialité de Nevers, on constata d'assez nombreuses différences, dans les dépositions de témoins, entre le texte des minutes et celui des grosses.

Il y avait donc eu une légèreté et une négligence extrêmes dans l'instruction. Mais ces reproches ne s'appliquaient qu'à quelques membres du bailliage; les conseillers n'avaient fait ni rapport ni instruction. Ils avaient jugé sur les pièces de procédure et sur la déposition de Châtelain. Il semble que le seul reproche qu'on pût leur faire était de s'être rapporté trop facilement à ces pièces, sans les examiner assez attentivement; mais ce reproche pouvait s'adresser aussi bien au Parlement et au conseil du roi qui, sur l'inspection de ces mêmes pièces, avaient rejeté les demandes en révision, en récusation et en obtention de défenses: le procureur général lui-même avait plusieurs fois approuvé cette procédure au sujet de laquelle on poursuivait tout un tribunal.

Alixand et des Préfays attendirent plus d'une année l'audience à laquelle il leur avait été accordé de venir avec les gens du roi. Ils demandèrent que tous les arrêts rendus contre eux fussent annulés, que les religieux fussent déclarés non recevables dans leurs prise à partie, dénonciations et accusations, condamnés à 10,000 livres de dommages-intérêts et qu'eux-mêmes fussent élargis et déchargés de toutes ces accusations.

Le 29 mars 1734, la Tournelle et la grand'chambre réunies rendirent leur arrêt. Sans s'arrêter à l'intervention des conseillers, qui s'étaient joints au lieutenant criminel et à l'assesseur, elles confirmèrent purement et simplement tous les arrêts dont la réformation était demandée. La prise à partie et les dommages-intérêts furent appointés en droit et joints au procès criminel (1).

Il ne restait plus à Alixand et à des Préfays qu'un seul recours possible: le pourvoi en cassation devant le conseil du roi. Ils s'y décidèrent. Ils présentèrent à Sa Majesté une supplique, dans laquelle ils exposaient cette longue affaire depuis ses débuts et priaient le roi de prononcer la cassation

(1) Supplique d'Alixand.

de quatorze arrêts rendus soit par la Tournelle, soit par les deux chambres réunies, de les renvoyer devant telle cours qu'il plairait à Sa Majesté de désigner, les faire élargir et condamner les Bénédictins de Cluny à 50,000 livres de dommages-intérêts à leur profit. Ils basaient leur pourvoi sur deux moyens :

1° Le jugement contre Châtelain, disaient-ils, avait été rendu présidialement; il ne pouvait donc être soumis soit directement, soit indirectement, à l'appréciation du Parlement. Si on contestait que ce crime pût être mis au rang des cas présidiaux, le Parlement n'avait pas plus le droit d'intervenir, puisque la procédure avait été approuvée par le conseil du roi, par suite du rejet des demandes en révision.

2° Ce n'était pas le Parlement qui avait rendu ces arrêts. C'était une commission qui s'était attribué à elle-même des droits que le souverain seul aurait pu lui conférer. Elle était donc incompétente.

Le 10 mai 1735, le conseil du roi cassa et annula neuf arrêts du Parlement de Paris, en ce qui concernait Pierre Alixand et Michel des Préfays, et ordonna le renvoi devant le Parlement de Dijon, « sur la demande des abbé et religieux de l'ordre de Cluni et sur celle desdits Alixand et des Préfays contre lesdits religieux, sur les requestes du procureur général de Sa Majesté au Parlement de Paris, tendant à informer des faits y mentionnés contre lesdits officiers de Saint-Pierre-le-Moûtier et sur leurs demandes en élargissement de leurs personnes (1). »

Alixand et des Préfays seuls s'étaient pourvus devant le conseil du roi en cassation des arrêts du Parlement de Paris, qui n'avaient été annulés qu'en ce qui les concernait; ils devaient donc conserver leurs effets relativement aux autres conseillers. On s'aperçut bientôt des graves inconvénients qui pouvaient résulter d'une double instruction: une à Paris et l'autre à Dijon. Aussi un second arrêt du

(1) Archives nationales. Cartons du conseil privé Vⁿ 908.

conseil, en date du 19 avril 1736, ordonna la jonction de toutes les affaires concernant les officiers de Saint-Pierre et les renvoya à Dijon.

Le procureur général de Dijon porta alors contre tous les officiers de Saint-Pierre-le-Moûtier une plainte en malversations et prévarications, sans spécifier aucun fait. L'affaire prenait par là une extension considérable; la généralité de la plainte devait nécessairement amener nombre de dénonciations de la part des plaideurs mécontents. Il fallait procéder à une information dans le ressort entier du présidial contre des conseillers dont quelques-uns exerçaient leurs fonctions depuis plus de vingt ans. C'était la première fois qu'un pareil fait se produisait. Aussi se trouva-t-on embarrassé dès le début; on ne savait comment procéder à une enquête aussi considérable, ni comment se procurer les sommes nécessaires pour payer les frais énormes qu'elle devait entraîner. Toutes ces difficultés apportaient des retards, dont se plaignait le chancelier d'Aguesseau. Le 16 juillet 1736, il écrivait: « Pour savoir s'il est vrai que ce qui suspend le départ du commissaire, qui est chargé de faire les nouvelles informations ordinaires contre les officiers de Saint-Pierre-le-Moûtier, soit le défaut de consignation de la somme nécessaire pour les frais de ce transport, je ne saurais croire qu'un tel fait soit véritable et que sur un tel prétexte on laisse languir si longtemps des accusés dans les prisons (1). » « Il faut avouer, écrivait-il deux jours plus tard, qu'il y a bien longtemps que les officiers du siège languissent dans les prisons, à ne compter même que du jour que leur procès a été renvoyé au Parlement de Dijon (2). » Et le 3 décembre il disait au procureur général: « Je ne doute pas que vous ne donniez les ordres nécessaires pour faire en sorte que le sort des officiers de Saint-Pierre-

(1) Lettres de d'Aguesseau. Lettre CLXII.

(2) *Id.* Lettre CLXIII.

le-Moùtier soit enfin fixé ce qu'ils ont droit de demander comme innocents (1). »

On avait d'abord songé à charger de cette instruction un des conseillers de Dijon ; mais , devant les difficultés financières et pour une raison d'économie , le Parlement commit pour y procéder un magistrat inférieur, le substitut du procureur général au bailliage d'Autun.

Sur le vu de ces informations de nouveaux décrets de prise de corps furent lancés contre les officiers de Saint-Pierre au mois de mars 1737. Mais plus cette affaire avançait et plus l'on voyait , à procéder par les voies ordinaires , d'inconvénients que le chancelier aurait désiré éviter Il écrivait le 23 mars : « Je vois que les officiers de Saint-Pierre-le-Moùtier, qui viennent d'être décrétés au Parlement de Dijon , craignent beaucoup que , lorsqu'ils auront subi l'interrogatoire, on ne prenne le parti de les faire transférer sur les lieux pour la confrontation et qu'on ne les donne par là en spectacle, comme accusés, dans un pays où ils ont exercé si longtemps les fonctions de juges. Quoique cette raison puisse mériter quelque attention, il y en a une plus forte pour éviter une translation : ce sont les grands frais auxquels elle donnerait lieu, parce qu'il serait difficile, dans une pareille affaire, de confier à d'autres qu'à un conseiller au Parlement le soin de faire une procédure aussi importante que la confrontation, et vous savez toutes les difficultés que M. le Contrôleur général a faites pour ne pas entrer dans ce que le Parlement désirait à ce sujet, difficultés qui ont obligé cette compagnie à prendre le parti de commettre un juge inférieur pour procéder à l'information ; mais c'est, encore une fois, ce qui ne conviendrait pas pour la confrontation. Aussi je crois que le meilleur parti sera de faire la confrontation à Dijon, et, quand les frais devraient être aussi grands que dans l'autre parti, à cause des salaires des témoins qui viendraient de loin, on y gagnera au moins l'avantage de

(1) Lettres de d'Aguesseau. Lettre CLXVI.

ne pas exciter une difficulté avec M. le Contrôleur général, qui ne serait pas agréable au Parlement, et celui d'éviter l'indécence de la translation des officiers de Saint-Pierre-le-Moûtier dans leur pays, à quoi l'honneur de la justice est au moins indirectement intéressé. Mais l'immensité de l'affaire dont s'agit, la longue détention de ces officiers et l'impossibilité d'empêcher qu'elle ne dure encore un temps très-considérable, si l'on instruit le procès dans les formes ordinaires, m'ont donné lieu de faire de nouvelles réflexions qui me mènent encore plus loin que ce que je viens de vous marquer. Ne pourrait-on pas, par des vues supérieures et par un esprit d'humanité et d'équité par lequel le Parlement peut se conduire, en certaines occasions, abréger ou plutôt éviter une si longue instruction, en se contentant d'exiger que les officiers de Saint-Pierre-le-Moûtier prissent le parti de se défaire de leurs charges, de réparer le tort qu'ils ont pu faire à des parties, suivant ce qu'il serait arbitré à cet égard, sur le vu des informations et de leur interrogatoire, moyennant quoi le roy leur accorderait des lettres de rémission ou d'abolition (1). » D'Aguesseau demandait en même temps au procureur général de Dijon de lui envoyer un précis de tout ce procès, pour qu'il pût se rendre compte « de la nature des fautes de ces officiers et de la force des preuves qui résultent des informations ».

Pendant ce temps Alixand et Michel des Préfays avaient été transférés des prisons de Moulins dans celles de Dijon et de là dans celles de Nevers. Ils avaient conservé dans le Nivernais de nombreux amis, qui s'étaient efforcés de venir à leur aide pendant l'instruction et qui, voyant « la vivacité » des attaques dirigées contre eux, parvinrent à les faire évader. Il est permis de supposer qu'on vit cette fuite sans regrets ; par là, en effet, se trouvaient évités les inconvénients de la confrontation dont parlait d'Aguesseau. On ne se trouvait plus en présence que des conseillers contre lesquels

(1) Lettres de d'Aguesseau. Lettre CLXX.

avaient été portées des accusations beaucoup moins graves. Des Préfays se retira à Londres, où il devint professeur (1).

Tous les membres du bailliage de Saint-Pierre se trouvaient soit en fuite, soit interdits de leurs fonctions; on avait été obligé, pour ne pas interrompre complètement le cours de la justice, de les remplacer par des avocats du siège, en attendant la fin de leur procès. L'un d'eux, nommé Martin, remplissait les fonctions de ministère public et prenait le titre de commis procureur du roi. Les registres de l'état civil des paroisses devaient être signés par un membre du présidial. Ceux de la paroisse Saint-Pierre de Nevers, pour l'année 1735, portent la mention suivante: « Paraphés par nous, Charles Viau, ancien avocat au bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier, faisant fonctions de juge en cette partie, par l'absence de MM. les Officiers en place. A Saint-Pierre-le-Moûtier, le 2 janvier 1735. » Puis il a été ajouté de la même écriture: « MM. les Officiers étaient en prison et ont été condamnés à mort par le Parlement de Dijon. » L'avocat qui écrivit cette mention avait siégé, pour remplacer un conseiller, dans le jugement de compétence Châtelain; il ne fut cependant jamais inquiété. Les registres de la même paroisse, pour l'année 1739, sont paraphés par Laurent Rousset, « avocat à la cour, faisant fonctions de juge au bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier, en vertu des ordres de Mgr le Chancelier. »

Après plus de trois ans, le Parlement de Dijon rendit, le 13 août 1738, un arrêt dont voici quelques dispositions (2): « Déclare Léonard Méchine, dit La Mazille, atteint et convaincu d'avoir fait par-devant Jean-Etienne-Michel des Préfays, assesseur criminel au bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier, en présence de Sallonnier de Faye, substitut du procureur du roi audit siège, une

(1) *Bulletin de la Société nivernaise*, 2^e série, t. VIII, p. 544.

(2) Bibliothèque de Nevers. Bibliothèque nivernaise, E. 382.

dénonciation fausse et calomnieuse d'un prétendu assassinat par lui désigné au 2 mars 1726 et pour réparation a condamné et condamne ledit Léonard Méchine, dit La Mazille, à être, par l'exécuteur de la haute justice, pendu et étranglé jusqu'à ce que mort naturelle s'ensuive à une potence qui sera, pour cet effet, dressée en la ville de Saint-Pierre-le-Moûtier, dans la place destinée à faire exécution, déclare ses biens acquis et confisqués au profit de qui il appartiendra, sur iceux préalablement pris la somme de 1,500 livres d'amende envers le roi, en cas que confiscation n'ait lieu au profit de Sa Majesté et par l'absence dudit Méchine, dit La Mazille, l'exécution sera faite par effigie.

» Déclare Jacques Cabaille, fils de Jean Cabaille, chirurgien à Decize, atteint et convaincu d'avoir, sans caractère, fait un faux rapport des prétendues blessures dudit Méchine, dit La Mazille, pour réparation a condamné et condamne ledit Jacques Cabaille, fils de Jean Cabaille, à être, par l'exécuteur de la haute justice, pendu et étranglé, etc..., et par l'absence dudit Cabaille l'exécution sera faite par effigie.

» Déclare Jean-Étienne-Michel des Préfays, lieutenant assesseur civil et criminel audit bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier, fugitif, atteint et convaincu de faux dans l'instruction du procès de Châtelain, et de prévarication tant dans l'instruction que dans le jugement dudit procès, comme encore de concussion et de malversations dans les fonctions de son office, et pour réparation, ensemble pour les autres charges résultant contre lui des procédures, l'a condamné et condamne à être, par l'exécuteur de la haute justice, conduit, tête et pieds nus, en chemise, la corde au cou, au-devant du portail de l'église paroissiale de Saint-Pierre-le-Moûtier, et là, à genoux, tenant en mains une torche ardente, du poids de deux livres, faire amende honorable, demander pardon au roi et à justice des faussetés, prévarications, concussions, malversations par lui commises, et être ensuite, par ledit exécuteur de la haute justice, pendu et étranglé jusqu'à ce que mort naturelle s'ensuive, à une

potence qui sera dressée en la place publique de Saint-Pierre-le-Moûtier..... Et pour l'absence dudit Michel des Préfays, la condamnation à mort contre lui prononcée sera exécutée par effigie et, à l'égard de l'amende honorable, ladite condamnation sera inscrite sur un tableau qui sera attaché à la potence par l'exécuteur de la haute justice.

» Déclare Jacques Sallonnier de Faye, substitut du procureur du roi audit bailliage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier, atteint et convaincu d'avoir participé aux faux commis dans l'instruction du procès Châtelain, comme aussi d'avoir prévarié dans les poursuites dudit procès et d'avoir fait plusieurs concussions et malversations dans les fonctions de son office, et pour réparation, etc. » La condamnation était la même que pour des Préfays.

Il résulte des lettres de grâce dont il sera question plus loin que, outre l'affaire La Mazille, il avait été reproché à Sallonnier « plusieurs malversations dans l'apposition des scellés qu'il était obligé de faire faire sur les effets et après la mort des curés du ressort du bailliage de Saint-Pierre ».

Le même arrêt contenait encore plusieurs autres condamnations. Pierre Alixand, lieutenant criminel, et Jean Jaligny, greffier, tous deux contumax, étaient bannis du royaume à perpétuité, leurs biens étaient déclarés confisqués.

Antoine Galaix, Charles Alixand de Cuffier, Charles Alasseur et Léonard Gudin, conseillers, furent interdits de leurs fonctions pendant un an et condamnés chacun à 50 livres d'amende; injonction leur fut faite « d'avoir à l'avenir plus d'attention et d'exactitude dans la visitation et jugement des procès »; il leur fut défendu « de laisser consigner les épices avant les jugements, lors desquels il en sera taxé modérément ».

Jean Gascoing, lieutenant général, fut condamné à 300 livres d'amende, avec « injonction de se conformer, pour la perception de ses droits, aux ordonnances et aux réglemens du Parlement de Paris, et de justifier de la permission qu'il prétend avoir été accordée à son père de prendre

des droits pour les simples ajournements sur requête, et jusque-là lui fait défense d'en percevoir ; lui ordonne en outre de signer le plunitif des audiences à la forme de l'article 5 du titre XX de l'ordonnance de 1667 ».

Charles Blanzat, lieutenant particulier, fut condamné à 300 livres d'amende, avec interdiction de ses fonctions pendant six mois et injonction « de se conformer à l'avenir aux ordonnances et réglemens du Parlement de Paris dans la perception de ses droits ».

La peine du bannissement pour neuf ans du ressort du Parlement de Paris et d'une amende de 500 livres fut prononcée contre Lazare Huet père, greffier en chef. Son fils, Jean Huet, aussi greffier, était condamné à 100 livres d'amende, avec injonction « de se conformer à l'avenir avec plus d'exactitude aux fonctions de son office », et « très-expresses inhibitions et défenses de recevoir en matière criminelle des parties aucuns droits dans les procès qui seront instruits à la requête du procureur du roi, d'exiger ni recevoir des parties, avant le jugement, consignation d'épices, quand même elles seraient volontairement offertes, sous les peines portées par la déclaration du 26 février 1683 ».

Étaient encore condamnés : Jean Rosticelly, pour avoir favorisé l'évasion d'Alixand et de des Préfays, contumax, « à servir de forçat sur les galères du roi à perpétuité », et ses biens confisqués ; Charlotte Thevenot, cabaretière à Cercy, pour faux témoignage, à 500 livres d'amende ; François Vaucoret, huissier à Cercy, comme ayant menacé les témoins en les assignant lors du procès Châtclain, à 100 livres d'amende, avec déclaration d'incapacité d'exercer aucun office d'huissier, sergent ou autre emploi public, et ordre de se défaire de sa charge dans les six mois ; Bernard Chapelain de La Tour, comme ayant proposé au prier de Coulonges de verser une somme entre les mains du procureur du roi à Saint-Pierre, pour arrêter les poursuites commencées contre lui, à 50 livres d'amende ; Étienne Viger, geôlier des prisons de Nevers, à 10 livres d'amende.

Louis Gascoing de Nantin, ci-devant lieutenant en la maréchaussée de Nevers; François Verne, ci-devant substitut, et Gilbert Blaget, ci-devant greffier en la même maréchaussée, furent condamnés, les deux premiers à chacun 100 livres et le dernier à 20 livres d'amende.

Ainsi, tous les membres du bailliage se trouvaient condamnés, à l'exception de Claude Luzy, ci-devant conseiller, pour lequel il était sursis « jusqu'à ce que les témoins faisant charge contre lui puissent lui être confrontés ».

Le 6 septembre 1738 eut lieu en la ville de Saint-Pierre l'exécution par effigie des contumax La Mazille, Cabaille, Michel des Préfays et Sallonnier de Faye.

L'arrêt du 13 août ne disposait que relativement aux poursuites exercées à la requête du ministère public. Que devint la demande en dommages-intérêts formée par les Bénédictins contre les officiers du bailliage? Le 19 juillet 1738, le Parlement de Dijon avait autorisé les religieux à prendre à partie le lieutenant criminel, l'assesseur, le procureur du roi et les cinq conseillers Galaix, Alixand de Cuffier, Alasseur, Gudin et Luzy (1). Il m'a été impossible de découvrir ce qu'il était advenu de cette instance.

Près de sept ans plus tard, Pierre Alixand, lieutenant criminel, comparut devant le Parlement de Dijon, soit qu'il eût été arrêté, soit plutôt que, ayant constaté l'apaisement des passions excitées contre lui, il fût venu volontairement purger sa contumace. Le 3 avril, le Parlement réformant, en ce qui le concernait, sa première décision, au lieu du bannissement perpétuel, le condamna à une amende de 300 livres, en le déclarant incapable d'exercer à l'avenir aucun office de judicature et lui enjoignant de se défaire de la charge de lieutenant criminel dont il était encore titulaire (2).

Après avoir été pendant dix-sept ans « errants et fugitifs »

(1) Archives de Dijon. Registres du Parlement, registre 233.

(2) Lettres de rémission d'Alixand.

Michel des Préfays, Sallonnier et Cabaille présentèrent au roi une supplique, dans laquelle ils exposaient que « ils auraient pris le parti de se représenter, mais la honte d'une captivité qu'ils ne pourraient supporter et qui ne pouvait être que très-longue, attendu l'immensité de la procédure, joint à ce qu'ils ont lieu de craindre que, malgré tout ce qui tend à prouver l'assassinat de La Mazille et surtout l'aveu juridique de l'accusé, il ne se trouve quelques témoins qui affaiblissent les preuves, que même, quelque attention qu'ils aient eue dans l'exercice de leurs charges, il est presque impossible que, dans une recherche aussi générale de leur conduite, il ne se trouve contre eux quelque preuve de faute, provenant plutôt de négligence ou d'inattention que de mauvaise volonté, mais toujours criminelle aux yeux de la justice, ils ont mieux aimé recourir à la clémence ». Louis XV, « voulant préférer la miséricorde à la rigueur des lois, » accorda au mois de septembre 1754 aux trois suppliants des lettres de grâce les déchargeant « de toutes les peines et amandes et offenses corporelles, civiles et criminelles », les restituant « en leur bonne renommée et en leurs biens non d'ailleurs confisqués (1) ».

D'autres lettres royales du 28 septembre 1754 relevèrent Pierre Alixand « de l'incapacité et de l'amende prononcée contre lui », lui permettant « d'exercer les charges et emplois dont il est et pourra être ci-après pourvu », le remettant « en sa bonne renommée, ainsi qu'il était avant ledit arrêt (2) ».

Des différences notables existent dans ces deux lettres. La première est la concession d'une grâce, la seconde est une véritable réhabilitation. Il y est question d'un suppliant « qu'on n'a jamais pu convaincre des faits allégués contre lui..., dont la conduite a toujours été irréprochable..., qu'aucun des actes de son ministère n'a jamais paru suscep-

(1) Lettres de rémission. Bibliothèque nivernaise, E. 382.

(2) Lettres de rémission d'Alixand.

tible de censure ». Il y est énoncé que l'arrêt du 3 avril 1745 a été rendu sur une procédure dans laquelle les « ennemis du suppliant lui ont arbitrairement imputé tout ce que leur malignité a pu leur suggérer ».

Les lettres de réhabilitation d'Alixand furent entérinées au Parlement de Paris, sur le rapport du conseiller de Bèze de La Belouze, le 28 novembre 1754, et enregistrées à Saint-Pierre-le-Moûtier le 23 décembre suivant. Les 300 livres d'amende qu'il avait payées lui furent restituées le 23 décembre 1755.

Pierre Alixand, Sallonnier de Faye et Michel des Préfays reprirent en 1754 leurs offices, qui, pendant toute la durée de leur absence, étaient restés vacants (1). Grand dut être l'étonnement des justiciables en voyant remonter sur leurs sièges tous les juges que, seize ans auparavant, ils avaient vus exécutés en effigie comme prévaricateurs !

Ainsi se termina, au bout de vingt-huit ans, ce procès, qui eut à cette époque un grand retentissement, et qui exerça même une certaine influence sur la législation. Le conseil du roi avait cassé les arrêts du Parlement de Paris sur le second motif de cassation invoqué par Alixand et des Préfays, incompétence résultant de ce que les membres du Parlement n'avaient pas le droit de proroger leur pouvoir. Mais on s'aperçut, à cette occasion, des inconvénients que pourraient produire, dans une affaire d'une certaine étendue, les changements de commissaires nécessités par le roulement de la Tournelle, et on les autorisa, pour l'avenir, à proroger leurs pouvoirs. On ne peut douter aussi que la déclaration royale du 5 février 1731 ne s'inspirât du reproche qu'on faisait alors aux officiers de Saint-Pierre lorsqu'elle disait à l'article 11 : « Les ecclésiastiques ne seront sujets en aucun cas, pour quelque cause que ce puisse être, à la juridiction des prévôts des maréchaux ou juges présidiaux en dernier ressort, » et article 14 : « Si dans le nombre de ceux qui

(1) Archives de la Nièvre, B.

seront accusés du même crime il s'en trouve un seul qui ait une des qualités marquées par les trois articles précédents, les prévôts des maréchaux n'en pourront connaître et seront tenus d'en délaisser la connaissance aux juges à qui elle appartiendra, quand même la compétence aurait été jugée en leur faveur, et ne pourront aussi nos juges présidiaux en connaître qu'à la charge d'appel. »

Notre ancien président, le regretté M. Roubet, s'était pendant longtemps occupé de cette affaire, et la mort seule l'a empêché de venir en entretenir la Société nivernaise ; il est de mon devoir de déclarer que, si j'ai pu le faire, c'est en grande partie grâce aux documents qu'il avait recueillis et que M^{me} Roubet a bien voulu mettre à notre disposition.

Il ne reste plus qu'à savoir ce que devinrent les principaux personnages ayant figuré dans ce procès.

La Mazille obtint-il aussi des lettres de grâce et revint-il dans le pays ou mourut-il à l'étranger ? Il m'a été impossible de le découvrir. Anne Bongard, sa femme, se retira à Decize, où elle mourut le 24 septembre 1763. Dans l'acte de son inhumation, elle est seulement qualifiée « épouse de messire Méchine », ce qui laisse supposer qu'à cette époque on n'avait pas de renseignements précis sur son mari.

Charles Bongard de Maumigny revint habiter la paroisse de Verneuil, où il fut inhumé le 18 mars 1752.

Marie Merlin, domestique de la femme La Mazille, fut placée par les Bénédictins chez une fruitière de Paris et finit probablement ses jours en cette ville.

Il ne fut plus jamais question de Pierre Vincent, domestique du prieur de Coulonges.

Pierre Alixand, lieutenant criminel, et Jacques Sallonnier de Faye, procureur du roi, conservèrent leurs fonctions jusqu'à leur décès et furent inhumés à Saint-Pierre, le premier le 16 juillet 1770, à l'âge de soixante-treize ans, et le second le 20 mai 1772, à soixante-quinze ans.

A compter du 1^{er} octobre 1764, la signature de Michel des Préfays ne figure plus dans les archives du présidial de

Saint-Pierre-le-Moutier. Que devint-il ? D'après Née de La Rochelle, il vivait encore le 21 janvier 1769 (1). Selon M. Roubet, qui paraît avoir ignoré les lettres de grâce qu'il obtint et sa réintégration au présidial, il mourut à Londres (2).

E. DUMINY.

(1) *Mémoires sur le Nivernais*, t. III, p. 85.

(2) *Bulletin de la Société nivernaise*, 2^e série, t. VIII, p. 545.

LES BILLETS DE CONFIANCE

DANS LA NIÈVRE

1791 — 1792 — 1793.

On a fait dans plusieurs départements des recherches sur la création des caisses patriotiques et sur l'émission des billets de confiance à l'époque de la Révolution (1). Nous avons pensé qu'il serait intéressant de publier les recherches que nous avons faites en ce qui concerne le département de la Nièvre.

Au commencement de l'année 1790, le numéraire, que le défaut de confiance, dit Louis Blanc, avait caché ou sollicitait à s'enfouir, commençait à manquer. La monnaie avait été portée presque toute vers les frontières ou au-delà. Jamais on ne vit tant de monnaie française à l'étranger.

A cette époque, l'Assemblée nationale venait de décréter le cours forcé de monnaie des bons et assignats destinés à suppléer à cette absence de numéraire. Au bout de quelques mois ces assignats, avec les rares espèces de monnaie de cuivre qui circulaient encore, furent la seule monnaie alors en circulation ; mais entre les sous et les assignats de cinq livres n'existaient aucunes valeurs intermédiaires. De là l'impossibilité de pourvoir aux transactions de tous les jours, au

(1) Voir *Revue de numismatique*, année 1852, p. 257 et 344. — *Recherches sur les billets de confiance de la Somme*, publiées en 1862 par M. Bazou, membre de la Société des antiquaires de Picardie. — *Notice de M. André*, publiée en 1877 sur les billets de confiance émis dans la Côte-d'Or. — *Les Caisses patriotiques et les Billets de confiance dans l'Yonne*, H. Monceaux. (*Annuaire historique du département de l'Yonne*, 1893.)

payement des choses d'approvisionnement, aux salaires des ouvriers.

En même temps, les assignats étaient dépréciés ; le prix des denrées s'était accru à cause de la perte qu'éprouvaient les assignats dans l'échange.

Il ne fallait pas penser à une émission promptement opérée de monnaies de billon, car la fabrication en était forcément lente.

C'est dans ces circonstances que furent créées des caisses patriotiques ou de secours, qui émirent des billets dits de confiance ou de secours patriotiques de minime valeur.

La première pensée de cette émission vint à des négociants, à des directeurs d'usines et de fabriques, qui créèrent, par groupes, des bureaux d'échange et des monnaies d'appoint, c'est-à-dire des cartons revêtus d'un timbre et signés par les directeurs des caisses de chaque groupe. On payait avec ces valeurs les ouvriers, les denrées alimentaires, les objets de première nécessité.

Les assemblées de département et de district, les municipalités favorisèrent ces émissions, en se réservant la charge de vérifier l'état des caisses patriotiques ; mais jusque-là la création de ces caisses n'avait eu lieu que dans les villes importantes.

Le conseil général de la Nièvre avait demandé à l'Assemblée nationale, en novembre 1791, qu'il fût établi une caisse patriotique de billets nationaux fictifs dans chaque département, mais à la condition que la circulation en serait limitée au département dont ils porteraient l'empreinte, limitation qui était très-sage, comme le démontrent les difficultés qu'on éprouva lors du retrait du papier qui fait l'objet de cette notice. (Rapport fait par Legendre, futur député de la Nièvre à la Convention.)

L'Assemblée nationale avait ordonné, le 6 mai 1791, la fabrication de 100 millions d'assignats de cinq livres et proposé la veille de fabriquer des petits assignats métalliques. L'idée de ces assignats métalliques fut mise en pratique par

diverses caisses particulières à Paris et à Lyon : ceux qu'on rencontre aujourd'hui sont ceux des frères Monneron.

La création des assignats de cinq livres avait insuffisamment répondu aux besoins du commerce et de l'industrie. Aussi la nécessité de permettre l'émission d'une monnaie libre à côté de la monnaie d'Etat fut-elle soutenue à la tribune de l'Assemblée. M. de Montesquiou, le 17 mai 1791, exposait que la circulation de la monnaie se composait d'un nombre infini de petites circulations ayant chacune un centre particulier.

« Ce centre, disait-il, est une ville où sont établis différents ateliers, qui est approvisionné de denrées par les campagnes environnantes, et qui à son tour approvisionne ces campagnes des objets de commerce dont elles ont besoin. Les mêmes écus fournissent sans cesse à la recette et à la dépense des différents ateliers du même lieu. Les mêmes écus, enlevés par les gens de la campagne pour prix des denrées qu'ils vendent à la ville, y sont rapportés par eux pour les achats qu'ils viennent y faire.

» Des fractions d'assignats revêtus de signatures connues dans l'arrondissement y remplaceront les écus lorsqu'à chaque instant elles pourront être échangées sans perte ou contre des assignats ou des sous.

» Les petits assignats, monnaie de l'Etat et monnaie forcée, y seraient moins aisés à vérifier et y inspireraient peut-être moins de sécurité.

» Les fractions d'assignats *ne sortiront jamais du canton* ; elles ne pourront s'y multiplier que suivant le besoin, et jamais elles n'y manqueront à l'échange libre de la même valeur en assignats déposés.

» L'assignat de cinq livres, monnaie d'Etat, destiné à passer dans les mains d'hommes simples et inexpérimentés, peut tenter les faussaires et se perdre dans l'immense circulation ; les fractions d'assignats, monnaie libre, sont meilleures... »

C'était l'avis du marquis de Virieu, qui avait alors la haute direction de la caisse patriotique. Nous verrons plus loin combien leur idée était inexacte en ce qui touche les limites de la circulation de cette monnaie libre.

Le projet de décret de M. de Montesquiou, qui fut transmis au comité des finances et n'eut d'ailleurs point de suite, portait, article 3 :

« L'Assemblée nationale approuve tous les établissements particuliers qui, sous la surveillance des corps administratifs, se chargeraient de mettre en émission des fractions d'assignats de cinq livres et de les donner en échange contre des assignats nationaux, à la charge par eux de fournir des cautionnements suffisants pour la sûreté de leur gestion, et à la condition expresse d'acheter aux monnaies la quantité de sous nécessaire pour entretenir l'échange à bureau ouvert desdites fractions d'assignats contre des sous, le tout conformément à une instruction qui sera adressée à tous les corps administratifs. »

Le 20 mai, l'Assemblée décréta « que les billets de 25 livres et au-dessous souscrits par des particuliers et échangeables à vue contre des assignats ou de la monnaie de cuivre, à la volonté des porteurs, seraient exempts du droit de timbre. » De sorte que *les billets* émis par les caisses particulières n'eurent pas, en définitive, une existence légale.

De là un désordre sans nom dans la création des caisses patriotiques, un manque absolu de garantie pour les porteurs de billets de confiance. Mais, en même temps, les facilités des *émissions* amenèrent la création de caisses patriotiques sans nombre.

Les sociétés populaires, les principaux manufacturiers des villes, les bataillons de volontaires, des particuliers désireux d'asseoir leur popularité ou bienfaisants, des agioteurs firent des émissions de billets de secours dans les plus modestes chefs-lieux de canton.

A Nevers, les Amis de la Constitution eurent leur caisse

patriotique ; les manufacturiers en faïence firent deux émissions de billets de secours. La dernière est relatée dans une délibération du conseil général de la commune de Nevers, en date du 6 février 1792 : MM. les manufacturiers Motret et autres déposent le *prospectus de leur émission, qui devra être affiché*.

On trouve trace dans le département des billets de secours émis par Tenaille et C^{ie}, Paillard et société, par la manufacture de La Charité (Hyde), par Leroy de Pruneveaux (ancien bailli d'épée).

Quant aux municipalités de la Nièvre, beaucoup é mirent des billets de confiance, soit dès les premiers jours de la Révolution, soit après la loi du 1^{er} avril 1792, que nous analyserons plus loin. On trouve trace des émissions de Nevers, Decize, Clamecy, La Collancelle, Lormes, Neuffontaines, Château-Chinon, Corbigny, Varzy, La Charité, Luzy, Prémary.

Les émissions de la ville de Nevers furent nombreuses. Le 4 juin 1792, elle fait une émission, suivant délibération homologuée par le directoire du département le 11 juin. Une émission de 50,000 livres de billets de confiance a lieu le 1^{er} août 1792.

La délibération du conseil général de la commune relative à cette émission constate que les billets précédemment émis ont été répandus au loin ; qu'il n'y a plus de numéraire, qu'il y a ainsi urgence à faire une nouvelle émission de billets de confiance.

La répartition des billets à créer est faite ainsi :

- Billets de 50 livres pour 4,500 livres,
- Billets de 40 livres pour 6,500 livres,
- Billets de 30 livres pour 6,500 livres,
- Billets de 20 livres pour 6,500 livres,
- Billets de 10 livres pour 6,500 livres,
- Billets de 5 livres pour 6,500 livres,
- Billets de 3 livres pour 6,500 livres,
- Billets de 2 livres pour 6,500 livres.

Chaque série portait la signature d'un officier municipal : l'une, celle de Robillard ; l'autre, celle de Bigot, etc. Toutes, celle du secrétaire Guillaume.

En tête étaient ces mots : *Commune de Nevers.*

Dessous : *Billet de la somme de...*

Dans la bordure était inscrite la valeur en chiffres romains.

Dans la coupure on lisait le mot *Nevers.*

Une première série, jusqu'à concurrence de 10,000 livres, fut lancée d'urgence dans la circulation.

Voici dans quelles circonstances s'est faite l'émission de la ville de Decize : Dans une séance du conseil général de cette ville, le 13 mai 1792, le maire Blondat-Modérat, devant les habitants de la commune assemblés en la maison commune par M. le Maire et au son de la caisse, « représente que la rareté du numéraire et celle des billets de confiance mettaient tous les citoyens dans l'impossibilité de faire leurs appoints d'aucune manière, soit pour payer les journées des ouvriers, soit pour acheter leur bled au marché, soit enfin pour l'approvisionnement du ménage ; qu'il serait prudent de créer, à l'instar de la plus grande partie des villes du royaume, des billets de confiance pour une somme quelconque et de la manière la plus utile pour le public ; » mais on remit la délibération au 17. Les citoyens qui voudraient se coaliser prendront jusque-là leurs mesures pour savoir s'ils pouvaient « se coaliser », afin de former une société ou s'ils devaient laisser à la municipalité le soin d'émettre des billets.

Cette délibération, ayant été soumise à l'homologation de l'assemblée du département, fut l'objet de la délibération suivante, à la date du 19 juin 1792 :

« Considérant que l'argent monnaie et la monnaie de billon ne sont pour ainsi dire point en circulation ; que l'approche des travaux de la campagne rend plus nécessaire que jamais une émission de billets de confiance ;

» Que de la disparition de la monnaie de billon, qui est

en partie portée sur les frontières, il résulte de très-grands et de fréquents obstacles dans le commerce des départements de l'intérieur, surtout pour l'approvisionnement des choses comestibles et pour le payement des ouvriers ;

» Que les précautions prises par la commune de Decize ne sont pas suffisantes, en ce qu'il n'est pas imprimé que le montant de la somme sera porté en toutes lettres et ensuite en chiffres romains, en ce qu'il n'est pas porté que chaque espèce de billets sur du papier de différentes couleurs et de différents formats, en ce qu'il n'est pas dit que la caisse sera fermée à deux clés, tandis que cette précaution a toujours été usitée par toutes les caisses de billets de confiance et de secours,

» Le conseil autorise la commune de la ville de Decize à mettre en émission des billets de secours et de confiance jusqu'à concurrence de la somme de 20,000 livres, en échange d'assignats pour même valeur, lesquels billets seront divisés ainsi qu'il suit, savoir : 5,000 livres en billets de 3 sols, 5,000 livres en billets de 5 sols et 10,000 livres en billets de 8 sols, à la charge : 1° par la commune de Decize de les distinguer par la différence des couleurs et des formats ; 2° de faire imprimer en teste de chaque billet sa valeur en chiffres romains ; 3° de faire apposer sur chacun de ces billets les signatures des sieurs Blondat-Delevange, Blondat-Modérat, Barbat fils et Billoué, en telle sorte que chacun de ces billets soit attesté par quatre signatures ; 4° qu'à fur et mesure que ces billets seront revêtus de leurs signatures ils seront remis et déposés dans un coffre à deux serrures, dont une des clés sera entre les mains du caissier et l'autre entre les mains du maire ; 5° que l'émission ne pourra en être connue que lorsque le compte en aura été fait en présence du conseil général de la commune ; 6° d'assurer par des assignats dont la valeur sera égale à celle de l'émission des billets de secours l'échange des mêmes billets avec des assignats qui ne pourront être au-dessus de 100 fr. »

On voit par là quelles précautions devaient prendre alors les administrateurs du département pour éviter les inconvénients nombreux pouvant résulter de l'émission des billets de confiance. En effet, de graves abus, dès la création des caisses patriotiques, avaient été signalés. Les billets de secours et de confiance ou patriotiques avaient donné lieu à des spéculations répréhensibles, à l'agiotage ; on voyait circuler des billets de confiance faux, soi-disant émis par des villes qui n'en avaient jamais créés.

L'émission de ces billets de confiance rendit de grands services, car elle permit aux municipalités d'acheter des subsistances, au moyen des assignats déposés, représentatifs du montant des émissions. L'opération n'était pas régulière, puisqu'il s'agissait d'un *dépôt* à conserver, c'est-à-dire d'une valeur en gage qui ne pouvait être remplacée par une valeur d'une autre espèce. Les marchandises, blés, farines, savons, etc., n'étaient pas des assignats, mais à la condition que l'opération de la vente de ces subsistances aux citoyens, aux autres municipalités, etc., fût régulièrement faite, que les rentrées s'opérassent, sans déficit, sans fraude ni agiotage ; l'opération était utile puisqu'elle contribuait à éviter la famine.

Dans une séance de l'Assemblée nationale, un membre prétend, sans être contredit, « que la principale cause des accaparements, c'est le gage des billets nommés patriotiques et de secours laissé dans les mains des directeurs des caisses patriotiques. L'émission des billets patriotiques, dit-il, en augmentant la circulation du papier-monnaie, a facilité les moyens d'accaparement, parce que les assignats représentatifs de la valeur de ces billets en caisse ont été convertis en marchandises... Les établissements monétaires emploient leurs valeurs à faire des accaparements... »

Il demandait, en conséquence, que le ministre de l'intérieur fût chargé de se faire rendre compte de la somme des billets patriotiques en circulation dans les diverses communes du royaume et de la somme des assignats déposés pour en

être le gage ; qu'enfin les directoires de district et de département, après avoir fait la vérification de l'état des caisses patriotiques, veillassent à ce qu'il ne fût plus émis de billets patriotiques sans une autorisation du directoire du département et le dépôt préalable de leur représentation en assignats.

Cette mesure s'imposait ; mais il y avait encore, comme on le faisait observer dans la séance de l'Assemblée nationale du 26 janvier, un certain danger à arrêter brusquement l'émission des billets patriotiques avant que l'émission des petits assignats fût faite.

La discussion sur cette matière si importante aboutit à la loi du 30 mars-1^{er} avril 1792, portant que les municipalités seraient tenues de vérifier l'état des caisses patriotiques ou de secours qui avaient émis des billets de confiance, de secours patriotiques ou sous toute autre dénomination, de 25 livres et au-dessous, ainsi que des gages qui devaient en répondre.

Les municipalités devaient constater par des procès-verbaux le montant et le nombre des billets mis en circulation, se faire représenter les fonds existants dans les caisses ou autres valeurs formant le gage des émissions.

Elles devaient prendre toutes les mesures convenables pour prévenir et *arrêter toutes nouvelles fabrications et émissions qui demeuraient prohibées.*

Étaient exceptées de ces mesures les caisses qui avaient été ou qui seraient directement établies par les municipalités ou autres corps administratifs, ou sous leur surveillance immédiate, et dont les fonds représentatifs avaient été ou seraient déposés en assignats ou en numéraire.

Ces fonds déposés devaient être vérifiés au moins une fois tous les huit jours, savoir : par les directoires de district dans les lieux de leur établissement et par les corps municipaux dans les autres communes. Les procès-verbaux devaient être envoyés de suite aux directoires des départements, qui en devaient faire passer des extraits certifiés d'eux

au ministère de l'intérieur, ainsi que l'état des caisses de dépôt, si eux-mêmes avaient fait de pareilles émissions.

Il paraît qu'il était temps d'arrêter les émissions faites par des maisons particulières. La caisse de la maison dite de secours, à Paris, qui avait émis des billets de confiance en nombre considérable, répandus partout, était sur le point d'être déclarée en faillite. Il fallut que le Gouvernement, grâce aux ressources de la caisse de l'extraordinaire, intervint. Il en fut ainsi dans toutes les parties de la France à un degré plus ou moins grand, mais bien de nature à appeler l'attention du pouvoir.

Le ministre Roland, pour assurer l'exécution de la loi du 1^{er} avril, avait envoyé le 8 juin 1792 aux administrateurs des départements une circulaire par laquelle il leur recommandait d'exiger des municipalités l'exécution stricte de la loi, puis le 8 juillet une circulaire à laquelle était joint un tableau contenant la série des questions auxquelles il fallait répondre.

Mais les nécessités du commerce et de l'industrie étaient les mêmes. En vain, le 4 janvier 1792, l'Assemblée nationale avait décidé qu'il était urgent de remplacer par des assignats nationaux au-dessous de 5 livres les papiers mis en circulation par les municipalités et les particuliers, et de fabriquer pour 40 millions d'assignats de 10 sous, 60 millions d'assignats de 15 sous, 100 millions d'assignats de 25 sous et 100 millions d'assignats de 50 sous. En vain encore, le 24 octobre 1792, l'Assemblée nationale avait décidé qu'il serait procédé à une nouvelle fabrication d'assignats de 10 et de 15 sous, de 10 à 25 livres. La fabrication, décrétée le 4 janvier, avait été singulièrement contrariée par l'obligation où l'on fut de remplacer l'effigie de Louis XVI par la ruche et le soleil de la République, d'après le décret du 27 novembre.

Aussi, en face des mêmes besoins, les municipalités, qui seules avaient le droit de continuer leurs opérations et même de créer de nouvelles caisses, multiplièrent-elles les émissions

de billets de confiance. Nous avons vu qu'il en avait été ainsi pour Nevers et Decize.

Mais, à partir du 14 septembre 1792, la fabrication des assignats de 10 et de 15 sous et de la monnaie de cuivre répondait suffisamment aux besoins du pays.

C'est alors que la Convention ordonna l'échange des billets de confiance en circulation contre les petites coupures d'assignats. Le projet de Cambon à ce sujet fut adopté le 8 novembre. Comme pour toutes les lois et tous les décrets de cette époque, la volonté des assemblées devait recevoir une exécution immédiate. La Convention voulut qu'à dater du 1^{er} janvier 1793 il ne pourrait plus rester en circulation, dans toute la France, aucun billet de confiance, et qu'à partir de cette date tous porteurs de billets au-dessous de 25 livres étaient déchus de tous droits s'ils n'avaient échangé leurs valeurs.

L'Assemblée par son décret du 8 novembre 1792 ordonnait que les commissaires se feraient représenter les fonds et toutes les valeurs servant de gage aux billets, afin de se procurer de suite, en assignats ou en espèces, l'entier montant des billets en circulation.

Le jour même de la publication du décret ordonnant ainsi que toute émission cesserait, les planches ayant servi à la fabrication des billets devaient être brisées, et ceux des billets alors en circulation qui devaient être de suite retirés devaient être brûlés en présence du public sur procès-verbal et état.

Les corps administratifs et municipaux ayant fait des émissions étaient constitués responsables de tout déficit.

Les particuliers et les compagnies qui avaient fait des émissions devaient représenter de suite à leur municipalité les assignats ou les espèces nécessaires pour retirer les billets en circulation.

L'article 21 portait que dès le 1^{er} janvier il ne devrait plus y avoir de billets entre les mains de personne, et que les citoyens qui, avant le 1^{er} février, n'auraient pas exigé le

remboursement des billets au-dessous de 25 livres seraient déchus de leurs recours.

Toutes personnes qui désormais auraient fait des émissions de billets de confiance devaient être poursuivies comme faux-monnayeurs.

Ces opérations d'échange des billets de confiance ainsi précipitées jetèrent une panique considérable dans la population nivernaise.

Le directoire du département multiplia les affiches pour « calmer les inquiétudes de la ville de Nevers sur le sort et la valeur des billets mis en circulation soit de la part des corps administratifs et des municipalités, soit de la part des particuliers, compagnies et sociétés, éclairer l'interprétation erronée que l'on donnait à ce sujet au décret du 8 novembre et déjouer les projets des malveillants qui s'étaient plu à répandre la fausse assertion que, passé le 1^{er} janvier, les billets au porteur seraient de non-valeur ». Mais la panique ne fut définitivement arrêtée que lorsque le 19 décembre la Convention eut décidé que le délai fixé pour la circulation dans les départements des billets au porteur, payables à vue en échange d'assignats ou en billets échangeables en assignats, connus sous le nom de *billets de confiance, patriotiques ou de secours*, serait prorogé, pour les billets au-dessous de 10 sous émis par les corps administratifs ou municipaux, jusqu'au 1^{er} juillet 1793; pour les billets au-dessous de 10 sous émis par des compagnies ou des particuliers, pour ceux de 10 sous et au-dessous de 25 livres émis par les corps administratifs ou municipaux et par les compagnies et les particuliers, jusqu'au 1^{er} mars.

Les auteurs du décret qui mettait fin aux émissions des billets de confiance avaient été terribles pour les corps constitués ou les personnes qui avaient créé de telles valeurs : « Les corps administratifs ou municipaux qui auront fait des émissions étant responsables du déficit qui pourrait exister dans leurs caisses, seront tenus d'y pourvoir au fur et à mesure des besoins pour le remboursement, et faute par

eux d'y satisfaire, ils y seront contraints, savoir : les directoires de département, à la requête et à la diligence d'un commissaire nommé par le conseil du département ; les administrateurs de district, à la requête du procureur général-syndic, et les corps municipaux à la requête du procureur-syndic de la commune. Trois jours après la vérification de leurs caisses, les compagnies et les particuliers qui auront mis en circulation les billets seront tenus de représenter à la municipalité les assignats et les espèces qui seront nécessaires pour retirer tous les billets qui seront en circulation.

» Les assignats ou espèces seront déposés dans une caisse à deux clefs, dont l'une au pouvoir des particuliers ou des intéressés dans les compagnies, l'autre au commissaire, le tout sous peine de contrainte par corps. »

Le décret ne tenait aucun compte de cette circonstance que M. de Montesquiou n'avait pas prévue, à savoir que les billets circuleraient par toute la France et qu'un enchevêtrement général allait en rendre le retrait long et difficile.

Aussi le 9 décembre 1792 le conseil général du département, « délibérant sur les difficultés que présente l'application de la loi du 8 novembre concernant ces billets quant au remboursement de ceux émis dans les autres départements de la République ; considérant que l'article 21 de la loi ne pourrait recevoir son exécution aux époques énoncées que dans le cas où lesdits billets n'auraient circulé que dans l'intérieur des départements où ils ont été émis ; que cette circulation a eu lieu indifféremment dans tous les départements de la République et dans un mélange tel qu'il existait pour le numéraire frappé dans les différentes monnaies ; que par rapport auxdits billets émis dans les autres départements, les citoyens de la Nièvre qui en sont porteurs seraient dans la presque impossibilité de s'en procurer le remboursement, soit à raison des distances, soit à défaut de relations, soit enfin à cause de la modique valeur de ces effets, qui serait absorbée par les frais de port et de correspondance ; — que cette position critique s'applique principalement à la classe la

plus nombreuse et la plus indigente dans la ville de Nevers, où s'exploitent onze manufactures en faïence, et dans un département où, en général, le principal commerce consiste dans l'exploitation des forges, fourneaux, verreries et autres usines, et l'exploitation des bois à ce nécessaires, et où les citoyens qui y sont employés n'ont d'autres moyens actuels de subsister que dans la possession de ces billets ; — que le remboursement des billets au porteur, de confiance, patriotiques et de secours, et qui circulent dans les départements étrangers à ceux de leurs émissions respectives, ne peut s'opérer que par des caisses établies à cet effet par la Convention nationale dans chaque district, ou au moins dans chaque chef-lieu de département, pour y échanger à bureau ouvert les billets des départements étrangers, à l'aide de fonds qui y seraient avancés par la *caisse de l'extraordinaire* qui, ensuite, serait remboursée par ces mêmes caisses avec les billets retirés, dont elle ferait ensuite le recouvrement dans les départements respectifs ; — que cette mesure générale est la seule qui nous paraisse propre à garantir les citoyens de la République, et, on le répète, le plus grand nombre et les plus indigents de la perte réelle qu'ils éprouveraient par la non-valeur accidentelle desdits billets, et à prévenir les désordres qui en résulteraient s'ils n'avaient que la ressource nulle et impraticable de la loi du 8 novembre dernier pour se procurer le remboursement des billets étrangers qu'ils ont en leur possession ; — considérant enfin que les différentes émissions des billets au porteur, ceux de 3 livres et au-dessous, ont suppléé partout au numéraire ; — que sans ces émissions la nation était précipitée dans l'anarchie, dont les horreurs, par le sentiment des besoins de première nécessité et l'impossibilité de les satisfaire, aurait été incalculables ; — que ces émissions avaient, d'après ces circonstances et la loi du 1^{er} avril dernier, sa sanction nationale ; — que, dût-il y avoir du déficit, soit de la part des caisses, soit à raison de la falsification, ce déficit ne pourrait pas être supérieur aux grands moyens de ressource de la nation française, à raison

de la modicité de ces billets, et que tel qu'il puisse être, ce déficit doit être supporté par la nation entière, qui a recueilli le fruit de ces émissions dans le succès de la glorieuse Révolution,

» Arrête : 1° que la Convention nationale sera instamment priée d'établir dans chaque district, ou, au moins, dans chaque chef-lieu de département, une caisse pour y échanger, à bureau ouvert, les billets au porteur émis dans les départements étrangers de la somme de 25 livres et au-dessous, avec des coupons d'assignats que la caisse de l'extraordinaire y ferait verser à titre d'avances et dont elle serait remboursée par ces caisses avec lesdits billets retirés, dont elle ferait faire ensuite le recouvrement dans les départements respectifs ;

» 2° Qu'à tout événement et dérogeant quant à ce aux articles 16 et 17 de la loi du 8 novembre, elle mettra à la charge de la nation le déficit, si aucun il y a ;

» Si mieux n'aime, la Convention nationale, pour éviter l'extraction immédiate de la caisse de l'extraordinaire des fonds nécessaires au remboursement desdits billets émis dans les départements étrangers, autoriser les receveurs des districts à *supercéder* à l'estampillage des assignats qu'ils auraient reçus par échange de directions des caisses patriotiques, et à les employer au remboursement des billets étrangers, sauf ensuite à les estampiller après qu'ils auraient été remplacés par les receveurs des districts étrangers, en échange des billets de leurs districts qui leur seraient envoyés par les receveurs qui en auraient fait le remboursement ;

» 3° Qu'elle ordonnera que, pour éviter les inconvénients de toutes contrefaçons ultérieures, les porteurs des billets étrangers seraient tenus, dans les trois jours à compter de la publication du décret, de les présenter au visa de la municipalité de leur domicile, etc. »

On peut avoir une idée de la circulation de ces billets de confiance en consultant un des tableaux qui ont été dressés,

comme nous le dirons dans un instant, lorsque tous les billets furent retirés de la circulation.

J'ai eu sous les yeux le tableau dressé pour le district de Corbigny des différents billets de confiance circulant dans ce district lors du retrait des billets; on y constate pour la première page les noms suivants des municipalités et particuliers émettants : ville de Luzy, Toulon-sur-Arroux, ville d'Autun, ville de Troyes, Montcenis, Beaune, Dijon, Decize, Nuits, Prémercy, *sans désignation*, Chalon, Sancoins, Issoudun, Thiers, Vézelay, Melun, le Donjon, Chaillac, Moulins, Jean-de-Losme, Neuffontaines, Louhans, Châtillon-sur-Seine, Châteauroux, Paris, maison de secours des filles Saint-Thomas, billets de parchemin, rue des Bons-Enfants, à Paris, etc.

Il fallait à tout prix arriver à un mode de retrait des billets de confiance qui fût pratique. L'administration de la Nièvre aplanit assez bien toutes les difficultés que présenta cette opération difficile. Mais les malheureux ne pouvaient attendre longtemps le remboursement de leurs billets.

Le 2 janvier 1793, dans une séance extraordinaire, Brottier et Narjot, de la municipalité de Nevers, donnaient lecture à l'assemblée du département d'un projet qu'ils avaient élaboré pour répondre aux difficultés de l'échange des billets de confiance à faire entre les départements. On attendait avec impatience dans le public les mesures qui seraient prises. Le 5, la Société populaire de Nevers intervenait pour les hâter.

C'est dans ces circonstances que fut publié l'arrêté du 5.

Voici l'analyse de cet arrêté : Les neuf districts du département enverront au directoire du département tous les billets dont le dépôt leur aura été fait sur récépissé délivré aux déposants.

Le département nommera, parmi les administrateurs du conseil, quatre commissaires qui feront la division des billets entre les départements dans l'étendue desquels l'émission a été faite.

Ces billets seront envoyés par la poste en franchise dans les quatre-vingt-trois départements où ils ont été émis. Chaque paquet contiendra cette inscription : *Echange de billets de confiance*, et sera contre-signé par le procureur général-syndic, et chargé sur la feuille de la poste à la diligence de celui-ci. Une lettre d'avis accompagnera le paquet ; le retour de la valeur des billets sera fait en coupures d'assignats de 10 et de 15 sous, même en assignats de 5 livres.

Les assignats ainsi renvoyés par les autres départements à celui de la Nièvre seront transmis par celui-ci à chaque district.

Pour assurer le groupement des billets de chacun des districts, des bureaux d'échange étaient établis. On y ouvrait deux registres à neuf colonnes, constatant la remise de chaque billet avec toutes les indications nécessaires.

En même temps que cet arrêté était pris, des affiches étaient apposées sur les murs dans le but de rassurer avant tout la population ouvrière.

Les boulangers refusaient de recevoir en paiement les billets de confiance étrangers. Cette prétention, qui avait occasionné des troubles à la porte des boulangeries, émut les administrateurs du département et de la ville. Le citoyen Guillier, administrateur, et le secrétaire de l'assemblée du département avaient dû calmer par des promesses les pauvres femmes qui étaient venues en pleurs à l'administration représenter qu'elles ne pouvaient obtenir avec leurs billets patriotiques que les boulangers leur donnassent du pain. Ces boulangers refusaient même les billets émis par les villes du département : Decize, Clamecy, etc.

Il y avait urgence à mettre un terme à l'embarras des pauvres gens, car la faim pouvait les pousser à toutes les extrémités.

A cet effet, on créa à Nevers douze bureaux qui fonctionnèrent de suite : deux dans l'enceinte des bâtiments occupés alors par l'administration du département, tenus par Raudot, administrateur, et Leblanc-Neuilly, secrétaire du directoire

du département ; deux dans l'enceinte des bâtiments occupés alors par l'administration du district ; un dans le local occupé par la Société des amis de la Révolution , ci-devant amis de la Constitution ; un chez le capitaine de gendarmerie Clément ; un chez Verger, receveur de la ville ; trois chez Sirot, Callot et Luquet, juge de paix. Là, tous les citoyens pouvaient se présenter de suite pour y échanger les billets dont ils étaient porteurs autres que ceux émis par la ville de Nevers, lesquels devaient être remboursés en coupures d'assignats nationaux.

On déposa dans ces bureaux 30,310 livres prises provisoirement sur la caisse du district, savoir : 30,000 livres en coupures d'assignats et 310 livres en gros sous pour les appointements. Les 30,000 livres devaient être remises dès que la valeur des billets échangés serait remboursée par les départements dans lesquels l'émission avait eu lieu.

Cette mesure, dans l'intérêt des gens qui ne pouvaient attendre longtemps le remboursement de leurs billets, aplanit à Nevers les difficultés. Mais pour les autres villes il n'en fut pas de même.

Voici, en effet, ce que nous lisons dans le procès-verbal d'une séance du directoire du département en date du 7 février 1793 à propos des billets émis par Decize :

« Des députés du corps municipal disent que des citoyens se sont présentés aux bureaux de la municipalité et ont demandé à échanger des billets émis par elle contre des coupures d'assignats ; on leur a répondu qu'il n'y avait pas de fonds en caisse. De même pour des citoyens de Decize qui voulaient échanger des billets de confiance de Decize. »

Le département autorise le directoire du district de Decize à faire publier, le lendemain seulement du jour de la réception du présent arrêté, que le receveur du district échange à bureau ouvert les billets émis par la municipalité de Nevers seulement, et que toute personne qui se présenterait passé ledit jour recevrait cette réponse que les billets dont elle

serait porteur ne pourraient être échangés qu'en la ville de Nevers et à la municipalité.

L'échange fut long : le 8 mars, la Convention prorogeait la circulation des billets de confiance jusqu'au 1^{er} avril pour ceux dont le cours devait cesser le 1^{er} mars, et jusqu'au 1^{er} août pour ceux dont le cours cessait le 1^{er} juillet.

Le 12 juillet, « ayant égard aux difficultés qu'avaient éprouvées les citoyens des départements pour l'échange des billets de confiance en circulation, » elle prorogeait jusqu'au 1^{er} octobre le terme de la franchise des lettres et des paquets contenant les billets échangés.

Les billets qui ne rentrèrent pas en temps utile dans les caisses constituèrent un bénéfice pour ces caisses.

ANNEXES.

BILLETS DE CONFIANCE ÉMIS DANS LA NIÈVRE,
D'APRÈS M. COLSON (*Rev. num.* 1852) ET M. DE SOULTRAIT
(*Essai sur la numismatique nivernaise*).

Château-Chinon. — Billets de confiance de 2, 5, 10 et 20 sous, *en échange des assignats de 5 livres et au-dessus.*
Règne de la loi. En noir sur papier blanc.

Entrains, Tannay, Varzy. — Billets de secours de 2, 4, 5, 6, 8, 10, 15, 20, 25, 30, 40 et 50 sous, en échange d'assignats de 100 livres jusqu'à 50 livres, jusqu'en janvier 1795.

Au-dessous, l'indication de la valeur du billet en capitales ; trois signatures manuscrites : Paillard, Paillard jeune et Millien. La devise : *Vivre libre ou mourir*, au milieu d'une couronne d'olivier et un timbre portant en légende : *Département de la Nièvre*, et dans le champ : *Dist. de Clamecy*. Encadrement rectangulaire de filets entre lesquels se lisent ces mots : *District de Clamecy, Entrains, Varzy et Tannay*.

Bons de 2 sous 6 deniers.

Glamecy. — Billets de confiance de 5, 10, 20 et 50 sous émis par la municipalité, quatre émissions.

Billets de 6 sous émis par la caisse Paillard et C^{ie}.

Bons pour 2 sols 6 deniers en échange d'assignats de 5 livres et au-dessous, émis par la caisse Paillard.

Bons de 5, 10 et 20 sous à *échanger contre des assignats jusqu'au 1^{er} mars 1795*, émis par la caisse patriotique Ledoux et C^{ie} le 25 février 1792. Ces signatures manuscrites : Sanglé, Tenaille, Robert, Ledoux et Thomas.

Corbigny. — Billets de confiance de 5, 10, 12, 15, 40 sous et de 3 livres émis par la caisse patriotique.

La Collancelle. — Mun. de La Collancelle. Un sol, en échange d'assignats de 5 livres. Dép. de la Nièvre.

Lormes. — Billets de confiance de 5, 10, 15, 20 et 30 sous, émis par la caisse patriotique.

Neuffontaines. — Billets de confiance de 10 et 15 sous émis par la commune.

Decize. — Billets de confiance de 8 sous émis par la ville.

La Charité. — Billets de 10 et de 20 sous émis par la *manufacture Hide et C^{ie}, de La Charité-sur-Loire.*

Luzy. — Billets de confiance de 2, 3, 10, 15, 20 et 30 sous, émis par la ville. Ces billets portent les signatures *Nault et G. Berger*. Encadrement triangulaire composé de deux filets entre lesquels on lit : *La nation, la loi, le roi, l'an II de la liberté.*

Nevers. — Billets de confiance de 3 livres émis par la municipalité. Mandats de 10 et de 20 sous émis par la municipalité. Billets de 2, 3 et 5 sous émis par la commune. Signatures : *Callot, Moisy*. Billets de secours de 10, 20 et 30 sous et de 3 livres. *Mandat de..... à échanger tous les samedis soir, depuis deux heures jusqu'à cinq, contre des assignats de 50 livres et au-dessus, pour avoir cours jus-*

qu'au 31 décembre 1792. Manufactures de Nevers. Il y eut trois émissions. Billets de confiance créés pour un an à partir du 10 août 1791, sous la surveillance des Amis de la Constitution, à Nevers. Bon pour..... payables en assignats de 200 fr. et au-dessous. Signatures : Fion, Verger, Mondat, C. Robelin.

Nolay. — Billets de 5 sous émis par M. Leroy de Prunevaux.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE DE NEVERS.

1^{er} août 1792. — En raison de la vérification à faire des caisses patriotiques ou de secours, Robillard est nommé pour faire la vérification de la caisse de la société des Amis de la Constitution, Henri Meunier pour faire la vérification de la caisse de MM. les Manufacturiers. — Adresse du conseil général permanent de la commune de Nevers. On y lit :

« Depuis longtemps le commerce languit, faute de moyens d'échange ; le nombre des billets de secours mis dans la circulation, soit par la société des Amis de la Constitution, soit par MM. les Maîtres de manufacture, n'a jamais été en proportion avec ses besoins journaliers ; et, d'ailleurs, ces billets se sont tellement répandus au loin, qu'à peine en reste-t-il quelques-uns dans la ville. D'un autre côté, l'argent monnayé a totalement disparu, et même le simple billon est ou accaparé ou trop rare ; de là résultent les plus grands obstacles à l'achat des choses les plus nécessaires à la vie comme au paiement des ouvriers..... En conséquence, par une délibération du 4 juin 1792, homologuée par le directoire du département le 11 du même mois, il a été arrêté qu'il serait fabriqué pour la somme de 50,000 livres de billets de confiance. Dès aujourd'hui, la première émission est en état d'être livrée au public. Les citoyens qui désirent se procurer de ces billets devront se présenter au bureau de la

maison commune, et il leur en sera délivré en échange d'assignats de 100 livres et au-dessous. »

6 août. — Constatation que 10,500 livres de billets de confiance ont été distribués et sont représentés par pareille somme d'assignats versés. — Arrêté portant que la caisse de la commune déposée chez le sieur Verger, receveur, sera transportée à la maison commune.

9 août. — Les manufacturiers en faïence sont invités à employer les voies nécessaires pour se procurer la rentrée des billets de confiance de leur première émission.

11 août. — MM. Meunier et Rogue, commissaires, sont nommés pour faire la vérification de la caisse patriotique établie par MM. les Manufacturiers en faïence de cette ville, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1792. Il a été brûlé le 30 avril 1792, en présence de M. Blandin-Valière, pour 6,000 livres de billets émis ; il ne reste que 90,000 livres qui ne sont pas déposées dans une caisse commune, mais réparties entre les mains de chacun des manufacturiers Dechamprond, Gounot, Custode, Motret, Petit, Serizier, Lestang, Champesle, Debonnaire.

30 août. — Deuxième émission de billets de confiance. Arrêté que pour faire la distribution de cette deuxième émission il y aura cinq bureaux, chacun composé d'un officier municipal et d'un notable, et sur-le-champ MM. Barré et Page, Cornu et Goguin, Meunier et Boyer, Robillard, Dechamps, Montauban et Rogue ont été nommés pour faire la distribution.

16 septembre. — Le conseil arrête que les 50,000 livres provenant et à provenir de l'émission des billets de secours, la somme de 15,000 livres offerte déjà à la municipalité par les Amis de la Constitution, somme provenant de l'émission de billets de confiance faite par cette société, seront employées à acheter des grains à mettre en un grenier d'abondance. Le

conseil désigne deux commissaires pour aller faire des achats dans le Cher, etc.

26 décembre. — Les commissaires nommés *ad hoc* déclarent que le 24 courant ils ont fait la vérification de la caisse patriotique des billets de secours émis par les manufacturiers en faïence chez le sieur Debonnaire, l'un d'eux, dépositaire de la caisse. Il reste des billets de secours retirés pour la somme de 29,911 livres, lesquels seront apportés en l'hôtel commun pour être brûlés en présence du public, conformément à la loi du 8 novembre dernier.

27 décembre. — Ces billets sont brûlés en présence des officiers municipaux et des citoyens Lestang, Champesle, Petit, Custode et Debonnaire, maîtres de manufacture, et en présence du peuple, dans la cour de la maison commune. Et, en vertu de l'article 10 de la loi du 8 novembre, deux commissaires sont nommés, l'un pour la caisse des manufacturiers en faïence, l'autre pour la caisse des Amis de la Constitution. Ils auront chacun une clé pour accélérer la rentrée des billets de secours. Il sera délivré 1,400 livres pour la caisse des manufacturiers, qui seront réparties entre les sept manufactures, à la charge par les commissaires de représenter une somme égale à celle déposée entre leurs mains en billets de secours, qui seront biffés et brûlés lorsqu'ils demanderont une nouvelle somme.

Longue discussion au sujet des émissions de confiance par l'ancien conseil général de la commune.

Arrêté aux termes duquel tous les assignats et billets de confiance émis, provenant de la vente des farines, seront déposés dans la caisse de la municipalité pour être représentatifs des billets de secours émis; — que les mandements tirés sur le receveur de la commune ne le seront pas sur ces fonds, à peine de responsabilité contre les membres de la municipalité qui les auraient souscrits; — qu'il sera tiré de la caisse une somme de 2,000 livres pour être remise au receveur de la commune, afin de servir à l'échange des billets

de confiance qui seront émis ; — qu'il sera fait une affiche portant avis des jour et heure fixés pour l'échange des petits billets.

17 décembre. — Le procureur de la commune observe qu'on lui a dénoncé qu'il y avait une somme de 10,000 livres en espèces monnayées qui avait été échangée par plusieurs officiers municipaux, anciennement en place, contre pareille somme en assignats ; qu'il était de son devoir de poursuivre la réparation de cette infidélité, qui compromettait les intérêts de la commune ; que la loi qui établit la parité entre les assignats et l'argent n'est point applicable à un dépôt qui doit toujours être représenté dans la même nature qu'il a été fait. — Le citoyen Verger, trésorier de la commune, est mandé sur-le-champ. Il confirme la vérité des faits contenus dans la dénonciation et reconnaît qu'effectivement une somme d'environ 10,000 livres, déposée en espèces dans sa caisse, avait été retirée par les citoyens Demarcy, Goussot, Perrauny et Mérijot.

ARRÊTÉ PRIS PAR LE DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT DE
LA NIÈVRE LE 5 JANVIER 1793.

ART. 1^{er}.

Il sera établi dans chaque chef-lieu de district de ce département, dans les vingt-quatre heures, à compter de la réception du présent arrêté, un bureau d'échange des billets de confiance, patriotiques et de secours ou de tous autres, sous quelque dénomination qu'ils soient émis dans l'étendue des quatre-vingt-trois départements de la République.

2.

Pour composer le bureau d'échange, chaque district nommera deux commissaires pris dans le conseil de l'administration.

3.

Pour la plus prompte expédition de l'échange, le département fera imprimer pour chaque district deux registres à neuf colonnes chacun : la première comprendra la date du dépôt qui sera fait des billets de confiance ; la seconde, le nom de la personne qui déposera au bureau un ou plusieurs billets de confiance ; la troisième, le numéro qui sera inscrit par l'un des commissaires sur chacun des billets ; la quatrième, le nom de la municipalité, compagnie ou particulier qui auront émis lesdits billets ; la cinquième, le nom du district dans l'étendue duquel ils auront été émis ; la sixième, le nom du département ; la septième, le montant ou la valeur présumée des billets ; la huitième, le total de cette valeur par accolade, etc.

4.

Le département fera également imprimer et enverra à chaque district un nombre suffisant de récépissés à neuf colonnes conforme aux registres.

5.

Lorsqu'un citoyen se présentera au bureau d'échange avec des billets de confiance, un des commissaires lui fera inscrire son nom au dos de chacun, qui sera numéroté ensuite par ce premier commissaire, et dans le même moment les deux commissaires, ainsi que les commis qui leur seront adjoints, porteront sur lesdits deux registres et sur le récépissé qui sera délivré au propriétaire des billets : 1° le nom de ce dernier et la date de son dépôt ; 2° le numéro que le commissaire aura inscrit sur les billets ; 3° le nom de la municipalité, compagnie ou particulier émettants ; 4° le nom du district ; 5° celui du département où les billets auront été émis ; 6° le montant ou la valeur présumée de ces billets ; 7° le total de cette valeur.

6.

Les registres seront signés du propriétaire desdits billets, et s'il ne sait pas signer il en sera fait mention.

7.

Si le propriétaire de ces billets ne sait pas écrire, l'un des commissaires écrira le nom dudit propriétaire en sa présence sur chacun de ces billets, pour en assurer l'identité.

8.

L'ouverture du bureau dans chaque district sera faite le lendemain du dimanche qui suivra l'envoi qui sera fait du présent arrêté par les directoires par des exprès dans les municipalités, et il sera fermé le deuxième lundi suivant, passé lequel délai l'échange des billets ne sera plus reçu, sans néanmoins qu'on puisse induire de cette disposition que ces billets aient perdu de leur valeur dans la circulation et sans préjudicier aux droits réservés aux porteurs de s'en faire rembourser le montant, soit par les particuliers émettants, soit par les communes qui en sont cautions, conformément aux lois des 8 novembre et 19 décembre.

9.

Après le délai fixé par l'article précédent, les deux registres seront clos et arrêtés par le directoire du district, et l'un d'eux sera envoyé par voie sûre ou par exprès, avec les billets de confiance y énoncés, au directoire du département, qui en accusera la réception après vérification.

10.

Lorsque les neuf districts auront envoyé au directoire du département l'un desdits registres et tous les billets de confiance dont le dépôt leur aura été fait, le département

nommera parmi les administrateurs du conseil quatre commissaires qui en feront la division entre les départements dans l'étendue desquels l'émission aura été faite.

11.

Lesdits billets seront envoyés par la poste dans chacun des quatre-vingt-trois départements; chaque paquet contiendra cette inscription : *Echange de billets de confiance*, et il sera contre-signé par le procureur général-syndic. Les paquets seront chargés sur la feuille de la poste à la diligence dudit procureur général-syndic.

12.

Chaque envoi sera accompagné d'une lettre d'avis aux départements, qui contiendra le nombre des billets envoyés et le montant de leur valeur en masse, avec invitation aux administrateurs d'en accuser aussitôt la réception et de faire effectuer, dans le plus court délai, le retour de leur valeur, en coupures d'assignats nationaux de 10 et de 15 sols, même en assignats de 5 livres.

13.

Les quatre commissaires dont il est parlé en l'article 10 seront chargés de veiller à l'exécution ponctuelle de ces opérations, etc.

14.

Les assignats nationaux renvoyés en retour par les départements au département de la Nièvre et renvoyés par ce dernier aux directoires de district, ensemble les billets de confiance qui auraient été reconnus faux ou dont on n'aurait pu découvrir les émettants, seront remis par les directoires de district aux porteurs des récépissés énoncés en l'article 5.

15.

Le présent arrêté sera imprimé, etc.

Nevers, ce 9 janvier 1793.

Les administrateurs du département de la Nièvre aux administrateurs de...

CITOYENS,

La loi du 19 décembre dernier, portant prorogation du délai fixé pour l'échange des billets de confiance au-dessous de 25 livres, autorise, par l'article 5, les administrations du département à prendre entre elles les moyens qu'elles jugeront convenables pour l'échange des billets qui circulent dans leurs arrondissements respectifs.

L'article 6, pour faciliter la correspondance entre lesdits corps administratifs, porte qu'ils jouiront, jusqu'au 1^{er} juillet prochain, de la franchise des ports de lettres et paquets étant intitulés : *Echange des billets de confiance*, et contre-signés par le procureur général-syndic du département.

Nous nous sommes occupé de faire jouir nos administrés de l'avantage de cet échange, qui ne leur coûtera aucune dépense et qui ne leur occasionnera aucun déplacement.

Nous vous adressons un imprimé de l'arrêté que nous avons pris le 5 janvier présent mois ; nous vous engageons, citoyens collègues, à adopter la même mesure, et vous prévenons qu'aussitôt que les districts de notre arrondissement nous auront fait passer les billets émis dans l'étendue de votre département, nous vous les adresserons pour nous faire le retour de leur valeur en coupures d'assignats nationaux. Nous vous invitons, frères et amis, à en user de même pour les billets émis dans l'étendue de notre département qui circulent dans le vôtre, et nous vous promettons d'avance la plus grande vigilance pour vous procurer en coupures d'assignats le retour des valeurs que vous nous avez envoyées. Nous n'avons pas besoin de vous observer qu'il est de l'intérêt mutuel des départements de s'occuper sans perdre de temps de ces opérations, à raison de la franchise des ports.

REGISTRE TENU POUR LE RETRAIT PAR CHAQUE DISTRICT.

BILLETS DE CONFIANCE.

DATE du dépôt des billets.	NOMS et domicile des porteurs.	NUMÉROS inscrits sur les billets par les commissaires.	NOMS des municipalités et particuliers émettants.	NOMS des districts d'où procédaient les billets.	NOMS des quatre-vingt- trois départements.	MONTANT ou valeur présumée des billets.	TOTAL des billets déposés aux bureaux par les porteurs.	OBSERVATIONS générales.

SÉANCES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE
DE NEVERS.

9 janvier 1793. — Un membre a dit que les commissaires chargés de la vérification de la caisse des Amis de la liberté et de l'égalité, ci-devant de la Constitution, avaient rapporté que, dans ladite caisse, il y avait une somme de 2,600 livres, représentée par des billets à ordre de divers citoyens; que ces billets ne pouvaient être sous aucun rapport équivalents aux assignats nationaux. Quelque confiance qu'inspire le nom de ceux qui les ont souscrits, on doit exiger la représentation totale de la valeur de l'émission en assignats. Notification est faite de réintégrer en assignats la somme de 2,600 livres; à défaut, le citoyen procureur de la commune est chargé de poursuivre cette réintégration par toutes les voies de droit.

13 janvier. — Etat de la caisse des Amis de la Constitution chez le citoyen Garban. Vérification par les citoyens Bigot et Martin, commissaires à cet effet.

11,295 livres en assignats de toute valeur.

3,708 livres en billets de secours, dont 1,035 billets, faisant 517 livres, retirés.

16 février. — Les commissaires nommés pour la vérification des *assignats* émis par les négociants manufacturiers annoncent qu'il s'est trouvé des billets patriotiques et de secours émis par les manufacturiers pour la somme de 56,846 livres qui ont de suite été brûlés dans la cheminée de la grande salle de la maison commune.

5 mars 1793.

*Les administrateurs du département à la municipalité
de Corbigny.*

Il nous a été envoyé pour une somme de 203 livres 13 sols de billets patriotiques émis par votre municipalité pour changer en assignats. A cet effet, vous voudrez bien nommer un de vos membres pour venir reconnaître lesdits billets et nous en remettre le montant le plus tôt possible, afin de nous mettre à même de les faire passer incessamment.

Même lettre à la municipalité de Lormes.

3 juillet 1793.

Les administrateurs du district de Corbigny aux administrateurs du département.

CITOYENS,

Nous vous avons fait passer dans le courant du mois de février dernier des billets de confiance de différents départements et dont nous n'avons point encore reçu le montant. Vous voudrez donc bien vous en occuper incessamment, afin de nous mettre dans le cas de faire cesser les reproches que l'on nous fait journellement par rapport à ce retard.

Le 17 février 1793.

Les administrateurs du district de Corbigny aux administrateurs du département.

CITOYENS,

Nous vous envoyons ci-joints soixante paquets de billets patriotiques, formant une somme de 438 livres, avec un des

registres où ils sont tous portés. Nous vous prions de nous en accuser la réception et de nous en faire passer le montant aussitôt que vous l'aurez reçu, pour pouvoir satisfaire ceux qui en ont fait le dépôt.

SEANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE
DE NEVERS.

6 fructidor an II. — On brûle des billets de confiance jusqu'à concurrence de la somme de 4,996 livres 9 sous.

P. MEUNIER.

LE LIVRE DE RAISON

DE

FRANÇOIS NÉE DE DURVILLE.

Les livres de raison sont rares en Nivernais ; aussi, malgré son peu d'étendue, celui de François Née de Durville nous semble-t-il mériter d'attirer l'attention.

C'est un petit cahier in-4° qui se trouve en tête d'un censier des propriétés de son auteur. Nous l'avons trouvé ces années dernières aux environs d'Auxerre, dans des archives particulières (1).

Son auteur, François Née de Durville, baptisé à Clamecy le 1^{er} mai 1689, était le fils aîné de M^e François Née, avocat en Parlement, et de Jeanne-Marie Lecointe. Il était, par conséquent, le frère aîné de Jean Née de La Rochelle l'ancien, l'historien nivernais, baptisé à Clamecy, le 8 mars 1692. François Née de Durville mourut à Clamecy le 10 décembre 1734.

Son livre de raison est surtout intéressant au point de vue de la vie des petites compagnies judiciaires et administratives de son temps. Il nous montre les démarches que l'on était obligé de faire, même ayant la propriété d'une charge, pour se faire installer, et comment, après s'être donné bien du mouvement pour réussir, après avoir obtenu une issue favorable à des démarches longues et compliquées, on pouvait s'en trouver frustré par voie de suppression.

(1) Archives du château de Saint-Georges, près Auxerre, à M. Gustave Poterat de Billy, lieutenant-colonel d'infanterie.

Nous voyons aussi comment dans ces corps judiciaires, dont tous les membres étaient parents à des degrés plus ou moins rapprochés, il se formait des coteries, des coalitions d'intérêts, des cabales de toutes sortes, qui, quelquefois, étaient l'occasion de débats scandaleux, de querelles, et même parfois de véritables rixes en pleine audience.

H. DE FLAMARE.

Feu mon père (1) décéda le 9 août 1710, veille de Saint-Laurent, à onze heures et demie du soir, et fut enterré le lendemain; j'étois alors très-dangereusement malade. Dès que je fus rétabli, il fut question de prendre des mesures pour la charge de lieutenant en l'élection qui restoit dans la famille. L'envie d'aller exercer à Paris la profession d'avocat, pour laquelle j'ay toujours eu la plus forte inclination, balança très-longtemps les raisons qui devoient m'attacher au pays; enfin, vaincu par les sollicitations d'un petit nombre d'amis qui croyoient peut-être que je leur serois plus utile sur les lieux, je me laissai engager à prendre la charge, que ma mère m'abandonna pour le prix qu'elle avoit coûté à feu mon père et me fit remise de toutes les taxes et augmentations de gages qu'il avoit payées. Comme je n'avois alors que vingt-un ans, il fallut obtenir une dispense; M. Paul Girardot (2), parent de ma mère, s'en chargea et l'obtint. Le 30 mars 1711 je prêtay serment à la Cour des aydes, où je fis un petit discours qui ne contribua pas peu à me rendre favorable M. Le Camus (3), premier

(1) M^e François Née, avocat en Parlement, né en 1654, de la paroisse de Coulanges-sur-Yonne, devint lieutenant en l'élection de Clamecy.

(2) Paul Girardot appartenait à une famille de riches marchands de bois de Coulanges-sur-Yonne.

(3) Nicolas Le Camus, seigneur de la Grange-Bligny, successivement conseiller au grand conseil, rapporteur et procureur général de la Cour des aydes, premier président de la même cour en 1672, office

président, et M. Bosc (1), procureur général, auxquels je fis mes plaintes des menaces que l'on me marquoit que faisoient les officiers de l'élection d'exiger pour les droits de mon installation le double de ce que feu mon père auroit payé. Ils me promirent l'un et l'autre leur protection et me tinrent exactement parole; car, les officiers ayant voulu exiger une somme de six cents livres, quoyque feu mon père n'en eût payé que trois cents, et ayant fait entre eux un traité par lequel ils s'engageoient de manger plutôt en frais les trois cents livres que je leur offrois que de me recevoir pour cette somme, j'en écrivis à ces deux célèbres magistrats, qui eurent la bonté de leur mander que mes offres étoient raisonnables, et de les prier de les accepter. Mais ces prières, qui devoient être à leur égard de véritables commandements, n'ayant pu les déterminer, je leur fis des sommations de m'installer sous les offres réelles et à découvert que je leur fis de cette somme de trois cents livres, ainsi que feu mon père la leur avoit payée. Ils refusèrent. Je présentay requête à la cour, qui m'accorda, le 2 juin 1711, ce que je demandois, me permit de m'installer moyennement avec deffenses à eux de s'y opposer à peine d'interdiction. Je leur fis signifier cet arrêt le samedi, jour de leur expédition, avant midy, et me trouvai à l'audience à une heure. Ils refusèrent de déférer à l'arrêt auquel ils s'opposèrent. Je dressay mon procès-verbal de leur refus et l'envoyai toute la nuit à Auxerre avec une nouvelle requête, afin de gagner une poste. M. le Procureur général mit au bas de cette requête ses conclusions tendantes à ce que l'interdiction fût déclarée encourue, et à moy permis de tenir l'audience avec tel nombre de graduez que je voudrois

qu'il exerça jusqu'à sa mort, arrivée le 12 mars 1715, dans sa quatre-vingt-dixième année, dont la petite-fille Elisabeth Le Camus épousa, le 27 mai 1716, Jean-Baptiste-Louis Andrault de Langeron, le futur maréchal de France.

(1) Claude Bosc du Bois, procureur général en la Cour des aides prévôt des marchands de Paris depuis 1692, l'étoit encore en 1699.

choisir. Mais M. de Lys, conseiller à la Cour des aydes, oncle du sieur de Bèze de Pignolle, président de notre élection (1), sollicita si vivement qu'on ne m'accorda, le 20 du même mois de juin, qu'un arrêt portant que le premier seroit exécuté; mais on marqua en même temps aux élus que s'ils n'y déferoient pas, il n'y auroit plus de grâce à espérer. Je leur fis signifier ce nouvel arrêt et allai à l'audience où, après avoir pris ma place à côté droit du président, je demanday acte au greffier de ce qu'en vertu de mes arrêts je m'installois moy-même. Et, comme je remarquay que les sieurs Parent le mousquetaire (2), Delaporte d'Osson (3) et Faulquier (4), s'étoient tous placez au côté gauche du président, de manière que j'étois seul de mon côté, je fis mes protestations de former mon action

(1) Non pas oncle, mais neveu. Jacques-Vincent de Bèze, écuyer, seigneur de Lys, baptisé à Saint-Aricle de Nevers le 8 novembre 1682, acquit en 1706 une charge de conseiller à la Cour des aides. Il était le fils aîné de Jacques de Bèze, seigneur de Lys, conseiller-secrétaire du roi, maison et couronne de France, maître particulier de la maîtrise royale des eaux et forêts du Nivernais, et de Marie Bogne, lui-même fils, de même que Claude-François de Bèze, président en l'élection de Clamecy et seigneur de Pignolle, Talon, etc., de Claude de Bèze, seigneur de Lys, conseiller du roi, élu en l'élection de Clamecy, et de Jeanne Bouzitat. — Pignolle, aujourd'hui Pignol, arrondissement de Clamecy, canton de Tannay, commune de Lys.

(2) Paul Parent, fils de noble François Parent, avocat en Parlement, lieutenant civil et criminel en l'élection de Clamecy, et de Marie Joumier, né à Clamecy le 9 janvier 1654, d'abord mousquetaire (1683), puis conseiller du roi, élu en l'élection de Clamecy, mort à Clamecy le 12 février 1718.

(3) Claude Delaporte d'Ausson, fils de M^e Jacques Delaporte, conseiller du roi, élu et grènetier en l'élection et grenier à sel de Clamecy, et de Madeleine Piretousy, baptisé à Clamecy le 15 juin 1664, procureur fiscal en la chàtellenie de Clamecy et conseiller du roi, élu en l'élection de Clamecy, mort à Clamecy le 15 août 1732.

(4) Claude-François Faulquier, fils de noble François Faulquier, conseiller du roi, élu en l'élection de Clamecy, et d'Anne Delaporte, baptisé à Clamecy le 12 septembre 1689, avocat en Parlement, conseiller du roi, élu en l'élection de Clamecy.

pour faire rétablir l'ordre qu'ils troubloient. Mais ils m'en épargnèrent la peine en prenant chacun la place qui leur étoit due. Je croyois qu'ils m'alloient contester la voix délibérative parce que ma dispense n'en faisoit pas mention précise, mais les menaces qu'ils m'avoient faites à cet égard s'évanouirent et le président me demanda mon avis comme aux autres. Je ne sçaurois laisser échapper l'occasion de rendre icy témoignage à la générosité d'un illustre amy qui s'employa pour moy avec autant de vivacité qu'il l'auroit pu faire pour un de ses enfants. Ce fut M. Paul Girardot, qui sollicita les deux arrêts cy-dessus avec une vigilance infatigable. Ses lettres, que je conserve comme un monument précieux de son amitié, sont une preuve sincère des soins qu'il se donna pour me faire obtenir un avantage d'autant plus considérable que la première démarche que je faisois devoit en quelque sorte décider du sort de toutes les autres. En effet, ces messieurs, malgré la jalousie qui règne pour l'ordinaire dans les corps et le ressentiment que devoit leur inspirer ma victoire, que je ne fis presque point sentir, ne firent aucune difficulté de se reposer sur moy dans la suite de la meilleure partie des affaires du corps. Ce qui y contribua beaucoup, ce fut le décès précipité du président qui, étant mort quelque temps après mon installation (1), je présidai à la prochaine audience et prononçai d'une manière qui fit croire à mes confrères que ma jeunesse n'étoit pas un titre suffisant pour m'aliéner leur confiance, à laquelle j'ose dire que je répondis par une fidélité à toute épreuve et un travail infatigable.

Le dernier février 1712, je fus obligé d'aller prêter serment devant les trésoriers de France d'Orléans. Il m'en coûta, tant pour eux que pour mon voyage, 225 livres.

Durant le temps que je présidai, je m'attachay surtout à conserver les véritables droits du corps contre les entreprises

(1) Claude-François de Bèze de Pignolle mourut le 21 juillet 1711.

perpétuelles du sieur Léger-Nicolas Faulquier (1), procureur du roy, qui étoit le principal auteur des difficultés qui m'avoient été faites lors de mon installation. Je travaillay peu à peu à diminuer la confiance qu'on avoit en luy et l'ascendant qu'il avoit sur la plupart des officiers ; je leur fis connaître leurs véritables intérêts, ce qui les engagea à se prêter à toutes les entreprises que je formay dans la suite pour restreindre ses droits dans les véritables bornes que les réglemens assignoient aux procureurs du roy. Enfin, le sieur de Bèze (2) ayant été reçu président en la place de son père, et le sieur Bessin (3) ayant acquis à vil prix celle dont le feu sieur président Boulé (4) étoit mort revêtu, il y eut difficulté sur le partage des droits d'installation de ce dernier : le sieur procureur du roy prétendit en avoir une portion plus forte que nous. Je saisis cette occasion de le mortifier, et, pour cela je me fis députer pour solliciter à cet égard un régle-ment que je promettois favorable, de manière que je me trouvay icy intéressé du côté de la vangeance et de celuy de

(1) Noble Léger-Nicolas Faulquier, conseiller du roi, son procureur en l'élection de Clamecy, fils de noble Léger Faulquier, aussi procureur du roi en ladite élection, et de Perrette Joumier, fut baptisé à Clamecy le 21 août 1673 et y mourut le 29 mai 1720.

(2) Marie-Claude-François de Bèze de Pignolle, écuyer, seigneur de Talon, Château-du-Bois, Saint-Cyr-les-Entrains, Fondelin et autres lieux, conseiller-secrétaire du roi, maison-couronne de France et de ses finances, avocat en Parlement, juge ordinaire civil, criminel et de police de la ville et châtellenie de Clamecy, président en l'élection dudit lieu, fils de Claude-François de Bèze de Pignolle, président en ladite élection, et de Jeanne Barce, fut baptisé à Tannay le 7 décembre 1691 et mourut à Clamecy le 29 août 1758.

(3) Joseph-Florimond Bessin, président en l'élection de Clamecy, fils de noble Christophe Bessin, avocat en Parlement, lieutenant en ladite élection, et de Jeanne de La Saleine, baptisé à Clamecy le 17 avril 1665, mort à Clamecy le 14 mai 1749.

(4) Pierre Boullé, écuyer, seigneur du Charoux, président en l'élection de Clamecy, fils de Pierre Boullé, écuyer, seigneur de Marcilly, président en ladite élection, et de Claire Bargedé, fut baptisé à Clamecy le 9 avril 1652.

ma gloire particulière ; ce qui me fit faire des efforts incroyables pour réussir. Mes peines ne furent pas frustrées : malgré les sollicitations du procureur du roy, j'obtins arrêt le 17 juin 1714 qui ordonna que les droits d'installation se partageroient également entre tous les officiers du corps. Je plaidai moy-même cette affaire, qui redoubla la jalousie et la confiance de mes confrères. Mais, dans le tems que je croyois, par mes ménagemens, avoir assoupi la première, je fus supprimé par un édit du 30 août 1715, qui me fut aussitôt envoyé par le sieur de La Saleine (1), qui me parut charmé de ma suppression, parce que dans les entreprises fréquentes qu'il faisoit sur les droits du corps, il m'avoit toujours trouvé dans son chemin, ce qui ne pouvoit guères plaire à un homme accoutumé à dominer presque despotiquement.

J'essayai de supporter cette suppression avec assez de constance pour déconcerter mes ennemis. Je me jettay tout entier du côté de ma profession, où la confiance publique me fit goûter des agrémens qui me dédommagèrent avec usure de la perte d'une charge dont on connut bien que je n'avois pas besoin pour me soutenir. Dans ce changement de condition, j'ose dire qu'il n'en parut aucun dans ma conduite ny dans mes manières, ce qui me ramena bientôt ces amys de printemps qu'une apparence du nuage avoit écartez.

Ce qui contribua beaucoup à me rendre ma suppression moins sensible, ce fut l'espérance de pouvoir remplir le premier dessein que j'avois eu de m'établir à Paris. Mais, toute réflexion faite, je trouvay dans l'exécution de ce dessein des difficultez qui me fixèrent absolument à Clamecy.

(1) Noble Philbert de La Saleine, seigneur de Gémigny et de la Forest, avocat en Parlement, juge ordinaire civil, criminel et de police, conseiller du roi, receveur des tailles en l'élection et grènetier au grenier à sel de Clamecy, était fils de Philbert de La Saleine, seigneur de Montriveau, juge de la châtellenie de Clamecy, et de Jeanne Duchesne, sa deuxième femme ; il fut baptisé à Clamecy le 30 novembre 1650.

Le feu sieur de La Saleine, juge, ayant été attaqué par la chambre de justice, et s'étant luy-même ôté la vie dans la prison où il étoit retenu, je formai le dessein d'obtenir sa charge. Tout sembloit conspirer à me la faire avoir, car à peine en eus-je formé la première idée, que je reçus une lettre anonyme où l'on me marquoit que si je voulois y penser, Monsieur le Comte de Nevers me préféreroit pour un prix qui étoit fixé; le docteur Née m'écrivit la même chose et l'assura de M. de Germancy (1), intendant des affaires de ce seigneur, auquel il la demandoit pour moy avec des instances infinies. Je fis réponse à la première lettre à une adresse qu'on m'indiquoit. Mais, au lieu d'accepter le party qui m'étoit offert, je m'amusay, par le conseil de ma mère, à marchander, ce qui me fit manquer cette charge, car le sieur de La Saleine (2) fils, dont le père avoit une survivance, sollicita si vivement que, moyennant cinq cens escus qu'il donna de plus, il fut préféré, et j'eus le chagrin d'avoir fait à Paris un voyage qui ne me produisit que beaucoup de gracieusetez de la part du seigneur et me coûta réellement plus de vingt pistoles.

Cette affaire étant ainsi échouée, je me déterminay à songer à un établissement. Il ne paroissoit que deux partys qui pussent me convenir. Mes amis me firent penser à la fille du feu sieur Gaudard (3), dont mon père avoit acquis

(1) Claude de Vaulx, seigneur de Germancy, président en la Chambre des comptes de Nevers, inhumé à Saint-Aricle de Nevers le 24 novembre 1727, étoit fils de noble Jacques de Vaux, seigneur de Germancy, conseiller du roi, son premier président en l'élection de Nevers, et de Marie du Fouilloux.

(2) Nicolas de La Saleine, fils de Philibert de La Saleine, seigneur de Gémigny et la Forest, juge de Clamecy, et de Charlotte Dibusty, baptisé à Clamecy le 20 septembre 1685; il épousa à Saint-Eusèbe d'Auxerre, le 30 avril 1720, Anne-Marthe Gorget, fille de feu M^e Thomas Gorget, conseiller au Châtelet de Paris, et de dame Anne-Claude Jameron.

(3) Anne Gaudard, fille de François Gaudard, lieutenant en l'élection de Clamecy, et d'Anne Coutant. Elle épousa à Clamecy, le 29 novem-

la charge. La proposition en fut faite. La mère donna paroles précises; mais son instabilité naturelle luy ayant fait proposer diverses remises, qui venoient ou de la crainte qu'elle avoit d'être obligée de se désaisir, ou de l'espérance d'un party plus avantageux qui sembloit s'offrir, je me retiray de chez elle malgré plusieurs démarches qu'elle fit pour me retenir, quoyque mes ennemys voulussent insinuer que je n'avois pris ce party que parce que je désespérois de réussir. Mais il est certain que les choses se sont passées comme cy-dessus, et il y a encore des témoins des regrets que cette mère marqua d'une perte qu'elle vit bien qu'elle ne pourroit réparer à cet égard. Je me tournay donc de l'autre côté et recherchay Mlle de Courteille, fille de M. Despatys, officier du grenier (1). Sa vertu et ses autres bonnes qualitez me firent croire que je n'aurois pas lieu de me repentir de la recherche que j'en ferois. Je l'épousay donc le 2 may 1719 avec l'agrément de ses parens les plus proches, et surtout du procureur du roy (2), qui avoit certainement une étendue de génie qui ne rendoit pas son témoignage peu considérable. Cette nouvelle alliance nous unit davantage que la première que nous avions ensemble, car, en premières noces, il avoit épousé demoiselle Jeanne Grasset, nièce de ma mère.

bre 1720, messire Samuel de Meun de La Ferté, écuyer, seigneur en partie de Villiers-le-Sec, d'Anus et de Fouronnes, fils de Jean-François de Meun de La Ferté, seigneur desdites terres, et de Cécile de Chéry, et mourut à vingt-huit ans, à Clamecy, le 14 juillet 1725, sans enfants.

(1) Jeanne Despatys de Courteilles épousa à Clamecy, le 2 mai 1719, François Née de Durville; elle était fille de M^e Léger-Nicolas Despatys, seigneur de Courteilles, grènetier au grenier à sel de Clamecy, et de Marie-Anne Morillon.

(2) Léger-Nicolas Faulquier, ci-dessus; il épousa: 1^o à Clamecy, le 3 février 1706, Jeanne Grasset, fille d'Elie-Pierre Grasset, sieur de Sommeville, officier de S. A. R. Mgr le duc d'Orléans, et d'Anne Lecoïnte; 2^o Agathe Dufour, fille de Gabriel Dufour, bourgeois de Tannay.

Le 30 novembre de la même année, mon épouse se blessa et fut, outre cela, attaquée sur le visage d'une violente fluxion qui, ayant déterminé les médecins à la soigner, elle accoucha peu après, à dix heures et demie du soir, d'une fille qui fut aussitôt portée à l'église, parce qu'elle paroissoit en danger. Ma mère et M. Despatys la nommèrent. Elle décéda sept ou huit jours après (1).

Un mois après, je fus obligé de faire un voyage, tant pour le remboursement de ma charge que pour seconder un de nos amis qui nous avoit intéressés dans les actions qui rouloient alors, et où il auroit infailliblement péri sans le mouvement que je me donnay pour le faire defaire avec avantage des actions qu'il avoit prises. Nous y fîmes un petit profit qui me dédommagea des frais de mon voyage, qui m'occasionna une dépense de trente pistolles. Mais ce profit tourna dans la suite à ma perte par le discrédit total des billets de banque que je ne pus jamais placer, de manière que, lorsqu'ils furent hors de cours, j'en avois pour six mille quelques cents livres, procédans tant de ma charge que de l'argent qui avoit été donné en dot à mon épouse.

Le 17 novembre 1720, ma femme accoucha d'une fille, qui fut nommée Marie-Jeanne (2) par Mme Despatys et mon frère ; elle accoucha encore à dix heures et demie ou environ. L'enfant fut mis en nourrice à Chivres, où, après avoir resté près d'un an, nous fûmes obligés de le retirer, à cause du mauvais état où elle étoit, et de la confier icy à la femme d'un nommé Millaud, qui en eut fort grand soin et la rétablit parfaitement.

Au mois de septembre 1721, le 13^e, ma femme accoucha encore d'une fille nommée [Marie-Anne] (3), dont François

(1) Jeanne-Marie Née de Durville, baptisée à Clamecy le 30 novembre 1719.

(2) La deuxième Jeanne-Marie, morte à Clamecy le 7 septembre 1723.

(3) Marie-Anne Née de Durville, baptisée à Clamecy le 14 septembre 1721, épousa à Clamecy, le 24 novembre 1738, monsieur M^e François

Portrait fut le parain et Mlle Marie-Anne Depatys la maraine. Elle fut mise en nourrice dans la paroisse de Courcelles, chez un nommé Vannereau, métayer de M. Despatys, de son domaine de Dessus-le-Mont.

Le samedi 18^e avril 1722, je partys avec MM. Rameau et Faulquier, chanoines, pour aller à Saint-Pierre faire juger leur affaire et celle de la fabrique contre le sieur Bérony, curé. Elles furent gagnées l'une et l'autre, et je plaiday celle de la fabrique touchant les draps mortuaires que j'avois fait faire pendant que j'étois marguillier d'honneur.

Le 8 février 1723, ma femme accoucha d'un fils qui fut nommé François par M^e Etienne Tenaille, greffier en chef du grenier à sel, et dame Perrette Joumier, veuve de feu M^e Léger Faulquier, procureur du roy en l'élection, grande tante maternelle. Cet enfant mourut trois ou quatre jours après.

Le 7^e septembre 1723, ma fille Marie-Jeanne décéda d'un débord de cerveau dont elle fut subitement attaquée.

Poterat de Pressurot, lieutenant particulier, assesseur civil et premier conseiller au présidial d'Auxerre, fils de feu monsieur M^e Edme Poterat, pourvu dudit office et officier de S. A. R. Mgr le duc d'Orléans, et de dame Jeanne-Germaine Gentil.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

L'ORATOIRE DE NEVERS.

I.

FONDATION DE L'ORATOIRE A NEVERS.

Au centre du vieux Nevers s'étend une rue longue, étroite et silencieuse. Actuellement elle s'appelle rue de l'Oratoire ; dans les siècles précédents, on la nommait rue de la Parcheminerie. On y voit encore une ancienne chapelle de style grec, très-simple malgré les quatre piliers corinthiens qui ornent son portail. C'est là qu'ont prié de longues générations de prêtres, c'est là que longtemps ils ont évangélisé les peuples ; c'est à côté qu'ils ont vécu pendant près de deux cents ans, de 1619 jusqu'à la Révolution.

Fondée le 11 novembre 1611, la congrégation de l'Oratoire de Jésus-Christ Notre-Seigneur s'était rapidement développée. Dès la fin de 1618, sept ans après sa fondation, elle comptait déjà quinze maisons ; Nevers devait bientôt en posséder une.

Le Père de Bérulle était depuis longtemps en relations avec la famille des ducs de Nevers. A Paris, « la musique de M. de Nevers, qu'on tenait pour la meilleure de la capitale, se rendait souvent à l'Oratoire (1) ». En 1617, lorsque la duchesse, debout sur les remparts de sa capitale, bravait l'armée du roi commandée par le maréchal de Montigny, le supérieur de l'Oratoire lui avait été envoyé pour la décider à

(1) Houssey : *Le cardinal de Bérulle*, t. II, p. 134.

se rendre (1). L'année suivante, nous le voyons auprès du lit de mort de la princesse. Elle succombait à l'âge de trente-trois ans avec une sérénité digne de la fille des Guises, pleurée par son mari, ses six enfants et toutes les maisons religieuses (2).

Depuis quelque temps Catherine de Lorraine songeait à établir dans sa ville de Nevers une maison de l'Oratoire, « de lui donner un revenu suffisant pour y travailler au salut des âmes et y vivre suivant les usages ordinaires de cette congrégation (3) ». La mort ne lui permit pas d'exécuter ses bons désirs, mais elle s'en était déjà entretenue avec un grand serviteur de Dieu, qui se chargea lui-même de la fondation.

Fils d'un simple apothicaire de Nevers, Léonard d'Estrapes était parvenu par son mérite à l'archevêché d'Auch. « Prélat d'une insigne piété, » il connaissait « le bien que la congrégation nouvellement établie à Paris faisait en diverses provinces du royaume (4) ». Aussi s'empressa-t-il par une donation pure et irrévocable, enregistrée au Châtelet de Paris le 8 avril 1618 et au bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier le 2 mai de la même année, d'offrir à l'Oratoire les trois maisons qu'il possédait à Nevers, rue de la Parcheminerie.

L'une des trois fut abattue pour aménager l'entrée et la cour; les deux autres formèrent la résidence des Pères. L'emplacement ne manquait pas d'agréments : du côté de la Loire, un petit jardin formant terrasse offrait un coup d'œil des plus variés. C'était d'abord le fleuve lui-même, avec son immense lit de sables à moitié desséché pendant l'été, puis les grands bois qui bordent ses deux rives : au loin, sur la

(1) Soulèvement des princes après l'arrestation du prince de Condé.

(2) Catherine de Lorraine, duchesse de Nevers, était fille du duc de Mayenne. (Houssaye, *passim*.)

(3) Arch. nat. S 6788.

(4) *Ibid.*

gauche, on pressentait les sommets du rude mais généreux Morvand.

Ce n'était pas tout d'avoir une maison convenable, il fallait une église, et pour cela on avait besoin d'une somme assez considérable. M^{re} d'Estrapes (1), qui ne voulait pas laisser son œuvre imparfaite, donna par le même acte la somme de 9,000 livres à prendre sur les revenus de sa seigneurie de Berry (2). Ses héritiers pouvaient d'ailleurs, au lieu des 9,000 livres, céder à l'Oratoire la terre de Chaluzy et Trangy (3), avec toutes les réparations et augmentations faites par lui. Malheureusement cette terre, située près de la ville, était surchargée de droits seigneuriaux qui réduisaient de beaucoup sa valeur.

De plus, le pieux donateur avait imposé d'assez nombreuses conditions, dont quelques-unes vraiment onéreuses :

1° Prier pour lui et « MM. ses parents » spécialement désignés dans l'acte.

2° « Dire six messes par semaine : lundi, pour les morts ; mardi, à Jésus, dans leur église ; mercredi et jeudi, à la paroisse de Saint-Aricle, lieu du baptême de l'archevêque (mercredi des Morts, jeudi du Saint-Sacrement) ; le vendredi, à la chapelle du Saint-Sépulcre, le prêtre devant commencer la messe par ces mots : *Humiliavit semetipsum Jesus Christus usque ad mortem* ; le samedi, de la Sainte-Vierge, à l'hôtel-Dieu, chargeant le prêtre de faire le catéchisme aux pauvres après la messe (4). »

3° A la fin de chacune de ces messes, l'archevêque prie le prêtre de dire un *De profundis* pour son âme, et il demande à la communauté d'en dire un autre après le dîner ou après vêpres.

(1) Nous trouvons ce nom écrit : d'Estrapes, Destrappes, de Trapes, des Trapes.

(2) Berry-sous-Montfaucon, aujourd'hui Villequiers (Cher).

(3) Commune de Saint-Éloi, près Nevers.

(4) Arch. nat. S 6788.

4° L'église sera dédiée à Notre-Dame de Pitié et le tableau du maître-autel représentera ce mystère.

Toutes ces conditions furent acceptées, et le P. de Bérulle se hâta d'envoyer un frère prendre possession des maisons. C'est le premier Oratorien de Nevers, son nom mérite d'être retenu : on l'appelait frère Edmond. Homme de confiance du P. de Bérulle, il était lui-même pénétré de la plus profonde admiration pour les vertus admirables de son supérieur et, après la mort du saint cardinal, il mit tous ses soins à rédiger un long mémoire en vue de sa canonisation.

L'acte de prise de possession est du 7 mai 1618, et le vénérable fondateur de l'Oratoire, suivant sa pieuse coutume, dédia la nouvelle résidence au mystère de Jésus agonisant au jardin des Oliviers (1).

L'évêque de Nevers était alors M^{sr} du Lys (2) ; il donna de suite son agrément à la fondation. Dans ses lettres d'approbation du 10 janvier 1619, il manifeste sa joie de voir dans sa ville épiscopale quelques-uns de ces « prêtres séculiers vivant en communauté », dont la bonne renommée s'est répandue partout. Le supérieur que le P. de Bérulle destinait à Nevers n'avait que trente ans ; depuis dix-huit mois seulement il était à l'Oratoire, mais « dès le berceau il en avait eu l'esprit (3) ». C'est de lui que sainte Chantal disait que « leur bienheureux fondateur (saint François de Sales) avait été donné de Dieu à son Église pour instruire les hommes, mais qu'il lui semblait que le P. de Condren était propre pour instruire les anges, tant il était rempli de lumières sublimes et spirituelles (4) ».

Dieu ne pouvait que bénir une fondation dirigée par un de ses plus grands serviteurs. Malheureusement, le P. de Condren ne fit guère que passer à Nevers. Dès la même

(1) Acte de visite de 1787. (Arch. nat. S 6788.)

(2) Évêque de Nevers de 1606 à 1643.

(3) Cloyseault : *Généralat du P. de Condren*, p. 208.

(4) *Ibid.*, p. 253-254.

année, nous le voyons supérieur à Langres, puis à Poitiers (1621), pour être bientôt après rappelé à Paris. Dieu le destinait à de plus grandes choses : il devait être supérieur général de l'Oratoire et préparer aux desseins de la Providence le fondateur de Saint-Sulpice.

Après son départ, la maison de Nevers eut plus d'une difficulté matérielle. M^{sr} d'Estrapes, au lieu des 9,000 livres promises, avait donné la terre de Chaluzy et Trangy, dont les revenus étaient presque totalement absorbés par les droits seigneuriaux auxquels elle était soumise. Le 5 janvier 1622, le P. Rozée, alors supérieur, laissa les deux domaines aux héritiers de l'archevêque, moyennant 400 livres de rente ou 6,400 livres une fois payées. La maison perdait ainsi 2,600 livres. Le conseil de la congrégation n'approuva jamais cet arrangement, qui n'en eut pas moins son effet. La somme fut consacrée aux réparations, à des achats d'ornements, de meubles... Les héritiers de M^{sr} d'Estrapes se plaignirent qu'on ne l'eût pas utilement employée, et le P. de Saligny dut consigner sur « un grand livre couvert de parchemin l'emploi des deniers reçus ».

Dans l'impossibilité d'observer toutes les conditions imposées par le pieux fondateur, les Pères de Nevers adressèrent une requête à M^{sr} du Lys. Ils lui représentaient la perte qu'ils avaient faite des 2,600 livres, la difficulté où ils étaient de fournir des prêtres pour aller dire la messe aux jours et aux lieux fixés par la fondation. Souvent ils ne pouvaient desservir leur propre chapelle ni satisfaire les personnes qui désiraient s'adresser à eux pour la confession. M^{sr} du Lys fit droit à leur demande ; ils acquittèrent depuis toutes les messes dans leur chapelle. La requête était revêtue des quatre signatures des PP. Périnault, Boulay, Salomon et Antoine Corbin.

II.

L'ORATOIRE A NEVERS SOUS LES ÉVÊQUES DU LYS ET DE CHÉRY
(1619-1666).

L'influence salutaire de la nouvelle communauté se fit bientôt sentir dans la ville et surtout parmi les membres du clergé. M^{sr} du Lys reçut avec grande affection le jeune supérieur qu'il connaissait comme l'un des plus pieux et des plus fervents docteurs de Sorbonne.

Les ecclésiastiques vinrent bientôt aussi à l'Oratoire ; ils prenaient un plaisir singulier aux discours du P. de Condren. « Ils ne le quittaient jamais sans se sentir touchés d'un certain désir de le revoir bientôt. Il leur inspirait insensiblement l'état ecclésiastique. Plusieurs en profitaient. Quelques-uns entrèrent à l'Oratoire et plusieurs autres restèrent dans leurs bénéfices, où ils firent de grands biens et ont beaucoup édifié l'Église (1). »

Le départ du P. de Condren après quelques mois de résidence à Nevers attrista les prêtres du diocèse sans leur rien enlever de l'affection qu'ils portaient à l'Oratoire. Son successeur, le P. Rozée, eut à lutter, comme nous l'avons dit, contre les difficultés matérielles ; il crut ne pouvoir pas les surmonter, son courage faiblit et, après quelques instances de sa part, ses supérieurs consentirent à le remplacer (2).

(1) P. Cloyseault, généralats du P. de Bérulle et du P. de Condren, p. 207.

(2) On nous permettra de placer ici deux fragments de lettres de notre très-honoré Père et fondateur, le cardinal de Bérulle, où il est question de la maison de Nevers. Au milieu de ses voyages pour le service du roi, pour la visite des maisons de l'Oratoire et du Carmel, il pensait à tous les détails de l'administration.

« Si le P. Rozée était de retour à Paris, je vous prie le renvoyer à Nevers, car j'ai besoin du P. Robert pour Riom. Cependant, allez à

Ces difficultés matérielles ne furent pas insurmontables pour les successeurs du P. Rozée qui eurent moins à en souffrir que lui. C'est à cette époque que Nevers posséda le P. Victor Le Boutilhier, oncle du futur réformateur de la Trappe et le premier Oratorien élevé à l'épiscopat. Il occupa successivement les sièges d'Aire, de Boulogne et de Tours (1).

Un peu plus tard, on nomma comme supérieur, malgré sa jeunesse, le P. Clériade de Prépavin. Il était né en 1598 à Prépavin, près Salins, de Philibert de Roumenot de Prépavin et de Jeanne-Antoine de Beaufort. Sa vocation à l'Oratoire offre certaines circonstances intéressantes.

A l'université de Dôle, il était très-lié avec deux jeunes étudiants comme lui : ils se nommaient Lejeune et Quarré. Tous les trois, le même jour, ils éprouvèrent un mouvement secret mais très-vif d'entrer à l'Oratoire, qu'ils ne connaissaient pas et dont ils avaient à peine entendu parler. On comprend quel dut être leur étonnement lorsqu'ils se firent part de leur commun désir. Ils virent là un effet de la volonté de Dieu, et aussitôt ils allèrent ensemble se jeter aux

Nevers pour juger de tout sur les lieux. » Lettre au P. Gibiœuf, sans date ; nous la croyons des premiers mois de l'année 1621.

Elle fut suivie quelque temps après d'une autre où nous trouvons, au milieu de beaucoup d'ordres et de conseils : « Pourvoyez à Nevers. » Au même, 27 septembre 1621, de Poitiers. (Arch. nat. M 234.)

(1) Il était à Nevers en 1620 ; nous le voyons par une lettre de son frère et prédécesseur sur le siège d'Aire. Il écrivait, en effet, le 20 juin 1620, à un secrétaire des commandements de la reine : « Je vous remercie des dépêches que vous avez faites pour ces messieurs de l'Oratoire... ils méritent véritablement que l'on ait soin d'eux. Mon frère, qui est de leur compagnie, est toujours à Nevers, où il fait fort bien. » (Notice manuscrite par Batterel, copie des archives de l'Oratoire.) Voir aussi *les Pères de l'Oratoire qui ont été évêques*, par le R. P. Ingold, à qui j'exprime ici ma plus profonde reconnaissance pour la direction si sûre qu'il a bien voulu me donner dans mes études sur l'Oratoire.

pieds du cardinal de Bérulle, de passage à Dôle à ce moment.

Le supérieur de l'Oratoire les reçut avec joie et les consacra tous les trois à Notre-Seigneur Jésus-Christ, prêchant son Evangile. Aucun mystère ne pouvait mieux convenir à ce que Dieu attendait d'eux. Tout le monde connaît le succès des prédications apostoliques du P. Lejeune, le Père aveugle, dans le Limousin, le Languedoc, la Provence ; la Flandre, le Brabant et le Hainaut se souviennent aussi du P. Quarré. Le P. de Prépavin fit ses débuts à Nevers, et quoiqu'il ait eu de nombreuses maisons à diriger (Nevers, Tours, Dijon, Poligny, Salins, Besançon, pendant dix-huit ans), il a prêché plus de dix carêmes et plus de trente grandes missions. Il est vrai qu'il vécut jusqu'en 1677. A sa mort les fidèles accoururent en foule auprès de ses restes vénérés et, dans leur désir de posséder un souvenir de lui, ils coupèrent ses cheveux et mirent ses habits en pièces (1).

Nevers était édifié à la même époque par un saint prêtre qui appartenait bien un peu à l'Oratoire. Il avait au moins puisé dans son sein les vertus ecclésiastiques qu'il devait faire briller pendant longtemps dans son cher Nivernais : nous voulons parler de l'abbé Etienne Litaud. Le P. Mailard, Jésuite, publia sa vie à Nevers, en 1687 (2).

Né à Saint-Pierre-le-Moûtier en 1590, Etienne Litaud se sentit appelé à l'état ecclésiastique ; dès qu'il fut prêtre, il aspira à la perfection sacerdotale.

(1) « ... Les cloches d'ici, dit un de ses neveux, Oratorien comme lui, s'étant fait entendre en des lieux où jamais elles n'avaient été entendues, au témoignage de tous les voisins, soit pour la distance ou pour les montagnes qui nous environnent, ont fait venir les curés d'une vingtaine de paroisses qui ont fait pour lui le service le plus solennel qui s'y soit jamais fait. » Il était mort dans sa famille à l'âge de quatre-vingt-huit ans. — Ménologe manuscrit. (Arch. de l'Oratoire.)

(2) Le grand séminaire possède un exemplaire de cet ouvrage. Voyez aussi sa biographie par Batterel. (Arch. de l'Oratoire.)

Pour l'atteindre, d'après le conseil de son confesseur de la Compagnie de Jésus, il sollicita son admission dans la congrégation de l'Oratoire. Il commença son noviciat un an après le P. de Prépavin, en 1618, et comme lui s'y distingua par sa ferveur. Bientôt le P. de Bérulle le jugea digne de diriger les autres et le nomma supérieur de la maison de Lyon, puis de celle de Clermont. Son humilité lui faisait demander avec une insistance peut-être exagérée d'être déchargé de ses fonctions. « J'ai reçu des lettres du P. Litaut qui désire fort être rappelé à Paris, et il y a si longtemps qu'il demande d'être hors de charge que je crains de manquer à ce que je lui dois de l'y retenir si longtemps : je me promettais de le remplacer par le P. Bourgoing, mais Tholoze, à mon avis, le requiert nécessairement (1). »

Ne pouvant obtenir d'être le « dernier de la congrégation », comme il le réclamait, et sa santé étant un peu compromise, il quitta l'Oratoire en 1627 : il vécut encore à Nevers jusqu'en 1684. Il y pratiqua les vertus favorites du cardinal de Bérulle : le respect pour les prêtres et l'amour du Verbe Incarné. Il resta en relations avec ses anciens confrères, spécialement avec le vénérable Père Gault, mort évêque de Marseille en 1643, dont la cause vient d'être introduite en cour de Rome (2).

Pour délivrer la maison de ses embarras financiers, Dieu permit qu'elle eut un certain nombre de Pères riches qui mirent généreusement leur fortune personnelle au service de la communauté. Le conseil de l'Oratoire les avait peut-être choisis un peu intentionnellement, au moins il les invitait à se montrer généreux : « Il est permis à nos Pères de Nevers d'acheter la maison voisine qu'on leur offre. Les PP. Allard et Corbin seront priés d'y vouloir contribuer par charité, comme ils ont toujours témoigné (3). »

(1) Lettre du P. de Bérulle au P. Gibicœuf. (Arch. nat. M 234.)

(2) Le P. Corbin de Nevers alla, en 1649, faire un pèlerinage à son tombeau.

(3) Arch. nat. M 576.

Presque tous les revenus de la maison provenaient des fondations des PP. Allard, Corbin, Eymeric Gauthier et Bourgoing. Le T. R. P. Bourgoing, devenu supérieur général, se rappelait l'origine nivernaise de sa famille ; il fit lui-même la visite de la maison en 1658 et lui laissa la jouissance de tous les droits seigneuriaux qu'il possédait sur certains domaines.

Le P. Corbin, dont on vient de parler, passa toute sa vie oratorienne à Nevers. Originaire de la ville de Bourges, il prit l'habit de la congrégation en 1625 à Nevers même, et c'est là aussi qu'il mourut en 1652. Il se montra toujours très-généreux (1). Il avait pour rival en générosité le P. Eymeric Gauthier. Supérieur en 1634, il acheta ce que nous appellerons la maison de campagne de l'Oratoire de Nevers.

Depuis quelques années, on avait fait l'acquisition, à peu de distance de la ville, de la chapelle de Notre-Dame-de-l'Orme que les Oratoriens desservirent jusqu'à la Révolution : ils achetèrent auprès de la chapelle une petite terre de huit cartelées plantée de noyers. Le prix fut de cent quatre livres, avec une rente annuelle de huit livres pour se libérer de tout autre droit seigneurial ; la rente était auparavant de deux livres et deux poules (2).

Le P. Eymeric Gauthier fut le premier Oratorien théologal de Nevers. A sa mort, en 1635, M^{sr} du Lys lui donna pour successeur le P. Guillaume Allard, qui lui succéda aussi comme supérieur. Originaire de Rouen, il était docteur de Sorbonne, habile théologien et avait un certain renom d'éloquence ; c'est lui qu'on choisit en 1643 pour prononcer l'oraison funèbre de M^{sr} du Lys (3). Sa générosité peut le faire regarder comme le second fondateur de la maison. Il

(1) Il céda à la communauté la rente de douze livres et une poule que lui payait la maison du marchand Gentil : ce fut ce qui décida plus tard à faire l'acquisition de cette maison.

(2) Arch. nat. S 6788.

(3) Abbé Boutillier, arch. par., p. 159.

lui a donné près de vingt mille livres en plusieurs fois, aux conditions suivantes : « 1° Le R. P. Supérieur général devra, en outre des Pères ordinaires nécessités par la fondation de M^{re} d'Estrapes, tenir deux prêtres de l'Oratoire dans cette maison pour faire des missions, le catéchisme, et instruire les ecclésiastiques à la piété et aux cérémonies de l'Église.

2° Le Père supérieur de Nevers enverra tous les dimanches et jours de fête un prêtre dire la messe à Notre-Dame-de-l'Orme, avec instruction et catéchisme aux assistants. La messe devra être dite aux intentions du donateur : il pourra cependant la dire pour ceux qui la demanderont, mais devra y suppléer le lendemain.

3° Chaque semaine, sauf les mois d'août et de septembre, un prêtre visitera alternativement les pauvres de l'hôtel-Dieu et les prisonniers, leur fera une petite instruction et leur distribuera une aumône de vingt sols.

4° Chaque année, six semaines durant, on donnera une mission dans les lieux indiqués par Mgr l'Evêque ; on y distribuera des chapelets, des images... jusqu'à concurrence de vingt livres (1).

Cette fondation est du 3 juillet 1652 ; le P. Gilles Mabillet était alors supérieur de la maison.

Passionné pour sa chère congrégation, le P. Allard avait à cœur de répandre autour de lui les pratiques particulières à l'Oratoire. « Voulant faire connaître et honorer la fête des grandeurs de Jésus dans l'esprit que la congrégation de l'Oratoire a accoutumé de la célébrer, il fait une fondation dans la cathédrale ; il donne d'abord quatorze cents livres, puis deux cents par un codicille, à la charge que cette fête se fera tous les ans, le 28 janvier, avec les cérémonies qui suivent :

1° L'officiant à la grand'messe avec le diacre et le sous-diacre et dix choristes seront revêtus de leurs ornements ou chapes comme aux fêtes solennelles, avec candélabres.

(1) Arch. nat. S 6788.

2° Avant la grand'messe la procession du chapitre se fera dans l'église de l'Oratoire, où la musique chantera un motet ou répons avec l'*Introït* et la collecte du jour.

3° En allant processionnellement en l'église de l'Oratoire, on chantera les litanies de Jésus que deux enfants de chœur chanteront, et au retour les hymnes de la fête, à quoi tout le chœur répondra en faux-bourdon ; pendant laquelle procession la grosse cloche sonnera seule, jusqu'à ce que la procession soit de retour dans l'église.

4° Quand le mauvais temps ne permettra pas de sortir, on fera la procession autour du chœur. En tout cas, le supérieur de l'Oratoire prendra sa portion comme un des chanoines, alors même qu'il serait absent (1). » Le P. Allard donna encore cent cinquante livres pour faire imprimer l'office.

Le P. Chrysostome Servant, supérieur en 1663, approuva la fondation, et le chapitre l'accepta par délibération du 24 janvier de cette année, quelques mois après la mort du pieux Oratorien. La distribution faite aux chanoines montait à 88 livres 17 sous 9 deniers.

Monseigneur autorisa la fête et ordonna qu'elle se célébrerait dans tout le diocèse.

M^{sr} de Chéry mourut trois ans après (1666). L'Oratoire le regretta : il devait trouver un protecteur tout aussi dévoué en M^{sr} Edouard Vallot.

III

AVÈNEMENT DE M^{sr} VALLOT ; IL CONFIE LA DIRECTION DU SÉMINAIRE A L'ORATOIRE (1666-1687).

Sous l'épiscopat de M^{sr} Edouard Vallot, les Oratoriens de Nevers allaient voir s'accroître encore la prospérité de leur maison. Le nouvel évêque leur donna de suite des

(1) Arch. nat. S 6788.

marques de sa bienveillance. Quelques années après il les employa, spécialement le P. Poisson, dont nous parlerons bientôt, dans l'administration de son diocèse.

En l'année 1666 eut lieu une grande mission à La Charité, alors du diocèse d'Auxerre. Pendant tout le mois d'octobre, onze missionnaires, dont neuf Oratoriens, essayèrent d'aviver la foi dans cette ville, toujours éloignée de la vraie piété, malgré son célèbre prieuré.

Le directeur de la mission était le P. de Mouchy, renommé pour sa science théologique, sa sainteté éminente et le succès de ses prédications apostoliques. Il avait avec lui le P. de Sainte-Marthe, bientôt supérieur général; les PP. de Saint-Pé, d'Ivry, de Bellair, Poncet, Céloron, Lorient, Doublet et MM. Picq et d'Evron. La maison de Nevers avait fourni les PP. Lorient et de Bellair (1).

M^{re} Colbert, évêque d'Auxerre, avait mis en honneur dans son diocèse ces grandes missions qui laissent des traces profondes dans l'âme des peuples. Quelques années plus tard, en 1673, deux Pères de Nevers prirent encore part, à Gien, aux travaux des Pères Carmagnole (2), Philippe, Lachenat,

(1) Arch. nat. MM 579.

(2) Le P. Carmagnole, né à Cottignac en 1617, entré à l'Oratoire en 1637, y fut employé de bonne heure à la prédication, pour laquelle il avait beaucoup de talent. Devenu supérieur de l'Oratoire de Beaune, « il s'y fit, dit Batterel, aimer et considérer extrêmement de toute la ville. Il s'y fit surtout la réputation d'un si fameux prédicateur, qu'après lui ils n'en pouvaient plus goûter d'autres, quoiqu'il leur parlât d'une manière fort élevée et un peu guindée, selon l'ancien goût du temps; mais c'était pour cela même qu'il leur plaisait, en sorte que, quelque habile homme qu'on leur envoyât, ils s'en revenaient toujours à lui et disaient: « Parlez-nous du P. Carmagnole: c'était un orateur que cet homme-là! Il avait bien du sublime. Dès l'exorde il s'élevait si haut que vous le perdiez de vue, tant il donnait dans le platonisme. » Enfin, on était si charmé de lui que, pour l'arrêter dans la ville, on lui donna la théologale du chapitre de la collégiale. » Il mourut à Paris en 1688. (Généralats des PP. Bourgoing et Sénault, p. 51.)

Boutier, Doublet, Raymbauld, de Prades, de Chevigny, Boillot, et de l'abbé Le Coureur (1).

Au moment de la mission de La Charité, le P. Danez était supérieur. Envoyé à Beaune en 1669 avec le même titre, il fut remplacé par le P. Jean-Baptiste Prouverre, déjà dans la maison depuis 1661 : il devait y rester cinquante-un ans sans interruption. Ce séjour d'un demi-siècle mérite une mention spéciale. Le P. Prouverre était Normand : très-retiré et uniquement occupé à la prière, il a vécu en chartreux à l'Oratoire, selon l'expression du P. Cloyseault (2). Il n'avait presque pas de connaissances dans la ville, ses seuls amis étaient les prisonniers et les pauvres. Il les visitait, les catéchisait, les confessait. Ses abondantes aumônes lui rendaient leur accès facile.

Témoin de sa générosité et de sa piété, le curé de Saint-Didier (hôtel-Dieu), Edmond Régnault, ne voulut pas être assisté par un autre prêtre que par lui à ses derniers moments. C'était le 17 juin 1677, jour de la Fête-Dieu (3).

Non content de ses visites dans les prisons et les hôpitaux, le bon P. Prouverre savait trouver les pauvres honteux et soulager leur détresse, sans froisser leurs délicates susceptibilités. Il allait les chercher jusqu'au fond des campagnes, jusque dans les cabanes abandonnées.

Sa modestie lui avait fait imaginer un moyen singulier de distribuer ses aumônes aux passants à la porte de la maison. Il avait pratiqué une ouverture, juste assez large pour passer la main, *dans le treillis d'une fenêtre* ; c'était par là que sortait la plus grande partie de ce qu'on lui servait au réfectoire. De cette façon les pauvres ne pouvaient apercevoir leur généreux bienfaiteur.

Après les pauvres, peut-être même avant eux, ce qu'il avait le plus à cœur était la propreté des ornements de la

(1) Arch. nat. MM 582.

(2) Ménéloge manuscrit, p. 357.

(3) Abbé Boutillier, arch. paroiss., p. 97.

sacristie et de tout ce qui se rapportait au culte divin. Par esprit de religion, il se fit sacristain perpétuel.

Jésus-Christ au Saint-Sacrement et Jésus-Enfant se partageaient sa dévotion. Il s'étudiait à copier, dans toute sa conduite, la sainte enfance de son Maître, par la simplicité chrétienne qu'il gardait dans la retraite, dans son silence, dans ses habits, dans tout son extérieur.

Il avait puisé, dans ce commerce intime avec Dieu, une telle égalité d'âme que jamais, quoi qu'aient pu faire les jeunes et un peu légers séminaristes, on ne le vit sortir de sa tranquillité ordinaire. « Il fut honoré comme un saint pendant sa vie, et encore plus après sa mort, arrivée à Nevers, le 8 janvier 1711. »

Le successeur du P. Prouverre dans la supériorité, en 1671, avait été le P. Nicolas de Vienne. Il n'exerça pas longtemps cette charge, mais il resta vingt ans à Nevers, jusqu'à sa mort, en 1691.

Normand comme son prédécesseur, né dans la petite ville de Gisors, aux confins du Vexin et du Beauvaisis, le P. Nicolas de Vienne eut le bonheur d'être reçu à l'Oratoire par le cardinal de Bérulle lui-même. Il vécut sous les généralats des PP. de Condren, Bourgoing, Sénault et de Sainte-Marthe. Dans les derniers temps de sa vie, il tomba en enfance. Il profitait des moments lucides que Dieu lui accordait pour recevoir les sacrements et raconter à ses confrères de Nevers les prodiges de sainteté des premiers Pères de l'Oratoire avec lesquels il avait vécu. Il désirait que ceux qui l'entouraient suivissent ces traces glorieuses et il les suivait lui-même : bel exemple pour les séminaristes de Nevers. Il mourut âgé de quatre-vingt-onze ans.

Des prêtres comme les PP. Prouverre et de Vienne, comme le P. Valeix, plus tard supérieur de l'institution de Lyon, donnaient un grand crédit à l'Oratoire dans le Nivernais. En 1676, M^{re} Vallot voulut avoir un membre de la congrégation pour théologal. Sur la recommandation de l'évêque d'Amiens, il demanda le P. Pierre Vidal, qui lui fut envoyé.

La théologale de Nevers paraissait depuis longtemps comme un bénéfice attaché à l'Oratoire. Le P. Vidal était le troisième qui l'occupait, et ses deux prédécesseurs, les PP. Eymeric Gaultier et Guillaume Allard, en avaient longtemps exercé les fonctions. Quatre ans plus tard, en 1680, un gentilhomme de la province offrait sa terre, d'un revenu de 1,400 livres, pour y établir une maison, et, en 1684, le curé de Bourbon-Lancy un petit collège. On ne put accepter ces deux établissements.

En 1677, le P. Leblanc, sur l'ordre du T. R. P. Général, avait fait le relevé de toutes les fondations et acquisitions depuis le commencement. Après un calcul très-minutieux, il avait trouvé un revenu de 1,960 livres. Mais il fallait en déduire 40 livres que la maison avait à payer, sans compter toutes les autres charges (1).

Malgré sa situation financière peu brillante, l'Oratoire désirait vivement élever à Notre-Seigneur une chapelle plus convenable et assez spacieuse pour contenir les fidèles qui s'y rendaient de plus en plus nombreux. On alla donc doucement. On commença par acheter les maisons environnantes : en 1655 celle du chanoine Sabourin, en 1656 celle du marchand Gentil, en 1670 une autre qui appartenait aux Jacobins. En 1674, Dominique Lebreton céda la sienne ; plus tard, deux nouveaux propriétaires vendirent les leurs. Ce total de six maisons et leurs prix, variant de 120 à 2,800 livres, prouvent qu'elles n'étaient pas bien grandes ni les unes ni les autres.

On avait l'espace suffisant : il ne manquait plus que les fonds nécessaires pour se mettre à l'œuvre. La Providence y pourvut. En 1675, un petit-neveu de M^{re} d'Estrapes, M. de Précy, marquis de Sancergues, qui aimait l'Oratoire autant que son grand-oncle l'avait aimé, donna, par testament, 10,000 livres, à la condition qu'on dirait chaque jour une

(1) Arch. nat. S 6788.
t. v, 3^e série.

messe et un *De profundis* pour le repos de son âme, et qu'on ensevelirait son corps dans la chapelle. On creusa de suite les fondations, les murs s'élevèrent rapidement, et, en 1681, M^{re} Vallot put bénir la nouvelle église, où l'on transporta le corps du généreux donateur.

A cette époque, la maison comptait parmi ses membres un Père qui a joué un certain rôle, au dix-septième siècle, dans les discussions sur la philosophie cartésienne et dans les querelles du jansénisme. Animé pour lui d'une affection sincère, M^{re} Vallot ne cessa de la lui témoigner, et, en 1698, un gazetier de Hollande pouvait dire : « Le fameux P. Poisson, de l'Oratoire, vient d'être envoyé, par la cour, de Nevers à Vienne, en Dauphiné, après avoir gouverné le diocèse de Nevers pendant vingt ans (1). » C'est l'histoire de ces vingt années que nous allons rapidement esquisser.

Nicolas-Joseph Poisson était né à Paris en 1637. Entré dans la congrégation en 1660, il s'occupa beaucoup tout d'abord de philosophie, et se passionna pour le système de Descartes. Il devait même, à la demande de la reine de Suède, écrire la vie du grand philosophe (2). Bientôt, cependant, il laissa la philosophie pour s'adonner tout entier aux études purement ecclésiastiques.

En 1677, il fut chargé par plusieurs évêques de France de deux négociations à Rome, assez différentes l'une de l'autre. On lui demanda le secret ; il le garda même vis-à-

(1) Arch. nat. M 219.

(2) Voici la liste des ouvrages du P. Poisson :

Traité de la mécanique de Descartes (Vendôme 1668, in-4°) ;

Commentaires ou Remarques sur la méthode du même (1671, in-8°) ;

Delectus actorum Ecclesiæ universalis (Lyon, 1706 ; 2 vol. in-folio) ;

Relation d'un voyage en Italie ;

Traité des bénéfices ;

Traité sur les usages et cérémonies de l'Eglise ;

Traduction latine complète des ouvrages de saint Charles Borromée

(2 vol. in-folio) ;

Relation (manuscrite) des savants d'Italie.

vis du conseil, qui lui permit de faire ce voyage, croyant à un simple pèlerinage aux tombeaux des apôtres. Il s'agissait de bien autre chose. Certains évêques, ceux d'Arras et de Saint-Pons par exemple, peut-être pour faire diversion aux attaques contre les doctrines de l'évêque d'Ypres, s'étaient avisés d'extraire un certain nombre de propositions relâchées de plusieurs auteurs, de Jésuites en particulier, pour les soumettre à la censure du Pape. Le P. Poisson était leur député secret.

L'autre mission était bien plus délicate. Le roi avait étendu le droit de régale à tous les évêchés; l'évêque de Pamiers protesta; il s'agissait de déterminer Innocent XI à l'appuyer d'une manière efficace. Le P. Poisson s'occupa si activement de ces deux affaires que soixante-cinq des propositions furent condamnées dès 1679, et l'on sait aussi avec quelle énergie Innocent XI entra en lutte avec le grand roi. Ce ne fut pas lui cependant qui mena les choses à leur fin. Les PP. Jésuites n'avaient pas eu pour agréables ces visites continuelles d'un Oratorien au Pape et aux cardinaux. Ils en connurent même le motif et en écrivirent au tout-puissant confesseur du roi. On prétend aussi que le Père avait eu le malheur de répondre d'une manière trop franche aux questions qu'on lui posait à Rome au sujet de l'archevêque de Paris, François de Harlay. C'était trop audacieux de sa part. Sur un ordre de la cour, le conseil le rappela aussitôt en France (23 juillet 1677). Innocent XI lui proposa de rester à Rome en lui promettant son appui. Le P. Poisson savait trop quelles seraient les conséquences pour l'Oratoire et peut-être pour sa famille d'une désobéissance aux ordres du roi. Il partit donc et s'arrêta à Lyon qu'on lui avait fixé désormais pour résidence.

Le Père se crut en exil, et il essaya de partir incognito. Heureusement, le conseil fut informé à temps, l'arrêta en chemin et le fit rentrer précipitamment à Lyon : il s'agissait de sa sûreté personnelle et des intérêts de la congrégation. Sur la route de Lyon, en effet, toutes les lettres de

l'Oratoire étaient ouvertes. C'était évidemment à cause du P. Poisson. On lui recommanda d'être prudent. Ne le fut-il pas assez ? Nous ne le savons ; toujours est-il que l'archevêque François de Harlay le fit reléguer à Nevers, le 10 janvier 1678.

Il ne put s'empêcher de faire, à la fin de l'année, une fugue du côté de Vendôme ; mais on ne l'y laissa pas longtemps en paix : il avait toujours des espions à ses trousses qui l'accusèrent d'avoir tenu, avec le curé de Montoire (1), certains propos fort mal vus en haut lieu. Le conseil prit des informations auprès du P. Vallée, supérieur de Vendôme ; on voulait reléguer le P. Poisson dans la maison isolée de Notre-Dame-de-Grâce, en Forez. Heureusement, M^{sr} Vallot et le lieutenant-général de Nevers intervinrent ; ils justifèrent le Père de toutes les accusations portées contre lui et on le laissa, dans le Nivernais, jouir d'un repos relatif.

Sa belle intelligence, son esprit brillant, sa vie réglée le rendirent cher à M^{sr} Vallot. L'évêque de Nevers ne le nomma pas son grand-vicaire, il aurait eu l'air de braver la cour, mais il lui en fit remplir toutes les fonctions. Il prit même si vivement ses intérêts que sur le simple soupçon, d'ailleurs mal fondé, que le P. Vidal avait écrit contre son confrère, il lui enleva son titre de vicaire général et lui demanda sa démission de théologal.

Ne se sachant pas aussi coupable, le P. Vidal hésitait : le conseil lui envoya, le 10 janvier 1680, l'ordre d'avoir à satisfaire Mgr l'Évêque avant Pâques, « à faute de quoi l'on ne pourra lui donner de chambre dans notre maison de Nevers, à quelque condition que ce puisse être (2) ».

Ce ne fut que trois ans après qu'on l'admit de nouveau

(1) C'était alors le vénérable M. Moreau, fondateur d'une congrégation de sœurs que nous aurons occasion de retrouver un peu plus loin.

(2) Arch. nat. MM 582.

dans la communauté, à condition d'y observer les régle-
ments, d'y garder l'uniformité dans les habits et toutes les
autres choses suivant les statuts et usages de la congrégation,
d'y payer pension et de promettre tout ce qui était contenu
dans l'ordre qu'on lui envoyait. Il resta chanoine.

Cependant M^r Vallot mettait largement à profit l'exubé-
rance de vie du P. Poisson : il se faisait toujours accom-
pagner par lui dans la visite de son diocèse. Après la
révocation de l'édit de Nantes, l'Oratoire voulait l'envoyer
dans le Périgord travailler à la conversion des protestants ;
M^r Vallot refusa de s'en séparer, et ensemble ils prêchèrent
les hérétiques du Nivernais.

Ils eurent un si grand succès à Château-Chinon que les
nouveaux convertis, qui y demeuraient, offrirent d'unir un
fond de 10,000 livres à la cure si le P. Poisson voulait
l'accepter.

De Château-Chinon il alla à Autun, où l'évêque l'appelait
à son aide pour convertir M. de Montbrun et M^{me} de Saint-
André. Cette dernière ne mit pas moins d'opiniâtreté à
défendre sa doctrine que son mari n'en avait mis à défendre
Catholicisme contre les Turcs. Le P. Poisson eut cependant le
bonheur de les ramener tous les deux à la vraie foi.

Malgré ses succès dans le Nivernais et l'affection de
M^r Vallot, l'exil pesait au P. Poisson : il désirait revenir à
Paris. Il s'adressa à celui qui pouvait le plus facilement lui
obtenir sa grâce, au P. de La Chaise. Dès 1679, il lui avait
écrit pour se justifier. Le confesseur, qui venait de recevoir
une lettre de M^r Vallot pleine d'éloges pour l'Oratorien,
répondit à ce dernier qu'il n'avait pas à s'inquiéter pour le
passé ; d'ailleurs, ajoutait-il, « les résolutions prises de tra-
vailler tous de concert allaient faire que l'Oratoire de Jésus
et la Compagnie de Jésus n'auraient plus désormais qu'un
même cœur. » Plein d'espoir dans ces intentions bienveil-
lantes, le P. Poisson redoubla d'attentions aimables pour les
Jésuites de Nevers, et écrivit de nouveau, mais cette fois
pour réclamer expressément la permission d'aller à Paris.

La réponse, comme toujours, fut fort courtoise, mais ne servit qu'à entretenir les illusions du P. Poisson.

Il s'occupait alors de traduire, de l'italien en latin, les œuvres de saint Charles Borromée, ou, plus exactement, les actes de l'église de Milan, sous l'épiscopat de saint Charles. L'ouvrage avait paru, sans nom d'auteur, sans préface, par l'ordre de M^{sr} l'Evêque de Nevers, chez Anisson, à Lyon. Il était dédié à l'archevêque de Reims, Letellier; l'épître dédicatoire était signée d'Anisson. Le traducteur s'empessa d'envoyer le premier volume, dès son apparition, à celui qu'il croyait son grand protecteur. Le P. de La Chaise reçut le livre, le loua même, tout en se montrant étonné qu'il eût osé le publier sans le lui avoir auparavant communiqué; il faisait aussi plus d'une réserve sur l'opportunité de la publication intégrale des œuvres « de ce grand homme ». Les choses allèrent plus loin encore. M^{sr} de Harlay, en apprenant cette publication, fit défense de laisser paraître le second volume, qui était sous presse, avant qu'il n'en eût pris connaissance, et il réclama une préface du P. Poisson.

Anisson se chargeait de tous les risques; le P. Poisson, redoutant les suites du ressentiment de l'archevêque de Paris, accepta toutes les conditions qu'on lui imposait. M^{sr} de Harlay fut, d'ailleurs, assez étonné, nous ne dirons pas désappointé, de ne trouver absolument rien à reprendre, et le second volume parut en 1683.

En cette même année, le P. Poisson revint à la charge auprès du Père confesseur. La réponse (6 août 1683) fut, cette fois, peu encourageante: elle lui conseillait d'avoir recours à l'archevêque de Paris, c'est-à-dire à son plus grand adversaire. Le Père ajoutait: « Pour vous montrer que je ne manque pas de bonne volonté pour vous, je vais vous faire une confidence, dont vous profiterez, s'il vous plaît, la chose vous regardant de trop près, et peut-être qu'aucun ami ne vous avertit... » Après ces précautions oratoires, qui n'étaient certes pas de trop, le P. de La Chaise lui annonce que beaucoup de lettres arrivent de Nevers à Paris, les unés

anonymes (1), les autres portant des noms d'ecclésiastiques qu'il croit faux, mais que toutes lui sont peu favorables. Le confesseur lui fait rapidement le résumé de la dernière qu'il a vue. Le P. Poisson est l'homme le plus intrigant du monde, il se mêle de tout, il fait tourmenter tous les ecclésiastiques du diocèse, il prêche l'abstinence et fait bonne chère, il se déclare ouvertement pour le parti des novateurs... Tous ces mémoires anonymes demandaient son renvoi de Nevers et de toute la province; à la prière de M^{re} Vallot, le P. de La Chaise avait paré le coup. Ce ne fut que pour un temps, et, à la fin de 1697, il fut obligé d'aller à Notre-Dame-de-Grâce, en Forez, puis immédiatement à Vienne, en Dauphiné. Il eut encore recours « à son refuge ordinaire », le P. de La Chaise, qui le consola en ces termes : « ... Je vous prie de ne me nullement imputer votre nouvelle disgrâce ni aux Jésuites de Nevers, qui se sont toujours loués de votre conduite à leur égard et des bons offices que vous leur avez rendus .. »

Le Père, paraît-il, aurait demandé sa liberté complète au roi, mais il n'aurait pas été écouté. Le P. Poisson ne devait plus rentrer à Nevers, ni approcher de Paris de plus de 40 à 50 lieues. Il obtint à grand'peine six semaines en 1698 pour mettre ordre à ses affaires.

Les libelles anonymes se multiplièrent encore bien davantage après son départ : ses adversaires eurent peur de voir la cour fléchir, surtout lorsqu'ils apprirent que les chanoines réguliers, les Capucins, les Carmes-Déchaussés avaient envoyé à Paris des certificats « de sa bonne et vertueuse conduite ». Celui qu'on accusait avec le plus de persistance de sa disgrâce, « était un nouveau vicaire général, son ancien pro-

(1) On connaît la réponse faite par le P. de La Chaise au P. de Roncherole lui demandant de produire les accusateurs de l'Oratoire : « Il ne pouvait déclarer nos délateurs, et, d'ailleurs, ces sortes d'affaires étaient toujours bonnes pour réveiller et faire tenir en attention nos gens. » (P. Lallemand, *Hist. de l'éducation*, p. 152.)

tégé, futur successeur de M^{re} Vallot ; nous en parlerons plus tard. On l'accusait d'avoir agi de connivence avec les Jésuites de Nevers, que le P. de La Chaise prend à tâche de justifier dès les premiers mots de sa lettre. Le P. confesseur lui-même n'aurait pas été absolument en dehors de l'intrigue (1).

Le P. Poisson mourut à Lyon le 3 mai 1710. Les jugements ont été, comme on vient de le voir, bien partagés à son sujet. Tout le monde admet sa grande intelligence, sa sincère piété ; malheureusement, il était très-imprudent dans ses paroles, ses allures étaient quelquefois un peu brusques, son ton trop autoritaire. Dans ses dernières années, il se montra partisan des idées nouvelles et, seul parmi les Oratoriens de Lyon, il refusa de signer le formulaire malgré l'interdit lancé par l'archevêque, M^{re} de Saint-Georges, contre les récalcitrants.

L'agitation produite autour du P. Poisson ne troublait pas le calme de la maison de Nevers. Sauf l'incident du P. Vidal, tous les Pères étaient restés dans la plus grande paix et avaient continué leur vie de bonnes œuvres. Nous voudrions pouvoir parler, avec quelques détails, des rapports de l'Oratoire avec les communautés de la ville. Nos recherches n'ont pas eu tout le succès que nous espérions. N'y eut-il pas une intimité bien grande entre les Carmélites et les Oratoriens ? Les premières se disaient les filles du P. de Bérulle, comme les seconds en étaient les enfants. L'abbé Houssaye, dans le beau monument qu'il a élevé à la gloire du fondateur de l'Oratoire, a raconté le besoin réciproque que semblaient éprouver les deux congrégations l'une de l'autre. La première implantée dans une ville se hâtait d'y ménager l'établissement de l'autre. Combien de fois ne vit-on pas le frère à l'Oratoire et la sœur au Carmel ? Il dut en être, à Nevers, comme dans les autres villes. Nous pensons même

(1) Abbé Marillier : *Dom Delaveyne*, p. 336, en note, et ce que nous disons plus loin à propos du séminaire.

que les Oratoriens dirigeaient en réalité les Carmélites, au moins à l'époque dont nous nous occupons. Nous lisons, en effet, dans les *Chroniques de France*, tome III, que, dans la dernière maladie de la R. M. Marie-de-l'Incarnation, M^{lle} de La Chassaigne « le P. Supérieur de l'Oratoire, promptement averti, vint assez tôt pour lui donner les sacrements. » C'était le 10 janvier 1685.

Nous avons quelques documents de plus sur les rapports de l'Oratoire avec une autre congrégation. Les sœurs de la Charité de Nevers, l'honneur de leur diocèse, répandent les ardeurs de leur dévouement dans la France entière, ferventes comme au jour de leur fondation, soutenues et guidées toujours par le sage règlement que leur donnèrent les Oratoriens à la fin du dix-septième siècle.

Vers 1680, un pieux bénédictin, dom Delaveyne, que M. l'abbé Marillier, vicaire général, vient de faire revivre dans sa savante histoire, avait posé à Saint-Saulge les fondements d'une communauté destinée à secourir et à soigner les pauvres et les malades. Vers le même temps, l'abbé Bolacre, vicaire général et supérieur du petit séminaire, établissait à Nevers une œuvre assez semblable à celle de dom Delaveyne. Les deux œuvres ne tardèrent pas à s'unir ; dom Delaveyne et l'abbé Bolacre eurent recours l'un et l'autre aux sœurs établies à Montoire par l'abbé Moreau. Pendant plusieurs années, les communautés de Nevers et de Saint-Saulge vécurent « sous la règle, plus ou moins suivie (1), » des sœurs de Montoire. A la fin, on trouva la règle un peu sévère, et, comme le dit M^{sr} Crosnier, il y eut quelques tiraillements. Aussi opéra-t-on une séparation complète entre les communautés nivernaises et la maison de Montoire. C'est alors que M^{sr} Vallot chargea les prêtres de l'Oratoire de rédiger une règle définitive, qui fut approuvée et promulguée le 6 février 1698. Les sœurs en firent l'é-

(1) *Dom Delaveyne*, par l'abbé Marillier, p. 235.

preuve par une pratique de deux ans avant de l'accepter d'une manière définitive (1).

Enfin, le 6 janvier 1700, elles signèrent l'engagement formel de s'y conformer en toutes choses. Une expérience de deux cents ans a prouvé qu'elles ne se trompaient point, en comptant beaucoup sur l'appui de ce sage règlement.

Mais qui mieux que ceux qui l'avaient rédigé pouvait en assurer l'exacte observance ? « L'abbé Bolacre avait pu apprécier la vertu et les talents des Pères de cette maison, et déjà il leur avait confié la direction spirituelle des communautés de Nevers... Leur zèle et leur dévouement pour cet institut furent tels que les sœurs se réunirent à M. l'abbé Bolacre pour les supplier d'accepter la supériorité générale de la congrégation et de s'occuper en même temps de leurs intérêts temporels, tant qu'elles ne seraient pas établies légalement dans le royaume par lettres-patentes du roi. M^{re} Vallot donna son consentement, les Pères acceptèrent et passèrent un compromis le 11 mai 1700, signé des PP. François Cuissard, supérieur ; Jean Prouverre, Jean Galipaud, Pierre Chasseray, Louis de Carrières (2). Ce compromis est suivi de l'acte d'acceptation du conseil de l'Oratoire, daté du 26 avril précédent.

» Sur la proposition faite par M. Bolacre, supérieur des filles de la Charité établies à Nevers, sous les ordres de M^{re} l'Évêque de Nevers, et ailleurs avec des règlements qui leur ont été donnés par mondit seigneur l'Évêque, d'accepter la supériorité et la conduite, avec le droit de visite des maisons de ladite congrégation, aux conditions marquées dans la convention proposée par ledit sieur Bolacre au R. P. général et à son conseil, il a été résolu que l'on accepterait ladite supériorité, dont sera chargé le P. supérieur de l'Oratoire de Nevers, ou tel autre que le R. P. général jugera à propos d'établir à cet effet, avec les précautions conve-

(1) *Annales de la Congrégation*, par Mgr Crosnier, p. 17.

(2) Publié par M^{re} Crosnier, *Annales*, p. 22.

nables au sujet des donations et legs qui pourraient être faits à l'Oratoire, en vue de ladite communauté, jusqu'à ce qu'elle ait obtenu des lettres-patentes, sans obliger l'Oratoire à rendre compte à personne. Et, à l'égard des visites, le R. P. général verra à ce qui sera plus expédient pour le bien de la communauté et de la paix.

» Et pour ce qui regarde la direction spirituelle, avec les fonctions de curé de l'hôpital général à Nevers, pour la fondation de 6,000 livres et de l'inspection sur les petites écoles, il a été arrêté que le R. P. général nommerait à cet effet un prêtre de l'Oratoire pour les confessions des filles de la Charité et des pauvres, de même leur dire la sainte messe, ou un ecclésiastique de probité, au défaut dudit Père. Et quant à la proposition que ledit sieur de (*sic*) Bolacre a faite de donner son prieuré de Saint-Honoré, diocèse de Nevers, pour l'unir ensuite à notre maison de Nevers, l'on avisera au choix d'un sujet et aux moyens de procurer cette union (1). »

Les Pères devaient aussi faire des fondations nouvelles, selon qu'ils le jugeraient utile. Ils se dévouèrent sans doute immédiatement à cette belle œuvre, car les sœurs envoyèrent bientôt des colonies au loin ; cependant, chose étonnante, ni M^{re} Crosnier dans ses *Annales*, ni M. l'abbé Marillier dans le livre que nous connaissons tous, ne disent dès-lors un mot des relations des sœurs avec leurs nouveaux supérieurs. Ils nous parlent des nombreuses lettres de direction échangées entre le P. Galipaud et la sœur Marcelline Pauper, et c'est tout. Nous n'avons guère été plus heureux. Tout ce que nous avons trouvé, ce sont deux emprunts faits par les Pères aux sœurs le 10 mai 1706 et le 3 janvier 1707. « Il est permis à nos Pères de Nevers de donner un billet d'assurance aux sœurs de la Charité pour la somme de 1,000 livres, avec promesse de leur en passer contrat à leur volonté, et cepen-

(1) Arch. nat. MM 586.

dant leur en payer la rente au denier vingt. » L'autre emprunt est de 700 livres (1).

Comment et à quelle époque cessèrent les relations entre les deux communautés ? Est-il invraisemblable de penser que M^{sr} Bargedé, qui enleva aux Oratoriens le séminaire, qui anéantit presque la maison, ne voulut pas leur laisser la supériorité de la congrégation la plus florissante de son diocèse ? Ce n'est cependant qu'une supposition.

Les Pères de Nevers ne bornaient pas leur zèle à la direction des communautés religieuses. Aux prédications, aux confessions dans leur chapelle, aux missions dans les campagnes, ils ajoutèrent à cette époque une autre œuvre, nouvelle dans le diocèse, celle des retraites ecclésiastiques. Le 8 décembre 1686, le conseil « acceptait du P. Gilles Billard la somme de 12,000 livres pour missions ou retraites aux curés, suivant le bon plaisir de M^{sr} l'Evêque ; le Père visiteur était chargé de le voir ». Dès le 16 du même mois, M^{sr} Vallot acceptait la somme pour les retraites et promettait d'aménager une maison voisine de l'Oratoire. Le P. Billard, heureux du renouvellement de vie intérieure qu'il prévoyait dans le clergé nivernais, promit de son côté d'augmenter la fondation (2).

De la direction spirituelle des curés qu'il confiait aux Oratoriens dans les retraites à l'idée de leur confier aussi la formation complète des jeunes aspirants à la prêtrise il n'y avait qu'un pas pour M^{sr} Vallot, et ce pas, il le fit l'année suivante.

IV.

L'ORATOIRE ET LE SÉMINAIRE SOUS M^{sr} VALLOT (1687-1705).

L'élan donné par le concile de Trente allait toujours s'accroissant. De tous les points de la France les évêques appelaient les Oratoriens, les Lazaristes, les Sulpiciens pour

(1) Arch. nat. MM 586.

(2) *Ibid.*, MM 583.

fonder et diriger des séminaires. C'est un prêtre de l'Oratoire qui, probablement, eut le premier l'idée d'en établir un à Nevers. Dès 1652 le P. Allard en fait mention expresse au bas d'une de ses nombreuses fondations. « Si Monseigneur fonde un séminaire, dit-il, et en donne la direction à l'Oratoire, il veut que sa fondation soit employée à l'entretien des directeurs et décharge la maison de toute autre chose (1). »

M^{sr} de Chéry, neveu et successeur de M^{sr} du Lys, gouvernait alors l'église de Nevers. Il fonda un séminaire, mais, malgré son affection pour les Oratoriens, il s'adressa aux chanoines réguliers, établis au prieuré de Saint-Martin (2). Ces religieux n'en conservèrent pas longtemps la direction : elle leur fut enlevée, nous ne savons pour quelles raisons, par M^{sr} Edouard Vallot, qui avait succédé en 1666 à M^{sr} de Chéry. Le nouvel évêque songea de bonne heure à faire appel aux Oratoriens ; ce ne fut cependant qu'en 1687 qu'il en fit la proposition formelle au conseil de la congrégation, qui accepta immédiatement (3).

Le P. Jacques Philippe était supérieur depuis la fin de 1683 ; il avait avec lui les PP. Prouverre, Poisson, La Ripe, Drouot, de Vienne et de Venize. Quelques-uns furent spécialement chargés des séminaristes ; les autres continuèrent à exercer leur zèle dans les fonctions du saint ministère. Le P. Gaspard de Venize fut, presque immédiatement, nommé supérieur à Bourges ; on le remplaça par le P. Etienne Olivet, puis, l'année suivante, par le P. François Forestier, envoyé de Nantes pour enseigner la théologie.

Les exercices du séminaire commencèrent sans retard dans une maison probablement adjacente à celle de l'Oratoire, en attendant que les Oratoriens eussent eux-mêmes construit des bâtiments assez vastes pour loger les jeunes clercs qu'on attendait de tous les points du diocèse. On avait ouvert le séminaire avant de s'être procuré les ressources nécessaires à

(1) Arch. nat. S 6788.

(2) *Hist. manuscrite des évêques de Nevers.*

(3) Arch. nat. MM 583.

son maintien. M^r Vallot se hâta de charger le P. Cyret, de la maison de Paris, d'obtenir des lettres-patentes de Louis XIV. Avant la fin de cette même année, le roi faisait assurer le Père général de son agrément, et sur l'avis du ministre, M. de Châteauneuf, on dressa un mémoire « contenant les clauses et articles qui peuvent servir à la sûreté de cet établissement ».

Ces clauses et articles furent insérés dans les lettres-patentes données à Versailles au mois de janvier 1688 et enregistrées au Parlement de Paris le 29 avril de la même année (1). « Comme le principal moyen de pourvoir solidement aux besoins spirituels des âmes est de leur donner de bons pasteurs et n'y en ayant point de plus assuré que l'établissement des séminaires, dans lesquels ceux qui sont appelés à l'état ecclésiastique sont élevés, instruits et entretenus dans la ferveur de leur vocation, et une parfaite connaissance de l'excellence de leur saint ministère, nous avons, par notre édit du mois de décembre 1666, conformément au concile de Trente, permis aux archevêques et évêques de notre royaume de fonder leur établissement dans leur diocèse, même de pourvoir à la dotation et fondation aux conditions les plus favorables à l'état des lieux, par union de bénéfices, assignation de pensions ou autrement. C'est dans cet esprit que notre aimé et féal conseiller en nos conseils, le sieur Valot, évêque de Nevers, dont l'application continuelle est de veiller au bien de son église, avait commencé d'établir un séminaire en la ville de Nevers, sous la direction des prêtres de la congrégation de l'Oratoire. »

Après ce préambule, le roi autorise l'évêque à unir au séminaire de l'Oratoire des bénéfices simples jusqu'à concurrence de 1,500 livres de rente annuelle pour l'entretien des directeurs et professeurs. En attendant que la somme fût atteinte, on imposa tous les bénéfices du diocèse qui dépassaient 600 livres de rente, sauf les cures et les prébendes.

(1) Copie aux arch. dép. de la Nièvre.

Cette mesure ne réussit pas complètement, et la somme ainsi recueillie n'arriva qu'à 1,360 livres. Elle fut homologuée au Parlement le 20 août 1695 ; on devait compléter les 1,500 livres par de nouvelles impositions.

Les impôts ne sont jamais bien favorablement acceptés : les prêtres du Nivernais leur firent assez mauvaise figure, plusieurs même refusèrent absolument de payer la taxe, et le 31 décembre 1688 les Pères de Nevers consultaient le conseil pour savoir où ils devaient les assigner. Malgré l'amour de l'époque pour les procès, nous voulons croire que les réfractaires ne se laissèrent pas citer devant la chambre ecclésiastique de Nevers, encore moins devant la chambre souveraine de Sens.

Le premier bénéfice uni au séminaire fut le doyenné de Frasnay (1). Nous ne savons pas la date précise de cette union ; mais, dès le 22 novembre 1690, nous voyons le P. François Cuissard, alors supérieur du séminaire, signer un bail comme « doyen de l'église collégiale de Frasnay ». Il s'agissait d'une terre située au village de Coullange, paroisse de Parigny-les-Vaux (2).

Au mois de janvier 1690, le P. Poisson avertissait le conseil de l'Oratoire qu'il travaillait à l'union d'un bénéfice de 300 livres et du sien propre, qui était de 150. Il conseillait aussi de solliciter du coadjuteur de Rouen, prieur de La Charité, le prieuré de Saint-Honoré, qui dépendait du grand monastère nivernais et rapportait 600 livres. Ses démarches n'aboutirent pas en premier lieu ; mais un peu plus tard. M. Bolacre, dont le nom est encore en vénération à Nevers, en était titulaire et le céda à l'Oratoire. On sait que ce vénérable prêtre avait une affection si grande pour la congrégation du P. de Bérulle que souvent on l'a pris pour un de ses enfants (3).

(1) Commune de Saint-Aubin-les-Forges.

(2) Archives des notaires de Nevers, minutes de M^e Chevalier.

(3) Arch. nat. MM 583 et 586. — De Saintemarie : *Recherches hist. sur Nevers*.

Il y eut aussi quelques fondations. Nous connaissons déjà celle du P. Allard de 1652. Le chanoine Jean Mangeard, par acte passé devant M^e Robelin, notaire royal à Nevers, le 28 mars 1691, laissait une rente sur l'Hôtel-de-Ville de Paris et une autre à prendre sur ses biens, après son décès, pour l'entretien d'un séminariste pauvre, au choix du chapitre. Le P. de Courcelles rendit les titres au chapitre lorsque l'Oratoire ne dirigea plus le séminaire (1).

L'année suivante, 1692, la demoiselle Duneau, demeurant au château de Précy, laissa par testament 6,000 livres ou 300 livres de rentes pour l'entretien de deux séminaristes.

Ces pensions, toutes très faibles, ne pouvaient assurer au séminaire une existence convenable. Les directeurs semblent avoir toujours été choisis avec un soin spécial. Nous avons déjà parlé du P. Poisson et du P. Prouverre. Le P. François Cuissard, dont le nom n'est pas encore complètement oublié à Nevers, avait remplacé le P. Philippe, comme supérieur, en 1689. Entré prêtre dans la congrégation en 1669, à l'âge de vingt-sept ans, il passa toute sa vie au milieu des séminaristes comme directeur ou comme supérieur. Sa belle taille, son extrême modestie lui donnaient une grâce toute spéciale dans les cérémonies ; il les aimait et les faisait aimer aux jeunes clercs. Successivement supérieur dans les séminaires de Langres, Chalon-sur-Saône et Mâcon, il fut nommé en 1689 pour diriger celui de Nevers. A Mâcon, il avait su s'attirer l'affection et la confiance de tous les prêtres comme vicaire général. M^{gr} Vallot voulut profiter aussi de son expérience et lui conféra la même dignité. Il resta douze ans à Nevers, près de dix comme supérieur ; il mourut à Dijon le 29 novembre 1709 (2).

Le P. Jean Galipaud y enseigna la théologie pendant douze ans aussi, de 1695 à 1707. Nous pouvons juger du

(1) Archives des notaires, minutes de M^e Guillier.

(2) Ménologe manuscrit du P. Cloyseault. — Qu'on nous permette de dire ici que le P. Cloyseault était de *Clamecy*.

bien qu'il opéra au milieu des jeunes clercs par la haute perfection à laquelle il sut conduire ou du moins maintenir une autre âme dont il fut le directeur. Nous voulons parler de la sœur Marcelline Pauper, « ce prodige de patience, de charité et de piété, » morte à Tulle, en odeur de sainteté, le 25 juin 1708. Quand la volonté de Dieu l'eut éloignée du père de son âme, elle continua à s'ouvrir à lui et à demander ses conseils dans des lettres admirables que le P. Bouix, de la Compagnie de Jésus, a publiées, sans indiquer souvent le vrai destinataire. « On a fait, dit Jérôme Deparis, un recueil manuscrit des lettres qu'elle écrivit au P. Galipaud, prêtre de l'Oratoire, son directeur, homme d'une érudition profonde et d'un sens exquis (1). »

Il fut plus tard secrétaire général de la congrégation, l'ami intime et le directeur du chancelier d'Aguesseau. Nous savons qu'à lui aussi on a essayé d'appliquer la note si fréquente et si terrible alors de Janséniste; c'est même ce qui donna à Nevers le bonheur de le posséder. Il s'en défendit noblement en envoyant ses écrits au P. supérieur de Saint-Louis des Français pour être soumis à l'examen de la cour romaine, qui ne donna pas de suite à l'affaire.

Nous avons des preuves plus concluantes encore de sa parfaite orthodoxie et même de son zèle contre la secte. Il suffit de consulter les *Nouvelles ecclésiastiques*, organe officiel du Jansénisme : « Le P. Galipaud, constitutionnaire zélé, d'un très-petit mérite, élu assistant à la considération du sieur Hérault, vantant les services rendus par cet Oratorien à la congrégation depuis la mort du P. Latour en allant fréquemment chez ce magistrat pour les affaires du corps, et pour lui montrer un ouvrage sur la Bulle assez bon... (2) » Il fut l'un des Oratoriens fidèles qui contribuèrent le plus à

(1) Tout ce qui précède sur le P. Galipaud est extrait de l'*Histoire de dom Delaveyne*.

(2) Cité par le P. Ingold : *le Chancelier d'Aguesseau et l'Oratoire*, p. 10.

l'élection du P. de La Valette à la charge de supérieur général, au grand mécontentement des appelants. Les *Nouvelles* ne peuvent cependant s'empêcher de dire : « A l'égard du P. Galipaüd, tout le monde accordait sans peine ses démarches présentes soit avec son mérite connu, soit avec ses engagements anciens envers la Bulle (1). »

Le manuscrit du P. Bicaïs, conservé à la bibliothèque Méjanes d'Aix, porte le sujet des ouvrages de ce Père : « Le Père Galipaüd a laissé deux bons manuscrits que l'on conserve dans la bibliothèque de la maison de Paris. Le premier contient divers traités de théologie. Le second est une table de toutes les œuvres de saint Augustin qu'on prétend être plus exacte que celle des Bénédictins, éditeurs des ouvrages de ce grand docteur (2). »

Les prêtres du diocèse de Nevers qui, pour la plupart, dans leurs méditations sur les livres saints, se servent de la traduction du P. Louis de Carrières, se doutent-ils que cette traduction et la paraphrase qui l'accompagne sont, en grande partie, le résumé des enseignements du pieux et savant Oratorien à leurs ancêtres dans le sacerdoce ? Il est vrai, y a-t-il beaucoup de prêtres qui sachent que le P. de Carrières appartenait à l'Oratoire ? Arrivé à Nevers en 1696, il y resta jusqu'en 1702. C'est lui qui, le premier, au séminaire de Nevers, eut le titre de maître des cérémonies ; les registres le lui donnent en 1698. Appelé à Paris en 1702, il fut deux ans après nommé supérieur de Soissons, puis de plusieurs autres maisons ; il mourut en 1717, vénéré de ses confrères et de tous ceux qui le connaissaient.

Habiles théologiens, plusieurs des directeurs furent aussi des prédicateurs zélés que nous retrouvons dans les grandes chaires de Paris. Le P. Champion, supérieur de 1701 à 1706, prêcha l'Avent à l'Hôtel-Dieu, à Notre-Dame-de-

(1) Cité par le P. Ingold : *le Chancelier d'Aguesseau et l'Oratoire*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 42.

Bon-Secours, à Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, à Saint-Antoine-des-Champs ; le carême à l'église du Calvaire du Marais, à Saint-Sauveur, à Saint-Louis-en-l'Île. Le P. Lesueur de Saint-Maur, professeur de théologie de 1697 à 1699, plus tard curé de Juilly, prêcha le carême de 1719, dans l'église de la Trinité. Nous en trouverons bien d'autres lorsque nous parlerons des prédicateurs oratoriens, à Nevers.

Les exercices du séminaire eurent lieu, semble-t-il, d'une manière très-régulière et très-calme : les directeurs étaient rarement changés et les élèves s'attachaient davantage à leurs maîtres. Cela n'empêchait pas les séminaristes, toujours jeunes, toujours un peu espiègles, d'essayer parfois de tirer de sa sérénité perpétuelle le vénérable P. Prouverre : ils ne réussirent d'ailleurs jamais. Les études étaient sérieuses, et nous voyons le conseil y envoyer, en 1702, le confrère Romain Guy pour achever sa théologie. Il y reçut la prêtrise deux ans plus tard et résida ensuite quelques années dans le séminaire comme directeur. On avait eu le malheur, pendant un certain temps, d'adopter comme manuel classique *les Institutions théologiques* du P. Gaspard Juénin, dans lesquelles s'étaient glissées plus d'une erreur janséniste. Il n'était pas professeur à Nevers. M^r Vallot le désavoua et les Oratoriens s'inclinèrent devant les désirs de leur bienfaiteur. On ne saurait chercher d'ailleurs dans ce fait la cause unique de l'hostilité déclarée du successeur de M^r Vallot contre les directeurs du séminaire.

V.

L'ORATOIRE ET LE SÉMINAIRE SOUS M^r BARGEDÉ.

Sous l'épiscopat de M^r Vallot, il y avait dans une petite paroisse du diocèse un jeune curé plein d'intelligence : il se nommait M. Édouard Bargedé. Le P. Poisson le remarqua et en fit l'éloge à M^r Vallot. Le jeune curé fut placé

à la tête de l'une des principales paroisses de la ville de Nevers. Il se montra reconnaissant envers son bienfaiteur, et continua à cultiver ses bonnes grâces. Sur une nouvelle recommandation, il devint vicaire général. Le crédit de l'Oratorien ne pouvait faire monter plus haut ; le vicaire général s'adressa à de plus puissants protecteurs et entra en relations avec le P. de La Chaise. Dès-lors, la présence du P. Poisson fut loin d'être agréable. Par des voies que nous ne connaissons pas et que ne dut pas connaître non plus M^{re} Vallot, une lettre de cachet relégua le bienfaiteur du vicaire général, comme nous l'avons déjà vu, loin de Nevers, avec défense d'y revenir. Il mourut à Lyon le 3 mai 1710.

M^{re} Vallot était mort en 1705. Un candidat sérieux aurait pu se présenter pour recueillir sa succession : c'était l'abbé de Busseau, prieur de Saint-Saulge. Prêtre et docteur de Sorbonne, il marchait sur les traces de sa généreuse mère, dont les chapelles des religieux et les églises paroissiales se disputaient les dépouilles mortelles. Par les relations de sa famille et ses relations personnelles il aurait pu obtenir facilement du roi l'évêché de Nevers ; le P. de La Chaise s'y opposa. Elève des Oratoriens, auxquels il voulait même céder son prieuré, l'abbé de Busseau passait pour ne pas aimer les Jésuites, qui n'auraient sans doute pas eu plus d'influence sous son administration que sous l'épiscopat de M^{re} Vallot. Le P. de La Chaise savait la raison qui excluait tout prêtre du choix de Louis XIV ; l'abbé de Busseau fut donc accusé de jansénisme. Cette accusation si souvent prodiguée à cette époque perdit bien des innocents et en fit souvent par esprit de vengeance des défenseurs déclarés d'une doctrine pour laquelle ils n'avaient aucune sympathie. Dans le cas présent, vraie ou fausse, elle eut son effet, et l'abbé de Busseau écarté, l'ancien protégé du P. Poisson, l'abbé Bargedé, recueillit la succession (1). Il avait réussi à se faire

(1) Sur l'abbé de Busseau, voir l'ouvrage cité de M. l'abbé Marillier, p. 335, note.

nommer coadjuteur quelque temps avant la mort de M^r Vallot.

Espéra-t-il faire plaisir à ses protecteurs en leur donnant les dépouilles de ceux qu'on se plaisait à considérer comme les adversaires naturels de la Compagnie de Jésus ? C'est possible, mais il devait se tromper, car les Jésuites ne pouvaient avoir oublié la belle lettre de leur général, le P. Oliva, au P. de Verthamon, provincial de France. «... L'assemblée générale de l'Oratoire... a été bien honorable pour nous par les preuves nombreuses qu'elle nous a données d'une bienveillance éclatante. Aussi, il convient que nous répondions à des avances si amicales par des procédés de même nature en célébrant partout le nom de ces dignes Pères, leur sagesse, leur vertu, leurs mérites et les nombreux services qu'ils ont rendus à la république chrétienne... »

M^r Bargedé n'avait point lu la lettre du P. Oliva ; il procéda cependant d'abord avec une certaine lenteur. En 1706, on changea seulement deux Pères : le P. Champion, supérieur et le P. Champion de Longchamps, professeur de théologie ; ils furent remplacés par les PP. Eveillard et Leix. Ce n'était point suffisant, et la froideur parut toujours plus grande entre le séminaire et l'évêché. En 1707, supérieur et professeurs furent dispersés dans différentes maisons de l'Oratoire : le P. Eveillard à Tours, le P. Leix à Besançon, le P. Galipaud à Bourges, le P. Goulette à Dieppe ; il n'y eut de grâce que pour le jeune P. Romain Guy, et au lieu de cinq directeurs on en nomma sept.

La congrégation pouvait difficilement se montrer plus complaisante ; mais comment satisfaire celui qui s'y refuse absolument ? Le supérieur fut le P. Louis Barnier. Originaire de Lyon, il devint bientôt l'un des prêtres les plus édifiants de la congrégation. Simple confrère, il était déjà un modèle pour les novices. « Mais depuis qu'il fut prêtre, dit le P. Cloyseault (1), le bonheur qu'il eut de recevoir tous

(1) Ménologe manuscrit.

les jours Jésus-Christ Notre-Seigneur, l'auteur et la source de toute grâce et de toute sainteté, le changea tellement qu'il devint un homme tout céleste. » M^{sr} Bargedé eut occasion de rencontrer le Père dans un voyage ; ce dernier lui fit une telle impression, qu'il le demanda pour diriger son séminaire. Les jugements de Dieu sont impénétrables et les cœurs des hommes inconstants. Le P. Barnier était à peine arrivé à Nevers qu'il se vit en butte aux attaques de M^{sr} Bargedé. « Les raisons, on ne peut pas les dire ici, mais Dieu les révélera à toute la terre au jour du jugement, » ajoute le pieux biographe. Le pauvre supérieur trouva ample matière à exercer la patience, la douceur, l'humilité, ses vertus favorites. Croyant la justice de Dieu irritée contre lui, il essayait de l'apaiser par les austérités les plus terribles. M^{sr} Bargedé ne fut pas apaisé, et le P. Barnier quitta Nevers après un an de séjour.

Enfin, en 1709, tout fut fini. Les registres de l'Oratoire portent simplement ces mots : *Nevers, les mêmes, sans exercices*. On maintint cependant tous les directeurs quelque temps encore, malgré la pauvreté extrême de la maison, qui obligeait à des emprunts répétés. Les Pères Jésuites, qu'on voulait établir au prieuré de Saint-Sauveur, n'avaient pas encore leurs lettres-patentes, et tous les prêtres ne partageaient pas l'avis de M^{sr} Bargedé.

L'installation du nouveau séminaire à Saint-Sauveur nous est connue, grâce à l'instruction (1), franche et détaillée, laissée « par le P. Jacques Brisson, prêtre de la Compagnie de Jésus, directeur et procureur du séminaire de Saint-Sauveur, depuis son établissement, à ceux qui lui succéderont dans son emploi... »

L'auteur ne réclame qu'un souvenir au saint autel de ceux qui profiteront de ses lumières et des peines qu'il s'est données pour conserver et augmenter les biens dudit sémi-

(1) Arch. dép. de la Nièvre. Communiquée par le R. P. Peyrard, à qui nous exprimons toute notre reconnaissance.

naire. Dès le commencement de 1709, M^{sr} Bargedé avait songé au prieuré de Saint-Sauveur ; mais il fallait en obtenir la cession du grand-prieur de Cluny. Le moyen fut assez facile, grâce à la haute influence des Pères auprès de Louis XIV. La prévôté de Sainte-Valère du Chambon, au diocèse de Limoges, était de collation royale ; le roi en fit don au grand-prieur dom Jean Marin, qui céda en retour Saint-Sauveur aux Jésuites. Le brevet de Louis XIV est du 5 avril et le consentement du cardinal de Bouillon, abbé général de Cluny, du 22 mai. Les lettres-patentes de janvier 1710, malgré une opposition du prieur de Saint-Etienne de Nevers, furent enregistrées au milieu de l'année suivante. Les Jésuites avaient eu l'esprit de faire insérer la clause que, si la direction du séminaire venait à leur être enlevée, « tous les droits, revenus, bâtiments et dépendances du prieuré et sacristie de Saint-Sauveur » retourneraient à leur collège de Nevers. Ils eurent hâte aussi de construire de vastes bâtiments, tout cela, et c'est ici que la franchise du P. Brisson est remarquable, « pour ôter aux évêques successeurs de M^{sr} Bargedé une raison spécieuse de nous ôter la direction des séminaristes, ce qui, en effet, serait arrivé à l'avènement de M^{sr} Fontaine des Montées à l'épiscopat de Nevers. » Le Père ajoute en note : « comme il nous l'a fait assez connaître par son attachement aux Pères de l'Oratoire et son indifférence à notre égard, pour ne rien dire de plus. »

Le reste du mémoire du P. Brisson n'a pas trait à notre sujet. On y voit le procureur qui se complait à nous détailler les étapes successives de la réelle métamorphose qu'il a fait subir à l'église et aux bâtiments de Saint-Sauveur. Il a mis tous ses soins à la conservation des biens de la campagne, car « l'expérience du passé lui a fait comprendre qu'il faut plutôt emprunter de toutes mains que d'aliéner les fonds ». Il tient surtout « au moulin de Guéri, situé sur la rivière de Nièvre, au-dessus du monastère des PP. Capucins ».

Quelques chanoines essayèrent d'empêcher la fondation du nouveau séminaire, qui avait pour procureur le P. Jacques

Brisson. Au moment où les Bénédictins faisaient opposition à l'enregistrement des lettres-patentes des Jésuites, ils écrivirent « un mémoire pour faire connaître à MM. du chapitre de Nevers l'intérêt sensible qu'il a de s'opposer à l'établissement du nouveau séminaire chez les PP. Jésuites dudit Nevers » (1711).

Ce mémoire ne fut probablement pas présenté au chapitre, mais il nous montre ce que pensaient tout bas et ce que se disaient entre eux nombre de prêtres. Ils réfutent les trois motifs mis en avant par les PP. Jésuites : « 1° qu'étant accoutumés à élever la jeunesse, ils sont plus en état de la former ; 2° qu'ils ont seuls une doctrine et une morale saines ; 3° que le clergé de Nevers sera déchargé de la pension de 1,500 livres qu'il donne aux Pères de l'Oratoire. » Cette dernière partie seule est longuement traitée.

A la première allégation ils répondent « que les PP. de l'Oratoire ne sont pas moins accoutumés que les PP. Jésuites à élever la jeunesse ; d'ailleurs, il ne s'agit au séminaire que de former de bons et savants prêtres où les PP. de l'Oratoire ont excellé jusqu'à présent dans ce diocèse, et il paraît même que ce saint emploi convient beaucoup mieux à de saints et savants prêtres comme eux qu'à des religieux qui, selon leurs constitutions, font profession de ne faire aucunes fonctions ecclésiastiques. »

Pour ce qui est de la doctrine, il y a deux rédactions, les deux également barrées ; on y assure que les Oratoriens ont enseigné à Nevers « sans aucune suspicion de jansénisme, qui est le spectre qu'on leur forme, pour avoir occasion de les maltraiter ».

Nous arrivons à la troisième partie. Les auteurs font d'abord sagement remarquer que les lettres-patentes des Oratoriens ne sont pas révoquées et par suite le diocèse n'est pas libéré des 1,500 livres qu'il doit payer à l'Oratoire pour l'entretien des directeurs et pour les dédommager des grands bâtiments qu'ils ont dû faire construire. Ils passent ensuite en revue les frais divers occasionnés par les Jésuites. D'après

leurs nouvelles lettres-patentes, ils exigèrent 3,000 livres, qui feront retour au collège s'ils quittent le séminaire; déjà ils reçoivent pour ce collège des sommes considérables du clergé et de la ville; le prieuré, la sacristie et la cure de Saint-Sauveur valent bien 4,000 livres de rente; ils pourront réunir des bénéfices, ce qui privera les jeunes ecclésiastiques de l'espérance d'en avoir jamais aucun; de plus, les décimes retomberont sur le clergé « puisqu'ils prétendent jouir de l'exemption ».

Malgré ces ressources, le prix de la pension, au lieu de diminuer, augmente, et les séminaristes sont encore obligés de porter leurs lits et leurs meubles à ce nouveau séminaire. Pour déterminer les chanoines, on faisait appel même aux raisons personnelles: le chapitre n'avait rien à payer à l'Oratoire, tandis que les lettres-patentes des Jésuites ne faisaient pas d'exception pour lui.

Le mémoire se termine par un appel ardent, passablement emphatique. Ces lettres-patentes, que les PP. Jésuites ont surprises au roi, sont la perte du diocèse et du clergé; le chapitre doit s'opposer de toutes ses forces à leur homologation: « Il n'y a pas un moment à perdre, parce que, une fois l'homologation faite, c'est un coup mortel auquel il n'y a plus de remède. » Nous l'avons déjà dit, le chapitre ne fut pas consulté, et le coup que craignaient tant les chanoines fut porté bien peu de temps après la composition du mémoire. Les lettres-patentes furent homologuées dans le courant de cette même année 1711.

Le conseil de l'Oratoire, n'espérant plus rien de M^{re} Bargedé, retira la plupart des Pères de Nevers. En cette année aussi, le P. Jean Prouverre, après cinquante-un ans de travaux au service des âmes, y termina sa vie toute d'humilité et de dévouement, attristé, à son heure dernière, de voir sa chère maison impuissante pour la gloire de Dieu.

Pendant quelques années, la rente de 1,500 livres fut encore servie. En 1715, M^{re} Bargedé parvint à faire révoquer les lettres-patentes. La communauté, engagée dans la cons-

truction des bâtiments, avait contracté, sur la parole de M^r Vallot, des dettes considérables. On avait essayé de vendre, pour les payer, la terre de la Motte-Cochon : il ne s'était pas trouvé d'acquéreur sérieux. Presque chaque année, pour payer les anciennes dettes, on en faisait de nouvelles ; en 1717, le conseil dut dispenser « Nevers, vu son extrême pauvreté, de la taxe marquée par nos assemblées pour la députation ». De 1713 à 1719, il n'y eut que deux Pères.

Pour compliquer encore les choses surgit la question de la bulle *Unigenitus*. Le récit des discordes occasionnées dans le diocèse à ce sujet a été trop bien fait pour que nous voulions le reprendre même sommairement. Nous y renvoyons le lecteur (1). M^r Bargédé, nous aimons à le constater, soutint vaillamment la vraie doctrine. Peut-être déploya-t-il dans la lutte une vivacité qui, au lieu de gagner ses adversaires, ne fit que les aigrir. Bon nombre d'appelants nous paraissent bien plus opposés à l'évêque qu'à la constitution. Toujours est-il que la Bulle, d'abord acceptée par tout le chapitre, fut ensuite repoussée par neuf chanoines. Six curés de la ville interjetèrent aussi appel, et les PP. Gilly et Duchemin eurent la coupable faiblesse de mettre leurs noms après ceux des curés de Saint-Trohé, Saint-Jean, Saint-Lazare, Saint-Pierre, Saint-Etienne et Saint-Victor (14 mars 1717). « M^r Bargédé survécut peu de temps aux amertumes que lui causèrent ses forcenés ennemis ; il mourut le 20 juillet 1719. »

Aussitôt, et c'est ce qui nous prouve que les appelants voulaient surtout combattre l'évêque, tout change de face. Les vicaires capitulaires, choisis parmi les ennemis de la constitution, malgré leur petit nombre, prennent de suite une attitude toute différente, pleine de dignité et de noblesse.

Dès-lors et jusqu'à la fin de l'épiscopat de M^r Fontaine

(1) Abbé Marillier, *Histoire de la constitution « Unigenitus » dans le diocèse de Nevers*, mémoire présenté au congrès international de 1891.

des Montées (1719-1740) toutes les attaques se dirigèrent contre les protégés de M^{sr} Bargedé. « M^{sr} Fontaine des Montées, dit M. l'abbé Marillier, défendit les Jésuites ; mais, pour l'apaisement général des esprits, il usa de toute la modération possible. »

Nous croyons que les Oratoriens, dociles à la ligne de conduite tracée par le nouvel évêque, leur protecteur déclaré, ne prirent point de part à cette guerre acharnée.

VI.

L'ORATOIRE DE 1719 JUSQU'À LA RÉVOLUTION. — LES PRÉDICATEURS ORATORIENS A NEVERS.

Dans la liste des prédicateurs de l'Avent et du Carême à Nevers de 1426 à 1789, l'Oratoire n'apparaît que deux fois (1). Et cependant l'Oratoire a vécu à Nevers pendant près de deux cents ans ; il y a travaillé au salut des âmes sous la bienveillante direction de NN^{rs} du Lys, de Chéry, Vallot, Fontaine des Montées. Et, deux fois seulement en deux siècles, ces prélats auraient appelé des membres de cette congrégation aimée dont ils louaient les œuvres et l'esprit, à l'honneur de monter dans la chaire de Saint-Cyr ! En compulsant des documents ignorés de notre savant confrère, il nous a été possible de réunir les éléments d'une liste, sinon complète encore, tout au moins assez étendue.

1625-1626, un Oratorien de Nevers dont le nom nous est encore resté inconnu.

1648-1649, le P. Alexandre Maurel.

1675-1676, le P. Claude Masson, supérieur de Bourges (2).

(1) En 1625-1626, le prédicateur est l'un des Pères de l'Oratoire de Nevers. En 1722-1723, c'est le R. P. Séru et non Jédu, supérieur de l'Oratoire de Nevers. (*Bulletin de la Soc. niv.*, t. XI, p. 41, article de M. l'abbé Boutillier.)

(2) Ancien soldat, le P. Claude Masson « s'était ennuyé bien vite de

1688-1689, le P. Gabriel Chapuys.

1701-1702, le P. Daniel Bonenfant.

1702, Avent, le P. Bernard de Combes, de Saint-Bonnet.

1704, Avent, le P. Etienne Delpeuch.

1705, Carême, le P. Etienne Le Vassor (1).

Interrompue pendant l'épiscopat de M^{sr} Bargédé, notre liste nous donne immédiatement après sa mort :

1720, Avent, le P. Claude Chantereau.

1722, Avent, le P. Antoine Batterel.

1723, Carême, le P. Gilbert Grimault.

1724, Carême, le P. Louis Tatou.

1726, Carême, le P. Jean-Baptiste Cicoteau.

Ainsi, quatorze Oratoriens prêchent les stations d'Avent ou de Carême à Nevers et occupent le troisième rang après les Dominicains et les Franciscains, au lieu du sixième qui leur était assigné. Il est probable que nous aurions trouvé d'autres noms encore si nous avions pu poursuivre cette liste jusqu'à la mort de M^{sr} Fontaine des Montées. Dès son arrivée à Nevers, il prit à tâche de relever la communauté presque anéantie par son prédécesseur. Dans l'un de ses premiers mandements, celui du 17 novembre 1720 (2), par lequel il demandait des aumônes et des prières pour les pestiférés de Marseille, il s'exprima ainsi : « Nous établissons différents exercices de piété. Le premier sera une instruction familière qui se fera pendant toute la semaine, à l'issue d'une messe qui se dira à six heures du matin dans l'église que nous

ce métier et avait embrassé une autre milice plus sainte et moins dangereuse. » Après avoir longtemps professé la rhétorique, il se livra à la prédication. Obligé par ses infirmités à ne plus monter en chaire, il préparait un recueil de ses sermons lorsque la mort le surprit après l'apparition du premier volume (19 octobre 1693).

(1) Les PP. Delpeuch et Le Vassor avaient été désignés par le conseil. Il est probable qu'ils ont prêché, puisque la liste de M. Boutillier n'indique aucun prédicateur pour ces deux années.

(2) Communiqué par M. Boutillier.

visiterons le dimanche suivant... Le second exercice sera le sermon ordinaire dans la cathédrale pendant le saint temps de l'Avent. Le troisième sera une conférence qui se fera à deux heures tous les jours, hors le dimanche, *dans l'église des prêtres de l'Oratoire que nous employons à ces saints exercices.* »

La maison vit bientôt augmenter le nombre de ses habitants. On institua dès-lors ce qu'on appelait les « dominicales », conférences religieuses faites chaque dimanche dans l'église de l'Oratoire. Le conférencier variait chaque année. Les dominicales durèrent vingt ans à Nevers, jusqu'à la mort de M^r Fontaine des Montées.

On ne reprit pas le séminaire ; M^r l'Evêque, dit Parmentier dans son *Histoire manuscrite*, « laissa aux Jésuites leur école de théologie dans le séminaire, mais il en établit une autre à Saint-Martin, accordant aux étudiants de choisir l'une ou l'autre, même de les suivre toutes deux, s'ils le jugeaient à propos. Il ordonna cependant que les jeunes ecclésiastiques feraient leur séminaire à Paris, et, lorsqu'il y avait lieu, il les défrayait de l'aller et du retour et leur procurait des bourses dans les collèges. »

M^r Fontaine mourut à Paris en 1740. Fidèle jusqu'à la fin à son affection pour l'Oratoire, il voulut être enseveli dans la chapelle de la maison d'institution. Après sa mort, il y eut une réaction violente à Nevers : l'Oratoire en éprouva les effets. Malheureusement, le P. Le Comte, par son attachement au Jansénisme, donna lieu aux attaques contre la maison, et les vicaires capitulaires interdirent les conférences du dimanche, malgré le départ du coupable (1). La réaction se poursuivit encore quelque temps sous M^r d'Hugues, et on reprit aux Oratoriens le dernier souvenir qui leur rappelât les beaux jours du grand séminaire. En 1745, les lettres-patentes qui leur concédaient le doyenné de Frasnay étaient déclarées abusives et révoquées.

(1) *Nouvelles ecclésiastiques*, art. du 21 mai 1740.

Au moment des premières mesures de rigueur, le P. Jean Terrasson était supérieur (1). Après lui, nous trouvons le P. Antoine Collart, dont le nom se rencontre sur une liste des écrivains de l'Oratoire, sans qu'on sache au juste quels sont ses ouvrages, Comme sous l'épiscopat de M^r Bargedé, la maison fut de nouveau beaucoup trop vaste ; on louait les parties qui pouvaient le plus aisément être séparées.

La constitution *Unigenitus* fut reçue par l'assemblée générale de l'Oratoire de 1746, et la paix se fit peu à peu complète dans la congrégation. La maison de Nevers devint une maison de repos ; on continua d'y envoyer, comme on avait fait dès l'origine, les Pères et les frères à qui les eaux de Pougues ou de Bourbon étaient ordonnées. Le seul essai qu'on voulut tenter pour relever la maison fut de faire de la chapelle le siège d'une paroisse. On ne dut pas donner suite à cette idée, car tout ce que nous avons pu recueillir à ce sujet c'est la ligne suivante du registre des délibérations :

« 24 janvier 1774, préparatifs de l'établissement d'une cure à Nevers. »

La ville était alors divisée en dix paroisses pour le moins : c'était suffisant.

Les supérieurs se succédaient régulièrement : les PP. François-Armand de La Mer, de La Haute-Maison, Rieunier, Nivois, Raulin, Dovalle, jusqu'au P. Lebacq, qui

(1) P. Ingold : *le Chancelier d'Aguesseau et l'Oratoire*, p. 35. — Il ne faut pas confondre le supérieur de Nevers ni avec son frère André, le célèbre prédicateur, mort depuis longtemps, ni avec son autre frère Gaspard, exclu de l'Oratoire en 1720 à cause de son Jansénisme, ni enfin avec son troisième frère, l'abbé Terrasson, sorti de l'Oratoire n'étant que sous-diacre. Gaspard mourut à Paris en 1732 après avoir rétracté ses erreurs.

« Ils étaient quatre frères et tous de l'Oratoire : l'abbé, qu'on appelait Terrasson l'Esprit ; le prédicateur (André), qu'on appelait Terrasson le Beau ; le directeur de Saint-Magloire (Gaspard), qu'on appelait le Sage, et l'économe (le supérieur de Nevers), qu'on nommait le Bon. » (Mém. ms. de l'Oratoire.)

devait voir sa maison tomber avec la congrégation et toutes les congrégations de France.

VII.

FIN DE L'ORATOIRE DE NEVERS.

Dans l'acte de la visite faite à Nevers en 1787 par le P. Mancest, nous lisons : « . . . Nous y avons trouvé résidants : le R. P. Jacques Simon Lebacq, supérieur pour la première année ; le P. Antoine Papin, absent ; une femme sexagénaire pour la cuisine et la dépense. En tout trois personnes. » Tout est dans l'ordre requis pour le Très-Saint-Sacrement, les vases sacrés et les ornements, les saintes-huiles ont été renouvelées. Les messes de fondation sont toujours au nombre de 342 ; d'après le compte fait par le P. Papin, elles ont été acquittées, à l'exception de 15 qui restent à dire au 31 décembre 1786.

Les ressources matérielles sont suffisantes pour le nombre des habitants. Malgré une diminution de 561 livres 18 sous 3 deniers de l'année 1786 sur 1785, les recettes : 5,743 livres 14 sous 6 deniers, ont un excédent de 683 livres 6 sous sur les dépenses : 5,060 livres 8 sous 6 deniers (1).

Telle était la situation de l'Oratoire de Nevers à la veille de la Révolution ; elle devait rester la même jusqu'à sa destruction complète.

Dans la liste oratorienne envoyée au comité ecclésiastique à la date du 1^{er} avril 1790, nous trouvons encore le R. P. Lebacq comme supérieur ; le P. Papin est remplacé par le P. Jean Michel. Le revenu est descendu à 4,000 livres. La maison ne comptait ainsi que deux prêtres (2). Le P. Michel

(1) Arch. nat. S 6788.

(2) M. Boutillier, dans ses archives paroissiales, porte à douze le nombre des Oratoriens. Nevers n'en avait jamais possédé un aussi grand nombre, même aux plus beaux temps de la congrégation.

était un vieillard plus que septuagénaire, faible et accablé d'infirmités.

A cette époque fatale, des querelles intestines troublèrent la congrégation par la faute des confrères laïques admis dans les derniers temps contre l'esprit de l'Oratoire (1). Les deux Pères de Nevers ne durent pas y prendre une grande part. Comme l'immense majorité des prêtres et des Français de 1789, ils saluèrent avec enthousiasme la réunion des Etats-Généraux. Leur joie fut grande en lisant dans le *Moniteur* la réponse du marquis de Bonnay, président de l'Assemblée nationale, député de la noblesse nivernaise, ancien élève de Juilly, à la délégation qui se présenta, au nom de tous les Oratoriens, à la séance du 10 juillet 1790 : « Votre congrégation est depuis longtemps célèbre par ses lumières, utile par ses travaux, respectable par ses vertus. Depuis longtemps elle préside avec succès à nos meilleurs établissements d'éducation publique. Elle a bien mérité de la patrie. » Malheureusement, les choses allaient prendre une tournure bien différente de celle qu'on était en droit d'espérer. Deux jours après cette séance dont on avait fait les honneurs à l'Oratoire, la constitution civile du clergé était votée par l'Assemblée (12 juillet) ; bientôt le serment à cette constitution schismatique était rendu obligatoire pour les titulaires ecclésiastiques (27 novembre), en attendant qu'il fût imposé à tous les prêtres (29 novembre 1792.)

Pour comble d'affliction, l'Oratoire venait de perdre son général, le T. R. P. Moisset (18 novembre 1790), « et dans ce prétendu règne de la liberté, ils n'avaient pas la faculté de lui choisir un successeur (2) ». C'est à ce moment même où il est privé de la direction ferme et éclairée de son chef que les difficultés deviennent plus nombreuses et les attaques plus violentes. Ne nous occupons que de Nevers.

(1) Voir *l'Oratoire de France aux XVII^e et XIX^e siècles*, par M^{re} Perraud ; *l'Oratoire et la Révolution*, par le P. Ingold.

(2) Lettre du P. Vuillet au cardinal de Bernis.

Le 7 novembre 1791, sur la demande de deux députations des 3 et 5 de ce mois, la première par quatre citoyens de cette ville ou des environs, la seconde composée de près de cent personnes de la part de la Société des amis de la Constitution de cette ville, contre les prêtres non-conformistes de Nevers, qui, disent-ils, intriguent sourdement et jusque dans les communautés, noircissant la réputation des prêtres constitutionnels, les membres du directoire du département de la Nièvre arrêtent que les prêtres de l'Oratoire seront tenus de fermer la porte de leur église sans que personne du dehors puisse y entrer... (1) »

Dès le 9 du même mois l'arrêté était mis à exécution. La chapelle devait néanmoins être la dernière ouverte, croyons-nous, au culte catholique, grâce à la sainte énergie du P. Lebacqz. Pendant qu'à Paris, dès le commencement de février 1792, un rapport était déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, demandant la suppression des congrégations religieuses encore existantes, les Oratoriens de Nevers apposaient leurs noms au bas d'une pétition adressée, à la fin de ce même mois de février ou dans les premiers jours de mars, aux membres du directoire du département par plus de vingt courageux Nivernais. On nous permettra d'en citer de longs extraits : « ... Nous venons vous demander, Messieurs, que vous nous permettiez l'ouverture d'une église de cette ville qui n'est pas déclarée nationale, de l'église des prêtres de l'Oratoire. Nous vous prions de considérer que l'usage que nous avons de l'oratoire national de Saint-Victor, par concurrence avec le culte salarié, est absolument insuffisant ; que l'immense quantité de citoyens attachés au culte non salarié ne leur permet pas de se réunir tous dans cette église, que la foule y est extrême et que l'arrivée imprévue des prêtres salariés à des heures indéterminées peut y occasionner du trouble et de la dissension... que la longueur des offices pendant la quinzaine de Pâques

(1) Chanoine Boutillier, arch. révol.

T. V, 3^e série.

absorbant une grande partie des journées qui se trouveraient ainsi occupées de préférence par le culte salarié, il ne pourrait rester à celui qui ne l'est pas un temps suffisant pour pouvoir être exercé ; que cet oratoire n'étant ouvert que le matin, les fidèles ne peuvent y faire célébrer les offices du soir, et qu'on ne peut enfin y faire remplir les différentes fonctions du saint ministère, qui sont pour notre conscience d'un besoin pressant et impérieux. Nous nous sommes assurés du consentement de M. le Supérieur de l'Oratoire ; il n'attend que votre permission pour nous ouvrir son église. Si vous jugez à propos, Messieurs, qu'il soit mis sur la principale porte de cette église une inscription, nous y placerons celle que vous nous désignerez... Ce considéré, Messieurs, il vous plaise ordonner que l'église des prêtres de l'Oratoire de cette ville sera ouverte et que nous aurons la faculté d'y exercer et faire exercer par les prêtres non assermentés toutes les fonctions du culte catholique.

» Pour consentement : *LEBACQ, prêtre, supérieur de l'Oratoire ; MICHEL, prêtre de l'Oratoire.* »

Suivent vingt-deux autres signatures, dont voici quelques-unes ; elles méritent d'être signalées : Fougère, Terriaux, Le Goube, Juvet, Lené, Gourjon, Rondeau, Rapine Sainte-Marie, de Certier, Chaillot de La Chasseigne (1)...

Le directoire du district de Nevers admit la pétition sans hésiter ; la municipalité, peu courageuse, s'en remit « à la prudence de MM. les Administrateurs du directoire du département ». Ceux-ci furent moins faciles : J.-B. Carymantrand, Fourquemin, Rousseau demandèrent brutalement la question préalable.

« Les soussignés, disaient-ils, estiment : 1^o que la pétition dont il est question est illégale, parce que, comme elle annonce une immense quantité de citoyens attachés au culte

(1) Arch. dép. de la Nièvre.

non salarié, le nombre de 22 signataires n'est pas suffisant pour exprimer les vœux de cette prétendue majorité de la commune, et, dans ce cas, la loi exige au moins la signature de 150 citoyens actifs ; 2° quand les pétitionnaires ont fatigué les corps administratifs pour obtenir l'ouverture de Saint-Victor, pourquoi les ont-ils seulement menacés de célébrer sous le portique de Saint-Trohé ? pourquoi n'ont-ils pas articulé comme aujourd'hui l'approche de la Pâque ? Le nouveau subterfuge ne peut en imposer à personne... D'ailleurs, il est bien étrange que l'on s'obstine à désigner l'église des Oratoriens, lorsqu'il est de notoriété publique que l'Assemblée nationale... s'occupe des moyens de rendre nationaux les biens des ci-devants Oratoriens... D'après ces considérations, les soussignés réclament la question préalable sur la pétition présente.

» A Nevers, ce 19 mars 1792, l'an IV de la liberté.— J.-B. CARYMANTRAND, FOURQUEMIN, ROUSSEAU. »

La chapelle fut-elle rouverte ? Nous le croyons (1). Invoquant le préambule de la Déclaration des droits de l'homme, la liberté des assemblées paisibles garantie par la Constitution, les administrateurs autorisent les pétitionnaires à se réunir dans l'église de l'Oratoire ou dans tout autre lieu, à la charge par eux de prévenir la municipalité et de mettre au-dessus de la porte de l'édifice l'inscription suivante : « Edifice consacré à un culte public par une société particulière. »

Les fidèles ne jouirent pas longtemps de cette faveur. En cette même année 1792 « on choisit avec un rare à propos le vendredi saint, 6 avril, pour porter un coup sensible aux cœurs catholiques », s'écrie avec une indignation dont nous lui savons gré le protestant M. de Pressensé dans son livre *l'Eglise et la Révolution française*. Il s'agit de la des-

(1) On permet, dit M. Boutillier dans les archives révolutionnaires, d'ouvrir l'église « pour y faire exercer par des prêtres assermentés ». C'est le contraire qu'on demande et qu'on obtient.

truction de tout ce qui restait des anciens ordres religieux. La discussion commença donc le 6 avril : au mois d'août tout était consommé, et l'Oratoire avait l'honneur d'être nommé le premier dans ce décret d'anéantissement.

Une maigre pension était assignée à chacun de ses membres dispersés. « 30 livres par chaque année » à ceux qui avaient plus de dix ans de congrégation. On fixait un maximum de 1,200 livres. Ce maximum devait être bientôt réduit, puis la pension accordée à ceux-là seuls qui auraient prêté le serment schismatique. La grande majorité des prêtres de l'Oratoire le refusa noblement ; il y eut cependant plus d'une faiblesse, plus d'une lâcheté. A Nevers, nous avons eu la douleur de lire dans une pièce des archives départementales :

« Liberté, égalité, fraternité, justice. — Etat des prêtres qui ont prêté le serment prescrit par les lois, le 22 nivôse an IV : Jean Michel, ci-devant Oratorien. »

Le P. Lebacq disparaît alors. Alla-t-il chercher la paix hors de France ? trouva-t-il un abri dans quelque famille fidèle ? Nous ne le savons. On plaignit son malheureux compagnon dont l'âge (75 ans) et les infirmités causèrent la triste chute. Son acte de déplorable faiblesse ne devait pas le rendre plus heureux.

Il avait dépensé sa vie au service des âmes, il ne put s'éloigner d'elles alors même que son ministère n'était plus admis par les vrais catholiques. Trop âgé et trop infirme pour se présenter aux suffrages populaires, qui l'auraient fait curé ou vicaire constitutionnel, il s'attacha au citoyen Gallois, curé de Saint-Etienne, qui n'avait qu'un seul vicaire pour neuf mille âmes. C'est lui-même qui nous donne ces détails dans une requête adressée le 29 août 1793 au citoyen Fouché, représentant du peuple à Nevers. Il lui fait d'abord remarquer qu'ayant passé trente-six ans dans la congrégation, sa pension doit être de 1,080 livres au lieu de 1,000 qu'il reçoit. Il sollicite ensuite un supplément pour

son ministère à Saint-Etienne ; il se contenterait de 1,200 livres.

Fouché qui, malgré la croyance commune, n'a pas déshonoré le sacerdoce, puisque jamais il n'a été prêtre ni engagé dans les ordres (1), dut être heureux de voir un Oratorien schismatique s'adresser à lui. Il se montra généreux ; il reconnut le droit du citoyen Michel à une pension de 1,080 livres, et il lui fit allouer en outre la somme de 300 livres pour les services rendus (2).

La pension ainsi augmentée ne fut pas payée longtemps, si même elle le fut jamais. A l'âge de soixante-dix-sept ans, le malheureux prêtre est obligé de s'adresser aux administrateurs de l'hospice national. Il leur offre sa pension, toujours de 1,000 livres, et tous ses effets mobiliers, à son décès, à condition d'être admis à l'hospice et d'y être « nourri, chauffé, éclairé, blanchi, traité et médicamenté en cas de maladie. » La réponse favorable est du 7 floréal an III (26 avril 1793) (3).

Attristant spectacle que cette fin déplorable d'un prêtre, fils du cardinal de Bérulle et du Père de Condren. Que ne suivait-il ses frères dans les privations et jusqu'au martyre ! Ces saints prêtres, dignes des premiers Pères de la congrégation, envoyèrent au noble Pie VI une admirable lettre, véritable testament de l'Oratoire. En voici le début :

« Très-Saint-Père, au milieu de la tempête de persécution et de violence qui enveloppe en ce moment tous les ordres de l'Eglise de France, à la veille même de la dispersion de l'Oratoire, les supérieurs légitimes de notre congrégation, les membres des maisons de Paris, prêtres et scolastiques, agissant au nom de la partie la plus saine et la plus nombreuse de la compagnie, veulent, avant la dispersion et la déportation dont on les menace dans les différentes parties du

(1) *Mémoires de Fouché.*

(2) Arch. dép. de la Nièvre.

(3) Communiqué par le chanoine Boutillier.

monde, s'aller jeter ensemble aux pieds de Votre Sainteté, et levant les yeux vers le centre de l'unité catholique, comme vers le port assuré du salut, ils désirent renvoyer leur dernier souffle de vie au principe de qui l'Oratoire l'avait reçu (1). »

Cette lettre est du 10 mai 1792. Qu'était devenue cependant la maison de Nevers ?

La chapelle, bénite par M^{re} Vallot, qui avait abrité les premiers séminaristes du diocèse, où avait retenti tant de fois la parole de Dieu, était convertie en club, et on y entendait les discours incendiaires et impies des révolutionnaires de Nevers. La maison fut vendue ; on avait commencé par mettre les meubles à l'encan. Le directoire, peu soucieux des misérables instruments qu'il employait, faillit oublier le salaire du malheureux chargé de la vente. C'est sur sa réclamation que nous terminerons ce modeste travail.

« Aux citoyens administrateurs du district de Nevers, vous expose Claude Hainault qu'il a employé deux journées lors de la vente des effets mobiliers de la ci-devant maison des Oratoriens de cette ville, à raison de 40 sous chacune, prix dont il était convenu avec le commissaire du district. Que de plus il a fourni trois chandelles pour faire visiter les caves. C'est pourquoi il vous prie vouloir bien ordonner qu'il soit payé de la somme de 4 livres 10 sous qui lui est due et vous ferez justice. » Sur l'avis favorable du commissaire, le directoire est d'avis que la somme de 4 livres 10 sous soit payée au pétitionnaire sur les fonds provenant de la vente des ci-devants Oratoriens. — 8 février 1793, l'an II de la République (2).

L'Oratoire de Nevers n'existait plus ; il avait fait le bien pendant près de deux cents ans (1618-1792).

(1) D'après M^{re} Perraud et le P. Ingold, ouvrages cités.

(2) Arch. de Nevers.

L'ancienne maison de l'Oratoire est aujourd'hui occupée par les RR. PP. Maristes. C'est une vraie consolation pour nous de voir la chapelle bénite par M^r Vallot, actuellement propriété de la mense épiscopale, desservie par ces saints religieux, qui travaillent avec un dévouement sans bornes et un succès toujours croissant au bien de l'Eglise par leurs séminaires, leurs collèges, leurs missions en France et au milieu des populations encore sauvages des Nouvelles-Hébrides et de Fidji.

L'Oratoire aussi est revenu dans le Nivernais. Au dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième il formait des prêtres dans le grand séminaire; il en forme aujourd'hui encore sur le coteau ravissant où s'élève le petit séminaire de Pignelin, ainsi que le témoigne le remarquable discours prononcé à la distribution solennelle des prix de 1891 par le R. P. Roux, de l'Oratoire, son supérieur.

J. SVELON,

Prêtre de l'Oratoire.

LISTES TRIENNALES.

« De trois ans en trois ans, sur l'indication du général, l'assemblée réunissait au lieu fixé les Oratoriens dont l'élection avait été obtenue par les suffrages de leurs confrères.

» L'assemblée représentait le corps de la congrégation, elle en avait l'autorité entière; le supérieur général même lui demeurait soumis. Enfin elle avait le pouvoir de faire les statuts et les réglemens qu'elle jugeait nécessaires. C'était un beau et touchant spectacle que ce concile où les hommes les plus considérables de l'Oratoire se retrouvaient sous la présidence de son chef. Ils venaient des provinces les plus diverses du pays, avec l'aurole des vertus, avec l'autorité de l'âge, avec la connaissance des âmes, le senti-

ment des besoins du moment et des progrès à accomplir. La prière traversait de son rafraîchissant repos les sessions où ils débattaient les intérêts de l'Institut. Quand, après avoir réfléchi, ils édictaient un règlement, on peut dire que la sagesse humaine, éclairée des lumières de Dieu, venait de parler (1). »

Nous mettons en appendice les noms de tous les Pères qui ont passé à Nevers de 1641 à 1788. Les listes étaient dressées tous les trois ans avant chaque assemblée.

Plusieurs maisons se réunissaient pour arriver à un total d'environ 36 électeurs, ayant droit à nommer trois députés. Nous indiquerons non pas toutes les maisons unies avec Nevers pour chaque élection, mais la plus importante, celle où se centralisaient les votes. On verra qu'on variait assez souvent.

1641 (2), Nevers vote avec Orléans. Les PP. Guillaume Allard, Jean Corbin, J.-B. Gon, Ezéchiel Goguet.

1644, avec Orléans. Les PP. Alexis Ponard, G. Allard, J. Corbin, Bredeau.

1648, avec Orléans. PP. A. Ponard, sup. (ce nom a été ajouté à la main); G. Allard, J. Corbin, Charles Leprévost, Michel Roumé.

1651, avec Orléans. PP. G. Allard, sup.; Jean Dorne, J. Corbin, Hilaire Loiseau, Martin Fauvel, Charles Le Prévost.

1654, avec Orléans. PP. G. Allard, sup.; J. Dorne, Jean Gaudin, Simon Vazerat.

1658, avec Orléans. PP. G. Allard, sup.; J. Dorne, Annet Pouillet, Louis de Feu, Denys Héron, Charles Allard.

(1) *Histoire de l'éducation dans l'ancien Oratoire de France*, par le P. Lallemand, p. 224.

(2) Les listes que nous possédons ne commencent qu'à 1641; la première assemblée avait eu lieu dix ans auparavant.

1661, Nevers vote avec Clermont. PP. André du Chemin, sup.; G. Allard, J. Dorne, L. de Feu, D. Héron.

1663, Nevers se joint de nouveau à Orléans. PP. J.-B. Servant, sup.; D. Héron, Zacharie de Saligni.

1666, avec Orléans. PP. Pierre Danez, sup.; H. Loyseau, P. Boieslesve, J.-B. Prouverre, J. Lorient.

1669, avec Orléans. PP. Pierre Danez, sup.; H. Loyseau, P. Boieslesve, J.-B. Prouverre, François Raymbauld, François Jaunai.

1672, avec Clermont. PP. Nicolas de Vienne, sup.; H. Loyseau, J. Prouverre, Antoine Alleaume, Jean Moisnel, Gilbert des Champs.

1675, avec Orléans. PP. N. de Vienne, sup.; H. Loyseau, G. Vigier, J. Prouverre, Michel Grinjon, Joseph Luzeau.

1678, avec Orléans. PP. J.-B. Prouverre, sup.; N. de Vienne, R. de Saint-Germain, Michel Grinjon, Nicolas-Joseph Poisson, Jacques Sirmond, Pierre Vidal.

1681, avec Clermont. PP. J.-B. Prouverre, N. de Vienne, M. Grinjon, N.-J. Poisson, R. Gandon.

1684, Nevers vote avec Orléans. PP. Jacques Philippe, N. de Vienne, J. Prouverre, J. Poisson, Nicolas Varembeaut.

1687, Nevers vote avec Dijon. PP. Jacques Philippe, N. de Vienne, J. Prouverre, J. Poisson, Gaspard de Venise, Gilbert Chazal.

1690, avec Orléans. PP. François Cuissard, sup.; J. Prouverre, J.-N. Poisson, Barthélemy La Ripe, François Le Forestier.

1693, avec Orléans. Les mêmes.

1696, avec Orléans. PP. N.-J. Poisson, sup., J.-B. Prouverre, F. Cuissard, Jean Galipaud, François Le Forestier, J.-B. Troilleux.

1699, avec Orléans. PP. F. Cuissard, J.-B. Prouverre, J. Galipaud, Joseph-Antoine Le Sueur de Saint-Maur, Louis de Carrières.

1702, avec Orléans. PP. Pierre Champion, J.-B. Prouverre, J. Galipaud, Pierre Chazeray, Louis de Carrières.

1705, avec Orléans. PP. Pierre Champion, J.-B. Prouverre, Charles Devaux, J. Galipaud, J.-B. de Longchamps, Romain Guy.

1708, avec Orléans. PP. Louis Barnier, J.-B. Prouverre, René Ménage, Romain Guy, J.-B. Fourré, Gaspard Massillon.

1711, avec Orléans. PP. Pierre Corrigoût, René Ménage, Claude Laborier, G. Massillon, J.-B. Fourré.

1714, avec Orléans. PP. P. Corrigoût, Jean Gilly.

1717, avec Orléans. PP. J. Gilly, François du Chemin.

1720, avec Orléans. PP. Mathurin Courcelles, Nicolas Gautier, Antoine Dossolin.

1723, avec Orléans. PP. Joseph-Guillaume Séru, Joseph Gaffarel, Antoine Collart, Paul Michault.

1726, avec Orléans. PP. J.-G. Séru, Antoine Collart, Antoine de Polleins, Paul Michault.

1729, avec Orléans. PP. J.-G. Séru, A. Collart, René-Julien-Benjamin de Gennes, Denis Corber.

1732, avec Orléans. PP. J.-G. Séru, A. Collart, Jean Terrasson, Charles-Adrien Le Forestier.

1733, avec Clermont. PP. J.-G. Séru, A. Collart, Jean David, Etienne des Gerbiers, C.-A. Le Forestier.

1736, avec Clermont. PP. Louis Perreney de Grosbois, Antoine Collart, J. David, C.-A. Le Forestier, René Le Comte, Jacques Brochant.

1739, avec Clermont. PP. Jean Terrasson, A. Collart, J. David, Etienne de Passy, C.-A. Le Forestier.

1742, avec Clermont. PP. A. Collart, J. David, Gilbert Grimaud, Louis Batterel, Etienne de Passy, C.-A. Le Forestier.

1745, avec Clermont. PP. A. Collart, J. David, C.-A. Le Forestier.

1746, avec Clermont. Les mêmes sans changement.

1749, avec Nantes. PP. A. Collart, C.-A. Le Forestier, Blaise Labat.

1752, avec Orléans. PP. A. Collart, Nicolas Grozelier, C.-A. Le Forestier.

1755, avec Saint-Magloire. PP. A. Collart, Louis Froger.

1758, avec Dijon. PP. Anne-Pierre de La Haute-Maison, Charles-Jean-Baptiste Theuvrey.

1761, avec Clermont. PP. A.-P. de La Haute-Maison, René-Jean Foucher.

1764, avec Clermont. PP. A.-P. de La Haute-Maison, Louis-Alexandre de La Roche.

1767, avec Clermont. PP. A.-P. de La Haute-Maison, Maurice Bailly.

1770, avec Clermont. PP. R.-J. Foucher, François Martin.

1773, avec Clermont. PP. Pierre-Armand de La Mer, F. Martin.

1776, avec Clermont. PP. Pierre Rondeau, François Martin, Laurent Raulin.

1779, avec Notre-Dame-des-Ardilliers de Saumur. PP. L. Raulin, F. Martin.

1782, avec Rouen. Les mêmes sans changement.

1785, avec Rouen. PP. L. Raulin, François-Philippe Dovalle.

1788, avec Rouen. PP. Jacques-Simon Lebacq, Jean Michel.

BERRY-SOUS-MONTFAUCON

DÉPENDANCE DU PRIEURÉ DE LA CHARITÉ.

Le comte de Nevers, le prieuré de La Charité et même l'évêque de Nevers ont joui de nombreuses possessions sur la rive gauche de la Loire, sans avoir égard à cette limite naturelle qui servit plus tard de séparation entre le Berry et le Nivernais. Les origines de ces possessions sont loin d'être élucidées ; leur histoire est restée très-obscur, parce qu'elles reposent sur une série de donations différentes de causes et de dates.

L'étude très-consciencieuse de M. Max de Laugardière (1) nous a permis de recueillir sur Berry et Montfaucon quelques notes utiles à ajouter à l'histoire du Nivernais.

L'église de Berry et la chapelle de Montfaucon furent données au prieuré de La Charité avant 1107 ; la date de la donation est inconnue, mais les deux noms figurent dans la confirmation de Pascal II datée de Déols, 16 mars 1107. Des terrains importants et des droits temporels s'ajoutèrent peu à peu à la propriété primitive.

Il y a lieu d'attribuer l'origine de cette donation à Eudes Arpin, vicomte de Bourges, puis prieur de La Charité (2).

(1) *Histoire du pays de Villequiers en Berry*, par Max de Laugardière, ancien magistrat, in-8° de 433 pages. Paris, Alph. Picard, 1892.

(2) La donation du prieuré de Berry à La Charité fit concéder plusieurs patronages d'églises de l'archiprêtré de Montfaucon à divers moines du couvent. L'infirmier de La Charité avait le droit de présentation à l'archevêque de Bourges pour les cures de Montfaucon, Berry, Précy, Ourouer, Sevry, Osmery. Le chambrier de La Charité, pour Nérondes. Le prieur, pour Lugny, Villabon, Menetou-Couture. Le 9 mars 1495, un différend eut lieu entre l'abbé de Saint-Satur, l'abbé de Loroy, le prieur de La Charité et le seigneur de Marsilly au sujet

Bernot de Charant rapporte que c'était une tradition dans le monastère de considérer le célèbre prieur comme appartenant à la maison des seigneurs de Montfaucon. Plusieurs d'entre eux sont témoins dans les actes du prieuré au commencement du douzième siècle et entretiennent de fréquents rapports avec les moines.

Aucune charte ne signalant l'origine de l'affectation des revenus de Berry à la charge d'infirmier du monastère, on en vint à admettre qu'Eudes Arpin, seigneur dudit lieu, reçut les fonctions d'infirmier à son entrée dans la vie monastique et fit donation perpétuelle de sa seigneurie à ses successeurs lorsqu'il fut élevé à la dignité de prieur en 1107 (1).

Le pape Luce II mentionne également les églises de Berry et Montfaucon dans sa bulle de confirmation du 11 avril 1144, pour en assurer définitivement la possession paisible au prieuré de La Charité.

L'infirmier, comme son nom l'indique, était chargé du soin des malades ; il occupait le cinquième rang des dignitaires du couvent (2). Il porte le titre de prieur de Berry-sous-Montfaucon dans une charte de 1413, où il s'engage à remettre annuellement dix livres sur ces revenus (3).

Plusieurs noms d'infirmiers de La Charité paraissent dans de la dîme de Lugny-Champagne, qui fut reconnue comme appartenant aux religieux.

(1) Tandis que Berry devenait fief monastique du prieuré de La Charité, la localité voisine, Montfaucon, relevait à son tour du comte de Nevers, probablement pour le château lui-même, car les seigneurs comptaient aussi parmi les vassaux de Berry, de Bourbon, de Champagne et de l'archevêque de Bourges. Renaud de Montfaucon rendit hommage à Hervé, comte de Nevers, au treizième siècle, et François-César Le Tellier, héritier du même fief, devenu la baronnie de Villequiers, s'acquitte encore en 1766 du devoir de foi et hommage envers François Mancini, duc de Nivernois, dans les conditions et avec tous les termes rappelant les anciens droits féodaux. (Minutes aux archives du Cher, E. 845. — *Hist. du pays de Villequiers*, p. 279.)

(2) *Cartulaire*, pièce XXXVIII.

(3) *Ibid.*, p. 329.

les actes du pays de Montfaucon et augmentent les listes de moines du couvent. A la fin du quinzième siècle, Jehan de Bar est infirmier et prieur de Berry ; en 1514 il est remplacé par son parent Etienne de Bar. Ces deux moines étaient évidemment de la famille de Bar, qui possédait au quinzième siècle les fiefs de Baugy et d'Etrechy ; les religieux et les chevaliers occupent réciproquement, selon les conditions différentes de leur vie, les biens d'origine civile ou ecclésiastique qui leur étaient attribués.

Dom Etienne de Bar réclame devant le Parlement de Paris, le 8 juin 1514, à Jean de Gamaches et Marguerite de Blet, son droit de dîme sur le blé, les lainages et les charnages d'Osmery.

En 1527 Guy Motin, infirmier et prieur de Berry, fait dresser son terrier sur la paroisse d'Azy.

Le 1^{er} avril 1564 dom Philippe Pennet fait échange avec Jacques Gassot de la dîme du prieuré à Osmery contre une autre d'égale valeur située à Saint-Igny paroisse de Gron, beaucoup plus rapprochée.

Dom François Dupin et dom Robert Lemareshal, infirmiers de La Charité, font dresser en 1607 et 1610 le terrier du prieuré de Berry.

Dom Robert, né le 9 décembre 1591, était fils de François Lemareshal, trésorier général et maire de Bourges, et de Claude Chaumeau, fille de l'historien du Berry.

A la même époque, de 1601 à 1622, Jacques Guesdin est indiqué comme fermier du prieuré de Berry, et en cette qualité receveur des cens et rentes dus à cette occasion.

Dom Beraut et Nicolas Grandeau lui succédèrent. Dom Pierre Cabanel devint prieur de Berry, en 1632. Il avait assisté le grand-prieur dom Mauvielle pendant la peste qui décima la ville de La Charité et où il trouva la mort le 4 novembre 1628.

Dom Ancelin Duparet est pourvu du titre d'infirmier de La Charité par lettres de l'official d'Auxerre du 7 mai 1640 notifiant la provision donnée à cet effet par Urbain VIII.

Les revenus s'élevaient seulement à la somme annuelle de vingt-quatre ducats.

Après dom Guillaume Robinot et Hugues Batailler, le prieuré de Berry fut disputé à dom Thomas Maresse, pourvu de l'office d'infirmier de La Charité par le prieur conventuel et le sous-prieur. Un procès-verbal dressé par le notaire Brumentin, le 7 octobre 1649, leva enfin les difficultés et assura à l'infirmier la paisible possession de son prieuré. Jacques Parent est infirmier jusqu'en 1658, où il est remplacé par Timothée Bourgeois, qui réunit à son office de prieur claustral de La Charité les revenus de l'infirmerie, du consentement du prieur commendataire Payen des Landes.

Dom de Loynes et dom Coulombier sont prieurs de Berry en 1668 et 1679 ; ils présentent des candidats à la cure de Notre-Dame de Berry. Les habitants de Villequiers, devenus plus nombreux, désiraient voir ériger leur chapelle en paroisse ; il y eut à ce sujet des requêtes que dom de Loynes, comme religieux de Cluny, fit porter devant le grand conseil du roi. Une transaction passée entre les parties réserva la cure à Berry, avec un vicaire appointé de 240 livres annuelles par dom de Loynes et chargé spécialement de desservir Villequiers pour les offices, les sacrements et l'instruction de la jeunesse.

A partir du dix-huitième siècle les infirmiers de La Charité cessent d'habiter leur prieuré de Berry et conservent le titre de curé ; ils chargent un seul vicaire du service religieux et un fermier de la perception des revenus. Ce sont Henri de Loynes, parent du précédent ; Denis Auroux en 1712, dom de La Vigne.

En 1738, l'église de Berry, depuis longtemps en très-mauvais état, est interdite par M^{sr} de Larochefoucauld dans une visite pastorale, et tous les offices paroissiaux sont célébrés à Villequiers. Les habitants réclament alors au prieuré les 240 livres annuelles qui étaient dues au vicaire de Villequiers par la transaction de 1689 et qui ne se payaient plus.

Le 11 novembre 1756, le chapitre de La Charité assemblé autorise la réunion de l'église de Berry à celle de Villequiers sans que cette réunion puisse en rien préjudicier à ses intérêts. Il en résultait la disparition totale du droit curial, qui passa à l'archevêque et aux habitants de Villequiers.

Une enquête de *commodo et incommodo* fut provoquée à Villequiers par l'autorité épiscopale, et les avis furent unanimes pour demander la démolition de l'église de Berry et du presbytère et leur transfert à Villequiers. Dom Jacques Huguet, prieur titulaire de Berry, consent par procuration à ces conclusions, mais en conservant ses droits de présentation à la cure et une place d'honneur dans le grand banc de l'église. Il ne contribuera pas aux dépenses des constructions, mais il s'engage à payer 240 livres pour l'entretien du vicaire et 10 livres à la fabrique.

Le marquis de Courtanvaux, seigneur haut-justicier des lieux, consent à cet arrangement, à la condition de conserver dans la nouvelle église les mêmes droits honorifiques.

Le tout fut ratifié par un chapitre tenu solennellement le 25 avril 1764 à La Charité et par une ordonnance de l'archevêque de Bourges rendue le 23 septembre 1764. Dom Huguet jouit du prieuré de Berry jusqu'en 1774.

Le 16 juillet 1789 le prieur claustral et le chapitre de La Charité afferment à Jean Virault, pour 3,000 livres par an, les dépendances du prieuré de Berry avec jouissance du 1^{er} juin 1791 ; ce contrat ne dut pas être suivi d'exécution ; la terre de Villequiers et le prieuré de Berry, mis en vente par la nation, furent achetés, l'une par M. Raillard et l'autre par M. Chevrier.

Les deux seigneuries civile et ecclésiastique, après une existence régulière de près de huit siècles, disparaissaient dans le même effondrement.

RENÉ DE LESPINASSE.



—

U

BAILLIAGE ROYAL ET PRÉSIDIAL

DE SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER.

ÉTAT DE CETTE JURIDICTION EN 1789.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

On sait que la féodalité avait démembré à l'infini la propriété et la souveraineté. Si la royauté reprit avec le temps la souveraineté politique et militaire, les possesseurs de fiefs conservèrent jusqu'en 1789 les profits pécuniaires de leurs fiefs, à titre de droits réels, de telle sorte qu'avec le temps on peut dire que l'assujettissement des terres avait plutôt augmenté. Tous les droits féodaux appartenant aux seigneurs, comme souverains et comme propriétaires, et qui avaient perdu leur caractère politique, avaient été conservés comme droits pécuniaires : d'autre part, sous forme d'impositions royales, les charges qui pesaient sur la terre s'étaient accrues. (*Les Démembrements de la propriété foncière en France avant et après la Révolution*, par Emile Chénon.)

L'objet de cette note est une étude sur un des démembrements de la souveraineté : *les droits de justice*. Remarquons qu'on serait tenté de considérer aussi ces droits de justice comme des démembrements de la propriété ; en effet, ainsi que les banalités, les corvées, ils étaient exercés dans l'étendue d'un territoire et sur les habitants de ce territoire par cela seul qu'ils l'habitaient.

Mais avant de donner l'état des justices royale, ducale et seigneuriales du Nivernais, nous rechercherons :

Que fut le bailliage de Saint-Pierre dans l'origine. Quel était son état à la veille de la Révolution.

Quelle était géographiquement l'étendue du ressort de la juridiction royale en Nivernais exercée au bailliage royal et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier. Sur quelle surface de territoire les coutumes du Nivernais étaient suivies.

Quelles furent les conséquences singulières nées du contact ou de la coexistence dans une même province du bailliage royal de Saint-Pierre avec le bailliage du *duché-pairie de Nivernais*.

Comme l'établissement d'une justice royale à Saint-Pierre se lie entièrement à la constitution *du domaine royal*, rappelons d'abord :

Que, par domaine royal, on désignait l'ensemble des terres du royaume dans lesquelles le roi avait non-seulement *un droit de souveraineté*, mais encore un droit de *propriété ou de seigneurie*.

De ses terres propres le roi était *propriétaire*, en ce sens que les habitants, nobles, bourgeois, vilains, hôtes, serfs, étaient soumis à son autorité directe.

Des terres sur lesquelles il avait une *suzeraineté immédiate* il n'avait d'autre droit que celui d'exiger des vassaux à qui ces fiefs appartenaient l'exécution de leurs devoirs féodaux. Il n'était pas propriétaire de celles-ci, mais seulement *suzerain immédiat* : on disait que les fiefs qui les composaient relevaient directement de sa personne, par opposition aux domaines féodaux, possession des grands feudataires ou de petits seigneurs qui n'étaient pas les vassaux directs du roi.

Comme, en dehors de sa qualité de propriétaire de certaines terres et de sa qualité de seigneur féodal immédiat de certaines autres terres, le roi exerçait sur tout son royaume *ses droits royaux*, nous aurons à considérer, suivant les cas, le

bailliage royal et siège présidial de Saint-Pierre comme représentant le roi, soit comme propriétaire, soit comme suzerain immédiat, soit comme roi, dans l'administration de la justice que les juristes déclaraient d'une façon générale *émaner de lui*.

D'après le compte général des revenus du roi en 1202, conservé par Brussel, le domaine du roi se composait, entre autres possessions, du Nivernais.

Or, le roi avait bien à Saint-Pierre, en Nivernais, sa tour carrée, comme un signe matériel de sa qualité de propriétaire et de suzerain immédiat; mais en présence du peu d'étendue de son domaine en Nivernais, c'est le cas de ne pas oublier que souvent les domaines du roi n'étaient pas continus; qu'ils étaient formés de seigneuries ou de possessions distinctes, séparées par d'autres terres dont le roi n'était *ni le propriétaire ni le seigneur immédiat*. Le roi n'y possédait pas le territoire entier, mais seulement des terres plus ou moins nombreuses.

Le domaine royal s'est créé ou agrandi au moyen d'acquisitions à prix d'argent, au moyen de certaines concessions, mais souvent aussi au moyen de *traités de pariage* conclus quelquefois avec des seigneurs laïques, plus ordinairement avec les seigneurs ecclésiastiques. Par ces traités le roi obtenait de partager le pouvoir et les revenus des seigneuries qu'il ne pouvait incorporer, mais dont il devenait co-seigneur et préparait ainsi la réunion totale de certains territoires au domaine.

On a constaté que ces traités devinrent fréquents à partir de Philippe le Bel.

C'est par un traité semblable que fut établi à Saint-Pierre le domaine du roi.

ORIGINE DU BAILLIAGE DE SAINT-PIERRE ET DU PRÉSIDIAL.

En l'année 1165, l'abbé de Saint-Martin d'Autun, de qui dépendait le prieuré de Saint-Pierre-le-Moûtier, avait associé

le roi Louis le Jeune à sa justice par un traité de pariage. La justice fut rendue depuis lors au nom du prieur et au nom du roi par deux représentants différents des seigneurs associés.

Telle fut l'origine de la prévôté royale établie à Saint-Pierre-le-Moûtier. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point. Il en est différemment en ce qui concerne la fixation de l'époque de l'établissement du bailliage royal de cette ville.

D'après Guy-Coquille, le roi Philippe-Auguste aurait créé quatre grands bailliages royaux qu'il aurait établis à Vermandois-Saint-Quentin, Sens, Mâcon et Saint-Pierre. C'est aussi l'opinion de Ducange, de La Mare, le président Hénault, et cette opinion a été reproduite par les écrivains nivernais, l'auteur de l'*Almanach de la ville de Saint-Pierre-le-Moûtier* pour l'année 1776, Née de La Rochelle (1), Gillet (2), Duclos (3) et Amédée Jullien (4). Selon ces derniers auteurs, le bailliage établi à Saint-Pierre en 1222 fut transféré à Bourges en 1274 et définitivement remplacé à son premier siège en 1374, peu de temps après que le Berry fut sorti du domaine royal, par suite de l'apanage constitué par le roi Jean au profit du duc Jean, son fils.

D'un autre côté, Brussel déclare qu'en ce qui concerne Saint-Pierre-le-Moûtier, on n'y connaissait pas encore le bailliage royal à la fin du treizième siècle (5), et Parmentier, en parlant du même ressort, dit : « Je crois qu'il n'existait pas encore en 1316 (6) ».

Suivant La Thaumassière « le premier siège du Berry a été Bourges et non Saint-Pierre-le-Moûtier (7) ».

(1) *Mémoires sur le Nivernais*, t. II, p. 267.

(2) *Annuaire* pour l'an IX, p. 108.

(3) *Annuaire de la Nièvre* pour 1845, p. 123.

(4) *Le Nivernais à travers le passé*, p. 89.

(5) *Traité des fiefs*, t. I, p. 517.

(6) *Archives de Nevers*, t. II, p. 299.

(7) Page 45.

De plus, Bertin de Blagny, dans une dissertation insérée dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions* (1), démontra en 1749 que jamais Philippe-Auguste n'avait créé les quatre grands baillages dont parle Guy-Coquille.

Il nous semble difficile de faire remonter la création du siège de Saint-Pierre avant la seconde moitié du quatorzième siècle. Les registres du Parlement ou aucuns actes officiels n'y font allusion avant cette époque, tandis que les *Olim* font mention d'un bailli à Bourges dès 1254. On lit dans ce recueil, à la date de 1265, c'est-à-dire avant le prétendu transport à Bourges, la déclaration suivante : « *Inhibitum est balivo Matisconensi ne justitiet in comitatu Nivernensi quia idem comitatus consuevit justiciari et esse de ressorto balivorum Bituricensis et Senosensis.* »

En 1271, les limites des bailliages de Bourges et de Mâcon sont ainsi fixées : « *Concordatum fuit et preceptum per curiam quod a parte Burgondie justitiet balivus Bituricensis usque ad flumen quod vocatur Arroux, et curri suptus villam Eduensem et descendit in Ligerim. Balivus vero Matisconensis justitiet ultra fluvium prædictum quod vocatur Arroux et non citra; a parte quidem Alvernie justitiet balivus Bituricensis ea quæ sunt in episcopatu Alvernie et citra et balivus Matisconensis comitatum Foriensem justitiet et non citra.* »

Il résulte de ces textes que, dans le treizième siècle, le comté de Nevers avait sa partie nord du ressort de Sens et le surplus de celui de Bourges, et que ce dernier étendait sa juridiction jusqu'à l'Arroux. On ne peut donc pas admettre qu'il y eut alors de bailliage à Saint-Pierre. On voit dans les *Olim* qu'en 1270 le bailli de Bourges ordonne au prévôt et au prieur de Saint-Pierre-le-Moûtier de procéder à une enquête à Sancoins. « *Per prepositum et priorem de Sancti Petri Monasterio super hoc veritatem inquiri mandavit.* »

Son ressort s'étendait donc sur ces deux localités.

(1) T. XXIV, pages 547 et 1.

En 1358, Saint-Pierre dépendait encore du bailliage de Bourges, ainsi qu'il résulte d'une ordonnance du régent, rendue pendant la captivité du roi Jean, son père, d'après laquelle les terres du duc Louis de Bourbon qui ressortissaient à ce bailliage royal « soit à Dun, soit à Centquoin ou à Saint-Pierre-le-Moustier ou ailleurs (1), » devaient désormais ressortir à Dun-le-Roi. Le *Cartulaire de La Charité* contient une lettre de Jean II au bailli de Saint-Pierre, à la date du 6 mars 1362. « *Baliyo de Sancti Petri Monasterio* (2). »

Ce bailliage fut donc créé entre le mois d'août 1358 et le mois de mars 1362, c'est-à-dire à la fin du règne du roi Jean, à l'époque où fut constitué l'apanage du duc de Berry ; mais ce n'était pas là *un retour du bailliage à Saint-Pierre* ; il était fixé ainsi à Saint-Pierre pour la première fois.

Le premier bailli fut probablement Pierre du Pertuis, mort vers 1367. Le jeudi 21 mars 1370 Pierre de Gand prêta serment en cette qualité devant le Parlement de Paris (3).

Le présidial fut établi à Saint-Pierre par l'édit de création des présidiaux en 1551 et installé en 1556, ainsi qu'il résulte des registres de l'état civil de cette ville.

TENTATIVES FAITES POUR CHANGER LE SIÈGE DU BAILLIAGE ROYAL. — COMPOSITION DE CE BAILLIAGE.

Vers la fin de la guerre de Cent-Ans, le bailliage fut transféré à Nevers. Le comte donna l'autorisation nécessaire à cet effet, le 10 janvier 1426 (4). Il y resta quelque temps après que Jeanne d'Arc eut fait rentrer Saint-Pierre sous

⁽¹⁾ Secousse, *Ordonnances des rois de France*, t. III, p. 327.

⁽²⁾ De Lespinasse, *Cartulaire de La Charité*, p. 303.

⁽³⁾ Félix Aubert, *Le Parlement de Paris*, t. II, p. 58.

⁽⁴⁾ Marolles, *Titres de Nevers*, col. 88.

l'obéissance du roi de France, puisqu'il y tenait encore ses séances en 1430 (1).

Après cette guerre de Cent-Ans, les officiers du bailliage semblent avoir eu beaucoup de peine à retourner à Saint-Pierre. En effet, d'après l'abbé de Marolles, Jean Salva, lieutenant-général, se fit autoriser par le comte de Nevers, le 17 mars 1479, à exercer juridiction en la ville de Nevers et y tenir siège (2). Un arrêt du 3 février 1502 condamna le procureur général « à résider audit lieu de Saint-Pierre et non plus à Nevers, où il demeure ordinairement (3) ». Un autre arrêt du 6 mai 1559 ordonna à Pierre Favardin, lieutenant criminel, d'exercer la justice (4) à Saint-Pierre, non à Nevers (5). »

Diverses tentatives furent faites alors pour obtenir le changement du siège. En 1586 et en 1617, les membres du bailliage essayèrent de se fixer à La Charité-sur-Loire. En 1650, les habitants de cette dernière ville, par une délibération du 7 août, s'obligèrent à verser une somme de 6,000 livres pour les frais que devait occasionner le transfert dans leurs murs ; des lettres-patentes du mois d'octobre autorisèrent la tenue des séances à La Charité ; mais, sur l'opposition formée par le duc, l'évêque et les habitants de Nevers, ainsi que par quelques autres villes du ressort, un arrêt du conseil du 24 novembre 1651 ordonna le retour à Saint-Pierre et fit défense aux officiers de renouveler une pareille démarche sous peine de 2,000 livres d'amende (6). D'après Bernot de Charant, ils offrirent vainement au prieur de La Charité une somme de 30,000 livres pour avoir son appui en 1664.

(1) Parmentier, *Archives de Nevers*, t. II, p. 311.

(2) Marolles, col. 89.

(3) *Idem*, col. 43.

(4) *Idem*, col. 91.

(5) *Idem*, col. 91-539-540.

(6) Bernot de Charant, *Histoire du prieuré de La Charité*, p. 95, 96, 97. — Registre des délibérations des échevins de La Charité.

En 1696, les membres du bailliage de Saint-Pierre tentèrent de venir à Nevers et surent même mettre le duc dans leurs intérêts ; mais l'opposition du bailliage ducal de cette ville les fit encore échouer dans l'exécution de leur projet (1).

C'est ainsi que le bailliage royal et le présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier restèrent dans cette ville jusqu'en 1789 ; mais jusqu'à cette date presque tous les magistrats de Saint-Pierre passaient en fait, à Nevers, la plus grande partie de l'année.

Les prévôts du roi et du prieur exercèrent d'abord leurs fonctions en commun et percevaient par moitié les droits de justice, ainsi qu'il résulte de plusieurs passages des *Olim* et particulièrement d'une sentence de 1267, portant que, quoiqu'il eût interdit les duels, saint Louis percevait la moitié des droits sur les duels ordonnés judiciairement à Saint-Pierre, et que les gens du roi protégeaient le prieur lorsqu'il les présidaient. « Depuis, dit Guy-Coquille (2), le roi et le prieur firent partage : la ville et les faubourgs demeurèrent au roi, les villages de la prévôté au prieur, retenu au prieur le droit de justice en l'enclos de son prieuré et d'exercer le cas de haute justice es prochains lieux de la porte de son prieuré. Et encore, de présent, les amendes ordinaires de la prévôté de Saint-Pierre-le-Moustier se partissent entre le roi et le prieur. »

Se maintint jusqu'à la Révolution le petit bailliage du prieuré, composé d'un bailli, un procureur fiscal, un greffier et un huissier.

Les mêmes officiers exerçaient leurs fonctions en même temps au bailliage et au présidial. L'*Almanach de la ville de Saint-Pierre-le-Moûtier* pour l'année 1771 énumère soixante-trois charges dont devait se composer ce bailliage, savoir : deux présidents, un lieutenant-général, un lieutenant

(1) De Saintemarie, *Mémoires sur Nevers*, pages 47, 48, 49.

(2) *Œuvres*, édition de 1703, t. II, p. 129.

criminel, un lieutenant particulier, un assesseur, un chevalier d'honneur, quinze conseillers, deux conseillers d'honneur, un conseiller-clerc, un procureur du roi, deux avocats du roi, un substitut, vingt procureurs, dix notaires, deux huissiers audienciers, un commissaire aux saisies réelles et un receveur aux consignations. Mais jamais toutes ces charges ne furent pourvues de titulaires en même temps ; il y avait toujours un nombre assez considérable de vacances. Comme, pour que les jugements présidiaux fussent valables, il fallait que ces jugements fussent rendus par sept membres, on était presque toujours obligé d'appeler des avocats à siéger, le nombre des conseillers présents étant rarement suffisant.

Le commissaire aux saisies réelles et le receveur aux consignations habitaient non pas Saint-Pierre, mais Nevers. Plusieurs chanoines du chapitre de Saint-Cyr de Nevers furent pourvus de l'office de conseiller-clerc et continuèrent à avoir leur résidence à Nevers.

Il y avait, en outre, au bailliage un conseiller-né : le prieur des Bénédictins de la ville de Saint-Pierre, successeur du seigneur ecclésiastique, qui avait associé le roi à sa justice. Par lettres-patentes en forme d'édit du mois de mars 1632, le roi Louis XIII avait créé et établi dom François Rapine, prieur de Saint-Pierre, et ses successeurs audit prieuré « premiers conseillers au bailliage et siège présidial dudit lieu de Saint-Pierre-le-Moustier, pour avoir rang, séance et main droite immédiatement après celui qui présidera et voix délibérative tant en audience que chambre du conseil, avec attribution des mêmes honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés et immunités dont jouissent les autres conseillers audit siège, fors les gages et autres émoluments qui leur sont attribués. » Toutes ces prérogatives furent confirmées par lettres-patentes du 11 août 1659.

RESSORT DU BAILLIAGE ROYAL DU NIVERNAIS ET SIÈGE
PRÉSIDENTIAL DE SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER.

Telle est l'histoire succincte du bailliage royal et siège présidentiel de Saint-Pierre.

Nous allons essayer de déterminer les limites du ressort de cette juridiction tant comme bailliage que comme présidentiel. Ainsi qu'on peut s'en convaincre par l'examen des justices relevant de Saint-Pierre que nous énumérons plus loin, il entrerait, *pour ainsi dire*, dans le duché ou, pour employer une expression peut-être plus exacte, il comprendrait éparses sur le territoire de la province certaines justices que nous énumérerons.

Pour expliquer ce qui nous semble aujourd'hui si bizarre, cette complication dans l'organisation judiciaire du pays, rappelons, d'une façon générale, l'histoire de l'ancienne organisation judiciaire en France.

Dans l'origine, les justices seigneuriales eurent une position souveraine : elles descendirent peu à peu de cette position souveraine jusqu'au degré le moins élevé de l'échelle judiciaire. Cette décadence fut l'œuvre des rois. Elle se produisit d'abord au moyen du recours au roi, suzerain de tous les grands barons de son royaume, puis successivement par l'établissement des prévôtés et des bailliages royaux, par la création des cas royaux, enfin par l'établissement des présidiaux.

La création *des cas royaux*, par opposition à ceux qui étaient réservés aux seigneurs, et qui prirent le nom *de cas seigneuriaux*, fut un admirable instrument entre les mains du roi pour étendre son pouvoir de souverain juge.

On peut se rendre compte de cet envahissement par la définition que donna des cas royaux Louis X dans la réponse qu'il fit aux barons de Champagne qui le priaient de les préciser : « C'est à savoir que la royale Majesté est étendue es cas qui, de droit ou ancienne coutume, peuvent

et doivent appartenir à souverain prince et à nul autre. » A l'aide d'une semblable définition, les cas royaux pouvaient embrasser la juridiction tout entière.

L'établissement des présidiaux acheva l'organisation de la justice royale ; on sait que les sentences des prévôts, comme celles des baillis ou des sénéchaux, n'étaient jamais rendues qu'en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel ; de là une multitude de recours qui venaient surcharger les parlements, cours souveraines. Henri II en 1551 créa, pour obvier à cet inconvénient, des tribunaux intermédiaires dits présidiaux, destinés à juger sans appel les recours élevés devant lui contre les sentences rendues par les prévôts et les baillis dans les affaires dont l'intérêt ne dépassait pas une certaine somme.

C'est ainsi que le bailliage de Saint-Pierre devint en même temps siège présidial.

Mais cet accroissement de pouvoir ne devait pas assurer au siège de Saint-Pierre la prépondérance judiciaire qu'on pourrait imaginer. A côté de lui, en effet, jusqu'en 1789, s'était conservée intacte une institution alors unique en France : le duché-pairie de Nivernais, avec grand bailliage ducal à Nevers, étendant sa juridiction sur la plupart des petites justices de la province, et en conflit perpétuel de compétence avec le bailliage de Saint-Pierre.

- La persistance de ce pouvoir ducal, contre lequel s'élevaient les juristes désireux de ne plus voir ainsi limité dans le Nivernais le pouvoir royal, fut telle que lors de la convocation des Etats-Généraux, la province du Nivernais fut divisée en deux corps, convoqués l'un par le roi, l'autre par le duc de Nevers. « Cas bizarre, qui donna lieu à une polémique violente de la part des gens du roi de Saint-Pierre. » (Voir le travail de M. Labot sur la convocation des électeurs aux Etats-Généraux en 1789 et le pamphlet intitulé *Patatras*, de Guyot Sainte-Hélène.)

Ainsi, jusqu'en 1789, le duc était, par son bailliage à

Nevers, dans une situation analogue au roi par son bailliage à Saint-Pierre, sauf en ce qui concerne les cas royaux.

Les sentences rendues par les juges des justices relevant du duché et les sentences des juges des châtellenies étaient définitivement soumises par appel au bailliage ducal de Nevers, de même que les sentences des juges des justices dans la mouvance du roi étaient soumises par appel au bailliage royal de Saint-Pierre, sauf recours au Parlement, suivant les cas fixés par l'édit des présidiaux.

Pour savoir devant quel bailliage devaient ainsi être portées les affaires intéressant les justiciables du Nivernais, il ne peut donc être question de délimitations géographiques proprement dites, mais de reconnaître simplement de qui relève, du roi ou du duc, de Nevers ou de Saint-Pierre, telle justice, basse, moyenne ou haute.

Remarquons qu'un côté piquant du conflit qui, lors des élections de 1789, tourna au profit du duc, est celui-ci : alors que tout avait abouti en France à la suppression des derniers vestiges des institutions féodales, le pouvoir royal de Saint-Pierre avait perdu sans cesse de son prestige.

Dans toutes occasions le duc avait gain de cause auprès du roi et de ses conseils, et l'on peut dire que les empiètements étaient plutôt de son fait. Il en était ainsi partout.

Assuré depuis longtemps de son droit incontestable de souveraineté, maître de l'administration générale par le fonctionnement de l'administration royale dans les généralités subdivisées en élections, le roi n'avait plus le même intérêt qu'autrefois à étendre *son domaine royal* ; aussi, en 1789, constate-t-on que ce domaine formait à peine le sixième du royaume ; sur les cinq autres sixièmes le roi n'avait ni droit de propriété, ni seigneurie.

Dans le procès-verbal de la généralité de Moulins qui vient d'être publié, dressé en 1686 par l'intendant, celui-ci déclare, en ce qui concerne Saint-Pierre, que ce domaine est absolument négligeable. Cependant, les employés *du contrôle*

firent au point de vue fiscal, au milieu du dix-huitième siècle, des efforts considérables pour rattacher au domaine royal tous les fiefs qui lui avaient échappé par la négligence de ses agents ou par l'âpreté de ceux du duc.

On a attribué à Saint-Pierre un ressort primitif s'étendant sur l'Auvergne, le Berry, le Bourbonnais et le Nivernais. Dans des termes aussi généraux, cette étendue de juridiction est évidemment très-exagérée.

Certains actes constatent que la juridiction de Saint-Pierre s'est étendue sur Clermont, Issoire, Brioude....., mais cette situation a duré peu de temps. Très-vite ces villes sont rentrées sous la juridiction du bailliage royal d'Auvergne, fondé d'ailleurs avant celui de Saint-Pierre. Le bailliage de Bourges fut rétabli peu de temps après la nouvelle réunion du Berry à la couronne, à la mort du duc Jean. Saint-Pierre ne conserva dans son ressort que quelques enclaves de ces provinces et les privilégiés exemptés des juridictions ordinaires de ces contrées.

Le pays de Combrailles en dépendait en 1514, ainsi que le reconnurent ses représentants lors de la rédaction de la coutume; il en fut détaché depuis. La justice du prieuré de Saint-Étienne de Nevers fut rattachée au bailliage ducal lors de l'acquisition qu'en fit le duc en 1585.

Dès-lors, le ressort de Saint-Pierre comprit tout le Nivernais, sauf le Donziais, pour les cas royaux; et en ce qui concerne la compétence ordinaire dans le Nivernais, la prévôté de Saint-Pierre, le Morvand, c'est-à-dire les justices de Château-Chinon, Lormes, Ouroux, Brassy et Liernais, le bailliage de La Charité-sur-Loire, la justice de Pouilly-sur-Loire, celle de l'évêché de Nevers et quelques petites justices considérées comme de franc-allevé et par conséquent indépendantes du bailliage ducal de Nevers, juridiction ordinaire de la province; dans le Bourbonnais, la châtellenie de Rioussé, près Saint-Pierre, et la prévôté royale de Sancoins

s'étendant sur Giverdon et Valigny-le-Monial, et dans le Berry, les justices de Léré et de Sainte-Montaine.

En dehors de la prévôté de Sancoins et des justices du Morvand, presque toutes ces justices étaient ecclésiastiques et peu considérables. En 1789, on évaluait à 40,000 au plus le nombre des habitants de tout le ressort. (Labot.)

Henri II, dans son édit de création de 1551, déclare qu'au présidial de Saint-Pierre « ressortiront le siège du bailliage dudit Saint-Pierre-le-Moûtier, y compris Donziais, Sancoins, Cusset et le bourg Saint-Etienne », c'est-à-dire tout le bailliage de Saint-Pierre et celui de Cusset. Quant au Donziais, il ne fut jamais rattaché en fait à Saint-Pierre. On sait à quelles longues difficultés donna lieu la justice de cette contrée, qui était revendiquée par le duc de Nevers et par les officiers du bailliage royal d'Auxerre; après un procès qui dura cent quatre-vingt-onze ans, en 1745, un arrêt décida que le Donziais était du ressort d'Auxerre.

Pour comprendre aujourd'hui, avec nos idées modernes, ce que pouvait être avant 1789 l'organisation de la justice, il faut avoir sans cesse à l'esprit :

Premièrement, que dans les derniers temps qui précédèrent la Révolution la propriété de la justice qu'avaient les seigneurs justiciers consistait en trois choses : 1° dans le droit qu'ils avaient de commettre et pourvoir des officiers pour l'exercice et l'administration de leur justice et en ce que les sentences s'expédiaient en leur nom ; 2° en ce qu'ils jouissaient de tous les droits honorifiques dépendant de leurs seigneuries ; 3° en ce qu'ils profitaient de tous les émoluments procédant de leur justice : amendes, confiscations, déshérences, biens vacants, revenus des greffes, corvées, etc. ;

Secondement, que la juridiction, le ressort de cette juridiction et le fief n'avaient rien de commun ; la juridiction et le ressort pouvant être à l'un et le fief à l'autre ; les droits des seigneurs de fiefs et ceux des seigneurs justiciers sont différents : les droits des premiers consistent dans des pres-

tations de foi et hommage, si ce sont fiefs dominants, et dans des redevances de cens et autres profits; ceux des seigneurs justiciers consistent dans le pouvoir de créer des officiers pour exercer leur justice et dans la jouissance de droits honorifiques et de profits procédant de la justice.

Il faut aussi ne pas perdre de vue que *le ressort* des vieilles juridictions n'était pas fixé comme le ressort des tribunaux modernes. Aujourd'hui, les limites administratives des cantons, des arrondissements et des départements servent à fixer les limites des juridictions.

Autrefois, rien de semblable, comme on le verra par l'énumération des justices relevant de Saint-Pierre.

Une carte complète du territoire où s'exerçaient, d'une part, la justice du bailliage royal et du présidial de Saint-Pierre, d'autre part, la justice du bailliage ducal de Nevers, sans qu'on ait à se préoccuper du diocèse ni des circonscriptions militaires ou fiscales, devrait comprendre :

1° La province du Nivernais avec ses paroisses, comprenant l'élection de Nevers, à laquelle avaient été réunis Sermoise-Bourbonnais, Imphy-Bourbonnais, etc.; — la petite élection de Château-Chinon; ces deux circonscriptions taillées entièrement dans la province et faisant partie de la généralité de Moulins; — le territoire de La Charité-sur-Loire, formant l'élection de La Charité, et appartenant en dernier lieu à la généralité de Bourges; — le territoire de Cosne compris dans l'élection de Gien, et appartenant à la généralité d'Orléans; — le territoire de l'élection de Clamecy, appartenant à cette dernière généralité; — le territoire du Nivernais compris dans l'élection de Vézelay, généralité de Paris;

2° Le duché-pairie avec ses châtellenies;

3° Le ressort de Saint-Pierre pour les cas royaux;

4° Dans une complication de signes indicatifs des bailliages et des justices, d'une part, les bailliages et justices relevant du roi, soit comme juge d'appel, soit comme seigneur immédiat, d'autre part, celles relevant du duché;

5^o Enfin, les justices éparses relevant soit de Saint-Pierre, soit de Nevers, dans les provinces voisines ; puis les justices établies en Nivernais, mais relevant de bailliages étrangers.

Donnons comme exemple de cette catégorie de justices :

Sermoise, confisqué sur le duc de Bourbon, Imphy en partie, Lucenay-les-Aix en partie, Langeron, qui restèrent *Bourbonnais* et pour leurs justices relevaient de la justice royale du Bourbonnais ; par contre, Léré, qui avait appartenu au prieuré de Saint-Martin de Tours, Sainte-Montaine à celui de La Charité, furent attribués, pour la justice, à Saint-Pierre, parce qu'autrefois il n'y avait pas de bailliage royal à Bourges.

Pour les actes de l'état civil de la paroisse de Sainte-Montaine, le lieutenant de Saint-Pierre délégua jusqu'en 1789 le juge royal de Concessault pour donner les visas.

Les justices relevant du bailliage de Saint-Pierre sont connues, grâce aux assises de cette justice. Il résulte de leur examen que maintes localités jouissaient de différentes justices royales, ducal, particulières, ayant chacune leur propriétaire et leur ressort.

Pour donner une idée de cette complication, citons Nevers et les paroisses voisines comprises dans le ressort du bailliage ducal, sans châtellenie intermédiaire.

Nevers possédait : 1^o comme justices royales :

<i>L'élection</i>	} Les appels sont portés à la cour des aides.
<i>Le grenier à sel, la marque des</i>	
<i>fers.</i>	

<i>Les eaux et forêts, la manufacture</i>	} Les appels sont portés au Par- lement.
<i>des draps, à l'hôtel de ville</i>	

2° Comme justices ducales :

Le bailliage-pairie, qui devait à sa qualité de bailliage d'un duché-pairie de relever directement du Parlement, jugeant des appels des jugements rendus par les châtelains, sauf recours au Parlement, et jugeant immédiatement les affaires (à l'exception, bien entendu, de celles réservées, quelle que soit la localité, à la justice royale), c'est-à-dire les affaires des paroisses de Challuy, Coulanges, Saint-Eloy, Parigny-sur-Sardolles et Sardolles (1)

La police de ces paroisses

Les eaux et forêts du duché

La Chambre des comptes pour certaines affaires concernant l'administration ducale

Les appels sont portés au Parlement.

3° Comme justices particulières :

La justice de l'évêché, comprenant les châtelannies de Parzy, les paroisses de Garchizy et d'Urzy.

Les causes sont appelées au bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, sauf recours au Parlement, suivant le cas.

(1) Le comté de Château-Chinon avait aussi son bailliage, mais les appels étaient portés à Saint-Pierre.

La châtellenie de Parzy, s'étendant sur Dompierre-sur-Loire, Marseille, Saint-Germain-sur-l'Aubois et Varennes-les-Nevers ; celle d'Urzy sur Saint-Martin-d'Heuille.

La justice du chapitre ou du cellier, s'étendant sur Balleray, Challuy, Germigny, Parigny-les-Vaux, Satinges, Sauvigny-les-Chanoines

La justice du pourpris de Saint-Etienne, s'étendant sur Bona, Bussy, Prye, Saint-Jean-de-Lichy, Saint-Péramville-aux-Amognes

La justice du prieuré de Saint-Sauveur.

L'hôtel de ville.

Les causes sont
appelées au
bailliage de St-
Pierre.

Nous ne parlons pas de l'*official*, ayant des attributions qui parfois confinaient aux questions civiles.

Un tableau semblable pourrait être dressé pour beaucoup de paroisses soumises à la juridiction royale et en même temps à la juridiction ducal pour parties distinctes.

Quant aux limites exactes du ressort de chaque justice seigneuriale, c'est un travail impossible à faire aujourd'hui : les limites en étaient fixées au moment de la confection des terriers et étaient sans cesse l'objet de contestations. Peu de procès-verbaux ont été conservés.

Voici la liste des paroisses formant le ressort de Saint-Pierre pour les cas royaux telle qu'elle a été dressée quelques années avant la Révolution ; nous avons respecté l'orthographe des noms :

A	Amazy.
	Ampury.
Achun.	Anizy.
Aglant.	Anlezy.
Aluy.	Anthien.

Apremont.
Arbourses.
Argenvières.
Arleuf.

Armes.
Arzembouy.

Arthel.
Asnant.
Asnois.
Aubigny-le-Chétif.
Aunay.
Assard.
Authiou.
Avrée.
Avril-sur-Loire.
Azy-le-Vif.
Azy-aux-Amognes.

B

Balleray.
Bazoches.
Bazolles.
Béard.
Baulieu.
Baumont-sur-Sardolle.
Baumont-la-Ferrière.
Beffe.
Beuvron.
Biche.
Billy.
Blisme.
Bonnat.
Brassy.
Bresves.
Brinay et Poulligny.
Brinon-les-Allemants.

Bulsy.
Bussy-la-Pesle.
Bussy et Saint-Firmin.

C

Cercy-la-Tour.
Cervon.
Chaleaux.
Chalmant.
Chaluy.
Chaluzy.
Champlin.
Champallement.
Chanvert.
Changy.
Champvoux.
Chantenay.
Château-Chinon, *ville*.
Charrin.
Chasnay.
Champlemy, *en partie*.
Châtillon et Frasnay.
Châtin.
Chaugnes.
Chaumart.
Chaumotte.
Chazeuil.
Chevannes-Gazeau.
Chevannes-sous-Montemaison
Chevenon.
Chevroches.
Chitry-la-Mine.
Chouigny.
Cicogne.
Clamecy, *ville*.

Commagny.
Corbigny, *ville*.
Cossaye et Craux.
Cougny.
Coulanges-les-Nevers.
Cours-les-Barres.
Cours-sous-Magny.
Corancy.
Cressy.
Crux-la-Ville.
Crux-le-Châtel.
Cuffy.
Cuncy-les-Varzy.
Cuzy.
Chidde.

D

Decise, *ville*.
Devay.
Dienne.
Dirol.
Domécy-sur-Chors.
Dommartin.
Dompierre-sur-Herry.
Dompierre-sur-Besvre.
Dompierre-sur-Nièvre.
Dorne.
Dornecy.
Druy.
D'un-les-Places.
D'un-sur-Grandrie.

E

Epiry.

F

Fléty.
Flez et Cusy-sur-Yonne.
Fleury-la-Tour.
Fontenay.
Fours et Maison-en-Longue-Salle.
Frasnay-le-Ravière.

G

Ganna-sur-Loire.
Garchy.
Garchizy.
Gâcogne.
Germenay.
Germigny.
Giens-sur-Cure.
Gimouilles.
Giry.
Giverdy.
Giverdon.
Gouloux.
Guérigny.
Guippy.

H

Héry.
Hiry.
Hubant.

J

Jailly.
Jaugenay.
Jmphy.
Jzenay.

M

L

La Chapelaude.
Lasché.
La Chapelle-Hugon.
La Chapelle-Mont-Linard.
La Charité, *ville*.
Lhéré, *ville*.
Lorme, *ville*.
Luzy, *ville*.
La Collancelle.
La Marche.
Lamnat.
La Montagne.
Langy.
Langeron, *en partie*.
Lanty.
La Roche-Millay.
La Selle-sur-Nièvre.
Le Chautay.
Le Gravier.
La Guierche.
Le Veuillien.
Liarnois.
Lichy.
Ligny.
Limanton.
Limon.
Livry et Précý.
Lucenay-les-Aix.
Lurcy-le-Bourg.
Lurcy-sur-Abron.
Luthenay.
Lys.

Moulins-en-Gilbert, *ville*.
Magny.
Magny-en-Morvant.
Maison-Dieu.
Marigny-l'Eglise.
Marigny-sur-Yonne.
Mars-sur-Allier.
Marseilles-les-Aubigny.
Marzy.
Meaulais.
Meaux.
Meaulce.
Menetou-Rathel.
Metz-le-Comte.
Mhère.
Millay.
Mingot.
Monceaux-le-Comte.
Monceaux-aux-Amognes.
Mont-Sauche.
Mont-et-Marré.
Montambert.
Montapas.
Montarron.
Montenaison.
Montigny-sur-Cannes.
Montigny-en-Morvant.
Montigny-aux-Amognes.
Mont-Reuillon.
Moraches.
Mouron.
Moussy-Moulinot.
Murlin.
Munot.

N

Préporché.
Pire-sur-Lixeuze.

Nevers, *ville*.

Narcy.

R

Neuf-Fontaines et Mont-Sabot Raveau.

Neuilly.

Rigny.

Neuville-les-Brinons.

Rémilly.

Neuville-les-Decise.

Reugny.

Neuvy-le-Barrois.

Ruages.

Nolay-les-Prémery.

Rouy.

Nannay.

Ris.

Nuars.

S

O

Onlay.

Saint-André.

Ouaigue.

Saint-Aubain et Franay.

Ougny.

Saint-Benin-des-Bois.

Oulon.

Saint-Benin-des-Champs.

Ourouër.

Saint-Bonnot-des-Forges.

Ouroux.

Saint-Brisson.

Sancoins, *ville*.

P

Saint-Pierre-le-Moûtier, *ville*.

Prémery, *ville*.

Saint-Saulge, *ville*.

Pouilly-sur-Loire, *ville*.

Saint-Cy-Frètrève.

Parigny-les-Veaux.

Saint-Eloy.

Parigny-sur-Sardolle.

Saint-Franchy.

Patinges.

Saint-Germain-des-Bois.

Pazy.

Saint-Germain-sur-l'Aubois.

Pierre-Pertuys.

Saint-Germain-en-Viry.

Planchez et Fretoy.

Saint-Gratien et Coulange.

Poil.

Saint-Hilaire et Fontaine.

Poizeux.

Saint-Hilaire-en-Morvand.

Pont-Saint-Didier.

Saint-Jean-Goulx.

Pougues.

Saint-Jean-aux-Amognes.

Pouques-en-Morvand.

Saint-Léger-des-Vignes.

Poussignol.

Saint-Léger-le-Petit.

Saint-Léger-de-Fougeret.

Saint-Loup et Chassenat.

Saint-Martin et Sainte-Marie-

de-la-Flageolle.

T

Saint-Martin-de-la-Mer.

Tannay.

Saint-Martin-d'Heuille.

Tamnay et Abon.

Saint-Martin-Dupuis.

Ternant.

Saint-Maurice-les-Saint-Saulge

Tazilly.

Sainte-Montenne.

Thiangés.

Saint-Ouin.

Taix.

Saint-Parise-en-Viry.

Teintury.

Saint-Parise-le-Châtel.

Toury-en-Séjour.

Saint-Péreuse.

Toury-sur-Abron.

Saint-Quaise.

Tresnay.

Saint-Honoré.

Trois-Vèvres.

Saint-Lazare (de Nevers, hors
murs).

Treigny.

Teigny et Vignoles.

Saint-Révérien.

Tronsanges.

Saint-Seine.

Saint-Sulpice-le-Châtel.

V

Saisy.

Sanisy.

Sardy

Sardolles.

Valligny-le-Monial.

Satanges.

Varennes-les-Nevers.

Savigny-Poil-Fol.

Varennes-les-Narcy.

Savigny-sur-Cannes.

Vauclaux.

Sauvigny-les-Chanoines.

Vandenesse.

Saxy-Bourdon.

Verneuil.

Semelay.

Vignol.

Sermages.

Villapourçon.

Sermoise.

Ville-les-Anlezy.

Sougy.

Viel-Manay.

Sichamp.

Villiers et Cuncy.

Soulangy et Sizelay.

Vrzy.

Surgy.

Vuée.

Surry.

Vxeloup.

On remarquera que beaucoup de justices relevant de Saint-Pierre étaient d'origine ecclésiastique.

C'est à ce titre qu'un certain nombre de justices appartenant à des possesseurs de fiefs relevaient de Saint-Pierre. Dans les actes de ventes qui eurent lieu en 1563 et 1564, on spécifia avec soin que la mouvance appartiendrait à la Tour quarrée de Saint-Pierre (1).

Nous indiquons les aliénations de justices ecclésiastiques qui eurent ainsi lieu en 1563 et 1564 dans le tableau général que nous dressons plus loin des justices relevant de Saint-Pierre.

D'autres justices étaient attachées à des francs-alleux.

L'*alleu* ne relevait d'aucun seigneur. Nul n'avait sur l'alleu de domaine éminent, de directe seigneuriale ; nul n'avait le droit d'exiger de l'alleutier la foi et l'hommage des services nobles ou les profits de quint, de relief ; nul ne pouvait traiter l'alleu comme une censive et en exiger le cens, les corvées ou autres services non nobles, ni lods ni ventes ; mais le franc-alleu n'exemptait pas des droits de souveraineté ; libre comme propriété, il dépendait ou d'un seigneur justicier ou du roi pour la justice. Les droits de justice sont ici disjoints des droits de fief, suivant cette règle que « fief et justice n'ont rien de commun ensemble ». Assimilé aux fiefs au point de vue actif, ayant dans leur mouvance des fiefs, des censives, formant une seigneurie parfaite, féodale et justicière, et attirant à lui la justice,

(1) Denisart, au mot « Biens d'Eglise », donne les causes pour lesquelles les biens d'Eglise pouvaient être aliénés : dettes, devoirs de justice auxquels il faut satisfaire, besoins pressants des pauvres, avantage que l'Eglise peut retirer par l'échange d'un fonds, le profit qui peut revenir d'un bail emphytéotique, le manque d'utilité d'un fonds, le bien public. Notre étude présente un cas d'échange consenti au duc par le prieur de Saint-Etienne de Nevers ; mais les aliénations les plus nombreuses sont celles qui, par mesure d'un caractère général, eurent lieu en Nivernais, sous Charles IX, pour permettre à ce roi de faire face aux sommes considérables qu'il devait aux gendarmes, aux reîtres, aux soldats allemands, aux soldats italiens qu'il entretenait.

l'alleu noble relevait toujours en principe du roi pour la justice. Toute justice seigneuriale n'était, en effet, qu'une justice concédée par le roi, de qui émane toute justice (1).

Nous avons copié en la rectifiant, à cause de certaines erreurs manifestes, la liste fournie par le procès-verbal des assises que nous avons cru le plus complet, celui du 8 juin

(1) « Le comté de Nivernais était allodial avant 1184, si l'on en croit M. Brussel, qui dit que c'est Pierre de Courtenay qui en a le premier fait hommage au roi. Il est devenu fief apparemment pour une raison à peu près semblable. Les propriétaires des grands territoires, qui les possédaient en franc-alleu, ont fait de gré ou de force, vis-à-vis des comtes de Nevers, ce que ceux-ci avaient fait à l'égard du souverain. Moyennant deniers comptans, rentes, concessions ou accroissements, leurs seigneuries, auparavant en franc-alleu, sont devenues fiefs du duché, avec tous les hommes et les droits en dépendant. La preuve s'en trouve dans l'article 20 des statuts donnés en 1405 à la chambre des comptes de Nevers, où il est dit que ceux qui se tiennent être des francs-alleux sont visités et qu'on les exhorte à se mettre en la foi.

» Les fiefs remontent, il est vrai, par degrés jusqu'au souverain, mais les francs-alleux y remontent aussi et même *omissis mediis*, car la couronne est le seul véritable franc-alleu et quand nous parlons d'allodialité, ce n'est qu'entre nous autres sujets, dont tous les droits vont par différentes routes se réunir, se perdre et renaître dans la main du roi comme dans leur source et leur centre.

» La tenue la plus noble, celle qui a en elle-même la source de la noblesse, qui ne l'emprunte d'aucune autre et de qui les autres tirent la leur est donc encore le franc-alleu ; aussi dans l'article 11 du chapitre 37 de la Coutume, le franc-alleu est-il estimé un dixième plus que le fief. En quoi l'on voit l'erreur de ceux qui croient trouver dans la féodalité la noblesse par excellence..... »

Ces lignes sont extraites du « Mémoire signifié pour Antoine Perrier, marchand de bois pour la provision de Paris, et Nicole Guenot, son épouse, demeurant à Corbigny, contre Anne Paichereau, veuve et commune de Guillaume Guillemain, notaire et procureur fiscal de l'abbaye de Corbigny, et Germain Guillemain de Talon, son fils, avocat en Parlement, — par Parmentier, avocat. » Conservé à la bibliothèque de Nevers.

Cette plaidoirie, qui contient un traité remarquable du franc-alleu, méritait d'être rapportée ici, puisque notre étude a pour objet la souveraineté du roi en matière de justice.

1774. Les observations dont nous faisons suivre chaque nom peuvent servir à déterminer la situation quelquefois douteuse des justices, leur caractère et leur origine.

Nous n'affirmons pas qu'au moment précis des assises, où ont été appelés à Saint-Pierre les baillis et juges de toutes ces justices seigneuriales, les *seigneurs* aient été exactement ceux indiqués; on comprendra que les mutations de propriétés ne pouvaient être faites aussi facilement qu'aujourd'hui. Voici la liste en question :

Baronnie d'Allarde, près de Giverdon, ayant pour seigneur Charles Leroy. Dans l'état des fiefs relevant de Saint-Pierre, Allarde est dit être arrière-fief du Chautay. Lors d'une saisie féodale faite le 21 avril 1687, le défendeur soutenait que son fief relevait de Sainte-Croix d'Orléans.

Ampury, ayant pour seigneur François-Louis-Antoine de Bourbon, comte de Busset.

Argoulais, près Monsauge, ayant pour seigneur Louise-Charlotte de Foudras, comtesse de Choiseul; relève de Château-Chinon, suivant acte de foi et hommage du 1^{er} janvier 1625.

Aubigny-sur-Loire, ayant pour seigneur l'évêque de Nevers.

Cette justice avait figuré parmi les biens ecclésiastiques aliénés en 1563. L'état de ces biens porte: « La justice haute, moyenne et basse d'Aubigny-sur-Loire, consistant en bailliage et prévôté, laquelle s'étend audit bourg d'Aubigny, Marseille-les-Aubigny, Saint-Germain-sur-l'Aubois, avec la motte et maison seigneuriale d'Aubigny et les cens, rentes et bourdelages et droit de port d'eau, le tout dépendant de l'évêché de Nevers, ont été acquis par messire François de Bonnard, chevalier, seigneur dudit lieu, moyennant la somme de 3,960 livres, par décret du 22 septembre 1563. »

Au dix-huitième siècle, l'évêque de Nevers était propriétaire de la justice et du port d'Aubigny; les religieux de Saint-Sulpice de Bourges, du château.

Aubigny-le-Petit (ou le Chétif), en ce qui est du ressort de Saint-Pierre, ayant pour seigneur M. de Molnoury. La terre et justice d'Aubigny-le-Chétif et dixmes relevait du marquisat de Thianges, suivant dénombrement reçu Gentil, notaire à Nevers, du 23 janvier 1744.

Abon. — Prieuré-cure de l'ordre de Saint-Benoît, ayant pour seigneur le prieur d'Abon.

Avrée. — (La terre d'Avrée relève de Savigny-Poill-Fol.) La haute justice du prieuré, appartenant à MM. de l'ordre de Cluny, fut réunie par l'abbé de Cluny à celle de Saint-André-les-Luzy.

Arleuf, faisant partie du marquisat de la Tournelle, lequel relève de Château-Chinon; le bailliage relève de Saint-Pierre.

Arriault, appartenant aux chanoines de Frasnay.

On voit dans un relevé de fiefs que Arriault appartenait à l'*Oratoire de Nevers*. Cette mention s'explique: l'évêque Vallot ayant confié la direction du séminaire de Nevers aux prêtres de l'Oratoire, le 5 mars 1690, y avait attaché les revenus du doyenné de Frasnay. Mais l'acte opéré par l'évêque fut déclaré abusif par arrêt du grand conseil du 20 septembre 1745. (*Les Congrégations religieuses dans le diocèse de Nevers*, par M^{re} Crosnier.)

Avril-les-Loups, paroisse d'Aubigny-le-Chétif, appartenant aux héritiers d'Eustache de Druy (de la Motte en Auxerrois). Foi et hommage du 1^{er} juillet 1726. Foi et hommage du 22 août 1774. Dénombrement reçu par Bellet, notaire à Cercy-la-Tour, le 25 avril 1776.

Azy-les-Vignes, fief, justice et château d'Azy-les-Vignes. Relève de la terre du Chanay. Hommage du 18 juin 1732 et dénombrement du 9 septembre 1748. Aliénation du prieuré d'Aubigny du 30 avril 1758 (1).

(1) *Asnan*, compris dans le relevé des fiefs relevant du roi à cause de la tour carrée de Saint-Pierre, ne figure cependant pas ici.

Barnot (Barnault-Bourbonnais), ayant pour seigneur le baron d'Aizy.

Bazoches, Domecy-sur-Chors et Neuffontaines, y réunis par lettres-patentes de juillet 1765.

Il s'agit ici de Domecy-sur-Cure, moitié Bourgogne, moitié Bourbonnais. L'abbé de Cure avait le patronage des cures de Bazoches, Neuffontaines, etc., et toute justice sur la paroisse de Domecy-sur-Cure et *dépendances*.

A l'époque dont nous nous occupons Sarazin, avocat à Paris, à cause de sa femme, possédait cette justice, qui avait appartenu auparavant à Alixand fils.

La justice de Domecy est ainsi désignée dans l'état des biens ecclésiastiques aliénés en 1563 : « La justice haute, moyenne et basse étant en l'éclos du village de Domecy, à l'abbé de Curs, commençant du grand chemin par le bout de dessus le chemin de la Barre, acquis par Jean de Loron, écuyer, seigneur de Dommecy et Limanton, avec plusieurs cens, rentes et beurdelages, moyennant la somme de 403 l. 13 par décret du 15 septembre 1563. »

Biches, pour ce qui dépend des Bénédictins de La Charité, ayant pour seigneur le chambrier des Bénédictins de Notre-Dame de La Charité. Foi et hommage du 16 juillet 1728.

Bouy, ayant pour seigneur Benoist Moreau-Desmarests (Bouhy, paroisse de Saint-Ouen). Anciens seigneurs, de Roffignac et Gascoing.

Brinay, ayant pour seigneur Jean-François de Bréchart. Terre, justice, seigneurie et château de Brinay. Foi et hommage au comté de Château-Chinon du 18 juillet 1676, reçu par Goussot, greffier à Château-Chinon.

Buy et Verrière, paroisse de Saint-Babile-les-Saint-Pierre, justice, terrier et dixme appartenant à Jacques-Henri Viau de Baudreuille, lieutenant-général au bailliage de Saint-Pierre. Acquisition par ce dernier, à titre de bail emphytéotique, des dames religieuses de l'abbaye royale de Notre-Dame de Nevers, par acte reçu Batailler, notaire à Nevers, le 19 janvier 1746, pour 200 livres. Insinué à

Saint-Pierre le 13 avril 1746. Franc-alleu du roi. Hommage en 1557 et le 18 juin 1600. Relève de la tour quarrée pour la justice seulement.

Beunas, paroisse de Maux. Beunas et Abon appartenaient aux prieur et religieux de Saint-Martin d'Autun.

Beaumont, près de Saint-Pierre-le-Moûtier, ayant pour seigneur Edme Girard de Busson, receveur des bois du duché de Valois; son fils, Girard de Montifault, en était propriétaire en 1789. Relève de la tour quarrée de Saint-Pierre, suivant l'acte de vente du 29 décembre 1442 et l'acte de foi et hommage du 11 septembre 1722.

Bussy, paroisse de Poussignol. Seigneur Pitoys de Quincize. Relève de Château-Chinon, suivant l'acte de foi et hommage du 25 novembre 1621 et les actes de foi et hommage et dénombrement au comté de Château-Chinon des 22 septembre 1724, 22 décembre 1725 et 11 juillet 1736.

Belins (les), paroisse de Sardy. La terre, justice et seigneurie des Belins, dépendant de cette abbaye, fut acquise par Mathieu Balon, marchand à Corbigny, moyennant la somme de 300 livres, par décret du 16 novembre 1564. L'acte porte que la justice des Belins avec les redevances, en ce qui appartenait au doyen de Saint-Léonard, fut acquise par Mathieu Balon, moyennant la somme de 110 livres, par décret du 16 novembre 1564. Hommage au bureau des finances le 11 juillet 1686 par Guillaume Morin.

Beurière, près de Saint-Martin-du-Puits, ayant pour seigneur M. de Bourbon-Busset (1).

Belleveau, paroisse de Maux, appartenant aux Prémontrés de Belleveau. Relève du duché de Nevers.

Bernay et Limenton à la part de Biches. Seigneur, M. le baron d'Avigneau, tuteur des mineurs enfants du comte de

(1) Un registre de fiefs du Nivernais porte *Beurriée*, paroisse de Saint-Martin-des-Lais, sans autre indication. C'est évidemment de Beurière ou Beurriée, paroisse de Saint-Martin-des-Lais (Bourbonnais), qu'il s'agit.

Bar. Le terrier du pied de Biches avec justice aliénée du prieuré de Biches le 15 septembre 1563 relève du roi à cause de la tour quarrée de Saint-Pierre, suivant les foi et hommage des 10 décembre 1687 et 17 et 26 juillet 1726.

Briou-de-Senet, près Sancerre, ayant pour seigneur Perinet du Pezau, avant Colbert. Briou et Senais sont deux villages situés au pied de Sancerre.

Besne, paroisse de Sainte-Péreuse, fief, justice et château, ayant pour seigneur Jean-Charles de Megrigny, comte d'Aunay. Relève du duché de Nevers, suivant le dénombrement du 16 août 1697 reçu Guillier, notaire, et dénombrement reçu Debusac, notaire à Aunay, le 26 décembre 1737.

Biches, ayant pour seigneur Louis Jourdain, commandeur de la commanderie de Biches. La commanderie de Biches relève de la tour quarrée et boulevard de Saint-Pierre-le-Moûtier, suivant déclaration faite au bureau des finances le 16 juillet 1728 (1).

Cluzord-en-Bourbonnais (paroisse de Saint-Menoux), ayant pour seigneur Claude-Parfait Amyot. Cette terre avait appartenu à Marie-Françoise Feydeau, veuve du sieur Lemaître, sieur de Clusor, qui a paru à la convocation du ban de 1507. Acte de foi et hommage du 29 novembre 1678. Aveu du 27 janvier 1680 par la dame Feydeau. Figure comme relevant de Saint-Pierre dans le ban de 1507 et dans le procès-verbal du 24 février 1685.

Coullon et Chantreau. — La terre, justice, seigneurie et château de Coullon, à Gédéon Mazillier de Rivière, relève de la terre de Lormes, suivant foi et hommage du 3 octobre 1617.

Le fief de Chantreau, paroisse de La Collancelle, aliénation du prieuré de Saint-Révérien, relève de la tour quarrée de

(1) Busseau, paroisse de Mousseau, relève du roi à cause de la tour quarrée de Saint-Pierre. Foy et hommage au roi du 2 août 1687 par Henry d'Armes.

Saint-Pierre, suivant dénombrement du 5 octobre 1675 au bailliage de Saint-Pierre, appartenant à Gédéon Mazillier, Jeanne Mazillier, épouse de Paul Etignard, bailli de Château-Chinon, etc. Mazillier père, juge de Lormès, avait acquis de M. de Blosset en 1682. Foi et hommage par de Blosset le 5 octobre 1675.

Chevannes-sous-Montenoison, ayant pour seigneur Laurent de Chéry, prieur de Saint-Révérien.

Chevannes-les-Crots. — Les seigneuries et justices de Chevannes-les-Crots et les Chaises. Les Chaises relèvent de la tour quarrée de Saint-Pierre, suivant les hommages des 18 septembre et 23 décembre 1676, 10 mai 1728 et 4 février 1729 au bureau des finances. Chevannes-les-Crots a fait foi et hommage et dénombrement à l'abbaye de Bellevaux les 11 et 15 décembre 1732 devant Decray, notaire à Decize. De précédents hommages avaient été faits. 10 novembre 1386 et 29 juillet 1596. Dans l'acte de vente du 2 juillet 1748, reçu par Boury et Gentil, notaires à Nevers, et consentie par André Micault de Saint-Léger, avocat, seigneur de Diennes en partie à Pierre de Frasnay, trésorier de France à Moulins, ces deux terres sont transmises *sous la charge du fief au roi*, à cause de sa tour quarrée et boulevard de Saint-Pierre (1).

Chevigny, près de Nevers. — Paroisse de Sermoise. Justice haute, moyenne et basse de Chevigny, concédée par le chapitre de Nevers moyennant 15 fr. de rente noble à la charge de porter la rente en fief du chapitre. Acte Boury, notaire à Nevers. 4 mai 1748. Seigneur Pierre-Jacques Girard, de Vannes.

(1) Ne figure pas parmi les juges appelés le juge de Chevannes-sous-Montaron. On lit dans un état général des fiefs: « La terre, justice et seigneurie de Chevannes. M. le marquis de Poyanne, seigneur. Relève de la tour quarrée de Saint-Pierre. Aliénation du prieuré de Saint-Révérien du 12 août 1563. Le prieuré de Chevannes est membre de celui de Saint-Révérien, relevant de la tour quarrée et boulevard de Saint-Pierre (8 août 1728). »

Chezelle, près de Dompierre-sur-Bèbre, ayant pour seigneur Charles-Jean-Baptiste Desgalets, président au Parlement.

Chiddes. — Haute justice ayant pour seigneur Jacques-Louis de Mun de La Ferté. Hommage du 21 juillet 1687 au bureau des finances et déclaration à ce bureau du 12 avril 1690. Autre déclaration du 25 novembre 1743.

Champprobert. — Haute, moyenne et basse justice, ayant pour seigneur Robert Bruneau, baron de Vitry. Saisie féodale du 20 septembre 1703, sur laquelle le seigneur a présenté sa requête et exposé qu'il se soumet à rendre hommage au roi seulement pour la haute justice de Champprobert, la moyenne et basse relevant de Larochemillay. Actes d'hommages des 19 avril 1771 et 31 décembre 1776. Aveu affirmé devant Bonneau, notaire à Semelay, le 2 juillet 1779, reçu le 5 octobre suivant (1).

Champcour, près Achun, ayant pour seigneur François de Brécard. Les fiefs et justice de Champcourt et Bussy, château, relèvent de Châtillon, suivant le dénombrement de cette terre du 14 avril 1735 (2).

Champvoux et Souris, près de La Charité-sur-Loire, appartenant aux Bénédictins de La Charité.

(1) Un autre Champprobert, paroisse de Sougy, ayant appartenu à Jean-Louis Pierre, seigneur de Champprobert, relevait aussi de Saint-Pierre. Saisie du fief de Champprobert à la part du roy. La saisie féodale eut lieu pour une rente de 8 livres, une geline et deux boisseaux d'avoine sur une maison et plusieurs pièces de terre à Sougy aliénées par le prieur de Saint-Pierre de Decize, le 12 avril 1563, au sieur Ouguet, à la charge de tenir les biens en fief du roi, lesquels biens sont unis à la terre de Champprobert, et ladite redevance a été achetée par les Minimes de Decize le 28 mars 1725.

(2) On ne voit pas figurer ici la justice du Coudray, paroisse d'Achun. Cependant le fief et château du Coudray de Megrigny relève de Saint-Pierre, suivant arrêt du Conseil d'État du roi du 10 janvier 1790, aux termes duquel arrêt les droits de gain du prix de vente de cette terre ont été adjugés au roi sur de Megrigny, propriétaire. Le duc de Nevers s'était désisté de droits prétendus sur la mouvance.

Chaloux, près Lorme. — Chalaut-en-Morvand, ayant pour seigneur François-Louis-Antoine de Bourbon, comte de Busset.

Château-Chinon. — Seigneur Louis de Mascrary, président honoraire au grand conseil. Seigneurie ayant le titre de comté et bailliage. Foi et hommage fait par le seigneur à François I^{er} par acte au bailliage de Saint-Pierre en 1544.

« La justice se rendait à Château-Chinon, au nom du comte, dans un bailliage seigneurial créé par lettres du roi, en 1395. Il avait dans sa dépendance la ville, sa banlieue et plusieurs paroisses voisines, en tout ou en partie. De ce bailliage ressortissaient les jugements des justices féodales de la mouvance du comté, dont les officiers étaient tenus de se présenter aux assises du bailli, lorsqu'ils y étaient convoqués. Les appels se faisaient directement au siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier, sauf les sentences criminelles de mort et de mutilation de membres qui se portaient à la cour souveraine du Parlement. Le personnel se composait d'un bailli de robe longue (Jean Millin, 1755; de Valery, 1783; Lazare-Alexis Richou, 1787), aux gages de 50 livres; d'un lieutenant-général, à 40 livres; d'un lieutenant particulier, sans rétribution; d'un procureur fiscal, à 50 livres; d'un procureur du roi, etc. » (Baudiau, t. I^{er}, p. 283, *le Morvand*.)

Dans la liste des fiefs relevant du comté de Château-Chinon nous trouvons, comme ayant une justice à l'époque dont nous nous occupons, les suivants :

Les Anglois, paroisse de Saint-Léger-de-Fougeret; *Arcilly*, paroisse d'Anizy; *Argoullois*, sous Montsauche; *Argoullais*, paroisse de Saint-Hilaire-sous-Château-Chinon; *Aringette*, paroisse de Chaumard; *Arleuf*, *Aron*, paroisse de Courancy; *Beauregard*, paroisse d'Arleuf; *Blaisy* (haute justice unie à celle de Maison-Comte), paroisse de Chaumard; *Bonnaré*, paroisse de Dun-les-Places; *Bouteloing*, paroisse de Saint-Léger-de-Fougeret; *Bouteloing*, paroisse de Saint-Léger; *Boutenot*, basse justice, paroisse de Planchez-Frétoy, était

de la haute justice du marquisat de la Tournelle; *Brassy* (la justice de la baronnie de Brassy, unie au comté de Château-Chinon, constituait le bailliage de Brassy et Dun, comprenant les paroisses de *Brassy*, *Dun* et *Montgaudier*, en Bourgogne. Ce bailliage était réuni à l'époque dont nous nous occupons à celui de Lormes à la part de Château-Chinon); *Bussière*, paroisse d'Ouroux; *Bussy ou Buxi*, paroisse d'Anost-en-Bourgogne; *Le Bruys*, paroisse de Montigny-en-Morvand; *Bussière* et le nouveau *Chailloux*, paroisse de Montaron; *Bussy*, paroisse de Poussignol; *Bois-Resigne*, paroisse de Château-Chinon (avec justice, dénombrement au comté du 4 août 1504); *Certaine* et *Cendre*, paroisse de Montaron; *Chaligny*, paroisse de Saint-Hilaire-en-Morvand, érigé en justice le 15 juillet 1781; *Champs*, paroisse de Saint-Léger-de-Fougeret; *La Chaize*, paroisse de Pazy; *Coulon*, paroisse de Mouron, relève de Lormes; *Courancy*, *Le Creuzay*, paroisse de Sardy; *Cuy* (le grand et le petit), paroisse de Chouigny; *Demain*, paroisse de La Collancelle; *Fachen*, paroisse de Château-Chinon, faisant partie du marquisat de la Tournelle (l'acte de foi et hommage de 1621 comprend aussi Arleuf, celui d'avril 1504 comprend Fachen, Arleuf, Arcilly, le Verdoux, le Grand-Anizy et la Ryne); *Fontenry*, paroisse d'Ouroux; *Fusilly*, paroisse de La Collancelle; *Saint-Germain-des-Bois* (ce fief ayant été saisi, le roi en demanda la mainlevée. De là toute une procédure. Foi et hommage à Château-Chinon du 12 juin 1612); *Gien*, paroisse de Gien; *Guippy*, *Héry*, *Saint-Hilaire*, *Grandry*, paroisse de Dun-sur-Grandry; *Lantilly*, paroisse de Cervon; *Saint-Léger-de-Fougeret*, *Lichy*, près de Bonai, dans les Amognes; *Maison-Comte*, paroisse de Courancy; *Maxinien-le-Cusset*, paroisse de Marigny-l'Église, relève de Lormes; *Menemois*, paroisse de Quarré-les-Tombes, relevait de Lormes-Chalons; *Montaron*, *Menessaire*, en Bourgogne et en Nivernais; *Le Montal*, paroisse de Dun-les-Places; *Montbaron*, paroisse de Château-Chinon; *Montbaron-le*

Sauvage, paroisse de Cervon; *Montigny-en-Morvand*, Niroux, paroisse d'Aunay; *La Motte-de-Montcner*, quart de la justice, paroisse de Pouques (justice du Fraigne, Pontallier et Pouques); *Pazy*, *Saint-Péreuze*, *Poissons*, faisant partie du marquisat de la Tournelle; *Pontot* (Pontot, Mhère, Retoulle, relèvent de Lormes à la part de Château-Chinon et de Lormes à la part de Chalons. Promesse de foi et hommage Ouroux du 5 juillet 1675. Procès pour la mouvance en 1675. Aveu du 31 août 1676); *Poussery*, paroisse de Montaron; *Poussignol* (justices de Quincize, Etoulle et dixme de Poussignol); *Précyr*, paroisse de Château-Chinon; *Prélichy*, paroisse de Pazy; *Quincize*, paroisse de Poussignol; *Ratoulle*, paroisse de Vauclaix; *Razou*, paroisse de Brassy; *Ruère*, paroisse de Gâcogne; *Sermage*, *Surpallis*, paroisse de Saint-Péreuze; *Thars et Chenizot*, paroisse de Chougny; *Thavenault*, paroisse de Mouron, relève de Lormes à la part de Château-Chinon; *Thurigny*, paroisse d'Aunay; *Tilleux*, paroisse de Saint-Léger-du-Fougeret; *La Tournelle* (marquisat); *Traclin*, paroisse de Saint-Léger; *Tressolles*, paroisse d'Héry (la justice d'Héry relève aussi de Château-Chinon); *La Trouillère*, paroisse de Guipy; *Vendenesse et Nourry* (voir ce que nous disons au mot Vendenesse figurant parmi les justices relevant de Saint-Pierre).

En parcourant cette liste des fiefs relevant du bailliage de Château-Chinon, on remarquera que plusieurs d'entre ces justices sont représentées par leurs magistrats aux assises de Saint-Pierre-le-Moûtier comme relevant directement du roi. La justice pouvait être au roi et le fief relever du comté.

Coulonges. — Prieuré avec justice, paroisse de Coulonges-sous-Cercy, ayant pour seigneur le prieur du lieu, François Dieudonné.

Cencoins. — Le juge de Sancoins était qualifié de prévôt royal. La prévôté royale de Sancoins avait une origine semblable à celle de Saint-Pierre. C'est au moyen d'un

traité de pariage avec les Bénédictins de La Charité-sur-Loire que le roi établit un prévôt à Sancoins.

Cervon. — Abbaye et chapitre avec justice.

Certaine et Villemolin. — Terre, justice et seigneurie de Certaines, paroisse de Cervon, relève de Lormes, suivant foi et hommage des 24 août et 20 septembre 1617, au seigneur, M. de Blosset, de Certaines. — *Certaine et Cendre.* — La justice, cens et rentes de Cendre ont été aliénés du chapitre de Moulins-Engilbert et du prieuré de Saint-Honoré les 7 septembre et 3 novembre 1563. — *Villemolin*, haute justice, relève de Lormes à la part de Château-Chinon, suivant actes de foi et hommage des 29 décembre 1617 et 18 janvier 1618.

Chigy-le-Gros, paroisse de Tazilly, moyenne justice, ayant pour seigneur Hugues de Chargères. D'après dénombrement du 3 janvier 1702 reçu par Ballard, notaire à Luzy, le fief de Chigy est dans la mouvance de Nevers.

Chanay, près de Nevers, ayant pour seigneur Marie de Bèze, veuve de Jean-Louis de Fresne, fief, justice et château relève de la baronnie de la Mole et Cours-les-Barres. Foi et hommage du 24 juin 1732, reçu Sionnest, notaire à Nevers, et 4 avril 1636, reçu Collin, notaire. Dénombrement reçu Goussot, notaire à Nevers, du 28 mars 1769.

Coueron, paroisse de Taix, appartenant à Antoinette-Perpétue-Martiale Mellon.

Craux et Lamenay. — Craux relève de Saint-Pierre-le-Moûtier, suivant actes de foi et hommage des 5 avril 1677, 2 juillet 1720, 2 juillet 1726, au bureau des finances. Denis Raudot, intendant de la marine, est seigneur.

Coddes. — Le fief et terrier de Coddes, à M^{me} la duchesse de Villars. Aliénation du prieuré de Coulonges du 26 octobre 1563. Relève de la tour quarrée de Saint-Pierre, suivant actes de foi et hommage au bureau des finances des 13 janvier 1689 et 27 juin 1729, par Louis Hector, duc de Villars.

Couigny (Couigny, Vaux et Langeron-Baronnie). — Terre, justice et seigneurie de Couigny ayant pour seigneur Louis-

Théodore Andrault, comte de Langeron. A cette justice était jointe la justice haute, moyenne et basse de Pin, qui relevait de Saint-Parize-le-Châtel, suivant foi et hommage du 21 juillet 1741, reçu par Gilbert, notaire.

Il existe des actes de foi et hommage au domaine du Bourbonnais des 27 août et 27 avril 1674, 28 mars 1680, 30 décembre 1727 et 24 décembre 1729. Il y a aussi une ordonnance de la Chambre du domaine à Paris du 24 mars 1694 portant que le marquis de Langeron déposera ès-mains du receveur général des domaines et bois la somme de 30,000 livres pour les droits de quint à cause de son acquisition.

Langeron, terre, château, justice et seigneurie relevait du Bourbonnais. Foi et hommage des 30 août 1609 et 23 août 1717.

Chambon, paroisse de Livry, ancienne maladrerie réunie à l'hôpital de Saint-Pierre-le-Moûtier. La terre de Chambon est portée comme franc-alleu du roi.

Chemin, paroisse d'Anthien, ayant pour seigneur le comte de Choiseul. Foi et hommage du 24 août 1617 à Lormes.

Chasnay, en ce qui est des Bénédictins de La Charité.

Chazeuil, près de Varzy.

Cerigny, près de Neuve-le-Barrois, ayant pour seigneur Félix de Saint-Sauveur.

Champroux, paroisse de Coulevre, dépendant du marquisat de Lévy (Bourbonnais).

Chassy-Carolles. — Chassy-Carouble, paroisse de Vignol, ayant pour seigneur M. de Barroy.

Cessy-les-Bois, près de Donzy, ayant pour seigneur le prieur du prieuré de Cessy-les-Bois.

Champange, paroisse de Gimouille, ou Sampanges, à la part de Saint-Sauveur de Nevers.

Cuzy, près de Cervon, ayant pour seigneur M. de La Ferté-Saulière.

Cuncy-sur-Yonne ou Cuncy-Villiers-sur-Yonne, ayant pour seigneur M. de Chabanne.

Courty, près de Chiddes, au baron de Vitry. On lit dans un état général des fiefs : « Les fiefs, justices et seigneuries de Champlévrier, la Verchère et Baisse relèvent du roi, suivant hommage du 10 janvier 1684 au bureau des finances. Les fiefs et justice de Champlévrier, de Richeau-pour (Richaufour) ou *Saint-Jean-des-Curtils relèvent de La Roche*. » La chapelle de Saint-Jean-des-Curtils et ses dépendances formaient un fief ayant droit de haute, moyenne et basse justice, et appartenaient au seigneur de Champlévrier.

Courty, près de Coulon (Courty-Tavenault), à Etignard.

Cuy, paroisse de Chouigny. Le Grand et le Petit-Cuy, à Nicolas Le Roy. La terre, justice, seigneurie et château de Cuy relèvent de Château-Chinon, suivant foi et hommage des 8 août 1616 et 15 décembre 1620. Supplément d'aveu du 8 février 1674. Aveu et dénombrement du 10 janvier 1675. Aliénation ecclésiastique.

Champdoux, paroisse de Dienne, fief qui relève de la tour carrée de Saint-Pierre. Hommage au bureau des finances des 15 janvier 1729, 14 avril 1687, 8 juin et 6 décembre 1686, 27 juin 1685. Seigneur Gilbert Thomas, bourgeois à Saint-Saulge, acquéreur de la baronnie de Guillaume Desprez, seigneur de Lancray ; il a été condamné par l'administration du bureau des finances confirmant une saisie à faire foi et hommage au roi (6 juin 1730).

Crux, à M. de Damas. Relève du duché de Nevers, suivant acte de foi et hommage reçu par Marchangy, notaire, le 25 janvier 1709.

Le seigneur de Crux devait une redevance de quatre boisseaux de froment, quatre boisseaux de seigle et quatre boisseaux d'avoine sur la dîme de Crux, acquise du prieuré de Saint-Saulge, suivant dénombrement à Saint-Pierre-le-Moûtier du 13 septembre 1668. La terre relève du duché, mais la redevance est du prieuré de Saint-Saulge, relevant de la tour carrée et boulevard de Saint-Pierre-le-Moûtier.

Chevannes, près Tannay, paroisse d'Amazy ; seigneur, Bouez d'Amazy.

Château de Limenton. Les mêmes propriétaires qu'à Bernay. On lit dans un état général des fiefs : « Les terres, justices, seigneuries et châteaux de Limenton et Bernay. Bernay relève de Château-Chinon (foi et hommage des 4 novembre, 16, 17 et 24 janvier 1618). Limenton relève du duché de Nevers en partie et de l'abbaye de Bellevaux. Les fiefs de Magny, moulin banal et le terrier du Pied-de-Bisches, avec justice, dixme du prieuré de Bisches, relèvent du roi, à cause de la tour carrée de Saint-Pierre. » La Lye était une justice enclavant le château de Limenton et dépendances. (Voir à ce nom.)

Parmi les aliénations des biens d'Eglise, en 1563, on trouve que « la justice haute, moyenne et basse de Limenton, appartenant au prieur de Biches, avec plusieurs cens, rentes, bourdelages et autres devoirs, ont été acquis par le sieur de Loron, seigneur de Limenton, par décret du 15 septembre 1563, moyennant la somme de 283 l. 15 s.

Commagny. — Prieuré avec justice, ayant pour seigneur M. Limousin, prieur de Commagny, chanoine de Nevers.

Coullon, paroisse de Mouron, relevant partie de Château-Chinon, partie de Lormes. Haute justice relevant de Saint-Pierre. En 1730, Coullon fut confisqué par les soins du bailli de Saint-Pierre au profit du roi à la mort de Françoise Semelé, accusée d'hérésie ; mais, en 1740, cette seigneurie fut remise à Mazillier de La Rivière.

Demeure, à Pierre Babaud de La Chaussade. Les fiefs, justice moyenne et basse relèvent de l'évêché de Nevers à cause d'Urzy.

Demain et les Choux (Coux), près de Dompierre-sur-Héry, à Louis de Damas, comte de Crux.

Dienne. — Fief et justice ; seigneur Claude-Benoît de Maulnorry. Dienne et la Chapelle-Sainte-Radegonde, haute justice relevant de Saint-Pierre.

Dompierre, près La Charité, ayant pour seigneur François-Joachim de Bernis, prieur des Bénédictins de La Charité.

Dompierre-sur-Besbre (Bourbonnais), à Charles-Jean-Baptiste Desgaberts, président au Parlement.

Druy, ayant pour seigneur Louis-François de Paul de Soudeille. Il y avait là un bailliage où étaient portés les appels de cinq prévôtés et qui ressortissait de Saint-Pierre. Les terre, justice, château et comté de Druy relevaient de l'évêché de Nevers, comme baronnie. Cette baronnie a été érigée en comté par Louis XIV, suivant lettres-patentes d'octobre 1658. Ce fief s'étendait sur les paroisses de Marnay, Moutier-en-Glenon, Sougy et Saint-Ouen. Le terrier de 1593 porte que la seigneurie de Druy avait la toute justice, haute, moyenne et basse en huit paroisses, savoir : Druy, Marnay, Béard, Saint-Oingt, Sougy, Parrigny-sur-Sardolles, Varennes-en-Glenon et Moustiers-en-Glenon ; que pour l'exercice de laquelle justice il y a un bailly, lieutenant, procureur fiscal, greffiers, sergent et autres officiers ; du bailliage ressortissaient les appellations du juge et garde de la prévosté de Varennes, du juge et garde de la prévosté de Bouy, paroisse de Saint-Oingt, du juge et garde de la prévôté de Béard, du juge et garde de la prévôté de Travant, paroisse de Druy. — Dénombrement fourni par Simon Marion à l'évêque de Nevers le 28 septembre 1610. Aveu et dénombrement fourni par le président Coste de Champeron, le 6 octobre 1741. Saisie féodale du 15 avril 1676. Mainlevée d'icelle. M. de Druy a justifié que sa terre relevait de l'évêché.

Dompierre-sur-Héry, seigneur Louis-Pierre, comte de Jaucourt, seigneur d'Huban.

Dorne, en ce qui est du ressort de Saint-Pierre, au marquis de Verneuil.

Dornecy, généralité de Paris, en partie au prince de Condé, l'autre partie à l'abbé commendataire de Vézelay.

Eugny, paroisse de Chaumot, et *La Chaise*, paroisse de Pazy; seigneur Germain-Joseph de Pagany.

Frasnay-les-Chanoines, seigneur Pierre Babaud de La Chaussade.

Fontaine, près de Decize, au prieur du lieu.

Ferrière, près de Clamecy, à La Ferté-Challement.

Fleix, près de Varzy, paroisse de Saint-Pierre-du-Mont, à l'évêque d'Auxerre.

Fontenay, généralité de Paris à la part de Vézelay, à l'abbé commendataire de Vézelay.

Fours et Maisons-en-Longue, au marquis de Vogué. 26 juin 1773. Foi et hommage fait par Charles-François-Éléazar marquis de Vogué, demeurant à Aubenas, à M^{mes} les Abbesses et Religieuses de l'abbaye royale de Notre-Dame de Nevers, à cause de sa terre et seigneurie de Fours et Maisons-en-Longue-Salle, justice d'icelle, paroisse du même nom; acte devant Gounot, notaire à Nevers. — La justice *du Bois-l'Abbesse*, paroisse de Fours, aliénation de l'abbaye de Notre-Dame de Nevers, relevait aussi de Saint-Pierre.

Faye, près Saint-Eloy-les-Nevers, ayant pour seigneur l'abbé Decantes, grand-chantre (1).

Givry et la Môle, ayant pour seigneur Benoist Marion de Givry, correcteur des comptes à Dôle. Les baronnies de Givry et château de la Môle, justice et seigneurie de Cours-les-Barres, avec droit de dixmes, relevaient de l'évêché de Nevers, comme baronnie de cet évêché. Dénombrement du

(1) On ne voit pas figurer *Fucilly*, paroisse de La Collancelle; ce fief relève de la tour carrée de Saint-Pierre, suivant hommage du 14 juillet 1621 par Pierre de Jaucourt, par-devant les trésoriers du bureau des finances de la généralité de Moulins. 4 décembre 1716, reçu Barleuf, notaire à Decize, 3 janvier 1724. La mouvance fut contestée en vain par M^{me} de Soissons pour Château-Chinon. Dans le procès-verbal des assises dressé le 4 juin 1755, on appelle « le juge de Mougny et Fusilly, fiefs appartenant à M^{me} de Saint-Rémy ». Aux assises du 17 juin 1769, on appelle « le juge de Mougny, Fucilly et Bussi ».

7 août 1774 devant Goussot, notaire à Nevers, des terre, justice et baronnie de Givry et Cours-les-Barres, à Jean-Antoine Tinseau, évêque de Nevers. Du 28 janvier 1784, foi et hommage des baronnies de Givry et Cours-les-Barres, haute, moyenne et basse justice, par Pierre-Claude Marion, écuyer, baron de Givry, à Pierre de Séguiran, évêque de Nevers, devant Goussot, notaire à Nevers.

Grandry, paroisse de Dun-sur-Grandry, à Jean-Charles de Négrigny, comte d'Aulnay. Dénombrement au duché de Nevers du 26 décembre 1737 pour Dun-sur-Grandry, à cause de la châtellenie de Montreuillon ; mais Grandry, hameau, était dans la mouvance du comté de Château-Chinon et de la châtellenie de Montreuillon.

Guérigny, à Babaud de La Chaussade. Les terre, justice, seigneurie et château de Guérigny, les fiefs de Vérille, de la Motte-d'Ourouer et Gondelins, relevaient Guérigny du roi à cause de la tour quarrée de Saint-Pierre ; Vérille, de l'évêché de Nevers ; la Motte-d'Ourouer et Gondelins, de la baronnie de Frasnay-les-Chanoines. On constate parmi les aliénations de biens d'Église que « la justice, haute, moyenne et basse de Guérigny, avec une redevance de dix livres », quatre poules, cinq quarteaux d'avoine et douze deniers de cens en ladite justice a été acquise par Guy Vanetier de Petitmont, du chapitre de Saint-Cyr de Nevers, par décret du 30 septembre 1563.

Guipy, près de Corbigny, et *Bernot*, ayant pour seigneur M^{lle} Dupré de Guipy.

La paroisse de Guipy comprenait : 1° la terre, seigneurie et château de Guipy, relevant de Château-Chinon, suivant actes de foi et hommage des 17 août et 20 novembre 1617, 23 décembre 1684. Dénombrement du 3 juillet 1685.

2° La terre, justice et château de Prély-Chérault. Aliénation de l'abbaye de Saint-Léonard de Corbigny du 3 novembre 1563, relevant de la tour quarrée de Saint-Pierre, seigneur Charles de Lenfernat.

3° La terre, justice, seigneurie et château de la Trouillière,

relevant de Château-Chinon, suivant foi des 14 décembre 1619 et 30 septembre 1627, à Sébastien de Blosset de Certaines.

4° Le fief et justice de Vesvre, à Philibert Danguy de Montreuillon, relevant de Saint-Pierre. Aliénation de l'abbaye de Saint-Léonard de Corbigny du 16 novembre 1567.

5° Le prieuré de Saint-Martin de Guipy, aux chanoines réguliers de Saint-Martin de Nevers.

Héry, près Dompierre, paroisse d'Héry-Tressolles, à la part du Bouquin, ayant pour seigneur Philibert de Bonis du Cluzeau.

La Montagne-en-Grenois, à M. de Jaucourt.

Le Feuilloux, à M. le commandeur Josset, curé de Saint-George, à Lyon.

La Chapelaude-en-Bourbonnais, au prieur du lieu.

La Voûte, près Dompierre-sur-Bèbre, paroisse de Beaulon, à Charles-Jean-Baptiste Desgaberts, président au Parlement.

La Collancelle, au comte de Damas.

La Chaise, paroisse de Pazy, à Germain-Joseph et Jean-François de Pagany, vassaux du comté de Château-Chinon. Foi du 25 octobre 1617. 6 juin 1726, reçu Bruandet, greffier à Château-Chinon. (Voir plus haut Eugny.)

La Chaise-sur-Loire, près Tannay-sur-Loire, réunie à la terre du Pont, à Chaussin d'Harly.

Le Tremblay, paroisse d'Isenay, à Nicolas, marquis de Fussey. Dénombrement de la terre du Tremblay, justice, seigneurie et château, devant les présidents, trésoriers de France et généraux des finances de la généralité de Moulins, en date du 24 août 1730, reçu Guillier, notaire à Moulins-Engilbert, par Louis-Alexandre de Reugny. Foi et hommage au roi du 24 juillet 1726 de cette terre, des domaines Baudin, Denay, Somery et la Chapelle, paroisse d'Isenay. Haute, moyenne et basse justice mouvante en plein fief du roi, tenant du levant et du midi à l'Aron, de l'ouest au Bouron,

du nord aux usages de Sozay ; justice et seigneurie dans l'église paroissiale d'Isenay. Tout droit de justice et seigneurie dans l'église paroissiale d'Isenay.

La Forêt-sur-Canne, paroisse de Savigny-sur-Canne, à la dame Pierre, épouse de Ferrand de La Forest. Hommage du 27 décembre 1675, du 14 septembre 1692, du 20 mars 1717 ; enregistrement au bureau des finances le 14 juin 1728.

La Loge, près Dienne, paroisse de Montigny-sur-Canne. Le bois de la Loge, avec justice, à Guillaume Desprez. Dénombrement au roi du 12 août 1729, reçu Jaubert, notaire ; hommage des 8 octobre 1692 et 6 juillet 1726. (Voir plus haut Lancray.)

La Vallée-Bureau, près d'Anlezy, paroisse de Dienne, à M. de Damas. Arrière-fief de Lancray, suivant ordonnance du 26 janvier 1726. Hommage du 23 mai 1686. Ce fief est compris dans l'aveu du fief de la Loge du 6 octobre 1692 comme arrière-fief en revenant. M. Jean de La Tour-Dusly, comte de Saint-Vidal, acquéreur de ce fief le 5 novembre 1687, consentit à relever de Saint-Pierre.

La Chapelle-Hugon (en Berry), seigneur M. de Fougères.

La Magdeleine-en-Séjour, paroisse d'Azy-le-Vif. — Un procès-verbal d'assises porte : *Pas d'habitants*.

Lienesse, près Sancoins, à Leroy de Beauquaire.

La Goutte, paroisse de Fléty, moyenne et basse justice, à Jacques Desjours de Mazille. Foi et hommage reçu Reuillon, notaire à La Nocle, du 12 janvier 1714. Relève de La Nocle.

La Vilotte, paroisse de Cizely.

Luthenay, seigneur Louis-Guillaume Sallonnier, ayant acquis de Joseph-François de La Chasseigne. Les terres, justices, seigneuries et châteaux de Luthenay, la Vesvre et Rosemont relevaient : Luthenay, du roi, à cause de la tour carrée de Saint-Pierre, d'après dénombrement reçu Bureau, notaire à Saint-Pierre, le 28 avril 1714. — La Vesvre, du duché de Bourbonnais, châtellenie de Moulins, suivant foi

et hommage des 8 janvier 1599, 6 mars 1664, 17 juillet 1673, 7 janvier 1685, 5 février 1692, 13 janvier 1714, 22 décembre 1716. — Rosemont, du duché de Nevers, châtellenie de Nevers.

La Lye (Lailly ou Lasly, voir château de Limenton), le même seigneur que le château de Limenton. Aliénation de Biches.

Les Granges, près de Cusset.

La Coudre (La Cœuldre, paroisse de Saint-Honoré, à M. Eustache de Chargères. Aliénation du prieuré de Saint-Honoré et du chapitre de Moulins des 3 et 7 novembre 1563. Haute, moyenne et basse justice. Dénombrement reçu Thierrat père, notaire à Luzy, le 24 mai 1762. Indiqué comme franc-alleu dans le relevé des fiefs déjà cité.

La Cordille, paroisse d'Héry-en-Berry, aux Bénédictins de La Charité.

Limenton, en ce qui est du ressort de Saint-Pierre (voir château de Limenton).

La Charnay-Charost, près de La Charité (Berry), à M. de Quincy.

La Quenouille (ou Conaille), paroisse d'Avril-sur-Loire. Franc-alleu à M. de Sarzay, seigneur de Dorne. Foi et hommage du 9 février 1720.

Les Troches, près Saint-Révérien, à Jean Berthier, intendant de la généralité de Paris. Aliénation du prieuré de La Charité du 30 septembre 1563.

Lentilly, paroisse de Cervon, seigneur Louis-Antoine, comte de Torcy. Foi et hommage à la seigneurie de Lormes du 29 août 1617.

Lormes à la part de Châlons. — La terre et château de Lormes à la part de Châlons ayant pour seigneur Pierre-Constantin Levicomte, comte de Blangis.

Les deux tiers de cette terre sont situés dans le détroit de la généralité de Paris, élection de Vézelay. Les appels du bailliage se portaient à la pairie de Nevers; ce bailliage

siégeait au château baronnial et les sentences s'exécutaient sur la montagne de la Justice.

Lormes à la part de Château-Chinon, Dun-les-Places et Saint-Marc, chapelle, réunies par lettres-patentes, ayant pour seigneur Louis de Mascrany. La terre, baronnie et bailliage relevait du roi à cause de la tour quarrée de Saint-Pierre, suivant la foi et hommage fait par acte reçu au bailliage de Saint-Pierre, en 1544, par Louis d'Orléans de Longueville, marquis de La Houlin, son seigneur. Autre acte de foi, hommage et dénombrement du 17 mars 1557. La terre s'étendait sur les paroisses de Brassy, Gâcogne, Magny-l'Ancien et Mhère. Louis de Mascrany l'avait acquise de Pierre-Amédée de Savoye de Carignan, par acte reçu Dupuy, notaire à Paris, du 14 mars 1719, en même temps que la terre de Château-Chinon.

Lancray, près Dienne, paroisse de Montigny-sur-Canne. La terre et justice de Lancray à Eustache de Chéry relevait de Châtillon, suivant le dénombrement du 14 avril 1735. Mais dans l'acte de vente sous seings privés par lequel Eustache de Chéry vendit à Guillaume Desprez, 16 novembre 1738, on voit que la Loge (le bois de la Loge avec justice) et le Thonin relevaient du roi. Dénombrement au roi des 16 juillet et 12 septembre 1687. Foi et hommage au roi du 20 mars 1705, reçu Rondeau, notaire à Nevers. Dénombrement du 12 août 1729, reçu Jaubert, notaire à Fleury.

La Scelle-sur-Nièvre, ayant pour seigneur Louise-Françoise-Léontine de Prunelé, dame de Fonfaye, veuve de Gabriel de Morogues.

La Charité-sur-Loire, ayant pour seigneur le prieur de La Charité. Le prieur du monastère des Bénédictins avait un bailliage dont la juridiction s'étendait sur toutes les terres de la Nièvre et du Berry, dépendant du prieuré. On lit dans Née de La Rochelle: « Les causes d'appel se portèrent au bailliage de Nevers jusqu'en 1296 que Philippe le Bel fit ressortir à ses tribunaux royaux toutes les justices de l'ordre de Cluny. Alors la justice de La Charité fut du

ressort de Bourges ; mais ce siège , ayant cessé d'être royal par la création du Berry en duché, le roi Charles V, en 1366, la fit ressortir du bailliage de Saint-Pierre. L'administration de la justice aux habitants des paroisses dépendant du prieuré fixa l'attention de Jacques-Nicolas Colbert. Il se pourvut en 1682 au bailliage de Saint-Pierre pour la réunion des justices de Raveau, Charly, Villatte, Bulcy et Narcy en partie à La Charité (ordonnance du bailliage 1684). A l'égard des paroisses d'Argenvières, Saint-Léger-le-Petit, La Chapelle-Montlinard, etc., les justices restèrent distinctes. Il en fut de même de celles de Dompierre, Murlin et Saint-Bonnot. »

La Roche-Millay et les Nonins, à la part de Marcigny-les-Nonains (Charolais) : La baronnie de la Roche avait pour seigneur Jacques-Louis de Mun de La Ferté, seigneur de Saulière, qui l'avait acquise de Jeanne-Angélique Roque, veuve de Louis-Hector duc de Villars, devant Frotier, notaire à Paris, du 15 avril 1736. — La Roche-Millay est indiqué ainsi dans les relevés de fiefs dressés au dix-huitième siècle par les employés du contrôle : Baronnie de Laroche-millay et Vanoise, prieuré ; haute justice relevant de Nevers et de Saint-Pierre.

Livry, ayant pour seigneur le prieur de Saint-Pierre.

Le quart de la justice, blairie et vignolerie de Livry avait fait l'objet d'une aliénation du prieuré de Saint-Pierre du 24 juillet 1563, à la charge de relever en fief de la tour quarrée de Saint-Pierre (foi et hommage des 5 mai 1672, 30 janvier 1693, 27 août et 5 novembre 1677, 16 septembre 1693). Ce quart appartenait à Charles Renaud du Brocq, l'ayant acquis du marquis d'Escorailles. Un autre quart de la justice, blairie et vignolerie de Livry provenait d'une aliénation semblable et appartenait à Louis-Théodore Andrault, comte de Langeron. (Hommages des 5 mai 1672, 10 décembre 1692 et 20 mars 1775.) Un seizième de la justice de Livry, aliéné par le chapitre de Saint-Cyr de Nevers, appartenait au même.

La Trouillère. Voir Guippy.

Les Ecuyers, près Pouilly-sur-Loire, à Claude-Marie Dodart.

Les Trois-Vesvres-sur-Sardolles, en ce qui est du ressort de Saint-Pierre, à l'abbesse de Notre-Dame de Nevers. La terre et justice de Parigny-sur-Sardolles et Trois-Vèvres, fief de Grandchamp et Menaton, relèvent du roi pour deux tiers, suivant foi et hommage des 9 mars 1701, 15 juin 1726 et 24 novembre 1729. Un tiers à l'abbesse de Notre-Dame.

Le Pourpris de Saint-Etienne de Nevers, au prieur.

Le Cellier, au chapitre de Nevers.

Lichy, en partie, à Nicolas de Lichy. La seigneurie, justice et château de Lichy relèvent de la tour quarrée de Saint-Pierre.

L'Isle-Savary, paroisse de Langeron, à Geneviève Emaïlles, fille de Pierre Emaïlle, femme de Bordereuil. Aliénation du prieuré de Saint-Pierre.

La Barre, paroisse de Livry, à M. de Dreuille. On lit dans le relevé des fiefs déjà cité : « La terre de la Barre ou Villelume et partie du terrier Bergeron, le fief de Boishaut, ayant pour seigneur Renaud du Brocq. Le terrier Bergeron relève du roi à cause de la tour quarrée de Saint-Pierre, suivant foi et hommage du 16 septembre 1693 présenté par François marquis d'Escorailles.

La Thole, près d'Augy-sur-Aubois (Berry).

Lhéré, en Berry, aux chanoines de Saint-Martin de Tours.

Le Chautay, en Berry, à Joseph de Tenon et au chapitre d'Orléans.

Sept-Voies, ayant pour seigneur le prieur de Saint-Révérien.

Les Chaises, paroisse de Diennes, ayant pour seigneur Benoist de Maulnoury, conseiller au Parlement de Paris, seigneur d'Aubigny. Foi et hommage du 7 mars 1775.

Aveu du 15 juillet 1776. (Voir plus haut *Chevannes-les-Crots*.)

La Verchère et la Corvée, paroisse de Chiddes, haute, moyenne et basse justice, à Bruneau de Vitry. Dénombrement devant Bonneau, notaire à Semelay, du 5 juillet 1779.

Maisonfort, près de Champvoux, aux Bénédictins de La Charité.

Montverin, ayant pour seigneur Dupuis de Tournon, marquis du lieu. Hommage au roi du 21 juillet 1687 et dénombrement du 12 avril 1690 au bureau des finances. Partie relevait du duché.

Millay, à la part de Marcigny-les-Nonains. — Fief [et seigneurie de Millay à demoiselle Commeau de Pontdevaux. Saisie féodale sur Darlay, conseiller au Parlement de Dijon, 9 septembre 1774. Foi et hommage du 21 juillet 1687. Foi et hommage du 22 mars 1776. En instance sur la mouvance réclamée par le duc de Nevers.

Magny, près de Saint-Pierre, ayant pour seigneur le trésorier de la cathédrale de Nevers. (La seigneurie et justice de Magny.)

Magny, dit le Petit, près Pouilly-sur-Loire, ayant pour seigneur le prieur des Bénédictins de La Charité.

Murlin, près de La Charité, aux Bénédictins de La Charité.

Montambert, au prieur commendataire du lieu. Foi et hommage du 10 mai 1740.

Montcharlon, haute, moyenne et basse justice, et *Marry-sous-la-Montagne*, au marquis de Vitry. Foi et hommage des 19 avril 1771 et 31 décembre 1776. Aveu du 5 octobre 1779 affirmé devant Bonneau, notaire à Semelay, le 5 juillet 1779.

Mouche, paroisse de Pazy, ayant pour seigneur Claude-Robert Dugond, seigneur de la Rochette et du Tremblay, relevant de la Tournelle, en dernier lieu à La Ferté de Challement, à cause de la demoiselle Paris de Préligny, son épouse.

Montal (Le), paroisse de Dun-les-Places ; siège de la justice, Mezaugueux ; seigneurs, les de Montal.

Menetou-Ratel, près Lhéré, en Berry, aux Bénédictins de La Charité.

Menetou, à la part de Ferrière, près de Clamecy, ayant pour seigneur M. de La Ferté-Challement.

Mont, paroisse de Limanton, ayant pour seigneur le baron d'Avigneau, vassal de l'abbaye de Bellevaux.

Montengenevray, paroisse de Maux, aux enfants de Charles-Guillaume Gueneau ; enregistrement au bureau des finances du 7 juillet 1726.

Mousseau-sur-Azy-aux-Amognes, ayant pour seigneur M. du Bourg. Aliénation de l'abbaye de Notre-Dame de Nevers.

Mazille, près d'Isenay, ayant pour seigneur l'abbé de Verron, prieur de Mazille, curé de Souvigny, près de Moulins en Bourbonnais.

Merlay. Le fief et justice de Merlay ou Merlet-la-Perrière (paroisse de Fleury-sur-Loire) relevait du duché de Bourbonnois, châtellenie de Moulins. Foi et hommage du 15 décembre 1723. Le seigneur était Jean Devaulx (de Fleury), qui avait acquis ce fief de Pierre de Franay. — Les terre et justice de Fleury-sur-Loire et de la Perrière, appartenant au même, relevaient du duché de Bourbonnais, suivant déclaration faite au contrat d'acquisition du 10 mai 1726, reçu par Rocheron, notaire à Paris.

Le registre des fiefs porte : « Consistance : Les trois quarts de la justice de Merlay et la Perrière, à partir par l'autre quart avec Jacques de Villaines, écuyer, seigneur dudit Fleury, où il a tous droits de haute, moyenne et basse justice, *avec droit d'injustice*, officiers pour l'exercer, lesquelles justices du Merlay et la Perrière sont entièrement situées dans le Bourbonnais et relèvent entièrement de la justice dudit Fleury. » M. de Soultray seigneur. Aveu du 28 juillet 1660.

Maupertuis, dépendant de la commanderie de Biches. C'était à Maupertuis que se rendait la justice de Biches.

Marigny-l'Église. — La justice du lieu appartient au comte de Chatelus, qui a obtenu des lettres-patentes érigeant Chatelus en comté; cette justice fut réunie au comté qui va directement au Parlement. Seigneur François-Louis-Antoine de Bourbon, comte de Busset.

Monsauge, à Louise-Charlotte de Foudras, comtesse de Choiseul.

Marcy (le Petit) et *Miniers*, à Babaud de La Chaussade.

Martigny, à Antoinette-Perpétue-Martiale Mellon. (Le registre des assises porte cette mention : Double emploi, ne relève pas de nous.)

Montbrun, à Jacques Dupuis de Tournon, marquis dudit lieu.

Mauboux, ayant pour seigneur M^{lle} Vaillant de Mauboux, épouse du sieur Lejay.

Mougny et Fusilly, ayant pour seigneur M^{me} de Saint-Remy.

Message et Mussy, près de Nevers, paroisse de Sermoise, à l'abbesse de Notre-Dame de Nevers et au chapitre. Le relevé des fiefs mentionne Mussy comme appartenant à Grasset, à cause de sa femme, née Godin.

Montaron en partie, à Nicolas, marquis de Fussey. En novembre 1763, la justice de Pouligny fut limitée de celle de Mazille; celle de Montaron, haute, moyenne et basse, de celles de Thaix, de Chevannes, de Poussery, de Vandenesse, du Tremblay. Par transaction, M. de Reugny eut le tiers de la justice de Montaron; les deux autres tiers furent attribués à M^{me} Millot de Montjardin, dame de Reugny.

La terre, justice et seigneurie de Montaron relevait de Château-Chinon, suivant foi et hommage du 6 septembre 1617. (Voir Poussery et Pouligny.)

Marcehay, paroisse de Saint-Ouën. Compris dans les arrière-fiefs de Druy, suivant dénombrement dans l'aveu de Druy du 30 septembre 1774, reçu Grenot, notaire à Decize.

Seigneur Jean de Laveyne, héritier de Gaspard Rochery, son oncle.

Marry, paroisse de Saint-Honoré, à Claude-François Sallonier de Montbarron.

Montbaron, près de Cervon, à Bonamour du Tartre. Foi et hommage au seigneur de Château-Chinon devant ses officiers, 7 juillet 1777.

Nave (Bourbonnais), à l'archevêque de Bourges.

Neuvy-le-Barois, à Félix de Saint-Sauveur. Cette baronnie relevait du roi et des seigneurs de Sagonne.

Neuville, paroisse de Champlemy, ayant pour seigneur le comte de Pons.

Ouroux, ayant pour seigneur Louis de Mascrary.

Le bailliage comprenait le bourg et la paroisse d'Ouroux, celles de Planchez, de Frétoy et de Montsauche en partie. *Les appels se portaient à Saint-Pierre-le-Moûtier*. Les officiers étaient les mêmes que ceux du bailliage de Château-Chinon.

Ougny, à Paul-Augustin Save. Terre, justice et seigneurie d'Ougny et fiefs de la Leu, Richardot, Rigny et dépendances, franc-alleu noble, relevant de Châtillon et de Saint-Pierre pour la justice.

Prieuré de Saint-Pierre-le-Moûtier, ayant pour seigneur le prieur.

Poiseux, baronnie de l'évêché de Nevers. Haute justice, à Charles Andras, comte de Marcy, baron dudit lieu.

Passançay, paroisse de Saint-Ouën, à Benoît Moreau-Desmarets, fief vassal de Bouhy.

Pouilly-sur-Loire et Magny-le-Petit (voir Magny-le-Petit plus haut), ayant pour seigneur le prieur des Bénédictins de La Charité-sur-Loire.

Pierre-Perthuis, à Denis-François Angrand d'Alleray, lieutenant civil au Châtelet.

Passy, près Brinay, à Benoist de Maulnoury, seigneur d'Aubigny-le-Chétif.

Précý, paroisse de Livry, à Louis-Théodore Andrault,

comte de Langeron, acquéreur de Claude Berger de Franay, suivant acte reçu Gilbert, notaire à Saint-Pierre, du 7 novembre 1747.

Patinges, à de Ligondez.

Prémery, ayant pour seigneur l'évêque de Nevers.

Pinet et Port-des-Bois, ayant pour seigneur l'abbesse de Notre-Dame de Nevers.

Parzy, châtellenie épiscopale, paroisse de Garchizy, à l'évêque de Nevers, qui y avait un château et une chapelle.

Prélichy, paroisse de Pazy, ayant pour seigneur Louis de La Ferté-Challement, ensuite Bureau de Saint-Alembert. Relève de Château-Chinon. Dénombrement au comté du 27 novembre 1699, reçu Cahaut, notaire à Chitry-les-Mines. Acte de foi et hommage du 3 juin 1726 reçu par Bruandet, greffier à Château-Chinon.

Parjot, paroisse de Gâcogne, fief vassal de Ruères, ayant pour seigneur Charles Rousset de Jailly, demeurant à Lormes.

Pournas, paroisse de Saxi-Bourdon, haute, moyenne et basse justice dépendant du Cellier, à MM. du chapitre de Saint-Cyr de Nevers. François-Henri Rapine de Saxi, acquéreur à titre de bail à rente féodale, annuelle, censière, perpétuelle et non rachetable et imprescriptible de cent livres, suivant acte reçu par Boury, notaire à Nevers, le 18 novembre 1751.

Péron (Pron), paroisse de Montigny-sur-Canne. au marquis de Fussey. D'après le relevé des fiefs déjà cité, le fief et seigneurie de Péron relève du duché de Nevers, à cause de la châtellenie de Cercy, suivant acte reçu par Guillier, notaire à Moulins-Engilbert, le 21 août 1734.

Ponteau (le Pontot), *près de Corbigny*, à Etienne Paris. Foi et hommage au comté de Château-Chinon, devant les officiers du bailliage, du 5 juillet 1777.

Pont, paroisse de Tannay-sur-Loire. Justice moyenne et basse, réunie à celle de la Chaise, à M. d'Harly.

Poussery et Pouligny-sur-Aron, avec le Bazois, au

marquis de Vitry. Poussery et le Bazois relèvent de la seigneurie de Vandenesse, suivant foi et hommage et dénombrement du 17 août 1722, reçus par Guillier, notaire à Moulins-Engilbert, et par Duruisseau, notaire, le 9 septembre 1723. Pouligny relève du duché.

Peu de fiefs donnèrent lieu à autant de difficultés à propos de la mouvance que Poussery. Ce fief, avec justice, fut saisi par plusieurs seigneurs à la fois. Une des anciennes propriétaires crut, un instant, se mettre à l'abri de tous ennuis sur la saisie dont elle était l'objet, de la part de plusieurs seigneurs, en rendant hommage au roi, à Saint-Pierre, et se mettant ainsi ès-mains royales.

Roche, près de Monsauge, à Louise-Charlotte de Foudras, comtesse de Choiseul.

Rochefort, près de Pouilly-sur-Loire, aux Bénédictins de La Charité.

Razou, près Saint-Martin-du-Puits. Terre, justice et seigneurie dépendant de Vesigneux, avec Mallerin et Montelny, ayant pour seigneur François-Louis-Antoine de Bourbon, comte de Busset.

Ruères, ayant pour seigneur Charles-Arnaud de Certaines.

Saint-Bonnot, près de La Charité, ayant pour seigneur le prieur de La Charité.

Saint-Martin-du-Puits, ayant pour seigneur François-Louis-Antoine de Bourbon, comte de Busset. Bailliage ayant dans son ressort Chalaux, Empury, Brassy en partie, Saint-André et Marigny en partie. *Les appels se portaient à Saint-Pierre.*

Saint-André-les-Luxy, ayant pour seigneur l'archevêque de Bourges. Haute, moyenne et basse justice. Cette justice semble avoir été réunie aux justices des prieurés d'Avrée et de Semelay.

Saint-Révérien et Sancenay, hameau, Saint-Paul, chapelle, haute justice ayant pour seigneur le prieur du lieu.

Saint-Gratien et Savigny-sur-Canne, ayant pour seigneur

Nicolas, marquis de Fussey. D'après l'état général des fiefs, la justice et seigneurie de Savigny relevait du duché. Acte Guillier, notaire à Moulins-Engilbert, du 21 août 1734. Une partie relevait de Châtillon. La justice et seigneurie de Saint-Gratien et Chaumigny, hameau, relevait aussi du duché.

Saint-Péreuse, ayant pour seigneur Jean-Charles de Mégrigny, comte d'Aunay, baron dudit lieu. Les justice, seigneurie et maison forte de Saint-Péreuse relèvent de Château-Chinon pour partie. Foi du 11 décembre 1617, hommage du 5 mai 1687, du 19 décembre 1732. Pour autre partie, elles relevaient du duché. Cette terre a été aliénée du prieuré de Marcigny par acte du 13 janvier 1628.

Sainte-Montaine (Berry), à Nicolas Dupré de Saint-Maur.

Saint-Martin-d'Heuille, seigneur l'évêque de Nevers, châtellenie d'Urzy.

Les droits de justice, cens, rentes avaient été acquis de l'évêché de Nevers, le 22 septembre 1563, par messire Henry de L'Hopital, seigneur des Bordes.

Foi et hommage à l'évêché de Nevers par Louise de La Grange d'Arquian, marquise de Béthune, le 27 novembre 1702.

Saligny, paroisse d'Amazy, ayant pour seigneur François Philogène, marquis de Blanchefort, puis Le Muet, de Belombre.

Saint-Loup-sur-Abron, seigneur Gaspard-Antonin de Prevost, seigneur de Germancy. Le seigneur justicier est le duc de Nevers, suivant actes de foi et hommage des 26 janvier 1756 et 28 août 1775; cependant il y avait un prieuré qui a été sécularisé et un petit champ qui faisait partie de la justice de ce prieuré. M. de Prevost possède cette partie de justice qui relève du roi.

On trouve cette mention au relevé général des fiefs:
« Terre, justice et seigneurie de Saint-Loup, relevant de la

tour quarrée de Saint-Pierre; aliénation du prieuré de Marcigny-les-Nonins en 1628. »

Saint-Parize-en-Viry, ayant pour seigneur M. de Sarzay. La terre de Saint-Parize-en-Viry relève du roi, à cause de la tour quarrée et boulevard de Saint-Pierre, suivant foi et hommage du 20 février 1693 par Noël-Eléonor Palarin de Dyo, marquis de Maupeyroux, époux de Marie-Ysabeau de Coligny-Soligny.

(Dans la paroisse de Saint-Parize-en-Viry se trouve le prieuré de Montampuis avec justice, lequel relève du duché de Bourbonnais, châtellenie de Moulins), suivant foi et hommage du 2 mars 1610.

Saint-Gremange, paroisse de Cervon, ayant de Pagany pour seigneur.

Saint-Céol, près les Aix-en-Berry, appartenant aux Bénédictins de Bourges et à une abbaye.

Saint-Honoré, ayant pour seigneur Sallonnier de Montbaron. Haute justice du prieuré relevant de Saint-Pierre.

Saint-Saulge, au prieuré du lieu. Saint-Saulge avait deux justices: celle du duc, la paroisse de Saint-Saulge avec le territoire de Chevannes-Gazeau; celle du prieur, comprenant ce qui était du côté du prieuré jusqu'à Ranceau et aux environs, avec les paroisses de Saint-Maurice, de Sanizy et de Narloup. Le duc et le prieur prétendaient, l'un et l'autre, être seigneur du clocher.

Semelay, à la part de Gouffier, près Luzy, aux religieux de Saint-André de Luzy.

Sury-aux-Amognes, paroisse de Saint-Jean-de-Lichy et Saint-Péraville. Fief, justice et château à M. Flamen.

Le fief et justice de Mont-Saint-Péraville ou des Aides-de-Ville relevait du roi, suivant le contrat d'acquisition du marquis de Reimigny du 14 mai 1751.

Sallay (Le Sallay), paroisse de Saint-Quaize, ayant pour seigneur J.-B. Faure, acquéreur de Philibert Brisson de Sallé. Relève du roi d'après l'aveu du 20 février 1710, reçu par Sionnest, notaire à Nevers, et le dénombrement reçu

par Frébault, notaire à Nevers, le 5 décembre 1727. Foi et hommage du 17 janvier 1652, du 15 octobre 1693, au roi.

Souris, près de Champvoux, aux Bénédictins de La Charité.

Semelain, commanderie, ayant pour seigneur de Chéry Montigny (1).

Turny, paroisse de Fléty, ayant pour seigneur Joseph-Guy de Bosredon de Vattaage; dénombrement du 22 mai 1761 devant Thierrat père, notaire à Luzy.

Turigny, paroisse d'Aunay, à Marie-Pierre de Nourry, puis à Guillaume de Nourry. Relève de Château-Chinon.

Travant, paroisse de Druy, à Benoît-Moreau Desmarets, propriétaire du fief de Bouhy.

Taix, à la famille Mellon. La justice de Taix se divise en douze portions : sept au duc et cinq au roi ; le juge se fait recevoir à Nevers et à Saint-Pierre ; moitié de Taix a été aliénée du prieuré de Mazille (hommage et dénombrement du 16 janvier 1601 au bailliage de Saint-Pierre). Ordonnance du bureau des finances du 20 octobre 1687 qui déclare la terre de Taix mouvante de la tour quarrée de Saint-Pierre, et ordonne la foi et hommage au roi sans s'arrêter à celle faite par la demoiselle Andrée Montbrun au duché le 23 novembre 1683. Hommages au bureau des finances des 26 août 1729, 31 novembre 1731, 20 juillet 1731.

Tressol, paroisse d'Héry-Tressolles, ayant pour seigneur Barbier de La Brosse. Tressolles relève de Château-Chinon, suivant actes de foi et hommage des 17 août 1617 et 2 janvier 1618.

Ternant, ayant pour seigneur la duchesse de Villars. La terre, justice et seigneurie de Ternant. Démembrement du duché de Nevers du 21 juillet 1649. Ordonnance du bureau des finances du 18 février 1680 qui déclare que la mouvance appartient au roi.

(1) Ne figurent ni Sauvigny-les-Chanoines ni Saint-André-les-Luzy.

Treigny, près de Montenoison, à M. de Marcy.

Turigny, près *Tannay*.

Tavenau, paroisse de Mouron. Thavenault et Coulon. Château de la paroisse de Mouron. Haute justice relevant de Saint-Léonard de Corbigny.

Tavenau-Chareau. — Même paroisse de Mouron.

Thouex, paroisse de Champlemy. Seigneur M. de Pons.

Varenne et Urzy, à l'évêque de Nevers.

Les fief, justice et château de Contres, à Édouard de Berthier de Bizy, relèvent de l'évêché. Foi et hommage du 5 juillet 1593, reçu Bardot, notaire royal.

Villemolin, paroisse d'Anthien. Seigneur Jean-Pierre de Certaine. Relève de Lorme, suivant foi et hommage des 2 décembre 1617 et 8 janvier 1618.

Vandenesse. — Seigneur Marie Voisin, veuve de Louis-Thomas Dubois de Fienne-Olivier, marquis de Vandenesse. Relève du duché et de Saint-Pierre.

Villemenant, Vrille, Gondelins, à Babaud de La Chaussade. Vrille ou Verille relevait de l'évêché; Gondelins, de la baronnie de Frasnay-les-Chanoines; Villemenant, de Guérigny.

Villeneuve et Villette-les-Forges, paroisse de Chiddes, au marquis de Vitry. Villette, justice haute, moyenne et basse sur plusieurs héritages. Actes de foi et hommage des 19 avril 1771 et 31 décembre 1776. Aveu affirmé devant Bonneau, notaire à Semelay, le 5 juillet 1779 et reçu le 5 octobre 1779. Taxé au rôle des ban et arrière-ban du 6 septembre 1674 au nombre des fiefs relevant du roi.

Vesigneux, ayant pour seigneur Bourbon, comte de Busset.

Vauban, réuni à Bazoches; seigneur Augran d'Alleray.

Vaujoly, ayant pour seigneur Benoît de Maulnoury.

Vielmanay, dépendant de l'abbaye de Bourras, ayant pour seigneur Nicolas Olivier, prieur de Cessy-les-Bois.

Villiers-sur-Yonne, à la part de Vézelay.

Villaine, près *Tannay*, à la veuve de Morin avocat à Nevers.

Ville-les-Anlezy, au comte d'Anlezy.

Villacot, paroisse de Sermage, aux Ursulines de Moulins-Engilbert. Longue contestation pour la mouvance entre le roi, les princesses de Carignan et le duc. Les fiefs de Chaume et de Villacot relèvent de Château-Chinon, suivant les actes de foi et hommage des 24 et 26 août 1617 et 22 juillet 1618.

Nous croyons utile de donner ici les noms des juges des justices les plus importantes et qui étaient appelés à administrer le pays lors des événements de 1789.

L'audience des dernières assises le 17 juin 1789 fut tenue par Gabriel-Jean Meure, conseiller du roi, lieutenant particulier au bailliage et juge au présidial; Etienne-Marie Dubosc-Durozeau, lieutenant criminel, et Jean-François Gourjon, conseillers. Rousset était premier avocat du roi, Jourdiér était procureur du roi et Maillot deuxième avocat. On voit comparaître le prévôt royal de Sancoins, Jacques Ruby Debergerenne, Jean-Alban Lefiot de Lavault, bailli du prieuré de Saint-Pierre, etc.; Claude-Louis Millet, bailli de Beaumont; Michel de Champrobert, bailli de Magny; de Vasselange, bailli de Mauboux; Legoube, juge de Premery; Claude Flamen d'Assigny, juge de Parzy, etc.; Benard, bailli du marquisat de Lévy; François Méchin, juge de La Charité, etc.; Charles Delagoué, juge de Léré; François Massé, bailli du Chautay, etc.; Marion de Commercy, juge de Lormes-Châlons; Germain Guillemain de Talon, bailli de Lormes-Château-Chinon; Lazare-Désiré Richou, bailli du comté de Château-Chinon, Ouroux, etc.; Jean-Alban Heulhard, bailli de Coulon, etc.; Edouard Berthrand, juge de Larochemillay; Couraud, juge de Champlévrier, etc.; Claude Bouet, juge de Montat, etc.; Hugues Grenot, juge de Taix et Coueron; Henry Breu, juge de la Môle, etc.; François Hérault, juge de Guipy, etc.; Jean Goyard, juge de Dompierre-sur-Bèbre; François-Etienne Berger de Saint-Quentin, juge de Narcy; Lévêque,

bailli de Trois-Vesvres; Pougault, juge de Maupertuis; Claude Coquille, bailli de Lichy; Sautereau, juge du Feuilloux; Guillerault de Villeron, bailli de Pouilly; François Faulché, juge de Sainte-Montaine; Jacques-Jérôme Marguerite, bailli de Saint-Martin-du-Puits, etc.; Caillery, bailli de Semelay; Renard, bailli de Saint-André, etc.; Gabriel Belard, juge d'Aubigny-le-Petit, etc.; Guillaume Decray, bailli de Mont-de-Dienne, etc.; Charles Merland, juge d'Ougny; Etienne Morin, juge de Druy; Delavault, juge de Montsauche, etc.; François-Louis Javelot, juge de Ruère; Fournier de Voyenne, juge de Turigny, près Tannay; Paul Ragon, bailli de Chors; Joseph Bujon, châtelain de Cluzor; Gilbert Chevallier, bailli de la Chapelaude.

Telle était au point de vue territorial cette justice de Saint-Pierre qui allait disparaître en 1790 (1).

Dans la pièce intitulée: Réclamation du bailliage provincial du duché-pairie du Nivernais, les officiers du bailliage provincial du Nivernais, après avoir énoncé que le ressort de leur bailliage s'étend sur 400 paroisses, sur 1,004 justices, sur une population de plus de 300,000 âmes, ajoutent: « Nous ne connaissons point le dénombrement des paroisses ni des fiefs que le bailliage de Saint-Pierre a dans son ressort. Ses assises, *grossies d'un grand nombre de justices qui sont inscrites sur les nôtres*, ne pourraient donner de connaissance exacte. Mais pour établir la diffé-

(1) A l'appui de ce que nous avons avancé sur la date réelle de la création du bailliage de Saint-Pierre, nous appelons l'attention sur le passage suivant du *Recueil des historiens des Gaules et de la France*:

Tome XXI, page 272. Comptes de baillis. Dans celui du bailliage de Bourges. Doit: « *De Sancto Petro monasterii pro ultima medietate. C. li.* »

Pour l'année 1248.

Tome XXII, page 575. Comptes des baillis en 1234: « *Petrus de Roceyo, ballivus Bituricensis debet..... de monasterio pro prima medietate. C. l.* » Une note énonce qu'il s'agit de Saint-Pierre-le-Moûtier.

rence énorme qui se trouve dans les deux ressorts, il suffit que l'on convienne généralement que celui de Saint-Pierre ne contient pas 40,000 âmes. »

Le duc de Nivernais, à propos de cette assertion, écrivit : « ... Quand même le calcul serait un peu exagéré en faveur de mon bailliage (comme cela est possible), on doit toujours le regarder comme supérieur à celui de Saint-Pierre-le-Moutier. » (Labot, p. 218.)

Il est certain qu'aujourd'hui la nomenclature exacte des justices relevant « du roi à cause de la tour quarrée et boulevard de Saint-Pierre-le-Moustier » est moins facile qu'en 1789. On nous pardonnera les inexactitudes de notre étude. Ne constatait-on pas sans cesse alors que certains seigneurs, comme celui de Montigny-sur-Canne, entre autres, déclaraient ne pas être parvenus à connaître les fiefs indiqués dans leurs titres ?

La liste donnée plus haut d'après les assises est incomplète et sans doute inexacte sur divers points : les greffes des tribunaux du département ne nous ont fourni aucuns documents. Cependant, nous avons trouvé *l'inventaire des papiers du greffe du bailliage de Château-Chinon*, qui constate le dépôt des pièces de justice : du bailliage de Château-Chinon, du bailliage d'Ouroux, de l'élection, du grenier à sel, de la justice de la Tournelle, Lancray, Maison-Comte, Fâchin, Aron, Aringette, Poisson, etc. ; — Saint-Léger, Villars, le Bouis, Bouteloing, Traclin, Monsey, de Tilleux, les Anglois, Vermenoux et Champmartin ; — Bruit, Vaux et Chaumard ; — Sainte-Péreuse, Besne et Grandrie ; — Gien-sur-Cure, Tars, Quincize, Champdiou, Ougny, Rigny, Spouse, Aunay ; — Saint-Brisson, Goulou, Palmaroux, Natalou, Fétigni, la Sarée, Aligny, Bonnard, la Terre-Aumaire, Montsauche, Dun-les-Places, Argoulais, Mont et Montat.

Nous avons indiqué en note certaines justices omises à la liste des justices relevant de Saint-Pierre : Busseau, paroisse de Moussy ; Chevannes-sous-Montaron, etc. Ajoutons la

justice des religieux de *Saint-Léonard de Corbigny* et celles qu'ils avaient à *Sardy*, à *Paxy*, etc.; — la justice de *Thonin*, terre, justice et seigneurie de Thonin, paroisse de Montigny-sur-Canne, à Guillaume Desprez, demeurant à Saint-Pierre, reçu Jaubert, notaire à Rouy, du 12 août 1729; — *la châtellenie royale de Rioussé*, ayant pour seigneur le prince de Condé, seigneur engagiste; — *Parigny-sur-Sardolles*. (Les deux tiers de la terre et justice, fief de Grandchamp et Menaton relèvent du roi. Dénombrement du 22 février 1677; foi et hommage des 9 mars 1701, 15 juin 1726, 4 novembre 1729. L'autre tiers appartient à l'abbesse de Notre-Dame; — Menaton, arrière-fief de Druy; — *Langy*, à la part du roi (Parts de redevances aliénés des prieurés de Fontaine, Coulonge et Langy en 1663 et 1564); — *Reugny*, au comte d'Anlezy, justice et seigneurie; — *les Granges*, avec Laliat et Meurignat, paroisse d'Ecurolles (Auvergne), à Marie de Ralène, seigneur de Lionne.

TERRITOIRE SOUMIS A LA COUTUME DU NIVERNAIS.

Si, pour savoir de quelle juridiction relève telle ou telle justice de la province, l'embarras est grand; il n'est pas moins grand en ce qui touche la reconnaissance du territoire soumis à la coutume du Nivernais. Là encore, sur bien des points, aucune délimitation géographique précise n'est possible; on verra par la carte que nous avons dressée que telle justice enclavée dans la province est soumise à une autre coutume.

Dans tous les cas. voici l'historique de l'établissement de la coutume du Nivernais, avec des indications de nature à fixer d'une façon générale les limites du territoire soumis à cette coutume :

Le 8 avril 1453, Charles VII fit publier un édit ordonnant la rédaction des coutumes de France. En raison de cet édit, Charles de Bourgogne, comte de Nevers, assembla les

Etats pour procéder à la rédaction de la coutume du Nivernais à Moulins-Engilbert, en mai 1464. Sa mort, survenue le même mois, empêcha cette rédaction. Jean de Bourgogne, son frère, lui ayant succédé, convoqua les Etats à Nevers, où ils se rassemblèrent les 7, 8, 9 juin 1490. Ces Etats commirent : 1° Jean de La Rivière, chevalier, seigneur de Champlemy, conseiller et premier chambellan du comte de Nevers ; 2° Regnault Le Breton, licencié en lois, conseiller et maître des comptes du comté de Nevers ; 3° Pierre Regnier, grand archidiacre en l'église Saint-Cyr de Nevers ; 4° Jean Roland, archidiacre de Decize en la même église ; 5° Jean Victureault, licencié en droit, chanoine de Nevers ; 6° Jean de Ferriey, chevalier, seigneur de Champlemy ; 7° Antoine de Follet, seigneur dudit lieu, de Bazoches et du Bouchet ; 8° Philippe de Veaulce, chevalier, seigneur de Villemenant ; 9° Jean du Pontot, seigneur de Poussery ; 10° Claude de Pavie, licencié en lois ; 11° et 12° Jacques Bolacre et Jean de Lucenay, échevins de Nevers ; 13° Guillaume Le Miche, licencié en lois ; 14° Guillaume Gallope l'ainé ; 15° Hugues de Colons.

Ces commissaires ont vaqué à cette rédaction de la coutume du 22 juin au 10 juillet 1490. Cette coutume a été ratifiée et certifiée comme ancienne le 28 juin 1494. Neuf articles n'ont pas été arrêtés, par suite de divergences d'opinions, savoir : sept sur les cens et censives, un sur les bordelages, un sur les servitudes personnelles.

La coutume locale du val de Lurcy est énoncée. Il n'est pas fait exception en ce qui concerne les forclusions dans les successions.

Ces coutumes furent imprimées en 1503 et en 1518.

Louis XII, le 28 août 1514, fit un mandement pour arriver à la rédaction des coutumes de Saint-Pierre-le-Moûtier. Ces coutumes furent rédigées dans la grande salle du prieuré de cette ville les 11, 12, 13 avril 1515, sous la présidence du lieutenant-général Guillaume Bourgoing. Dès-lors, en présence de la complication résultant de ces

diverses coutumes dont les gens de loi se disputaient l'application pour la même région, il fallait arriver à une sorte d'unité.

La même année, 28 novembre 1514, Louis XII faisait un autre mandement pour la rédaction des coutumes du Nivernais, mais on ne paraît pas y avoir obtempéré.

Le 30 août 1534, François I^{er} envoyait des lettres pour la rédaction des coutumes du Nivernais, sur la demande de Marie d'Albret.

L'assemblée eut lieu, pour la rédaction de ces coutumes, sous la présidence de Louis Rouillard et de Guillaume Bourgoing, conseillers du roi en sa cour du Parlement de Paris, au réfectoire des Cordeliers de Nevers, les 16, 17, 18, 20, 21, 23, 24 novembre 1534. Elles furent enregistrées au Parlement le 21 juillet 1535.

Les anciennes coutumes du Nivernais avaient 254 articles. Les nouvelles en avaient 604.

La coutume locale du val de Lurcy comprenait les paroisses de Lurcy-le-Bourg, Lurcy-le-Châtel, Nolay, Pruneveaux, Saint-Benin-des-Bois, Giverdy, Saint-Martin-de-la-Bretonnière, Sainte-Marie-de-Flageolle, Saint-Franchy-en-Archères (1).

(1) Nous appelons ici l'attention sur un document qui n'a pas encore été cité par les auteurs :

Il existe à la bibliothèque de Clermont-Ferrand un livre intitulé : Coutumes du pays et comté de Nivernais, enclaves, exemptions d'iceluy accordées, lues, publiées, émologuées en présence de gens officiers de Mme la comtesse de Nevers, de Dreux et des trois Etats d'iceluy pays, par nos seigneurs maîtres Loys Roillard et Guillaume Bourgoing, conseillers du roi, notre sire en cour de Parlement à Paris, et commissaires d'iceluy en cette partie, et depuis reçues en celle cour.

Il fut achevé d'imprimer le dernier jour du mois d'août 1535 par Nicolas Hieman, imprimeur pour honnête personne Jehan Le Noir, marchand libraire, demeurant à La Charité, près la halle, à l'enseigne Saint-Jacques, où il se vend, et à Nevers, à l'enseigne Saint-Roc, rue de la Saveterie.

Pour délimiter le territoire incontestablement soumis aux coutumes du Nivernais, nous proposons donc de tirer une ligne partant de Méves et se dirigeant en ligne droite jusqu'au Beuvron, un peu au-dessous de Brinon-les-Allemands, et suivant le cours du Beuvron dans la direction de Châtel-Censoir, en comprenant cependant à gauche du Beuvron Changy et Breugnon ; nous proposons ensuite de tirer une ligne partant de la rive droite du Beuvron, au-dessous de Clamecy, pour se diriger presque en ligne droite jusqu'à Saint-André-en-Morvand.

Mais remarquons que si toute la partie nord-est de la province est généralement soumise à la coutume d'Auxerre, Arquian, Saint-Amand-en-Puisaye, Roche, près Cosne, Tracy, Saint-Laurent, Méves semblent soumis à la coutume de Lorris ;

Que, d'autre part, La Charité, Raveau, Dompierre-sur-Nièvre, Narcy, Murlin sont soumis à la coutume de Lorris ;

Qu'enfin, sur la limite du Morvand, du côté de la Bourgogne, ainsi que Saint-Agnan, qui n'était pas de la province, mais fait aujourd'hui partie du département, Alligny, Moux, Glux-en-Glanne, Millay en partie sont soumis à la coutume de Bourgogne.

Remarquons, en outre, que ces dernières justices ne sont pas portées dans le ressort de Saint-Pierre et relevaient d'Avallon et d'Autun, c'est-à-dire du Parlement de Dijon (1).

DUMINY ET P. MEUNIER.

(1) Voici comment Klimrath désigne le territoire soumis à la coutume du Nivernais :

« A l'opposite de l'Anjou et du Maine, l'Orléanais touche à l'est, par le bailliage de Montargis, à celui d'Auxerre et au Nivernais. Les coutumes du comté et bailliage d'Auxerre ne s'étendent pas seulement sur la ville d'Auxerre et tout l'Auxerrois touchant à la Bourgogne, au bailliage de Sens et au comté de Joigny, mais encore sur Vézelay, Donzy, Cosne-sur-Loire, Saint-Amand, Saint-Sauveur et plusieurs

autres villes et villages des pays de Donziais et de Puisaye. Les coutumes locales de la châtellenie de Varzy et quelques autres divergences admises dans la première rédaction de la coutume ont disparu dans la nouvelle. Les coutumes du Nivernais régissent un territoire assez considérable situé au sud du Donziais, entre la Bourgogne et la Loire, qui le sépare de la partie du Berry soumise aux coutumes de Lorris. Plus au midi, ce territoire s'étend aussi sur la rive gauche de la Loire, jusqu'aux limites du Berry et du Bourbonnais. Les principales parties dont il se compose sont le pays et comté de Nivernais, avec les villes de Nevers et de Clamecy, la seigneurie de Château-Chinon et le bailliage royal de Saint-Pierre-le-Moûtier. »

BAILLIAGE PROVINCIAL, DUCHÉ-PAIRIE

DU NIVERNAIS.

ÉTAT DE CETTE JURIDICTION EN 1789.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Pour donner une idée complète de l'organisation de la justice dans la province du Nivernais, il faut rechercher ce que fut le bailliage ducal existant à côté du bailliage royal de Saint-Pierre.

D'une façon générale, on enseigne qu'un bailliage royal fut une unité territoriale importante à deux points de vue : politique (élection des députés aux Etats-Généraux), judiciaire. Mais il ne constitue pas une unité territoriale absolue, puisque, s'il contient en lui-même des prévôtés, des châtelainies et autres sièges particuliers relevant de lui, il peut contenir aussi des sièges particuliers de bailliage possédant un ressort distinct de celui du siège principal et ressortissant, au point de vue de l'appel, non à ce siège, mais au Parlement.

(Au mot *Bailliage*, dans la *Grande Encyclopédie*.)

C'est le cas du bailliage royal de Saint-Pierre, comprenant toute la province pour les cas royaux, alors que le bailliage particulier du duché avait comme un ressort distinct ressortissant, au point de vue des appels, directement au Parlement de Paris.

Comme toute la politique des rois consista à faire sentir

aux feudataires leur pouvoir absolu , à intervenir dans les cas les plus nombreux entre les vassaux et les seigneurs, l'un de ces bailliages semblait être appelé à absorber l'autre.

En effet, par l'établissement des *cas royaux*, le roi se réservait le jugement des causes qu'il lui importait le plus de juger, et, en évitant de spécifier ces cas, il s'était réservé de pouvoir évoquer au besoin presque toutes les affaires importantes devant sa justice.

D'autre part, les rois avaient le plus possible favorisé les appels, dans le but d'annuler la justice seigneuriale. Maintenant énergiquement la règle qu'une affaire ne pouvait être soumise à plus de trois degrés de juridiction, ils tinrent la main à ce que dans toute affaire on pût recourir en appel à ses juges : en supprimant la faculté d'en appeler plus d'une fois d'une justice seigneuriale à une autre justice seigneuriale plus élevée, ils multiplièrent les appels, *définitivement soumis* à leur justice royale, mais restreignaient en même temps la puissance judiciaire des seigneurs. Ils s'emparaient ainsi habilement du principe établi par les jurisconsultes, à savoir qu'il ne pouvait y avoir plus de trois degrés de juridiction.

Si tous les efforts des seigneurs hauts-justiciers tendaient à combattre cet autre principe, établi par les légistes, que *fief et justice n'ont rien de commun*, les légistes, de leur côté, ne cessèrent d'enseigner que la justice n'était pas partie intégrante du patrimoine des seigneurs, de telle façon que, d'après leur doctrine, toute juridiction seigneuriale devait être considérée comme un pouvoir usurpé ou comme un avantage accordé par le roi et un démembrement de la souveraineté royale.

C'est ainsi que s'opérèrent les démembrements successifs des juridictions anciennes. Dans l'application des ordonnances royales, toutes restrictives des pouvoirs seigneuriaux, les baillis royaux furent les agents énergiques des rois, qui purent compter absolument sur leur zèle pour arracher aux justices seigneuriales toutes les causes possibles.

Cette extension de la puissance des bailliages avait nécessité la création des sièges présidiaux. Les parlements étaient encombrés d'appels : on obvia à cet inconvénient en donnant mission aux présidiaux de juger en dernier ressort au criminel toutes affaires et au civil les affaires engageant des intérêts de 250 livres en capital ou 10 livres de rentes. Ces présidiaux devaient être composés de conseillers, d'un avocat et d'un procureur du roi, qui étaient souvent les mêmes que les magistrats du bailliage ; les lieutenants généraux et particuliers du bailli y siégeant comme conseillers. Mais cette création de sièges présidiaux fut restreinte aux sièges principaux de bailliage. Il y avait donc, sans parler des petits bailliages ressortissant à un bailliage supérieur, comme celui de Château-Chinon, des sièges de bailliages avec présidiaux et des sièges sans présidiaux.

On comprend qu'à partir de cette époque la compétence des bailliages fut restreinte ; les causes nées de cas de droit commun leur échappèrent pour ainsi dire toutes ; ils conservèrent les matières féodales, les matières bénéficiales, les procès des nobles, des églises ayant des lettres de garde gardienne.

A la veille de la Révolution, en 1788, une ordonnance divisa les bailliages et présidiaux en deux classes ; les uns devaient juger en dernier ressort au civil jusqu'à concurrence de 4,000 livres, et en première instance au criminel ; ceux-ci durent s'appeler *présidiaux* ; les autres durent prendre le nom de *grands bailliages* ; chacun de ces tribunaux dut être divisé en deux chambres : l'une, appelée seconde chambre, faisant l'office d'un présidial pour le ressort qui avait jusque-là appartenu au siège transformé en grand bailliage ; l'autre, appelée première chambre, recevant les appels des jugements des présidiaux et de la seconde chambre et jugeant en dernier ressort au criminel en tous procès (sauf contre les ecclésiastiques, gentilshommes et autres privilégiés, qui conservaient le droit d'être jugés en dernier ressort par la cour en matière criminelle), et au civil

pour les intérêts ne dépassant pas 20,000 livres. Les parties avaient le droit, au civil, de négliger toute juridiction seigneuriale ou royale inférieure et de se présenter directement devant le présidial. Au criminel, les juges seigneuriaux n'étaient plus que des officiers de police ; ils constataient les délits, opéraient les arrestations et commençaient seulement les instructions, dont ils envoyaient les dossiers au présidial.

D'après cette organisation, les bailliages, sous le nom de présidiaux et de grands bailliages, devenaient pour presque tous les procès les seuls tribunaux du pays.

Telles sont les lignes générales des transformations successives apportées par le pouvoir royal dans l'organisation judiciaire de la France.

En ce qui concerne le Nivernais, le cas spécial du bailliage ducal de Nevers donne sur plusieurs points un démenti aux principes que nous avons posés.

Nous allons dire succinctement ce que fut historiquement ce bailliage et comment, en 1789, il était parvenu à conserver l'élection des députés aux Etats-Généraux, le pouvoir politique des bailliages royaux, et à constituer une unité judiciaire territoriale qui, par une faveur spéciale, semble alors une exception au milieu des institutions féodales anéanties.

IMPORTANCE DU BAILLIAGE DUCAL DE NEVERS.

Le duché de Nivernais se composait de châtellenies et de baronnies, dont nous ferons l'énumération dans la nomenclature des justices telle que nous la donnent les procès-verbaux des assises de la fin du dix-huitième siècle.

Mais, de même que la suzeraineté du duc s'étendait sur certains territoires en dehors du duché du Nivernais, de même des seigneurs, auxquels le duc devait foi et hommage, étaient seigneurs de certaines terres en Nivernais.

Nous avons vu quel était le domaine royal ; nous avons signalé plusieurs enclaves : le domaine du Bourbonnais

s'étendait sur les seigneuries de Langeron, Fleury-sur-Loire, Imphy ; Sermoise relevait du comté de Sagonne-en-Berry.

D'autre part, la situation du duc, en ce qui concerne le Donziais, était particulière, puisqu'il devait dénombrement des baronnie et châellenie de Donzy à l'évêque d'Auxerre, de la baronnie et châellenie de Saint-Verain au même évêque (1).

- De la sorte, ni le duché de Nivernais ni la province de Nivernais ne constituaient un territoire continu comme un département actuel, mais un assemblage de territoires constituant les ressorts démesurément inégaux, facultativement déterminés de diverses châellenies (2) ; le duc était propriétaire de la châellenie établie au chef-lieu et de la justice de la châellenie ; on disait des fiefs situés dans le territoire d'une châellenie qu'ils relevaient du duché *à cause de cette châellenie*, alors que le roi, *à cause de sa tour quarrée et boulevard de Saint-Pierre*, ou tel seigneur étranger pouvait être suzerain de fiefs enclavés.

Le duc rendait foi et hommage pour son duché au roi. (Ville et duché de Nevers. — Duché de Nevers appartenant

(1) Le 7 septembre 1770 a été contrôlé un aveu et dénombrement de la baronnie et châellenie de Saint-Verain-des-Bois, haute, moyenne et basse justice, par le duc de Nevers, à messire Jean-Baptiste-Marie Champion de Cicé, évêque d'Auxerre, passé devant Archambault, notaire à Nevers, le 29 août 1770.

Le 7 septembre 1770 a été contrôlé un aveu et dénombrement de la baronnie et châellenie de Donzy, haute, moyenne et basse justice, fourni par M. le duc de Nevers à messire Champion de Cicé, évêque d'Auxerre, passé devant Archambault, notaire à Nevers, le 29 août 1770.

(2) On donna, en premier lieu, le nom de châelain au gouverneur établi par un duc ou par un comte dans le château d'une ville ou d'un bourg, tant pour y rendre la justice que pour y tenir les vassaux dans l'obéissance. Ces sièges de châellenies s'appelèrent *châellenies*. En 1789, les noms de châelain et de châellenie étaient équivoques : châellenie signifiait *juridiction* ou *seigneurie*, et le châelain était ou le seigneur possédant une *châellenie*, ou l'officier qui y exerçait un premier degré de juridiction.

au duc, qui a rendu foi et hommage à la Chambre des comptes de Paris, le 5 juin 1692.)

Louis de Flandre, comte de Nevers, avait créé, en 1308, un bailliage à Nevers pour son comté. Ce comté fut érigé en pairie par Louis XII en 1505, en faveur d'Engilbert de Clèves; il le fut encore en 1521 par François I^{er}, en faveur de Marie d'Albret; enfin, par ce même roi, en 1538, en faveur de François de Clèves, petit-fils d'Engilbert. Le résultat de cette érection, au point de vue de l'administration de la justice, était que les appels de la justice du duché-pairie ressortissaient directement du Parlement. La justice s'y rendait au nom du bailli du Nivernais, qui avait un lieutenant-général à Nevers et des lieutenants particuliers dans les châtellemies de la province. Le lieutenant-général connaissait des grandes causes en première instance et de celles des gentilshommes. Il connaissait par appel de celles de la prévôté et de celles des lieutenants particuliers établis en chaque châtellemie, et des juges inférieurs des seigneurs. Enfin, il y avait les auditeurs de pairie, qui connaissaient des causes d'appel tant du lieutenant-général de Nevers que de toutes les autres châtellemies.

On voit quelle complication présentait cet ordre de choses dans la province.

Prenons pour exemple le cas de la justice exercée à Clamecy sous ce régime, et qu'explique Née de La Rochelle : « Il y avait à Clamecy deux degrés de juridiction : la prévôté, dont le juge ou garde connaissait en première instance de tous les habitants qui demeuraient dans son étendue, et la châtellemie, où se relevaient les appels des sentences du prévôt et des juges des autres paroisses circonvoisines qui composaient son ressort. » Dans ces paroisses, qui appartenaient à divers seigneurs n'y possédant que la moyenne et basse justice et ayant des juges particuliers, les appels se relevaient à la châtellemie.

Mais, à l'occasion de l'édit de Charles IX de novembre 1563, qui ordonnait la suppression de tous ces degrés de juri-

diction, il ne fut fait de toutes les juridictions de Nevers qu'un seul bailliage et pairie pour connaître tant des causes de la ville et banlieue en première instance, des causes des gentilshommes et autres privilégiés de tout le duché, que des causes d'appel de toutes les châtellenies où il fut établi pour lors des juges ordinaires.

C'est alors qu'à Clamecy, ville que nous avons prise pour exemple parmi les villes subalternes de la province, il n'y eut plus dès-lors qu'un seul degré de juridiction. La prévôté fut supprimée et unie à la châtellenie ; l'officier de cette châtellenie connu en première instance de tous les procès qui se portaient auparavant devant le prévôt et qui s'élevaient dans les paroisses appartenant au duc et composant sa châtellenie. Les causes des autres paroisses ou villages appartenant à divers seigneurs ayant la haute justice conservèrent leurs juges, dont les appels ressortirent du bailliage de Nevers. Il n'y eut plus, en un mot, que trois degrés de juridiction pour la province : 1^o la justice seigneuriale, 2^o le bailliage, 3^o le Parlement (1).

Nous avons dit, en parlant de la justice de Saint-Pierre, que des conflits fréquents s'élevaient entre les deux justices : les questions de compétence étaient sans cesse soulevées ; des arrêts de réglemeut devaient intervenir. Citons « l'arrêt de la

(1) Le chiffre de trois degrés de juridiction pouvait s'élever plus haut dans les endroits où les justices seigneuriales étaient divisées en trois degrés : si l'on n'appelait point, en effet, de la basse justice à la moyenne, on appelait soit de la basse, soit de la moyenne, à la haute justice, ce qui donnait deux degrés. (*Leçons de procédure civile*, par Boitard, introduction.)

« La *haute justice*, dit Denizard, est celle d'un seigneur qui a pouvoir de faire condamner à une peine capitale et de juger de toutes causes civiles et criminelles, excepté des cas royaux.

» La *moyenne justice* a droit de juger des questions de tutelle et injures, dont l'amende ne peut excéder 60 sols.

» La *basse justice* connaît des droits dus au seigneur, du dégât des bêtes et injures, dont l'amende ne peut excéder 7 sols 6 deniers, et on l'appelle autrement justice foncière. »

cour de Parlement portant règlement entre les officiers du duché et pairie de Nivernais et les officiers royaux du présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier, 7 septembre 1624; un autre arrêt du 27 mars 1630; un autre arrêt du 23 décembre 1712, qui fait défense aux juges du duché-pairie de Nevers de connaître des appels interjetés en matière criminelle, rappelé dans les arrêts de règlement de Louis-François de Jouy (1752).

Mais quelle que fût la protection accordée par le pouvoir royal à la justice de Saint-Pierre, le bailliage ducal, d'une étendue considérable, n'en conserva pas moins une importance telle qu'un rôle exceptionnel lui était réservé lors des élections aux Etats-Généraux. D'ailleurs, les anciens comtes de Nevers n'avaient-ils pas tous les droits de la souveraineté? N'usaient-ils pas, dans leurs lettres-patentes, de la formule : Car tel est notre bon plaisir? Dans les anciens missels, la prière pour le comte suit immédiatement celle pour le roi.

Il faut dire qu'au point de vue de l'intérêt des justiciables, la coexistence de ces deux bailliages en Nivernais était fâcheuse. On le vit bien lorsque les électeurs, assemblés à Saint-Pierre et à Nevers, durent comparaître : pour la plupart, rien n'indiquait où ils devaient se rendre de préférence. Beaucoup se firent eux-mêmes juges de leur choix, d'autres ne comparurent pas du tout ou se désintéressèrent de leur mission après protestation.

En effet, c'est une étude difficile à faire dans ses détails que celle du fonctionnement des deux juridictions qui agissaient et marchaient ensemble en Nivernais, et le manque de netteté dans les attributions de chaque justice égalait l'obscurité régnant dans les questions de mouvance.

On put croire un instant qu'il serait porté remède à cet état de choses, quand les magistrats de Saint-Pierre, ennuyés d'y séjourner, firent des démarches auprès du roi pour que le bailliage royal fût établi dans cette ville. Moyennant une indemnité qu'il n'eût pas été désagréable au duc de recevoir,

un seul bailliage eût dès-lors existé pour tout le Nivernais. M. de Saintemarie raconte comment ce projet échoua.

Voici ce que dit à ce propos, dans un rapport conservé à la bibliothèque nationale, l'intendant de la généralité de Moulins : « Ils ne purent réussir dans les deux premières tentatives, et on aurait cru que c'était faute d'avoir le consentement du duc : l'année dernière, 1697, ils auraient obtenu le transport de leur bailliage à Nevers moyennant 40,000 fr. de gratification. Mais le roi n'a pas jugé à propos de toucher à un si ancien établissement, soit par une espèce de respect pour l'antiquité ou par commisération des habitants, qui auraient été absolument ruinés. »

Dès-lors, jusqu'en 1789 fonctionnèrent dans la province cumulativement les deux bailliages, dans une lutte continue, à propos de leurs attributions réciproques et de débats soulevés au sujet de la compétence.

LUTTE ENTRE LE BAILLIAGE ROYAL ET LE BAILLIAGE DUCAL EN 1789.

Le dernier épisode de cette lutte entre les deux bailliages eut lieu à propos de la convocation des assemblées électorales du Nivernais dans le but d'élire les députés de la province aux Etats-Généraux en 1789.

Le roi avait fait bon marché de son bailliage royal de Saint-Pierre. En effet, l'état de répartition des députés à élire annexé au règlement général sur les élections du 24 janvier 1789 figurait le bailliage ducal de Nevers, au nombre de ceux auxquels était attribué le droit de convoquer les électeurs. Le bailliage de Nevers devait désigner deux députations aux Etats-Généraux ; chaque députation composée de quatre députés : un du clergé, un de la noblesse et deux du tiers-Etat. Le bailliage royal de Saint-Pierre obtenait une seule députation.

L'ordonnance du bailli d'épée du bailliage royal de Saint-Pierre contenait la mention qu'acte avait été donné au

procureur du roi de ses protestations pour la conservation des droits du roi et de ceux du siège de Saint-Pierre, comme *seul bailliage royal du Nivernais*, contre la mention faite par erreur *d'un bailliage de Nivernais et Donziais* dans l'état alphabétique des bailliages *royaux* et des sénéchaussées *royales* étant à la suite du règlement du 24 janvier, et contre l'envoi qui, par suite de cette erreur, avait pu être fait des lettres du roi et du règlement aux officiers de la justice ducal et seigneuriale de Nevers.

Pendant que le bailli d'épée de Saint-Pierre faisait, en vertu de son ordonnance, donner des assignations à tous les électeurs de son ressort pour les cas royaux, le bailli d'épée du bailliage de Nevers convoquait de son côté tous les électeurs du bailliage ducal (1).

De là cette lutte entre les deux bailliages dont M. Labot nous raconte les péripéties.

En fait, des discussions savantes eurent lieu à ce sujet, et il est certain que les réclamations du bailliage royal de Saint-Pierre étaient fondées ; aussi, l'on peut être surpris à bon droit en lisant la cassation de l'ordonnance du bailli de Saint-Pierre du 2 mars 1789.

Evidemment, le Conseil d'Etat ne se préoccupa pas de ces anciens motifs, qui avaient rendu les rois si jaloux de leurs prérogatives.

Depuis longtemps le roi n'était plus inquiet d'empiétements féodaux comme ceux que le duc de Nivernais était accusé de commettre. Il est certain qu'on se rendit *en fait* aux arguments de l'abbé Viodé, curé de Sauvigny, dont M. Labot signale l'intervention dans le débat.

Celui-ci déclarait, en effet, que les électeurs « n'étaient nullement d'avis de s'assembler dans une ville, dans un trou, une bicoque, un vrai village (Saint-Pierre), où la

(1) On avait annexé au bailliage principal de Saint-Pierre le bailliage secondaire de Cusset. D'autre part, beaucoup de paroisses du Nivernais ressortissant à d'autres bailliages : Moulins, Auxerre, furent appelés à voter par leurs bailliages et avec ceux-ci.

cherté des denrées, la disette des vivres, l'insalubrité de l'air, le petit nombre d'hôtelleries et d'auberges, absolument insuffisants pour contenir la plus petite partie des députés ; « et qu'il fallait ajouter au susdit motif la rapacité des habitants qui, comme autant de vautours ou d'oiseaux de proie formés par les leçons de l'inhiant et insatiable chicane et cherchant continuellement à sucer la moëlle et le sang de leurs semblables, rendent le séjour de Saint-Pierre non-seulement désagréable, mais même impraticable aux étrangers. »

En définitive, c'était une bien mince querelle que celle de ces deux bailliages. Du moins, nous la jugeons telle aujourd'hui, en constatant que les deux bailliages, tant peu solides était leur situation réelle et aussi malade l'un que l'autre, n'avaient plus alors que quelques jours à subsister. Mais nous devons reconnaître que Guyot Sainte-Hélène, qui ne prévoyait pas une révolution radicale imminente, était dans le vrai comme juriste, comme historien, et qu'il se maintenait dans les traditions de la centralisation royale et du libéralisme à l'usage alors des classes éclairées, lorsqu'il protestait contre l'amoindrissement du bailliage royal dans son pamphlet *Patatras*.

Il énumère et réfute les motifs invoqués par le duc de Nevers : 1° « La justice de Monseigneur, d'après les prétentions de celui-ci, en 1789, tout juste la même chose qu'était en 990 celle de Mgr Landry, dont il est le successeur, parce qu'il a eu le moyen d'en acheter la succession. C'est queussi queumi. Or, la justice de Saint-Pierre ne convoquait pas les justiciés de Mgr Landry ; donc, elle ne doit pas aujourd'hui convoquer les justiciés de Monseigneur.

» 2° Ensuite, la possession fait droit. Tout le monde sait cela, tout le monde en convient. Or, nos seigneurs, comtes et ducs de Nevers, depuis 1467 jusqu'à présent inclusive-ment, ont possession de convoquer leurs justiciés ; donc, Monseigneur a droit de les convoquer.

» 3° Enfin, il n'y a pas de baudet qui ne sache qu'en fait de convocation pour les Etats-Généraux, le roi est le maître,

et que les cours de justice n'ont la compétence à cet égard qu'autant que Sa Majesté la leur attribue. Or, le roi a donné cette compétence au bailliage de Nevers à l'égard de ses justiciés par l'arrêt du 2 mars ; donc, ce bailliage a pu convoquer, et le bailliage de Saint-Pierre n'a pas le mot à dire.

» D'abord, si Monseigneur est aux droits de Mgr Landry, tant mieux pour lui ; leur justice, qu'on prétend être la même, ne fait ni chaud ni froid à notre affaire, puisqu'il n'y a ni débat ni contention sur cette justice, qu'il s'agit de convocation des justiciés et de savoir si le roi doit seul convoquer les justiciés du duché, ou si le duc peut les convoquer au préjudice du roi.

» 4^o Si nos seigneurs les comtes et ducs ont convoqué, j'en suis fâché, car tant pis pour le bon sens, tant pis pour la justice, tant pis pour le royaume, tant pis pour les rois d'alors, tant pis pour nos pauvres pères, qui ont été les victimes de ces convocations, et tant pis pour tout !

» En fin finale, si, comme il est vrai, le roi peut commettre qui bon lui semble pour convoquer, c'est une autre paire de manches ; mais cette paire de manches ne prouve encore rien pour le bailliage seigneurial de Nivernais à Nevers. Florimond Bondon soutient que Sa Majesté ne peut commettre que ses officiers royaux ; et c'est à cela que je m'attache, parce que c'est là véritablement qu'est l'enclavure. (Bondon, auteur supposé du pamphlet.)

» Comme nos anciens rois ont senti cette vérité autant que la nécessité de recevoir les plaintes par eux-mêmes, qui ne peuvent cependant être partout, ils ont institué leurs officiers royaux, auxquels ils ont donné le caractère requis à cet égard. Mais si vous transférez ce droit des officiers royaux aux officiers seigneuriaux par des arrêts du conseil qui détruisent l'institution, oh ! crac, adieu je vous dis, nous voilà tout aussi avancés qu'auparavant. Le juge royal ne peut plus les entendre, le juge seigneurial ne veut pas les entendre ; devant qui se plaindront-ils ?

» Enfin, la poursuite des cas royaux appartient absolument aux officiers royaux, d'après l'argent qu'ils ont donné pour jouir de ce droit, qui fait partie de leurs charges, composées de l'honneur et du profit. Or, la convocation est un cas royal s'il en fut jamais, puisque le roi, exclusivement à tout autre, peut convoquer la nation ; par quoi la convocation appartient donc de droit aux officiers royaux, exclusivement à tous officiers seigneuriaux.

» Voilà pourquoi je vous dis, moi, que quand on a engagé le roi à laisser sortir de son conseil cet arrêt du 2 mars dernier, on lui a fait violer la propriété du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, blesser la raison sur le chapitre de la compétence, bouleverser un siège royal dans ses fonctions, ordonner que sa bonne volonté n'aurait aucun effet dans ce malheureux pays et que, dans tous les cas, les Etats-Généraux seraient inutiles pour nous autres, pauvres justiciés du bailliage seigneurial de Nevers ; et tout cela étant, je crois que c'en est suffisamment assez. »

Il est certain que ce débat n'est plus qu'un sujet historique curieux ; mais il n'en est pas moins singulier qu'au moment où le goût de la centralisation de tous les pouvoirs entre les mains du roi, où la féodalité n'existait plus dans bien des cas qu'à titre de souvenir, où ses moindres vestiges disparaissaient chaque jour, le bailliage ducal de Nevers se soit présenté en 1789 comme un pouvoir non-seulement debout encore, mais comme une autorité envahissante au point de vue de l'étendue de sa juridiction ducale, territorialement parlant, mais au point de vue des attributions (1).

(1) Notons que le Parlement de Paris avait condamné au feu, en 1776, le livre écrit par Boncerf sur « les inconvénients des droits féodaux. » Jamais les seigneurs ne s'étaient montrés plus âpres que dans les dernières années qui précédèrent la Révolution. Il y eut alors une remise en état général des terriers par les soins de *commissaires à terriers*, entrepreneurs de recouvrements à forfait, et comme une résurrection de fiscalité féodale. Les hommes du duc de Nivernais ne furent pas les moins tenaces, et c'est ce qui explique comment le duc-

Le bailliage ducal eut ses récalcitrants comme Saint-Pierre. Le bailli de Nevers avait convoqué certaines paroisses ressortissant du bailliage d'Auxerre. Comme bailli d'un bailliage principal, le bailli de Saint-Pierre avait également convoqué à Saint-Pierre les électeurs du bailliage secondaire de Cusset.

Les électeurs ainsi convoqués ne répondirent pas à l'appel : les premiers se rendirent à Auxerre ; les seconds restèrent à Cusset (1).

RESSORT DU BAILLIAGE DUCAL.

A l'aide des documents que nous fournissent les archives de Nevers, nous essayerons de donner ici un état aussi complet que possible des justices composant le ressort du bailliage ducal.

Notre travail eût été plus complet si, dans ces mêmes archives, nous avions pu trouver les minutes des notaires de

de Nivernais, dont le libéralisme fut célébré par tous les encyclopédistes, se trouva, par suite de ce singulier contraste entre ses actes comme seigneur et sa manière d'être et de penser, impopulaire dans son duché.

(1) Les électeurs des paroisses éparses, qu'on serait tenté de considérer comme les débris d'un grand ressort de justice, se présentèrent seuls à Saint-Pierre. La masse des électeurs nivernais se rendit à Nevers.

Argenvières, Cuffy, Givardon, Grossouvre, Jouet-sur-l'Aubois, La Chapelle-Hugon, La Chapelle-Montlinard, Le Chautay, Léré (qui fut aussi convoqué à Montargis), Marseilles-les-Aubigny, Menetou-Ratel, Mornay-sur-Allier, Patinges, Sancoins, Saint-Germain-sur-l'Aubois, Sainte-Montaine, Saint-Léger-le-Petit, Sury près Léré, Tendron, Torteron (Berry), avaient été convoqués, ainsi que quelques paroisses du ressort du bailliage secondaire de Cusset et du Bourbonnais.

Aux représentants de ces paroisses, qui ne vinrent pas tous d'ailleurs à Saint-Pierre, se joignirent les représentants de quelques paroisses du comté de Château-Chinon ou de paroisses ayant pour seigneur du clocher un ecclésiastique ; Saint-Pierre, Sancoins, La Charité, Prémery, Lormes, Château-Chinon, Pouilly, Léré, sont les seules villes ayant comparu à Saint-Pierre.

la province qui portent une date antérieure à l'année 1789 ; c'est grâce seulement à ce dépôt qu'on arrivera à reconstituer l'état ancien de la province.

JUSTICES RELEVANT PAR APPEL

DE LA PAIRIE-DUCHÉ DE NIVERNAIS ET DONZIAIS

Par ordre de châtellenies.

BAILLIAGE ET CHATELLENIE DE NEVERS.

Nevers, duché de Nevers et du Nivernais.

Le comté de Nevers a été érigé en pairie par Charles VII, en 1459, et en duché par François I^{er}, le 27 février 1538, en faveur de François de Clèves, comte de Flandre, qui avait épousé Marguerite de Bourbon, fille de Jacques, duc de Vendôme, et sœur d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et de Louis, prince de Condé, décédé à Nevers le 13 février 1563.

En 1789, le duc de Nivernais était féodalement seigneur de terres considérables dans la province. Le duché relevait de la tour quarrée de Saint-Pierre-le-Moûtier, suivant la déclaration au bureau des finances de Moulins, chef-lieu de la généralité, du 19 février 1693.

Azy-le-Vif, ayant pour seigneur Berger de Chamilly, fils de Berger de Franay. Terre, justice et seigneurie.

Beaumont-sur-Sardolles et la Cave. Terre, justice et seigneurie. Arrière-fief de Druy. Aveu du 30 septembre 1741, reçu Grenot, notaire à Decize. Seigneur Jean-Michel de Meun de La Ferté.

Chevenon. Terre, justice, seigneurie et château de Chevenon et le fief de la tour de Chevenon, ayant pour seigneur

du Creuzet de Richerand. Dernier seigneur, Mathieu-Bernard Goudin.

La-Tour-de-Marigny.

Cougny-les-Amognes. Seigneur Andras de Marcy. Justice, seigneurie et château. Dénombrement reçu par Tixier, notaire, le 6 juin 1744.

Cougny, près de Saint-Pierre. Voir ce nom dans la liste des justices relevant du roi.

Le Chollet, paroisse de Saint-Eloy. Terre et maison seigneuriale à Jacques-Edme de Bèze du Lys. Dénombrement du 4 décembre 1711, reçu Sionnest, notaire à Nevers.

Chéreault-ès-Amognes. Terre, justice et château de Chéreaux. Aveu du 6 mars 1703, reçu par Dugué, notaire à Saints Benin-d'Azy, à Louis-Henry de Las d'Azy, puis à son neveu Michel de Las.

Cognants-aux-Amognes (paroisse d'Ourouër), fief et château, à Charles Andras de Marcy. Relève de Prye, suivant foi et hommage reçu par Camuset, notaire, les 26 juillet et 20 août 1708.

Chassy-aux-Amognes (paroisse d'Ourouër), à Andras de Marcy. Dénombrement devant Jaubert, notaire, le 22 juin 1728.

La Ferté-Langeron. Baronnie et château de la Ferté-Chaudron, appelée alors la Ferté-Langeron, à Louis-Théodore Andrault, comte de Langeron, qui l'a acquise de Claude Berger de Franay et de ses enfants. S'étend sur Saint-Imbert ou Chantenay et Toury-en-Séjour.

La Forest-des-Chaumes (paroisse de Saint-Sulpice). Justice et château. Fief et justice de la Motte-Latigny, à de Maulnoury de Sury. Relève de Saint-Sulpice. Dénombrement du 29 juillet 1672 ; foi et hommage reçu par Butaud, notaire à Nevers, le 15 février 1701. Flamen d'Assigny acquit cette terre en 1784. (Investiture à la Chambre des comptes de Nevers, 7 août 1784.)

Frasnay-les-Chanoines. Fief, terre et seigneurie. Justice haute, moyenne et basse de Frasnay-les-Saint-Aubin,

paroisse de Frasnay. Aveu et dénombrement *de la baronnie de Frasnay*, fourni par Pierre Babaud de La Chaussade, écuyer, au duc de Nevers, devant Morlet, notaire à Guérigny, le 12 octobre 1775.

Giry-sur-l'Ixere (Giry-les-Prie-sur-l'Ixere).

La Guerche. Baronnie de La Guerche, en Berry, vendue à MM. de Montholon, sous réserve de la justice. Dénombrement de la terre et seigneurie de La Guerche, ayant haute, moyenne et basse justice, fourni par Marie, comte de Fougères, au duc de Nevers, devant Godin, notaire, le 24 février 1778.

La terre, justice, seigneurie et maison seigneuriale du Fournay et du Plessis (paroisse de Saint-Germain-sur-l'Aubois), à Pierre Léveillé, du Fournay, relevaient de La Guerche. Foi, hommage et dénombrement du 18 février 1728, reçu Gentil, notaire.

Du 4 mars 1777, devant Gounot, notaire à Nevers, foi et hommage, aveu et dénombrement du fief et fourneau du Chautay, près de La Guerche, moyenne et basse justice, paroisse du même nom, fourni par Jean-Baptiste de Neuchaize, chevalier, demeurant à Beaumont-la-Ferrière, au comte François-Marie comte de Fougères, à cause de sa terre de La Guerche. (Voir le Chautay, à Saint-Pierre.)

Machy, paroisse de Sauvigny-les-Chanoines (Machy-le-Bas). Fief et justice à Dollet de Sollière; maison seigneuriale. Dénombrement au duché du 1^{er} mai 1699, reçu Chevallier, notaire à Nevers, et dénombrement reçu Gentil, notaire, du 6 septembre 1744.

Haute, moyenne et basse justice de Marzy. Des bâtiments et héritages à Marzy furent érigés en fief sous la dénomination de fief de Marzy, avec justice moyenne et basse, par brevet du duc du 23 avril 1752. Seigneur, Bernard Carrelet de Haute-Feuille, président de la Chambre des comptes de Nevers. Seigneurs en 1789, les frères Dubois.

Monts à la part de Saint-Parixe. Seigneur, M. de Saulieu. Du 28 février 1734, aveu et dénombrement de la haute,

moyenne et basse justice de Mons, membre de la seigneurie de Saint-Parize, par Germain-Joseph de Pagany, seigneur de Saint-Parize, devant Gilbert, notaire à Saint-Parize.

Les Meurs-aux-Amognes. Seigneur Babaud de La Chaussade. Acquis par lui des époux Gascoing devant Magnier, notaire, le 8 avril 1752. Fief, justice et maison seigneuriale, paroisse d'Ourouër, à Antoine Rapine de Sainte-Marie. Foi et hommage à Montigny, à la part de Marcilly. Têtelette, notaire à Nevers, 26 juin 1708. Relève du duché pour la plus grande partie.

Marigny et Jaugenay. La terre, justice, seigneurie et château de Jaugenay et Marigny. Jaugenay relève de Saint-Parize-le-Châtel suivant le dénombrement fourni par de Pagany, seigneur de Saint-Parize, au seigneur de La Ferté-Chaudron, le 22 avril 1737. Marie-Elisabeth, comtesse Palatine de Dio, marquise de Montperoux, dame de Saint-Parize, épouse de Louis-Antoine-Eyrard de Damas, a vendu la justice haute, moyenne et basse, « appelée de toute ancienneté la justice de Jaugenay, » laquelle faisait partie de celle de Saint-Parize, au marquis d'Espeuilles, le 12 avril 1723. — Marigny relève, pour la haute justice, du duché de Nevers, et pour la basse justice de la seigneurie d'Uxeloup. Aveu et dénombrement de Marigny par le marquis de Saint-Remy à de Pagany, seigneur de Saint-Parize, 4 août 1736; aveu et dénombrement par le même au duc, 15 septembre 1736; aveu et dénombrement par le même à la veuve de La Chasseigne pour la part du fief de Marigny, mouvant d'Uxeloup. Claude-Marie de Girard, marquis d'Espeuilles avait acquis Marigny par acte sous signatures privées le 10 février 1720 de Pierre Challemeux. Jaugenay avait, à l'époque dont nous nous occupons, pour seigneur Claude-Marie Girard d'Espeuilles, et Marigny la marquise de Saint-Rémy.

Marigny, paroisses de Sauvigny et Montigny-aux-Amognes.

Nyon. Fief paroisse d'Ourouër, ayant justice petite,

moyenne et basse. Aveu et dénombrement fournis par Pierre Sallonnier de Nyon au duc de Nevers, devant Pannecet, notaire à Nevers, 3 février 1780. Autres aveux et dénombremments, 29 juillet 1722 et 27 octobre 1739, reçus Boury, notaire. Le relevé des fiefs porte: Le bien de Nyon est un franc-allevu noble y ayant justice annexée.

Prye-sur-l'IXeure. Terre, justice, baronnie et château de Prye, à Michel de Las. Dénombrement reçu Frébault, notaire, 10 août 1725. La justice de Prye s'étend sur la paroisse d'Imphy.

Peuilly, paroisse de Sermoise. Fiefs et justices de Bois et Peuilly, acquis par Gérard de Vannes, avec le château de Sermoise, de Gabrielle de Villaine, veuve de Jean Hubert de Champotelot, seigneur de la Chaize.

Bois. Voir ci-dessus.

Précy-Chambon, ancienne paroisse près de Livry. La terre, justice et seigneurie de Précy, à Andrault, comte de Langeron, acquéreur suivant acte de vente consenti par Claude Berger de Frasnay, devant Gilbert, notaire à Saint-Parize, le 7 novembre 1747, en même temps que lui était vendue la terre d'Alligny. (Le fief et la justice de Chambon étaient à l'hôpital de Saint-Pierre.)

Paraize, paroisse de Chantenay. Les relevés de fiefs n'indiquent pas de justice. Fief et château de Paraize, aux enfants de Jean Alixand, mort en 1729.

Rue-des-Fourneaux, paroisse de Narcy, à Babaud de La Chaussade. Celui-ci avait acquis cette terre de MM. de Pagany-Dacry, le 22 octobre 1755, par acte reçu Decolons, notaire à Guérigny. Aveu et dénombrement du fief, justice, terre et seigneurie, haute, moyenne et basse justice à cause de la châtellenie de Châteauneuf-au-val-de-Bargis (porte l'acte) devant Morlet, notaire à Guérigny, le 10 octobre 1775.

Rancy-les-Prye. Fief sans justice à Michel de Las de Valotte.

Rosemont et Luthenay. Voir ce mot sur la liste des justices de Saint-Pierre. Seigneur: Louis-Guillaume Sallon-

nier, qui avait acquis cette terre de Joseph-François de La Chasseigne d'Uxeloup. Philibert de La Chasseigne l'avait acquise de la duchesse de Nevers, le 2 avril 1597.

Cigogne. Du 6 juin 1777, aveu et dénombrement sous signatures privées de la terre de Cigogne, paroisse de ce nom, haute, moyenne et basse justice, fourni par Jean-Baptiste-François-Angélique marquis de Rémigny au duc de Nivernais. Dénombrement du 12 mai 1581, hommage du 10 avril 1747. De Rémigny, par acte reçu Bataillier, le 14 mai 1751, avait acquis cette terre de Jean-Baptiste-Etienne Viau de La Garde, chanoine de Nevers.

Saint-Firmin-de-Bussy. Bussy, seigneurie et justice, à Joachim-Cazimir marquis de Béthune.

Saint-Jean-de-Lichy. La justice au pourpris de Saint-Etienne.

Saint-Péraville. La justice au pourpris de Saint-Etienne.

La tour de Chevenon. Voir au nom de Chevenon.

Toury-en-Séjour. Toury est porté dans le procès-verbal de la généralité de Moulins comme étant de la châtellenie de Belleperche et de l'archiprêtré de Saint-Pierre. Le seigneur est la dame du Bessay. Le Bessay, terre, château et justice, à Elie Randon, qui l'avait acquis par adjudication sur François Le Blanc, suivant arrêt de décret du Parlement du 14 juillet 1750.

Uxeloup. Haute justice, terre, seigneurie, château; seigneurs de La Chasseigne d'Uxeloup. Aveu et dénombrement d'Uxeloup, paroisse d'Uxeloup, fourni par dame Claude-Laurence Moreau, veuve de Pierre-Charles Chambrun, et Claude-Laurent Chambrun, son fils, au duc de Nevers, suivant acte reçu Moreau, notaire à Nevers, le 17 novembre 1770. Le dernier seigneur fut Claude-Laurent Chambrun d'Uxeloup, seigneur de Rosemont, Uxeloup, Reugny, etc.

La Vesvre. Est portée comme relevant du duché de Bourbonnais, châtellenie de Moulins. Cependant, aveu pour la justice haute, moyenne et basse de la Vesvre du 23 fé-

vrier 1714, et acte de foi et hommage du 1^{er} mai 1770 par Claude-François marquis de Chabannes. (Voir plus haut *Rosemont et Luthenay*.) Sont portés en arrière-fiefs de la terre de Vesvre, relevant du Bourbonnais, le fief de la Motte-Farchat et Brion, autrement Villecourt.

Villars, à la part de Mingot. (Démembrement de la seigneurie de Villars-le-Comte.) Hameau de la paroisse de Saint-Parize, Villars et Roussy.

Villemenant. Justice haute, moyenne et basse, à Babaud de La Chaussade.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS CHEREAU (CHERAULT ÈS-AMOGNES).

Azy. La terre d'Azy, érigée en marquisat au profit de Louis-Henry de Las d'Azy, à la charge de relever du roi; foi du 4 septembre 1702, au bureau des finances; *Montgoublin*, à de Saint-Phal; foi et hommage du 9 septembre 1753; Thibaudat, notaire; *Segoule*, fief et justice, à M. de Pracomtal; Segoule et Deux-Villes relèvent de Chereau suivant foi et hommage du 8 octobre 1716; *Deux-Villel Trois-Aigles* (Traizaigle ou Cerclon), à Jacques-Henry Viaud de Beaudreuille, est porté dans l'état des fiefs comme relevant de la terre d'Imphy, suivant aveu du 20 avril 1712, reçu par Camuset, notaire à Nevers; *Chemerfin* (Chemaulbin, paroisse de Saint-Jean); *Vannay*, terre de Montgoublin, fief sans justice, à Gilbert Berthier du Veullin, puis à de Las d'Azy; *la Haute-Cour-Bourgoing*, avec justice relevant de Montgoublin, suivant foi du 12 juin 1754, reçu par Thibaudat, notaire, à Louis-Henry de Las; *Vallotte*, fief, justice et château; dénombrement à Montgoublin; seigneur, Michel de Las de Valotte.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS LA FERTÉ-LANGERON (ANCIENNEMENT CHAUDRON).

Du 24 novembre 1731, foi et hommage de la justice, terre et dépendances par Edme Girard au baron de La Ferté, devant Guillier, greffier, le 24 novembre 1731.

Trainay, la terre et justice de Trainay et la justice de Matigny, à Nazaire-Edme Girard de Bosson; aveu et dénombrement de la seigneurie haute, moyenne et basse justice de Matigny par ce seigneur au roi devant Besnard, notaire, en ce qui concerne Tresnay.

Saint-Parize à la part de la Ferté, la terre, château et justice de Saint-Parize. La justice de Mons, membre de la seigneurie de Saint-Parize. Du 25 août 1736, foi, hommage de la seigneurie de Saint-Parize en conséquence d'un arrêt du conseil du 28 juin 1735, fait par Germain-Joseph de Pagany à Charles-Simon Cochet de Mons, baron de La Ferté, devant le juge de la Ferté, 13 décembre 1732. Autre aveu par le même au même, du 22 avril 1736. Seigneur Pierre-Jacques de Girard de Vannes et dame Françoise de Bèze de La Blouze, son épouse, qui ont acquis cette terre de Germain-Joseph de Pagany, suivant acte reçu Goussot, notaire, le 28 janvier 1750.

Dorne. Du 30 juillet 1750 foi et hommage rendu au comte de Langeron, à cause de la baronnie de la Ferté, par Euzèbe de Barbançois, marquis de Sarsay, et Marie-Jeanne Le Bouchet, sa femme, à cause de la terre et seigneurie de Dorne, pour la partie qui relève en fief de la Ferté, haute, moyenne et basse justice.

Alligny (la Motte d'), paroisse de Livry. La terre et justice de la Motte-d'Alligny, acquise de Claude Berger de Frasnay, par le comte de Langeron, 7 novembre 1747. *Gratis* (Gratais ou Graté), paroisse d'Azy-le-Vif, à M. Pinet des Ecots. Aveu par le marquis d'Escorail, le 22 août 1731. *Boishaut*, à Charles Renaud du Broc. *Agnon*, la terre, château et justice d'Agnon, à Moquet d'Agnon. *Lorgues*, paroisse de Cougny, à François Senneterre de Dreuille de Lalande-Champchevrier. *La Motte - Champchevrier*, paroisse de Chantenay, à M. de Lorgue. *Perroussy* (Roussy), *Conflet* (Confex), paroisse de Montilly, châtellenie de Belleperche. *Villars-Chaume*, à Simoine-Geneviève de Seraucourt, qui tenait cette terre de Barbarin des Chaumes, son mari,

suisant acte reçu Plastrier, notaire, à Paris, du 13 mai 1735. *Rosay*, paroisse de Langeron. *Erniat*, tenu de Sallay. *Beaumont*, à Girard de Busson. *Chantenay*, prieuré avec justice. *La Motte-Genèvre* (Genisère). *Beaudreuil*, à Jacques-Henri Vyau de Beaudreuil. *Merneville*, *Bois-Rousseau*, à du Broc de La Barre. *La Motte Bourbery* (ou Bombéry), à Jean Archambault, qui a acquis cette terre de Marie de Tenon, veuve Chaludet, suisant acte reçu Lefyot, notaire, du 15 novembre 1743.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS FRASNAY.

Champvoux, *Gondelins*, à Babaud de La Chaussade. *Narcy*, à Babaud, acquéreur depuis le 22 octobre 1755. *Guichy*, *Vielmoulin*, *Puisat* (Puisac), *Passy*, *Crot-Guillot*, *Villatte*, *la Bertrange*, *Ville*, *Vesvres*, *Moix*.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS PRYE.

Montigny-aux-Amognes. 1° Montigny à la part des Bordes, seigneur Louise-Marie de La Grange d'Arquian, marquise de Béthune, veuve de François marquis de Béthune, et Marie Tresme de Gesvre, femme séparée de Louis-Victoire de Béthune. Aveux des 15 mars 1547, 24 février 1685; hommage du 27 octobre 1716, par M^{me} de Gesvre, épouse séparée de Louis-Victoire de Béthune. 2° Montigny à la part de Marcilly (1), seigneur, Joseph Pinet de Mantelet, avocat au Parlement, puis Pinet de Troncin, son fils; hommage du 2 juillet 1700. Aveu du 7 décembre 1716. — *Mont-de-Prye*, *Battoir*, *le Bouchot-les-Prye*, *Ourouër*, *la Motte-Marigny*, *Cognan*, *Saint-Martin-la-Bretonnière*; la terre, justice, seigneurie et château, paroisse de Saint-Martin, à Louis-Antoine Rapine; *la Motte-Garignot*, *le Coudray*, paroisse de Balleray.

(1) Marcilly, terre et seigneurie à la famille de Damas, qui fut propriétaire de Montigny en partie. Aveu par Jean de Damas d'Anlezy, du 20 avril 1558.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS UXELOUP.

Marigny, paroisse de Chevenon ; *Lespinasse*.

CHATELLENIE DE CHATEAUNEUF-SUR-ALLIER.

Châteauneuf.

Boisvert. Du 20 janvier 1775 aveu et dénombrement de la terre, justice haute, moyenne et basse de Boisvert, paroisse de Magny, fourni par Louis-Claude Marion des Barres, par-devant Archambault, notaire à Nevers.

Barge (Berges).

Chevanne, paroisse de Gimouille. Justice vendue avec la terre, seigneurie, château et justice du Marais à Eustache de Chéry par la dame Dupin, fille de François-Charles Dupin, épouse de J.-J. Vauloyer.

Les Granges, paroisse de Cours, à Louis-Alexandre de Menan des Granges. Fief, justice et maison seigneuriale.

Planchevienne, paroisse de Magny. Fief, justice et maison seigneuriale à de Lespinasse.

Langeron. La terre, château, justice et seigneurie au comte de Langeron. (Voir au nom Cougny, justices de Saint-Pierre.)

Gimouille. Seigneur M. de Chéry.

L'Isle-de-Mars. Fief et justice, paroisses de Mars et Châteauneuf.

Lange, paroisse de Saint-Parize, à Joseph Decante d'Uxeloup. Foi et hommage du 8 août 1789. Le comte de Montrichard échangea Lange avec Flamen Ducoudray et Decante le 23 août 1758.

Meauce, à J.-B. de Mérigot de Berger. La terre, château et justice de Meaulce et les fief, dixme et justice de Trémigny. Du 13 janvier 1779, aveu et dénombrement fourni au duc par Benoist Moreau-Desmarets, à cause de sa terre de Meauce, de la justice haute, moyenne et basse, qui com-

mence au bord de la rivière d'Allier, du côté du Veuillin, etc.; Barreau, notaire à Nevers.

Le Marais-les-Nevers. Terre, justice, seigneurie et château, paroisse de Gimouille, à François-Charles Dupin, ayant acquis de Marguerite Bolacre, veuve de Ligondez. Le dernier seigneur fut Charles-François de Saulieu de Saincaize.

Mussy. (Voir aux justices de Saint-Pierre.)

Saint-Christophe, dépendant du Marais.

Saint-Caiçe et fief de Gigny. La terre, justice et maison seigneuriale de Saint-Quaize et le fief de Gigny, à Brisson de Saint-Quaize. Dénombrement de 1577. Autre dénombrement de 1729.

Saint-Parize à la part de Mons. Seigneur Pierre-Jacques de Girard de Vannes.

Vernay-les-Ulmes et Menay, paroisse de Challuy. Fief, justice et maison seigneuriale du Vernay, à Louis-François Simonin, conseiller au bailliage de Nevers.

Villars, dépendant du Marais.

Villars, paroisse de Saint-Parize. Du 8 avril 1774, avec dénombrement fourni par François et Pierre de Forestier, Marie-Claude-Jeanne et Catherine-Gabrielle de Forestier, au duc des fief et seigneurie, haute, moyenne et basse justice de Villars-le-Comte. (Acte reçu Archambault, notaire à Nevers.) Le dernier seigneur de Villars et des Granges fut François de Forestier.

ARRIÈRE-FIEF SOUS LES GRANGES.

Les Petites-Granges, paroisse de Saint-Parize, à François-Marie de Forestier de Villars.

ARRIÈRE-FIEF SOUS MEAUCE.

Cresancy ou Cryancy. Fief avec justice, suivant dénombrement du 11 mai 1678 rendu au duc par Guillaume et François de Roffignac, seigneurs de Meaulce, du Creuzet et de Richerand.

CHATELLENIES DE CHAULGNE ET DE LA MARCHE.

Beffe et Patinges. La terre, justice et maison seigneuriale de Patinges. Aveu et dénombrement du 15 mai 1745, reçu Archambault, notaire à Nevers. Seigneur Gascoing de Patinges. Le fief et justice de Berthun, même paroisse de Patinges, au même Gascoing. — Justice de Beffes et Motte-don à de Prisye, conseiller au Parlement.

Chalon-les-Coques. Du 25 avril 1768 aveu et dénombrement fourni par Claude-Louis-François Rapine de Sainte-Marie à Joseph Pinet de Troncin de la terre, fief et seigneurie de Chalons, relevant de la terre de Montigny à la part de Marcilly, devant Goussot, notaire à Nevers.

Ouvrault, paroisse de Champvoux. Du 16 octobre 1775, aveu et dénombrement de la terre, fief et seigneurie, haute, moyenne et basse justice d'Ouvrault, fourni par Babaud de La Chaussade devant Morlet, notaire à Guérigny.

Moyenne et basse justice de Richerand et maison seigneuriale du Creuzet-de-Richerand.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS BEFFE (BERRY).

Mottedont (ou Mordon), *Berthun*, *Rerault-sous-Berthun* (1).

(1) On ne voit pas figurer Montalin, Sesseigne et Verdun (paroisse de Germigny) ni au duché ni à Saint-Pierre.

Montalin, fief et maison de Montalin. Justice haute, moyenne et basse. Le lieu de la Bourdonnerie a été commué en fief sous le nom de Montalin, avec concession de justice haute, moyenne et basse par brevet accordé par le duc de Nevers à la charge de relever à foi et hommage de sa châtellenie de La Marche. Du 23 août 1783, aveu et dénombrement fourni par Charles-François-Nicolas Brisson, conseiller au Parlement de Paris, Elisabeth Brisson, sa sœur, etc., devant Pannecet, notaire.

Fief de *Sesseigne* et justice haute, moyenne et basse de *Verdun*, au-delà de la rivière de Loire, faisant partie de celle de Germigny. Ce

CHATELLENIES DE POGUES ET GARCHIZY.

La châtellenie de Garchizy dépendait de celle de Pougues.

On trouve un acte d'aveu et dénombrement du fief et justice moyenne et basse de Pougues fourni par Jacques-Dominique Chaillot, ancien trésorier de France au bureau des finances de Moulins, au duc, devant Ballanger, notaire à Pougues, le 9 novembre 1777.

CHATELLENIE DE CUFFY.

Cuffy, châtellenie ducale.

Apremont, à Madeleine de Roffignac, chanoinesse de Metz, puis à Louis-Marie-Victoire comte de Béthune et Françoise Pottier de Gesvres, sa femme. Terre, justice, seigneurie et château.

Les Barres et le Veullin, à Gilbert de Berthier.

La Charnay-les-Cuffy, basse justice à Gascoing du Chazault, élu à Nevers.

Cens-Margot.

La Charnay-Ragon, paroisse de Patinges. Fief et basse justice à Gascoing. La Charnay-Ragon ou Moulin-Ragon fait l'objet d'un aveu et dénombrement fourni par Louise Poupon des Bertins, veuve de Jean-Marie Gascoing, au duc, devant Archambault, notaire, le 29 juin 1774.

Navenon (le Veullin actuel). Aveu et dénombrement fourni au duc de la terre et seigneurie du Veullin et Navenon, ayant haute, moyenne et basse justice, par Gilbert-Laurent de Berthier du Veullin, devant Le Blanc, notaire à Nevers, 12 décembre 1780.

Neuvy-le-Barrois-sur-Allier. La terre, château et justice

fief a été concédé par acte du 9 janvier 1751 (acte Boury, notaire), par le chapitre de Saint-Cyr de Nevers, à la charge de rente non rachetable relevant à foi et hommage du fief et justice de Germigny. Relève de Saint-Pierre.

de Neuvy-le-Barrois, à Pierre de Frasnay, qui a acquis de Louis Descrots par acte reçu Berroyer, notaire à Moulins (Allier), le 15 mai 1725. Partie relève du duché de Bourbonnais, châtellenie de Bourbon ; foi et hommage des 16 octobre 1686, 19 avril 1713 et 5 mai 1714, et partie du duché de Nevers. Seigneur en 1789, Jeanne de Bar, marquise de Saint-Sauveur.

Omery-les-Gots, à la marquise de Béthune, dame d'Apremont.

Arvaux-sur-l'Aubois.

Riau-du-Veuillin.

Omery-les-Strats, paroisse de Neuvy.

Sichevet, près de Cuffy.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS APREMONT.

Garambé. Le fief et château de Garambet, à Pierre-Marie Gestat de Garambé, acquéreur suivant contrat reçu Gestat, notaire à Champlemy.

CHATELLENIE DE DECIZE.

La châtellenie de *Decize* comprend les paroisses de Devay, Saint-Hilaire, Saint-Léger-des-Vignes, Saint-Maurice-les-Decize et Tannay. Haute, moyenne et basse justice.

Arcy. Le fief d'Arcy ou de Levanges, à la famille Blondat.

Fleury-la-Tour. (Voir à La Motte-Farchat.) De Soultrait, seigneur.

Avril-sur-Loire. La terre, justice, seigneurie et château, relevant de Rosemont, à de Dreuille de Lorgue.

Beaudéduit, paroisse de Champvert. Du 11 juillet 1772 aveu et dénombrement des fiefs et terre de Beaudéduit et Vanzé, *sans justice*, par François Carpentier de Changy, au duc, par-devant Archambault, notaire à Nevers.

Bisy, paroisse de Lurcy-sur-Abron. Seigneur, de Dreuille.

Beaurepaire, paroisse de Lurcy-sur-Abron, à Blaise-

Guillaume Quesnay. Bonfils avait acquis cette terre de Philibert Langlois de La Prévosière le 31 mai 1731.

Beauvoir et Saint-Germain-en-Viry, à Bonfils, puis à Quesnay.

Brin et Bruneteau, moyenne et basse justice, à Saint-Privé-les-Decize. Aveu et dénombrement du 22 mars 1764 devant Archambault, notaire à Nevers, consenti par François-Nicolas Bricault.

Besne (la Motte de), près de Decize, à de Prévost.

La Brosse, paroisse de Devay. Seigneur, Sallonnier Vervrilly.

La Bussière-sous-Thiange, paroisse de Champvert, à demoiselle Dennemond.

Chassenay. Terre, fief, justice, seigneurie et château, à Pierre-Gilbert de Palierne.

Cossaye. Partie de la seigneurie ayant appartenu à Marie Moreau, veuve Pilloux. Seigneur, M^{me} de Saint-Remy. Relève du duché, suivant aveu du 3 octobre 1597. L'autre partie est à M^{me} de Marcelanges.

Craux et Cronat. Terre, fief, justice, seigneurie et château de Craux et Laménay. Craux relève de Saint-Pierre. Laménay relève du duché. Antoine-Denis Randot a acquis cette terre de Catherine de Rolland, Hector et Antoine Saladin, comte de Montmorillon, etc. Acte du 10 février 1720. Dernier seigneur, M. de Saint-Rémy.

Crécy. La justice et seigneurie de Crécy, relevant de Châtillon, à de Damas, comte d'Anlezy.

Chappeaux, paroisse de Devay.

Croix-de-Chasse, paroisse de Saint-Germain-en-Viry.

Couroux, paroisse de Toury-Lurcy.

Chevigny, paroisse de Saint-Maurice-les-Decize. Les fiefs et château de Pitié et Chevigny, ou bois de Liguier, à Françoise-Marguerite de La Verne, épouse de Pierre du Pré de Louesme. Laurin, propriétaire, 1773-1778.

La Celle, fief, terre et justice près Lucenay-les-Aix, à

Marie-Thérèse de Sault de Tavanne, abbesse de Saint-Andoche d'Autun ; hommage du 11 juillet 1729 (1).

Crézeux (Créjeux), paroisse de Cossaye.

Fens (Fin). Fief de la paroisse de Thiel, élection de Moulins.

Dompierre-sur-Besbre (Bourbonnais).

Arcy et Montjournal. (Montjournal ou Drain, paroisse de Lucenay.) Marquis de Bonnay, seigneur.

Presle, paroisse de Lucenay-les-Aix.

Les Ecots, vassal de Thiange.

La Grange, paroisse de Cossaye; seigneur, le marquis de Bonnai.

Lamenay. (Voir plus haut au nom Craux.)

Lucenay-les-Hays. Marquis de Bonnay, seigneur.

Basse justice de Marcy, paroisse de Champvert; seigneur, Desprès.

Marigny (la Motte de Marigny), paroisse de Chassenay; seigneur, de Palierne.

La Motte-Farchat. La terre et justice de Fleury-sur-Loire relevait du duché de Bourbonnais, suivant la déclaration faite au contrat d'acquisition du 10 mai 1726, reçu Rocheron, notaire à Paris, par Benoist-Marie Devaulx de Saint-Maurice. Le fief et justice de la Ferrière fut compris au contrat. Le fief et château de la Motte-Farchat relevait de Vevre. Aveu et dénombrement de la haute justice de Busnière, paroisse de Fleury, consenti par Devaulx, seigneur de Fleury, au comte de Chabannes, seigneur de Rosemont, devant Gilbert, notaire, le 8 août 1749. Dernier seigneur de La Motte-Farchat, M. de Soultrait.

La Loge et Grandchamp, paroisse de Druy.

Messeau ou Motte de Monceaux. (La Motte-Marceau.) La Motte-Marceau, à Truittié de Varreux.

Ris, paroisse de Cossaye. (Le Ris.)

(1) La Chapelle-aux-Chasses, haute, moyenne et basse justice du duc de Nevers, était en Bourbonnais (portée par un relevé de fiefs).

Roche-sur-Aron, paroisse de Champvert. Fief, justice et château de Roche, à Jacques Desprez de Roche.

Saint-Léger-des-Vignes. Seigneur, le duc de Nevers.

Toutvent, paroisse de Cossaye.

Toury-sur-Abron, à Bernard, puis à Richard de Soultrait et à dame Bernard, sa femme. Aveu au duché. (La Celle-les-Lucenay était de la paroisse de Toury ; la paroisse de La Celle était annexe.) La terre, justice, seigneurie et château de Lurcy-en-Nivernais et la terre de Chailly-en-Bourbonnais faisaient aussi partie du territoire de Toury, ainsi que les fiéts de Laforest et Bersonnat-en-Nivernais, qui relevaient du duché et appartenaient à Edme de Fomberg, acquéreur de Mathieu de Jarre.

Thianges. Seigneur, le duc de Nevers.

Vesigneux, paroisse de Lucenay-les-Aix. Fief au village de Vernuse, appelé le Lieu-Vizineux, possédé par Jean Berryé en 1675. Arrière-fief de la seigneurie de Breuil et Laly, paroisse de Lusigny, châtellenie de Moulins, compris au dénombrement de cette terre fourni le 10 novembre 1675.

Vesvres, paroisse de Cossaye

Villeneuve, près Curty, paroisse de Cossaye.

Vernesse (Vernesson), paroisse de Cossaye.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS AVRIL.

Condemine (la), paroisse de Fleury-sur-Loire. -- *Gerland* (Jarlan ou Perland), paroisse de Neuville-les-Decize.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS DOMPIERRE-SUR-BESBRE.

(Voir à Saint-Pierre.)

Le Chambon, le Méage.

ARRIÈRE-FIEF SOUS TOURY.

La Forest-Gobert (ou Forest de Lurcy). De Dreuille, seigneur.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS THIANGE.

Aubigny-le-Chétif, Gonge, paroisse de Ville-les-Anlezy ; — *Barbes* (Barbette), paroisse de Sougy ; — *Bussière-sous-Thiange, Chuy* (Choux), paroisse de Ville-les-Anlezy ; — *la Tour-des-Pins, Curty*, paroisse de Cossaye ; — *Mirebault*, Saxi-en-Glenon, paroisse de Ville-les-Anlezy ; — *Langy*, paroisse de Ville-les-Anlezy. Ancien prieuré dépendant de Vézelay. Terre, justice et château de Langy, à Hugues-Charles Le Bault de Langy ; dénombrement reçu Garilland, notaire à Cercy, du 11 décembre 1739.

CHATELLENIE DE CHAMPVERT.

Le château ducal de Champvert et les moulins bannaux de la Fougère.

Bornai, paroisse de Champvert. Seigneur, de Maumigny de Verneuil, ayant acquis cette terre d'Etienne Gautheron et autres, le 6 novembre 1784.

Fontjudas, paroisse de Champvert. De Maumigny, seigneur.

Marcy, paroisse de Champvert. Desprès, seigneur.

Les Perras et Romenay, paroisse d'Aubigny. Les fiefs et justices de Romenay et Fassy relèvent du duché. Seigneur, de Maulnoury de Romenay.

Mairie de Champvert.

Riéjot, paroisse de Champvert, à de Maumigny de Riéjot, seigneur de Verneuil.

Suancy. Du 11 juillet 1772 aveu et dénombrement des fief, justice haute, moyenne et basse de Vanzé, dixme et fief de Suancy, fourni par François Carpentier de Changy au duc, par-devant Archambault, notaire à Nevers. Moyenne et basse justice de Vanzé, à de Maumigny, seigneur de Verneuil.

CHATELLENIE DE GASNAT (GANNAY-SUR-LOIRE).

Gannay. Châtellenie, haute, moyenne et basse justice, au duc de Nevers.

Balnay, paroisse de Gannay. Seigneur, de Vogué.

La Chaise (la Cheze).

La Craspelle (les Crapelles).

Montambert. (Voir à Saint-Pierre.)

Montaigne et Laboue.

Les Petites-Granges.

Moyenne et basse justice de *Saint-Hilaire*, au prieuré de Sainte-Madeleine de Fontaine.

Vezinet et Luzy, paroisse de Gannay. Seigneur, Meilheurat des Bardets.

CHATELLENIE DE CERCY-LA-TOUR.

Cercy. Justice haute, moyenne et basse, appartenant au duc.

Breuille. La terre, justice et seigneurie de Saint-Cy et de Breuille, aliénation ecclésiastique du 13 octobre 1563.

Justice moyenne et basse de Laboue. (Porté à la châtellenie de Luzy, à moins que ce soit Pouligny-le-Bout, paroisse de Montigny.)

Briffault, appartenant au duc de Nevers.

Codde. Terre acquise par le marquis de Vogüé, le 19 février 1773. Foi et hommage du 4 juin 1773. Aveu du 8 mars 1776. Haute, moyenne et basse justice.

Chaumigny, paroisse de Cercy, à Guillaume Millot de Montjardin et Eugénie Millot, veuve de Michel Pellet.

La Chatonnière, paroisse de Montigny ; les fiefs de Montjardin et de la Chatonnière. Montjardin avec justice relève de Châtillon, suivant le dénombrement de cette terre du 14 avril 1735. La Chatonnière relève du duché de Nevers suivant le contrat d'acquisition et un dénombrement du

18 octobre 1575. Seigneur Millot de Montjardin. La Chattonnière fut vendue au décès de Millot, le 31 mai 1759, à M. de Saint-Cy.

Champlevojr. Fief, justice, château et dîmes relevant de Nevers, suivant dénombrement reçu Lequin, notaire à Decize, le 27 juin 1704. Aveu du 6 octobre 1620, reçu Jolly, notaire. La justice s'étend sur Coddès. Dernier seigneur, marquis de Vogué.

Chevannes-les-Creux (ou les Crots), paroisse de Dienne. (Voir ce nom à Saint-Pierre.) Justice haute, moyenne et basse de Chevannes. Foi et hommage par Claude-Benoît de Maulnoury, du 7 mars 1775. Aveu du 15 juillet 1776.

Chatelier, paroisse de Verneuil.

Champeroux, paroisse de Cercy. Seigneur, Thomas.

Chandon, paroisse de Dienne. Champvoux relevait de Saint-Pierre, mais le fief du Marais ou Champdon relevait du duché. Dénombrement du 24 avril 1720, reçu Têtelette, notaire à Nevers. Propriétaire Michel de Fouzay, à cause de demoiselle de Druy, sa femme. Pas de justice.

Coulonges. (Voir à Saint-Pierre.)

Codde et la Tannière. (La Tannière, paroisse de Dienne.)

Dienne. (Voir à Saint-Pierre.) La seigneurie de Dienne appartient en dernier lieu à l'hôpital de Nevers. Fief et justice dont Claude-Benoît de Maulnoury fit hommage au duc les 23 août 1776 et 15 juillet 1776.

Fourcon. Mentionné en 1689 au registre des fiefs.

Faye, paroisse de Verneuil. Les fiefs de Faye, Milleray et Jonzeau, anciens fiefs de Champlevois, à Jean-Joseph Sallonnier d'Avrilly.

Ferrière-sous-Coddès.

Isenay. La terre, justice, seigneurie et château du Tremblay et d'Isenay, à Louis-Alexandre de Reugny, comte du Tremblay.

Lancray, à Guillaume-Robert de Chéry. Fiefs de Lancray et de la Loge, paroisses de Dienne et Montigny. Relève pour certains objets de Châtillon.

Maisons. (Voir Maison-en-Longue-Salle et Fours, à Saint-Pierre.) La seigneurie de Maisons est portée comme relevant du duché. Le fief de Barbaut relevait de Pron. Haute, moyenne et basse justice de Fours, ainsi que Barbaut, à M. de Voguë.

Montigny-sur-Canne. La terre, justice et château de Montigny-sur-Canne, à M. de Chéry, relève du duché, suivant dénombrement reçu par Garilland, notaire à Cercy, le 13 octobre 1737.

Mirebeault, paroisse de Dienne. M. Truittié de Varreux, seigneur.

Moyenne et basse justice de Matonge, à Ferrand de La Forest et à Dufour. L'étang de Matonge relève de la tour quarrée de Saint-Pierre ; dénombrement de Champvoux, paroisse de Dienne.

Magny (le), paroisse de Toury-Lurcy.

Poussery, paroisse de Montaron. Seigneur, M. de Reugny. Les fief, justice et château de Poussery et Bazois relèvent de la seigneurie de Vandenesse, suivant les actes de foi et hommage et dénombrement des 17 août 1722, reçu Guillier, notaire à Moulins-Engilbert, et 9 septembre 1723, reçu Duruisseau, notaire.

Le Peron. Le fief et seigneurie du Peron (Pron). Aveu du 21 août 1734 reçu par Guillier, notaire à Moulins-Engilbert. Seigneur, M. de Fussey, Haute, moyenne et basse justice,

Romenay. Les fiefs et justices de Romenay et de Passy, paroisse d'Aubigny. Seigneur, de Maulnoury de Romenay. Foi et hommage du 19 octobre 1677.

Moyenne et basse justice de Reugny, paroisse de Saint-Gratien, à Lault.

Saint-Cy-Fertrève. La paroisse de Saint-Cy-Fertrève comprenait : 1° les terre, justice et seigneurie du Vieux-Chaillou et de Montpeyroux, relevant de Châtillon (dénombrement du 14 avril 1735). Foi et hommage à Châtillon du 4 août 1735, devant Cabaille, notaire à Cercy. Il y a aussi

des hommages à Château-Chinon des 4 septembre 1617, 6 mars 1602 et 7 septembre 1676.

2° La terre, justice et seigneurie de Saint-Cy et de Breuille. Aliénation du prieuré de Coulonge du 13 octobre 1563, relevant du duché, d'après l'aveu reçu Decamp, notaire à Moulins, du 26 octobre 1739.

3° Le fief du Brion. Autre aliénation de Coulonge du 23 septembre 1563, relevant de Saint-Pierre, d'après le dénombrement reçu Jaubert, notaire à Rouy, du 29 juin 1726.

4° Le fief et justice de Montjardin, relevant de Châtillon. Seigneur de Saint-Cy, Jean-Jacques-Pierre de Saint-Cy.

Saint-Gratien. Justice et seigneurie. Relève du duché, suivant le dénombrement fourni par M. de Fussey, par acte reçu Guillier, notaire à Moulins - Engilbert, le 21 août 1734. Une partie relève de Châtillon.

Savigny-sur-Canne. Justice et seigneurie de Savigny, à Girard. Foi et hommage du 20 mars 1717. Aveu et dénombrement du 21 août 1734, reçu par Guillier, notaire. Une partie relève de Châtillon.

Cossaye, paroisse de Taix et Faye, à Mellon, Leblanc de L'Espinasse, Garillant et autres. Pas d'indication de justice dans les relevés de fiefs.

Cossaye, fief uni à la Motte-Grillon, paroisse de Taix, à Mellon et autres.

Vrou, paroisse de Taix. Fief et justice de Verou, à M. de Poyanne, à cause de Charlotte-Louise Dubois de Leuville, sa femme. Pierre-Henry de Nourry, seigneur pour partie.

Saint-Michel-en-Longue-Salle, paroisse de Rémilly; M. de Virgille, seigneur.

Terrannon avec Faye.

Faye, paroisse de Verneuil. Le fief, justice et château de Faye, Milleray et Jouzeau (ce dernier arrière-fief de Champlevois), à l'abbé Sallonnier d'Avrilly.

Verneuil. Terre, seigneurie, justice et château. Une moitié à Riéjot de Verneuil de Maumigny; dénombrement au duché,

reçu Legros, notaire à Thiange, du 8 janvier 1724; une moitié à l'abbesse de Nevers, ainsi que le fief du Chatelier, relevant de Nevers. Foi et hommage du 2 août 1540, etc.

Vernizy, paroisse de Verneuil, à Gondier. Dénombrement reçu Goussot, notaire, 4 novembre 1739.

Vaujoly, paroisse de Dienne. Vaujoly et les Belins. Fief et justice du Mont-de-Dienne, autrement Vaujolly, à Jean-Pierre de Vaujoly; celui-ci a vendu à Joseph Le Prevost, seigneur de Périgny, élu à Nevers, devant Montchanin, notaire à Issy-l'Evêque, 8 juillet 1735. Hommage du 6 avril 1677.

Vaujoly, pour la partie appartenant à M. de Chéry. Claude de Maulnoury avait acquis un quart de Vaujoly d'Antoine Pierre, chirurgien, devant Decray, notaire à Decize, 29 octobre 1713. Cette partie relève de Châtillon. Hommage du 30 septembre 1723, reçu Barleuf, notaire à Decize.

ARRIÈRE-FIEF SOUS LA BREUILLE.

Trambolin (la Motte-Tramboulin), paroisse de Fertrève, à Millot de La Tuilerie.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS CHAMPLEVOIS, A M. DE VOGUÉ EN 1789.

Poussery, *Montaron* (relèvent en partie de Château-Chinon; hommage du 6 septembre 1617); — *Jouzeau ou la Motte-Joseau*; aveu du 28 mai 1685 et foi et hommage reçu Charpin, notaire à Isenay, le 5 juin 1716; à Sallonnuyer d'Avrilly; — *Brulés* (cependant foi et hommage à la terre de Fours du 14 octobre 1724, reçu Moreau, notaire à Château-Chinon) à Lault; — *Boucaucho* (Baugouchon ou Bagouchon), paroisse de Charrin, à Mounier; — *Mex Ardeion dit Bachelery* (Ardillon).

ARRIÈRE-FIEF SOUS CODDE.

Mirofflet.

ARRIÈRE-FIEF SOUS DIENNE.

Chaise.

ARRIÈRE-FIEF SOUS LANCRAY.

Les Murgiers.

Ne figurent pas le fief et justice de la Vallée-Bureau et fiefs des Aubues et Monsenault, arrière-fiefs de Lancray, suivant ordonnance du bureau des finances du 26 janvier 1726. Gondier, seigneur.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS PERON (PRON).

Cossaye, Lurcy, paroisse de Champvert, à Carpentier et à de Dreuille; *Barbaut* (Barbeau-les-Fours). Dénombrement des 26 janvier 1582 et 13 mai 1586, fourni par de Reugny, seigneur de Pron, devant Guillier, notaire à Moulins-Engilbert. (Voir plus haut.) *Corry-le-Coudre.*

ARRIÈRE-FIEFS SOUS SAINT-GRATIEN.

La Cour-de-Marcilly relèverait de Pron, suivant le dénombrement de cette seigneurie du 21 août 1734. Seigneur, M. de Chéry. *Michaugue, Ravery, Malvoisin, Margon, Bidault, la Foudre.*

ARRIÈRE-FIEFS SOUS SAVIGNY-SUR-CANNE.

La Cour, la Chasseigne, Gateau, Vernillot (Vernillo), à Lault et Girard, paroisse de Savigny; *Avron, la Bernade, Perrin, le Plessis.*

ARRIÈRE-FIEFS SOUS VROUX, VASSAL DE CODDE.

Martigny, paroisse de Vandenesse. Basse justice à Antoine Mellon du Verdier, propriétaire des terres, justices et seigneuries de Coueron et Vendonne. — *Saint-Gervais*, paroisse de Verneuil.

CHATELLENIE DE LUZY,

ACQUISE PAR DÉCRET EN 1418 PAR BONNE D'ARTOIS, VEUVE DE PHILIPPE,
COMTE DE NEVERS.

Bussière ou la Berchère et Goulot, près de Luzy, moyenne et basse justice, à Pierre Desjours ; dénombrement du 25 avril 1755, reçu par Thierrat, notaire à Luzy.

La Bussière. Fief, justice et château de la Bussière et des Forges, à Desjours de Mazille.

Chevagne-d'Ozon (Chevannes), à de Fontenay. (Acte reçu Rambourg, notaire à Autun, 9 septembre 1755.)

La Chapelle-les-Cuzy (la Chapelle et Pervy), à Charles Ballard de La Chapelle et Ballard de Pervy, frères ; dénombrement du 2 mai 1699, reçu Durgon, notaire à Luzy.

Chevigny, près Thil-sur-Arroux, dénombrement reçu par Baudron, notaire à Luzy, le 6 février 1721, à Henri de Mathieu. — Moitié en Bourgogne, moitié en Nivernais. — Dans la cour du château se trouvent de hautes pierres placées pour limiter les deux provinces.

Moyenne et basse justice de Lichy.

Le Migny. Thil, près Poil, et Magny, près Milla y ; haute, moyenne et basse justice mouvant de Laroche-Millay. Foi et hommage du 20 juillet 1769, reçu Thierriat fils, notaire à Luzy.

Chisy-le-Gros (Chigy, près Tazilly). Château, terre et justice moyenne, à François Ducret ; dénombrement du 3 janvier 1702, reçu Ballard, notaire à Luzy. Autre dénombrement du 9 juillet 1729, reçu Goussot, notaire à Nevers.

Cuzy, près Luzy. La terre, justice et château de Cuzy, à Claude de Morey, gentilhomme de la grande vénerie de France, cessionnaire de Jeanne-Françoise-Charlotte de Changy.

Faulin. Autrefois les Butheaux, paroisse de Villapourçon, à la famille Jacquinet. Dénombrement du 19 juin 1739,

reçu Decolons, notaire; autre du 19 janvier 1701, reçu Rochery, notaire à Nevers.

Uzon (Usson-Uchon). Voir plus bas à l'article concernant les arrière-fiefs.

Monceau-les-Loups et Nouerterre, près Lanty. Moyenne et basse justice, à Pierre-Marie de Montchanin. Dénombrement du 5 janvier 1786, reçu par Couraud, notaire à Luzy.

Montjalmain (Mont-Galmain).

Montarmin, près de Luzy, à Pierre-Charles Desjours. Toute justice; dénombrement reçu par Vaucoret, notaire à Luzy, le 8 août 1748. (Fief et justice de Mazille, château, et les fiefs de Grateloup, Montarmin et Goula.)

Moyenne et basse justice de Monteuillon, près de Cuzy, à Caillery.

Mazille, près de Luzy, à Pierre-Charles Desjours. Dénombrement du 9 août 1748, reçu par Vaucoret, notaire.

La Perrière, paroisse de Glenne, vassal de Glenne.

Pont (le Pont-des-Aix).

Savigny-l'Etang et Somman. La justice et seigneurie de Somman appartenait à Anne-Paul Fontenay, ancien lieutenant au bailliage d'Autun. Ce fief lui venait par échange de l'abbé de Saint-Martin, dont il relevait.

Tueaux ou Etuaux (Ettevaux). Eteveault, près de Poil, et Mongueret, près de Cuzy. Haute, moyenne et basse justice, à Pierre-Charles Desjours; dénombrement du 12 juin 1750, reçu par Vaucoret, notaire à Luzy.

Trésillon, près de Luzy, à Claude Nault de Champagny.

Tournis (Tourny). Commanderie, paroisse de Fletty.

Lavaux. La Crouzille, Lavault, Feugères, acquis de la comtesse de La Roche par Louis-Marie-Nicolas Darlay, conseiller au Parlement de Dijon.

ARRIÈRE-FIEF SOUS HUSSON (UCHON).

Bourdache.

La baronnie d'Uchon, paroisse de Mesvres (Autunois), était ainsi possédée :

Uchon, justice haute, moyenne et basse, possédée par Gilbert Dubreuil pour trois cinquièmes. Acte de foi et hommage reçu Thierriat, notaire à Luzy, 14 janvier 1698. Dénombrement du 19 août 1698. Par Alexandre Lebrun-Dubreuil, foi et hommage du 6 mai 1733 au greffe de Luzy.

Dénombrement du 1^{er} juin 1733, suivant acte sous signature privée, par le même, contrôlé à Luzy.

Saint-Eugène et portion d'Uchon, près de Saint-Eugène, haute, moyenne et basse justice, à Hugues-François de Siry. Foi et hommage du 12 septembre 1724 au greffe de Luzy.

Uchon et les Crots, portion aux sieur et dame Pernot. Dénombrement du 14 septembre 1737 au greffe. Andoche Richard fit foi et hommage devant Belin, notaire à Luzy, le 24 septembre 1779.

Uchon, joint à la Tour-du-Bost, près de Blanzay, à Durand de Lugny; foi et hommage au greffe de Luzy du 15 octobre 1738. Dénombrement reçu Montchereau, notaire à Montcenis, le 4 mars 1739.

Uchon, à Maçon de Maison-Rouge; foi et hommage au greffe de Luzy du 21 mai 1744. Dénombrement du 26 septembre 1744.

Uchon, tenant de Dampierre, à de Siry. Foi et hommage devant Vaucoret, notaire à Luzy, du 9 août 1768.

Toulangeon et Uchon, haute, moyenne et basse justice (près La Chapelle), à Charles Gravier de Vergennes. Foi et hommage devant Thierriat, notaire à Luzy, du 24 mai 1762. Foi et hommage du 15 octobre 1766.

Uchon, réuni à Champignolle, près la Tannière, à Antoine Villers-Lafaye, mari de dame Lebrun-Dubreuil. Foi et hommage du 13 mai 1771, acte reçu Thierriat.

Uchon, pour la partie située à Saint-Eugène et Dettey, à Charles Gravier de Vergennes; foi et hommage du 8 août 1771, reçu Thierriat, notaire.

Uchon, la Tannière, Etang, la Chapelle ; haute, moyenne et basse justice, à Gravier de Vergennes. Dénombrement reçu par Thierriat, le 30 août 1776.

CHATELLENIE DE SAVIGNY-POIL-FOL.

S'étend sur les paroisses de Fléty, Héry, Saint-Seine et partie de Ternant.

Savigny. La justice relève de Ternant. Seigneur, la duchesse de Villars. Distraite du duché le 21 juillet 1649 en faveur du marquis de Saint-André Montbrun, seigneur de La Nocle. Le comte de Vogüé en était seigneur en 1789.

Arsaudon (Assardon).

La basse justice de Baux et de Saint-Michel, paroisse de Rémilly, à Ducret de Ponnay et à ses deux sœurs. Relève de Savigny. Acte du 1^{er} août 1649.

Moyenne et basse justice de la Boue. Fief et château de la Boue et Pouilly, à François Prisy de Certaine. Foi du 26 mars 1713. La Verrerie-de-la-Boue, à de Virgile.

Barnault, près Tazilly. (Voir Bernot, à Saint-Pierre.)

L'étang de Ricreux.

Fort-de-Lantr. Fief et justice à Cortet de Mourigny. (Acte Thierriat du 23 novembre 1740.) Relevait de Ternant. Claude Martenne fit foi et hommage à Ternant le 18 novembre 1784 au greffe de Ternant.

CHATELLENIE DE MOULINS-ENGILBERT.

Moulins. La châellenie comprend les paroisses d'Onlay en partie, Préporché en partie et Sermages. Le comté de Château-Chinon y possédait des fiefs (le moulin de la Brosse, etc.). Relevaient de la tour carrée de Saint-Pierre, la Maison-Bausillat, à Joseph Reullon, chirurgien, et un jardin appelé Champs (aliénations du chapitre de Moulins-Engilbert des 15 décembre et 19 décembre 1564).

Anizy et Couze. La terre, justice et château d'Annizy, le

fief de l'Amirault, celui de Panneçot, dénombrement à la tour de Châtillon-en-Bazois du 14 avril 1735 ; seigneur, Léonard de Baylens, marquis de Poyanne, à cause de Charlotte-Louise Dubois de Leuville, sa femme. Le relevé des fiefs de 1745 ne mentionne pas la terre, justice, seigneurie et château d'Arcilly et fief de Varaine, au marquis de Poyanne. Foi et hommage reçu Guillier, notaire à Moulins-Engilbert, le 14 juin 1704. Arcilly relève de Château-Chinon. Un relevé de fiefs porte : justice d'Annizy et d'Arcilly à Nevers et à Saint-Pierre.

Moyenne et basse justice d'*Arcy*, paroisse de Limenton.

Bazoy (Le). La seigneurie du Bazois, ancien fief de la Forest, paroisse de Pouligny, relevait de Vandenesse. (Voir plus haut Poussery, châtellenie de Cercy-la-Tour.)

Bellevaux (abbaye).

Champ. Le fief et maison de Champ, paroisse de Saint-Léger-de-Fougeret (les relevés de fiefs n'indiquent pas de justice). Relève de Château-Chinon, suivant foi et hommage des 2 et 17 juillet 1623. Seigneur, de Champs du Creuzet.

Champdioux, paroisse de Méaux. Terre, justice, seigneurie et château à J.-B. de La Ferté-Meun. Dénombrement du 4 novembre 1709 devant Moreau, notaire à Château-Chinon.

Champrobert. M. de Soultrait (*Dictionnaire topographique du département de la Nièvre*) mentionne Champrobé, paroisse de Poussignol-Blismes, comme fief de la châtellenie de Moulins et comme s'appelant de son vrai nom *Champrobert*.

Champmartin, paroisse de Sermages, petit fief à la famille Gaucher de Champmartin. Vassal de Château-Chinon.

Commagny. Fief dépendant de la châtellenie de Moulins-Engilbert et appartenant à la famille du Clerroy.

Champois, paroisse de Saint-Léger-du-Fougeret.

Grand et Petit-Chambault. Fief dont deux tiers appartenait à Nicolas-François Rollot ; aveu du 4 juin 1735, reçu Mouillefert, notaire à Château-Chinon ; l'autre tiers à

prendre dans le bois du Grand et Petit-Chambaut appartenait aux enfants de François Chevrier; aveu du 12 juin 1739, reçu Camuset, notaire à Nevers.

Echées ou Achées (Aché), paroisse de Préporché.

Fragny, paroisse de Villapourçon.

Moyenne et basse justice de Genay (paroisse de Préporché).

Guery et Motte-aux-Trous.

Limenton, Lentilly et Montambert (Lentilly et Montambert, hameaux près de Limanton). Seigneur, le comte de Bar. Celui-ci tenait Montambert d'Anne Guippier, femme de Charles Delavenne de Chaillot.

Lieu (mentionné dans Marolles).

La Motte-du-Plessis ou la Motte-Pavillon. La Mothe-du Plessis, à César-Erard Sallonnier, lieutenant criminel de robe courte au bailliage de Saint-Pierre. Le Pavillon appartenait aussi à la famille Sallonnier. (Le fief du Pavillon consistait en directes et four banal à Moulins-Engilbert.) Aveu reçu Quillier, 20 août 1730.

Monjoux, paroisse de Préporché, à Sallonnier de Montbaron. Dénombrement reçu par Guillier, notaire à Moulins, du 23 janvier 1745.

Marry et la Tour-de-Marry. La terre, justice et seigneurie de Marry, paroisse de Moulins, avec les domaines Charpeau et de l'Étang, à Jacques du Clerroy. Acte reçu Guillier, notaire à Moulins, du 19 août 1730.

Il existait mouvant du duché de Nevers en fief et en arrière-fief de La Roche-Millay, Marry-sous-la-Vieille-Montagne et Marry-lès-Bois (paroisse de Semelay). Ce fief fut partagé en deux fiefs unis l'un à la seigneurie de la Montagne, l'autre à celle de la Bussière.

Onlay. Le fief d'Onlay en toute justice appartenait aux seigneurs de la Montagne.

Montjouant, paroisse de La Roche-Millay.

Pléine-Feuille, paroisse de Saint-Léger-du-Fougeret.

Terre de Pleine-Feuille et moulin de la Ruée, à Claude de Champs. Aveu au duché du 16 septembre 1730, reçu par Maillefert, notaire à Château-Chinon.

La Roche-Millay. La baronnie et château de La Roche-Millai, les fiefs de Rioux, Villatte, Sagnant et Vieille-Ville, à Jacques-Louis de La Ferté-Meun; baronnie érigée en comté, lequel s'étend sur les paroisses de Saint-Jean-Goux et Villapourçon. Acquisition par Jacques-Louis de La Ferté de la duchesse de Villars. (Acte reçu Frottier, notaire à Paris, le 15 avril 1736.)

On a compté trente-deux justices dans la dépendance du bailliage de La Roche-Millay. Tous les ans, le bailli tenait une assise dite grands jours, où tous les juges des arrière-justices devaient se présenter. Faute de ce faire, leurs justiciables devaient plaider en première instance devant le bailli de La Roche-Millay. (Baudiau, *le Morvand*, t. 1^{er}, p. 489.)

Saullière. Terre, justice, seigneurie et château de Saullière. Dénombrement reçu Moreau, notaire à Château-Chinon, le 30 juillet 1717; seigneur, de La Ferté, comte de La Roche.

Saint-Péreuse (Sainte-Pereuse, Saint-Péreuse). Voir à ce nom liste des justices de Saint-Pierre. Fief partagé entre le duché et le comté de Château-Chinon.

Saint-Léger-de-Fougeret. Du 17 mars 1778, foi et hommage, aveu et dénombrement des fief, seigneurie et château de Saint-Léger, ayant haute, moyenne et basse justice, fourni par François-Marie de Champs, seigneur, au duc de Nevers, devant Morin, notaire à Nevers.

Marry, Villars-le-Bouy et dépendances. Le fief et justice de Villars-le-Bouy, à Jacques du Clerroy, relève du duché suivant aveu et dénombrement reçu Guillier, notaire à Moulins, le 9 juin 1731. Foi et hommage des 14 juin 1678 et 24 juin 1684.

Sermages. De la châtellenie de Moulins, mais dans la mouvance et la haute justice du comté de Château-Chinon.

Le registre des fiefs de 1745 n'indique pas de justice de Sermages. Le dernier seigneur de la justice indiqué par M. Baudiau est Henri Letors, sieur de Chevannes. Chaumes, Moncey, etc., n'avaient pas de justice. En 1770, les Ursulines de Moulins-Engilbert ayant acquis Chaumes, Sermages et Villacot, en firent aveu au comté de Château-Chinon. La justice de Villacot est la seule indiquée, ainsi que celle de Champmartin, par les registres de fiefs. (Voir pour Villacot à Saint-Pierre-le-Moutier.)

Villaine, Neuville et Mourceau. Terre, justice et château de Villaine et le fief des Bourgoing, paroisse de Commagny, à Henri-Gabriel Ducret de Villaine. Dénombrement des 14 septembre 1701 et 13 février 1724, reçu Guillier, notaire. Aveu et dénombrement du 1^{er} avril 1773, fourni par Ducret devant Moreau, notaire à Nevers, au duc. Neuville, paroisse de Préporché. La justice de Mourceau et le fief de Saint-Quentin à Sallonnyer de Montbaron. Aveu devant Guillier, notaire, du 23 juillet 1745.

Thard, paroisse d'Onlay. Fief, justice et château de Thars à Gondier de La Vallée. Foi du 7 novembre 1784. Vendu par adjudication au bailliage sur le sieur Gondier et demoiselle Gondier de Thars, le 24 avril 1784

Venisien (Venitien), paroisse de Préporché.

Jonchery et Vilotte. (Villault, près Moulins-Engilbert.)

Vandenesse. Terre, justice, seigneurie et château. La justice s'étend sur Nourry. Terre érigée en marquisat en 1667. Partie relevait du duché, partie de la tour quarrée de Saint-Pierre. Foi et hommage du 11 mars 1558 fait à Saint-Pierre. Hommage au roi 27 juin et 22 novembre 1685, 19 octobre 1700 et 6 juin 1726. Seigneurs, Dubois de Fiennes, puis sa fille, Charlotte-Louise du Bois de Fiennes, épouse de Charles-Léonard de Baylens; Olivier de Leuville; enfin Marie-Caroline-Rosalie de Poyanne, épouse du prince de Chalais (Elie-Charles Talleyrand de Périgord).

Consulter les *Notes pour servir à l'histoire de la commune de Vandenesse*, par M. V. Gueneau, dans le *Bulletin de la Société nivernaise des sciences, lettres et arts*, pour comprendre comment on peut voir, en raison des origines diverses des fiefs composant cette terre, figurer Vandenesse parmi les fiefs du duché de Saint-Pierre et de Château-Chinon.

Villiers-en-Longbos, paroisse de Saint-Léger-du-Fougeret.

ARRIÈRE-FIEF SOUS ANIZY.

Cosson (Cousson), paroisse de Limanton, au marquis de Poyanne. Est indiqué par le registre des fiefs comme vassal de Château-Chinon.

ARRIÈRE-FIEF SOUS CHANDIOUX.

Curty, au comte d'Aulnay (sans justice en 1745).

ARRIÈRE-FIEF SOUS LA MONTAGNE.

La Montagne, achetée du vicomte de Chabannes et autres le 16 septembre 1786 par de Lunas. Foi et hommage du 16 décembre 1786. (Voir aux arrière-fiefs de Châtillon.)

Frémouzet. Fiefs et justices du Plessis, Montelet et Frémouzet, relevant du duché. Dénombrements des 18 août 1678 et 18 mars 1732, reçu par Guillier, notaire. Seigneur, Potrelot de Grillon, qui tenait Frémouzet des de Jaucourt.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS LA ROCHE-MILLAY.

Chigy, près de Luzy (justice moyenne et basse), à Bruneau de Vitry (1). *Courcelles*, près Poil. (Terres et justice

(1) Il y avait deux fiefs appelés Chigy: l'un dit Chigy-le-Gros, fief double, l'autre dit Chigy-le-Mizieu, situés paroisse de Taxilly. Nous avons cité Chigy-le-Gros, châtellenie de Luzy, et parmi les fiefs de

de Monceau et Poil, l'Haume et Corcelle, à La Ferté-Meun. Foi du 6 juin 1699. 13 février 1729.)

L'Echeneau, paroisse de Glux. *Etueaux* (fief et justice d'Ettevaux), à Zacharie Bertrand, qui a acquis de Jacques-Henry Richard de Curty. Dénombrement du 21 juin 1683, reçu Guillier, notaire. Foi du 31 décembre 1748 devant le bailli de La Roche. *Forges, Tiers, Lusieu, Las, le Moulan, la Bussière* (justice moyenne et basse à Edme de La Bussière); *bois de Buson, Champois* (paroisse de Saint-Léger-de-Fougeret), *Champ, Champrobert* (en deux parties, l'une à Bruneau de Vitry); cette partie relevait de la Roche pour la moyenne et basse justice; l'autre à Gabriel Vestu, président au siège présidial d'Autun; *Couault* (Couveau), *Conclaire*, paroisse de Poil, fief et justice à Claude de Morey. Foi des 15 février 1716, 27 février 1742, 16 janvier 1744; dénombrement reçu Geoffroy, 21 décembre 1702. *Champlevrier*, fief et justice de Champlevrier à de Vitry. Dénombrement devant Moreau, notaire à Château-Chinon, 4 août 1740. *Chevannes-les-Ribaudes*, moyenne et basse justice (indiquée par M. Baudiau); *Conclose, Fragny*, paroisse de Villapourçon; *Jussy* (Gissy), paroisse de Saint-Didier, moyenne et basse justice; *Monceau* (voir plus haut, Courcelles). *Maltaverne*, paroisse de Villapourçon; la justice appartenait aux religieuses de Marcigny-les-Nonains; *Monthelon, Monts, Montécot*, paroisse de Semelay, et *Couloize-Couloize*, à Salonnyer de Montbaron; dénombrement en 1445-1615-1660. *Patigny*, moyenne et basse justice, paroisse de Saint-Didier; *Rangères*; foi et hommage devant le bailli de la Roche, contrôle le 8 octobre 1715; seigneur, Salonnyer de Montbaron. *Regardumont, Roché, Saint-Didier, Tire-*

Saint-Pierre Chigy-le-Mizieu relevait de La Roche, comme nous le voyons ici. — Il existait un autre fief de Chigi indiqué dans un dénombrement du 25 juin 1723, reçu Nault, notaire à La Nocle, contrôlé à Luz y le même jour, fourni par Paul de Jacquinet, à La Nocle, des fiefs des Planches et Chigy-le-Moinel, paroisse d'Issy-l'Évêque, avec moyenne et basse justice.

gage, Villeneuve, Villette-les-Forges (1), paroisse de Chiddes; *la Verchère* (indiquée comme relevant du roi au registre des fiefs, voir à Saint-Pierre).

ARRIÈRE-FIEF SOUS SAINT-PÉREUSE.

Nidy.

ARRIÈRE-FIEF SOUS VANDENESSE.

Poussery, paroisse de Montaron. (Voir plus haut.)

(1) Voir ce que nous avons dit de Villette-les-Forges, qui relève du roi. Un autre Villette, paroisse de Poil, est ainsi désigné au registre de fiefs de 1745 : « Fief et justice de Villette à de Velle, relève de la Roche. » Foi et hommage des 16 janvier 1714 et 21 novembre 1724, devant le bailli de la Roche. Dénombrement du 28 novembre 1740, devant Geoffroy, notaire.

Cette liste d'arrière-fiefs de La Roche Millay concorde mal avec celle donnée par M. Baudiau. Nous regrettons de n'avoir pu connaître, par le livre de ce dernier, les sources de ses renseignements.

Quant au registre des fiefs de 1745, voici les terres qu'il nous révèle comme arrière-fiefs de La Roche Millay :

Fief et justice de *Couloixe*, paroisse de Chiddes (nommé aux assises). Terre et justice, seigneurie et château de *Champlevrier*, la Verchère et Bousse, relevant du roi ; hommage du 10 janvier 1634. Fief et justice de *Champlevrier*, Richeaufour ou Saint-Jean-des-Curtils, relevant de la Roche. Aveu devant Moreau, notaire à Château-Chinon, du 4 août 1740. Foi et hommage devant le bailli de la Roche, 20 août 1745. — *Les Jours*, fief et justice et Montmorey, à La Ferté-Meun ; foi et hommage du 20 février 1739, reçu Geoffroy. Fief, justice et château de la Vallée, paroisse de Millay, relevant de la Roche. — Les fiefs et justice d'*Etevaux* (nommé aux assises). — Les fiefs et justices de *Montregnard ou de Rivière*, château des Beriards, du Molland, à Jeanne Charpentier de Fourvonne. Foi et hommage du 23 février 1709, reçu Geoffroy. Dénombrements devant le bailli de la Roche, 11 juillet 1683, 29 novembre 1738, 2 mai 1740 ; dénombrement du 11 mars 1741, reçu Geoffroy.

Fief et justice de *Villette-les-Forges* et *Champrobert*. Champrobert relevant de la Roche. Fief et justice de *Montanteaume*, paroisse de Rémilly, relevant de la Roche. Dénombrement reçu Geoffroy, notaire, 13 août 1700 et 9 novembre 1749, à Gabriel Vétu, trésorier de France à Dijon. — *Buçon*, paroisse de Saint-Jean-Goult, à Joseph

CHATELLENIE DE MONTREUILLON.

Montreuillon, châtellenie ducale.

Achun. La terre, justice et seigneurie d'Achun, terrier. Fusilly et Mouxas, terrier. Dénombrement au duché, reçu Moreau, notaire à Château-Chinon, du 4 novembre 1717. Autre, reçu Debersac, notaire à Aulnay, du 22 décembre 1737, au comte d'Aulnay. — M. de Soultrait porte Achun comme étant de la châtellenie de Montreuillon et vassal du Coudray.

Argoulais, paroisse de Saint-Hytaire. Les fiefs, châtellenie et justice d'Argoulais et domaine de Montbaron. Relève de Château-Chinon. Foi des 13 juin et 20 novembre 1618; seigneur, Jean-Marie Sallonier de Montbaron. Montbaron et Montbois, fiefs simples, qui furent érigés en justice et seigneurie avec Argoulais le 24 juillet 1781.

Bruit (le Bruit ou le Bruys). Fief et justice du Bruit, paroisse de Montigny-en-Morvand. Le Roy d'Allarde, seigneur. Relève de Château-Chinon.

Bois-Montaulier.

Moyenne et basse justice de la Brosse et Dousseaux.

Cafondrier. Les fiefs et basse justice de la Cafondrée, le Bois-d'Andot et Marré, les fiefs et basse justice de Moussy, la Croix-aux-Chèvres et moulin de Navelois ou Vauclaix, à l'abbé de Mégrigny.

Chassy, Eguilly et Vau (Chassy, Esguilly et Vaux). La baronnie de Chassy s'étendait sur les paroisses de Mont-

Maillard, au même seigneur que les fiefs, justices et châteaux de la Bussière et des Forges, paroisse de Semelay. — *Rangères*, nommé aux assises. Fief et justice de Villette (voir note précédente). *Thil et Magny*, à Marie de Chalon, veuve de Méru, paroisse de Poil, relevant de la Roche, suivant foi et hommage du 21 avril 1742 et dénombrement du 30 août 1742, reçu Geoffroy, notaire; foi du 20 juin 1769, reçu Thierriat, notaire à Luzy. — *Charency*, paroisse de Saint-Didier-sur-Arroux, moyenne et basse justice. Dénombrement reçu Thierriat, notaire à Luzy, le 24 mai 1753, à Pierre André.

reuillon, Montigny-en-Morvand et Mhère. La terre, justice, seigneurie et château de Chassy, au comte de Choiseul. Les fiefs et justice de Vaux, Aringe, et la terre de Charnois, à Jacques-Léonard Girard de Vannes. La justice de Charnois a été abandonnée par la marquise de Saint-Rémy à Jacques-Léonard Girard, par transaction sous seings privés du 24 septembre 1728.

Cuy ou Cruy, paroisse de Chouigny. Terre, justice, château et seigneurie de Cuy, anciennement Nault (ou Niault), à Nicolas Le Roy de Cuy. Relève de Château-Chinon. Foi des 8 août 1616 et 15 décembre 1620.

Chantreau, paroisse de La Collancelle (aliénation du prieuré de Saint-Révérien). Relève de Saint-Pierre. Dénombrement du 5 octobre 1675 au bailliage de Saint-Pierre, à Gédéon Mazillier, en 1745.

Moyenne et basse justice de la Croix. Seigneurie de Vauclaix au village. (Vauclaix, le fief du Tartre-aux-Bonamour, le fief et justice de Vannes et domaines, à Jacques-Léonard Girard de Vannes.)

Epiry-la-Grenouille. Terre, justice et seigneurie d'Apury (Epiry), à de Mégrigny, comte d'Aunay ; relevait de Nevers. (Le fief de la Grenouillère, à Jacques de Blosset, relevait de Lormes. Dénombrement du 2 septembre 1683, reçu Delagrangé, notaire à Lormes.)

Fusilly-d'Aunay. Fiefs et justice haute, moyenne et basse de Mougny, paroisse de Bazolles, et Fucilly, paroisses d'Achun et de La Collancelle. Du 3 janvier 1727, aveu et dénombrement de Mougny au roi. Du 14 juillet 1621, foi et hommage au roi, au bureau des finances de la généralité de Moulins, des fiefs de Fucilly, Mougny et Colombe, paroisse de Montapas pour ce dernier fief. Foi et hommage au roi, au susdit bureau, le 4 décembre 1716, puis le 23 juin 1775. Seigneur de ces fiefs, la marquise de Saint-Rémy. (Voir Mougny et Fucilly à Saint-Pierre.)

L'Etang-Marzy.

Moyenne et basse justice de Laleu.

Modieux.

Montbarron, Marry et Mouillefert, Moulins, Follet. Terre, justice et seigneurie de Montbaron-le-Sauvage, paroisse de Cervon, relève de Lormes et de Château-Chinon, à Philibert Tepenier, marchand de bois. Foi du 25 juin 1619 ; est compris aussi dans l'état des fiefs de Châtillon. Moulin-Follet (paroisse de Vauclaix), Marry.

Montautier, paroisse d'Epiry, à M. de Choiseul. Le fief de Monteauté relevait d'Epiry.

Pert et Oussy-le-Moulois. Les fiefs et justices de Pert et Houssy, paroisse de Gâcogne, à Jean-Edme comte de Choiseul-Bussière.

Aunay. Terre, justice et seigneurie d'Aunay, à de Mégrigny, comte d'Aunay. Au même les fief et justice de Marigny, relevant de Nevers. Le fief et justice de Champcharmont, relevant de Châtillon, figure aussi dans des actes comme relevant de Château-Chinon.

Moyenne et basse justice de Relieure (Releure, paroisse de Montreuillon).

Moyenne et basse justice de Richardot. La terre, justice et seigneurie d'Ougny, les fiefs de *la Leu, Rigny, Richardot* et dépendances. (Ougny, franc-alieu noble, relève du roi.) Les autres fiefs relèvent de Châtillon. Dénombrement de Rigny à la seigneurie de Châtillon, le 16 mai 1722, devant Debersac, notaire à Aunay. J.-B. et Joseph Save sont propriétaires de ces terres.

Moyenne et basse justice de Ruères. Les terre, justice, seigneurie et château de Ruère, à M. de Bretagne, relèvent de la baronnie de Lorme, suivant foi et hommage du 28 septembre 1617. Le fief de Parjot, paroisse de Gâcogne, lui a été réuni avec sa justice. Il relevait de Parjot (contrat d'acquisition du 12 février 1542).

Moyenne et basse justice de Ronçon.

Tamenay. Voir à Saint-Pierre.

Torigny (Turigny), paroisse d'Aunay. Voir à Saint-Pierre.

Basse justice du Tartre. Voir plus haut au nom moyenne et basse justice de la Croix-de-Vaucloix.

Basse justice de Vaubeau.

Vaucloix. Voir au nom moyenne et basse justice de la Croix-de-Vaucloix.

Moyenne et basse justice de Varigny. Le fief et justice de Varigny, maison seigneuriale, paroisse d'Achun, à la marquise de Saint-Rémy. Une partie relève de Châtillon, suivant dénombrement du 14 avril 1735 et suivant foi et hommage du 29 octobre 1698, reçu François, notaire à Achun ; l'autre partie relève d'Epeuilles, suivant foi et hommage reçu Coquille, du 18 juin 1735.

Vernisy, paroisse de Sardy.

Moyenne et basse justice d'Uranghen, paroisse de Montigny-en-Morvand.

Prieuré d'Abon, paroisse de Maux. (Voir à Saint-Pierre.)

ARRIÈRE-FIEFS SOUS ÉPIRY.

Maison-fort d'Epiry, la motte et fossés d'Epiry, Montautier, paroisse d'Epiry, à de Choiseul de Chassy ; *maison à Blismes, moyenne et basse justice de Fontenotes,* étang de Chandeul-Merlandeul, Bois-Bussau, la terre de la Croix, paroisse de Vauclaix ; Blisme, terre, justice et seigneurie de Blisme, à Pitoys de Quincize, propriétaire aussi dans la même paroisse du fief des Belins et du fief d'Amoux, relevant de Châtillon. Terre et justice moyenne et basse et haute justice depuis 1714 de Saint-Maurice-les-Montreuillon, Blisme relevait du duché. Dénombrement devant Couault, notaire à Château-Chinon, du 23 octobre 1734, réuni à Blisme, terre et justice de Villars.

Plotot (le), près Epiry.

Montchauson, près Poussignol.

Niro (Nyro-Niroux), paroisse d'Aunay, vassal de Château-Chinon ; aveu du 30 mai 1618. Seigneur, la veuve Léonard

Feuillet et Guillaume Dimanche, marchand à Château-Chinon.

CHATELLENIES DE LIERNAIS ET SAINT-BRISSON.

Saint-Brisson, châtellenie réunie à Liernais.

Liernais, châtellenie.

Alligny et Lacremain (Alligny-en-Morvand et la Cremène), haute, moyenne et basse justice. Le seigneur était en 1789 Louis-Marie-Gabriel-César de Choiseul. Alligny relevait d'Island-lès-Saulieu. Cette seigneurie comprenait une partie du territoire de la paroisse de Moux. La Cremène était une dépendance.

Le Bois. Le Bois-d'Alligny, paroisse de Gien, aux seigneurs de Montal.

Brossière.

Beaumont, baronnie unie à celle de Conforgien, paroisse d'Alligny.

La Cour-d'Arcenay. Terre, haute justice et seigneurie de la Cour-d'Arcenay. Dénombrement du 10 décembre 1718 à Espiard de La Cour, conseiller au Parlement de Dijon ; foi et hommage fait à la châtellenie, 22 juin 1785.

Dompierre et Poligny. (Nommés par Marolles.)

Fétigny. Fief de la paroisse d'Alligny, possédé par les seigneurs d'Alligny. Montabon et Montafroy, membres de cette seigneurie.

Gouloux. Seigneur, Marie-Anne de Montat, comtesse de La Rivière. Haute, moyenne et basse justice dans toute la paroisse de Gouloux, la Roche, l'Hâte-au-Sergent, Natalloux, Montgiraud, Montsauche en partie, Outre-Cure, aux Avoinières, l'Huis-Gaumont, Tapis. Bois-d'Alligny, Gien-sur-Cure.

La Guette. Terre, justice, seigneurie et château de Villars, fiefs de Veullerot (Vellerot) et la Guette. Partie en Bourgogne, partie en Nivernais. Mouvente pour un quart de la châtellenie de Liernais, pour le reste à la baronnie de

Thoisyl-la-Berchère. La Guette, Villars et en partie Vellerot furent acquis le 3 juillet 1767 par César-Gabriel de Choiseul.

Island, paroisse de Saint-Martin-de-la-Mer. Haute, moyenne et basse justice, dans la mouvance du comté de Saulieu. Seigneur, Paul-Charles de La Rivière, vicomte de Tonnerre et de Quincy.

Mex-Pinault. Terre, justice et seigneurie de Mâcon-les-Saulieu et Mex-Pineau, paroisse de Saint-Martin-de-la-Mer, à Louis-Philibert d'Espiard.

Meix-de-Saulce, au comte de Choiseul.

Mâcon-Chaloux et Saint-Martin-de-la-Mer. Le baron de Choiseul acquit la Tour-d'Island, Saint-Martin-de-la-Mer, la Chaux et Ruères, relevant de Liernais, le 26 février 1782. Foi et hommage du 19 juin 1784.

Monsauge en partie, relève du duché suivant dénombrement reçu Taboureau, notaire, du 20 novembre 1724. Seigneur, Jean-Edme de Choiseul. L'autre partie relève de Château-Chinon. Argoulais relevait de Château-Chinon, sous Monsauge.

Jullenay, à la part de Nivernais; seigneurs, les enfants de Philippe-Etienne de Badier.

Maison-Baude, paroisse de Saint-André-en-Morvand, à Jean-Baptiste Bernard, seigneur de Chanteau, conseiller au Parlement.

Moulins-Buy ou Bussy.

Nataloup et Gouloux. Voir plus haut, à Gouloux.

Le Montal, paroisse de Dun-les-Places, Bonaré. Foi et hommage des terres de d'Hung-les-Places et Bonaré, et la dixme intéodée de d'Hung par le comte de La Rivière au comte de Château-Chinon, devant les officiers du bailliage de Château-Chinon, 7 février 1778. La terre, justice, château et seigneurie de Montal relevant de Lormes, foi et hommage du 2 juillet 1616, appartenant au marquis de Montal.

Dun-les-Places, la Terre-aux-Maires (Aumaire).

Montsaugé, à la partie du comté de la Rivière et dépendances. La seigneurie et haute justice de Dun-les-Places, à Louis de Mascrary, relève de la tour de Saint-Pierre. La terre Aumaire, paroisse de Saint-Brisson, aux comtes de La Rivière et de Montal.

Parc-les-Gouloux, paroisse de Dun-les-Places, fief vassal de Saint-Brisson. Terre, justice et maison seigneuriale du Parc, relevant de Nevers, à Pierre Pitoys de Quincize.

La Roche-de-Reugny, paroisse de Gouloux.

Regençon, Rochefort et Asnières. (Rochefort nommé par Marolles, Asnières, paroisse de Saint-Brisson.)

Villars-les-Liernais, paroisse de Liernais, à la famille de Chargères.

Villiers.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS ISLAN.

Palmarou, à la partie du comté de la Rivière. Seigneur, Dollet de Palmaroux. Dénombrement du 20 novembre 1724 reçu Taboureau, notaire à Gouloux; dénombrement du 26 avril 1741 reçu Pannetrat, notaire à Ouroux.

Ferrière, paroisse d'Alligny. Mouvant de la Tour-d'Island en arrière-fief du comté de Saulieu.

CHATELLENIE DE SAINT-SAULGE.

Saint-Saulge, châtellenie. S'étend sur Chevannes-Gazeau et partie de Saint-Saulge.

Prieuré de Saint-Saulge. Voir à Saint-Pierre.

Crecy et dépendances, justice et seigneurie, paroisse de Crecy, au comte d'Anlezy; relève de Châtillon.

Huez et dépendances. Terre, justice, seigneurie et château de Vée, relèvent de Rouy et Vesvre. Foi, hommage et dénombrement des 2 mai et 5 mai 1716, reçu par Geoffroy, notaire à Ourouer. Seigneur, le comte de Chabannes.

Assard. Assard, de la châtellenie de Saint-Saulge. Laché, de la châtellenie de Montreuillon. La terre, justice et château

de Laché, acquis par Philbert Danguy, le 2 juillet 1701, devant Guillemain, notaire à Corbigny. Lasché fut donné par Danguy à Amable Danguy, sa sœur, suivant acte à Saint-Pierre du 17 avril 1733 ; appartenait, à la fin du dix-huitième siècle, aux enfants d'Edme-Roger de Cottignon.

Aubus (les).

Moyenne et basse justice de Bona. Terre, justice, château de Bona et Marancy, à Paul du Verne de Marancy. Aveu au duché du 27 avril 1700, reçu Jaubert, à Nevers. Autre aveu reçu François, notaire à Saint-Saulge, du 12 août 1736.

La Bretonnière. Justice haute, moyenne et basse de la Bretonnière, paroisse de Huez, fourni par Monique Carpentier, veuve de Germain de Courvol, devant Languinier, notaire à Saint-Sulpice, le 2 juin 1781. Dénombrements du 12 mai 1718, reçu Berthault, notaire à Nevers, et du 23 juin 1737, reçu Jacquinot, notaire à Nevers.

La Bussière-la-Pierre, paroisse de Bazolles.

Basse justice de Bisy. Le relevé des fiefs de 1745 porte : Le fief, justice haute, moyenne et basse et château de Bissy (paroisse de Saint-Maurice), à Léonard Coquille de Poujeulx. Foi et hommage du 30 avril 1721. Dénombrement du 22 novembre 1722 reçu par Coquille, notaire à Saint-Saulge.

La Crux, Autranches, Jonc et Marmantray. Crux, à de Damas, comte de Crux. Terre, justice, seigneurie et château de Crux ; dénombrement reçu Marchangy, notaire, du 25 janvier 1709.

Châtillon-en-Bazois. Terre, seigneurie et château de Châtillon-en-Bazois et Bernière. Aveu et dénombrement fourni par la marquise de Béthune le 14 avril 1735 et reçu par Pougault et Dubois, notaires royaux à Moulins-Engilbert. La terre de Châtillon s'étendait sur les paroisses de Frasnay-les-Châtillon, Alluy, Marré en partie et Maingot. Le fief d'Eguilly et justice, ancien fief de Châtillon, y était réuni. Seigneur, Léonard, marquis de Pracomptal.

Saxi-Bourdon. Terre, justice et château de Saxi-Bourdon, Latenon, Précy et Pontillard. Seigneur, Rapine de Saxy. Dans la même paroisse, terre, justice et château de Foucherein, au même Rapine de Saxi. Terre, justice et château de Trougny, relevant de Châtillon, à des Ulmes de Montiffault. Aveu à Châtillon de 1670.

Espeuilles, paroisse de Montapas. Vendu le 8 mars 1687 à Marie Lardereau, veuve de Claude Girard, sieur de Vannes. Erigé en marquisat en 1705 avec Montapas, Prémoisson, Chevrenot, Sermentray, les Creusots et Roches.

Marigny, paroisse d'Aunay, mouvait en plein fief d'Espeuilles, avait la justice jusqu'à 60 sols. Le 6 juillet 1619, la Chambre des comptes de Nevers déclare que la haute, moyenne et basse justice de Marigny est mouvante en plein fief du duché pour la plus grande partie et pour le surplus en plein fief d'Espeuilles et en arrière-fief du duché. La terre, justice, seigneurie et château de Brun, au comte d'Aunay, paroisse d'Aunay, relevait aussi d'Espeuilles. Dénombrement reçu Moreau, notaire à Château-Chinon, du 20 novembre 1717.

Foucherenne et Saxi-Bourdon. Voir plus haut au nom Saxi-Bourdon.

Saint-Benin-des-Champs, ancienne paroisse. La seigneurie et justice de Saint-Benin-des-Champs à la marquise de Saint-Rémy.

La justice, directes, cens, rentes et bourdelages aux villages du Grand et du Petit-Neuzilly, au lieu des Creuzots, à M^{me} de Saint-Rémy, relèvent de Châtillon. Dénombrement du 14 avril 1735 de la terre de Châtillon.

Frasnay-le-Ravier, à Jean-Jacques-Pierre de Saint-Cy. Dénombrement à Châtillon du 29 août 1723, reçu Robin, notaire à Châtillon.

Jailly. Terre et seigneurie de Jailly-Saint-Sylvestre pour la moitié à Claude-Louis-François Rapine du Nozet, pour l'autre moitié à Jean-Jacques-Pierre de Saincy. Du 26 février

1772, acte de foi et hommage par Rapine. Du 10 janvier 1775, acte de foi et hommage par Pierre de Saincy.

Moyenne et basse justice de Lathenon, Pontillard.

Foucherenne et dépendances, paroisse de Saxi-Bourdon, aux Rapine.

Lichy. La seigneurie, justice et château de Lichy en partie. Voir à Saint-Pierre,

Verpilleux et Marancy, paroisse de Bona. Voir à Marancy plus haut.

Montapas. Terre, justice, seigneurie et château de Montapas et Sermentray Seigneur, la marquise de Saint-Rémy. Dénombrement fourni à la Chambre des comptes de Nevers, conformément à celui fourni par François et Philibert d'Anlezy, seigneurs de Montapas, le 5 décembre 1582. Le fief de Collombe relève du roi. (Dénombrement reçu Barleuf, notaire à Decize, le 3 janvier 1727. Foi et hommage du 4 décembre 1726.)

Narloup. Fief et justice de Narloup, paroisse de Sanizy, à de Pracomptal.

Moyenne et basse justice de Précy. Voir plus haut à Saxi-Bourdon.

Sermentray. Voir à Montapas. Foi et hommage du 14 mars 1781 par Louis-François Viel de Lunas, et dénombrement conforme à celui fourni par Erard d'Anlezy le 12 février 1454. Justice haute, moyenne et basse. Foi et hommage pour Sermentray et Chevrenot par Marie Lardeveau, dame d'Espeuilles, les 31 décembre 1688 et 7 avril 1745. Chevrenot avait justice haute, moyenne et basse.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS CRUX.

Assars, Brevillotte (Brillote ou Briotte), *Bazole, la Motte et Brevillotte, Villiers* (*Villiers-le-Petit*), *Buzault*, paroisse de Bazolle, aux sieur et demoiselle Coquille. Foi et hommage reçu Frachot, notaire, du 26 juillet 1714. (Droit

de dixme au roi.) Foi et hommage du fief de Pouzeux *sans justice* par Louis-François de Champoiré, receveur au grenier à sel de Saint-Saulge, au comte de Damas, devant Galle, notaire, le 1^{er} avril 1778. Dénombrement devant le même notaire, 14 avril 1778. — *Charpigny, Vaux, la Motte-du-Plessis, Osnay* (Aunay), *Dumphlun et sous Dumphlun, la Motte-Chaillet*. (Les seigneuries et justices de Billy et château de Dumphlun, fiefs de Patry, Nanteuil et le Mont-Semelain. Billy relevait de Châtillon, Semelain de la tour quarrée de Saint-Pierre. Dénombrement du 20 juin 1728. Hommage des 22 octobre 1700 et 21 mai 1723. Billy et Dumphlun, au marquis de Rémigny.

Les justices de Demain et de La Collancelle avaient été annexées et possédaient les mêmes officiers. La justice de Demain se composait de cinq fiefs : fief et justice de Mouas, relevant de Châtillon, qui relève du duché ; fief et justice de Meuré et Sauvain, possédés par le seigneur de Demain, relevant de Châtillon, qui relève du duché ; fief et justice de La Collancelle, possédé par moitié indivisément par le seigneur de Vaux et par le seigneur de Demain ; fief et justice de la Poté-Chantereau, possédé indivisément par le seigneur de Demain et celui de Vaux. — La baronnie de Demain était de la paroisse de La Collancelle, mais elle ne dépendait pas du fief de La Collancelle ; de même la baronnie de Vaux ne dépendait pas de La Collancelle. — Vaux relevait immédiatement de Châtillon et en arrière-fief du duché. Tous les appels des sentences du juge de Vaux étaient portés au bailliage de Nevers et tous les appels des sentences du juge de Demain à Saint-Pierre. Comme il n'y avait que deux maisons dans le fief de La Collancelle, dont l'une relevait de Vaux, et que les habitants des fiefs de Meuré et Sauvain « n'étaient pas considérables, dit un relevé des fiefs de Vaux conservé aux archives, les sujets sont toujours allés en appel à Saint-Pierre en cas d'appel. »

ARRIÈRE-FIEFS SOUS CHATILLON.

(*Fiefs ayant justice, fournis au duché le 14 avril 1745.*)

Anizy. Voir ce nom à Moulins-Engilbert. (Arcy à M. d'Aunay et à Jacqueline Lemoine pour un tiers, a été réuni à la terre d'Anizy par acte du 7 décembre 1745.)

Amainge (Amange), paroisse de Bona.

Anlezy. S'étend sur Tintury et Ville-les-Anlezy. Terre, justice, seigneurie et comté d'Anlezy. Aveu et dénombrement fourni par Jean-Pierre de Damas, comte d'Anlezy, Buffet, notaire à Prye, le 20 avril 1780.

Angly, paroisse de Ville-les-Anlezy.

Audenas, paroisse d'Alluy. Les fiefs d'Audenas et d'Anilly et Etangs à Annet-Henri Bellon de Chassy; foi et hommage reçu Jaubert, notaire à Rouy, le 21 octobre 1740. Dénombrement reçu Pigoury, notaire à Châtillon, le 25 novembre 1740; autre du 21 septembre 1741 reçu Guigne-bard; autre du 8 mars 1773. Aveu et dénombrement de la terre, seigneurie et comté d'Anlezy par Jean-Pierre Damas, comte d'Anlezy, à Antoine-Charles comte de Pracomtal, etc., devant Buffet, notaire à Prye, 20 avril 1780.

Alluy. Fief, justice et maison seigneuriale, terrier et dime du lieu aux villages de Grandchamp, Chatenay et Chassy, à François de Champs de Champcourt. Dénombrement du 5 septembre 1724, reçu Robin, notaire à Châtillon. Foi et hommage du 24 septembre 1724, dénombrement du 5 octobre 1724. La maison des Paillards au bourg d'Alluy, les fiefs du Four-Faullier, Jacquinet, Moux, de la Croix, du Champ-des-Ulmes, à Bellon.

Achun. Voir à Montreuillon (châtellenie de).

Aiguilly. Voir Châtillon plus haut (arrière-fief de).

La Bobe. Les fiefs de la Barre et de la Boube, paroisse de Rouy, à de Pracomtal.

Beaujarry.

Bussière, paroisse de Bazolles.

La Bretonnière, paroisse de Bazolles (Palmercy et la Bretonnière), à Lazare-Antoine Theveneau, médecin, qui l'a acquise des prieur et religieux de Saint-Etienne de Nevers moyennant rente. Acte reçu Frébault, notaire à Nevers, du 9 juillet 1739.

Basolle. (Bazolles.)

Bois-de-Chiré, paroisse d'Anlezzy.

Breuillotte.

Bouteuil (le Petit-Bouteuil), paroisse d'Alluy.

La Barre, paroisse de Rouy.

Bouches, paroisse de Marré, à François Bongard, marchand à Marré (pas d'indication de justice dans le registre des fiefs de 1745).

Billy. Voir Dumphlun plus haut.

Bussy, paroisse d'Achun. Les fiefs de Champcourt et justice, château de Bussy, possédés par François de Champs de Champcourt. Foi et hommage du 14 décembre 1675.

Chenizot, paroisse de Chouigny. Seigneur, Guoyt, conseiller à la Cour des aides.

Le Creuset, paroisse de Rouy. Fief, justice et château, à de Champs du Creuset,

Cervon. Terre.

Certaine, paroisse de Cervon.

Condemine. La Condemain, paroisse d'Alluy.

Champcourt. Voir à Bussi.

Champcharmault, fief et justice, paroisse d'Aunay, domaine au comte d'Aunay.

Cafondrée. Les fiefs et basse justice de la Cafondrée, paroisse de Cervon, le Bois-d'Andot et Marré.

Chalnay.

Chanteloup, paroisse de Guipy (relève de Nevers), à Charles Girard, de Prémery.

Charry, paroisse de Bona, relève de Billy. Foi et hommage reçu Perreau, notaire, le 22 novembre 1725.

Chazeaux, Rouy, M. de Pracomptal.

Chamonot, paroisse de Brinay. Fief et justice, à Jean-François de Bréchart.

Cordas (les), paroisse de Rouy; seigneur, M. de Pracomtal.

Chauvance, paroisse d'Achun. Les terres de Chauvance, Roche et le Buisson du quartier du Roch avec justice.

Cervandray (Servandet), paroisse de Rouy, fief relevant de la Boue, d'après M. de Soultrait.

Chaumot. Chaumoy, près Maingot.

Cevillon.

Chassenay, paroisse de Diennes. M. de Pracomtal.

Ponge (Aponge), paroisse de Maingot. Seigneur, Save d'Ougny. Le fief de Semelain (Semelin) et Aponges aux enfants du seigneur Save. Foi et hommage reçu Frachot, notaire à Saint-Saulge, du 7 mars 1722, et dénombrement reçu Debersac, notaire à Aunay, le 16 mai 1722.

Debout, paroisse de Limanton.

Le Guet, paroisse de Montigny-sur-Canne.

Guipy. Terre, justice, seigneurie et château de Guipy, relève de Château-Chinon. Foi et hommage des 17 août et 30 novembre 1617. Foi et hommage du 23 décembre 1684. Dénombrement du 3 septembre 1685 devant Corault, notaire. Dénombrement du 17 mars 1701, reçu Corault, notaire à Château-Chinon. Foi et hommage du 3 juin 1776, reçu Bruandet, greffier. Seigneur, Philippe-Germain du Bois d'Aisy. Ce fief était double.

Gron, paroisse de Tintury. Directes aux villages de Gron, de Perange et de Chassy, à Tintury, Rouy et Alluy. Au sieur Renault. Pas d'indication de justice au relevé des fiefs.

La Garenne, près de Châtillon.

Hérisy. (Indiqué par l'annotateur de Marolles comme relevant d'Anizy et situé près de Vandenesse.)

Chantilly.

Longbois.

Leugy et Laschoix.

Montjardin. Montjardin, fief avec justice et la Châton-

nière, aux enfants de Millot de Montjardin, mort en 1740. La Châtonnière relevait de Nevers à cause de la châtellenie de Cercy. On prétendait aussi que Montjardin devait relever de Nevers.

Mont-en-Bazois. La terre du Mont-en-Bazois, maison seigneuriale et seigneurie de Marré, à Guillaume-Jacques de Fourvières, baron de Quincy (uni à Marré).

Montagne (la). La terre, justice et château de la Montagne relève de Châtillon pour trois portions. Les deux autres relèvent du duché. Acte Guillier, notaire à Moulins-Engilbert, 23 juillet 1745. Seigneur, Sallonnier de Montbaron.

Marré. Voir plus haut Mont-en-Bazois. (Terre, justice et seigneurie.)

Marçilly (Marcilly), paroisse de Cervon. Fief, justice, seigneurie et château de Marcilly et Marry, à l'abbé de Megrigny.

Motte-Pasluau, paroisse de Brinay.

Mont-sur-Aron, paroisse de Limanton, fief de l'abbaye de Bellevaux.

Mont-de-Dienne. Fief et justice du Mont-de-Dienne (autrement appelé Vaujolly). Foi et hommage du 30 septembre 1723, reçu Barleuf, notaire à Decize. Dénombrements des 30 décembre 1723 et 4 janvier 1724. Un quart à M. de Romenay, qui a acquis de Virgille le 23 décembre 1679; trois à Prevost de Périgny, élu à Nevers, qui a acquis de Jean-Pierre de Vaujoly par acte reçu Montchanin, notaire à Issy-l'Evêque, du 8 juillet 1725.

Marot. Marguereau, paroisse de Limanton, au comte de Bar.

Mussy. Les fiefs de basse justice de Moussy, basse justice de la Croix-aux-Chèvres et le moulin de Novelois ou Vau-cloix, paroisse de Cervon, à l'abbé de Mégrigny.

Mont-de-Césilly. (Mont-de-Cizely.)

Motte-de-la-Paresse.

Mourry.

Metz-du-Crot.

Meulot, paroisse de Ville-les-Anlezy.

Narlou.

Nérondes, paroisse de Reugny.

Ougny. Terre de Rigny, justice et seigneurie, château d'Ougny, et les fiefs de Laleu, Richardot et dépendances, aux enfants Save d'Ougny, franc-allevé noble, relève de la Tour pour la justice. Dénombrement de Rigny à Châtillon du 16 mai 1722, reçu Debersac, notaire à Aunay. (Voir à Saint-Pierre.)

Oulon, paroisse d'Oulon, à l'hôpital de Saint-Didier de Nevers.

Aunay (pour certaines parties).

Pontaix (Pontois), paroisse d'Anlezy, au comte d'Anlezy.

Précy, paroisse de Bona.

Panneceau, paroisse d'Anizy, à M. de Leuville.

Pont, paroisse d'Alluy. (Extrait des registres du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1775.)

Perranges, paroisse de Rouy.

Prémoisson, paroisse de Rouy, vassal de la Boube.

Présenay (Porcenay), paroisse de Mont-et-Marré. (Extrait des registres du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1775.)

Palvaux (Palluaux), paroisse de Brinay.

La Roche-en-Bazois, paroisse d'Achun. Seigneur, M^{me} de Mun, épouse de Le Bault de Langy. (Voir à Chauvance plus haut.)

Rouy, au marquis de Pracomptal. Terre, justice et château de Rouy et Vesvres; fiefs et justices de Chatenay-les-Creuilles, Cordas, la Barre, Garenne, du Bois-des-Humes et du Creuset; fief et justice du Chazeault, fief de Bussière, Joye, moulin, étang de Rouy. Foi au duché du 26 avril 1775.

Reugny, paroisse de Reugny, justice et seigneurie au comte d'Anlezy. D'après le relevé des fiefs de 1745, relève de la tour carrée de Saint-Pierre pour la part de Joux.

Riperoux, paroisse de Maingot. Les fiefs du Chagnot et Ripperoux, à Pernin.

Semelins, paroisse de Maingot, à MM. de Loudun et de Montifaut (1).

Sansbiens.

Sesilly (Cizely) pour partie.

Sauvin, paroisse de La Collancelle, au comte de Crux.

Savenne (Savenay), paroisse d'Aunay.

Tronsol (Tressolles), paroisse de Cervon, le comte d'Aunay.

Torigny (Trougny). Terre, justice et château de Trougny, paroisse de Saxi, à Desulmes de Montiffaut.

Touteuille, paroisse de Tintury. Le fief de Touteuille, justice moyenne et basse. Terrier et dixmes (relève de la terre de Fleury-la-Tour) à Guy-Bernard Regnault, contrôleur ordinaire des guerres.

Varenne (la), paroisse de Marré, à M. du Verne.

Vaux, paroisse de La Collancelle. La terre de Vaux, justice, seigneurie et château, s'étendant sur Bazolles, à Silvie-Angélique Andraut, épouse de Claude de Thiers.

Villecourt, paroisse de Biches, à Souchon, avocat à Moulins-Engilbert.

Vesvres, paroisse de Rouy, M. de Pracomptal.

Ville-les-Anlezy.

Vaujoly, paroisse de Diennes. Vaujoly, fief et justice, relève de Châtillon. Hommage du 3 septembre 1723. (La terre de Vaujoly relève en plein fief de Châtillon et non de Saint-Pierre. Procédure de 1744.)

Verigny (Varigny), paroisse d'Achun, fief et justice. Foi et hommage pour partie, 29 octobre 1698, reçu François,

(1) Il existait plusieurs fiefs appelés Semelin ou Semelain :

- 1° Semelin-Dessus et Semelin-Dessous, près Chevannes-Gazeau;
- 2° Semelain, relevant de Châtillon ci-dessus indiqué (sans justice);
- 3° Semelin et Aponge, foi et hommage à Châtillon du 7 mars 1722, reçu Frachot, notaire à Saint-Saulge, du 7 mars 1722, et dénombrement reçu Dubersac, notaire à Aunay, du 16 mai 1722, aux enfants Save (sans justice).

notaire à Achun. L'autre partie relève d'Espeuilles. Foi et hommage reçu Coquille, notaire, 18 juin 1735. Acquis par le marquis Pierre de Saint-Remy de Boullé, bourgeois de Paris, le 28 juin 1736.

Vausin ou Vaussière (1).

ARRIÈRE-FIEFS SOUS FRASNAY.

Morleaux, paroisse de Frasnay-le-Ravier, à Pierre de Frasnay. Foi et hommage reçu Robin, notaire à Châtillon, 29 août 1723.

La Motte-Jailly, Amange, la Chouet.

Cizely. Seigneurie et justice de Cizely ; relève de Billy, d'après le relevé des fiefs de 1745. Dénombrement reçu Giverdy, notaire à Saint-Saulge, 14 mars 1409, 14 mai 1429, 29 juillet 1722. Seigneur, le marquis de Rémilly.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS JAILLY.

Seigneurie et château de Jailly, relevant de la châtellenie de Savigny-Poil-Fol. Dénombrement reçu Commault, notaire, 9 octobre 1608. Thomas et Jean Duverne, seigneurs.

Giverdy, Plessis, Gavard.

(1) Nous ne voyons pas figurer aux assises les justices ci-après, attachées cependant à des fiefs relevant de Châtillon, d'après le dénombrement de cette terre du 14 avril 1735 :

1° La moyenne et basse justice de *Pouilly*, à de Bréchar. Foi et hommage du 25 juillet 1740, reçu Senemaud, notaire à Châtillon. Depuis 1701, Pouilly était uni à Brinay comme paroisse ; or, Brinay, comme justice, relevait de Saint-Pierre ;

2° La terre, justice et seigneurie du Vieux-Chaillou et de Montpeyroux, à Jean-Jacques-Pierre de Saint-Cy (Montpeyroux était vassal de Château-Chinon), paroisse de Saint-Cy-Ferrière ;

3° Fief et justice de Fraigne, paroisse de Mont-et-Marré, à Louis-François et Laurent Alloury ;

4° Terre, justice et seigneurie de Fleury la-Tour, relevant d'Anlezy, arrière-fief de Châtillon. Foi et hommage reçu Gresset, notaire à Decize, du 20 mars 1727.

ARRIÈRE-FIEF SOUS MONTAPAS.

La Motte-Chemisy-les-Aunay. Le fief de la Motte-Chamisy, arrière-fief du duc de Nivernais, relevait en plein fief d'Espeuilles. Dénombrement fourni à la Chambre des comptes de Nevers le 14 mars 1781 par Antoine-Louis François Viel de Lunas. Cependant, 30 octobre 1609, foi et hommage à Saint-Pierre. — 24 novembre 1765, foi pour la Motte-Chamizy, Drouin et Marigny, par Jean-Charles de Mégrigny, seigneur d'Aunay, à la marquise de Saint-Rémy. — 16 novembre 1789, dénombrement pour ces trois fiefs par Charles-Louis-David Lepelletier, seigneur d'Aunay, au marquis d'Espeuilles.

CHATELLENIE DE MONTENOISON.

Montenoison et Chapelle-d'Aubigny. La châtellenie s'étend sur la paroisse de Lurcy-le-Châtel et sur celle d'Assard.

Arthel, près Montenoison, à la famille Fournier de Quincy. Le dernier seigneur fut Pierre-François Fournier, comte de Quincy.

Autieux et Vassy, près *Arzemboy*, à la famille de La Rivière.

Arzemboy, à la famille de Choiseul.

Moyenne et basse justice d'Archelay, paroisse de Nolay. Moyenne et basse justice de Beaulieu, à la famille de La Chaume.

Beaumont-la-Ferrière. Siège de l'ancienne seigneurie de Grenant, achetée le 2 janvier 1783 par M. Babaud de La Chaussade.

Moyenne et basse justice de la Brosse, paroisse de Chevannes.

Boulon. Le fief et château de Boulon, paroisse de Lurcy-le-Bourg, et le fief de Ligny, à Pierre-René de Charry de Curty.

Busseau-Censenay (Sancenay). Terres, justice, seigneurie et château de Moussy et de Busseaux, au marquis de Pracomptal. Moussy relève du duché. Dénombrement du 20 juillet 1699. reçu Gautron; autres des 4 février et 9 mars 1703. (Busseau relève du roi; foi du 2 août 1687 par Henri d'Armes.)

Brinon-les-Allemands et Bussy. Seigneur, Louis-Pierre de Jaucourt, baron d'Huban, seigneur de Brinon, Asnan.

Moyenne et basse justice de Boisrouault.

Bizy, paroisse de Parigny-les-Vaux, vassal de Grenant.

Corvol-d'Embernard, formant deux seigneuries et deux justices entre les mains de Fremin (1716). Aux de Lardemelle.

Chazeuil. Chazeuil-Lavault, vassal de Corvol-d'Embernard. Lieu-dit Moinbrence. Acquis par Gestat, de Varzy, le 24 janvier 1788. Foi et hommage à la Chambre des comptes de Nevers du 12 avril 1788.

Champlin, aux de Veilhan.

Chamerouse.

Chevanne-sous-Montenoison, paroisse de Chevannes. (Les paroisses de Chevannes, de Treigny, de Changy ont été réunies et forment aujourd'hui la paroisse de Chevannes-Changy.) Changy était un fief aux Girard de Vannes, Treigny. (Voir plus loin à ce nom.)

Champodon, paroisse de Balleray.

Lupy, paroisse de Balleray.

Fourvielle, paroisse de Saint-Benin-d'Azy. Foi et hommage du 14 février 1701. Dénombrement du 14 juin 1721. Seigneur, de Charry de Fourviel.

Grenant, paroisse de Beaumont-la-Ferrière.

Giverdy (Giverdre), paroisse. Pour partie, dénombrement donné par Catherine-Françoise Millon de Montjardin, veuve de Laurent du Verne, du fief, avec haute, moyenne et basse justice de Giverdy, devant Godin, notaire à Saint-Saulge, 23 septembre 1780, pour autre partie. Terre, justice et château, à Louis-Antoine Rapine.

Giry et Gipy, paroisse de Giry, aux de Beauveau.

Lurcy-le-Bourg. Terre, justice et seigneurie de Lurcy et le Châtel, à Pierre-René de Charry de Lurcy; dénombrement à l'évêché de Nevers du 12 février 1637. Aveu du 2 juillet 1703.

Michaugues. Haute, moyenne et basse justice, ayant pour seigneur de Jaucourt, baron d'Huban, seigneur de Brinon, Courcelles, Neuville, Michaugues, etc.

Montigny-Giry, paroisse de Giry, mentionnée par Marolles.

Mongazon, paroisse de Saint-Franchy. Terre, justice et château. Dénombrement au duché du 4 juillet 1732 à Charles-Nicolas Desprès de Bligny. Dénombrement devant Grignard, notaire à Champallement, 20 mai 1731.

Marcy-les-Varzy, Parigny-la-Rose et Vertenay.

Le Marais, près Lurcy. La terre, justice, seigneurie et château des Marets, à la dame Claude de Monceau, veuve de Jean François, marquis de Bonneval; cette dame avait acquis cette terre par acte reçu de Sambon, notaire à Paris, le 19 avril 1714. Claude Alexandre, comte de Bonneval, son fils, étant décédé en Turquie, en mars 1747, César Phœbus, marquis de Bonneval, son neveu, héritier à cause de l'absence de son oncle, s'était mis en possession par sentence du Châtelet de Paris du 13 décembre 1730. Acte, en conséquence, reçu par Gentil, notaire à Nevers, le 6 mars 1731. François de Saulieu de Remeron acquit des créanciers de Bonneval, par adjudication devant Dubois, notaire à Paris, le 13 mai 1753. Dénombrements du 4 décembre 1687 et du 29 juillet 1717 reçu par Dugué, notaire à Saint-Benin. Le fief et justice du Marais, à la part de Vigne ou de la Chaumonnerie, relève du duché, suivant dénombrement reçu Michot (La Ronde), notaire à Lurcy, 17 mai 1751.

Nolai. Les terres, justice et seigneuries de Nollay et château de Prunevaux (marquisat), à Leroi de Prunevaux. Dénombrement du 14 novembre 1764 de la terre et marquisat

de Prunevaux, haute, moyenne et basse justice, devant Goussot, notaire à Nevers.

Oulon et le Tremblay. Les terres d'Oulon et Marolles. Oulon relève de Nevers, acte reçu Rondeau, du 22 avril 1735 (quittance). L'hôtel-Dieu de Nevers acquéreur par acte reçu Rondeau, du 14 mai 1708. Marolles relève de Giry. Le Tremblai, paroisse d'Oulon, lieu détruit, mentionné par Marolles (1323).

Parèle, paroisse de Nolay.

Pruneveaux. Voir Nolay.

Rosay, paroisse d'Arzembouy. Le dernier seigneur fut Regnault-César-Louis de Choiseul, duc de Praslin.

Soffin, paroisse d'Authiou.

Saint-Franchy-en-Achères. La terre, justice, seigneurie et château de Saint-Franchy et Sancy, à de Remigny, marquis de Joux. Dénombrement reçu Devoucoux, notaire à Billy, le 8 septembre 1732.

Sainte-Marie-de-Flageolle. Dénombrement de la terre de Sainte-Marie, haute, moyenne et basse justice, par Claude-François Rapine de Sainte-Marie, devant Godin, le 18 mars 1778.

Saint-Benin-des-Bois. La terre, justice, château, seigneurie de Saint-Benin-des-Bois relève de Nevers, suivant l'aveu du 13 août 1701, reçu Duguët, notaire à Saint-Benin. Dénombrement ancien du 9 janvier 1652; seigneur, le marquis de Remigny.

Sancy, à la part de Mingot.

Sauvage, paroisse de Beaumont-la-Ferrière. Foi et hommage du 18 juin 1788. Chaillou acheta Sauvage de M. de Neuchêze le 30 avril 1788.

Sangué. Les fiefs et justices de Maré, de Villeneuve et Sanguier relèvent de Nevers, suivant dénombrement reçu Desmolins, du 2 juillet 1703. Seigneur, de Charry de Lucy.

Treigny, paroisse de Chevannes-Changy. La famille Merigot, donataire de Jean-Gabriel Bonnemain, seigneur de

Treigny. Saisie féodale du 25 juin 1686. Le procureur du roi soutient que partie de Treigny, provenant de Pierre Moireau, prévôt de Tannay, et la justice démembrée de celle de Montenoison, en 1563, sont de la mouvance de Saint-Pierre. Seigneur en 1789, Charles Andras de Marcy.

Thouez, paroisse de Champlemy. (Voir à Saint-Pierre.)

Ternant, paroisse d'Alligny. Mentionné en 1689. Registre des fiefs, par M. de Soultrait.

Varenne. Mentionné à la même date.

Vesvre. Le fief et justice de Vesvre, paroisse de Guipy, aliénation de Saint-Léonard de Corbigny, relève de Saint-Pierre ; à Philbert Danguy de Montreuillon.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS CORVOL.

La Trau, Saint-Gremange, Revaut, Villaine, la Nouée et la Motte-de-la-Nouée.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS GRENANT.

Chaillaut, Bois-Boulon.

La Forest.

Marcy.

Murlin, Montifault. Du 4 février 1785, foi et hommage du fief, justice, terre et seigneurie de Montifaut, paroisse de Murlin, fait par Etienne-Nazaire Girard de Montifaut à Babaud, seigneur de Beaumont, devant Gounot, notaire à Nevers, 4 février 1785.

Maupertuis.

Poissons, paroisse de Rigny. Les fief, justice et château de Poisson et Chaillaut à M. de Chéry. (Relève de l'évêché de Nevers, suivant dénombrement de 1630.)

Sichamp, aux de Lavenne.

Verugles, paroisse de Poiseux.

Vernay, paroisse de Poiseux.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS MARCY.

Cœurs, paroisse de Marcy.
Bronceau (le Bronceaul).

ARRIÈRE-FIEF SOUS ROSAY.

Arzembouy.

ARRIÈRE-FIEF SOUS SAUVAGE.

Choulot, paroisse de Beaumont-la-Ferrière. Le dernier seigneur fut Jacques-Florimond de La Venne.

CHATELLENIE DE CHAMPALLEMENT.

Champallement, châtellenie des comtes de Nevers depuis 1500, comprenait la paroisse de Neuilly.

Olcý ou Oly, paroisse de Neuilly. Fief, justice et château d'Olly, à Gabriel et Joseph de La Veyne ; foi et hommage reçu par Grignard, notaire à Champallement, le 21 avril 1731.

Saxi-Bourdon. Les terre et justice de Saxi et château de Pontillard, Latenon et Précý, à Henri-François Rapine de Saxi.

CHATELLENIE DE MONCEAULT-LE-COMTE.

Monceault.

Ampury (Empury). La paroisse d'Empury se partageait entre la baronnie de Saint-Martin-du-Puy, de laquelle dépendait Neuchères, la Brosse et le moulin Demain, et la seigneurie de Brugny. Deux maisons, à titre d'enclave, relevaient, par la justice haute, moyenne et basse, de la baronnie de Bazoches. Ce fief fut échangé, le 9 avril 1768, entre le comte de Bourbon-Busset et Angran d'Alleray pour une partie de Champignolles.

Blanay. Mentionné par M. de Soultrait. (1689. Registre des fiefs.)

Breugny (Brugny). La seigneurie se composait de Chaumois, la Coche, Empury en partie. Seigneur, de Bourbon-Busset.

Les Berdos.

Bazoches, Neuffontaines et dépendances. (Voir à Saint-Pierre, au nom Bazoches.) Seigneur, Denis-François Angran d'Alleray.

Domecy-sur-Cure. Seigneur, Marie-Angélique-Catherine d'Arlus, épouse d'Angran d'Alleray. (Voir à Saint-Pierre, au mot Bazoches.)

Bouchet, paroisse de Nuars. Seigneurie, justice et ancien château en ruines, à la famille Langlois.

Bouquin-Chaumot (le). Terre, justice et seigneurie du Bouquin, paroisse de Chaumot-sur-Yonne, à Gabriel de Bonny. Relève de Château-Chinon, suivant foi et hommage du 5 septembre 1617.

Beaumont, paroisse de Guipy.

Chasseigne, paroisse d'Anthien.

Cervon. Le chapitre était en partie seigneur haut-justicier du bourg. La seigneurie de Cervon, ayant pour siège la Mothe-de-Cervon, appartenait, en 1789, au comte d'Aunay. Donc, haute justice relevant de Saint-Pierre et de Nevers.

Champteloup, paroisse de Guipy, à Charles Girard de Prémery.

Challement et Challementeau. Aux de La Ferté-Meun.

Congy (Cungy), paroisse de Challement. Même seigneur que Challement.

Chitry-la-Mine. Chitry-la-Mine et dîme de Germenay. Nicolas de Changy, comte de Roussillon, tuteur de Michel de Changy, son fils, héritier d'Isabelle de Rochefort, sa mère. Sur la saisie féodale, M. de Changy a rapporté un hommage du 29 juillet 1677 et un aveu du 16 juillet 1472, au duc de Nevers, pour le fief de Chitry, et au comte de Château-Chinon pour la dîme de Germenay.

Chitry-sous-Monsabot, paroisse de Neuffontaines. Vassal du Bouchet.

Chatelux (Chatellux-sur-Cure). En 1766, Louis XV réunit au bailliage toutes les justices du comté et les enleva à la juridiction d'Avallon et de Saint-Pierre-le-Moûtier pour les faire ressortir soit au Parlement de Dijon, soit au Parlement de Paris : au Parlement de Dijon pour la partie de la seigneurie étant en Bourgogne, au Parlement de Paris pour la partie étant en Nivernais. Le ressort du bailliage s'étendait sur Chatelux, Quarré-les-Tombes, Marigny-l'Eglise, Saint-André et Saint-Germain-des-Champs. Seigneur, le comte de Chatelux.

Marigny-l'Eglise. Justice unie, par ordonnance de 1766, à celle de Chastellux ; soustraite ainsi à Saint-Pierre pour ressortir au Parlement de Dijon. Seigneur, le comte de Chatelux.

Gueuzon, paroisse de Marigny-l'Eglise.

Sillache.

Vernois (le), paroisse de Dun-les-Places.

Champ-d'Athées, paroisse de Saint-André-en-Morvand Athée se divisait entre les seigneurs de Chatellux, de Brugny, de Bazoches et l'abbé de Cure ; tous avaient haute justice mouvant de Chatellux. Seigneur, de Bourbon-Busset.

Courotte (Ville-de-Courotte), paroisse de Marigny-l'Eglise.

Abbaye de Chort (Cure). Seigneur, l'abbé. Justice haute, moyenne et basse.

Champignoles, paroisse de Bazoches. Formait deux fiefs mouvant en toute justice de Chatellux : première partie, à Angran d'Alleray ; deuxième partie, seigneur Pierre Millereau.

Champeroux, *Domecy-sur-Cors*.

Forges.

Grenois.

Lys-Courty. Seigneur, de Bèze.

Grange-d'Armance. 1689. Registre des fiefs cité par M. de Soultrait.

Moisy ou Moussy. Moissy-Moulinot ou Moucy-Moulinot. Il y a aussi le fief et basse justice de Moussy, paroisse de Cervon, aux héritiers de l'abbé de Mégrigny.

Melaus (Melaux ou Mulot).

Moucheraux.

La Rue-Cheneau (ou Chenot, près Chatelux).

Corottes.

Lormes à la part de Châlon. La baronnie de Lormes fut partagée en 1355 entre Gauthier IV de Briennes, duc d'Athènes, et Jean III de Châlons. Lormes forma dès-lors deux seigneuries avec titre de baronnie : l'une fut Lormes-Château-Chinon, annexée à la seigneurie de Château-Chinon ; l'autre fut Lormes-Châlons, qui resta dans la mouvance de Nevers.

Maisonneuve-de-Brugny (Breugny).

Metz-Richard.

Marcy-les-Léonard, près Chaumot.

Marigny et Savigny-sur-Yonne (Sauvigny), paroisse de Marigny.

Moussy-Moulinot.

Monsabot, paroisse de Neuffontaines.

Nuerre ou Nuars. Seigneur, François de Sauvage.

Precy-Prisy.

Pont-Saint-Didier.

Seuvre (Seurre). Mentionné au registre des fiefs de 1689, cité par M. de Soultrait.

Moyenne et basse justice de Pouilly. (Pouilly, près Vézelay.)

Pri-sur-Yonne.

Reconfort (abbaye), paroisse de Saizy.

Renoux, aux mêmes seigneurs que Challement.

La Roche.

Rivière-d'Yonne.

Saisy, paroisse de Saisy.

Saint-Gremange et Pazy. Dernier seigneur, Philippe-Anne de Gannay.

Surionne.

Saint-Léonard-les-Corbigny.

Tannay. André-Jacques-Jean-Népomucène de Ber, dernier seigneur de Tannay et de Vèvre, en fief de Tannay. (Voir Lecousse, *Ordonnances des rois de France*, t. VI, en ce qui concerne la justice de Tannay.)

Vincelles. Mentionné en 1689 au registre des fiefs cité par M. de Soultrait.

Vignol.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS CHATELUX.

Mont et Mons.

La Motte-de-Marigny (Mont-de-Marigny). En 1650, ce fief appartenait au comte de Bourbon-Busset, dont la mère, Louise de Montmorillon, l'avait acquis de Paul de Rémigny, baron de Joux.

La Tour-du-Mont, paroisse de Marigny. A dû faire partie de la terre de Marigny. En 1457, ce fief appartenait à Agnès Boillaigne, femme de Jean Tillaye, et à son oncle, Ugues Boillaigne.

Villecour.

Vezigneux (1). Terres, justice et château de Razon, Mallerin et Montceluy, dépendant de Vezigneux. Le dernier seigneur féodal fut François-Louis Antoine, comte de Bourbon-Busset.

Champagne.

(1) Ne figure pas ici Mazigne ou Mazinien, paroisse de Marigny-l'Eglise. Mazinien se composait de Mazinien-Contaule, Mazinien-Buffer, Montloué. Le premier dépendait de la baronnie de Lormes-Châlons, suivant foi et hommage du 18 décembre 1617; le deuxième, du comte de Château-Chinon, et le troisième, de celui de Chatellux. La justice de Mazinien-le-Buffer s'étendait sur Dun en partie, Saint-Marc, le Meix-de-Brassy. Seigneur, de Bourbon-Busset.

Champignolles. Le dernier seigneur féodal fut Denis-François Angran d'Alleray, seigneur de Bazoches.

Barges (ou Berges). Ce fief était réuni à la terre de Vesigneux.

Chassy. En 1723, ce fief appartenait à Louis-Gilles Lemaistre, marquis de Ferrières, conseiller au Parlement de Dijon, du chef de sa mère, Catherine-Françoise Jolly.

Chalaux (et Meix-de-Chalaux et l'Hâte-de-Chalaux, la Vernée, Moncoreau). Dénombrement du 9 mars 1779, au comte de Chatellus.

Athée. Paraît avoir été réuni à Vesigneux ; une partie en est déclarée dans le dénombrement fourni le 9 mars 1779, au comte de Chatellus.

Saint-André-en-Morvand. Cette paroisse était partagée entre Chastellux et Vesigneux ; les Bourbon-Busset tenaient les fiefs de Saint-André, Villurbin, la Grange-Loiselot.

Railly. Ce fief appartenait, en 1766, à Nicolas Chauveau, et en 1789 à Louis Morot de Grésigny.

Ville-Urbain. Réuni à Vesigneux.

Ruère. Appartenait à la famille de Saint-Maur en 1789.

Salvery.

Vieillard (semble être Velars), paroisse de Quarré-les-Tombes, appartenant, en 1789, à la famille Robert de Chevannes ou Villars, paroisse de Domecy-sur-Cure.

Urbigny. Réuni à Chatellux.

Culètre. Réuni à la terre de Domecy-sur-Cure, dont Angran d'Alleray était seigneur en 1789.

La Rochebuteau. En 1478, ce fief appartenait à Claude du Bled, seigneur du Bouchet, et fut réuni à Vesigneux en 1520.

Esplois.

ARRIÈRE-FIEFS SOUS LORMES-CHALONS.

Achon (Echon), commune d'Anthien, moitié à Bezou de Corbigny, à cause de sa femme ; moitié à M^{me} de Courcelles. Hommage à Lormes des 28 octobre 1617 et 8 mars 1618.

Bailly. Foi et hommage de cette terre par François Guillemain du Pavillon au seigneur de Château-Chinon, devant ses officiers, le 8 juillet 1777.

Les Aubus.

Colmory.

Colon.

Cuzy. Terre, justice et seigneurie de Cuzy, et la Cendre, paroisse de Cervon, à M^{me} de La Courcelles. Foi et hommage à la terre de Lormes du 8 mars 1618.

Certaines, paroisse de Cervon. La terre, justice et seigneurie de Certaines relève de Lormes, suivant foi et hommage des 24 août et 20 septembre 1617, à Pierre-Antoine de Mégrigny, abbé de Cervon; puis Jean-Charles de Mégrigny.

Crost-d'Achun.

Cervon.

Crezelles.

La Chaume, paroisse de Cervon. Terre, justice et seigneurie de la Chaume, et la basse justice et seigneurie de Précy. La Chaume relève de Lormes. Foi et hommage du 3 février 1618. Précy, de Châtillon, à Jean-Charles de Mégrigny.

Chemin. Terre, justice et seigneurie, relève de Lormes. Foi et hommage du 24 août 1617. Seigneur, le comte de Choiseul. Foi du 11 février 1778 par le duc de Praslin au comte de Château-Chinon, à cause de la Tour-Bourbon, à Lormes, acte reçu Gudin.

Dratilly.

Guenouillère (la Grénouillère), paroisse d'Appiry. Fief relevant de Lormes, suivant le dénombrement du 2 septembre 1683, Grosjean, notaire. Foi et hommage à la seigneurie de Coullon, devant Guyot, notaire, en 1529, et dénombrement devant Semelé en 1624. Seigneur, Sébastien de Blosset de Certaine.

La Grange-Fertrève.

Fortfontaine.

T. V, 3^e série.

Montbaron.

La Motte-Bachouesse.

Mhers.

Montbaron-le-Sauvage. Foi et hommage de la terre, justice et seigneurie de Montbaron par Tépénier de Montbaron, devant les officiers de Château-Chinon, du 7 juillet 1777. Dans le relevé des justices relevant de Saint-Pierre, Bonamour du Tartre est porté comme seigneur, mais n'était que mandataire de Tépénier. La terre, justice et seigneurie de Montbaron, paroisse de Cervon, relevait en commun de la terre de Lormes et de celle de Château-Chinon, suivant foi et hommage du 25 juin 1619. Montbaron est aussi compris comme arrière-fief dans le dénombrement de Châtillon du 14 avril 1735.

Ponteau. Le Pontot, Mhère, Retoulle et dépendances, fiefs communs de Lormes à la part de Château-Chinon et de Lormes à la part de Chalon. Promesse de foi et hommage du 5 juillet 1675. Procès pour la mouvance. Aveu, dénombrement d'août 1676. D'autre part, terre, justice, seigneurie et château du Pontot, relevant de Châtillon, d'après la liste de fiefs de 1745. Puis justice du Pontot, relevant de Saint-Pierre, à M^{me} de Bretagne. Autre aveu du 5 juillet 1777 fait par Paris au comte de Châtau-Chinon.

Ruères. Terre, justice, seigneurie et château de Ruères, à M^{me} de Bretagne.

Etoulle.

Razure.

Saint-Sanizot.

Taveneau, paroisse de Mouron. La terre, justice et seigneurie de Taveneau relève de Lormes, suivant foi et hommage du 24 août 1617 et un dénombrement reçu par Pellé, notaire, le 17 août 1682. — Est aussi porté comme arrière-fief de Châtillon, dénombrement du 14 avril 1785. — La haute justice est aussi portée comme relevant de Saint-Léonard de Corbigny. Seigneur, Jeanne-Françoise Henriët,

épouse de François-Xavier de Monthelon. Foi du 4 juillet 1775.

Vauclois.

Valotte.

Vielmoulins, paroisse d'Anthien. La terre, justice et seigneurie de Villemolin relève de Lormes; foi et hommage des 29 décembre 1617 et 8 janvier 1618 à la dame de Lenferna, veuve de Certaines.

Asson.

ARRIÈRE-FIEFS DE PIERRE-PERTUIS.

Pierre-Pertuis fut disputé par Nevers et Saint-Pierre. En 1597, Henriette, duchesse de Nevers, plaidait contre les magistrats de Saint-Pierre, qui avaient fait saisir Pierre-Pertuis et Saint-Léonard, en raison « de cette entreprise de juridiction ». Seigneur, Angran d'Alleray.

Maison-de-Bazoches.

Chalveron (Chalvron), paroisse de Saint-Aubin-des-Chaumes.

Anglois.

Chazelle, paroisse de Marigny-sur-Yonne.

Chevency.

Lugny (Leugny, près Toucy).

Motte-Saint-Thibault, paroisse de Nuars, à François de Sauvage.

Neuffontaines (ancienne châtellenie réunie à Monceaux-le-Comte).

Poilly, paroisse de Fontenay-sous-Vezelay.

CHATELLENIE DE METZ-LE-COMTE.

Metz, au duc de Nevers.

Asnan. Paroisse d'Asnan ou de Saint-Saulge, appartenait aux héritiers d'Espeuilles. Est compris dans l'état des fiefs de Saint-Pierre, mais en fait était du bailliage ducal. Aveu

devant Drohin, notaire, du 15 mars 1547, fourni par Jaubert de La Platière, seigneur d'Asnan. (1540, hommage rendu au duché par François de Damas.)

Brèves-Prépartoir. Erigé en comté en 1635 pour la famille Savary.

Moyenne et basse justice de Champagne, paroisse de Metz (Champagne-sous-Mhères), aux Saulnier du Follet.

Moyenne et basse justice d'Asnois.

La Grange-des-Roteaux.

Moulin de la Forge.

Sardy-les-Forges, paroisse de Brèves.

ARRIÈRE-FIEF SOUS ASNAN.

Huban. Seigneur, de Jaucourt.

CHATELLENIE DE CLAMECY.

Clamecy et Surgy. En premier lieu, il existait un prévôt à Clamecy, dont les sentences par appel étaient jugées par le bailli général du Nivernais, qui venait chaque année y tenir ses assises ou grands jours pour réformer ou confirmer les sentences du châtelain, juge d'appel du prévôt. Plus tard, avec l'institution des trois conseillers pour juger des causes en appel et l'institution des auditeurs des causes de pairie, puis le recours au Parlement, on arrivait à faire subir à certaines causes cinq degrés de juridiction. Depuis l'édit de 1563, il n'y eut plus qu'un juge de première instance, le châtelain nommé par le duc de Nevers.

Armes. Seigneur, Aimé-Henri d'Armes, comte de Busseaux.

Beuvron. Justice divisée entre plusieurs seigneurs. Pierre-Henri-Ferdinand comte de Charry-Beuvron fut le dernier seigneur de Beuvron.

Bois-d'Ouagne.

Moyenne et basse justice de Vallerau. Bois-Valerau.

Breugnon. Voir plus bas Latrault.

Baugy, paroisse de Clamecy.

Moyenne et basse justice de Chevroche (anciennement Chevrioché). Dernier seigneur, de Lichy.

Moyenne et basse justice de Chauffour. Mentionné par Marolles (1638).

Champmoreau (Chammorot, hameau de Ouaigne).

Moyenne et basse justice de Creux, paroisse de Villiers-sur-Yonne.

Moyenne et basse justice de Quincy-sur-Yonne, paroisse de Villiers-sur-Yonne. Cuncy, Villiers-sur-Yonne, à la comtesse de Chabanne.

La Trault ou Lattreault, de la paroisse de Breugnon. Breugnon dépendait du bailliage d'Auxerre, mais Villaine, au marquis d'Argence, et Latrault, étaient du bailliage de Nevers. Breugnon fut représenté à Auxerre lors des élections de 1789.

Marcilly, paroisse de Saint-Pierre-du-Mont.

Moulot, paroisse de Clamecy.

Le Ouaigne. La justice appartenait au duc de Nevers. Champmoreau et le Plessis appartenaient à des petits seigneurs.

Moyenne et basse justice de Pressure, paroisse de Clamecy.

Plessis, paroisse de Ouaigne, aux comtes de Brèves, achetée en 1789 par M. de Montray.

Rix, à Etienne-André-Edme-Siméon Moreau, lieutenant au corps des carabiniers du comte de Provence.

Sambrèves à la part de Nivernais, paroisse d'Oisy. Unie pendant un temps à Moulot. Seigneur, Henri de La Busnière.

Saligny (Salligny-les-Croix-Rodon), Assenault, Saligny ou Maison-Lasne, terre achetée le 24 mars 1784, par Bouez d'Amazy, de Catherine Tenaille d'Etais. Foi et hommage du 8 juillet 1789.

Trucy. Seigneur, le comte d'Ourouër, disparu avant 1789.

La vicomté Beuvron, à la famille de Charry.

Villeprendr (Villepernay, Villeprenet), paroisse d'Andiyes.

Moyenne et basse justice de Villaine-les-Clamecy. Voir Latrault plus haut. Foi et hommage par M^{me} de Cambis, du 24 mars 1786.

Villiers-sur-Beuvron, paroisse de Beuvron (1).

CHATELLENIE DE CHATEAUNEUF-VAL-DE-BARGIS.

Châteauneuf.

Chasnay, près Arbouse.

Champlémy. Seigneur, Charles-Armand-Augustin de Pons, vicomte de Pons.

Fonfaye, paroisse de Châteauneuf, à Françoise-Léontine de Prunelé.

Garchy ou Guarchi. Du 4 janvier 1768, aveu et dénombrement devant Parent, notaire à Nevers, des fiefs, terre, seigneurie et château de Garchy, Puitsac, Vesvres, Montclavin et Mézières, haute et basse justices, par le marquis de Puysegur, à Babaud de La Chaussade, baron de Frasnay-les-Chanoines. Foi et hommage du 2 décembre 1767 par le même au même.

La Celle-sur-Nièvre.

Villaine.

Basse justice de Villatte.

Varennes-les-Narcy, près Narcy.

Narcy, Rue-des-Fourneaux. Seigneur, Babaud de La Chaussade, acquéreur par acte devant Decolons, notaire à Guérigny, de MM. de Pagany.

Nanay.

Dompierre-sur-Nièvre.

Neuville, au vicomte de Pons.

(1) Oisy était sous la dépendance seigneuriale des chanoines de Saint-Étienne d'Auxerre.

Arbourse. Les derniers seigneurs furent Marcelin et Balthasar de Roland.
Montifault.

CHATELLENIE DE CHATEL-CENSOIR.

Châtel-Censoy, châellenie ducale (comprenant la Grange-de-Lichères, Lucy, Brosses, Fontenilles et Montillot).

Lucy.

Ausson.

Faulin, successivement aux de Damas, aux Chastellux et aux de Vogué. (Uni à Coulanges-sur-Yonne.)

Moyenne et basse justice de la Grange-Lichères.

Sossay-sur-Yonne. (Le Saussoy à la famille de Veilhan.)

Les circonscriptions des bailliages n'étaient pas délimitées comme nos circonscriptions judiciaires actuelles. Sur aucuns confins du bailliage du Nivernais les limites précises de ce bailliage ne sont aussi difficiles à fixer que sur celles du nord. Là, la complication est extrême.

Sept châellenies relevaient de Donzy, chef-lieu de la baronnie de Donzy, vassale de l'évêché d'Auxerre, érigée en duché en 1660 et réunie au duché de Nevers lorsque, en 1799, Hervé IV, baron de Donzy, devint comte de Nevers; Cosne, Entrains, Saint-Sauveur-en-Puisaye, Corvol-l'Orgueilleux, Billy, Estais, Druye ou Drives.

La Puisaye était la partie extrême des territoires composant le domaine du duc de Nivernais et limitrophe de l'Orléanais et de la Bourgogne. Jadis les appels des sept châellenies du Donziais et des justices seigneuriales de ce territoire se portaient au bailliage de Donzy, à l'exception des cas royaux, attribués au bailliage d'Auxerre par arrêt du Parlement de 1581, confirmé par un second arrêt du 31 juillet 1597. Le ressort du bailliage royal d'Auxerre

s'étendait sur tout le pays compris entre la Loire, l'Yonne et la Cure.

Depuis 1554 le Donziais était mis en demeure d'envoyer les appels de ses causes au bailliage d'Auxerre. Cette injonction donna lieu à des contestations que termina, le 28 juillet 1745, un arrêt du Parlement confirmé sur pourvoi en mars 1747, décidant que le duc de Nevers aurait l'option d'indemniser le bailliage d'Auxerre. Mais l'indemnité n'ayant jamais été réglée, le Donziais demeura du ressort du bailliage d'Auxerre (1).

Vezelay et Châtel-Censoir étaient parties dans ce procès.

On comprend donc pourquoi les juges des justices du Donziais ne figurent pas parmi ceux appelés aux assises de Nevers ; quant à ceux des justices de la châtellenie de Châtel-Censoir, il semble qu'il en eût dû être de même : en

(1) Arrêt de la cour du Parlement pour MM. les Officiers du bailliage et présidial d'Auxerre contre messire Philippe-Jules Mazarini Mancini, duc de Nevers, pair de France, chevalier des ordres du roi, gouverneur et lieutenant-général pour Sa Majesté audit pays de Nevers et ancien ressort et enclaves de Saint-Pierre-le-Moûtier, et contre les officiers du bailliage de Donzy, et encore contre le sieur Charles Guillier de Mons, lieutenant-général au bailliage de Nevers.

Cet arrêt « maintient et garde les officiers du bailliage d'Auxerre en la possession de leur droit de ressort et de juridiction sur tous les habitants et justiciers de ladite baronnie, terres et justices en dépendant et qui la composent ; ensemble sur les justiciables de Châtel-Censoy ; fait défense audit de Nevers et à ses officiers de les y troubler et auxdits habitants, sujets et justiciables de se pourvoir ailleurs qu'au bailliage et siège présidial d'Auxerre, savoir : en première instance, pour les cas royaux dont la connaissance est attribuée aux baillis et sénéchaux par les ordonnances, édits et déclarations du roi et arrêts de notre dite cour, et par appel pour tous les autres cas ordinaires, conformément aux ordonnances, sans préjudice audit de Nevers d'indemniser lesdits officiers du bailliage et siège présidial d'Auxerre de la distraction du droit de ressort dans les cas ordinaires, pour après ladite indemnité donnée auxdits officiers, ainsi qu'elle sera arbitrée par notre cour, être l'appel des jugements rendus audit siège de Donzy, Châtel-Censoy et leurs dépendances porté directement en notre dite cour... »

effet, d'après les *Recherches sur l'histoire de Châtel-Censoir*, par M. E. Pallier (*Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, année 1889), les comtes de Nevers avaient réuni dans leurs mains les deux justices de Châtel-Censoir : celle de la châtellenie, celle des chanoines de Châtel-Censoir ; les procès importants, portés dans le principe devant le bailli d'Avallon, plus tard devant celui de Donzy, avec recours par appel d'abord à Saint-Pierre-le-Moûtier, puis à Villeneuve-le-Roi, puis à Sens, étaient, en 1789, soumis en appel à la justice d'Auxerre (1).

D'après l'étude citée plus haut, les justices dépendant de Châtel-Censoir étaient la Grange-de-Lichères, Lucy, Brossettes, Fontenilles et Montillot. Les chanoines possédaient le droit de moyenne et basse justice sur leurs terres de Châtel-Censoir, Fontenilles, Brossettes, Lucy, Crain et Misery.

Il paraît que les plaideurs de ce pays préféraient être jugés à Sens ou à Villeneuve-le-Roi, malgré l'éloignement

(1) Lors de la rédaction des coutumes de l'Auxerrois (15 juin 1561), le duc de Nivernais et Donziais, seigneur de Châtel-Censoir, fit la protestation suivante :

« Les seigneurs du Nivernais, les sujets, vassaux, manants et habitants des villes de Donziais, ne furent oncques régis par les coutumes d'Auxerre ; ils ont été possédés de toute ancienneté, excédant la mémoire des hommes, par la coutume du Nivernais, imprimée en 1503 à Paris. »

On lui répondit : « Il est notoire que la baronnie de Donziais, ensemble celle de Saint-Verain, Beauche et Château-Sansoy, distinctes et séparées du pays de Donziais, sont du ressort du bailliage d'Auxerre, lesquels, sous correction du conseil du duc, ne sont et n'ont jamais été des enclaves du duché de Nivernais et qu'ils n'ont été possédés qu'à *diversis titulis* ; qu'ils ressortaient du bailli de Sens, en son siège de Villeneuve-le-Roy ; que Charles V et Louis XI, par lettres de Chartres, ordonnèrent que les seigneuries de Saint-Verain et Château-Censoy ressortiraient dudit bailliage d'Auxerre ; qu'on a voulu attribuer le Donziais au siège de Saint-Pierre-le-Moûtier, mais que, par arrêt, il est demeuré au bailliage d'Auxerre. »

de ces justices, parce que les frais judiciaires y étaient bien moins élevés qu'à Auxerre ; c'est un des motifs qui expliquent en partie l'acharnement qu'on déploya pour que les ressorts de Donzy et de Châtel-Censoir ne fussent pas attribués définitivement au bailliage d'Auxerre.

Le duc de Nevers n'avait pas encore abandonné ses prétentions en 1789 ; en effet, les nobles, les prêtres, les villes et les paroisses des territoires contestés furent doublement assignés par les huissiers du bailli de Nevers et par ceux du bailli d'Auxerre à comparaître et à Nevers et à Auxerre pour les élections des députés aux Etats-Généraux : et quand des électeurs du Donziais, « qui était une baronnie mouvante de l'évêché d'Auxerre, ce qui lui ôte tout caractère de pairie » (art. 6 du cahier du tiers-Etat d'Auxerre), se rendirent à Nevers, à Auxerre, on traita le fait de cette convocation « d'entreprise des gens d'affaires de M. le duc de Nivernais ».

Les paroisses du Nivernais qui comparurent à Auxerre furent Annay, Argenon, Arquian, Billy, Bitry, Breugnon, Champlémy, Chastenay-le-Bas, La Chapelle-Saint-André, Menestreau, Menou, Oisy, Parrigny-la-Rose, Saint-Andelain, Saint-Cyr-les-Entrains, Saint-Martin-du-Pré, Saint-Maurice-sur-Ocres.

MAGISTRATS DU BAILLIAGE ET PRINCIPAUX JUGES.

Le grand bailli d'épée en 1789 était Leroi de Prunevaux ; les officiers du bailliage, MM. Guillier de Mont, lieutenant-général ; Vyau de La Garde, assesseur général ; Bert de La Bussière, lieutenant particulier ; Camuzet et Lempereur de Bissy, conseillers ; Gautier, premier avocat général ; Chaillot de La Chasseigne, procureur général.

Les principaux juges des justices seigneuriales étaient :

Jean-Léonard Perrin, juge d'Azy-le-Vif ; Jacques-Joseph Haly, juge de Beaumont-sur-Sardolles ; Jacques Berger, juge de Chevenon, etc. ; Cabaille de Vasselange, juge de La Ferté-Langeron ; Etienne Gounot, juge de La Guerche, etc. ;

Etienne Morin, juge de Marigny et Jaugenay, etc.; François-Marie Duplessis, juge de Montigny-aux-Amognes; Claude Lévêque, juge de Pouilly; Massé, juge de Beffes et Patinges; Guillaume Decray, juge de Decize, etc.; Jean Meure, juge de Tannay; Jean Colas, juge de la forêt de Chaulgnes, etc.; Rabion des Fourneaux, juge de Garchy, etc.; François Guillier de Monchamey, juge de Villaine; Mathieu Paillard, juge de Beffes et Mottedon, etc.

PLAINTES ET DOLEANCES DU NIVERNAIS AU SUJET
DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

Contre cette ancienne organisation de la justice en Nivernais, des protestations se produisirent avec énergie lors de la rédaction des cahiers pour les Etats-Généraux. Celles faites par l'abbé Gasté, dégagé de tous liens avec la magistrature, dans le cahier de la paroisse d'Asnan, méritent d'être relatées. Il explique que « la paroisse d'Asnan est renfermée dans le ressort du bailliage d'Huban, qui comprend six paroisses de deux lieues de diamètre. Le juge du bailliage d'Huban est encore juge du duc de Nevers et d'autres seigneurs; il réside à Tannay, chef-lieu de la justice ducal, éloignée de trois lieues de l'extrémité de la justice d'Huban. Il se fait remplacer par des subalternes, qui lui font simplement signer les procédures, de sorte que des actes sont passés à la même heure en des lieux différents; il multiplie les audiences *extraordinaires*, qui coûtent vingt écus, trois louis, souvent davantage; il exagère les épices et reçoit des présents; il y a six procureurs dans la seule paroisse d'Asnan, deux huissiers royaux résidant, deux huissiers du bailliage ducal; les premiers se font payer à volonté les exploits qu'ils posent; il y a six notaires: trois royaux, trois ducaux; le procureur fiscal joint à la négligence dans le maintien de la police des vexations odieuses; il ne surveille pas les cabarets, au nombre de huit dans la paroisse, qui ne compte que 135 feux; il accommode les procès moyennant deniers comptants... »

Dans une pétition particulière, la ville de Château-Chinon expose que « le morcellement des terres en Morvand est le germe d'innombrables procès, sommaires à la vérité, mais qui ne peuvent, si modiques soient-ils, être décidés en dernier ressort dans les justices seigneuriales. Il faudrait, à Château-Chinon, créer une justice royale, qui jugerait en dernier ressort jusqu'à concurrence de cent livres. La ville de Château-Chinon proteste aussi contre l'obligation où sont les gens intéressés dans les procès relatifs aux bois destinés pour la provision de Paris : marchands, mouleurs, charretiers, etc., d'aller devant le prévôt des marchands ou le subdélégué de Clamecy ; elle demande, en conséquence, une *subdélégation du bureau de l'hôtel de ville*, ou mieux la connaissance de ces affaires spéciales aux juges ordinaires... »

Le cahier contenant les souhaits, plaintes et doléances et propositions des habitants de la ville de Sancoins, dressé le 5 mars 1789, contenait ces vœux : « Simplification des formes de la procédure, afin d'arrêter les longueurs, les subtilités qu'on lui reproche et les frais énormes qu'elle entraîne .. ;

» Fixation des degrés de juridiction à deux seulement ; suppression des justices seigneuriales, soit à cause des abus multipliés qu'il y règnent par l'éloignement des juges et autres officiers que par le peu d'exactitude dans la tenue des audiences et la lenteur dans les jugements des procès, soit par le caractère même de leurs officiers, qui sont alternativement juges, procureurs fiscaux, notaires, procureurs, greffiers et huissiers ;

» Création de sièges royaux dans tous les lieux qui en seront susceptibles, avec un arrondissement convenable et un nombre de juges et officiers relatif, avec pouvoir de juger définitivement et sans appel jusqu'à une somme déterminée en toute matière ;

» Augmentation du pouvoir des présidiaux ;

» Suppression des tribunaux d'exception et d'évocation... »

Nous pourrions multiplier les preuves de ce besoin de réforme des institutions judiciaires, qui figure après la réforme fiscale, parmi les vœux les plus souvent répétés dans les cahiers.

Le droit civil était un chaos, par suite de la diversité des coutumes et de la complication du régime féodal. La durée des procès était encore augmentée par la multiplicité des degrés de juridiction. On a pu calculer que, dans certaines hypothèses, on était exposé, avant d'aboutir à une décision définitive, à plaider successivement depuis le bailli seigneurial jusqu'au Parlement de Paris, devant cinq tribunaux, juges d'appel les uns des autres.

L'administration de la justice présentait, d'autre part, une confusion extrême par suite du grand nombre de tribunaux d'exception. Suivant l'appréciation émise en 1788 par le garde des sceaux, chaque espèce d'intérêt avait pour ainsi dire des juges particuliers (1). A la plupart des services publics correspondait une juridiction spéciale. Cette division extrême des attributions judiciaires occasionnait de continuels débats sur des questions de compétence (2).

(1) Nous remarquons que le vague qu'intentionnellement contenait la nomenclature des cas royaux avait l'inconvénient de permettre aussi aux seigneurs de retenir dans beaucoup de circonstances la connaissance des cas douteux. De là une lutte de compétence acharnée entre les baillis royaux et eux.

(2) Saint-Pierre réclamait la compétence exclusive dans les matières ci-après :

1° Toutes affaires quelconques intéressant les églises ou communautés de fondation royale ou qui ont des lettres de garde gardienne ;

2° Toutes contestations sur la possession des bénéfices ou sur les dîmes entre personnes ecclésiastiques ;

3° Toutes contestations relatives à des comptes de fabrique, d'hôpitaux ou autres établissements semblables ;

4° Toutes questions concernant l'entérinement des lettres de rescision, à moins qu'elles ne fussent incidentes à un procès pendant devant un juge subalterne, — toutes lettres royales ;

5° L'apposition des scellés, les inventaires des nobles et générale-

La partie la plus détestable de l'ancien système judiciaire était, suivant tous les cahiers, celle des juridictions seigneuriales, multipliées en raison des profits qu'elles procuraient aux seigneurs (1). Les seigneurs avaient conservé le droit de rendre la justice aux populations de leur dépendance par l'intermédiaire d'officiers nommés par eux. Ce droit leur appartenait dans une mesure plus ou moins étendue, d'où la distinction des justices seigneuriales en *hautes, moyennes et basses justices*. La basse justice donnait au juge du seigneur le pouvoir de statuer à peu près dans les limites de la compétence actuelle de nos juges de paix, c'est-à-dire sur les causes civiles de peu d'importance et sur les affaires de police. Les magistrats seigneuriaux étaient le bailli, qui

ment toutes contestations entre gens nobles ou *vivant noblement*, à moins qu'ils ne fussent domiciliés dans l'étendue du ressort du bailliage de Nevers ;

6° Toutes causes où le roi avait quelque intérêt ;

7° Toutes les difficultés au sujet de fiefs tenus par le roi ;

8° Toutes les causes des gens domiciliés sur ses terres.

Les causes de conflit ne manquaient donc pas, en outre des difficultés résultant de la question de savoir à qui appartenait telle ou telle justice.

(1) On paraît souvent à cet inconvénient par des réunions de justices.

Un arrêt de la cour de Parlement réunit au bourg d'Arleuf l'exercice de toutes les justices dépendant du marquisat de la Tournelle, à la charge de tenir un registre particulier pour chacune d'elles (7 mars 1787). En vertu de cet arrêt, les suppléants étaient autorisés à faire exercer leurs justices situées dans la même coutume, vu le consentement des officiers ressortissant au même siège royal, c'est-à-dire les justices haute, moyenne et basse de la Tournelle, Boisson, Lancray, Fâchin, Beauregard, Maison-Comte, Arron, Arringette et Ebaugis, dans un seul et même auditoire, qui était établi dans le village d'Arleuf.

La réunion de plusieurs terres dans une même main était aussi une cause d'union des justices. Quand la famille de Villars devint propriétaire en Nivernais, la justice du marquisat de La Nocle, qui relevait auparavant de Bourbon-Lancy, fut unie à celle de Ternant, de Fours, de Coddès, de Champlevois, etc.

remplissait les fonctions de juge, et le procureur fiscal, chargé de l'office du ministère public. Le seigneur nommait aussi le greffier, les procureurs et sergents ou huissiers exerçant près de sa justice, ainsi que le geôlier. Mais bien que son droit de justice fût pour lui la source d'avantages pécuniaires (intérêt des offices, ferme du greffe, bénéfice des amendes), il s'acquittait avec négligence des délégations résultant de sa qualité de justicier. En cas d'appel devant les tribunaux du roi des sentences rendues au criminel par les baillis, il se dispensait de donner suite à l'affaire : c'était évidemment pour s'exonérer de l'avance de frais incombant à la partie publique. De plus, les juges seigneuriaux ne jouissaient pas, comme les magistrats royaux, du bénéfice de l'inaliénabilité. Guyot, d'après Loyseau, rapporte qu'un seigneur avait destitué son bailli parce que celui-ci conciliait trop souvent les plaideurs, ce qui avait diminué les produits de la ferme du greffe.

Peu de justices seigneuriales avaient un auditoire décent. Beaucoup manquaient de prisons.

Mais le plus grand défaut des justices seigneuriales consistait en ce qu'elles ne remplissaient pas le but même de leurs institutions. Elles n'assuraient pas un service judiciaire rapide dans les campagnes : c'était la conséquence du nombre infini des juridictions seigneuriales et de l'obligation, très-sage en elle-même, imposée aux seigneurs de n'instituer que des juges présentant certaines conditions de capacité, ce qui restreignait leur choix aux avocats, procureurs et notaires des villes. Evidemment ces magistrats étaient plus préoccupés des affaires de leur clientèle que de leurs fonctions de magistrats, fonctions souvent trop multiples, car il n'était pas rare de voir un avocat cumuler plusieurs charges de bailli ou de procureur fiscal.

Nous avons dit que les limites des diverses justices étaient l'objet de contestations incessantes : souvent le nom de ces justices ne constituait qu'une expression géographique.

Voici comment s'exprime le notaire Godin dans le procès-

verbal du 18 octobre 1762, contenant délimitation de la justice de la commanderie de Biches : « Arrivés à un ruisseau qui sort du bois de Vincence et descend contre Ferrière, M^e Rebregot, procureur d'office de la commanderie, m'a déclaré que dans l'intervalle que nous avons parcouru depuis le chemin de Meulot à Vilcourt, nous avons toujours laissé à gauche la justice de la commanderie et à droite celle de Châtillon, et qu'en outre le commandeur de Biches a justice haute, moyenne hors les limites cy-dessus sur tous les manoirs et héritages assis tant à Maupertuis qu'à Coulongeote, qui sont tenus de sa censive et annoncés en ladite justice haute, moyenne et basse dudit sieur commandeur, par les terriers de la commanderie, et m'aurait pareillement représenté, ledit M^e Rebregot, que ladite dame de Pracomtal a aussi tout droit de justice sur les objets qui sont tenus d'elle, ou immédiatement ou par mouvance, hors desdites limites par-devers Biches ; et comme le sieur prieur de Biches a également plusieurs masses de justice, tant aux lieux de Biches que ses voisinages circonscrits dans la justice du sieur commandeur ou qui sont limitrophes de celle dudit sieur commandeur, ledit M^e Rebregot m'aurait *déclaré qu'il n'est pas possible de procéder à aucune limite distincte à ce sujet par rapport au trop grand mélange et confusion de masses qui règne à cet égard*, mais qu'il est d'un usage constant et immémorial entre les commandeurs et les prieurs de Biches d'exercer chacun à son égard la justice sur les objets tenus de sa censive... »

Le travail ci-dessus contient bien des lacunes, bien des inexactitudes, sans doute ; l'insuffisance et l'imperfection des notes laissées par les employés du fisc, la destruction des titres féodaux sont des causes d'omissions. Il faut dire aussi que la description de l'organisme féodal et de ses fonctions est extraordinairement compliqué par la variété des origines des seigneuries féodales. Un travail complet comporterait toutes ces origines que seule la connaissance de toutes

les conventions privées, des coups de main, des circonstances nées de l'anarchie féodale expliquerait. En matière féodale, l'incertitude est partout : ce ne sont que souverainetés incomplètes, morcellements, démembrements ; les groupes féodaux isolés et indépendants, c'est-à-dire ceux qui s'étaient formés autour d'un alleutier, avaient disparu en 1789. Tout était transformé en fiefs et en censives (1).

Comme à l'ancien état des choses fut substitué, d'un seul coup et définitivement dans l'esprit de tous, l'état actuel, toute conception de la propriété et de la justice autre que celle que nous avons aujourd'hui semble avoir un intérêt historique seulement. Cependant, en présence de l'extension des doctrines des socialistes et des anarchistes, qui permettent d'envisager l'hypothèse de nouvelles conceptions successives de la propriété, de démembrements combinés par l'Etat, etc., n'est-ce pas le cas de regarder en arrière, et un travail plus complet que le nôtre ne serait peut-être pas enseveli entre un annuaire et une vieille carte ?

(1) On sait que les fiefs nobles possédés par les roturiers payaient un droit au roi. Les nobles, les exempts et quelques établissements ecclésiastiques et autres privilégiés ne payaient aucuns droits en raison de leur possession. On sait aussi que les fermiers du domaine ont prétendu que le comté de Château-Chinon avait été engagé, et qu'à ce propos ils entamèrent un procès à M^{me} de Carignan et de Nemours. Ce sont les tableaux faits à ce sujet par les employés du fisc qui ont fourni la plupart des éléments de cette étude.

P. MEUNIER.

ACTES DU PARLEMENT DE PARIS

CONCERNANT LES PROCÈS CRIMINELS EN NIVERNAIS,

PAR

RENÉ DE LESPINASSE.

Depuis longtemps M. le comte de Chastellux dépouille les registres et cartons des archives nationales de France pour en extraire tout ce qui se rapporte à l'Auxerrois et au Nivernais. Il copie les pièces *in-extenso* sur des cahiers de même format et même papier qui constituent déjà un dépôt considérable, assez commode pour les recherches et certainement très-précieux au point de vue des curiosités historiques ainsi tirées de l'oubli.

Ces copies sont dévolues à la Société nivernaise avec les archives et la bibliothèque locale de M. de Soultrait, et grâce au zèle infatigable de M. le comte de Chastellux, elles s'augmentent successivement d'année en année. Il ne faut pas oublier que ces pièces sont gracieusement offertes à la Société et mises à la disposition des travailleurs; mais dans l'état où elles sont, il faut une étude longue et minutieuse pour les consulter utilement.

Outre le catalogue sommaire des principales séries dépouillées et un commencement de table sur fiches, il m'a semblé avantageux, pour faciliter les recherches, de résumer les sujets et de transcrire les noms des personnages cités dans les procès. Le *Bulletin* mettra ainsi à la portée des lecteurs un abrégé succinct de ces pièces avec renvoi aux folios manuscrits de M. de Chastellux.

Je donne aujourd'hui le commencement des procès criminels, dont la lecture a occupé plusieurs séances : un au quatorzième siècle, plusieurs de la fin du quinzième et le reste dans les premières années du seizième siècle ; ils seront continués plus tard dans l'ordre des dates et des copies.

Ce travail de divulgation montrera, je l'espère, à notre honorable confrère combien nous apprécions l'importance de son œuvre, qui suppléera dans une notable mesure aux lacunes de nos archives.

Les procès criminels fournissent une quantité de renseignements sur les faits, les familles, les localités. On y rencontre des traits de mœurs curieux, des détails souvent ignorés, des appréciations parfois très-justes, malheureusement noyés dans les formules de droit ; un mélange de latin et de français, des répliques et une faconde judiciaire qui embrouillent à l'infini le texte des arrêts. La plupart se bornent à enregistrer les appels, à citer les noms des parties en ordonnant exécution du premier jugement, renvoi devant les mêmes baillis, comparution de témoins, supplément d'enquête, information nouvelle, etc. ; aussi les affaires sont-elles toujours incomplètes et rarement connues dans leur origine comme dans leur conclusion. Néanmoins, l'histoire locale aura largement à puiser dans ces documents, en laissant la partie judiciaire, impossible à dénouer, pour ne prendre que le côté historique et pittoresque des questions.

Tous les genres d'affaires, tous les individus, quelle que soit leur condition, venaient au Parlement. Le temps et la dépense des transports constituaient les plus grands obstacles ; mais une fois le plaignant admis, la cour semble avoir toujours fait preuve de la plus entière impartialité. On sera souvent étonné de l'insignifiance de certaines causes portées quand même à Paris, et par des gens de condition infime.

Les questions de procédure sont très-embrouillées, la

compétence des juges mal définie ; les tribunaux privilégiés ajoutaient encore à la confusion ; les lettres royaulx, les lettres de rémission entravaient la marche des affaires ; les justices particulières, provinciales et royales, fréquemment en rivalité, se disputaient les malheureux qui tombaient, à tort ou à raison, entre les mains de la justice. Les procédés durs et violents des officiers achevaient de perdre la situation parfois intéressante des prisonniers.

Aux Archives nationales, la série criminelle du Parlement porte la cote X^{2a}. La première pièce nivernaise, de l'année 1361, est au registre X^{2a} 7. Dans ce résumé, nous renvoyons aux copies de M. de Chastellux, où chaque registre des archives forme un cahier distinct.

L'ordre précis des dates ayant moins d'importance pour ces arrêts, souvent renouvelés à plusieurs reprises, j'ai cru donner plus d'intérêt aux affaires et aux personnages en groupant les réclamations relatives aux mêmes familles et en divisant les affaires en cinq séries principales :

- 1° Querelles et petites guerres entre seigneurs ;
- 2° Contestations entre hommes d'église et cas privilégiés ;
- 3° Officiers de justice, questions judiciaires ;
- 4° Bourgeois, marchands, industriels ; villes et habitants des villages ;
- 5° Cas de torture et peine de mort.

§ 1^{er}.

QUERELLES ET PETITES GUERRES ENTRE SEIGNEURS.

1^{er} juin 1361. — Le prieur de Saint-Révérien contre Pierre Torquin, chevalier, seigneur de Nourry.

Le prieur n'est pas cité par son nom. La terre de Nourry, mentionnée *de Norris* et plus loin en latin *Norriaco*, est un fief situé aujourd'hui dans la commune de Vandenesse. Pierre de Nourry avait épousé Jeanne de Thianges ; il était conseiller du duc de Bourbon et habitait Moulins-en-

Bourbonnais (1). Il exerçait une influence considérable sur toute la contrée, en raison de ses relations avec les puissants seigneurs et de ses services rendus. Par une habileté et une exactitude remarquables pour l'époque, il rétablit la fortune compromise de son maître, le duc de Bourbon, qui était seigneur en Bourbonnais, Forez, Beaujolais, Combraille, Clermont-en-Beauvoisis et Château-Chinon.

Il laissa deux fils, Etienne et Pierre, également seigneurs de Nourry. Le chapitre de Saint-Cyr de Nevers avait reçu une fondation de 1,200 livres pour une messe de chaque jour à l'intention de Pierre de Nourry.

A la première comparution du prieur et du chevalier, on conclut à la nomination de commissaires à l'enquête pour transmettre leur décision à la cour du Parlement.

Même citation est faite par le prieur à Etienne de Charry, Pierre de La Garde, Etienne de Guiersy (2), Imbaud du Bourg et Jean de Pouligny (3), dit Besot, également impliqués dans l'affaire.

Les enquêteurs furent Etienne Grasset et Milon de Vienne, conseillers du roi, assistés d'Adam Milon pour la partie criminelle. Ils devaient prendre pour délai de leurs opérations du 11 septembre 1361 au 2 février suivant, fête de la Purification, et porter la cause aux grands jours du Parlement tenus par la baillie de Bourges.

L'origine de la querelle était une lettre écrite de la main même de Pierre de Nourry à Pierre de Rosay, capitaine de Château-Chinon, lettre très-violente dans sa forme et dans les ordres qu'elle contient. Pierre de Rosay obéissait alors au duc de Bourbon et à M. d'Estampes. Sachez, lui dit-il, que le prieur a fait à moi et aux plus prochains de mes amis plusieurs vilenies et dépits, pourquoi c'est l'homme du monde à qui je pense plus à porter de dommage à mon

(1) *Bulletin*, t. VIII, p. 506 et suiv. Notice sur Vandenesse.

(2) Ce nom ne paraît pas parmi les gentilshommes du Nivernais il s'agit peut-être de Guerchy ou Guarchy.

(3) Fief dépendant de Vandenesse.

pouvoir. Ne le recevez pas au château et ne gardez pas ses biens. Je ne voudrais déplaire ni à M. d'Estampes ni à M. de Chalon (1) en agissant ainsi, car aucun chevalier ni homme d'Etat en Nivernais ne voudrait recevoir un tel homme. Le sire de Crux l'a jeté hors de son château sur la requête des seigneurs du pays.

Le prieur demandait réparation pour ces lettres et autres injustices et diffamations.

Le premier arrêt, peu compromettant d'ailleurs, prescrivait que les parties auraient à écrire et articuler les principaux faits invoqués de part et d'autre à la justification de leur conduite.

Les seigneurs cités plus haut comme complices prétendirent qu'ils avaient agi sur l'ordre spécial d'Hélie de Chalay, capitaine de Montenoison (2), qui devait, sur ce point, leur servir de garant et répondant (*advocamentum*), mais la cour n'admit pas cette intervention et les considéra comme personnellement responsables et en cela soumis à l'appréciation immédiate des commissaires nommés à l'enquête (3).

Quelques affaires entre seigneurs ont été exposées dans les procès transmis au Parlement, mais la plupart ne contiennent que les noms des parties, du lieu incriminé et du juge dont on appelle (4).

(1) En Nivernais, il y avait beaucoup de d'Estampes, nous ne savons duquel il s'agit. Les Châlon possédaient depuis 1355 deux seigneuries : l'une sous le nom de Lormes-Châlon, l'autre Lormes-Château-Chinon. (*Inv. de Nevers*, col. 159.)

(2) On trouve seulement le nom de Cholet dans les aveux de cette châtellenie.

(3) Actuellement, les copies de M. de Chastellux passent du registre X^{es} 7 à X^{es} 60, et de l'année 1361 à 1490. Nous vérifierons plus tard si les procès nivernais manquent réellement ou s'il y a lieu de les intercaler à cette date.

(4) 8 février 1490. — Marguerite de La Bussière, veuve de Jehan de Marry, demanderesse au nom de ses enfants mineurs, contre Pierre Toujouse (fol. 6 et 25 v^o des copies de Chastellux).

16 novembre 1497. — Louis de Montaigne et sa femme, demandeurs en cas d'excès, meurtre et rapt contre Jean de Damas, seigneur de Cervon, Loup de Montcauquier, seigneur d'Asnois et autres.

Loup de Montcauquier avait promis en mariage à Louis de Montaigne sa fille unique, âgée seulement de douze ans. Celui-ci, offrant une somme de 6,000 fr. comptant et s'engageant à garder certains secrets, obtient d'avoir de suite la fille et, le mariage à peine célébré, réclame la moitié des biens du père, se livre à toutes sortes d'excès, menace la fille de l'emmener en Espagne, dans son pays, ou de la laisser en route et, de fait, lui assène trois coups de dague à la gorge. La malheureuse se sauve demander protection à son père, qui l'envoie prendre par le seigneur de Cervon, son parent, afin de la confier à un autre parent, le seigneur de Saint-Liebault (?). Peu après, Louis de Montaigne s'est réconcilié, renonçant à ses réclamations, à ses instances en justice, et revient à la maison ; puis cet homme, sans foi ni loi, obtient du bailli de Saint-Pierre trois défauts contre eux, qui sont justiciables du bailli de Nivernois pour Asnois et Cervon. Dans ces conditions ils demandent au Parlement d'être renvoyés devant tel juge qu'on voudra, sauf celui de Saint-Pierre.

D'un autre côté, d'après la réplique, Loys de Montaigne est en effet Espagnol ; mais il a reçu du roi de France plu-

22 février. — Pierre Lenoir contre messire Antoine Boutilhac, chevalier (fol. 6).

8 mars. — Jehan Blanchart et Hugues Blanchart, son neveu, contre Nicolas Brou et Claude Durosne.

21 juin. — Claude de La Rivière, écuyer, seigneur de Giry, contre Perrot des Ulmes.

29 mai 1492. — Le procureur général du roi contre Jehan Pinot, lieutenant du bailli de Nivernois (fol. 26).

24 juillet. — Martin de La Loëre, écuyer, contre frère Guillaume de Saint-Amé, Pierre Le Maire, Gilbert de La Tour, Jehan de Chaussecoste.

sieurs charges militaires et a été fait chevalier à la journée de Fornoue. Le seigneur d'Asnois, ne cherchant qu'à l'exploiter, l'a circonvenu pour le décider à épouser sa fille et l'a obligé à dépenser 2,000 livres pour leurs vêtements à tous, 500 livres pour les noces, 1,000 livres pour réparations à son château. Puis, profitant d'une absence forcée de Loys de Montaigne, envoyé par le roi en Espagne, Loup de Montcauquier, atteint de lèpre, tente de donner la maladie à sa fille, lui fait subir toute sorte de mauvais traitements et pille ses biens à main armée. L'un de ses serviteurs périt assommé dans une de ces bagarres. Loys de Montaigne implore le roi, qui l'adresse, pour sa réclamation, au bailli de Saint-Pierre. (Fol. 27 à 32.)

En somme, le seigneur d'Asnois et son gendre semblent avoir joué au plus fin et n'ont abouti qu'à se faire mutuellement de mauvais tours.

Jean de Damas, impliqué dans cette cause, renouvelle les mêmes points exposés par Loup de Montcauquier. Les autres personnages intervenus dans l'affaire étaient Guelant Guignart, Jehan Moriset, Jehan Tambute, Dymanche de Sardy, Jehan Joignet et un prêtre, Jehan Deloère (1).

A la fin du quinzième siècle, en l'année 1498, on trouve le prieur de Saint-Saulge, frère Etienne de Mailly, assisté d'un de ses parents, Jean de Champdiou, entré en lutte contre Jean de Damas et Guillaume Chaumereul (2).

(1) 12 décembre 1497. — Pierre Berthier, écuyer, seigneur de Bizy, contre le prieur de Saint-Etienne, pour pillage sur des pièces de terre dépendant du prieuré (fol. 27 v°). — 23 mars 1498. — Antoine Boutilhac, seigneur d'Apremont, contre Nicole de Grandry, lieutenant du bailli de Nivernois à Moulins-Engilbert, et Jean Bongars, procureur du comté au même lieu (fol. 33).

(2) Les principales pièces du procès sont aux folios 31, 34 et 39 des copies de M. de Chastellux.

Saint-Saulge, prieuré de l'ordre de Saint-Benoît, dépendait de l'abbaye de Saint-Martin d'Autun, comme Saint-Pierre-le-Moûtier. (Née de La Rochelle, p. 280.) Gillet (1808, p. 59) dit qu'il fut fondé au

Après plusieurs défauts obtenus en faveur du prieur, les parties furent appelées à exposer leurs griefs le 3 mai 1499. Le prétexte de la querelle était le prêt d'un mulet par le prieur à Jean de Damas (1). Celui-ci s'était servi de l'animal dans des chevauchées de guerres et de rapines à travers le pays jusqu'en Champagne, et le prieur l'ayant retrouvé une belle fois dans la ville de Nevers, il obtint en justice la restitution de son mulet. En manière de vengeance, Jean de Damas revint en force à Saint-Saulge et attaqua les bâtiments du prieuré avec une telle violence qu'il ne resta plus ni une fenêtre ni une verrière, qu'ils démolirent des murs entiers et s'emparèrent des chartes et papiers du prieuré. Puis, ayant capturé le prieur, le sieur de Champdiou et autres, Jean de Damas les fit conduire à Nevers, à la Chambre des comptes, pendant que lui et ses complices s'installaient dans le prieuré pour enlever ce qu'il y restait encore.

La défense de Jean de Damas ressemble à toutes celles invoquées en pareil cas. Il se dit gentilhomme de bonne et ancienne maison, plus à son aise que le prieur, détesté de tout le pays, qui lui a fait réclamer son mulet en justice d'une façon déshonorante. A Saint-Saulge, il a été victime d'un assaut, où il a reçu un coup de dague qui l'a rendu longtemps boiteux.

Le prieur Etienne de Mailly prétend également être de

dixième siècle par Rodolphe, comte de Bourgogne. (*Gall. christ.*, t. IV, p. 71; Coquille, t. I, p. 510; *Album du Nivernois*, t. II, p. 202.)

Le *Gallia* ne donne pas les prieurs de Saint-Saulge. Etienne de Mailly doit être de la branche de Bourgogne. Il n'y a pas de famille de ce nom ayant séjourné en Nivernais. On trouve un François de Mailly prieur de Bourras en 1559. (*Gall. christ.*, XII, col. 458.) Quant à Etienne, il mourut dix ans après le procès. En 1513, il y a mainlevée pour le prieuré de Saint-Saulge, « lequel avoit vacqué par le décès de frère Etienne de Mailly ». (*Inv. des titres de Nevers*, col. 179.)

(1) C'est probablement le même qui figure dans le procès ci-dessus de Loys de Montaigne. En 1490, Jeannet Damas est page du comte de Nevers.

noble et ancienne maison ayant fourni « plusieurs bons vassaulx et subjects », et il ajoute que la noblesse invoquée par le défendeur, loin de l'excuser, doit au contraire aggraver les délits et excès commis par lui. Ses blessures sont tout à fait volontaires de sa part ; il n'avait qu'à ne pas tenter l'assaut du prieuré et lutter contre la population de Saint-Saulge.

Jean de Damas ne persiste pas dans sa résistance ; il promet de comparaître en personne pour fournir tous les renseignements qu'on lui demandera, et s'engage à donner au juge royal, le plus proche du pays des parties, une caution de 200 livres parisis.

Il est probable que l'affaire n'eut pas d'autre suite, le prieur et le chevalier s'étant considérés satisfaits. Entre eux, d'ailleurs, ils avaient beaucoup à se pardonner.

Un Charles de Mailly, évidemment parent du prieur, est cité, le 12 décembre 1497, par le procureur du comté de Nevers et ajourné à comparaître en personne, sur peine de bannissement et confiscation de corps et biens, en raison du meurtre et autres délits dont il est déclaré coupable (fol. 27, v°).

Longtemps après, le 3 juin 1540, une autre affaire concerna un membre de la même famille.

Charges et informations par Guillaume Bourgoing, conseiller du roi, contre François de Mailly, abbé de Bourras (1), ses alliés et complices Guillaume Vailieu et

(1) Fol. 235. Ce même François de Mailly, abbé de Bourras, comparait encore en 1560 comme témoin des partages de François de Clèves. (*Inv. de Nevers*, col. 599.)

19 février 1498. — Olivier Le Magelier, écuyer, et Léonard Gouste contre Philibert Mange, lieutenant-général du comté de Nivernois ; Guillaume Bourgoing, procureur général, et Jehan Maignan, se plaignant d'avoir reçu des injures et plusieurs soufflets un dimanche à l'entrée de l'église de Clamecy de la part dudit Olivier (fol. 37).

12 mars. — Hélius Dumas contre Jehan Saisset, écuyer.

7 mai. — M^e Jehan Foucher contre le procureur général de l'Uni-

Claude Berry, maître des forges de Cresmyn et du Bellay, demeurant à Chasnay, et Anisse Coquart, maître de la forge du Pont, à Bourras. (Cramain, commune de Chasnay, canton de La Charité.)

La cour fait défense à chacun d'eux de ne plus vendre, couper, ni abattre des bois de haute futaie aux bois et forêts dont il est question, et ordonne que les bois gisant encore par terre seront saisis et mis en la main du roi pour être vendus au plus offrant et dernier enchérisseur.

26 novembre 1499. — Contestation de la propriété du Fort-Lanty, près Luzu.

Gilbert de Pierrepont avait acquis ce domaine de Louis Berthelon, écuyer, lequel, après l'en avoir laissé jouir paisiblement pendant un certain temps, revint avec une troupe de quatre-vingts hommes, força la maison et commit de graves dégâts pendant son absence au service du roi. Il tenta encore de s'emparer de la terre en l'assignant à Auxerre, juge non compétent, lorsqu'il aurait dû s'adresser au bailli de Berry.

De son côté, Louis Berthelon prétend avoir acheté des Bréhard depuis sept années cette terre appelée le Fort-de-Lanty, auprès de laquelle il possédait déjà des biens importants, y avoir installé sa famille et fait de grands frais de meubles et de réparations.

Il était absent, en service auprès du comte de Nevers, dont il est maître d'hôtel, quand Gilbert de Pierrepont survint à la tête d'une centaine d'hommes armés, brisa le pont, les portes et les fenêtres dudit fort, puis pénétrant dans l'intérieur, il s'empara de la dame Berthelon, la traîna par les cheveux pendant que ses hommes battent les enfants, saisissent les serviteurs et démolissent plusieurs constructions nouvelles.

versité de Bourges, se plaignant de violences exercées contre sa personne (fol. 41, v°).

6 août. — Le comte de Nevers, Engilbert de Clèves, contre M^e Guillaume Bourgoing, procureur de Nivernois (fol. 42).

Berthelon assigne devant le juge d'Auxerre, en la personne de son lieutenant de Savigny-Poill-Fol, près Lanty et Arizolles, demeure de Gilbert de Pierrepont.

La question de propriété exigeait d'être établie; l'assaillant prétendait avoir des lettres de vente et possession que l'autre déclarait fausses en réclamant sa réintégration. En attendant la fixation de la compétence des juges d'Auxerre, Dijon, Autun, Saint-Pierre-le-Moûtier et Bourges, tous cités dans les débats, il est probable que la force eut raison (fol. 43) (1).

Perrot des Ulmes avait déjà eu un procès pour fait criminel, le 21 juin 1490, avec Claude de La Rivière, écuyer, seigneur de Giry. Nous le retrouvons, le 20 avril 1501, à Garchy, pour une querelle avec Guillaume de Maraffin, résultat d'une vengeance personnelle entre deux seigneurs.

Des Ulmes, accompagné de trente hommes, se transporte à Garchy, et, parlant à la femme de Maraffin, la couvre d'injures en lui demandant où est son mari. Il entre dans la maison, fait fouiller les pièces, briser les meubles, emporter la vaisselle d'étain et d'argent, répondant aux observations par des coups et des violences. Un homme malade dans son lit fut roué de coups et blessé. Au grenier, toutes les laines furent gâtées. Cinq chevaux furent pris et emportés, ainsi qu'une grande quantité de grains. Et, pendant qu'ils battaient les gens et déchiraient leurs habits, ils disaient qu'ils en feraient autant à Maraffin s'ils le tenaient. Dans les autres maisons des tenanciers, ils firent une telle frayeur que les habitants se sauvèrent dans les bois sans oser rentrer.

Sur la requête du plaignant, Perrot des Ulmes est emprisonné, et, malgré son appel, maintenu en prison.

Selon lui, il a simplement voulu se venger d'une affaire vieille de seize ans déjà entre lui et les prédécesseurs de

(1) 17 décembre 1499. — Jehan de Vielbourg, écuyer, et Jehanne de Fontenay, sa femme, contre Ysabeau d'Aubuisson, veuve d'Almaury de Fontenay, devant le bailli de Berry (fol. 45, v°).

Maraffin, qui avaient pillé les grains d'un homme auquel il avait donné de la terre à cultiver. Les choses en étaient restées là, malgré les poursuites, et il cherchait une compensation. Il s'agissait d'assemblée illicite, de prise de biens et de force publique. D'autre part, il y avait un premier procès sans solution. Maraffin était mort sur ces entrefaites, laissant quatre fils en bas âge : Robert, Jehan, Philippe et François ; leurs intérêts, remis entre les mains de sa veuve, Eugénie de Blaisy, ne devaient que périliter. Elle réclama le bannissement et l'amende honorable (fol. 46 et 50).

30 janvier 1503. — Un avocat à la cour de Parlement à Paris, nommé Regnault Chevalier, dépose une plainte au sujet des calomnies et crimes dont il est accusé par Louis de Torcy, chevalier, seigneur de Trucy, et entre autres de l'assassinat d'un certain Thomas, son serviteur.

M^e Chevalier est envoyé à Paris, tenu en prison chez un des huissiers de la cour jusqu'à ce que Louis de Torcy ait eu le temps d'envoyer tous ses témoins ; mais devant le peu de gravité des charges émises contre lui, il est relâché et requiert de la part de son accusateur une rétractation complète et une indemnité de 1,000 livres.

Cette plainte est déposée le 30 janvier 1503 et, le 6 février suivant, l'affaire vient devant la cour.

D'après l'exposé du défenseur de Louis de Torcy, il y a eu dix ans auparavant, entre lui et Louis d'Armes, son voisin, une contestation de possession pour les seigneuries de Trucy, Perroy et Lalande, à la suite de laquelle fut rendu un arrêt qui ne reçut pas d'exécution. En l'année 1502, Louis d'Armes, apprenant que Louis de Torcy allait à Naples pour le service du roi, profita de son départ pour réclamer du bailli de Sens les « lettres royaulx » nécessaires à l'exécution de l'arrêt et les mit entre les mains de Martin de Savigny, lieutenant dudit bailli. Un serviteur de Louis d'Armes comparut à la place de son maître et prouva que les revenus des terres contestées avaient été perçus par le

comte de Dammartin, seigneur féodal, par faute d'hommage, sans que Louis de Torcy ait rien touché. Un jugement ordonna cependant qu'il rendît compte de ces sommes, mais Torcy ne put être condamné sur aucun point.

Mécontents de ce résultat, Louis d'Armes et Regnault Chevalier, accompagnés de quarante hommes armés, envahirent la maison de Trucy, sachant très-bien que le seigneur était absent pour le service du roi et, par voie de fait et de force, s'emparèrent des chevaux de guerre, à lui et à son frère Jehan, également au service à Naples avec M. de La Palice; ils commirent des excès de tout genre et maltraitèrent tellement Etienne Thomas, l'un des serviteurs, qui leur faisait des remontrances, que le malheureux mourut des suites de ses blessures. Les chevaux furent vendus à vil prix et achetés par celui même qui les avait saisis.

L'information de tous ces faits fut confiée au bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier. Il y eut trois défauts pris contre les susdits assaillants, et probablement un arrêt à la suite duquel les parties furent envoyées à Paris à la Conciergerie (1).

C'est de là qu'à leur tour ils attaquent Louis de Torcy en diffamation, dans l'espoir d'obtenir un adoucissement de peine. Les raisons données par le défenseur de Regnault Chevalier ne sont que des exceptions d'incompétence et des demandes de preuves pour les faits allégués. Son principal argument est que les témoins cités par Louis de Torcy ne font aucune déposition sérieuse sur le compte de Regnault Chevalier.

A la suite de cette audience, quatre sergents royaux furent envoyés en Nivernais et principalement à Vergers, pour vérifier l'existence réelle des chevaux et divers animaux

(1) 22 juin 1501. — Etienne Buttet et autres contre Louis d'Armes.

13 juillet. — Louis de Torcy contre Louis d'Armes, représenté pour cause de maladie par Louis Millelot, demeurant à Vergers (fol. 50, v°).

signalés comme saisis. Ils en constatèrent une quantité considérable, permettant de supposer les vols; mais ils furent très-mal reçus et ne purent recueillir sur le crime que des renseignements insuffisants.

Cependant l'affaire s'instruisait rapidement et la procédure était tellement avancée que le jugement put être rendu le 3 avril suivant. On y énumère tous les cas de culpabilité à la charge de Louis d'Armes, et malgré tous les égards dus à sa situation personnelle et à sa famille, qui comptait parmi ses membres feu Jehan d'Armes, écuyer, président en la cour de Parlement de Paris⁽¹⁾, il fut condamné: 1° à une amende de 600 livres parisis au roi; 2° à 300 livres parisis envers Louis de Torcy; 3° à 60 livres envers Bataille, sergent royal, et 80 livres envers Agnès Bridolle, pour coups et sévices.

En outre, privation de la justice du château de Vergers interdite pendant un an et exercée directement par les officiers royaux; de la jouissance du pont-levis, de place (*platea*) et de l'habitation du château de Vergers. Jusqu'à l'exécution complète de ces diverses clauses, il restera

(1) En 1455, Jean d'Armes, licencié es-lois et décrets, maître des requêtes de l'hôtel, comparait à Bourges au contrat de mariage de Charles, comte de Nevers, avec Marie d'Albret, le 25 juin. Ce même Jean, président de la Chambre des comptes de Nevers, seigneur d'Armes et de Vergers, puis président en la cour de Parlement, est chargé de négocier le mariage de Charlotte de Bourgogne avec Philippe, comte de Flandre, en 1484; exécuteur testamentaire de Jean de Bourgogne et de Françoise d'Albret. (*Inv. de Nevers*, col. 4, 6, 19.)

En 1473, il est seigneur d'Armes, Vergers, Guichy, Villaines, Meix, La Cave, La Marche, Champvoux, Montenoison (*Ibid.*, col. 113); en 1469, il fut possesseur de plusieurs minières de fer et de bois (col. 117). Jean d'Armes avait épousé Jehannette du Bois (col. 150), dont il eut un fils, Innocent, qui est conseiller et maître d'hôtel du comte, en 1487, seigneur de Busseaux, Marry et Chassy, près Montreuillon, le Deffend, près Decize.

incarcéré. La prison où il devra faire son temps n'est pas désignée (1).

Quant à son complice Regnault Chevalier, le licencié es-lois qui n'avait pas craint de contribuer à cet usage irrégulier de la justice sommaire, nous ne savons ce qu'est devenue sa plainte; il est probable qu'il n'a pas persisté.

Les mêmes Louis de Torcy et Louis d'Armes comparaissent, en 1509, dans une autre affaire d'excès et de crimes. Louis de Torcy s'est joint à Denise, veuve de Jehan de Listenois (2).

Cette cause semble s'être égarée dans une série de procédures qui ne permettent pas d'en suivre les détails; cependant Louis d'Armes, en raison de crimes et d'excès de tout genre, fut de nouveau condamné à une amende de 1,200 livres parisis, ainsi qu'à d'autres indemnités et à la prison jusqu'à complète réparation (fol. 68).

Louis d'Armes fut encore en procès contre Jehan Broc, chanoine d'Auxerre et curé de l'église paroissiale de Suilly et Vergers, dont il était seigneur. Il fit appel au Parlement pendant sa prison à Paris, le 22 avril 1507 (fol. 78, v°).

En février 1509 plusieurs défauts sont prononcés contre lui par Etienne Lauverjon, laboureur (fol. 94). Sa dernière affaire est du 22 mars 1514; il obtient, avec l'assistance de Louis Frappier, sergent royal, contre plusieurs auteurs de pillages commis sur ses terres, quatre défauts encourageant la peine du bannissement (fol. 107, v°).

(1) Les divers serviteurs de Louis d'Armes tentèrent de reprendre l'affaire pour leur compte personnel, car il y avait eu évidemment des violences de part et d'autre; leur intervention n'aboutit qu'à des confrontations, interrogatoires et dépositions qui demeurèrent sans effet.

(2) Au quinzième siècle, Louis de Listenois fut gouverneur du Nivernois pour la comtesse de Nevers. (*Inv. de Nevers*, col. 377.) On voit aussi, en 1499, François de Vienne, seigneur de Listenois, entrer en contestation avec le comte d'Auvergne. (*Ibid.*, col. 316.) Antoine de Bauffremont, seigneur de Listenois, occupa Lormes, en 1570, contre les protestants. (*Bulletin*, t. XV, p. 155.)

Le 25 janvier 1512, il avait eu un procès important avec la comtesse de Nevers, où se trouve mêlé un certain Jehan d'Armes, seigneur de Busseaulx, évidemment son parent, et probablement son frère (1).

Louis d'Armes possédait des bois près de la terre de Donzy, appartenant à Françoise d'Albret, comtesse douairière de Nevers (2). Plusieurs habitants de Donzy et de Suilly prétendirent y avoir des droits et en voulurent tellement audit d'Armes qu'ils le menacèrent de mort. Bien plus, ils s'assemblèrent une fois en grand nombre, vinrent à Vergers, culbutèrent tous les serviteurs, leur coupèrent bras et jambes et commirent toutes sortes d'excès.

Parmi les plus forcenés, on cita Antoine Ardant, Senault, Bergerat et Duprenay. La prise de corps ayant été décernée contre eux, les sergents royaux, sachant qu'ils étaient de redoutables aventuriers, refusèrent de se présenter chez eux, sans être accompagnés par une forte escorte des gens et serviteurs de Louis d'Armes.

Le sergent arrive et fait sommation à Ardant d'ouvrir sa maison et de se constituer prisonnier. Il résiste et faisant sonner le tocsin aux habitants, on accourt de tous côtés et, malgré l'autorité dont il est revêtu, le sergent, au milieu de cette bagarre, est blessé d'un trait d'arbalète à la jambe droite. Néanmoins, il s'empare d'Ardant et l'emmène sur un cheval pendant que les notaires et autres gens de justice s'échappent pour éviter la fureur des habitants de Suilly.

De son côté, la comtesse de Nevers signala au roi comme

(1) Les deux seigneuries étaient assez voisines, Vergers, canton de Pouilly, et Busseaulx, commune de Moussy, canton de Prémery.

(2) Déjà, en 1498, Louis d'Armes avait eu maille à partir avec la comtesse de Nevers pour le moulin du Mez (près Vergers et Villaines), transformé en forge. Prétendant en être le seigneur, il attaqua Jacques de Vauzelles, qui en avait reçu la garde de la comtesse, et après des pillages et des luttes à main armée, violations d'églises, abus de tout genre sur les hommes et les biens, le pays entier le signala au roi, qui le fit enfin poursuivre en justice (fol. 34, v°).

vagabonds et assassins « coustumiers de faire portz d'armes, tuer et meurtrir » ledit d'Armes ainsi que ses complices et se fit donner des lettres royaux adressées à Louis de La Montagne, lieutenant du prévôt des maréchaux, qui prescrivait une enquête. Ce dernier décerne une prise de corps contre d'Armes et une saisie de tous ses biens.

Les faits ainsi racontés par le défenseur de Louis d'Armes le sont différemment par la partie adverse, la comtesse de Nevers. Le seigneur de Vergers est représenté comme la terreur du pays de Donzy, qui deviendra inhabitable s'il continue; la cour l'a déjà condamné plusieurs fois, toujours pour des excès et brigandages commis à la tête d'une bande d'aventuriers qui ne respectent rien.

Cette fois-ci on l'accuse encore d'avoir envahi la maison d'Antoine Ardant et de l'avoir tué dans son lit. A l'occasion d'actes aussi graves, le juge de Donzy condamna à être pendus et étranglés les cinq hommes qui en appellent aujourd'hui au Parlement.

L'information du lieutenant des maréchaux n'insiste pas sur le meurtre et conclut simplement en attribuant des amendes et des dépens au seigneur de Vergers.

Les officiers de la comtesse de Nevers avaient porté l'affaire devant le juge de Donzy, tandis que d'Armes la porta devant le bailli de Sens, siégeant à Villeneuve-le-Roi; il s'ensuivit une confusion que les retards de justice augmentèrent encore. Les appels furent adressés au Parlement par la veuve Ardant d'abord et par la comtesse de Nevers; les intimés étaient tous incarcérés à la Conciergerie, employant les moyens dilatoires en leur pouvoir et dans leur langage imagé « appelant de la corde ».

Les comparutions, interrogatoires, informations et autres procédures de justice n'avançaient à rien. Le meurtre d'Antoine Ardant devait être puni; mais, dans une telle bagarre, il était difficile de discerner le véritable assassin. La veuve, instruite sans doute par de nouvelles indications, se décida à poursuivre séparément Jehan d'Armes, seigneur de Bus-

seaulx, pour le fait de l'homicide de son mari, et obtint trois défauts contre lui.

Celui-ci, déjà prisonnier à la Conciergerie depuis longtemps et pour diverses affaires, ne pouvait plus se défendre en justice. Il s'adressa directement au roi, qui consentit à lui accorder des lettres de pardon, datées du 10 juin 1513, « pour raison de l'omicide commis en la personne de Anthoine Ardant. »

Ainsi se terminait le 7 septembre 1513 cette triste affaire que la justice avait été impuissante à débrouiller. La veuve se contenta de réclamer le double des lettres de pardon et tous les dépens du procès (fol. 97 à 106, v^o).

21 juillet 1506. — Guyot des Barres, écuyer, contre Jehan-Robert-François Perrais, Pierre Coulettez et Jehan Guerriez, sur une question de sauvegarde (fol. 67, v^o).

3 juin 1516. — Catherine des Barres, épouse de Jehan de La Rivière, comparait avec son fils Claude contre Jean et Antoine Dufour (fol. 124).

Les actes des seigneurs des Barres et de La Guerche sont plus nombreux du treizième au quinzième siècle. Dans la première moitié du seizième siècle, on voit François des Barres, abbé de Fontmorigny, assistant, en 1541, à un acte de tutelle pour les mineurs Gilbert et Claude des Barres, en faveur de leur mère Marguerite du Boys. (*Inv. de Nevers*, col. 72.) En 1532, Louis des Barres est maître d'hôtel de la reine, et Jean, chanoine de Nevers, curé de Mars.

7 décembre 1506 (fol. 74). — La veuve de Jehan, seigneur de Corbigny, s'étant remariée à un certain Jehan Doagne et ayant probablement mesusé de la tutelle et des biens de ses deux enfants, un fils et une fille, qu'elle avait eus de son premier mariage, la cour décide qu'elle se rendra prisonnière à la Conciergerie, que l'inventaire des biens sera dressé avec production des lettres, titres et énumérations de ces biens, qu'un parent sera choisi par la cour pour exercer la garde et sûreté des enfants, et que si, avant l'arrêt, il était procédé au

mariage de la fille, ou à aucune autre gestion, les parties seraient condamnées à la prison et à 1,000 livres d'amende (fol. 74).

2 juin 1507. — Huguette Thibaut, veuve de feu Jean Boisseau, contre Maurice des Yssars, Etienne et François de Foullenays, frères; appel du bailli de Saint-Pierre et renvoi devant le bailli de Berry (fol. 79).

29 mars 1511. — Défaut à Jacqueline de Baudiment, veuve de Jehan du Chaillou, autorisée par Pierre de La Tournelle, écuyer, à présent son mari, comme tutrice de Jehan du Chaillou, son fils mineur, contre Amorat du Chaillou, curateur des biens de feu Louis du Chaillou, appelant d'une sentence de Saint-Pierre-le-Moûtier (fol. 94).

1^{er} février 1511. — Affaire de faux entre Charles Berthier, avocat en Parlement, et son père, Pierre Berthier, écuyer, seigneur de Bizy. Celui-ci, intimé et retenu aux prisons de la Conciergerie, obtient des lettres de rémission, et, quant à la réparation civile, est condamné à payer une somme de 4,000 livres parisis au demandeur et à détruire publiquement, en plein parquet de la cour, les lettres entachées de fausseté (fol. 71, v^o).

13 décembre 1507. — Un autre membre de la même famille, Guillaume Berthier, dit le petit Bizy, se trouve impliqué avec son beau-frère, Louis d'Armes (1), dans une affaire mentionnée déjà ci-dessus, avec Jehan Broc, curé de Suilly et Vergers (fol. 86).

16 mai 1516. — Le même Guillaume Berthier et Jacques, son frère, plaident pour des questions d'intérêt avec Louis d'Armes, époux de leur sœur Anne Berthier. Le Parlement est saisi de l'affaire; mais les parties, ayant transigé dans

(1) En 1529, Jean d'Armes et Guillaume Berthier sont tuteurs de Louise, Antoinette et Charles d'Armes, enfants mineurs de feus Louis d'Armes et Anne Berthier, sa femme. (*Inv. de Nevers*, col. 480.)

l'intervalle, sont taxées aux dépens pour cause de désertion d'appel (fol. 119).

Les deux mêmes paraissent encore le 23 mai 1516 avec les enfants de leur troisième frère, Jehan, décédé, pour reprendre un procès à la place de leur père (fol. 122).

28 mai 1516. — Guillaume Berthier est en difficultés avec un autre écuyer, Pierre de Bonnay, pour une affaire de curatelle, qui paraît plusieurs fois au Parlement, mais sans détails. La seigneurie de Bonnay était située près de Langeron ; la famille possédait plusieurs fiefs en Nivernais, entre autres une partie de Pougues, pour laquelle on a plusieurs de ses hommages. Le même Pierre de Bonnay, dont il est question ci-dessus, est cité en 1503 parmi ceux qui doivent fief au comté de Nevers (fol. 123, v^o, et 126).

4 août 1508. — Philippe de Chastellux avait épousé sa cousine germaine, fille unique d'Agnès de Chastellux et d'Antoine du Follet, qui mourut en lui laissant deux filles. Quand Agnès, sa tante et belle-mère, vint à mourir, il voulut recueillir sa succession comme père et légitime administrateur des biens de ses enfants, et sur le refus de son beau-père, il intenta une action contre lui devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier. Du Follet s'entendit si bien avec le bailli et Guillaume Bourgoing, lieutenant-général de Nivernais, qu'il obtint une déclaration de prodigalité contre son gendre et lui laissa seulement quelques terres à Bazoches.

La haine entre les deux hommes s'envenima de plus en plus. Un jour Chastellux, passant sur la place de Bazoches, reçut une grosse branche d'arbre lancée par les gens de du Follet et faillit être tué, ainsi que sa mule. Un de ses serviteurs subit de tels traitements en prison qu'il en contracta de cruelles maladies ; « les os lui sont tombés des jambes. »

Malgré ces excès, Chastellux est condamné à 900 livres d'amende et ses serviteurs à 2 ou 300. Jugement entaché de partialité et dont il est appelé au Parlement.

De son côté, le seigneur du Follet expose que Chastellux, devenu veuf de sa fille avec deux enfants, a contracté un second mariage dont il a aussi des enfants et qu'il a employé tous les moyens pour faire passer la fortune des premiers aux enfants du deuxième lit. Aussi lors de la succession d'Agnès, sa femme, il a fait nommer un autre tuteur et curateur pour sauver les biens de ses enfants.

C'est alors que Chastellux fit à son beau-père et à ses gens et sujets tous les maux et outrages qu'il put imaginer. Réunissant une centaine d'hommes armés de bâtons, brigandines, piques et arquebuses, ils envahissent le château de Bazoches, appartenant au seigneur du Follet, rompent les portes des granges et des étables et prennent une grande quantité de bétail qu'ils emmènent à Chastellux. Revenant ensuite au Bouchet, autre seigneurie de du Follet (commune de Nuars, canton de Tannay), ils rompent les portes des greniers et emportent à Chastellux tous les grains qu'ils contenaient.

Les jours suivants ils apparaissent encore mieux armés qu'auparavant et font subir à la maison-fort de Bazoches un véritable assaut « à coups de grosses pièces d'artillerie ». Ils saisissent le receveur du château, son cheval et son argent, l'emmènent prisonnier et contraignent les gens et sujets desdites terres de Bazoches et du Bouchet à leur payer tout l'argent dû à leur seigneur; enfin, ils obligent les officiers à leur livrer les papiers, registres et cartulaires concernant lesdites terres.

C'est pour de tels excès et outrages que furent ajournés à comparaître à Saint-Pierre-le-Moûtier Chastellux et quatre de ses gens, Labrosse, Hubert, Beaujehan et Soliveau.

Trois défauts sont prononcés contre eux et « en ensuivant le stille du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, où il ne fault que trois defaulx, parties sont declairées dechez de toutes excepcions et defenses declinatoires ».

Un quatrième défaut est donné à son de trompe à Chas-

tellux par le sergent royal, suivi d'une simple condamnation en quelques amendes.

Pendant ce temps, Chastellux obtint des « lettres royaulx » sur lesquelles il se fondait pour en appeler du jugement de Saint-Pierre-le-Moûtier. Son appel fut rejeté par le Parlement et les parties citées à comparaître en personne pour s'expliquer à nouveau (fol. 87).

Au mois de janvier suivant (25 janvier 1508-9), cinq mois après, Philippe de Chastellux envoie à Paris deux pleiges ou cautions, Jehan de Lenvaux, dit de La Brosse, et Claude de Dolenay, qui obtiennent à leur tour la radiation du jugement de Saint-Pierre et l'application à l'intimé des frais de procès et de voyage pour les cautions (fol. 93).

C'était presque toujours le résultat de ces procès entre chevaliers, où les deux parties étaient également coupables, ajoutant aux actions en justice de véritables faits belliqueux, qui rappelaient les guerres privées.

28 juillet 1514. — Un procès entre deux chevaliers, Antoine Boutillac, seigneur d'Apremont, et Jacques de Charel (1), contient un trait curieux des mœurs de l'époque. Boutillac, cherchant tous les moyens de nuire à Charel et de lui faire abandonner sa terre de Cougny, où ils se trouvaient seigneurs tous les deux, s'imagina tout simplement de faire décerner par son juge, sans charge ni information, prise de corps à l'encontre dudit Charel. Des gens armés par le seigneur d'Apremont se transportèrent hors de sa justice dans la maison de Charel, s'emparèrent de sa personne, le menèrent lié, garrotté et enfermé, sur un méchant cheval, jusqu'à Apremont, où il fut mis en une basse fosse, détenu en grande captivité et misère pendant quatre mois, au pain et à l'eau. On lui prit une grande somme d'or et d'argent dans sa bourse, ainsi que les bagues qu'il avait aux doigts.

(1) On trouve un Antoine de Chareil, en 1461, faisant hommage de sa seigneurie de Lamenay, près Decize (col. 230). Les Boutillac ont été seigneurs d'Apremont pendant les quinzième et seizième siècles.

Boutillac, craignant les conséquences de son action, exposa au lieutenant du prévôt des maréchaux qu'il retenait Charel pour cause de larcin, lui fit subir un interrogatoire; mais Charel ne voulut rien répondre, prétendant qu'il n'était pas juge et qu'il en appelait de son injuste emprisonnement. D'un autre côté, sa femme obtint du bailli de Saint-Pierre ordre d'élargissement et son renvoi dans les prisons royales. Le sergent qui se présenta à Apremont pour exécuter l'ordre se vit refuser le prisonnier; le bailli dut ajourner devant lui le lieutenant du prévôt des maréchaux, lequel en appela à son tour devant le Grand Conseil.

Pendant ce temps, la femme de Charel obtient des lettres royaux ordonnant l'élargissement de son mari et son transfert à la Conciergerie, ce qui eut lieu malgré un ordre d'ajournement devant le prévôt de Bourges.

La cour condamna Boutillac à tous les dépens d'anticipation et d'appel depuis le jour où il avait refusé de relâcher son prisonnier, les renvoie tous les deux devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier, en accordant à de Charel sa liberté entière et le sauf-conduit de la cour (fol. 107, v°, et 116) (1).

(1) 4 janvier 1513. — Jehan Vaillant, conseiller du roi, et Pierre Vaillant, prêtre, son frère, contre Louis de Corquilleray, seigneur de Tracy, appelant de Saint-Pierre-le-Moûtier (fol. 96, v°).

1^{er} mars 1513. — Charles de Vièvre, écuyer, seigneur de la Salle, contre Pierre Madet (fol. 104, v°).

20 mars 1514. — La duchesse de Bourbonnais et d'Auvergne, Jehan de Saint-Aulbin, seigneur de l'Espine; Jehanne de Pierrepont, sa femme; Gilbert de La Laugière, Jehan de Bar, Jehan de Prengy, appellent d'un jugement de Saint-Pierre qui accordait la tutelle de Jehanne Breschard à son oncle, Gilbert Breschard, protonotaire du Pape, et à Philippe Saulnier, écuyer, autre parent. La cause est renvoyée devant le sénéchal de Bourbonnais; la fille jouira de ses revenus et ne sera pas mariée sans autorisation de ses parents et amis (fol. 111).

14 décembre 1515. — Liénart de La Forest et Jehan de La Forest, écuyer, avec messire Guillaume de Mary, chevalier, appelant des grands jours du comté de Nivernois (fol. 116, v°).

15 décembre. — Anthoine Gaultier, écuyer, contre Jehan Bourgoing,

3 février 1517. — Le seigneur de Villiers-le-Sec (aujourd'hui canton de Varzy), Michel Le Vincion (1), usant de son droit de haut-justicier, avait fait condamner et mettre en prison les époux Esmard Siméon et Olive pour meurtre commis dans sa justice. Transportés d'abord à Druye, puis à Corvol-l'Orgueilleux, ils en appelèrent au bailli de Donzy, puis au bailli de Sens ou son lieutenant, à Villeneuve-le-Roi. Ce dernier rendit une sentence abusive qui les renvoyait devant un praticien d'Entrain nommé Gervais. Le seigneur de Villiers, voyant que les prisonniers ne cherchent qu'à éviter la punition de leur meurtre et à égarer les esprits, se fait néanmoins représenter à toutes ces instances, et, pour aboutir plus sûrement, en appelle au Parlement de Paris.

seigneur de Poissons et Chaillant; renvoi de la cause devant maître Jehan Lamoignon, lieutenant du prévôt de Bourges (fol. 117).

4 janvier 1516. — Gaspard de Vienne, seigneur de Listenois, contre Fiacre de Villeneuve, écuyer, curateur de Jehanne et Isabeau de L'Ospital, filles de Gilbert de L'Ospital et de feue Marguerite de Villeneuve (*ibid.*).

4 juin. — Catherine Guillemère, veuve de Jacques de Villaines, tutrice de sa fille Gabrielle, contre Germain Perreau (fol. 124, v°).

28 juin. — Charles de La Tournelle, écuyer, contre Pierre Léger et Savinien Berthault, Huguenin Millot et Marie Berthault, sa femme (fol. 127).

12 juillet. — Jehanne de Bressolles, veuve de Jehan de La Porte, écuyer, et son fils Gilbert, contre Jehan de Bressolles, écuyer (*ibid.*).

16 décembre 1516. — Congé à messire Esmard de Prye, chevalier, baron de Thoucy, contre Adrien de Mailly, écuyer (fol. 130).

19 mai 1517. — Esme de Maulmigny, écuyer, seigneur de Boux, contre messire Guy de Corvol, Philberte de La Perrière, veuve d'Antoine de Corvol, seigneur du Tremblay, et Robert Michon (fol. 135, v°).

11 août 1517. — Catherine Debert et Françoise Cottin, veuve d'Antoine de Cresancy, écuyer, seigneur des Brosses, contre Jehan du Chasteau, écuyer, porteur de lettres de rémission (fol. 145, v°).

18 juillet 1519. — Défaut à messire François de Blanchefort, chevalier, seigneur de Saint-Saurin, contre Lyonnet Brossard, seigneur de Marilhac (fol. 170).

(1) Famille d'origine anglaise installée en Nivernais.

Les deux parties exposent leurs cas, en faisant ressortir les mêmes incertitudes et confusions de justice, Siméon et sa femme disant qu'étant de bien pauvres gens vivant de leur labeur, il leur est très-pénible d'être traînés depuis un an de prison en prison, et le seigneur de Villiers répondant qu'il doit assurer l'ordre dans sa région et punir les crimes.

L'arrêt du Parlement, sans trancher la question, donne un blâme à Guillaume Aubert, à Guillaume Bourgoing, lieutenant-général du bailli de Nivernois, à tous les officiers de justice, et requiert un ajournement personnel devant le juge qui sera désigné (fol. 130).

28 juillet 1517. — Hubert de Tournebeuf, écuyer, homme d'armes du roi, avait été tué par M. de Troussebois. Celui-ci obtint des lettres de rémission, qui furent adressées à Saint-Pierre-le-Moûtier (1).

On ne dit pas où fut commis le crime; mais Tournebeuf étant des environs de Melun, le bailli de cette ville s'empara de l'affaire. Après deux défauts, il déclara Troussebois « actaint et convaincu dudit meurtre, ses corps et biens confisque, sur lesquels les frais et dépens seront pris, ainsi que l'intérêt civil aux parents, selon la condition et manière de vivre du défunt ».

Troussebois fit adresser au juge de Melun des lettres royaux certifiant son ignorance des défauts pris contre lui; le juge consent à le faire comparaître en personne pour régler les dépens sur de nouvelles bases. Devant le tribunal, à la lecture des lettres de rémission, il ne se met pas à genoux et nu tête, selon l'ordonnance. De même, on ne lui fait pas passer le guichet ni occuper la prison; il est seulement confié à un sergent qui en a la garde, le laissant en liberté sous une caution de 2,000 livres parisis.

(1) 9 janvier 1513. — Geoffroi de Sainte-Marie, écuyer, seigneur de Lavau, et Jehanne de Tournebeuf, sa femme, pour les enfants mineurs de feus Nicolas de Tournebeuf et Jehanne Dumoulin, contre Jehan Troussebois, porteur de lettres de rémission (fol. 107).

Troussebois répondit que pour raison du meurtre il avait obtenu des lettres de rémission, qu'elles avaient été présentées dans toutes les règles aux baillis de Saint-Pierre-le-Moûtier et de Melun ; que dans cette dernière ville, s'il n'avait pas été incarcéré, c'était à cause de ses blessures reçues au service du roi, surtout un coup de lance reçu dans la gorge, qui l'empêchait de supporter la dureté de la prison sans danger pour sa vie. On l'avait alors placé chez le sergent Damours, qui avait une geôle et en prenait la garde.

La partie adverse insistait sur l'élargissement accordé à Troussebois, disant que les porteurs de lettres de rémission devaient être constitués prisonniers, interrogés judiciairement sur les charges et informations contenues dans les lettres. Le défenseur répliquait que la forme de la prison n'est pas spécifiée et laissée à l'appréciation du juge. Or, « l'intimé est de bonne et ancienne maison, homme d'armes de la compagnie du seigneur de Lautrec, son temps et sa jeunesse consacrés au service du roi, où il a enduré plusieurs grans maux et travaux, pour raison desquels il est grandement débilité en sa personne ».

En fin de compte, les appelants demandaient à porter la cause devant le prévôt de Paris ou bailli du Palais, en raison des suspicions et faveurs accordées au bailliage de Melun, tant par le lieutenant-général que particulier, procureur du roi et autres officiers, surtout au sujet des défauts de Troussebois dont ils n'avaient pas tenu compte.

Troussebois répondait à propos de ces défauts qu'il était alors absent pour le service du roi au-delà des monts, soubz le seigneur de Lautrec, où il a été tellement blessé que pour se rendre par-devant le bailli de Melun il auroit esté contraint de se faire porter en litière ou en charriot depuis Milan jusqu'à Melun, qu'il s'est fait examiner par médecins et chirurgiens avec autorité de justice, qu'on peut contredire toutes ses affirmations, qu'il ne craint rien et consent à être renvoyé à Bourges, à Saint-Pierre ou ailleurs.

Comme conclusion, la cour verra encore les charges et informations et défend aux parties de quitter Paris (fol. 136).

17 décembre 1518. — Girardin Deberne et les anciens usagers contre Barbe de Fontenay et Jehan Seguin, prêtre. Il y a deux instances à ce sujet : l'une en appelle entre les anciens usagers et les habitants de Garchy, l'autre entre les mêmes et Jean de Maraffin, seigneur de Garchy, procès fait par haine et vengeance qui n'aurait pas eu de suite sans les rancunes dudit Deberne. Le seigneur de Garchy, aidé de son beau-frère, Barbe de Fontenay, de Jean Seguin et de ses serviteurs et domestiques, fit battre et rouer de coups le sieur Deberne, âgé de soixante-dix ans, à tel point qu'ils le laissèrent une fois comme mort à la porte d'une église, bien convaincus qu'il renoncerait désormais à toute poursuite.

Suivant l'usage habituel des procès, les défendeurs font valoir en leur faveur leur situation personnelle. Barbe de Fontenay est un gentilhomme de noble lignée qui a servi le roi dans les guerres de Suisse ; blessé et fait prisonnier, il a dépensé beaucoup de son argent pour sa rançon. Or, il était venu au château de Vielmolin voir sa sœur, épouse de Jean de Maraffin, avec un de ses amis nommé de Plancy. Un jour, François Maraffin, religieux, frère du seigneur Jean (1), accourut auprès d'eux, leur disant que les gens et forgerons de Narcy l'avaient poursuivi à coups de piques et de bâtons parce qu'il avait voulu s'opposer à la continuation d'un fossé qui devait inonder et perdre la prairie de son frère.

Les deux chevaliers, pour vérifier la chose par eux-mêmes, montèrent leurs chevaux et se rendirent à Narcy, où la population, excitée contre eux, chercha à leur faire un mauvais parti. Ledit Deberne s'avança même contre Fontenay, le menaçant de la pointe d'un estoc que celui-ci lui fit lâcher

(1) Jean et François, deux des quatre garçons de Guillaume de Maraffin, mort en 1502. Voyez ci-dessus procès du 20 avril 1501.

en lui assénant sur la tête un coup de plat d'épée. Un des assaillants ayant sonné le tocsin, la population fut ameutée tout entière contre les deux chevaliers qui étaient seuls et durent battre en retraite.

Ces faits ne semblent pas exiger de poursuites, puisqu'ils n'avaient ni armes ni compagnons, qu'ils n'ont pas répandu de sang et qu'ils se trouvaient en présence de plus de cent hommes armés de bâtons.

Les plaidoiries se continuent sur le même ton, les uns prétendant que les soixante-dix ans de Deberne le rendaient inoffensif; les autres le montrant comme dangereux, forgeron nourri en bois et feu, assisté de nombreux autres forgerons plus robustes que lui.

La cour décide qu'elle attendra d'autres charges et informations (fol. 155).

8 avril 1519. — Hugues Griveau, écuyer, seigneur de Montgoublin, contre le procureur général du roi et Jean Pernot, écuyer.

L'appelant, qui est gentilhomme et a servi longtemps aux armées du roi, se plaint d'être victime de la haine de Guillaume Bourgoing, lieutenant-général du bailli de Saint-Pierre, haine suscitée à l'occasion d'héritages de sa sœur qu'il voulait s'attribuer. Bourgoing le reprend d'un autre côté et, pour des faits criminels perpétrés à Cuffy-en-Nivernois, du ressort de Sancoins, il l'assigne directement à Saint-Pierre.

L'autre partie expose différemment l'affaire. Pernot ayant quitté le service du comte de Nevers, où il ne se convenait pas, avait obtenu son congé. Il passait à Cuffy, sous la sauvegarde du comte, quand il fut attaqué par une troupe d'hommes armés et tellement maltraité qu'il est resté en danger de mort pendant deux mois et infirme toute sa vie. Pour un cas privilégié, où il est question de port d'armes, redoutant de ne pas obtenir justice auprès des juges du

comte, il a prétéré faire son instance devant les juges royaux (fol. 159, v°).

30 septembre 1534. — Sur la plainte de Jehan Regnaut, écuyer, fourrier ordinaire de la reine, en vertu de lettres-patentes décernées contre François de La Rivière, fils de celui habitant le Donziois, pour excès, violences et rapt commis en la personne de la femme dudit Regnaut, ordonne la prise de corps, quelque part où il sera trouvé, et ajournement à être condamné au bannissement et saisie de biens (fol. 176) (1).

(1) 7 octobre 1534. — Renvoi de François de Villebon, écuyer, et ses complices devant les juges de Saint-Pierre, à peine de bannissement, sur la requête de Jehan Gaignepain (fol. 179).

Guillaume Monfoy, appelant d'un ajournement personnel contre Jehan Loppier, receveur pour le roi à Saint-Pierre (*ibid.*).

23 octobre. — Requête de Louis Olivier, citoyen de Nevers, contre René de La Rivière, écuyer, ajourné sous peine de bannissement (fol. 180).

Requête de Pierre de La Rivière, écuyer, seigneur des Coustures, contre Louis de Messon, pour être pris au corps, mené à la Conciergerie de Moulins et ajourné à peine de bannissement et confiscation de biens (fol. 181).

Appel de Jehan de Damas, écuyer, contre Pierre Maigne et Jehan Baux (*ibid.*).

25 septembre 1535. — Requête de Pierre de La Rivière et Jehan Duchapt, sergent royal, contre Thomas Félix et ses complices, sur peine de bannissement (fol. 183, v°).

7 novembre 1534. — Requête de messire François Girard, chevalier, seigneur de Pacy et de Chezault, contre Jehan Blondeau, ses alliés et complices (fol. 185).

8 octobre 1535. — Hillaire Bonguardz, écuyer, Jehan de Saint-Vincent et Jehan Mangematin appellent d'une assignation du bailli de Saint-Pierre (fol. 189).

12 octobre. — Edmond Bernardin contre Sébastien de Verigneux, Antoine Sesset et leurs complices (*ibid.*).

25 octobre. — Jehan Colon contre messire Jehan de Bucherolles, messire Jehan Thibaudin, Louis Bayard, Antoine Moneau, messires Hugues et François Pierrat (fol. 193).

30 octobre 1534. — Requête de maître Guillaume Bourgoing, conseiller à la cour, seigneur de Poissons, contre plusieurs habitants de Poiseux, ordonnant que six d'entre eux seront ajournés devant le sénéchal de Bourbonnais, à Moulins, pour prendre contre eux les conclusions qu'il voudra, nonobstant leurs oppositions (fol. 183).

Requête du procureur général du roi contre Cyr d'Avantois, écuyer, seigneur de Poiseux, et ses complices, entre autres le bastard de Grossouvre et Pierre, cuisinier du seigneur de Montgoublin (Hugues Griveau), ordre de prise de corps, transport à la conciergerie de Moulins, ajournement pour bannissement et confiscation de biens (*ibid.*) (1).

(1) 22 septembre et 19 octobre 1535. — Requête par la comtesse de Nevers contre Philippe de Champignolles, seigneur de Treigny; prise de corps, mise en prison et ajournement pour bannissement et confiscation, en raison de forces et violences commises sur Jehan Robellot et sa fille Bernarde. Il fut saisi et emmené à la conciergerie de Troyes par Julien de La Porte, prévôt des maréchaux, et huit archers, lequel toucha pour frais de ce voyage une somme de 110 livres (fol. 188 et 191).

25 septembre 1535. — Requête de la comtesse de Nevers et du bailli de Nivernois contre Joachim Girard, écuyer, seigneur de Chevenon, Chauveau et Perrinet-Berruyer pour ajournement à Saint-Pierre-le-Moûtier (fol. 189).

12 octobre. — Requête de Jean d'Anglure et Gaspard Breschard, écuyers, seigneurs de Villemenant, contre Noël Daventois et ses complices; ordonne la prise de corps contre le seigneur de Poiseux, son emprisonnement et l'ajourne pour bannissement et confiscation de biens (fol. 190).

Autre examen des mêmes pièces, renvoyant les parties devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier. Noël est remplacé par Cyr Daventois (fol. 198).

21 octobre 1535. — Entre Nicolas de Chargères contre la comtesse de Nevers et Pierre des Mulots (fol. 191, v°).

22 octobre. — Requête de Robert Griveau contre Jehan de Crux, écuyer, seigneur de Sardy (Sardy-les-Forges, près Brèves); connaissance en cette matière est donnée au bailli d'Auxerre et Jehan de Crux doit y être ajourné (fol. 192).

Requête du procureur de Nivernois contre Guillaume de Marry,

16 mars 1537. — Appel de la dame Claude de Prye, comtesse de Joigny, contre l'élargissement de la personne d'Hilaire Bongars, habitant Nevers, effectué sans droit et contre justice par le lieutenant du bourg Saint-Etienne. La cour met l'appel au néant avec dépens de 100 sols, et renvoie au bailli de Saint-Pierre pour obtenir exécution (fol. 217).

29 décembre 1537. — Claude d'Anlezy, archidiacre de Decize (1), contre Pierre de Courguilleray, seigneur de Tracy, et Gilberte de Montjournal, son épouse. Les précédents ont envahi avec force, violences et ravissements la terre et seigneurie de Lyn (Yonne), appartenant à Claude d'Anlezy ; ils ont emporté plusieurs objets mobiliers et des fruits de ladite terre. La femme était l'un des principaux conducteurs desdits excès, armes et conspirations ; l'ajournement personnel fut décerné contre tous pour être condamnés à faire amende honorable et à y joindre une autre amende profitable s'élevant à 2,000 livres parisis.

Cette terre de Lyn a été contestée devant le bailli de Sens, à Villeneuve-le-Roi ; le seigneur de Tracy en a joui paisiblement depuis l'instance et devrait en jouir encore, puisque le procès n'est pas terminé.

Aux grands jours de Tours il fut rendu contre lui un arrêt le condamnant à une peine corporelle et à la saisie de tous ses biens. La demoiselle de Montjournal a mis opposition sur les seigneuries de Tracy, Lyn et autres, aux grands jours tenus à Moulins, avec provision de 250 livres tournois attribuées sur la jouissance de la terre de Lyn. Profitant

chevalier, André de Marry et six autres alliés et complices ; ordre de prise de corps et d'incarcération aux prisons du bourg Saint-Etienne pour y comparaître devant le bailli ou son lieutenant (*ibid.*).

27 octobre. — Requête de Ravault de Vielbourg, écuyer, contre messire Claude du Boys, prêtre, ses alliés et complices ; connaissance au bailli d'Auxerre, prise de corps et ajournement à y comparaître (fol. 195).

(1) 1536, 28 septembre. — Autre requête de M^e Claude d'Anlezy, chanoine de Nevers, contre Jean Ouvrart (fol. 206, v^o).

d'une absence du seigneur de Tracy, Claude d'Anlezy entra par force et à port d'armes, et déposséda la demoiselle.

Information et ajournement de sa part devant le Parlement, mais les commissaires délaissent la poursuite. Cependant, le seigneur de Tracy obtient des lettres de rémission présentées au bailli de Berry, acceptées par Claude d'Anlezy pour 50 livres parisis, et il rentre, lui et sa femme, dans la jouissance de tous ses biens, compris la terre de Lyn. D'autres considérations démontrent que la terre était en litige et que le principal arrêt se trouvait être celui de Moulins, qui en accordait la jouissance à Gilberte de Montjournal (fol. 213) (1).

(1) 7 décembre 1535. — Requête de Jehan Pournaut contre Jacques de Baudreul et Hugues Hanry, chanoine de Saint-Pierre, son procureur, pour recollement de témoins (fol. 196).

23 juin 1536. — Jehan de Ribatre, seigneur des Bruyères, et Pierre Bujon, sergent royal, contre Thomas Briverault, aussi sergent royal (fol. 204, v°).

1^{er} juillet. — Philbert Desprez, seigneur de Taconay, élu de Gien, contre Léonard Rameau (*ibid.*).

15 décembre 1539. — Jacques Ferrant, prisonnier à la Conciergerie du Palais, à Paris, par suite d'un arrêt du bailli de Nivernois, et Étienne du Pontot, écuyer, seigneur de Poussery. Ferrant a promis de comparaître devant le lieutenant du bourg Saint-Étienne de Nevers et se fait cautionner de 500 livres parisis par Gilbert Symonnet, marchand à Moulins-Engilbert, en présence des procureurs des deux parties (fol. 223).

26 juillet 1540. — Pierre Paillet, prisonnier au Châtelet, à la requête d'Estienne du Pontot, pour même cause de « fur et larcin » que ledit Ferrant. La cour les renvoie tous les deux devant le lieutenant du bourg Saint-Étienne de Nevers pour être procédé à diligence (fol. 238).

17 avril 1540. — Congé obtenu par messire François de Damas, chevalier, seigneur de Brèves, contre Jehan Badin (fol. 233).

24 avril. — Pierre Roy, Pierre Paillet et Philippe Vigol, appellent d'une prise de corps décernée contre eux par le bailli de Saint-Pierre-le-Moutier pour Gilbert Dupont, écuyer, sieur d'Aringette. La cour les renvoie à Saint-Pierre, en leur accordant les frais de « chemin pour prison » et en réduisant leurs dépens (fol. 234).

§ 2.

CONTESTATIONS ENTRE HOMMES D'ÉGLISE ET CAS PRIVILÉGIÉS.

Quelques affaires ecclésiastiques, en raison de leur caractère criminel, viennent au Parlement. On sait que les gens d'église pouvaient, ainsi que beaucoup d'officiers, à tous les titres invoquer les tribunaux privilégiés comme le Grand Conseil. Cependant, il faut croire que s'ils étaient cités au Parlement, ils n'osaient pas refuser sa juridiction.

13 avril 1507. — Pierre Lefèvre, notaire à La Charité, et Jehan de La Magdelaine, prieur, en présence de Jehan Lamiche, bailli de La Charité, sont cités à comparaître en personne pour exposer à la cour les détails de leur cause. Nous n'en savons pas davantage (fol. 78, v°).

4 mai 1508. — Antoine de Feurs, conseiller du roi, évêque de Nevers, demandeur, contre Henry de Fontenay, grand-archidiacre de Saint-Cyr de Nevers ; Claude de Fontenay, Jacques Bourgoing, Joachim d'Avantois, chanoines de Nevers, appelés à comparaître (fol. 86, v°). Antoine de Feurs eut de grandes difficultés avec Imbert de La Platière et fut remplacé cette même année en son évêché de Nevers par Jean Boyer.

L'abbé de Notre-Dame de Bourras (le 26 avril 1511) cite devant le Parlement André Dabout et Simon Leroyer pour

21 mai. — Appel par Gilbert Dupont de maître Pierre Boislyart, juge à Saint-Pierre, contre Jehan Vaucouret, mesureur du grenier à sel de Château-Chinon (fol. 235).

3 juillet. — Ordre à Gilbert Dupont de comparaître sous peine d'être pris au corps et amené sous bonne garde pour fournir aux charges à lui imposées (fol. 237).

13 juillet 1540. — Procès de Thomas Denisaber, écuyer, homme d'armes du maréchal d'Aubigny, contre Léonard Bert (fol. 237).

23 juillet. — Claude Joynel, chevalier, appelant du bailli de Saint-Pierre, contre Gabriel Malier (fol. 238).

une contestation de possession du bois de la Quenouille, et obtient que ce bois ne soit pas coupé jusqu'à la rendue du jugement (fol. 94, v°).

Le même abbé de Bourras, Simon Robert, est cité à son tour, le 4 avril 1513, par messire Hugues Barbier, prêtre, qui en appelle du bailli de Saint-Pierre (fol. 107).

6 mai 1516. — Jehan de Salazar, conseiller du roi au Grand Conseil, était en même temps prieur commendataire du prieuré de Saint-Pierre. En 1516, il survint une difficulté au sujet d'un repas donné aux pauvres et indigents, appelé le « manger Dieu », qui devait être commandé par les échevins et servi dans le monastère. Les deux parties ont dû mériter des reproches sur la fidèle exécution de cette cérémonie, assurée d'ailleurs par des fondations. L'arrêt de la cour ordonne aux échevins d'y assister sans scandale ni désordres, prescrit à l'archevêque de Sens, abbé de Saint-Martin d'Autun, dont dépend le prieuré de Saint-Pierre, de réformer ledit prieuré et de faire vivre les religieux dans l'observance régulière, en requérant, s'il le faut, aide et confort aux officiers du roi (fol. 118).

21 juin. — Le prieur d'Aubigny-sur-Loire, frère Antoine Vinctel, cite en appel d'un jugement du bailli de Saint-Pierre, l'évêque de Nevers, alors Imbert de La Platière, son suzerain féodal. L'arrêt de la cour ne dit pas ce dont il s'agit; c'était évidemment une contestation de propriété. Le prieur fut débouté de sa demande le 21 juin 1516 (fol. 126).

28 juin. — Jehan Pariset, à Précy, contre l'abbé et le chapitre de Cervon, appelant du bailli de Saint-Pierre (fol. 126, v°).

A Moulins-Engilbert, le trésorier et chapitre de l'église Notre-Dame ont gain de cause contre les prétentions d'un certain Jehan Borne, bourgeois de cette ville, et, pendant l'appel de celui-ci au Parlement, le 18 juillet 1516, les parties se mettent d'accord (fol. 128).

3 août 1518. — Les habitants de Challuy appellent du prévôt des maréchaux et de son lieutenant au sujet de leur droit de pâturage dans les bois. La paroisse appartient au chapitre de Nevers et le droit de pâturage a été concédé aux habitants par la comtesse Mahaut ; ils en ont joui paisiblement jusqu'à ce jour, où le chapitre s'est efforcé de le donner à cens et bordelage audit prévôt des maréchaux de Nivernois. De là procès des habitants contre le chapitre de Nevers devant le bailli de Saint-Pierre. Le prévôt, continuant sa possession, fait mener pâturer ses bêtes dans les lieux contentieux ; accompagné de plusieurs gens en armes et de son bourreau, il se transporte dans ces pâturages, où il trouve quelques habitants qu'il fait garrotter et emmener aux prisons du chapitre de Nevers, sans charge ni décret de juge. Tels sont les faits pour lesquels on demande au Parlement dommages et intérêts.

De son côté, le chapitre prétend être seigneur de Challuy, avec haute, moyenne et basse justice ; que le droit de pâturage devrait être établi sur un titre parfaitement authentique pour exister réellement ; que, d'ailleurs, plusieurs parcelles données par lui en bordelage ont été entourées de fossés sans protestation. Puis, sans motif, les habitants se sont réunis au nombre d'une centaine, armés de pioches et de pelles, jurant de combler les fossés, les comblant en partie, coupant les haies et buissons, menaçant les tenanciers du chapitre de les enfouir tout vivants s'ils tentent de les arrêter. Un pareil scandale fut vite connu alentour ; le prévôt de Challuy appela le prévôt des maréchaux pour prendre au corps quatre des plus excités, qui furent conduits immédiatement aux prisons de Nevers, ce qui a lieu toujours, pour passer ensuite en jugement.

Quant à la concession du droit, elle n'est pas exacte ; la comtesse Mahaut n'a jamais rien eu à Challuy, les terres ont toujours appartenu à l'église. Celui qu'on appelle lieutenant du prévôt est un bon bourgeois de Nevers, procureur du roi aux élus de la ville.

La cour ordonne de nouvelles informations avant de rendre son jugement (fol. 150).

Nous avons quelques exemples de condamnés invoquant leur situation privilégiée de clercs ou ecclésiastiques pour modifier le cours de la justice et réclamer d'autres juges.

27 octobre 1533. — Un prisonnier nommé Pierre Marin, enfermé dans les prisons de l'archevêque de Tours, se disait prêtre. On fait rechercher près des évêques d'Auxerre, Autun et Bethléem, ou les suffragants de la ville de Clamecy, si les registres des ordres portent le nom ci-dessus de 1508 à 1520.

Il est reconnu par la cour que les lettres de prêtrise, diacre et quatre ordres mineurs, présentées par l'accusé, doivent être fausses et qu'une enquête sera faite sur ce point auprès des évêques d'Auxerre et de Bethléem par Guillaume Bourgeois, conseiller, Pierre Dupin, prêtre à Vezelay ou Avallon, et Poussin, chanoine d'Auxerre.

En même temps, on donnait commission au bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier de vérifier les registres des ordres des évêques d'Auxerre et de Bethléem au sujet de Pierre Marin. Un sergent à cheval du Châtelet de Paris reçut 48 livres parisis pour porter cette commission à destination (fol. 171).

En 1535, Pierre Jussault est condamné par le prévôt de Saint-Pierre-le-Moûtier à être pendu et étranglé sur les fourches patibulaires, pour meurtre sur la personne de Jeanne de Neufpont, sa femme. En sa cause d'appel, il affirme être clerc et réclame ses juges compétents. La cour met la condamnation au néant et la renvoie devant l'évêque de Nevers ou son official (fol. 201).

7 août 1536. — Renvoi devant l'official de Nevers, comme cas privilégié, de l'affaire de Michel Jourdain, demandeur, en cas d'excès contre maître Pierre Buxière, chanoine de Nevers (fol. 211).

Les affaires où comparaissent les ecclésiastiques, prieurs

ou autres, sont généralement des questions civiles où ils entrent en difficultés avec les seigneurs. On a vu les plus détaillées dans les petites guerres de seigneur à seigneur.

Quelques-unes concernant le prieur de La Charité ne laissent pas connaître l'issue des procès.

1490. — Les religieux, prieur et couvent de La Charité appellent contre Jean Brisse, Jean Loyseau et autres officiers du comté de Nevers, demandeurs, en cas d'excès, crimes et délits, chaque partie prenant le défaut en sa faveur (fol. 25).

18 septembre 1534. — Guillaume Grené, clerc tonsuré à La Charité-sur-Loire, contre Jeanne Perreau, veuve d'Alexandre, et frère Jehan de La Magdelaine, prieur et seigneur de La Charité. Renvoi devant le bailli de Berry et son lieutenant de Sancoins, pour l'entérinement de ses lettres de rémission (fol. 174 et 175).

8 février 1535. — Défauts obtenus par Jehan de La Magdelaine, prieur de La Charité, appelant comme d'abus de l'official de La Charité à l'encontre de M^e François Deschetz. La cour juge qu'il a été mal et abusivement fait par ledit official. Deschetz sera pris au corps partout hors lieu saint, et emprisonné aux prisons de l'évêque d'Auxerre, à La Charité, pendant son procès sur le cas privilégié pour lequel sera commis le bailli de Saint-Pierre (fol. 199).

21 mars. — Autre instance de Didier Deschetz contre le même prieur, ajournement à Sancoins devant le lieutenant du bailli de Saint-Pierre (fol. 202).

Plus tard, en 1540, le cardinal de Lenoncourt, prieur et seigneur de La Charité, son procureur, et René Bourdoiseau, bourgeois de la ville, appellent au Parlement d'un refus de renvoi par M^e Claude Malpenet, lieutenant du prévôt des maréchaux de Berry, et Jean Grené, marchand à La Charité. La cour décide de les renvoyer devant le bailli de La Charité pour l'exécution du jugement (fol. 234, vo).

19 septembre 1534. — Messire Guillaume Penot, prêtre, contre maître Jehan Louppier (fol. 174, v°).

2 octobre. — Maître Jehan Dugué contre maître Philippe Cormier, procureur de Coulonges; ordre de le prendre au corps partout hors lieu saint pour être conduit à la conciergerie de Moulins (fol. 177).

Même peine pour Étienne Martin et Louis de Ferrières à la requête de Symon Masquelot, prêtre.

5 novembre 1534. — Défaut à Jacques d'Albret, évêque de Nevers, contre maître Jehan Gaulteron, appelant comme d'abus de l'official de Nevers (fol. 184).

6 novembre. — Information par le procureur général de Cluny contre Antoine Coinctet, religieux de l'ordre de Cluny; renvoi à Saint-Pierre-le-Moûtier pour excès, blasphèmes et crimes (*ibid.*).

22 septembre 1535. — Messire Philippe Cramot, prieur de Coulonges, appelant d'une sentence du bailli de Saint-Pierre prononcée en l'auditoire de l'officialité de Nevers, assisté de son procureur Pierre Taverny, contre le procureur général du roi (fol. 188, v°).

7 décembre 1535. — Requête par maître Jehan Pongnant contre Jacques de Baudreuil et son procureur, maître Hugues Hanry, chanoine de Saint-Pierre-le-Moûtier.

18 décembre 1535. — Requête de maître Étienne Michot, curé de Tintury, et Guillaume Tresneau, contre dom Guillaume du Chaillou, prieur de Biches; Jean Hochet, prêtre; Hubert Commaille, Georges Delaplanche, alliés et complices. Hochet passera devant l'évêque de Nevers ou son official, du Chaillou devant l'abbé de Cluny et les autres devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier (fol. 197).

Dans les années 1534 et 1535, après plusieurs défauts, Pierre Andrault, seigneur de Langeron, et son fils Geoffroi appellent d'un jugement du sénéchal de Bourbonnais, contre

Loup de Salazar, prieur commendataire de Saint-Pierre-le-Moultier; les confrères et bâtonniers des confréries Notre-Dame et Saint-Sébastien, fondées en l'église de Langeron; les procureurs et fabriciens de la même église (fol. 177, 185, v°, 196, v°). (Ci-dessus 6 mai 1516, Jean de Salazar.)

L'année suivante, le même Pierre Andrault, seigneur de Langeron, fait une autre requête contre maître Loup de Salazar, maître Pierre de La Croix au Boys et autres, ajournés à comparaître pour répondre sur les faits à eux reprochés (fol. 201, 207).

L'évêque de Nevers paraît rarement dans les procès. Le 24 octobre 1534, l'évêque Jacques d'Albret adresse une requête contre François de La Platière, Lebasque et Léonard Jaillotte, pour excès et délits, laquelle est renvoyée devant le bailli de Saint-Pierre et son lieutenant à Saint-Etienne.

Puis viennent plusieurs requêtes de curés; celle de frère Jehan Huot, religieux, curé de Saint-Léger de Pougues, contre Jehan Jaincon, portant la peine du bannissement (fol. 180).

3 août 1536. — M^e Michel Jourdain contre Pierre Buxière, chanoine de Nevers, lequel est rendu à l'official de Nevers pour l'examen de son cas (fol. 206).

12 juin et 4 mars 1536. — Contestation au sujet des fruits perçus pendant trois ans et à la suite d'excès et violences dans le prieuré de Dampierre-sous-Bouhy, diocèse d'Auxerre. François Augery et Pierre Bizet, prêtres, y résidant pour l'exécution des charges du prieuré; Jacques d'Assigny, chanoine d'Auxerre, son frère Jean et M^e de Neutmoulins, ayant la jouissance dudit prieuré. La cause fut portée devant le conservateur des privilèges royaux de l'Université, à Bourges (fol. 208). Ce même Jacques d'Assigny paraît dans une autre affaire comme prieur-curé de Dampierre (fol. 204 et 205), laquelle étant cas privilégié est renvoyée devant l'official d'Auxerre.

19 novembre 1539. — Guillaume Ballezy, praticien à Moulins-Engilbert, prend un défaut contre M^e Etienne Le Muet, pénitencier en l'église d'Auxerre (fol. 219).

17 janvier 1540. — Le procureur général du roi et messire Jehan Caillat, prêtre, appelant de l'élargissement de M^e Jehan Claveau (fol. 226, v^o).

6 mars 1540. — Une affaire qui dut avoir une certaine importance et dont nous ignorons l'issue eut lieu en 1540. Dans une instance du 2 mars, frère Guillaume Juisard, grand-prieur de l'abbaye Saint-Martin de Nevers, de l'ordre de Saint-Augustin, déclare faux une relation et rapport qui l'appelait comme d'abus au nom du frère François Guyton, abbé de ladite abbaye. Plusieurs arrêts ont lieu sur le même sujet sans plus de détails; la cour des grands jours de Moulins ordonne d'informer le procès, mais la cour de Parlement en dispense le frère Juisard et se réserve le cas (fol. 229).

En août 1540 plusieurs défauts furent obtenus par Antoine des Ruyaux (1), abbé de Saint-Laurent-l'Abbaye, contre Simon Fazel, prêtre-vicaire de Narcy (2), et ses complices. La cour lui décerne un ajournement personnel sous quinzaine, sinon prise de corps et emprisonnement à la conciergerie. Les débuts de la cause avaient été portés au bailli de Saint-Pierre et à son lieutenant de Sancoins (fol. 218, 239, v^o).

§ 3.

OFFICIERS DE JUSTICE, QUESTIONS JUDICIAIRES.

21 juin 1519. — Guillaume Coquille contre Antoine Germain. Guillaume Coquille, habitant Decize, est frère de

(1) Au quinzième siècle, un Jean des Ruyaux est seigneur de Coudes, près Cuffy.

(2) Saint-Laurent et Narcy, communes du canton de Pouilly.

Jean Coquille, procureur général du comté de Nivernois. Le procureur, Jean Dechoix, avant d'entamer la cause, déclare que le comté de Nivernois, étant tenu en pairie, a toute justice et juridiction, que ses baillis et officiers ont connaissance en première instance de toutes matières civiles et criminelles sous le ressort de ses grands jours.

Or, Coquille et Germain, sujets du comte, sont également justiciables de ses juges, Germain étant lui-même lieutenant du bailli de Nivernois au siège de Decize.

A la suite d'une querelle entre les deux hommes, Germain, devant sa maison, à Decize, est frappé par Coquille d'un coup de poignard.

Ces faits délictueux deviennent nécessairement l'objet d'une demande en justice, et, à cause des influences personnelles, la procédure s'embrouille et se complique sur les questions de compétence. D'ailleurs, les parties, probablement aussi coupables l'une que l'autre, cherchaient tous les moyens dilatoires à leur disposition.

Pendant que le bailli de Nivernois instruit l'affaire par l'entremise du substitut Dechoix, remplaçant le procureur général, frère du délinquant, le bailli royal de Saint-Pierre-le-Moûtier, saisi en même temps, décerne une commission pour prendre au corps ou ajourner ledit Coquille à comparaître en personne.

Le procès d'appel ne dit pas laquelle de ces deux juridictions l'emporta la première fois. On jugea sans doute sur la décision de la justice seigneuriale.

L'avocat de Germain représenta Guillaume Coquille en insolent, batteur de gens, plein de haine et de menaces, joignant souvent les actes aux paroles. Quant à son frère le procureur général, toujours d'après l'avocat adverse, il se transporte à Decize de suite après le crime, dans la maison de sa sœur, fait semblant d'informer judiciairement, convoque des témoins, renvoie ceux qui disent la vérité du cas, conserve ceux qui ne savent rien, manœuvre en tout pour éviter la culpabilité et introduit la cause devant les

juges du Nivernois pour les influencer, lui l'ami et l'allié de tous les gros personnages du pays.

Il est assez curieux de voir ainsi traité de son vivant, dans une affaire très-délicate, le père du grand magistrat, qui est resté pour son époque le type de l'homme intègre et équitable. Il s'agissait, il est vrai, d'un adversaire.

Des lettres royaux surviennent pour suspendre les décisions de la justice. Une nouvelle assignation est lancée par les juges de Saint-Pierre, au bourg franc de Saint-Étienne de Nevers, et les Coquille se portèrent en appel.

La cour de Parlement conclut à un procès par écrit avec pièces et informations nouvelles (fol. 162).

A la suite de cette affaire, qui touche à la juridiction du comte de Nevers et du roi de France, une autre compétition de jurisprudence s'éleva entre le même M^e Jean Coquille et le prieur de Saint-Etienne, frère Jehan Dechasteaux. Celui-ci prétendait être seigneur temporel du bourg, y avoir haute, moyenne et basse justice, un bailli et des officiers pour l'exercer ; pour le cas présent, il se plaignait de ce que le bailli du comte ait fait saisir un prisonnier nommé Jehan Simonnet, détenu par ses officiers.

A leur tour, les juges du comté disent que, sous ombre d'une prétendue franchise existant au bourg de Saint-Etienne de Nevers, tous les mauvais garçons du pays se retirent et se réfugient audit bourg ; que le nommé Symonnet est un voleur qui achète les bœufs dans les champs, les emmène sans rien payer et se retire au bourg avec ses complices. Le juge de Saint-Etienne aurait requis le bailli de Nivernois de le faire saisir par le prévôt des maréchaux et mener aux prisons de la Chambre des comptes de Nevers ; puis, pour confirmer son droit de juridiction, il voudrait obtenir le renvoi du prisonnier devant lui.

Après réplique de chacun où il est dit, entre autres choses, que la juridiction est patrimoniale et que le prisonnier ayant son domicile à Saint-Etienne, les juges ont bien connaissance de son cas, l'affaire se résume dans la question des

frais de justice, qui seront réglés avec le procès criminel (fol. 167).

On voit souvent comparaître un personnage important en justice, le prévôt des maréchaux de Nivernois. Dans la première moitié du seizième siècle, c'est Julien de La Porte qui occupe cette fonction. Il est employé indistinctement par les justices royales et seigneuriales.

La cour de Parlement règle souvent son compte de frais comme le suivant :

Taxe d'une somme de 160 livres parisis à payer à Julien de La Porte, écuyer, pour seize jours de service à ses lieutenants et archers dans plusieurs procès à Moulins (fol. 182, v°).

Julien de La Porte fait une requête personnelle contre le seigneur d'Ussac et le baron de Villeneuve-sur-Allier, en 1534, pour rébellions, désobéissance, insultes et port d'armes ; l'arrêt prescrivait la prise de corps, sauf en lieu saint, la mise en prison et ajournement pour bannissement et confiscation de biens (fol. 182).

Il est probable que les ordres furent ponctuellement exécutés, puisque le prévôt des maréchaux était intéressé dans la poursuite.

16 mars 1537. — Maître Jehan Guyonnin appelant d'une question de parjurement contre le procureur général et Claude Chesgne, sergent royal. L'appellation est mise au néant sans amende, et ledit Chesgne condamné aux dépens de la cause d'appel (fol. 217).

7 août 1539. — Sur la requête de Jehan Poinctet, écuyer, contrôleur des chevaucheurs de l'écurie du roi, Jocerand Dugué, écuyer, est interrogé par deux conseillers et la cause renvoyée au lieutenant du bailli royal à Saint-Étienne de Nevers (fol. 238).

§ 4.

**BOURGEOIS, MARCHANDS, INDUSTRIELS. — VILLES ET HABITANTS
DE VILLAGES.**

Les démêlés relatifs à la dispute du comté de Nevers entre les héritiers de Jean de Bourgogne n'ont pas encore été élucidés par les historiens. Les faits sont d'ailleurs peu connus, parce que les discussions des parties, les décisions des diverses justices, les prises de possession par la force se succédaient les unes aux autres sans jamais présenter une solution définitive.

Les audiences du Parlement des 27 juin, 1^{er} et 5 juillet 1491 donnent plusieurs épisodes des troubles qui éclatèrent dans la ville de Nevers à cette occasion. Les appelants, dont la situation vis-à-vis de la justice n'est pas bien définie, s'adressaient à la chambre criminelle, en raison des faits délictueux mis à la charge des partisans, tandis que la cause des princes était portée au civil et au roi directement.

Nous laissons le côté juridique pour exposer les délits matériels dont la ville de Nevers a été le théâtre. Jean de Bourgogne vient de mourir, chaque parti tente de frapper un grand coup pour gagner à sa cause la population de la ville.

Les partisans de Jean d'Albret, seigneur d'Orval, exposent les premiers les circonstances qui les ont fait agir.

Les querelles de ce genre ne sont pas du ressort du Parlement; toutefois, les crimes sont portés devant sa juridiction, non-seulement en appel, mais en instance directe, en raison de la gravité de la cause.

Il a été commis des excès de la plus grande conséquence pour la ville de Nevers, qui a failli être détruite et menacé de l'être si la cour n'y met ordre. Les notables habitants risquent d'être pillés et tués. Les parties adverses se permettent tout sans encourir la moindre condamnation,

laquelle pourtant devrait être exemplaire. Le légiste entre à cette occasion dans une distinction assez curieuse au point de vue juridique : le monopole, considéré comme crime, se commet simplement entre marchands pour mieux vendre leurs marchandises ; il est interdit, mais ce n'est pas un crime capital. La sédition et commotion de peuple se commet par assemblée de populaire qui, de leur autorité ou sous l'autorité d'une autre personne, font une sédition capable de tourner à la totale destruction d'une ville ou d'un pays, crime capital qui mérite le dernier supplice.

Or, c'est le cas présent : Le duc de Brabant, c'est-à-dire Jean de Bourgogne, n'a qu'une seule fille actuellement vivante, Charlotte de Bourgogne, à laquelle il a voulu donner par mariage les comtés de Nevers et Rethel, ayant l'intention d'en déposséder les Clèves, ses neveux (1). Depuis

(1) Jean de Bourgogne, second fils du duc Philippe et de Bonne d'Artois, sa deuxième femme, naquit le 25 octobre 1415 et mourut le 25 septembre 1491, à l'âge de soixante-seize ans. Il épousa :

1^o Le 24 novembre 1435, Jacqueline d'Ailli ;

2^o Le 30 août 1475, Paule de Brosse, dite de Bretagne ;

3^o Le 11 mars 1480, Françoise d'Albret, fille du seigneur d'Orval, morte sans enfants le 20 mars 1521, à l'âge de soixante-six ans.

Du premier mariage il eut :

Elisabeth, comtesse de Nevers, mariée le 22 avril 1455 à Jean I^{er}, duc de Clèves, morte le 21 juin 1483.

Du second mariage il eut :

Charlotte, comtesse de Rethel, mariée le 15 avril 1486 à Jean d'Albret, seigneur d'Orval, morte le 23 août 1500.

La comtesse de Nevers, Françoise d'Albret, avait ainsi fait épouser à son frère Jean d'Albret sa belle-fille Charlotte.

D'autre part, Elisabeth avait, comme troisième fils, Engilbert de Clèves, qui épousa, le 23 février 1489, Charlotte de Bourbon, et mourut le 21 novembre 1506 ; sa veuve, religieuse à Fontevrault, mourut le 14 décembre 1520.

C'est de lui qu'il est question dans le procès de 1491.

Les difficultés relatives à la possession du comté de Nevers furent terminées par le mariage de son fils Charles de Clèves avec Marie

six ans qu'il connaît cette intention, Engilbert de Clèves emploie tous les moyens pour s'y opposer. Les nommés Tabour et Chaumier, ses agents, « par turbacion de seigneurie, » s'efforcent de gagner les gens de la ville au parti d'Engilbert. Après la donation faite et le mariage célébré, ils ont déployé encore une plus grande diligence pour devenir les seuls maîtres de la ville.

Tabour, homme de guerre, « pource gallant et de seditieux langage, » s'étant allié à maître Jehan Chaumier, provoquèrent une assemblée de six à sept cents personnes, puis s'emparèrent des terres et seigneuries du duc et du comte actuel (Jean d'Albret, le sire d'Orval), menaçant les officiers gardiens s'ils refusaient d'obéir à Engilbert de Clèves, publiant que le roi le portait et l'avait reçu à hommage.

De là querelles et batailles qui faillirent coûter la vie à plusieurs habitants.

Cependant Tabour s'installe dans l'hôtel de Jehan Charpentier, y fait une grande réunion où il expose que le comte lui a donné toute autorité, comme s'il était comte ou seigneur, et qu'il accorderait des places à tous ceux qui tiendraient son parti. Il leur fit prêter serment de s'aider et secourir les uns les autres en cas d'attaque ou de surprise.

Le prévôt est surveillé par une douzaine d'entre eux, qui veulent s'emparer de sa personne, en sorte qu'il n'ose plus sortir la nuit. Quand ils saisissent quelqu'un, ils lui demandent son parti; s'il répond Engilbert, on lui fait fête; s'il répond Orval, il est outragé et mis en danger de mort.

Diverses machinations furent inventées par eux pour mettre la ville en émoi. Ils imaginèrent deux mariniers venus de loin par la Loire qui se portaient pour Clèves; ils les reçurent dans leur maison et leur firent des cadeaux. Une autre fois, ils menacèrent Pierre Corard, contrôleur,

d'Albret, fille du seigneur d'Orval, le 25 janvier 1504. Charles mourut en prison au château du Louvre, le 27 août 1521, laissant un fils, François, premier du nom, qui devint duc de Nevers.

homme notable et estimé, qui eût été écharpé sans le secours de ses voisins.

Bien plus, à une réunion des échevins assemblés à l'hôtel commun de la ville (c'était encore au chapitre de l'abbaye Saint-Martin), Tabour et Chaumier, accompagnés d'une bande de cent hommes armés de bâtons, envahirent la salle, chassèrent les échevins avec injures et menaces, criant qu'il fallait les battre et les mettre sur les carreaux ; la séance fut forcément interrompue et les échevins se sauvèrent, laissant aux mains des malfaiteurs le registre des délibérations.

En ce moment, on reconstruisait le pont de Loire en vue de l'arrivée du roi à Nevers. Le seigneur de La Rivière, gardien du pont, surveillait les travaux. Chaumier l'interpella grossièrement, lui demandant de quoi il se mêlait, qu'il était meilleur serviteur du roi que lui ; puis Tabour arriva avec trente hommes armés, préméditation complète d'un nouveau coup que le seigneur de La Rivière évita en s'esquivant de suite dans sa maison.

Un neveu de Chaumier voulut frapper le héraut du duc, le trompette se mit entre les deux et eut le doigt coupé.

Ces faits, souvent renouvelés, n'aboutissaient à aucune émeute sérieuse dans la ville. Les provocateurs étaient mécontents d'une pareille indifférence ; ils commandent à un nommé Boutillier de se transporter au bourg Saint-Étienne et de répandre à haute voix, par les rues, le cri suivant : Laissez-vous tuer votre bon maître messire Engilbert de Clèves ?

On espérait par ces tapages nocturnes et ces excitations à la révolte entraîner le peuple à un parti.

Au mois de janvier (1495), en l'absence du duc, Clèves fit distribuer des gâteaux aux enfants en leur faisant crier Noël sur son passage, pour se voir fêter comme le roi à sa première entrée dans la ville.

Une centaine d'hommes de guerre parcouraient les rues en dansant et en criant : Vive Clèves ! Ils étaient jusqu'à cinq cents hommes d'armes parlant de piller la ville, gardant

les maisons, occupant les portes de la ville, effrayant les habitants par les complots, les engagements, les menaces, parcourant les rues pendant la nuit, jetant des pierres sur les maisons de leurs ennemis, arrêtant le guet et le prévôt.

Sur les remontrances des échevins, Chaumier répondit qu'il ne faisait pas de mal.

Ils voulurent avoir à leur disposition le clocher de Saint-Victor pour sonner le tocsin; Guérbe, garde des clés du clocher, les refusa; mais un certain Maillart fit sauter la serrure et y entra de force.

Au bourg Saint-Étienne, on cria par les rues qu'il allait venir deux mille hommes de guerre. On se réunit au nombre de huit cents, comme pour se battre, les uns devant la maison de Chaumier, les autres devant l'hôtel de ville, où ils rompirent les portes.

Tous les jours c'étaient des troubles nouveaux. En Carême, pendant l'élection des échevins, un agent de Tabour monta sur un clocher, d'où, voyant arriver l'abbé de Cluny avec une escorte de vingt-cinq chevaux, il se mit à sonner le tocsin à toute volée, en criant « Aux bastons », ce qui occasionna partout de tels rassemblements que l'élection des échevins ne put avoir lieu.

La maison occupée par les archers du duc faillit sauter avec de l'artillerie; des trous étaient pratiqués dans les murailles. La personne même du duc était menacée.

A la suite de pareils troubles, le duc envoya à Nevers le prévôt des maréchaux avec ordre de faire cesser le plus promptement possible les assemblées et les excès. Philippe Simon, conseiller du roi, fut délégué spécialement pour réunir des témoins, prendre des informations, procéder par prises de corps et ajournements, donner ses conclusions non pour peine de mort, ce droit en pays coutumier n'appartenant qu'aux gens du roi, mais pour telle autre peine qu'il voudra, principalement l'amende honorable, avec toutes ses conséquences, contre lesdits Jehan Chaumier et Tabour.

Voici maintenant les explications données par l'avocat

des défenseurs ; elles remontent aux causes et origines de l'affaire :

Le duc de Brabant, comte de Nevers et Rethel, avait une fille aînée qui mourut, laissant un fils âgé de sept ans, Engilbert de Clèves. Cet enfant, considéré comme futur seigneur par les gens d'église, nobles, échevins, bourgeois de la ville de Nevers, était allé vivre auprès de son grand-père. Celui-ci s'étant remarié à la sœur du seigneur d'Orval, sa nouvelle femme s'attacha à marier son frère avec la seconde fille du duc, Charlotte, pour enlever par ce moyen les comtés de Nevers et Rethel à Engilbert de Clèves. Plusieurs contrats faits depuis, dans ce sens, ont été l'objet de procès.

La ville de Nevers s'est formellement déclarée contre le seigneur d'Orval. Cependant, pour pacifier ce différend, les deux parties ont réuni une assemblée d'habitants, où M^e Etienne Decolons représentait Engilbert. Or, le capitaine et les archers du duc le poursuivirent avec menaces, lui appliquant leurs épées sur la poitrine, en criant : « Vilain, tu as été le conseil de M. Engilbert, » et tant d'autres mauvais traitements qu'il en contracta une maladie dont il mourut. Levesque, prévôt du bourg Saint-Etienne, faisant des remontrances aux archers sur les blasphèmes qu'ils proféraient, reçut des coups d'estoc et de hallebarde qui le blessèrent profondément.

Un jour de fête, Jehan Tabour, qui est noble et ami d'enfance d'Engilbert, revenant de l'église avec un certain Jehan Bernard, se vit cerné par les mêmes archers, insulté, maltraité et menacé par eux ; ils l'appelèrent traître, le prirent au collet, lui arrachèrent sa dague ; en passant devant sa maison, ils crièrent qu'ils viendraient la nuit lui donner une aubade. Ils essayèrent encore autre chose. Une troupe de cent vingt hommes d'armes, conduite par un nommé Le Moyne, se présenta en pleine nuit aux portes de la ville, se disant le bailli de Nivernois et demandant à entrer. Les habitants réveillèrent les échevins, qui refusèrent d'ouvrir les portes. Les archers, complices des assaillants,

criaient de les briser ; toute la nuit, la ville fut sur pied ; au lendemain, les soldats entrèrent et se répandirent dans les maisons. Les seigneurs de La Rivière et de Plessières organisaient dans les environs des assemblées de forgerons et charbonniers prêts à tous exploits et voies de fait. On voulait éloigner ledit Tabour, qui ne répondait rien, se contentant de vivre joyeusement en ville. Le dimanche après les Brandons, jour d'élection des échevins, on défendit de porter des bâtons ; les archers entrèrent dans la salle armés d'épées et de bâtons, au grand scandale des habitants, qui protestèrent, M^e Henry Lebreton en tête, et se retirèrent sans rien faire. Le samedi suivant, il fallut garder les portes de la salle, les portes de la ville, les clochers, pour prévenir toute attaque subite.

Une réunion d'habitants fut provoquée pour décider la réception en ville du seigneur d'Orval ; cinq cents assistants s'y opposèrent, surtout si elle avait lieu sans autorisation du roi.

Ensuite, pour simuler le mécontentement du roi, on fit venir Corquilleray, prévôt des maréchaux, ami intime du seigneur d'Orval, muni de lettres royales et suivi de sa compagnie d'armes. Il dit qu'il n'y avait pas assez de cordes en ville pour pendre tous les coupables, que pendant cinq cents ans on se souviendrait de ce qu'il ferait, que chacun de ses archers ne donnerait pas pour 1,000 fr. sa part de butin, bravades qui épouvantèrent les paisibles habitants ; les uns s'enfuirent ou se mirent en terre franche, les autres s'enfermèrent dans leurs maisons.

Engilbert prévint le roi de ces circonstances. M^e Emery Louet se transporta à Nevers, porteur de lettres-patentes, enjoignant à Corquilleray l'ordre de ne rien faire sans son autorisation. Puis Engilbert s'adresse au Parlement à l'effet d'obtenir défense expresse de renouveler de pareils désordres, et le seigneur d'Orval se porte en appel.

Pour nouvelle information, le Parlement envoya M^e Philippe Simon, conseiller, devant lequel se retirèrent Louet et

Corquilleray ; mais celui-ci revint , molesté de toute façon les témoins convoqués , saisit un nommé Charles Flamand sur la terre franche de Saint-Etienne , en battit un autre dans le cimetière de la même église , commanda à ses archers de saccager les maisons de Carquillant , Mathé Orlier (1), Jehan Regnaut.

Pour son seul compte , Flamand demande une réparation de 2,000 livres , une rente de 200 livres pour sa femme et ses enfants , 500 livres pour indemnité de frais du procès. Il ajoute que les excès ne sont pas du côté des défenseurs , ayant toujours agi pour le salut de leurs personnes , de leurs biens et de la ville , que les dissensions relatives au mariage d'Orval ne les concernent pas ; et quant à l'amitié de Tabour avec Clèves , aux menaces contre Molée , aux excès et outrages à plusieurs , aux injures contre le seigneur de La Rivière à propos des ponts , aux gâteaux donnés aux enfants pour crier Noël , aux assemblées provoquées par Levesque , aux sonneries du tocsin , etc. , il est fait à chaque fois la même réponse : *nihil est*. Corquilleray a agi sans ordre pour les saisies et emprisonnements , ce qui doit être déclaré abusif et passible à l'avenir d'une amende de 100 marcs d'or. Tabour devra pouvoir rentrer en liberté dans la ville de Nevers.

Dans l'audience du 5 juillet , au nom du procureur général du roi , on rappelle tout ce qui s'est passé dans la ville de Nevers : questions touchant les seigneurs de Clèves et d'Orval , monopoles , assemblées illicites , commotions et séditions populaires , envoi de maître Philippe Simon , conseiller , qui a confronté et interrogé plus de trois cents témoins , division en deux partis des habitants de Nevers , la plupart armés , se réunissant jour et nuit , tous faits interdits et prohibés. Orval et Clèves , qui par leurs amis et serviteurs ont suscité ces désordres , doivent en supporter les conséquences.

(1) Echevin de Nevers en 1493 et 1497.

Ceux qui ont paru parmi les instigateurs, surtout Henry Lebreton, Corquilleray, prévôt des maréchaux; Richarme, capitaine des archers, seront ajournés devant le bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier; les seigneurs ne mettront plus aucuns gens de guerre dans la ville; le bailli royal devra visiter souvent la ville pour s'assurer de l'exécution des ordonnances, arrêter les assemblées et garnisons et maintenir l'ordre par tous les moyens.

Il est probable que la tranquillité se rétablit dans la ville de Nevers. La compétition entre les princes ne se termina qu'en 1504, par les lettres-patentes de Louis XII, ordonnant le mariage des deux fils d'Engilbert de Clèves avec les deux filles de Jean d'Albret. Hélène, l'une d'elles, étant morte avant son mariage, le comté échut à Marie d'Albret, femme de Charles de Clèves (fol. 7 à 22).

8 juillet 1491. — Un des hommes de loi cités dans les émeutes de la ville de Nevers, Henry Le Breton, se trouve mêlé, à la même époque, à un procès de mœurs.

Henry Le Breton jouissait d'une grande autorité dans la ville de Nevers; il était maître des comptes du duc de Brabant; ses amis et parents occupaient les cours de justice civile et ecclésiastique; en même temps il menait une vie d'excès et de débauche. La veuve Soret, habitant le bourg franc de Saint-Etienne, s'était fait remarquer par sa belle taille et sa jolie figure. Le Breton, furieux de se voir évincé, la fit saisir par une bande de vauriens, maltraiter avec la dernière violence et, après lui avoir fait subir les plus grands outrages, s'empara de ses biens et la chassa de chez lui sans abri et sans asile. La malheureuse se retira à Autun et, de là, adressa sa requête au prévôt de Paris.

L'avocat de Le Breton représente l'appelante comme une femme de mœurs légères, qui ne devrait pas comparaître en justice et n'en finirait pas si elle voulait poursuivre tous les escoliers d'Orléans, par exemple, qui ont eu affaire à elle. Un certain Philibert Mathieu l'a amenée à Nevers et s'est

servi d'elle pour se venger de Le Breton, qui avait fait mettre en prison pour meurtre ledit Philibert. Quant à Soret, son mari, il vivait à Lyon, entièrement séparé d'elle. Après contestation sur tous ces points, il fut décidé qu'on aurait recours à plus amples informations (fol. 22).

8 juin 1507. — Quelques années après, l'élection des échevins de Nevers, en avril 1507, donna lieu à un autre procès au Parlement. Le fait est connu et raconté par les historiens du pays (1); mais les textes des plaidoiries contiennent des réflexions de l'époque et des particularités de l'administration des échevins plus intéressantes que l'événement lui-même.

Depuis plusieurs années les fonctions d'échevins restaient à peu près aux mêmes personnages; la capacité, l'influence, la richesse, l'indépendance nécessaires faisaient de ces fonctions plutôt honorifiques une lourde charge, qui ne pouvait convenir qu'à un nombre très-restreint d'habitants; cependant il y en avait encore assez dans Nevers pour amener des contestations entre plusieurs familles, et c'est évidemment à cette cause qu'il faut attribuer la lutte électorale de 1507.

Le procès raconte comment se passaient les élections à Nevers :

D'après la forme ancienne et toujours observée, l'assemblée se fait le dernier dimanche d'avril de chaque année au chapitre de l'abbaye de Saint-Martin, dont la salle est près du cloître de ladite abbaye. Les échevins sortants déposent sur le bureau les clés qu'ils ont comme échevins, en signe de leur sortie de charge.

Le président des échevins, qui est toujours un licencié en lois, a près de lui les trois autres échevins et au-dessous le contrôleur ou greffier de la ville. Autour du chapitre, dans des stalles réservées, sont assis des gens de bien de ladite

(1) Parmentier, I, p. 38; L. de Saintemarie, p. 59.

ville, hommes gradés, bons bourgeois et marchands ; il y a vingt places au plus. Le menu populaire reste debout, aux portes de la salle, dans le cloître, dans le préau de l'abbaye et jusqu'au cimetière ; il peut y tenir de mille à douze cents personnes. Comme il serait trop long de recueillir les voix de tous, on a l'usage de faire voter ceux qui sont assis dans l'enceinte (1) ; puis les voix étant recueillies, le président dit au peuple : Et vous, Messieurs, de quelle opinion êtes-vous ? Et tous de s'écrier : Nous sommes de l'opinion d'un tel. Le greffier inscrit les noms sur le registre. Ce registre est porté au bailli de Nivernois ou à son lieutenant, qui accepte les élus pour l'année et les reçoit au serment.

Or, le 25 avril, la convocation étant faite, on procède à l'élection. M^e François Lebreton, lieutenant particulier du comté, l'un des anciens échevins, ne dépose pas ses clés sur le bureau et, s'entendant avec Guillaume Gallope, également ancien échevin, il recueille les voix de tous les gens assis ; M^e Pierre Lebreton, Odo des Moulins, Guillaume Lardois, Guillaume Bourgoing, Jehan Bourgoing, Pierre Mocquot, Adrien Callemard, Jehan Fouchier, Pierre Bercier, lesquels neuf seulement, tous parents et alliés entre eux et officiers du comte, sont d'avis de choisir François Lebreton, Guillaume Gallope, Jehan Maignan et Colinet Fleurant. Parmi ces quatre il y a deux frères et un cousin germain ; la ville de Nevers passerait ainsi tout entière par leurs mains avec les offices d'échevins, ce qui est contre le droit, les privilèges et l'avantage des habitants. Cependant ledit Lebreton se tourne de l'autre côté du chapitre, où

(1) Le texte du procès omet la qualité de ces personnages assis, qui n'était pas encore définie ; ce sont les délégués de chacun des quatre quartiers de la ville de Nevers : quartiers de la Nièvre, de la Barre, du Croux et de Loire. Les lettres-patentes de Louis XII, mai 1512, décidèrent que chaque échevin assemblerait dans son quartier les habitants qui éliraient huit notables, lesquels à leur tour feraient dans les conditions ordinaires les élections des échevins. C'était ainsi une sorte d'élection à deux degrés.

étaient Philbert Olivier, Lucenay, Bolacre, Pierre Marion, Jehan Decolons et plusieurs autres gens de bien qui s'opposent à l'élection des échevins sortants, remarquant qu'ils tenaient l'office depuis plus de six ans, chose contraire aux intérêts de la ville, qui avait tout avantage à donner sa confiance à plusieurs administrateurs différents plutôt que de se maintenir toujours parmi les membres d'une même lignée; qu'ils avaient malversé et ne faisaient que nuire à la ville. Ils élisent Guillaume de Chasteaux, licencié en lois; Pierre Marion et de Lucenay, bourgeois, et ledit Maignan, s'accordant tous entre eux pour ne pas continuer les pouvoirs des anciens.

Lebreton, voyant qu'il n'arriverait pas s'il continuait de scruter les voix, s'arrêta tout-à-coup devant les autres gens de bien, assis à la suite et, interpellant par leurs noms Gilbert Billard et Droyn Delamarche, qui se trouvaient dans la foule, ils crièrent qu'ils étaient pour le maintien des anciens échevins. Un certain Jehan Prebtre, Philippe Seguin et quelques autres seulement poussèrent les mêmes cris; il y en eut deux cents et plus qui dirent le contraire.

Aussitôt Lebreton et Gallope veulent sortir du chapitre; Olivier leur fait remarquer qu'ils ne pouvaient ainsi négliger les voix de bon nombre de gens assis et de trois ou quatre cents autres formant la plus grande et saine partie des habitants, en se contentant de dix-huit voix seulement. Ils ne tiennent aucun compte de ces observations, déclarent que l'élection est faite et qu'ils étaient continués. Ils répondent aux réclamations par des injures et des menaces d'envoyer les gens d'armes.

Les assistants, mécontents de ce qu'on ne demandait pas leur opinion, dans une assemblée régulièrement constituée, voulurent achever l'élection et requirent le greffier de la ville d'inscrire leurs décisions; mais le greffier du comté lui enleva son registre et le poussa dehors avec des coups et des injures contre tout le monde. Alors les mêmes assistants, encore au nombre de trois cents et dans la même séance,

firent inscrire en présence des notaires les noms des quatre échevins ci-dessus : Lucenay, Marion, Chasteaux et Maignan.

Ces élus se rendirent ensuite devant Pavye, lieutenant-général du comté, pour s'opposer à l'élection précédente et lui faire agréer la leur, sans quoi ils en appelleraient au Parlement. Pavye passa outre, et maintenant ils demandent la révocation des échevins et la confirmation de leur élection comme seule bonne et valable, en insistant sur le fait qu'on doit respecter la forme en usage et que les officiers du comté ne sauraient empêcher les bourgeois et habitants de la ville de procéder à leurs élections.

D'après la version des intimés, tout s'est passé régulièrement ; il n'y a pas eu d'opposition à l'élection, les élus se sont présentés au lieutenant du comte. Puis, par monopole et sédition de peuple, on a voulu faire une élection contraire, en l'absence des anciens et du greffier. Les appelants n'offrent pas les qualités requises. Olivier est clerc, ne paye pas de tailles et est encore sous la puissance paternelle. Marion et Lucenay sont cautions de Philbert Leclerc et de Hugues de Pougues, receveurs de la ville, encore responsables pour douze mille livres. On ne peut être échevin et comptable à la fois.

Le nombre des voix des gens assis était encore supérieur ; Marion n'a eu que huit voix et Lucenay quatre, sur vingt-deux assis.

Les officiers du comté ont souvent été pris pour échevins, les exemples en sont très-fréquents ; ils se montrent les plus habiles et les plus zélés aux intérêts de la ville. Quant à l'objection qu'ils sont d'une même famille, on ne saurait y trouver à redire ; avant que Gallope et Lebreton fussent échevins, bien que la ville eût de beaux deniers, il y avait plus de dix ans qu'on n'en rendait aucun compte et qu'on ne faisait aucune réparation. Depuis leur entrée en fonction les comptes sont rendus chaque année, le pont de Loire est

réparé en partie pour une somme de 40,000 fr., et seuls ils pourront mener à bien cet important travail.

En fin de compte, qu'ils n'ont aucun profit du fait de la ville et que, dans leur fonction, tout est dommage, peine et labeur. Vérité qui, nous le savons tous, est encore exacte aujourd'hui. L'appel est mis au néant; quelques particularités sont réservées pour informations, interrogatoires et conclusions. Les droits de pairie sont maintenus et l'amende fixée à 60 sols tournois (fol. 79 à 86).

16 juillet 1506. — Guillaume Descoulons, écuyer, et Françoise de Druye, son épouse, plaident en cas d'excès contre les manants et habitants de La Charité-sur-Loire; Louis Marchand, procureur; Pierre Lebeuf, receveur, et Guillaume Agrenat.

Descoulons possède la seigneurie de la Charnaye, avec haute, moyenne et basse justice, fourches patibulaires, mouvant de la justice de La Charité, droits seigneuriaux, prés, terres, bois et pacages. Ces héritages ont leurs limites sur les pacages communaux de la ville de La Charité, indiquées par des bornes.

Pierre Belin, Jean Rive, Jean Fredet, Guillaume Metays ont joui paisiblement de plusieurs de ces terres, en vertu de contrats de bordelage avec les seigneurs.

Or, quelques habitants de La Charité prétendirent avoir droit de pacage sur ces terres, ce qui était faux et provenait d'une longue absence de la part des seigneurs. En effet, Antoine Le Tort, Helion de Druye, Guillaume Boisserand, écuyers, n'habitaient jamais cette terre, qui avait passé directement des mains de Pierre de Veaulce entre celles de Françoise de Druye, sa petite-fille.

Du temps de Pierre de Veaulce, les habitants n'osaient pas y mener leurs bêtes; ils payaient l'amende au seigneur de la Charnaye s'ils étaient pris. Les officiers des seigneurs négligeant le service et les droits du domaine, les habitants s'habituaient peu à peu à empiéter sur leur voisinage. Ils y

mirent de la vengeance contre le seigneur et surtout contre Pierre Belin, l'un des tenanciers, qui était devenu prévôt de La Charité en place de messire Philbert de Maraffin, élu prieur du couvent. Deux ou trois cents hommes s'étant réunis dans les pacages de la Charnaye, ils brisèrent les clôtures, amenèrent de force leurs bestiaux, accablèrent de menaces et de coups les serviteurs et officiers de la terre.

Les seigneurs obtinrent des lettres-patentes prescrivant une information sur ces faits et contenant un ajournement pour Jehan Nesle, Louis Marchand, Guillaume de Doys, représentant les principaux compromis. Depuis l'instruction de l'affaire ils ont persévéré dans leurs excès et méprisé le sauf-conduit accordé par le Parlement. Ils envoient leurs bestiaux par milliers, ils emportent des armes sur les lieux et n'agissent que par menaces. Ils ont voulu jeter dans la rivière les serviteurs et le seigneur Descoulons lui-même, s'il persistait à leur refuser le pacage. Ils ont saccagé un de ses moulins situé sous les ponts de La Charité, qui lui coûtera 60 livres à réparer.

De la partie des habitants on expose que, de l'autre côté des ponts de la Loire, il y a de beaux et immenses pacages entrecoupés de bois et broussailles, appartenant de toute antiquité au commun des habitants. De plus, ceux qui veulent labourer une parcelle en broussailles peuvent le faire pendant trois années consécutives et en percevoir les fruits sans aucune redevance, à la condition de bien défricher et de mettre en pacage à leur sortie. Cet usage existe de temps immémorial, les habitants en ont joui paisiblement et sans contestations. Quant aux héritages de la Chaume-du-Crot et de la Chaume-aux-Oies, qui sont réclamées par le seigneur de la Charnaye, ils déclarent que c'est à tort et qu'ils y ont toujours coupé du bois et exercé le pacage.

Jehan Brice, prévôt de la Charnaye, a voulu faire saisir les bestiaux; les habitants demandent la continuation de leur jouissance et par ce moyen d'interdire au seigneur ses procédés. La cour ne se prononce pas encore au principal, ni

sur les faits invoqués par les deux parties ; elle se borne à condamner les défendeurs, c'est-à-dire les habitants, aux frais de l'instance. Dans un cas aussi vague, c'était leur donner le dessous.

L'affaire ne revint devant le Parlement qu'au bout de plus d'un siècle et n'eut de solution que dans les temps modernes (fol. 62 à 67).

16 avril 1511. — Une révolte des bourgeois de Varzy fut l'objet d'un procès auquel Gillet, dans son *Annuaire* de 1807 (p. 85), fait allusion. « Sous le pontificat de Jean Baillet, évêque d'Auxerre, dit Gillet, les bourgeois de Varzy ayant arraché des mains d'un de ses domestiques les clés de leur ville, ce prélat les fit condamner par arrêt du Parlement, du 16 juillet 1511, aux dépens et à une amende. »

Le texte de l'arrêt nous permet de compléter les détails de l'affaire. D'abord la date de l'arrêt est le 16 avril et non 16 juillet 1511 (1). Le serviteur de l'évêque, chargé de la garde des clés, s'appelait Aignan Cochet et comparait en son nom personnel avec l'évêque.

Les délinquants le frappèrent violemment, déchirèrent ses vêtements et lui arrachèrent par force les clés, les serrures et les verrous des portes : *claves, vectas et seras portarum*.

On traduisit devant le bailli d'Auxerre cinq des principaux meneurs : Guillaume Le Muet, Étienne Mauvoir, Jean Fijac, Guillaume Montbelliart et Pierre Blondeau, qui furent condamnés chacun séparément à une amende et à une simple indemnité pécuniaire envers l'évêque. En outre, ils devaient faire replacer à leurs frais les clés et serrures des trois portes, dites porte de Marzy, porte de Vézelay et porte d'Auxerre. La mention et les noms de ces trois portes, non indiqués dans les notices, ajoutent un point important pour la construction des murailles de la ville refaites deux fois par l'évêque et par les habitants.

(1) En 1510, Pâques tombe le 31 mars ; en 1511, le 20 avril. Sa date d'ancien style, 16 avril 1510, doit donc être portée à 1511.

Les cinq condamnés furent privés à perpétuité de toutes charges de ville et de prendre part en aucune façon à l'administration communale.

Quant à Guillaume Le Muet, qui s'était fait remarquer par sa violence, il dut payer au serviteur de l'évêque une indemnité de cent sols parisis pour son vêtement fourré de peau de lièvre.

L'évêque d'Auxerre, ne trouvant pas la peine assez forte, en appela au Parlement. La cour porta d'abord à dix livres parisis la somme que Le Muet dut payer à Cochet. Puis, afin de faire un exemple, elle obligea Fijac et Mauvoir à remettre, à genoux et tête nue à l'évêque, en son château de la ville de Varzy, en présence de douze à quinze personnes de son choix, les clés de la ville pour qu'il en dispose à son gré. Le Muet devra alors prononcer ces paroles : Seigneur, voici les clés des portes de votre ville de Varzy que nous vous restituons. Nous les avons prises injustement, sans cause et contre le droit, les arrachant par force et violence des mains de maître Aignan Cochet, votre serviteur ; nous regrettons cette action et vous demandons miséricorde, en vous suppliant de nous pardonner le délit et l'offense commis envers vous (fol. 72).

5 mars 1507. — Robin Gendrac et Guillaume Thenon, deux bourgeois de Nevers, se sont pris de querelle pour une dette. Gendrac se plaint d'avoir été maltraité par les sergents royaux au point de rester estropié toute sa vie, et il attaque son ancien débiteur, lequel objecte qu'il n'est pas responsable des actes de violence commis par les agents.

L'affaire, naturellement, en reste là, et nous n'en savons pas plus long ; les parties auront été renvoyées devant leurs premiers juges (fol. 76, v°).

11 mars 1516. — M^e Jehan Guyot, licencié en lois, contre Jehan Peron (fol. 111).

4 avril 1516. — Affaire de vol entre deux marchands tanneurs de Nevers, Benoît Marion et Pierre Desprez, qui

s'accusent de s'être dérobé des cuirs dans leurs fosses. Ce dernier était cousin germain de Guillaume Bourgoing, lieutenant-général du bailli de Saint-Pierre, qui, néanmoins, avait rendu la sentence à laquelle le Parlement renvoyait les plaignants (fol. 112).

8 avril 1516. — Fleury Goutenoire et Anthoine Sellier contre Alixand, veuve de Jehan Gardebetz (fol. 117, v°).

16 mai. — Demande de Marie de Chasteaux, épouse de Jehan Lamiche, et de Michel Pernin contre Pierre Pernin, marchand de Nevers, suite de formules de procédure relatives à cette affaire (fol. 119, v°).

6 et 13 juin 1516. — A Nevers, les échevins sont cités en appel par un habitant nommé Edme Leprince, soupçonné d'être atteint de la lèpre. Il a été examiné par médecins et gens experts et ensuite expulsé de la ville. En appel, il demande à être examiné à nouveau, et le défenseur des échevins s'y oppose, prétendant que dans l'intervalle il a pu prendre des remèdes, et entre autres « aurum potable » pour se guérir. La cour le condamne aux frais et ordonne que dans huitaine il sera visité par le prévôt de Paris ou son lieutenant, « ainsi que ont acoustumé ceulx qui sont suspects de cette maladie » (fol. 125).

17 mars 1517. — Un cas de justice assez intéressant se présenta à Villaines. (Il s'agit de l'un des deux endroits de même nom, fiefs de Châteauneuf-val-de-Bargis et Corvol-d'Embernard.)

Un pré, qui appartenait à Marie Grasset, veuve de Guillaume Desprez, étant contesté par plusieurs voisins, le seigneur du lieu, selon l'usage, s'empara dudit pré et en perçut les fruits en attendant la décision des juges.

La veuve Desprez, se fondant sur le fait que son pré lui a été saisi par violence et qu'on s'en est emparé avec port d'armes, assigne les délinquants devant le bailliage royal de Saint-Pierre-le-Mouëtier ; ceux-ci, prétendant que c'est une

simple saisie, considèrent que le juge de Clamecy est compétent, puisque Villaines est situé dans sa juridiction. L'arrêt déclare que, « s'il est question de port d'armes, le juge royal en doit congnoistre », mais que, pour « simple excès », ce sont les officiers de Clamecy, parce qu'ils sont juges ordinaires.

20 janvier et 27 février 1516. — Défaut à Marie Grasset, veuve de Guillaume Desprez, marchand à Clamecy, contre Philibert Jollivet, Philippe Maillefert et Jehan Tarciot (fol. 130 et 133).

11 août 1517. — Quatre défauts sont donnés à Antoine Clause, écuyer, grénétier à Saint-Saulge, puis à sa veuve Jeanne Lariche et à Jean Delamotte, bourgeois de Saint-Saulge, contre plusieurs serviteurs dñ comte de Nevers pour cas d'excès et sévices entraînant la peine de bannissement et confiscation de corps et biens (fol. 146 et suiv.).

28 août 1517. — Jehan Peron contre maître Jehan Guyot (fol. 146).

11 mai 1518. — Joachim Henry et maître Pierre Bergier, habitants de Nevers, demandeurs en matière d'excès, contre Malga, Pincepate, Phillebert de Mullatier, de Saint-Martin, Bontemps, Trousebois, serviteurs du comte de Nevers (fol. 147, v°).

5 juillet. — Défaut pour les mêmes contre Charles de Clèves, comte de Nevers (fol. 149, v°).

12 août. — Autre défaut pour le procureur général, les échevins de Nevers et autres contre Jehan Monnet, dit Deschiens, sur peine de bannissement et confiscation de biens, et contre frère Daltis, messire Claude Delay, chevalier, seigneur de Bellegarde, et plusieurs de ses serviteurs (fol. 153, v°, 158, 161, v°).

18 mai 1518. — Laurent Premery, à Oisy, près Clamecy, contre le bailli d'Auxerre et Etienne Carré et Pierre Millot ;

l'appelant se plaint de ce que, après son assignation à Villeneuve-le-Roi, on l'a emprisonné à Auxerre et abusé des lettres royaulx qu'il avait obtenues. La cour blâme les juges d'Auxerre et condamne les intimés aux frais d'appel (fol. 148).

1^{er} mars 1519. — Millon Léger, porteur de lettres de rémission, contre Guyote Picarde, veuve de M^e Raoul Debuets, tutrice de son fils Gabriel (fol. 159).

21 juin 1519. — Jehan et Guillaume de Grantrye, grénitiers de Moulins-Engilbert, et François Goussot, contrôleur du grenier à sel, contre Jehan Lamiche (fol. 161, v^o).

24 septembre 1534. — Congé au procureur général et Antoine Bernardot, sergent royal à Saint-Pierre, contre Jehan Reboulle, appelant d'un décret de prise de corps.

Défaut au procureur général et Jehan Lebeuf, bourgeois de Nevers, demandeur en matière de fausseté, contre Etienne Ballerat, sergent royal, ajourné sous peine de bannissement.

25 septembre et 6 octobre. — Marie Lamiche, femme de Léonard Bart, contre M^e Michel Pernin, lieutenant du bailli de Nevers; Guillaume Rapine, avocat; Guillaume Dangeul, écuyer, seigneur de la Motte; Loys Caillart, Pierre Monet, Etienne Petit; ajournement à comparaître pour répondre de crimes et délits, à peine de bannissement (fol. 175 et 178).

Le même sergent royal Antoine Bernardot est condamné à payer 20 livres tournois à Gilberte Goyneau, femme de Jehan de Lafont, et à déclarer devant trois personnes que les paroles et injures qu'il a proférées contre ladite dame ne sont pas vraies et qu'il les a mal dites (fol. 175).

Guillemette Bernardon, femme de Gilbert Girault, contre Gilbert et Etienne Ragoys (fol. 176).

Michel Pain, sellier à Nevers, appelle du bailli de Saint-Pierre, contre Philibert de La Platière, seigneur des Bordes, le 22 mars 1491.

31 octobre 1534. — Requête de Jehan Charbonnier et François Tart, marchands fréquentant la rivière de Loire, contre Antoine Alixant, Jacques Anjorant et le prieur de Saint-Pierre-le-Moûtier, alliés et complices pour excès, crimes et délits à eux imputés; ajournement au prieur à comparaître en personne (fol. 183, v°).

7 octobre 1534. — Hubert Commaille est condamné par le juge de Châtillon-en-Bazois à crier merci à Dieu et à justice et comme réparation à payer 80 livres d'amende envers le seigneur pour avoir frappé Michel Goyer, son serviteur. L'appel est mis à néant et il est condamné à tenir prison jusqu'au payement de 20 livres parisis (fol. 179).

5 novembre. — Requête d'Hubert Commaille contre Léonard Bunot et Bonaventure Prud'homme, pour excès, donnant connaissance du cas au bailli de Saint-Pierre et à son lieutenant au bourg Saint-Étienne (fol. 184).

Bunot appela de la sentence et son appel fut mis à néant par arrêt du 11 avril 1536 (fol. 212).

26 octobre 1534. — Plainte par Jehan Lebeuf contre certains moyens de fausseté employés par Etienne Balerat, sergent royal; les témoins et informations seront récolés et confrontés (fol. 182).

6 novembre. — Procès fait par le juge de Châtillon-en-Bazois contre Marceau Paillard, accusé d'homicide sur la personne de Jehan Dazeault; renvoi de l'affaire pour entendre les témoins devant prouver qu'il est mort de la peste et non des excès commis sur lui (fol. 184, v°).

9 et 10 novembre. — Requête de Nicolas Dauvy et Gilbert Bachelier contre Alexandre de Bourdiers (fol. 185).

10 septembre 1535. — Information à la requête de Guillaume Desjours, grénétier de Luzy en Nivernois, contre M^e Jacques et Guy Raillard et Jehan Barrault, ajournés à comparaître (fol. 186).

4 octobre. — Entre Jacques Vaillant et Jehan Marchant, notaire et praticien à Cosne-sur-Loire (fol. 189).

19 octobre 1536. — Jacques Guillaume contre Perrette Destrappes, femme de Jehan Guillaume, marchand et bourgeois de Nevers (fol. 207).

10 janvier 1540. — Entre Louis Boulu, couvreur, demeurant à Nevers, et Denis Compain et Pierre Dublet ou Dreullot, paroissiens de Varennes-les-Nevers (fol. 226, 230, v^o).

18 mars 1540. — Requête de Jehan Grené, marchand à La Charité, et autorisation à Claude Genton, prévôt des maréchaux à Bourges, de suivre son procès contre René Bourdoiseau (fol. 232).

7 août. — Interrogatoire et confession de Jehan Gergauld par deux conseillers à la requête d'Ambroise Perreau, notaire royal à La Charité. Renvoi pour les témoins et le jugement au lieutenant du bourg Saint-Etienne (fol. 239).

7 août. — M^e Michel Pernin, avocat à Nevers, contre Ambroise Grancher et Louis Blanchart (fol. 240).

3 décembre 1539. — Etienne Ezelin, Blaise Durand, Denis et Pierre de Besze et huit autres intimés, contre Jehan de Crux, écuyer, seigneur de Sardy (1); Léonard du Courtat, écuyer, seigneur de Villechaine; Jehan Le Bourgoing, écuyer, seigneur de Faulin; damoiselle Jehanne de Brion, dame de Posseaulx, et les manans et habitants de Posseaulx et Lucy-sur-Yonne (2). Les susdits appelants, comme il n'est question en la matière de mort ni de mutilation de membres, mais seulement d'une simple assemblée faite par des habitants de Clamecy autres que les susdits,

(1) Sardy, commune de Brèves.

(2) Lucy-sur-Yonne, fief de la chàtellenie de Donzy. Pousseaux, canton de Clamecy.

requéraient d'être élargis jusqu'au procès, en faisant les soumissions accoutumées. La cour le leur accorde jusqu'au 1^{er} mars suivant (fol. 221 à 224, 228, v^o).

Le 17 mars suivant, les mêmes seigneurs et habitants comparaissent comme appelants contre les susdits, ainsi que plusieurs habitants de Clamecy impliqués dans l'affaire. La cour décide qu'ils seront tous élargis de prison, à la condition de se rendre au jour du procès (fol. 231). Le 17 avril, les seigneurs appelants sont condamnés aux frais d'appel, de congé et autres (fol. 233).

Le 16 août 1640. — Nouvelle instance des mêmes contre Claude Demons, jointe au procès du 17 mars (fol. 241).

31 juillet 1540. — Plusieurs défauts ont encore été obtenus par les seigneurs et les habitants de Pousseaux contre un praticien de Clamecy appelé Antoine Roussette. Le cas n'est point indiqué dans le procès d'appel, mais le praticien est traité en coupable, tenu de se rendre prisonnier, sous peine d'être convaincu des faits, condamné aux dépens des défauts et en 60 sols parisis d'amende (fol. 237, v^o).

12 octobre 1535 et 9 mai 1536. — Au sujet d'une contestation relative à la jouissance de bois d'usage, plusieurs habitants du Chastel-du-Bois (1), assistés de M^e Jean Dabon, sont déclarés coupables de crimes et délits. La cour décide que l'arrêt sera exécuté sur le lieu même, en présence du bailli d'Auxerre, et publié à son de trompe et cri public, à l'issue de la grand'messe, au Chastel-du-Bois, avec défense de ne plus couper ni emporter aucune pièce de bois prise dans la forêt (fol. 190, 199, 202, 207).

14 novembre 1539. — Jehan Delahalle, maître de la forge à fer d'Entrains, contre Geoffroi Girard, contrôleur du

(1) Hameau de la commune d'Entrains.

grenier à sel de Saint-Saulge, pour affaire de faux témoignages (fol. 218).

Autre arrêt du 22 janvier suivant, qui l'élargit jusqu'au lendemain de Quasimodo. Autre arrêt du 13 mars, qui se borne à interdire de procéder par injures de voie ou de paroles, et renvoie les parties sans dépens (fol. 227).

§ 5.

TORTURE, AMENDE HONORABLE, PEINE DE MORT.

Quelques cas où l'on signale les procédés employés par la justice ancienne pourront servir à l'histoire locale de la justice.

24 octobre 1534. — La cour renvoie devant le lieutenant du bailli royal à Saint-Étienne de Nevers le procès de Pierre Allozy, dit Millin, prisonnier à la conciergerie de Moulins, condamné à être mis à la torture et question ordinaire pour savoir de sa bouche la vérité sur les violences et rapt commis sur la personne d'une fillette de six ans, Marie Morol (fol. 181).

17 janvier 1535. — Le Parlement examina le procès du bailli de la châtellenie d'Alluy, condamnant Marin Nouveau, pour larcins, sacrilèges et autres cas, à être pendu et étranglé au gibet et fourches patibulaires d'Alluy, tant que mort s'ensuive. Sur sa demande en appel, la cour déclare que la sentence sera mise à exécution, selon sa forme et teneur, et renvoie ledit prisonnier en l'état qu'il est devant le bailli (fol. 198).

L'incendie volontaire entraînait la peine de mort ; mais, dans ce cas et dans plusieurs autres, on remarque de la part du Parlement une tendance à l'adoucissement des peines infligées par les justices seigneuriales.

15 juin 1536. — Jean Maréchal, ayant mis le feu sciem-

ment et de propos délibéré à la maison de Jean Mithier, est condamné à être pendu et étranglé à Saint-Pierre. A l'appel de cette sentence, la cour condamne le prisonnier à être battu et fustigé par les carrefours, banni du royaume et privé de tous ses biens (fol. 203, v°).

Le 8 mars 1536, le bailli de Nivernois condamne Jean de S....., marchand, demeurant à Nevers, pour paroles scandaleuses et contre la foi, à faire amende honorable, c'est-à-dire sortir des prisons de Nevers tenant une torche ardente, du poids de deux livres de cire, en sa main, et en cet état mené au marché à jour de dimanche ou autre fête, à l'issue du service du matin, et là, devant la chapelle assise audit marché, paroisse Saint-Aricle, à genoux, faire amende honorable en disant que, mal témérairement et contre vérité, il a dit et proféré ces paroles, dont il se repend et crie merci à Dieu, à la dame de Nevers et à justice. De plus, amende de 50 livres tournois à la dame de Nevers et 37 livres 10 sols, dont 12 livres 10 sols pour réparation en l'église Saint-Aricle et autant à Saint-Martin, où ses deux femmes ont été enterrées; à la paroisse Saint-Sauveur et à l'église Saint-Cyr, où il habitait; aux Frères-Prêcheurs et Mineurs. L'appellation est mise au néant (fol. 200).

31 juillet 1536. — Un nommé Gilbert Cultis appelle au Parlement d'une sentence interlocutoire donnée contre lui par le lieutenant du bailli de Nivernois à Decize, par laquelle il aurait été condamné à répondre et confesser la vérité du cas à lui imposé par torture et question. L'appel est mis à néant, la sentence sortira son effet, le prisonnier sera renvoyé en l'état (fol. 205, v°).

3 août. — Une autre affaire, jugée également à Decize, concerne un certain Lucas Compagnon, accusé d'avoir attiré Benoît Gallereau dans sa maison, et là de l'avoir battu, échaudé et outragé.

Condamné pour ce fait à 15 livres tournois et à la prison,

le procureur général en appelle et la cour lui ajoute qu'il sera battu et fustigé par les carrefours de Decize (fol. 206).

26 novembre et 18 décembre 1539. — Les baillis de Nivernois et de Saint-Pierre-le-Moûtier s'unirent dans la poursuite contre Pierre Mandereau, ayant déjà subi un arrêt où il avait été contraint, par question et torture, à confesser la vérité des coups et plaies sur le corps de défunte Cécile Baillard, en son vivant sa femme, à la suite de la visite des chirurgiens de la ville de Decize. Ayant fait valoir des lettres de rémission, d'autres lettres royaux et sa situation de clerc tonsuré, qui lui accordait le privilège de clérical, la cour le déboute de l'immunité et de la franchise qu'il réclame à ce sujet.

Malgré la torture et question à laquelle il a été soumis, il a persisté dans ses dénégations, et, par arrêt du 18 décembre suivant, la cour le condamne à faire amende honorable au parquet de ladite cour de Saint-Pierre-le-Moûtier et de Decize, à jour de plaids, étant tête et pieds nus, en chemise, tenant en ses mains une torche de cire ardant du poids de deux livres, en disant que, malicieusement, il a battu, outragé et navré sadite feue femme, et que, par sa faute et négligence, elle est allée de vie à trépas, dont il se repent et en requiert merci et pardon à Dieu, au roi et à la justice ; et ce fait estre battu et fustigé nu de verges par les carrefours de Decize par trois divers jours.

De plus, il fut banni pour dix ans.

La peine était dure ; mais, en tenant bon à l'épreuve de la question extraordinaire, il évitait les conséquences de l'arrêt du 26 novembre qui le condamnait à être brûlé, ou pendu et étranglé s'il avouait son crime.

C'était l'erreur de la justice ancienne de baser la culpabilité sur l'aveu arraché par force (fol. 220 et 225).

27 février 1540. — Guillaume Viaud, laboureur, accusé de meurtre et homicide par lui commis sur la personne de Louis Noullot, est condamné par le bailli de Varzy à être

pendu et étranglé par l'exécuteur de haute justice, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Confiscation de tous ses biens au profit du seigneur de Varzy. Sur son appel, la cour le condamne à être battu et fustigé par deux divers jours et à jour de marché, ayant la corde au col, par les carrefours de Varzy, puis à deux ans de bannissement (fol. 228).

30 juin 1540. — Procès par le juge et garde de la justice de Saint-Parize-le-Châtel contre Jehannot Rouet, du village de Grouseboux, pour meurtre, homicide commis en la personne de Jean Besson, condamné à être pendu et étranglé au gibet et signe patibulaire de la justice de Saint-Parize. La cour le condamne à être battu et fustigé nu de verges, ayant la corde au col, par trois divers jours, par les carrefours et lieux accoutumés à Saint-Parize, banni à toujours du royaume, ses biens confisqués, sur lesquels seront prises six livres parisis pour faire prier pour l'âme du défunt (fol. 236).

DEUX INSÉPARABLES.

Procumbit humi bos...

(VIRGILE.)

Tous deux couraient dans le pâtis, — ardents et forts !...
Comme ils avaient, tous deux, cornes fines et lisses,
Même poil, même taille, — à leurs blanches génisses
L'Homme un jour vint les prendre, — et mutila leur corps.

Plus de combats d'amour dans les grands prés — leurs jungles !
Plus de libres ébats avec le libre sol !...
Depuis, le joug pesant a courbé leur beau col,
Le fer de l'esclavage a déformé leurs ongles.

Tous deux — comme attachés au même lourd boulet —
Ils iront leur chemin sous l'œil qui les seconde ;
Et la Terre, s'ouvrant sur leur trace féconde,
Recevra la semence — espoir du blond juillet...

Le regard bête et bon, les naseaux blancs de bave,
Dociles désormais au terrible aiguillon,
A pas lents — ils suivront leur éternel sillon,
Hiver fondant son givre, — été coulant sa lave !...

Symbole de douceur et de sobriété,
Ils ne connaîtront point les moments de révoltes ;
Et du soc, lourd de glaise, au char, lourd de récoltes,
Ils passeront sans fin — beaux de sérénité.

Impuissants à cette heure, eux que leurs jeunes haines
Avaient conduits jadis l'un sur l'autre, front bas,
Ils n'auront de pensers désormais ici-bas
Que pour se partager la fatigue et les peines.

Puis viendra le jour où — las enfin d'être né —
L'un d'eux penchant sa tête au même joug rivée,
Tombera sur la raie encore inachevée
Et clora pour jamais son grand œil étonné.

Que vous passiez dès-lors par la ferme isolée,
Que vous longiez la route où verdit le pâtis,
Vous verrez — seul — un bœuf aux aspects abêtis
Troublant de meuglements l'écho de la vallée ;

Inquiet, — à l'écart du reste du troupeau, —
Dédaigneux de la faim, — scrutant la plaine bleue, —
Il est là qui se bat les flancs avec la queue...,
Et la Mort, qui le guette, a mis sur lui son sceau !

Interrogez .. On vous dira : « C'est par journées
Qu'il faut compter le temps qui lui reste à souffrir... »
— Son frère de joug mort ! lui n'a plus qu'à mourir :
Le jeûne hâtera l'œuvre des Destinées...

Rien : ni le sainfoin vert, ni le pâtis ancien
Auquel on l'arracha — taureau courant la plaine,
Ni l'étable moelleuse — avec sa crèche pleine,
Repos, soins, liberté : rien n'y peut faire rien !

Condamné par lui-même, et condamné par l'Homme,
Se tuant par la faim un peu plus chaque jour,
Il va traîner ainsi — le grand bœuf de labour, —
Le cœur plein de son deuil d'humble bête de somme !

Et quand il sentira l'instant enfin venu,
— Couvrant d'un long sanglot la natale prairie, —
Il appuiera son front sur la mousse fleurie,
Et la nuit emplira son bon œil ingénu...

Bornet, juillet 1893.

LE CABARET DU PÈRE ANTOINE.

Si vous passez par mon village,
Mon petit village propre,
Vous verrez d'un mur en retrait
Pendre un genêt au vert feuillage...
Nulle enseigne... Pas même un nom
Zébrant de noir le plâtre rose :
On sait que là le vin est bon
Et l'on s'en contente... sans prose.

C'est le cabaret vieux et nu,
Où — trogne rubis, front pivoine —
Trône l'auguste père Antoine,
L'hôte de céans bien connu.
Auguste certes !... et j'en jure...
C'est tout Bacchus en chair, en os...
Et c'est à son nez faire injure
Que de suspecter ses tonneaux.

Entrez... La cave bien remplie
A des *crus* pour tous les écots :
Vins rosés, vins coquelicots
Ont dormi là des ans sur lie !...
Goûtez... vous me direz après
Si le jus pourpré de sa treille
Ne vaut pas vos pompeux xérès,
Xérès souvent que pour l'oreille !

« Toc, toc !... » Entrez, franc compagnon !
L'âge, en route, a trahi vos forces :
Voici le redresseur des torsos,
Le vieux vin *pelure d'ognon*...

Entrez, vous la Jeunesse folle !
Voici l'ami de la chanson :
Le vin mousseux par qui s'envole
Au pays du Bleu la raison !

Voici — clair et lilas de teinte —
Le *piccolo* des jours d'été ;
Pour dix sols, à satiété
Videz, les gars, pinte sur pinte.
Voici le vin cher aux amours :
Ho ! les *chacuns* veufs de *chacunes*...
Son glou-glou parle en chauds discours
Au cœur des Blondes et des Brunes !

Entrez tous : bourgeois ! plébéien !
Artisan ! faiseur de système !
Ici, jamais l'eau du baptême
N'a pâli le vieux vin païen ;
Et tous les flots d'or du Pactole
Baigneraient son cellier bien clos
Que, sans en mouiller une fiole,
Père Antoine rirait aux flots...

On le sait... Aussi le dimanche,
Jour de bombance et de repos,
Le vieux peut apprêter ses pots
Et largement trousser sa manche.
— « Toine, par-là !... Toine, par-ci !... »
Bref, un Enfer où sûr le Diable
Perdrait tête..., et Toine avec, — si
Boire sans chef était faisable !

Mais, — ces jours-là surtout, — il faut
Savoir boire et garder sa tête...
Non que ce soit pour l'étiquette :
C'est bien là son moindre défaut. —

Demandez plutôt ce qu'il pense,
Lui le robuste vigneron,
De ces « prêcheurs de tempérance !
» Ces empêcheurs de boire-en-rond !... »

Chopineur, soit !... et même ivrogne !...
Du moins — poursuit mon vieux voisin —
Faites que le jus du raisin
Ne déteigne que sur la trogne !
Fi de ces Boit-sans-soif perclus,
— Engeance vile et détestable —
Qui, pour un doigt de vin de plus,
Vous roulent du banc sous la table...

D'ailleurs — et c'est fait avéré —
Toine, l'ivrogne dès les langes,
Toine, que quatre-vingts vendanges
N'ont point encor désaltéré,
Toine en serait mort, si — par honte ! —
Virant jamais tribord, babord,
Sa raison eût trahi le compte
Des pots vidés à trop plein bord.

... Or, du cellier à la tonnelle
Tandis qu'il va — très-affairé,
Sur la fleur de son nez pourpré
Le gai papillon bat de l'aile...
Et les gars de lancer du coup
Des pointes — qu'on trouve très-fines :
Bon prétexte à *casser le cou*
A deux ou trois autres chopines.

Le vieux — tout naturellement —
S'invite et vient choquer son verre :
— « A vos santés, les gars ! » — « Nous, père
» Toine, à la vôtre même ! »

Les langues claquent .. On sirote...
On hume. . on vante... et lui, tout fier :
— « Hein ! c'est-il du sang de carotte
» Que l'on vous verse... *et pour pas cher ?* »

Et tous, la bouche enfarinée,
De priser encore à l'envi ;
Et le vieux, — qui n'en fait pas fi, —
D'y aller d'une autre *tournée*...
... Et c'est ainsi qu'à rire un brin ,
A parler blé, vigne, orge, avoine,
On passe son dimanche plein
Au cabaret du père Antoine.

..

Si vous allez par mon village,
Mon petit village propre,
Vous verrez d'un mur en retrait
Pendre un genêt au vert feuillage...
Nulle enseigne... Pas même un nom
Zébrant de noir le plâtre rose :
On sait que là le vin est bon
Et l'on s'en contente — *sans prose !*

PAUL OUAGNE.

Bornet, mai 1893.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
La petite Vendée du Sancerrois et l'agitation royaliste dans la Nièvre en 1796, par M. P. Meunier.	1
Brinon-les-Allemands. — Chaumes et bois usagers. — Historique et origine du droit de propriété, par M. Cyprien Gueneau. . .	49
Origine des usages de bois, par M. Ad. de Villenaut.	65
La seigneurie de Brinon-les-Allemands, par M. Ad. de Villenaut. . .	71
Registres-terriers des seizième et dix-septième siècles, par M. Ad. de Villenaut.	77
De la collation des bénéfices ecclésiastiques en France jusqu'en 1789, par M. l'abbé Guillemenot.	85
Translation des restes de Marguerite de Bourbon et de Ludovic de Gonzague, et leur inhumation dans les caveaux de la cathédrale de Nevers le 7 décembre 1595, par M. Sarriau.	128
Traité passé en 1561 par Marie de Bourbon, duchesse de Nivernais, avec les fournisseurs de sa maison, par M. Sarriau. . .	137
Le siège de Lormes par les protestants, 1570, par M. Henri de Flamare.	145
Notice sur les sociétaires décédés depuis 1890, par M. René de Lespinasse.	157
Chantenay considéré comme emplacement probable de la Gorgobina Boiorum, par M. Albéric Gonat.	170
Notice sur le château de Dompierre-sur-Nièvre, par M. G. Gauthier.	186
Un procès criminel à Saint-Pierre-le-Moûtier au dix-huitième siècle, par M. E. Duminy.	193
Les billets de confiance dans la Nièvre (1791-1792-1793), par M. P. Meunier.	231
Le livre de raison de François Née de Durville, par M. H. de Flamare.	263
Essai historique sur l'Oratoire de Nevers, par M. J. Savelon, prêtre de l'Oratoire.	274
Berry-sous-Montfaucon, dépendance du prieuré de La Charité, par M. René de Lespinasse.	332
Bailliage royal et présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier. — Etat de cette juridiction en 1789, par MM. Duminy et P. Meunier. . .	337

